



**Frontières en mouvement et échanges
économico-sexuels : dynamiques migratoires des
Brésiliennes au Suriname, en passant par le Guyana et
la Guyane française**

Osvaldina dos Santos Araujo

► **To cite this version:**

Osvaldina dos Santos Araujo. Frontières en mouvement et échanges económico-sexuels : dynamiques migratoires des Brésiliennes au Suriname, en passant par le Guyana et la Guyane française. Sociologie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II; Universidade de São Paulo (Brésil), 2017. Français. NNT : 2017TOU20063 . tel-02341883

HAL Id: tel-02341883

<https://theses.hal.science/tel-02341883>

Submitted on 31 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse Jean Jaurès

Cotutelle Internationale avec l'Université de São Paulo, Brésil

Présentée et soutenue par :

Osvaldina DOS SANTOS ARAUJO

Le vendredi 15 septembre 2017

Titre :

Frontières en mouvement et échanges économique-sexuels. Dynamiques migratoires des Brésiliennes au Suriname, en passant par le Guyana et la Guyane Française

École doctorale et discipline ou spécialité :

ED TESC : Sociologie

Unité de recherche :

LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires) UMR 5193

Directeur/trice(s) de Thèse :

Angelina PERALVA, Professeur Émérite, Université Toulouse Jean Jaurès
Marcos César ALVAREZ, Professeur, Université de São Paulo, Brésil (co-directeur)

Jury :

Francis DUPUY, Professeur des Universités, Université Toulouse Jean Jaurès
Éric MACÉ, Professeur des Universités, Université de Bordeaux (rapporteur)
Bianca FREIRE MEDEIROS, Professeur, Université de São Paulo, Brésil
Adriana PISCITELLI, Directrice de Recherche, Université de Campinas, Brésil (rapporteuse)
Jacqueline SINHORETTO, Professeur, Université Fédérale de São Carlos, Brésil

Remerciements

La journée d'un doctorant est presque toujours solitaire, mais pas isolée, car, durant cette période, de nombreuses personnes passent par notre vie et laissent leur contribution, pas forcément théorique mais qui fait toute la différence, notamment quand l'atterrissage se fait en terres étrangères. C'est pourquoi il est indispensable de remercier les personnes qui ont été présentes et ont participé d'une certaine manière à cette thèse : à toutes ces personnes, un grand merci.

Je remercie aussi les institutions et personnes suivantes :

À l'Université Toulouse Jean Jaurès (TESC-LISST-CERS) et au Programme de Post-Graduation en Sociologie du Département de Sociologie de la Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de São Paulo (USP), pour l'accueil de cette recherche dans le régime de la cotutelle.

À Angelina Peralva, pour sa direction, sa générosité, ses conseils, sa patience et sa confiance.

À Marcos César Alvarez, pour avoir accepté de faire partie de la co-direction, ainsi que pour ses suggestions et sa confiance.

À Adriana Piscitelli et Vera Telles, pour l'attention avec laquelle elles ont lu le travail du comité de suivi de thèse – leurs observations et suggestions ont largement enrichi ce travail.

À Francis Dupuy, Éric Macé, Bianca Freire Medeiros, Adriana Piscitelli et Jacqueline Sinhoretto, pour avoir accepté de faire partie des examinateurs de cette thèse.

Aux professeur-e-s et doctorant-e-s du laboratoire TESC-LISST-CERS, pour m'avoir si bien accueillie.

Aux Brésilien-ne-s qui m'ont si gentiment reçue au Guyana, en Guyane Française, en Hollande et au Suriname, pour m'avoir permis de découvrir leurs histoires de vie – comme ils-elles disent « comme un livre ouvert » –, lesquelles j'ai eu la chance de pouvoir écouter et analyser pour écrire cette thèse. Merci beaucoup à eux.

À José Paulo Ribeiro, pour son attention et son aide durant la réalisation de la recherche au Suriname, ainsi que pour son aide dans mes déplacements dans le pays.

Aux ambassades du Brésil de Georgetown et d'Haye ; à l'Attaché de la Police Fédérale au Suriname et à l'Officier de liaison de la Police Brésilienne au Guyana ; à la Fondation pour le Développement brésilien au Suriname (Fundação para o Desenvolvimento Brasileiro no Suriname - Fundação Brasur) ; aux associations Développement, Accompagnement,

Animation, Coopération (DAAC Guyane) et Skat Park, de la Guyane Française ; à la Fondation Tenda et Casa Brasil Holanda, de Hollande ; et aux églises évangéliques Assemblée de Dieu, Dieu est Amour et Ministère de Madureira, du Suriname.

Je remercie tout particulièrement John pour sa patience et son accompagnement, pour nos discussions autour de cette recherche, pour m'avoir encouragée durant tout le parcours du doctorat; et à Heitor qui, même sans vraiment comprendre ce qu'est une thèse, m'a encouragée à terminer cette recherche et, plus que quiconque, souhaite de voir sa mère soutenir sa thèse.

À mon père Abilio, mes sœurs Fátima, Beth, Lene, Rose e Roziane, mes frères Ari, Daniel, Deuzimar, Dorin, Eure, Lourival, Luiz e Pedro qui pendant mon absence durant le travail de terrain et l'écriture de cette thèse, m'ont toujours comprise et soutenue.

À ma nièce Cléia pour faire compagnie à Heitor au cours de la recherche sur le terrain.

À Ivani, pour ses suggestions, ses observations et la lecture attentive de cette thèse.

À Marcilene, pour son amitié et sa patience, ainsi que pour les nombreuses fois où elle m'a aidée à Toulouse.

Aux membres de la recherche « Gêneros, corpos e sexualidades », du GEPEM/UFPA, notamment à Adriane, Edyr, Elane, Eli et Telma, pour nos dialogues et les échanges de connaissances.

À la secrétaire du LISST/CERS, Marie-Ange Parisot ; à la secrétaire de l'École doctorale TESC, Catherine Bernou ; à la responsable administrative du TESC, Katia Dago ; et à Regina Celi Sant'Ana, de la Commission de Post-graduation et du Service de Post-Graduation de la FFLCH-USP, pour sa patience et la résolution de problèmes administratifs.

À Gustavo et Ângela, du Secrétariat de post-graduation du Département de Sociologie de l'USP, pour sa gentillesse.

À Amadeu Lima, Edyr Oliveira, Françoise Guillemaut et Felipe Fernandes, pour les conversations et leurs suggestions.

À Sarah, pour ses observations et sa contribution à la traduction de cette thèse.

À Victoria Hoyos, pour toutes les fois où elle m'a aidée pour les « petits » détails bureaucratiques à Toulouse et pour l'accueil que j'ai reçu dans sa famille.

À Alicia, Cassiano, Cécile, Charles, Christopher, Cristina, Daniela, David, Fabiela, Filippo, Ivaldo, João, Lorenzo, Manue, Messias, Nicole et Olivier, pour les moments de détente, leur solidarité et leur amitié.

Aux Brésilien-ne-s qui circulent dans les Guyanes
à la recherche d'une vie meilleure.

Résumé

Dans ce travail, nous aborderons la manière dont les diverses logiques et stratégies d'entrée, de circulation et de flux frontaliers dans la région des Guyanes sont structurées. L'objectif est donc de comprendre la dynamique de circulation migratoire des Brésilien-ne-s au Suriname, mais aussi la place du Guyana et de la Guyane Française dans cette mobilité. Il s'agit alors d'analyser les logiques, les trajectoires et les dynamiques de mobilité des Brésiliennes travaillant dans la prostitution. La dynamique de mobilité liée à la prostitution est ici analysée à partir de l'expérience des personnes circulant dans l'univers du marché du sexe. Cette recherche est avant tout qualitative en ce qu'elle repose sur des entretiens semi-directifs réalisés avec 74 personnes (44 femmes, 27 hommes et 3 travestis/transsexuels) et s'appuie sur une approche ethnographique multi-située dans différents moments et lieux du Guyana, du Suriname, de la Guyane Française et de Hollande. Plus précisément, cette étude montre que les femmes passent par de multiples modalités d'échange : sexuels, affectifs, matériels, économiques et symboliques. Pour les Brésiliennes qui migrent au Guyana ou au Suriname pour travailler dans les *clubs* de prostitution, leur sortie de ces derniers constitue soit une transition entre la *menina de club* et la *ploc*, soit une relation avec un *fixe* ou un *mari* – ce sont là des catégories de référence pour comprendre le marché du sexe au Suriname et la dynamique migratoire de ces femmes dans la région des Guyanes. Or, chacune de ces catégories gravite autour du fait d'être femme et étrangère, d'être prostituée ou de passer par la prostitution, ou encore d'occuper d'autres rôles pour tenter de se détacher des étiquettes et des stigmates.

Mots-clés : prostitution, frontières, territoires circulatoires, garimpo, dynamiques de mobilité et traite des êtres humains.

Resumo

Este trabalho aborda a forma como são estruturadas as diversas lógicas e estratégias de entrada, de circulação e de fluxo fronteiriço na região das Guianas, e tem como objetivo compreender a dinâmica da circulação migratória de brasileiras/os no Suriname e a relação dessa mobilidade com a Guiana e a Guiana Francesa, analisar as lógicas, os circuitos e as dinâmicas de mobilidade de brasileiras na prostituição. A dinâmica de mobilidade ligada à prostituição foi analisada a partir da experiência das pessoas que vivenciaram o universo do mercado do sexo ou que estiveram inseridas no circuito desse espaço circulatório. O estudo é, sobretudo, qualitativo, realizado a partir de entrevistas semiestruturadas com 74 pessoas (44 mulheres, 27 homens e três travestis/transsexuais), em uma abordagem etnográfica multissituada em diferentes momentos e lugares na Guiana, no Suriname, na Guiana Francesa e na Holanda. O estudo demonstra que as mulheres transitam entre várias modalidades de intercâmbio: sexuais, afetivos, materiais, econômicos e simbólicos; e que sua mobilidade é frequente tanto no que se refere à circulação espacial como à laboral. Para as brasileiras que migram para Guiana e o Suriname para atuar em clube de prostituição, a saída deste significa a transição entre *menina de club* e *ploc*, ou ter um *fixo* ou *marido*, categorias referenciais para compreender o mercado do sexo no Suriname e a dinâmica migratória delas na região das Guianas, uma vez que tais categorias giram em torno de ser mulher e estrangeira, de estar ou ser prostituta, de assumir outros papéis para tentar se distanciar de rótulos e estigmas.

Palavras-chave: prostituição, fronteiras, territórios circulatórios, garimpo, dinâmicas de mobilidade e tráfico de pessoas.

Abstract

This work deals with the way in which the various logics and strategies of entry, circulation and border flow in the Guianas region are structured and aims to understand the dynamics of the migration of Brazilians in Suriname and the relation between this mobility and Guyana and French Guiana, to analyse the logics, circuits and mobility schemes of Brazilians in prostitution. The system of mobility linked to prostitution was analysed from the experience of people who lived the universe of the sex market or who were inserted in the circuit of this circulatory space. The study is mainly qualitative, based on semi-structured interviews with 74 people (44 women, 27 men and three transvestites/transsexuals) in a multi-sited ethnographic approach at various times and places in Guyana, Suriname, French Guiana and Holland. The study demonstrates that women transit between various modalities of exchange: sexual, affective, material, economic and symbolic; and that their mobility is frequent both in terms of spatial and labour movement. For the Brazilians who migrate to Guyana and Suriname to work in a prostitution club, the exit of the *club* means the transition between *menina de club* and *ploc*, or a relationship with a *fixed* or a *husband*, these are reference categories to understand the sex market in Suriname and their migratory dynamic in the Guianas region. Each of these categories revolves around the fact of being female and foreign, being a prostitute or going through the prostitution, or taking on other roles to try to distance themselves from labels and stigmata.

Keywords: prostitution, borders, circulatory territories, artisanal and small-scale mining, dynamics of mobility e trafficking of persons.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	19
Scénarios et contextes de la recherche : l'arrivée dans le terrain	30
Procédure méthodologique	35
Premiers contacts : l'aéroport de Belém	45
En traversant la rivière : entre le Suriname et la Guyane Française	49
Parcourant le Guyana : la circulation des Brésilien-ne-s dans les Guyanes	55
Nouveaux horizons : remettre en question ce qui est déjà connu	58
La Hollande : un cas en particulier	60

PREMIÈRE PARTIE : MONDIALISATION DES FLUX MIGRATOIRES : DISCOURS, DISPOSITIFS NORMATIFS ET PROSTITUTION

CHAPITRE 1

MIGRATION CONTEMPORAINE : DÉPLACEMENT ET FORMES DE MOBILITÉ	65
1.1 Le commerce du sexe : les systèmes juridiques de la prostitution	70
1.1.1 Le glissement du discours de la traite d'« esclaves blanches » vers le discours de la traite d'êtres humains	75
1.1.2 Définitions normatives : la traite internationale d'êtres humains	77
1.1.3 Mobilité internationale : contrebande/traite de migrants (<i>smuggling</i>)	79
1.2 Données et contexte : la visibilité du problème de la traite des êtres humains	88
1.2.1 Le discours de la traite des êtres humains au Brésil et les instruments normatifs	90
1.2.2 Les pièges du parcours migratoire	95

CHAPITRE 2

MIGRATION : FORMATION DE LA PLURALITE ETHNIQUE ET CULTURELLE DE LA SOCIETE SURINAMAISE	109
2.1 Le récit des brésiliens : l'arrivée des <i>garimpeiros</i> déstabilise la migration féminine par l'intermédiaire des <i>clubs</i> de prostitution	114

2.1.2 Le Klein Belém : <i>Belenzinho</i> pour les plus intimes	126
2.1.3 « Je ne connais pas le <i>taki-taki</i> » : la langue portugaise comme principal outil de communication	134
2.2 Les dangers de la forêt : l'or qui attire le danger	136
2.2.1 <i>Garimpos</i> en petite échelle au Suriname	141
2.2.2 Une rivière très longue à traverser : les terres Noir Marrons	148
2.2.3 Un lieu de travail au <i>garimpo</i> : le filon du Macu	155
2.3 Le sacré se substitue au <i>cabaré</i>	160
2.3.1 L'appareil photo et le fusil pour chasser les oiseaux	163
2.3.2 La violence comme solution des conflits : les Noirs Marrons font « des menaces » et les Brésiliens sont « fous »	165
2.3.3 Marqueur social : la nationalité des femmes	169

DEUXIÈME PARTIE : LE TRAVAIL DANS LE CLUB DE PROSTITUTION : UNE EXPERIENCE

CHAPITRE 3

LE MARCHE DU SEXE AU SURINAME : L'HABITUEL ET LA TOLERANCE 175

3.1 Sortir du Brésil : les motivations du voyage	178
3.1.1 Les enfants : l'importance du support familial	187
3.1.2 Les relations personnelles : les liens de l'intermédiaire avec le <i>club</i>	190
3.1.3 La demande du passeport et à l'achat du <i>ticket</i> : le regroupement des dépenses	199
3.2 L'ordre du jour de la réunion : la dette et le délai pour la payer	203
3.2.1 Dettes, horaires, logements et amendes : les règles de l'engrenage qui font que le <i>club</i> gagne de l'argent	205
3.2.2 A l'heure de commencer : les « nouvelles » dans la prostitution	207
3.2.3 Le domicile des femmes : les chambres pour habiter et/ou travailler	211
3.2.4 La clé de la chambre : le pourcentage garantie du <i>club</i> à la relation sexuelle	214

CHAPITRE 4

LES RÈGLES DU CLUB : LES AMENDES FONT DES BÉNÉFICES ET ONT DES INCIDENCES SUR TOUT 217

4.1 Horaire de travail : tu le respectes ou tu paies l'amende	219
4.1.1 Descends au salon ou paie l'amende : la période des règles féminines	221
4.1.2 Les examens gynécologiques obligatoires : l'amende plus forte	222
4.2 Le samedi jour de redditions des comptes : le paiement de l'habitation	226
4.2.1 Le départ est donné : la course pour payer la dette	228
4.2.2 Le temps et la dette : il y a des clients qui « aident »	234
4.2.3 Trois mois au <i>club</i> : la fin de la dette et les nouvelles valeurs de l'habitation	239
4.2.4 Le « patron » : la relation avec le propriétaire du <i>club</i>	259

CHAPITRE 5

NATIONALITÉ : LES BRÉSILIENNES DOMINENT LE MARCHÉ DU SEXE 261

5.1 Interfaces : le marché du sexe au Guyana	267
5.2 La circulation transfrontalière : la prostitution en Guyane Française	292
5.3 La Hollande : échange entre les <i>clubs</i> de travailleuses du sexe et la régularisation à la frontière	295

CHAPITRE 6

LA CONNAISSANCE ET LE CONSENTEMENT : UNE STRATÉGIE

MIGRATOIRE 303

6.1 Les catégories présentes : l'appropriation du langage sur la traite des personnes	309
6.1.1 La présence des mineures dans les <i>clubs</i>	318
6.2 Ambivalence normative : le chemin des pratiques, des médiations et des médiateurs	324

TROISIÈME PARTIE : ÉCHANGES SEXUELS, ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX : LES FRONTIÈRES ET LA CIRCULATION ENTRE LA « RUE » ET LA « BROUSSE »

CHAPITRE 7

« TERRITOIRES CIRCULATOIRE » : PARCOURS DE MOBILITÉ FRONTALIÈRE VERS LES GARIMPOS 331

7. 1 Dans les <i>garimpos</i> de la Guyane Française : « on doit tous être armés »	338

CHAPITRE 8

LA PROSTITUTION AU *GARIMPO* : LE *CABARÉ* REMPLACE LE *CLUB* 351

- 8.1 « Faire des bénéfices au *cabaré* » : boire et encourager la consommation de boissons alcoolisées 369
- 8.1.1 De gramme en gramme : gagner de l'or et changer de *cabaré* 372
- 8.1.2 La circulation à la « fête des Brésiliens » : la réalisation de bingos, tournois et fêtes d'anniversaire 374
- 8.1.3 Conflits, tensions et violence : les relations dans les *cabarés* peuvent se Complicquer 381
- 8.2 Protection et santé : l'utilisation des préservatifs 384
- 8.3 « Une pierre sur le pénis » : du diamant à l'objet sans valeur 389

CHAPITRE 9

HÔTELS ET BARS : LIEUX DE REPOS, DE FÊTE ET DE PROSTITUTION AU SURINAME ET AU GUYANA 399

- 9.1 *Clubs*, bars et hôtels de Paramaribo et de Georgetown : lieux de commerce et d'activité des travailleuses du sexe vers les *cabarés* 408
- 9.2 Travestis/transsexuels : sociabilité et visibilité dans les espaces de beauté 412

CHAPITRE 10

AFFRONTEMENT DE CATÉGORIES : LA *MENINA DE CLUB* ET LA *PLOC* 421

- 10.1 Le « fixe » et l' « aide » : frontières économiques, symboliques et affectives « floues » 427
- 10.2 « Mari » : « Je suis mariée, je ne fais pas *ploc* » 436
- 10.3 Les conflits dans les mariages mixtes 443
- 10.4 L'étiquette de *ploc* : mécanismes de pouvoir et contrôle social du comportement des femmes 454
- 10.5 La mode de la « femme chrétienne » : le vêtement comme marqueur symbolique de la différence 459

CONCLUSION 465

BIBLIOGRAPHIE 483

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Total des femmes, hommes et travestis/transsexuels brésiliens interviewés, et pays/territoire où furent faits les entretiens.	39
Tableau 2 : Distribution des hommes interviewés selon la tranche d'âge et le niveau d'études.	39
Tableau 3 : Distribution des femmes interviewées selon la tranche d'âge et le niveau d'études.	40
Tableau 4 : Distribution des 74 personnes interviewées selon leur activité professionnelle.	41
Tableau 5 : Destination des femmes à leurs sorties du Brésil.	42
Tableau 6 : Présence des femmes au Suriname et les étapes de la dynamique de la mobilité du marché du sexe au Suriname.	125
Tableau 7 : Les responsables pour les enfants durant l'absence de la mère.	188
Tableau 8 : Années d'arrivée des femmes au Suriname par <i>club</i> de prostitution.	206
Tableau 9 : Dette des femmes avec les <i>clubs</i> de prostitution : relation du temps passé dans l'endroit, remboursement et aide (ou pas) pour la payer.	235

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Région des Guyanes, formée par le Guyana, le Suriname et la Guyane Française. La zone encadrée correspond à la région guyanaise comprenant des parties de la Colombe, du Venezuela, du Brésil, du Guyana, du Suriname et de la Guyane Française (Source : Google Maps).	20
Figure 2 : Saint Laurent du Maroni : lieu où les pirogues sont amarrées et qui font la traversée de la rivière Marowijne entre cette ville et Albina (frontière de la Guyane Française et du Suriname) (2011).	51
Figure 3 : Red Light District, à Amsterdam, et ses diverses fenêtres/vitrines destinées à la prostitution (2013).	73

Figure 4 : Distribution ethnique de la population Surinamaïse.	112
Figure 5 : Paramaribo : à gauche, Café et Restaurant Petisco ; à droite, boulangerie Petisco (2011).	128
Figure 6 : Annonces de produits et services écrits en portugais fixés sur les commerces au Klein Belém, Paramaribo (2011).	129
Figure 7 : Atacado Supermarché, à Paramaribo (2011)	130
Figure 8 : Supermarché Transamérica, à Paramaribo (2011).	130
Figure 9 : La boucherie (<i>Slagerij</i>) Asruf, à Paramaribo (2011).	131
Figure 10 : Hôtel Cactus, à Paramaribo (2011).	133
Figure 11 : Hôtel Pérola, à Paramaribo (2011).	133
Figure 12 : <i>Club</i> Diamond, à Paramaribo (2011).	140
Figure 13 : Le <i>garimpo</i> Beoyo, exploité par les Noirs Marrons au Suriname (2011).	142
Figure 14 : Localisation des terres des Noirs Marrons au Suriname et les principaux lieux de <i>garimpo</i> du pays (carte élaborée par Richard Price et information de thèse de Rafael Oliveira pour la localisation des principaux lieux de <i>garimpos</i> concentrés sur les terres de <i>Ndjuka</i> et <i>Saramaka</i>).	143
Figure 15 : <i>Garimpeiros</i> Noirs Marrons manipulant le jet sous pression au <i>garimpo</i> Beoyo (2011).	147
Figure 16 : Lac artificiel Brokopondo, Suriname (2012).	150
Figure 17 : Port de Afobaka, Suriname (2012).	150
Figure 18 : Pirogues chargées de marchandises au port de Afobaka (2012).	151
Figure 19 : Marchandises en train d’être arrangées sur les motos 4x4 (Au milieu du transport des passagers et des marchandises utilisées sur les <i>garimpos</i>) au port de Stokampo, Suriname (2012).	152
Figure 20 : Les marchandises arrangées sur la moto 4x4 (2012).	153
Figure 21 : Toilettes improvisées au petit village de Cláudia, <i>garimpo</i> du Macu, Suriname (2012).	154
Figure 22 : Entrée du Filon du Macu, Suriname (2012).	156

Figure 23 : Puits construit pour l'entrée et la sortie des hommes et l'extraction du minerais (terre et pierre) au Filon du Macu, Suriname (2012).	157
Figure 24 : Antenne Parabolique installée pour capter le signal de TV brésilien au <i>garimpo</i> Filon du Macu, Suriname (2012).	158
Figure 25 : Baraques du Filon du Macu, Suriname (2012).	158
Figure 26 : Noir Marron <i>Saramaka</i> et son fusil pour chasser les oiseaux (2012).	165
Figure 27 : Fêtes commémoratives de la fin de l'esclavage au Suriname, au Parc de Palmiers, à Paramaribo (2011).	167
Figure 28 : Fête commémorative de la fin de l'esclavage au Guyana, au <i>National Park</i> , à Georgetown (2012).	171
Figure 29 : Motivation de voyage pour les <i>clubs</i> de prostitution du Suriname des femmes brésiliennes interviewées qui migrèrent pour ce pays par leur intermédiaire.	178
Figure 30 : Relation des femmes qui migrèrent grâce à un <i>club</i> de prostitution avec l'intermédiaire du voyage.	192
Figure 31 : Les principales règles à être suivies dans le <i>club</i> .	217
Figure 32 : Pourcentage de femmes qui reçurent et de femmes qui ne reçurent pas d'aide pour rembourser la dette avec le <i>club</i> .	235
Figure 33 : <i>Cantina</i> d'un chinois au village de Macu, au <i>garimpo</i> du Macu/Suriname (2012).	354
Figure 34 : Bars à l'intérieur de <i>cabarés</i> , dans le village de Macu, au <i>garimpo</i> de Macu, Suriname (2012).	356
Figure 35 : <i>Cabarés</i> au village de Macu, au <i>garimpo</i> du Macu, Suriname (2012).	356
Figure 36 : <i>Cabare</i> dans le village de Cláudia, au <i>garimpo</i> de Alipossam, Suriname (2012).	357
Figure 37 : La manière comme les grammes d'or sont transportés dans les villages (2012).	373
Figure 38 : La balance pour peser l'or (2012).	373
Figure 39 : Affiche et panneaux annonçant la deuxième Fête des Motards au <i>garimpo</i> du Macu	

(Suriname) avec un bingo de quatre motos 4X4 (2012).	375
Figure 40 : Affiches annonçant des tournois (de billard, de domino, de foot féminin et masculin) et la Fête de la Bière en Seau (2012).	376
Figure 41 : Affiches annonçant une fête pour commémorer un anniversaire (2012)	376
Figure 42 : Brosse à dents faite de plastique, utilisée pour la fabrication de petites billes à être mises sous la peau du pénis (2012).	397
Figure 43 : Affiches annonçant des soirées à l'hôtel Pérola (Paramaribo).	404
Figure 44 : Annonces de fêtes à l'Hôtel-Bar le Bigode (Paramaribo).	406
Figure 45 : Annonces d'attractions et de fêtes au Rockies International Hotel & Brazilian Sports Bar (Georgetown).	407
Figure 46 : Affiche faisant la publicité de vêtements destinés aux Brésiliennes évangéliques (2011).	461

INTRODUCTION

Le point de départ de cette thèse est la mobilité des Brésilien-ne-s qui, quittant le pays par la région Nord du Brésil, passent par les frontières administratives limitrophes des Guyanes — soit une région géopolitique qui englobe le Guyana, le Suriname et la Guyane Française (département français d’outremer) —, et plus particulièrement la mobilité de ceux et celles qui vont au Suriname, ainsi que la circulation des femmes dans la prostitution. Ces trois territoires frontaliers, où se rencontrent de multiples ethnies et nationalités, se différencient des autres pays d’Amérique du Sud pour leur plus grande proximité avec les Caraïbes, bien qu’ils fassent partie de la région guyanaise¹ (Figure 1). Recouvertes de la dense forêt amazonienne, les Guyanes sont séparées du Bassin amazonien par le Plateau des Guyanes et font partie de la Pan-Amazone², dans laquelle, selon Luis Aragón, « la majorité des migrants sont originaires des pays amazoniens, la migration illégale est fréquente et la migration transfrontalière a lieu le long de la frontière avec le Brésil, mais aussi au niveau des frontières avec les autres pays »³. L’auteur précise également que, dans la région pan-amazonienne, les flux migratoires sont liés à l’extension de mobilités internes, à la migration de *garimpeiros*⁴ et à la route de trafics illicites.

¹ La région guyanaise (ou Plateau des Guyanes) est constituée d’une partie de la Colombie, du Venezuela, du Brésil, du Guyana, du Suriname et de la Guyane Française. Au Brésil, elle est délimitée par les fleuves Amazonas et Orinoco, autrement dit elle ne compte que des zones des États d’Amazonas, de Roraima, du Pará et d’Amapá (qui se trouvent dans la région Nord). Parmi ceux-ci, le Roraima est frontalier avec le Guyana, le Pará avec le Guyana et le Suriname, et l’État d’Amapá avec le Suriname et la Guyane Française. Si le Venezuela (frontalier avec les États de Roraima et d’Amazonas) fait partie de la région guyanaise, il n’occupe toutefois pas une place de première importance dans cette thèse, car ce pays ne fait pas partie de l’itinéraire parcouru par la recherche empirique. Il convient cependant de souligner que, même si ce pays n’a pas une place centrale dans notre analyse, le travail de terrain a révélé que certains des *garimpeiros* qui circulent dans la région des Guyanes peuvent parfois passer par des régions d’extraction minière se trouvant dans ce pays. Certains passent par des *garimpos* du Venezuela et du Guyana, se déplaçant sur le fleuve qui constitue le chemin principal, tandis que d’autres partent du Venezuela pour aller au Suriname ou en Guyane Française à la recherche d’or. Pour comprendre le sens des termes « *garimpeiro* » et « *garimpo* », voir la note 4.

² La Pan-Amazone, ou Amazonie Internationale, comprend, au-delà de la Guyane Française, huit pays traversés par la forêt amazonienne : Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie, Venezuela, Guyana, Suriname et Brésil.

³ ARAGÓN, Luis E. Apresentação. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p. 5-6 (p. 5).

⁴ « *Garimpeiro* » (orpailleur) est le terme utilisé au Brésil pour désigner une personne travaillant dans l’exploration minière. Ce mot a été incorporé dans le vocabulaire des personnes des Guyanes pour se référer aux Brésiliens qui travaillent dans la recherche d’or. Par ailleurs, les endroits où se trouvent les mines d’or sont appelés « *garimpos* ». Dans cette thèse, les termes « *garimpeiro* » et « *garimpo* » seront employés en portugais, afin qu’ils puissent préserver le sens qu’ils ont sur le terrain.



Figure 1: Région des Guyanes, formée par le Guyana, le Suriname et la Guyane Française. La zone encadrée correspond à la région guyanaise comprenant des parties de la Colombie, du Venezuela, du Brésil, du Guyana, du Suriname et de la Guyane Française (Source : Google Maps)⁵.

La violence, le trafic de drogues⁶ et la lutte contre la traite des personnes⁷ dans les villes frontalières du Brésil sont des questions qui ont animé les débats et la politique gouvernementale brésilienne de sécurité publique dans les zones de frontières nationales⁸. Cette politique est « avant tout envisagée comme une question dont le cœur est constitué des dits “transfrontaliers illicites” »⁹. Sur les 588 villes réparties le long des zones frontalières du Brésil,

⁵ GOOGLE MAPS. [sans titre]. Disponible sur : <https://www.google.com.br/maps/@4.0030885,-60.0662641,6z?hl=fr>. Accès : 15 mai 2016.

⁶ ALVAREZ, Marcos César; SALLA, Fernando. Estado-Nação, fronteiras, margens: redesenhando os espaços fronteiriços no Brasil contemporâneo. *Civitas*, v.13, n.1, p. 9-26, 2013 (p. 16).

⁷ PISCITELLI, Adriana. Economias sexuais, amor e tráfico de pessoas: novas questões conceituais. *Cadernos Pagu* [online], n.47, e16475, p. 1-31, 2016. Tout au long de ce texte, les expressions « trafic de personnes », « traite des êtres humains » (TSH) et « trafic de femmes » font référence à la traite internationale des êtres humains.

⁸ Selon une recherche du ministère de la Justice brésilien, publiée en 2016, « dans l’Arco Norte, les principaux problèmes dans le domaine de la sécurité publique sont la violence domestique, en particulier la violence contre les femmes et contre les enfants et adolescents ; les conflits interpersonnels, notamment les bagarres dans les bars et le phénomène des « bandes » (« galeras ») ; les crimes contre la propriété, comme le vol et le vol à l’arraché, le vol de véhicules et les cambriolages ; les conflits terriens ; les crimes environnementaux ; les problèmes liés à l’extraction minière ; et enfin toutes les questions qui impliquent les populations indigènes, soit le secteur le plus vulnérable face aux problèmes mentionnés ci-dessus. Ces mêmes questions, qui conjuguent précarité des conditions de vie et sécurité publique, se cristallisent dans l’infrastructure urbaine des villes de l’Arco Norte » (BRASIL. Ministério da Justiça. *Segurança pública nas fronteiras: sumário executivo: estratégia nacional de segurança pública nas fronteiras*. Brasília: Ministério da Justiça e Cidadania- Secretaria Nacional de Segurança Pública, 2016, p. 40).

⁹ Selon Daniel Hirata (Segurança pública e fronteiras: apontamentos a partir do “Arco Norte”. *Ciência e Cultura*, v.67, n.2, p.30-34, 2015 [p.30]), la catégorie « “illicites transfrontaliers” [...] associe l’insécurité des frontières à certains circuits commerciaux, notamment le trafic de drogues illicites, la traite de personnes et la contrebande de 20

71 se situent dans la zone appelée Arco Norte¹⁰, qui inclut les villes des États d'Acre, d'Amazonas, de Roraima, du Pará et d'Amapá. Ces zones frontalières sont réparties tout au long des limites territoriales avec la Bolivie, le Pérou, la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Suriname et la Guyane Française¹¹.

La notable migration de Brésiliens vers les zones proches des limites internationales des États du nord du Brésil a commencé avec la mobilité interne impulsée par la stratégie gouvernementale d'occupation de l'Amazonie, amorcée dans les années 1960 et qui a connu un nouvel élan durant la décennie suivante, avec la création du Plan d'intégration national (Plano de Integração Nacional - PIN) mis en place sous le gouvernement dictatorial du général Emílio Garrastazu Médici. Le PIN avait pour objectif de mettre en œuvre des travaux d'infrastructure économique et sociale dans les régions Nord et Nordeste du pays, ce qui a entraîné des changements en termes d'économie, de démographie et d'urbanisation, et a également développé l'ouverture de ces États vers les capitaux nationaux et internationaux. Cette migration a aussi été influencée par l'extraction minière qui a attiré les *garimpeiros* venant de zones de saturation d'extraction d'or au Brésil. Par ailleurs, les flux de Brésiliens vers les pays voisins se sont intensifiés avec les contrôles et la fermeture des *garimpos* de la région Nord du Brésil dans les années 1990¹². Marjo de Theije, dans un article publié en 2007, montre que, à cette époque (en 2007), le nombre de migrants brésiliens au Guyana, au Suriname et en Guyane Française restait imprécis, mais pouvait « atteindre jusqu'à 100 000 » personnes¹³.

Les migrations internationales sont dynamiques, elles redéfinissent les frontières nationales et, lorsqu'il s'agit de mobilités transfrontalières, « elles génèrent beaucoup de

produits informels, de même que leurs connexions – réelles ou imaginaires – avec les grands centres urbains brésiliens ». Dans cette thèse, tous les italiques et autres particularités typographiques des citations font partie du texte original.

¹⁰ Parmi les autres villes frontalières, 418 se trouvent dans l'Arco Sul (qui compte des villes des États du Paraná, de Santa Catarina et de Rio Grande do Sul) et 99 sont dans l'Arco Central (avec des villes faisant partie des États de Rondônia, du Mato Grosso et du Mato Grosso do Sul).

¹¹ SALLA, Fernando ; ALVAREZ, Marcos César ; BALLESTEROS, Paula R. Violencia y fronteras en Brasil. In : CARRIÓN, Fernando ; ESPÍN, Johanna. (Coords.). *Relaciones fronterizas: encuentros y conflictos*. Quito : Crearimagen, 2011. p.187-201.

¹² RODRIGUES, Francilene dos Santos. "*Garimpando*" a sociedade roraimense: uma análise da conjuntura sócio-política. 133p. Dissertation (Master en Développement Durable des Tropiques Humides) - Universidade Federal do Pará, Belém, 1996 ; AROUCK, Ronaldo de Camargo. *Brasileiros na Guiana Francesa: fronteiras e construção de alteridades*. Belém: UFPA/Naea, 2002 ; THEIJE, Marjo de. Insegurança próspera: as vidas dos migrantes brasileiros no Suriname. *Antropológicas*, v.18, n.1, p. 71-93, 2007 ; ALVAREZ, Marcos César; SALLA, Fernando. *Violência e fronteiras no Brasil: tensões e conflitos nas margens do Estado-nação*. In : ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 34. Caxambu, 25 a 29 de outubro de 2010. 31p. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/papers-34-encontro/st-8/st37-1>. Accès : 10 janvier 2016 ; OLIVEIRA, Rafael da Silva. *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas: itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*. 400p. Thèse (Doctorat en Géographie Humaine) - Université de São Paulo, São Paulo, 2013.

¹³ THEIJE, op. cit., p.73.

tensions et remettent en question les limites apparemment fixes des États nationaux. Les images délimitées et cristallisées sur les cartes géographiques représentant les nations ne correspondent pas à la dynamique de la vie dans les espaces frontaliers »¹⁴. Ainsi, traiter de la dynamique de la mobilité et des formes de circulation des Brésiliens-ne-s au Suriname implique de s'intéresser à divers espaces, médiations et connexions. De fait, les régions frontalières du Suriname constituent un espace social complexe, dans lequel les expériences de mobilité sont intenses, ambiguës, conflictuelles et hiérarchiques, donnant lieu à de multiples interactions.

Le concept de transmigrant, tel qu'il est défini par Alain Tarrius¹⁵, véhicule l'idée selon laquelle la migration compte une mobilité fluide et organisée en étapes urbaines¹⁶ — conception qui rejoint la réalité migratoire de beaucoup de Brésiliens-ne-s dans les Guyanes, à l'instar des femmes brésiliennes qui passent par les *clubs* de prostitution au Suriname ou au Guyana, avec la possibilité de passer par d'autres pays d'Amérique du Sud ou par l'Europe, ou encore des femmes qui circulent dans la prostitution entre les *cabarés*¹⁷ des *garimpos* du Suriname ou de la Guyane Française, et dont les va-et-vient entre les *cabarés* et la ville (Paramaribo), ainsi que la durée durant laquelle elles restent dans chacun de ces deux endroits, dépendent de la demande de services sexuels qui, à son tour, dépend de l'importante ou de la faible production d'or. L'itinéraire des femmes et des hommes brésiliens passe par divers espaces urbains et ruraux et par des retours au Brésil ; autrement dit, les allers-retours entre le pays de départ et les territoires d'accueil sont constants, ce qui distingue cette forme migratoire de l'idée d'une migration visant à s'installer dans un autre pays au travers d'une insertion ou intégration sociale.

Dans les Guyanes, les *garimpos* à petite échelle¹⁸ s'imposent comme un élément venant dynamiser cette mobilité, alimentant et dessinant le flux de milliers de personnes se déplaçant en permanence, tant au niveau spatial qu'au niveau professionnel, et introduisent de nouveaux éléments dans les espaces de circulation. En ce sens, la notion de « territoire circulatoire » transnational avancée par Alain Tarrius met en avant les processus d'échange et de construction des territoires, tout en constituant un outil utile à l'analyse de ces derniers¹⁹, c'est pourquoi cette

¹⁴ ALBUQUERQUE, José Lindomar Coelho. *Imigração em territórios fronteiriços*. In : CONGRESSO PORTUGUÊS DE SOCIOLOGIA, 6: Mundos sociais: saberes e práticas. Lisbonne, 26-28 juin 2008, 5. 13p. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/ccrh/v23n60/v23n60a09.pdf>. Accès : 12 juillet 2016.

¹⁵ TARRIUS, Alain. *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*. Canet : Éditions Trabucaire, 2010.

¹⁶ TARRIUS, Alain. Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s. *Regards Croisés sur l'Économie*, n.8, v.2, p. 63-70, 2010 (p.63-64).

¹⁷ « Cabaré » est le terme que les Brésiliens utilisent dans les *garimpos* pour désigner un bar dans lequel se trouvent des travailleuses du sexe, soit une maison de prostitution.

¹⁸ S'opposant à l'exploration minière industrielle gérée par de grandes entreprises nationales ou multinationales.

¹⁹ TARRIUS, Alain. Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, v.17, n.2, p. 37-61, 2001.

notion est essentielle pour saisir la mobilité des Brésilien-ne-s dans les Guyanes. Ces dernières sont caractérisées par des allers-retours entre les *garimpos* et la capitale — que ce soit Georgetown ou Paramaribo —, ce qui, en général, ne s'applique pas à Cayenne car ceux qui sont dans les *garimpos* de la Guyane Française se déplacent essentiellement vers la capitale surinamienne pour y vendre l'or obtenu par l'orpaillage. Le rythme de la mobilité constante peut aussi être envisagé dans le cadre de la dynamique sociale, soit les relations personnelles et/ou de travail. De même, la flexibilité qui caractérise le marché du sexe ouvert aux migrants est dynamique — même si les options sont peu nombreuses —, notamment pour les femmes. Indépendamment de la trajectoire, cette migration « circulaire » s'éloigne des définitions traditionnelles de la migration :

Que ce soient des parcours de migration circulaire avec retour au point de départ ou des mobilité alternante, à caractère répétitif et cyclique, entre un pays et l'autre, reliant une ville à l'autre, un village à une métropole, souvent sous le mode du « va-et-vient » entre deux ou plusieurs lieux et échappant par là même aux définitions traditionnelles de la migration qui semble pouvoir constituer un fil conducteur de l'approche des migrations par la circulation²⁰.

La circulation de personnes, de marchandises et d'informations dans différents espaces crée une mobilité complexe, ce qui est le cas des Brésilien-ne-s dans les Guyanes, et, de ce fait, la notion de « territoire circulatoire » est plus à même de décrire ces déplacements que celle d'une migration d'un point à un autre. Leur important flux migratoire vers cette région établit des espaces circulatoires, ce qui favorise une migration temporaire pour du travail informel, notamment vers les zones de *garimpos*. On assiste donc à une succession de migrations de courte durée, ponctuées d'allers-retours entre le pays de destination et le pays d'origine, mais aussi de flux financiers vers le Brésil — ce qui n'attire pas seulement les *garimpeiros*, mais aussi les commerçants et autres types de travailleurs exerçant des activités qui se développent autour de l'exploration de l'or. Les relations entre les divers services offerts passent par la ville d'origine ou par des réseaux relationnels locaux propres à certains États de l'Amazonie brésilienne²¹.

²⁰ CORTES, Geneviève ; FARET, Laurent. La circulation migratoire dans « l'ordre des mobilités ». In : CORTES Geneviève ; FARET Laurent. (Orgs.). *Les circulations transnationales : lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Colin, 2009. p.7-19 (p.12) (Collection U. Sciences humaines et sociales).

²¹ Neuf États du Brésil, qui se trouvent dans le Bassin amazonien et qui présentent une végétation de type amazonienne font partie de ce que l'on appelle actuellement l'Amazonie légale : il s'agit des États d'Acre, d'Amapá, d'Amazonas, du Pará, de Roraima et de Tocantins (tous de la région Nord), ainsi que de parties des États du Mato Grosso (région Centre-Ouest) et du Maranhão (région Nordeste).

Il existe actuellement des centaines de petits commerces créés et gérés par des Brésiliennes qui vivent dans les Guyanes, leur fonctionnement dépendant des relations avec le Brésil, tant pour le recrutement du personnel que pour l'achat de produits et marchandises. Par exemple, les propriétaires de machines d'extraction d'or dépendent d'une équipe de travail, généralement formée de Brésiliens, et on trouve des petits commerces vendant des produits venant du Brésil, comme des vêtements et des accessoires — qui sont vendus dans des boutiques de Georgetown et de Paramaribo ou par des vendeuses ambulantes qui parcourent la ville et les *garimpos*, de sorte que les allers-retours vers le Brésil sont indispensables.

Si les innombrables activités professionnelles autour de la présence brésilienne dans les Guyanes s'étendent, en effet, au-delà des seuls *garimpeiros* et des prostituées, l'image de ces deux derniers est devenue une référence dans cette région. Il est toutefois nécessaire d'étendre la dualité *garimpeiro/prostituée*, dans la mesure où d'autres activités sont mises en pratique dans les circuits de mobilité de ces personnes. De fait, ces deux activités laissent place aux adaptations et aux réinventions dans le but d'atteindre l'« objectif »²² défini au départ, même si la concrétisation de ce dernier n'est jamais certaine. En bref, les personnes circulent d'une frontière à une autre, d'une activité à une autre, mettant à mal les instruments légaux de contrôle des frontières existantes.

Au Guyana, au Suriname et en Guyane Française, le travail du sexe est principalement exercé par des femmes migrant pour la plupart depuis le Brésil soit vers des capitales comme Georgetown et Paramaribo, soit vers les régions de *garimpos* de ces trois territoires. Or, au-delà des Guyanaises et des Surinamiennes, beaucoup de travailleuses du sexe qui sont dans ces pays sont originaires de la République Dominicaine, du Venezuela et de Bolivie. Cette région se caractérise par une mobilité constante marquée par la circulation de ces femmes tant dans les zones urbaines (notamment Georgetown et Paramaribo) que dans les zones de *garimpos*.

Ainsi, à partir d'une recherche ethnographique multi-située, cette thèse a pour objectif de comprendre la dynamique de circulation migratoire des Brésiliennes au Suriname, mais aussi la place du Guyana et de la Guyane Française dans cette mobilité. Il s'agira alors d'analyser les logiques, les trajectoires et les dynamiques de la mobilité des femmes travaillant dans la prostitution, cette dernière étant principalement exercée par des femmes migrantes, la plupart venant du Brésil. Beaucoup d'entre elles — fréquemment assimilées à des victimes de la traite internationale des êtres humains, notamment dans la région Nord du Brésil — se

²² Comme les interviewées ont l'habitude de dire pour introduire leur récit expliquant leur décision de se déplacer, toujours en lien avec des rêves comme l'achat d'une maison à soi, l'ouverture d'un commerce à soi, « changer de vie », ou encore offrir un futur meilleur aux membres de leur famille restés au Brésil.

dirigent vers les *clubs* de prostitution, les hôtels ou les bars de Georgetown, de Paramaribo et de Cayenne, ainsi que vers les *cabarés* se trouvant dans les *garimpos*. Il s'agira donc ici d'explorer les espaces et les contextes marqués par la circulation migratoire, soit une mobilité déterminée par des intérêts qui s'articulent aux allers-retours — de courte ou de longue durée — sur les territoires étudiés et en direction du Brésil. Ce sont là des espaces de mobilité construits par des Brésilien-ne-s en interaction avec la société d'accueil, selon l'apparition de pôles d'attraction qui se structurent et qui dessinent les trajectoires masculines, lesquelles ont un impact direct sur les logiques et les circuits de mobilité des femmes.

Nous chercherons à comprendre la place sociale de ces migrants au Suriname et la manière dont ils perçoivent cet endroit ; en d'autres mots, nous envisagerons ces migrants comme partie intégrante de la dynamique sociale surinamienne et, à partir de là, nous nous pencherons sur les représentations construites autour d'eux. Nous analyserons également la manière dont ils vivent et réagissent à ces représentations, la manière dont ils construisent une nouvelle image d'eux-mêmes, de leur lieu de vie et du pays d'accueil. Comprendre cela permettra alors de saisir le processus de mobilité des Brésiliennes — constamment exposées à la stigmatisation et au contrôle social — lié au marché du sexe au Suriname et leur circulation dans les territoires frontaliers. Cet espace construit et reconstruit par les Brésilien-ne-s « en circulation » (dans le sens large et non pas seulement celui des femmes pour la prostitution) se transforme en un champ de conflits et de pouvoir, mais aussi d'échanges économiques et sexuels, qui ne se trouve ni aux États-Unis ni en Europe — destination de prédilection des migrants —, soit un espace de mobilité sur l'axe Sud-Sud.

Dans la mesure où la plus grande partie de cette recherche a été réalisée au Suriname, nous aborderons essentiellement l'expérience de mobilité des femmes brésiliennes vers ce pays, mais nous n'excluons pas pour autant les situations vécues par les Brésiliennes au Guyana, en Guyane Française ou en Hollande. Nous chercherons à présenter les récits et les interprétations des Brésiliennes qui migrent en vue de la prostitution au Suriname, tout en prenant aussi en considération les récits des autres Brésilien-ne-s qui, s'ils n'ont pas migré selon cette même modalité, ont fait l'expérience de ces espaces circulatoires de la prostitution. De ce fait, il est donc nécessaire de préciser qui sont ces personnes en circulation, mais aussi et surtout de connaître leur provenance : quel type de motivation et d'attentes ont motivé leur décision de migrer ? Comment la mobilité se réalise-t-elle ? Quels sont les réseaux mobilisés au fil de ces trajectoires ? Comment interprètent-elles le marché du sexe ? Ce type de mobilité constitue-t-il un projet migratoire ? S'agit-il d'une stratégie de mobilité économique et sociale ?

Pour répondre à ces questions, il est important d'analyser la manière dont les échanges sexuels et économiques opèrent au Suriname, de même que les parcours de mobilité, sans oublier les questions suivantes :

- Quelle est l'intensité de la circulation migratoire des Brésilien-ne-s entre la ville et les *garimpos*, et entre le Suriname et le Brésil ?
- Comment les espaces circulatoires se structurent-ils au niveau social et spatial ?
- Comment les circuits de mobilité se construisent-ils durant le parcours migratoire ?
- Quels sont les liens entre les structures étatiques et le marché du sexe ?
- Quelles sont les logiques de mobilité des femmes pour arriver dans les *clubs* et les *cabarés* des Guyanes ?
- Quelles sont les stratégies de la circulation féminine ?
- Quelles sont les dynamiques sexuelles et économiques ?

Au cours de l'analyse, nous privilégierons les cas dans lesquels les femmes migrent en connaissant la réalité à l'extérieur — ce qui est le cas de la majorité des femmes interviewées sur le terrain —, mais nous aborderons aussi les cas de femmes dont la migration s'est faite dans des conditions opposées, notamment en Hollande, où il a été possible de se pencher sur certaines des questions soulevées par les Brésilien-ne-s interviewé-e-s au Suriname.

Ici, nous n'analyserons pas le « savoir-faire » de la prostitution, pas plus que nous ne chercherons à dessiner les profils, les itinéraires ou les flux de possibles « victimes » de la traite de femmes à des fins de prostitution. Si l'objectif n'est pas de centrer la discussion sur la dichotomie « victimisation »/« organisation criminelle », mais d'analyser le « savoir circuler », l'analyse de la dynamique de la mobilité des femmes au travers de la prostitution s'articule toutefois à des questions criminelles, de même qu'à des mécanismes de contrôle étatique et moral. Il sera donc intéressant de comprendre comment est structurée la mobilité féminine au Suriname, ainsi que les diverses trajectoires, logiques et stratégies d'entrée, de circulation et de flux frontaliers dans ce pays, ou encore la circulation de ces femmes sur le marché du sexe au Guyana et en Guyane Française. Nous étudierons le vécu des interlocutrices de cette recherche sur ce territoire circulatoire (les Guyanes) et les discours construits autour de la migration féminine brésilienne au Suriname. Dans ce contexte, il est essentiel d'analyser — à partir du vécu des personnes ayant fait l'expérience du marché du sexe ou ayant été inscrites dans cet espace circulatoire — les logiques de mobilité liées à la prostitution. Cette approche permettra de mieux connaître ce champ migratoire Sud-Sud à partir du nord du Brésil — ce qui a été peu étudié dans les recherches réalisées dans ce pays.

Cette étude privilégiera l'espace de circulation et les relations établies entre les divers acteurs impliqués dans le processus de mobilité, en montrant la capacité d'action de ces personnes. Il ne faut pas perdre de vue que ces relations comptent aussi des conflits, de sorte qu'il est nécessaire de penser ces tensions et conflits qui, au Suriname, surgissent entre les structures administratives de l'État et le circuit d'échanges sexuels et économiques.

Dans ce pays, il existe d'autres formes de migration des Brésilien-ne-s en lien, entre autres, avec le commerce, les emplois domestiques, l'esthétique²³ et les *garimpos* — activités qui alimentent une partie du flux migratoire des professionnelles du sexe et des femmes qui travaillent dans la prostitution non pas dans une perspective professionnelle mais pour répondre à une nécessité économique immédiate, que ce soit dans les *garimpos* ou dans les secteurs urbains. On peut donc avancer l'hypothèse selon laquelle le parcours de mobilité au Suriname se dessine en fonction des rôles de genre, de la génération et des priorités économiques. Une autre hypothèse est que la mobilité des femmes vers le Suriname, par le biais de la prostitution, est généralement une stratégie migratoire envisagée comme un tremplin vers d'autres possibilités de travail, bien plus qu'un choix pour cette activité, de sorte que le passage par la prostitution est perçu comme temporaire et transitoire, tout en pouvant se répéter à plusieurs reprises.

Situer la dynamique de la mobilité des femmes qui savent, avant d'embarquer, qu'elles vont travailler sur le marché du sexe (sans pour autant connaître les conditions de travail) revient à réfléchir à ce qu'implique leur décision de sortir du pays — cette tentative d'atteindre un « objectif » —, mais aussi au type de travail qu'elles occupent durant ce processus de circulation spatiale et professionnelle. C'est aussi un moyen d'observer la relation entre l'État et les lieux habituels de prostitution.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette recherche nous permettront d'analyser les interactions, les tensions et les conflits qui sont apparus tout au long du travail de terrain et qui font partie du processus de déplacement des personnes. Le terrain en question est présenté dans cette section introductive ainsi que dans la première partie de cette thèse : la « rue » (*a « rua »*), traduite par les personnes interviewées par « espace urbain », et la « brousse » (*o « mato »*), correspondant aux zones de *garimpos*²⁴ — soit deux espaces qui

²³ Principalement des services de manucure, de pédicure et de coiffure (coupes, teintures, coiffures, extensions, etc.).

²⁴ Au Suriname, quand les Brésiliens disent qu'ils vont dans la « brousse » (*mato*), ils font référence au *garimpo*. À l'inverse, quand ils sont dans le *garimpo* et qu'ils disent qu'ils vont dans la « rue » (*na rua*), ils font référence à la ville. Dans cette thèse, ces termes apparaîtront toujours entre guillemets quand ils signifieront *garimpo* ou ville, y compris dans les extraits d'entretiens.

participent à la dynamique de mobilité constante des Brésilien-ne-s dans les Guyanes. Cette dernière présente beaucoup de circuits et de réseaux personnels qu'ils et elles utilisent pour accéder aux zones de *garimpos*, qui sont le plus souvent illégales, mais dans lesquelles on ne s'installe pas pour longtemps : les personnes circulent suivant le flux de travail dans le secteur des services, de l'orpaillage ou de la prostitution.

S'agissant d'une étude principalement qualitative, le travail de terrain a consisté en la réalisation d'entretiens semi-structurés auprès d'institutions et de 74 interlocuteur-rice-s (44 femmes, 27 hommes et trois travestis/transsexuels²⁵) et s'est appuyé sur une approche ethnographique multi-située dans différents moments et lieux du Guyana, du Suriname, de la Guyane Française et de Hollande. L'entrée et la circulation dans les espaces de la recherche et les principales expériences vécues par les interlocuteur-rice-s serviront de fil conducteur pour comprendre la structure, l'organisation et les logiques de leur circulation dans les Guyanes.

Au-delà de cette introduction, la présente thèse est divisée en trois parties composées chacune de divers chapitres. Dans la première partie, nous traiterons de la mondialisation des flux migratoires et des transformations qui ont lieu durant la migration internationale dans la société contemporaine. Nous verrons que la circulation des personnes, des marchandises et des informations dans différents espaces crée une mobilité à la fois complexe et dynamique. Nous aborderons la mobilité des personnes et, plus particulièrement, les régimes discursifs et légaux sur le marché du sexe et la traite de personnes. Nous mettrons en lumière le déplacement des Brésilien-nes vers la Guyane Française et la Hollande à partir des récits des interlocuteur-rice-s et nous analyserons les discours d'arrivée des *garimpeiros* brésiliens au Suriname. Ce sera également l'occasion de présenter les lieux où je suis allée pour la collecte des données, les inquiétudes, les imprévus, les freins et l'insécurité qui sont apparus durant la recherche de terrain — une partie d'entre eux faisant intrinsèquement partie de la recherche académique, notamment lorsqu'il s'agit de déplacements dans des espaces transfrontaliers. Cependant, certaines situations sont essentiellement le résultat de valeurs et de représentations associées au féminin et au masculin, de même qu'à la nationalité des migrants dans les Guyanes.

²⁵ Les nominations des travestis et transsexuelles seront utilisés en prenant en considération le fait que « Comme les invertis, ceux qui sont désignés comme transsexuels sont des hommes féminisés dans leurs manières ; comme les travestis, les transsexuels adoptent les codes sociaux et vestimentaires de l'autre genre. Cependant les transsexuels ne s'identifient ni comme des hommes invertis ni comme des hommes travestis mais comme des femmes (ou inversement, mais le cas est plus rare). Ils savent qu'ils ont un corps d'homme ou de femme mais ils ont la conviction qu'ils/elles sont en réalité « des hommes enfermés dans un corps de femme », ou le contraire [...], et qui souffrent de ne pouvoir réaliser leur identification de genre et leur imaginaire corporel » (MACÉ, Éric. Ce que les normes de genre font aux corps / Ce que les corps trans font aux normes de genre. *Sociologie*, v.1, n.4, p.497-515, 2010 [p.501]. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-4-page-497.htm>. Accès : 2 juin 2017).

Dans la deuxième partie, nous aborderons la situation des femmes qui, avant de migrer, savaient qu'elles portaient pour travailler dans la prostitution, mais en ignoraient les conditions de travail, pour analyser le marché du sexe au Suriname, au Guyana et en Guyane Française. Cette partie repose principalement sur quinze²⁶ femmes qui ont quitté le Brésil pour aller dans des *clubs* de prostitution. Nous commencerons par analyser le marché du sexe au Suriname et la motivation des femmes pour faire ce déplacement. Nous analyserons également la structure et le fonctionnement des *clubs* de prostitution, ainsi que la manière dont les femmes se positionnent et s'intègrent dans ces derniers, ou encore la manière dont elles abordent les mécanismes de fonctionnement de ces *clubs*. En comparaison au Suriname et au Guyana, le processus de mobilité des femmes brésiliennes en Guyane Française présente d'autres circuits et contours. Le champ de la recherche analysé ici permettra de voir que, dans ce processus migratoire, les stratégies de permanence dans le pays d'accueil dépassent les cadres formels administratifs et juridiques. Les procédures légales et extralégales mises en pratique aux frontières profitent aux propriétaires des *clubs* de prostitution du Suriname et du Guyana, qui peuvent ainsi garder légalement dans le pays des travailleuses du sexe sans registre de travail, sans droits aux aides sociales et sans titre de séjour permanent, mais ayant cependant une certaine liberté d'aller et venir, en tant que touristes, même si l'exercice de la prostitution est illégal. La dynamique présente dans les modes de fonctionnement des *clubs* est imbriquée à un système d'échanges, de réseaux sociaux et de relations de pouvoir. De plus, les trajectoires des femmes permettent d'observer la direction que prennent les pratiques, les médiations et les médiateurs de leur mobilité.

Dans la troisième partie, nous analyserons la circulation des hommes et des femmes dans les zones de *garimpos*, la présence de travestis/transsexuels dans les espaces urbains (dans la prestation de services liés à l'esthétique dans les salons de beauté) et les stratégies des femmes pour sortir de leur condition de *meninas de club* — pour occuper d'autres espaces d'échanges sexuels et économiques comme les *cabarés*, les hôtels ou les bars — et passer à celle de *plocs*, ou pour occuper des espaces liés aux travaux domestiques dans les campements des zones minières. La sortie du *club* constitue une transition entre la *menina de club* et la *ploc*, soit des catégories fondamentales pour comprendre le marché du sexe au Suriname, les relations de pouvoir en jeu dans ce processus de mobilité et les stratégies mobilisées dans ce cadre. Nous présenterons également deux autres catégories qui s'opposent à l'image de la prostituée qui

²⁶ Quinze femmes ayant migré par le biais d'un *club* de prostitution ont été interviewées : une au Guyana et 14 au Suriname – l'une de ces dernières ayant affirmé qu'elle ignorait l'activité qu'elle allait exercer.

émerge dans les échanges sexuels et économiques, et qui sont importantes pour comprendre la circulation des femmes au Suriname : il s'agit du « fixe » — soit un partenaire qui « aide » sa copine qui ne le perçoit pas comme un client, mais plutôt comme quelqu'un sur qui elle peut compter (il a pour habitude de lui payer son loyer, les dépenses liées à l'alimentation et aux vêtements, ou une partie de celles-ci, etc.) et le « mari » — généralement un homme avec qui la femme vit et, dans certains cas, avec qui elle est officiellement mariée. Ces catégories émergent au croisement des frontières économiques, morales, sexuelles, symboliques et affectives, et sont imprégnées de divers stigmates sociaux. Cette dernière partie met en lumière le fait que, au Guyana, au Suriname et en Guyane française, les Brésiliens empruntent divers itinéraires et réseaux personnels pour accéder aux zones de *garimpos*, mais ils et elles ne restent que peu de temps dans celles-ci, circulant d'un territoire à un autre en fonction des flux de travail dans la prostitution, dans le secteur des travaux domestiques, dans le commerce et dans l'extraction d'or.

Scénarios et contextes de la recherche : l'arrivée dans le terrain

Mon intérêt pour la migration des brésiliens au Suriname a commencé par des vacances dans ce pays, en 2007²⁷. En plus de la période de loisirs, ce fut une période étrange de découverte du monde musulman surinamais et de la diversité ethnique et culturelle de ce pays, parce que j'accompagnais John Araujo, qui, à cette occasion, réalisait ses travaux de recherche pour son master qui concernait l'Islam dans ce territoire²⁸. Avec l'intention de l'aider, chaque fois que surgissait une opportunité, je me promenais parmi les espaces religieux musulmans, principalement javanais, prenant des photos de cérémonies durant lesquelles seule une présence féminine était autorisée.

La société surinamaïse est très complexe et très loin de l'imaginaire brésilien, et c'est justement la surprise de ce premier contact qui m'a donné l'impulsion pour essayer de comprendre sa construction marquée par les migrations et la diversité ethnique. A cette époque, le peu que je savais sur le Suriname venait des informations divulguées par les moyens de communications brésiliens, la contrebande d'armes, le trafic de drogue, l'immigration illégale,

²⁷ Malgré la proximité géographique avec le Brésil, le Suriname n'a pas vocation à attirer les touristes brésiliens qui voyagent en Amérique du Sud. Au Suriname, il est difficile de rencontrer un Brésilien qui ne travaille pas ou qui ne soit pas à la recherche d'un travail, principalement dans les *garimpos*.

²⁸ ARAUJO, John da Silva. *O « Oriente » no « Ocidente » : observando o islã no Suriname*. 170p. Dissertation (Master en Sciences Sociales) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2009.

l'exploitation minière, la prostitution de femmes brésiliennes et la traite des brésiliennes vers ce pays — donc des informations généralement négatives, plusieurs fois en relation au crime organisé et à la violation des droits humains, pas très différent de ce que divulguait la presse internationale²⁹.

A Paramaribo, au début, nous sommes descendus dans un hôtel du centre bien que le prix (en euros ou en dollars ce qui est habituel là-bas) soit élevé pour nous, même avec la remise consentie par le propriétaire³⁰. Afin de trouver une alternative d'hébergement plus économique, nous primes un taxi, et son chauffeur, un Surinamais marié avec une brésilienne (vendeuse dans un magasin de vêtements) nous indiqua une dame, Milena, elle aussi brésilienne, qui louait des chambres pour les compatriotes qui travaillaient dans les *garimpos* et en visite de manière temporaire en ville (pour faire des achats ou se promener)³¹. Nous louâmes une chambre dans sa maison.

Madame Milana habitait le premier étage³² de cette grande maison en bois située près du marché Combe Slijtej³³ et de Klein Belém³⁴ — ce dernier appelé familièrement de *Belenzinho* (petit Belém) par les Brésiliens, est un quartier de Paramaribo où la concentration de compatriotes est la plus grande. La propriétaire habitait avec son fils de 20 ans (ouvrier du bâtiment) et une enfant de 4 ans, qu'elle surveillait quand sa mère était au *garimpo*. Sa maison était composée d'un salon, de cinq chambres (deux pour l'usage de la famille et le reste pour la location) des toilettes, d'une cuisine dans laquelle chacun pouvait préparer ses propres plats, mais la plupart du temps utilisée par la propriétaire pour préparer les repas. En plus du salon et de la cuisine, l'autre espace collectif se composait d'une grande terrasse, sur laquelle les

²⁹ Comme a observé Richard Price (*Les premiers temps : la conception de l'histoire des marrons saamaka*. La Roque d'Anthéron: Vents d'ailleurs, 2013, p.8), « Les rapports sur la situation au Suriname dans la presse internationale parlent régulièrement d'une 'narcocratie' où des trafiquants, de connivence avec l'armée, traversent la forêt en avion pour échanger armes et drogue avec des groupes de guérilla colombiens, puis transbordent la drogue en Europe ».

³⁰ Passionné par le Brésil, il parlait portugais très bien, ce qui est commun au Suriname, alors que peu de Brésiliens parlent le hollandais. Seuls les Brésiliens de longue date dans le pays ou les femmes qui avaient vécu ou qui vivaient avec des familles locales avaient appris à communiquer en utilisant le *Sranantongo* (langage créole populairement appelé de *taki-taki* y compris par les Brésiliens), toutefois peu le connaissent bien.

³¹ Elle louait des chambres principalement pour des chercheurs d'or qui venaient à Paramaribo une ou deux fois par mois (des fois ils ne venaient pas) pour passer quelques jours avant de retourner à leurs activités, laissant ici une partie de leurs possessions personnelles et le loyer payé (habitant et circulant sur les lieux de l'extraction, le paiement du loyer étant une garantie pour avoir un toit en revenant dans la capitale).

³² Au rez de chaussée habitait une famille surinamaïse d'origine indienne.

³³ Où il est possible de constater la présence permanente de Brésiliens, beaucoup achetant de grandes quantités d'objets usuels pour vendre vers les lieux d'extraction d'or du Suriname et de la Guyane française.

³⁴ Une référence à la capitale du Pará, Belém, d'où partent les avions du Brésil pour Paramaribo et d'où viennent beaucoup de brésiliennes qui vivent au Suriname. Un arrêt obligatoire pour les Brésiliens de passage à Paramaribo et endroit connu dans tout le pays pour les rencontrer ; c'est dans cet endroit que circulent les informations sur les *garimpos*.

habitants avaient l'habitude de s'asseoir pour bavarder et fuir la chaleur à l'intérieur de la maison. Dans le salon, la télévision était toujours allumée, branchée sur la chaîne Globo³⁵. A l'heure du journal national (journal brésilien qui commence à 20h30) et des feuilletons télévisés³⁶ il y avait toujours un public assidu que ce soit les habitants ou les amis qui fréquentaient le lieu.

Madame Milena avait quitté son pays pour travailler comme prostituée dans un *club* de Paramaribo dans les années 1980, quand elle avait 25 ans, et là, elle avait connu son ex-mari, un Surinamais qui l'avait aidée à payer sa dette qu'elle avait avec le club. Femme allègre fréquentant assidûment l'Église Évangélique Dieu et Amour, elle était toujours bien habillée de vêtements lui couvrant totalement le corps sans être pour autant ajustés. Un jour, deux semaines après avoir été accueilli dans sa maison, elle me dit qu'elle allait se préparer parce qu'elle avait un rendez-vous avec quelqu'un en ajoutant : « Maintenant j'ai un « fixe » ; c'est un homme marié, mais il est très gentil avec moi : il paye mon électricité mensuelle et en plus, il m'aide quand c'est nécessaire ».

Cette confidence me surprit un peu, ce qui ne l'empêcha pas de continuer avec naturel, « on ne peut pas rester ici au Suriname si on n'a pas un homme », parce que les dépenses courantes sont élevées, puis elle commença à parler sur la migration des femmes brésiliennes dans les *clubs* de prostitution de Paramaribo ; des mariages réussis et de ceux qui avaient tourné court entre Brésiliennes et Surinamais ; des femmes qui travaillaient aux *garimpos* (cuisinières, vendeuses ambulants, etc.) et de la difficulté d'avoir un bon salaire dans la capitale surinamaïse — laissant toujours entendre qu'elle ne se prostituait plus, qu'elle avait quelqu'un « fixe » faisant ainsi une allusion en forme de clin d'œil au feuilleton Paradis Tropical³⁷, que la chaîne Globo transmettait à l'époque, au Brésil, et dont un des thèmes abordés était la prostitution à Rio de Janeiro. Une des personnages, la prostituée Bebel, qui faisait le trottoir à Copacabana, disait qu'elle avait trouvé un amant « fixe »³⁸, qui utilisait des « caleçons chics » (un jargon qui est devenu populaire et source de plaisanteries), et qui voulait dire pour cette prostituée que la

³⁵ Chaîne de télévision libre au Brésil.

³⁶ Les programmes de type « policier » qui montrent les crimes quotidiens et les actions de la police sont aussi très appréciés.

³⁷ Écrit par Gilberto Braga et Ricardo Linhares, et dirigé par Denis Carvalho, le feuilleton Paradis Tropical fut à l'antenne entre le 5 mars et le 28 septembre de 2007, à 21h — moment considéré « heures de grande écoute » à la télévision brésilienne.

³⁸ Olavo, homme de mauvais caractère, qui de client occasionnel devint un client fixe (amant). Différent de ce feuilleton, parce que le personnage continuait à se prostituer, moins fréquemment, et que le client continuait client, les brésiliennes du Suriname utilisent le terme « fixe » pour faire référence à une relation amoureuse qui n'est plus considérée comme de la prostitution, mais comme une relation affective qui implique une « aide » du partenaire, comme nous allons le voir dans la troisième partie de cette thèse.

situation était bonne, qu'elle avait un client riche qui ne payait pas seulement les relations sexuelles, mais l'invitait au restaurant et lui offrait des cadeaux, ce qui voulait dire aussi qu'elle n'était plus autant obligée de faire le trottoir. Au Suriname, le feuilleton était suivi par les Surinamais qui possédaient une antenne parabolique, moment de décontraction dans le salon de Madame Milena, arrêt obligatoire pour ceux qui accompagnaient le déroulement de l'histoire.

En début de soirée, Madame Milena sortit avec quelques amies brésiliennes qui venaient du *garimpo*, et qui avaient elles aussi plongées dans la prostitution, d'abord en *clubs* de prostitution, puis en *cabarés*. Mon attention fut attirée par la changement de son aspect physique : finis les vêtements sérieux de l'évangélique que je connaissais ; maintenant elle utilisait un jean en lycra, un chemisier ajusté et décolleté, du maquillage, ses cheveux libérés et les ongles faits, une transformation complète, une performance qui l'éloignait de « du profil de l'évangélique » — alors que toutes les autres étaient habillées dans le même style³⁹. Jusqu'à présent, mon attention avait été focalisée sur l'univers culturel et religieux surinamais. Bien sûr je connaissais l'histoire des prostituées brésiliennes dans ce pays parce qu'en disait la presse (prostitution généralement associée à la traite des femmes mais pas toujours), mais je n'aurais pu imaginer que j'allais m'intéresser à ce sujet, et je commençais à être plus attentive aux histoires liées à la migration des brésiliennes. Un autre fait qui excita ma curiosité dans sa maison fut l'expression « *piseiro de brasileiro* » : la veille des fins de semaine c'est une expression que j'entendais toujours, et quand je demandais de quoi il s'agissait, la réponse était qu'il était question de fêtes pour les brésiliens : « diversion durant des nuits entières, musique, danse, boisson et femmes » — qui se passaient soit aux *garimpos* soit à Paramaribo.

Durant mon passage à Paramaribo, je discutais avec plusieurs brésiliens qui circulaient dans cette ville, et beaucoup avaient l'habitude de dire « Je marche par le Suriname » pour faire référence aux allées et venues entre le Brésil et le Suriname — car ils ont oublié de mentionner la Guyane Française, parce que dans ce département, ils passaient (ils s'y passent encore aujourd'hui) aux *garimpos* clandestins et où la notion de territoire se limite aux seuls sites d'extraction. En général, je parlais avec des personnes en situation administrative irrégulière ou vivant avec un visa touristique expiré (même s'ils habitaient dans le pays depuis des années) et qui allaient à la maison de madame Milena, principalement accompagnés de femmes qui avaient

³⁹ Retournée au Brésil, je compris alors qu'il ne s'agissait pas d'un style lié à la prostitution (comme je l'avais pensé à Paramaribo) mais plutôt parce que les jeunes de la banlieue s'habillaient de la même façon, en été. Ce sont les vêtements que les jeunes utilisent dans les bals funks, à Rio de Janeiro, ou dans les fêtes techno, à Belém. Partout à Paramaribo, quand les brésiliennes se considéraient comme « prêtes » elles s'habillaient de cette manière.

quitté le Brésil pour travailler comme prostituées dans les *clubs* de prostitution de Paramaribo et qui, à ce moment-là, travaillaient comme vendeuses ambulantes ou cuisinières sur les sites de *garimpos* localisés en Amazonie surinamaïse.

Je suis rentrée au Brésil en me posant beaucoup de questions sur les formes de migration des femmes brésiliennes et l'univers du marché du sexe au Suriname. A cette époque, j'avais pensé écrire un article sur la prostitution dans ce pays. Cela ne se réalisa pas, mais cette question ne fut pas oubliée et je commençais à me documenter sur les travailleuses brésiliennes du sexe en dehors du pays et, principalement, au Suriname⁴⁰.

Dans ce projet de recherche de doctorat, l'intention était d'aborder la traite internationale des êtres humains, projet qui, d'une certaine manière, prit un autre chemin en raison de la réalité rencontrée au Suriname durant la réalisation de la recherche sur le terrain en 2011 et 2012, parce que durant celle-ci, ce qui est apparu fut la migration en relation à la prostitution des femmes (pas nécessairement TSH) issues principalement de régions amazoniennes et de fait que la mobilité de ces femmes allaient au-delà des frontières géographiques : elles circulaient constamment dans des espaces physiques et symboliques, d'une occupation laborieuse à une autre, évitant les imbroglios des relations sociales et des rôles de genre. Ceci m'amena à éloigner de la TSH le but de la recherche, afin de comprendre le processus et la dynamique de la mobilité des femmes en relation à le marché du sexe.

La migration internationale a marqué la formation historique du Suriname et comprendre la circulation des Brésiliennes/iens dans ce pays demanda une recherche active sur le terrain, de la même manière que les brésiliennes/iens circulent librement sur ce territoire : en constant déplacement entre la ville et la campagne, entre le Suriname le Guyana et la Guyane Française, observant les liens qui sont à l'origine des relations proches ou distantes de ses différents groupes ethniques et culturels.

⁴⁰ Un nouveau sujet pour moi, parce que la recherche que j'avais réalisée au cours du troisième cycle universitaire était orientée vers la police : pour ma spécialisation j'avais fait une recherche sur la formation de la Police Militaire du Pará, et pour le master, le contrôle externe de la police militaire et civile. Voir respectivement, ARAUJO, Osvaldina dos Santos. *O educador e a formação do policial militar no CFAP*. 122p. Monographie (Especialização em Gestão de Sistemas Educacionais) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2002 ; et ARAUJO, Osvaldina dos Santos. *O controle da atividade policial : um olhar sobre a Ouvidoria do Sistema de Segurança Pública do Estado do Pará*. 179p. Dissertation (Master en Sociologie) - Université de São Paulo, São Paulo, 2008.

Procédure méthodologique

Pour la collecte des données, des entretiens semi-directifs et des rencontres sur plusieurs sites furent réalisés, une approche ethnographique multi-située, qui, selon George Marcus, est une méthode qui prend en compte la circulation des idées, des personnes et des marchandises qui se délocalisent dans différents endroits⁴¹, ce qui permet de comprendre la mobilité des brésiliennes dans le temps et l'espace. L'ethnographie consistant, à Paramaribo, en l'observation de lieux dans lesquels la présence des brésiliens étaient significatives en 2011 et 2012 : dans les *clubs* de prostitution Diamond et Manilla, les principales en fonctionnement à l'époque et dans lesquelles encore aujourd'hui la majorité des travailleuses du sexe sont d'origine brésilienne⁴², au Klein Belém et les rues avoisinantes⁴³ ; dans les églises (temples) évangéliques de la Pentecôte dédiées aux Brésiliens comme l'Assemblée de Dieu, Dieu est Amour, et l'Assemblée de Dieu *Ministério de Madureira* (observations faites à partir de ma présence durant les cultes) ; dans les hôtels Cactus, Confort et Pérola (lors des entretiens dans les magasins et les restaurants de ces mêmes hôtels), les trois hôtels les plus au centre de la ville et dans lesquels descendaient beaucoup de Brésiliens ; au restaurant *Petisco* et *Recanto Nordeste*, qui en raison de la carte (barbecue et cuisine brésilienne pour chacun d'eux) sont connus pour être des restaurants fréquentés assidûment par des Brésiliens ; au supermarché *Combe slijtej*, *Gopie* et *Transamérica* ; à la boucherie *Asruf* (ayant une importante clientèle brésilienne) ; et dans un ensemble de petits studios construits avec l'intention de les louer aux Brésiliens (et qui sont loués). En plus de tout cela, des recherches sur le terrain furent réalisées

⁴¹ MARCUS, George. Ethnography in/of the world system : the emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology*, v.24, p.95-117, 1995.

⁴² Dans ces deux *clubs* de prostitution je ne suis allée qu'une fois, en 2011, quand j'avais déjà terminé une partie des entretiens pour la recherche. Je fus surprise par les explications des femmes interviewées, qui m'ont dit que c'était des endroits que n'importe quelles femmes pouvaient fréquenter, même si elles ne se prostituaient pas à partir du moment où elles étaient accompagnées par un homme. Mon intention, à cette époque, était d'observer simplement s'il était possible de détecter avec facilité si les femmes qui se trouvaient là, étaient privées de liberté contre leurs volontés, et si en fait il serait facile de les aborder (comme m'avaient informé les interlocutrices). Je pus alors vérifier que c'était des *clubs* de prostitution d'accès faciles pour les hommes et les femmes, dérangée de savoir que ces endroits avaient la réputation dans l'imaginaire collectifs et de la presse, à Belém, d'être inaccessibles, de conditions précaires, maintenant les brésiliennes contre leurs volontés. S'ils étaient d'accès faciles, pourquoi les dénonciations de séquestration, de traite de personnes et de violence physique n'arrivaient pas aux oreilles des institutions représentatives du gouvernement brésilien au Suriname, donnant ainsi la possibilité à la police surinamaïse de faire des investigations. Qu'est ce qui empêchait une intervention policière et juridique dans ces locaux, si ces situations étaient démontrées ? Si n'importe qui pouvait avoir accès à ces maisons, pourquoi n'y avait-il pas des appels au secours pour des cas concernant les menaces ou les crimes ?

⁴³ Dans ce lieu, l'observation directe fut réalisée de manière systématique, principalement sur l'avenue *Tourtonnelaan* et dans la rue *Anamoestraat* (rue dans le prolongement de l'avenue) et sur la *Prinsessestraat* (rue proche des deux premières) endroits caractéristiques de la présence brésilienne à Paramaribo, et il fut alors possible de voir de près le quotidien des Brésiliens qui y circulaient, et d'y engager des dialogues avec une partie des interlocuteurs. Les mots « *laan* » et « *straat* » signifiant avenue et rue, respectivement.

dans deux *garimpos* localisés au milieu de la forêt surinamaïse : en 2011, sur le site *Beoyo*, exploité par des Noirs Marrons ; en 2012, sur le site Macu, exploité par des Brésiliens.

Les données furent collectées au travers d'entretiens enregistrés avec les Brésiliens (femmes, travestis/transsexuels⁴⁴ et hommes⁴⁵) qui avaient vécu l'expérience de la migration au Suriname, au cours de tête à tête (avec beaucoup de femmes) et au cours de rencontres durant lesquelles d'autres personnes étaient présentes (quelques-unes furent décontractées) dans des lieux publics ou privés ; ou par le biais d'observations et de conversations réalisées dans des lieux publics fréquentés par les Brésiliens (églises ou restaurants), lors de fêtes privées (anniversaires ou repas organisés dans la maison de quelques Brésiliens⁴⁶), et au cours d'événements et de fêtes sur la Place de l'Indépendance, au centre de Paramaribo, liés aux dates du calendrier national surinamais : l'abolition de l'esclavage (*Keti Koti*), le premier juillet ; à la fin du Ramadan (*Id Ul Fitr*) en 2012, fêtée le 19 août⁴⁷ ; fête du peuple indigène le 9 août, et à la même date, les fêtes qui font référence à la migration Javanaise⁴⁸.

Les observations et les conversations furent notées sur un carnet de voyage, et des photographies furent aussi prises — de plus, de nombreux souvenirs, en resurgissant de ma mémoire, m'ont permis de reconstruire des moments passés ainsi que la relecture. Pour l'analyse des données, des méthodes qualitatives et quantitatives furent utilisées.

Pour les entretiens, l'objectif fut de connaître l'histoire de vie de mes interlocuteurs, considérant que l'histoire de vie est un « récit linéaire et individuel des événements qu'ils [les interlocuteurs] considèrent comme significatifs », et qu'avec elle « se construisaient les

⁴⁴ L'option de mettre en évidence les entretiens des travestis/transsexuels est dû au fait qu'ils apparaissent eux aussi comme des travailleuses du sexe au Brésil et à l'extérieur. En plus et pour la raison principale que les trois personnes qui furent interviewées sont liées au marché du sexe ou aux salons de beauté : l'une d'elle avait travaillé dans un *club* composée seulement de femmes, au Guyana ; une autre avait été prostituée au Brésil, à Belém, et ultérieurement elle avait travaillé à São Paulo pour recevoir, en contrepartie de ses services, les produits médicamenteux utiles à la transformation de son corps (pour lui donner une apparence féminine) ; la dernière n'ayant travaillé que dans les salons de beauté. Avec des parcours différents, leurs trajectoires finirent par être semblables, dans le sens qu'elles vivaient toutes les trois des expériences discriminatoires et circulaient (à l'époque des entretiens) la peur au ventre au Guyana et au Suriname, pays où dominent les femmes qui font commerce du sexe et où il y a beaucoup de préjugés contre les travestis/transsexuels qui s'aventurent dans ces lieux.

⁴⁵ J'avais décidé de prendre en considération les entretiens et les conversations avec les hommes parce que la migration féminine dans les Guyanes a été marquée par la présence ou par l'augmentation des flux de circulation des hommes, que ce soit pour l'offre de travail dans les services domestiques dans des endroits où ils étaient en situation de monopole, où que ce soit à cause de la migration des femmes qui accompagnaient leurs maris ; pour la bonne raison que ce serait les hommes qui rechercheraient les services de prostituées offerts par les brésiliennes dans les *cabarés* ; et par la nécessité de comprendre la mobilité en général des Brésiliens dans les Guyanes.

⁴⁶ Plusieurs fois ce fut au cours de barbecue, la manière la plus joyeuse de recevoir des invités au Suriname.

⁴⁷ La cérémonie de la fin du mois du Ramadan suit le calendrier musulman, et comme c'est un calendrier lunaire, avec des mois de 29 et 30 jours, il n'y a pas une date fixe pour sa commémoration.

⁴⁸ Même s'il n'est pas pris en compte par le calendrier national, c'est un jour de fête pour les descendants javanais, et au centre de Paramaribo sont réalisées des activités culturelles concernant ce groupe ethnique (présentation de danses régionales d'origine javanaise par exemple).

relations avec les membres du groupe, de leurs professions, de leurs niveaux sociaux, de leurs couches sociales en général qu'il revient au chercheur de révéler⁴⁹» — une telle approche permettant de reconstituer les trajectoires des migrations et des activités des personnes et, surtout, utiliser comme fil conducteur les analyses et sa propre interprétation en se fiant à son expérience pour décrire un univers rempli de contradictions et d'incertitudes. L'utilisation de plusieurs témoins permet que l'analyse dépasse leur caractère unique, se transformant en une réflexion sur les éléments sociaux collectifs tels comme le dit Daniel Bertaux :

En multipliant les récits de vie de personnes se trouvant ou s'étant trouvées dans une situation sociale similaire, ou participant au même monde social, et en centrant leurs témoignages sur ces segments-là, on cherche à bénéficier des connaissances qu'elles ont acquises de par leur *expérience directe* sur ce monde ou cette situation, sans pour autant s'empêtrer dans leur singularité intrinsèque⁵⁰.

Le canevas de questions pour les entretiens fut le même pour tous les interviewés, et au fur et à mesure qu'ils avançaient dans le récit de leurs migrations, des questions de plus en plus difficiles surgirent, par exemple sur le passage dans les *clubs* de prostitution, dans le cas de certaines femmes. Ces dernières, en grande majorité, parlèrent librement sur leur travail dans les *clubs* de prostitution ou les *cabarés* ; et pour celles qui n'y travaillèrent pas, elles mettaient un point d'honneur à lever toute ambiguïté en disant qu'elles étaient mariées — « mariées » mot très utilisé autant par les femmes qui voulaient affirmer qu'elles ne se prostituaient plus que par celles qui voulaient indiquer qu'elles n'avaient jamais eu ce genre d'activité.

Les personnes interrogées étaient des Brésiliennes et elles exerçaient les activités suivantes : coiffeurs/ses, manucures, cuisinières, vendeuses ambulantes, propriétaire de *cantina*⁵¹, propriétaires de machines pour l'extraction de l'or, mères au foyer, *garimpeiros*, mécaniciens, professionnels du sexe, propriétaires de snack, propriétaires de *clubs* de prostitution, propriétaires de magasins, propriétaires de *cabarés*, gérant de *cabarés*, vendeuses, organisateurs de fêtes, serveurs, pasteur et chef d'entreprise, éducateurs sociaux et responsables d'associations, maçons, motards et chauffeurs. Les activités citées furent indiquées par les interlocuteurs, qui, au moment des entretiens les déclarèrent comme leurs activités actuelles —

⁴⁹ QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. *Variações sobre a técnica de gravador no registro da informação viva*. São Paulo : Ceru/FFLCH, 1991, p.6.

⁵⁰ BERTAUX, Daniel. *L'enquête et ses méthodes : le récit de vie*. 3.éd. Paris : Armand Colin, 2013, p.36.

⁵¹ Petits commerces qui vendent de tout en petite quantité (alimentation, vêtements, chaussures, pièces de moto et de machines utilisées pour l'extraction de l'or, dans les *garimpos*) ; certains d'entre eux fonctionnant aussi comme *cabarés*.

et nous verrons que, en général ce n'étaient pas la même qu'ils exerçaient en arrivant au pays, et cela concerne particulièrement les femmes, une fois qu'elles naviguèrent d'une activité à l'autre en fonction des circonstances et de l'endroit.

Une fois que les entretiens furent réalisés, il me fut difficile de déterminer le nombre de personnes ou de groupes en particulier à prendre en considération, car ce choix entraînerait une perte d'informations qui complétaient celles obtenues par les individus considérés comme clef de ma recherche (femmes qui migrèrent pour le Suriname pour se prostituer et ayant une dette avec les *clubs* de prostitution). Donc, l'option fut de travailler avec tout le monde, parce que, d'une certaine manière, il y avait des points communs avec la migration liée aux *garimpos* et à la prostitution ; et avec les déplacements constants des interlocuteurs (et de la propre relation avec le sujet) dans les autres pays, il fut pris en compte aussi la collecte de données (qui comprend les entretiens) réalisées en Guyane Française (2011) au Guyana (2012) en Hollande (2013).

Les conversations eurent lieu avec un nombre incalculable de personnes, à tel point qu'il m'est difficile d'en donner un numéro exact sans commettre d'erreurs. Elles furent formelles, informelles, décontractées, tendues, et constituent la partie fondamentale de la diversité de cette recherche. Pour les entretiens semi-dirigés enregistrés⁵², au début, il fut demandé l'autorisation orale pour sa réalisation et pour l'utilisation des informations pour la thèse — seules deux Brésiliennes se refusèrent à être enregistrées (une au Guyana, l'autre au Suriname), mais me racontèrent leurs expériences migratoires hors micro.

Au total, 74 personnes furent interviewées qui ne faisaient partie d'aucunes institutions : 44 femmes, 27 hommes et 3 travestis/transsexuels. Le Tableau 1, en plus de montrer le nombre d'interviewés, indique le lieu où l'entretien eut lieu — la majorité sur le sol surinamais, sachant qu'une partie des personnes interrogées au Suriname circulaient en Guyane Française, et vice-versa. Quand au pourcentage, 60% des entretiens furent réalisés avec des femmes ; 36% avec des hommes ; et 4% avec des travestis/transsexuels⁵³.

⁵² Les entretiens enregistrés avaient une durée de vingt minutes à deux heures.

⁵³ Même si fut mis en avant l'orientation sexuelle de trois interlocutrices interviewées, il ne sera pas possible d'identifier la situation des autres personnes qui furent insérées comme hommes ou femmes parce qu'il n'y eu pas la possibilité de traiter de cette question avec elles.

Tableau 1 : Total des femmes, hommes et travestis/transsexuels brésiliens interviewés, et pays/territoire où furent faits les entretiens.

Locaux concernés	Entretiens enregistrés			Total
	Femmes	Hommes	Travestis	
Suriname	31	24	1	56
Guyana	9	1	2	12
Guyane Française	3	1	-	4
Hollande	1	1	-	2
TOTAL	44	27	3	74

Le niveau d'études des interviewé-e-s est faible. Chez les hommes, dix-sept d'entre eux ont été à l'école entre un an (pour la fréquentation la courte) (et huit ans), pour la plus longue. Sur les dix-sept, certains précisent qu'ils ne savent pas bien lire et, en général, n'écrivent que leur nom ; tandis que trois d'entre eux sont analphabètes (Tableau 2). Les femmes ont un niveau d'études légèrement plus élevé et trois d'entre elles sont allées à l'université, mais seulement une année. La majorité d'entre elles (37) est allée à l'école d'un à dix ans (Tableau 3). Sur les trois travestis/transsexuels, les deux âgées de 25 ans au moment de la recherche sur le terrain ont terminé le lycée et la troisième (de 23 ans) n'est allée à l'école que jusqu'au CE2.

Tableau 2 : Distribution des hommes interviewés selon la tranche d'âge et le niveau d'études.

Tranche d'âge	Scolarité					Total
	Analphabètes	Du CP au CM2 (1 ^a à 4 ^a série)	De la 6 ^{ème} à la 3 ^{ème} (5 ^a à 8 ^a série)	Lycée non complété	Lycée terminé	
De 18 à 23 ans	-	-	1	2	-	3
De 24 à 29 ans	-	1	1	-	2	4
De 30 à 35 ans	-	-	2	-	1	3
De 36 à 41 ans	1	2	2	-	-	5
De 42 à 47 ans	-	1	2	1	1	5
De 48 à 53 ans	-	3	1	-	-	4
De 54 à 58 ans	2	-	-	-	-	2
Plus de 59 ans	-	1	-	-	-	1
Total	3	8	9	3	4	27

Tableau 3 : Distribution des femmes interviewées selon la tranche d'âge et le niveau d'études.

Tranche d'âge	Scolarité						Total
	Du CP au CM2 (1 ^a à 4 ^a série)	De 6 ^{ème} à la 3 ^{ème} (5 ^a à 8 ^a série)	Lycée non complété	Lycée terminé	Enseignement supérieur non complété	Enseignement supérieur complété	
> de 18 ans	-	-	1	-	-	-	1
De 18 à 23 ans	-	-	-	-	-	-	-
De 24 à 29 ans	-	4	3	2	1	-	10
De 30 à 35 ans	1	8	2	-	1	-	12
De 36 à 41 ans	-	7	1	-	-	-	8
De 42 à 47 ans	1	1	1	1	-	-	4
De 48 à 53 ans	3	4	-	1	-	1	9
Total	5	24	8	4	2	1	44

Le tableau 4 montre les activités des interviewé-e-s. Chez les hommes, dix-sept étaient garimpeiros, les dix autres exerçaient une autre activité et, sept de ces derniers retournaient travailler dans l'extraction d'or dès lors qu'ils se retrouvaient dans le besoin, autrement dit, les activités comme orfèvres, chauffeurs de mototaxis, propriétaires d'une machine, chauffeurs de taxi ou propriétaires d'un *cabaré* n'étaient leur principale activité qu'au moment de l'enquête de terrain. Pour ce qui est des trois autres, un était éducateur (interviewé en Guyane Française), un autre était pasteur et entrepreneur (interviewé en Hollande) et le dernier était coiffeur (interviewé au Suriname). Chez les femmes, dix-huit travaillaient dans des activités domestiques, les autres dans des activités liées à l'entrepreneuriat, au commerce ou au travail du sexe. Certaines personnes exerçaient plusieurs activités à la fois au moment de l'entretien.

Tableau 4 : Distribution des 74 personnes interviewées selon leur activité professionnelle.

Activité professionnelle au moment de l'entretien	Total*
<i>Garimpeiro</i>	17
Cuisinière	12
Propriétaire d'un <i>cabaré</i> (5 F / 1 H)	6
Manucure ou pédicure	4
Vendeuse ambulante	3
Employée domestiques	3
Femme au foyer	3
Chauffeur de mototaxis	3
Orfèvre	3
Forgeron (2 F / 1 H)	3
Coiffeur-se	2
Vendeuse dans une boutique	2
Propriétaire d'un restaurant/caféteria	2
Travailleuse du sexe	2
Propriétaire d'une machine	2
Propriétaire d'un <i>club</i>	1
Propriétaire d'une <i>cantina</i>	1
Propriétaire d'un magasin	1
Gérant d'un <i>cabaré</i>	1
Promoteure d'évènements	1
Infirmière	1
Serveur	1
Éducateur	1
Pasteur	1
Entrepreneur	1
Mécanicien	1
Chauffeur de taxi	1
Total	79

* Le total des activités exercées est supérieur au nombre de personnes interviewées car certaines d'entre elles occupaient plusieurs emplois au moment de l'entretien.

Sur les 44 femmes interviewées, quinze migrèrent par l'intermédiaire d'un *club* : quatorze pour des *cabarés* au Suriname, une pour un *cabaré* au Guyana ; 24 cherchèrent, initialement, un travail principalement en relation avec les services domestiques ; et cinq migrèrent pour travailler en *cabarés* sur les sites miniers comme prostituées ou gérantes (Tableau 5).

Tableau 5 : Destination des femmes à leurs sorties du Brésil.

Locaux concernés	Destination des femmes à leurs sorties du Brésil			Total
	Prostitution das les <i>Clubs</i>	Prostitution en dehors des <i>clubs</i>	Autres activités	
Suriname	14	4	13	31
Guyana	1	1	7	9
Guyane Française	-	-	3	3
Hollande	-	-	1	1
TOTAL	15	5	24	44

Tous les interviewés/ées furent informés/ées que la recherche était réalisée pour une thèse de doctorat, mais plusieurs fois ils ou elles pensèrent que j'étais géologue⁵⁴ ou étudiante en Droit (peut-être pour la raison que, au Brésil, il est habituel de donner le titre de docteur à une personne qui a fait des études de Droit, et à entendre le mot de doctorat ils ou elles faisaient l'association). Quand il était clair que le motif de l'entretien n'avait pas été compris, à nouveau il était expliqué que c'était un travail pour l'université, et plusieurs fois cela servit d'encouragement pour qu'ils ou elles parlent.

En général, les entretiens furent enregistrés avec, pour fond musical, du *forró*, du *brega paraense*, du *tecnobrega*, du *sertanejo*, du *brega* romantique (style Reginaldo Rossi) ou de quelques programmes de télévision de la Rede Globo. En ce qui concerne la télévision, il n'y avait pas de programmes spécifiques retransmis (quelques fois c'était des dessins animés), la question était simplement de la laisser allumée⁵⁵. Au début des entretiens, je demandais aux interviewées/es s'il était possible d'éteindre, et elles/ils baissaient seulement le son, me rendant compte qu'il était inutile de faire une telle sollicitation : la télévision faisant partie du paysage et de la vie, quelque chose qui imprégnait le quotidien de ces personnes, comme si à travers elle, elles étaient au Brésil.

Quelques fois, les interlocuteurs disaient que si je voulais gagner de l'argent, le Suriname était l'endroit idéal ; l'un d'eux insista pour que je lui dise combien l'université me

⁵⁴ L'explication est que les géologues circulent sur les *garimpos* pour réaliser des analyses de sol — selon les interlocuteurs, afin de découvrir des endroits possédant un potentiel aurifère.

⁵⁵ Quand j'arrivais dans un endroit où il y avait une antenne parabolique, la télévision était allumée, plusieurs fois sans personne devant, que ce soit à Paramaribo, ou sur les *garimpos*. La plupart des entretiens faits, ont pour fond sonore, celui de la télévision, d'une musique, et cela, parfois, rendit le travail de transcription difficile car le volume était très haut et les interlocuteurs ne semblaient pas s'en rendre compte. Demander de baisser le volume ou éteindre (cela n'était pas fait, seul le son était baissé) était presque toujours nécessaire, mais des endroits comme les restaurants ou les bars, où il y avait toujours de clients intéressés à voir la TV, cela n'était pas possible (les programmes de télévision brésilienne sont un supplément attractif dans les établissements commerciaux fréquentés par les Brésiliens)

payait pour réaliser cette recherche ; il voulait faire une comparaison avec ce que gagnait une femme au Suriname, soit dans le marché du sexe, soit comme cuisinière de *garimpo*, ou propriétaire de restaurant. Selon lui, peu importe combien l'université payait (il ne sut pas qu'il n'y avait aucun financement pour cette recherche), au Suriname il était possible de gagner bien plus, car il y avait tout un tas de manière de gagner de l'argent, idéalisant le pays comme celui des opportunités ; indépendamment de la formation ou du niveau de scolarité, la femme avait des opportunités de travail — le plus important étant de vouloir travailler et avoir « la tête » (être expert et responsable pour garder l'argent, pour retourner au Brésil). Dans ce contexte, les explications renforçaient l'idée, que beaucoup répétait, qu'au Suriname, à la différence du Brésil, les femmes avaient une chance de réussir un travail rémunéré et de connaître une ascension sociale même avec une faible scolarisation :

Les possibilités [de travail], pour les femmes, ici, sont plus réduites, il y en a plus pour les hommes. Les femmes ici, un grand nombre d'entre elles viennent ici pour se prostituer, tu vois. Mais pas toutes, parce qu'ici il n'y a pas que ça, ici il n'y a pas que la prostitution. [...] Il y a beaucoup de travail en ville, mais personne ne veut y travailler ; elles préfèrent se prostituer parce qu'elles pensent qu'elles gagnent plus. [...] Je ne connais aucune femme qui soit venue ici, pour travailler, et qui n'ait réussi un travail [...], mais il y a des gens qui ne veulent pas travailler, c'est hors de question. Elles se promènent, vivant de ce qu'elles pensent bon pour elles, tu vois, puis trouvent un mari... Parfois ça marche de trouver un mari. [...] Le Brésil n'est pas bon, tu vois, pour les femmes. Là, les gens n'ont pas de travail, le niveau de scolarité est bas, moi avec un fils en bas-âge. Je n'avais pas d'opportunité... sans maison où vivre, sans rien. Ce que j'ai construit au Brésil ce fut avec l'argent d'ici au Suriname, parce que si je n'étais pas venu ici, je n'aurais rien eu aussi [...] Le Brésil est l'endroit où les gens sont Brésiliens, mais un endroit qui, pour l'aide au citoyen, emploi, une vie décente... Ce que le Brésilien de classe pauvre n'a pas. Tous ceux qui sont venus au Suriname, qui habitent ici, qui aiment se trouver ici au Suriname, tous pensent de la même façon, parce que beaucoup réussirent leur vie ici. Ils sont venus du Brésil, malheureux — comme moi, et comme beaucoup que je connais — et puis ils sont arrivés ici et la vie c'est améliorée. Tu vois... je ne veux pas... qu'est-ce que tu vas faire là-bas ? Je vais là parce que ma mère et mes enfants habitent là, mais je préfère habiter ici. (Giovana⁵⁶, 38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre enfants, interview réalisée en 2011 au Suriname)

Les interviewées n'étaient pas identifiées, et cela fut toujours laissé bien clair au moment de leurs rencontres, avant même qu'il disent leurs noms ; ici, leurs noms et prénoms ou toutes autres informations personnelles⁵⁷, et pour faciliter l'accompagnement des histoires racontées,

⁵⁶ Giovana sera présentée plus tard.

⁵⁷ Beaucoup d'interlocutrices se trouvaient en situation administrative irrégulière. En plus, les professionnelles du sexe, affirmaient, en général, que leurs familles au Brésil n'avaient aucune idée des activités qu'elles exerçaient.

et des récits de chacun/une, il sera utilisé des noms fictifs — alors même que beaucoup utilisent des noms fictifs au Suriname : certains hommes ont un surnom, qui est utilisé par tout le monde (certains n'étaient connus que par leurs surnoms) et les femmes qui se prostituaient avaient l'habitude d'adopter un autre nom, comme l'expliqua Marcelo⁵⁸ (37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname) : « Au *garimpo* vous ne voyez pas le nom de Maria, vous ne voyez pas le nom de Joana ; vous voyez le nom de Cherry, seulement des noms d'artiste. Ce n'est pas le nom réel, on ne dit pas le nom réel. Jamais il est prononcé ». Quelques noms de « guerre » furent assumés par les femmes quand elles étaient encore dans les *clubs* de prostitution, et à en sortir, continuant ou non la prostitution, elle le gardait, une fois que les personnes faisant partie de ses relations personnelles le connaissaient.

Toutefois, les institutions contactées durant la recherche, ou avec lesquelles il y eu des conversations ou des entretiens, seront nommées : L'ambassade du Brésil à Paramaribo, Georgetown et Haye (Hollande), l'Attaché de la Police Fédérale au Suriname, et l'Officier de liaison de la Police Brésilienne au Guyana. En ce qui concerne les institutions non gouvernementales, leurs responsables autorisèrent la publication de leurs noms et ou du nom du responsable. La Fondation pour le Développement Brésilien au Suriname (Fondation Brasur) au Suriname ; Association Développement, Accompagnement, Animation, Coopération (DAAC Guyane), et Skat Park, de la Guyane Française ; Fondation Tenda e Casa Brasil Holanda, de la Hollande⁵⁹.

Des quatorze femmes qui vinrent par l'intermédiaire d'un *club* au Suriname, la majorité furent d'accord pour concéder une interview à partir des indications d'une amie qui connaissait son passage dans un *club* de Paramaribo (quelques-unes furent contactées directement, pour d'autres, ce fut l'ami qui organisa le contact) ; les autres furent abordées directement, dans des lieux fréquentés régulièrement par les Brésiliens (quand l'une était d'accord un rendez-vous était convenu pour le jour, l'heure, et l'endroit pour réaliser l'interview) Quelques hommes interviewés furent abordés de cette ultime manière.

Les entretiens avec les femmes qui migrèrent par l'intermédiaire des *clubs* furent réalisés chez elles ou dans la maison d'une amie, en différents horaires (parfois la nuit), et elles

⁵⁸ Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, classe de CE2, est originaire de Belém. En 1987, quand il avait 12 ans, la mère qui avait migré des années avant Suriname, par l'intermédiaire d'un *club* de prostitution, l'emmena pour vivre avec elle (elle avait fini par se marier avec un ex-client). Marcelo, qui en arriva à fréquenter les écoles surinamaises, revint au Brésil trois ans après pour aller vivre avec son père. En 1994, à 19 ans et déjà père d'un petit, il retourna au Suriname, mais cette fois, il y entra illégalement : il embarqua sur un petit bateau au port de Belém, et il voyagea jusqu'à Paramaribo durant sept jours. Depuis lors il travaillait comme *garimpeiro* au Suriname et en Guyane Française, ou dans des secteurs liés à la construction civile et au commerce à Paramaribo, et jamais plus il retourna au Brésil. Marcelo avait un visa au Suriname renouvelable tous les deux ans.

⁵⁹ Quand à l'âge des interviewés, celui informé est de l'époque des entretiens.

savaient déjà quel serait le thème qui serait abordé. Au début de l'entretien, la majorité disait quelque chose de type « ma vie est un livre ouvert, je n'ai rien à cacher » — faisant allusion à un ami, à un compagnon, à une compagne ou aux fils présents, mais j'insistais pour que l'entretien ait lieu dans un endroit plus tranquille, où elles seraient plus libres de parler de questions personnelles et où nous serions éloignées du bruit de la musique ou de la télévision. Ainsi, la plus grande partie des entretiens avec les femmes furent réalisés en privé, dans la chambre ou dans le salon, sans la présence d'autres personnes. Ceci permit des entretiens plus décontractés, et plusieurs fois ponctués de silences ou des moments d'émotion. Chacun d'eux exprimait une force et une nature différente : celles qui parlaient de leurs enfants laissés au Brésil, pensant au sentiment d'abandon, ou dans certains cas, devinrent tristes parce qu'elles étaient des adolescentes et furent impliquées dans la drogue ou le crime ; une qui n'eut pas la possibilité d'apprendre à lire et à écrire durant son enfance, se lamentant de n'être pas alphabétisée. Par leurs témoignages, elles ne démontrèrent pas de regret d'avoir pris la décision de migrer, mais regrettaient ce qu'elles avaient laissé, et surtout leurs fils et leurs mères — exprimant tout cela avec beaucoup de douleur et parfois avec les larmes.

Au début de ce travail de terrain, ces moments-là me laissaient désarçonnée, et en même temps, angoissée quand je rentrais avec le magnétophone rempli, non seulement d'informations pour ma thèse, mais aussi d'émotions, de souffrance, de joie, de mal du pays, de désirs, d'espérance. Je me demandais toujours comment réagir, durant ces moments où les mots perdaient en force, suffoqués par les larmes. Je n'ai jamais eu de réponse mais je réalisais que le geste d'offrir un mouchoir et d'écouter attentivement était suffisant ; le fait de pouvoir raconter pour certaines leurs histoires, comme forme de soulagement ou même de dénonciation, leur suffisaient. Quelques fois, à la fin des entretiens, le formalisme disparaissait, et au lieu d'une poignée de main pour les remercier de leur disponibilité et de leur confiance de m'avoir raconté leur histoire, je les enlaçais fortement.

Premiers contacts : l'aéroport de Belém

Le développement de la recherche de terrain se fit en plusieurs étapes. Pour la première, réalisée en juin 2011, les efforts furent concentrés sur Paramaribo, la plus grande aire urbaine du Suriname, avec une population de 250 000 personnes (la population totale du pays est estimée à 480 000). Les premiers contacts furent faits dès l'aéroport international de Val-de-Cans - *Júlio Cezar Ribeiro* à Belém, avec des passagers du vol pour Paramaribo. Dans cet

aéroport, avant d'entrer dans la salle d'embarquement, il était déjà possible d'identifier qui prendrait l'avion en direction de la capitale surinamaïse : des hommes et des femmes qui s'agglomérèrent devant la porte d'embarquement en silence, avec leurs billets et passeports bien en vue, et s'observant attentivement et discrètement les uns les autres — rien à voir avec le groupe habituel de personnes avec une revue ou un livre à la main, et l'impression était qu'ils recherchaient un visage connu. Quand fut le moment de rentrer dans la salle, le groupe se mit tranquillement en file, et ceux qui venaient derrière observaient ce qui étaient devant — et cette scène donnait l'impression que la majorité des voyageurs faisait leur premier voyage en avion et leur premier voyage au Suriname.

Dans la salle d'embarquement, une jeune femme, Paula, semblait habituée à la situation au milieu du silence de la salle, utilisant son téléphone portable pour passer le temps. Je m'approchai d'elle et comme je commençai à lui parler du retard du vol, elle me demanda si c'était la première fois que j'allais au Suriname ; devant ma réponse négative, elle voulut savoir le motif de mon voyage, et ce fut pour moi une chance de parler de ma recherche, sans mettre en avant le motif de la prostitution, mais évoquant plutôt la migration des femmes. Durant la conversation Paula me dit qu'elle connaissait une femme qui travaillait dans un *club*; je lui demandais si elle pouvait me la présenter et elle accepta : s'engageant à faire le contact et l'intermédiaire. Elle me donna son téléphone et la conversation continua : elle était venue au Brésil faire une opération et après quelques trente minutes de conversation, elle me dit aussi quelle même avait travaillé dans un *club*. Je lui indiquai mon intérêt à connaître son histoire, mais elle se refusa, mais qu'elle me présenterait des personnes.

Ainsi, sans critère et sans prétention, des tentatives de contacts furent faites avec des personnes qui paraissaient disponibles dans la salle d'attente de l'aéroport. Dans ce lieu, Paula fut le seul contact significatif pour ma recherche, car d'autres tentatives d'engager la conversation ne furent pas couronnées de succès, les personnes semblant attentives et appréhender le voyage, quelques-unes écoutant (ou observant) ce que je disais, faisant au maximum un oui ou un non avec la tête, ou murmurant un « hum hum » qu'il était difficile d'identifier comme une acceptation ou une négation, mais donnant une impression d'inconfort et de méfiance.

L'embarquement parut une veillée funèbre, tout le monde étant silencieux, les personnes serrant contre elles leurs bagages à main sans faire de bruit. Visiblement, presque tout le monde était Brésilien, des hommes en grande majorité. Durant le vol, un jeune homme d'approximativement 23 ans, qui était assis à mes côtés, me raconta que c'était la première fois qu'il voyageait en avion et que c'était aussi la première fois qu'il allait au Suriname pour

travailler à un *garimpo* avec un oncle qui l'attendait. Il me demanda de remplir sa fiche d'immigration pour les étrangers entrant au pays, et il était facile de voir que l'hôtesse de l'air était très sollicitée par les passagers pour cette formalité (certains avaient déjà une fiche préremplie, qui leur servait d'exemple). Il était visible que ce document, écrit en hollandais et en Anglais, était un tourment pour la majorité de ces personnes ; étant visible aussi que beaucoup avaient du mal à signer leurs propres noms.

Quand l'avion survolait déjà Paramaribo, l'hôtesse annonça, en hollandais et en Anglais, qu'il y aurait avant une petite escale à Cayenne, à cause du mauvais temps, mais que tout le monde devrait rester à bord. Quand l'avion se fut posé, il se forma dans le couloir central de l'avion une file énorme de passagers qui se préparaient à descendre car n'ayant rien compris de ce que l'hôtesse avait annoncé. Quelques minutes plus tard, au milieu d'un murmure de voix qui s'interrogeait de savoir pourquoi la porte de l'avion ne s'ouvrait pas, une voix masculine (un surinamais) parlant lentement un portugais simple mais compréhensible, expliqua que l'avion était au sol en Guyane Française et que tout le monde devait rester assis — et sans attendre, le quiproquo devint un motif de sourire. Si cela avait été une situation d'urgence, tout les passagers auraient été en danger, car presque personne ne comprenait ce qui se passait⁶⁰.

Après avoir débarqué à Paramaribo, le défi fut d'identifier de potentiels contacts pour la recherche. Le lieu où je m'installais dans cette ville, se trouvait juste où la Tourtonnelaan se transforme en Anamoestraat, à proximité du Klein Belém, lieu qui disperse dans les airs l'odeur du *masala* qui parfume une partie de la cuisine surinamaïse : de lui vient l'odeur de l'assaisonnement et de la nourriture brésilienne, qui s'exhale dans la rue, comme d'un barbecue ou de plats *nordestino*.

Cette première étape sur le terrain fut marquée par une période de calme pour les Brésiliens du Suriname, car un grand nombre d'entre eux avaient été régularisés un peu avant,

⁶⁰ La Suriname Airways, pendant longtemps, la seule responsable pour les vols entre le Brésil et le Suriname, jusqu'au premier trimestre de 2011, faisait seulement ses communications en hollandais et en Anglais (deux langues comme c'est l'habitude) mais sur ce vol, la majorité des passagers ne connaissait que la langue portugaise. Au second trimestre de cette année, il y eut des modifications significatives concernant cette société, car des fonctionnaires parlant portugais furent embauchés, suivant un peu la tendance de plusieurs commerces à Paramaribo, qui ont une vendeuse pour servir les Brésiliens, qui sont des clients assidus et avec des moyens, et qui paient toujours en liquide. Maintenant, durant le *check-in* et le vol, il y a une personne qui parle le portugais, se qui rend possible la communication avec les passagers d'origine brésilienne, et le Brésilien est inclus pour la transmission des informations durant le vol. En août de 2015, la Gol, compagnie aérienne brésilienne, a commencé à faire des vols de Belém vers le Suriname, et a adopté les mêmes procédures que la Suriname Airway en ce qui concerne l'adoption de la langue portugaise pour les informations de vol.

et les personnes circulaient par les rues du Klein Belém : un va et vient nocturne de personnes, ce qui donnait l'impression d'être au Brésil⁶¹.

Après une semaine à Paramaribo, j'appelai Paula, mais elle ne me retourna pas mon appel ; deux semaines plus tard, je téléphonai à nouveau mais elle n'avait pas encore réussi à parler avec les personnes, car elles étaient au *garimpo*, mais une amie de ses amies, acceptait d'être interviewée. Nous prîmes rendez-vous et nous allâmes ensemble à la maison de cette amie, et le premier entretien fut fait. Paula attendit jusqu'à la fin et m'informa qu'une autre de ses amies donnerait une interview, et qu'elle attendait déjà — mais avant de partir, une autre brésilienne qui habitait au premier étage de la maison fut interviewée. Ensuite nous prîmes un taxi et nous fûmes à la rencontre du troisième entretien, une brésilienne qui vivait avec une femme, sa compagne, et un Brésilien, les trois travaillant comme esthéticiens dans leur propre maison. Le délai entre deux contacts fut très dynamique et rapide, car les personnes arrivaient à Paramaribo ou allaient pour les *garimpos* (au Suriname même ou en Guyane Française) rapidement, suivant le rythme de vie des Brésiliens en constante circulation sur ce territoire.

Au moment de terminer l'entretien, il y eut une opportunité d'en réaliser un autre (le quatrième) avec une femme qui était en train de se faire coiffer. La même semaine je retournai dans cette maison pour interviewer deux Brésiliennes ; toutes les deux travaillant au *garimpo*, une comme cuisinière, l'autre dans la prostitution, mais cette dernière ne donna pas suite parce que elle était fatiguée : elle n'avait pas dormi la nuit précédente car elle avait accompagné son petit ami en visite au casino de la ville (pour jouer) — et elle raconta à ses amies comment avait été sa nuit et sur le présent que son amoureux lui avait fait : un somme en dollars⁶².

Durant cette première étape à Paramaribo, les histoires de vie enregistrées permettaient de comprendre la circulation des Brésiliens au Suriname, mais je pouvais déjà percevoir la nécessité de retourner sur le terrain pour approfondir les questions soulevées et suivre les pistes qui avaient émergé de ces contacts. Il y eut aussi, durant cette première étape, l'opportunité de visiter un *garimpo* exploité par des *Noirs Marrons* (visite dont je parlerai dans la Première Partie).

A cette époque, j'allai à l'ambassade du Brésil à Paramaribo, qui fut très réceptive et qui me donna plusieurs informations, qui me permirent des rendez-vous avec des Brésiliens qui

⁶¹ Au Suriname, ce n'est pas habituel que les personnes circulent à pied pendant la nuit dans les rues, les commerces fermants tôt, autour de 17 heures (seuls les magasins de chinois ont l'habitude de rester ouverts durant une partie de la nuit, principalement ceux qui se trouvent près du Klein Belém) et les transports collectifs, déjà insuffisants, vont en diminuant au fur et à mesure que la nuit tombe.

⁶² J'ai revu cette femme dans un autre contexte, en 2012 : elle était enceinte et cuisinière au *garimpo* où travaillait son compagnon, et contrairement à sa situation quand je l'avais connue, elle ne se prostituait plus.

collaboraient avec l'ambassade et avec le bureau de l'Attaché de la Police Fédérale brésilienne installée au Suriname. Je fus aussi au Centre Culturel du Brésil-Suriname, où j'accompagnai une réunion entre le Consulat du Brésil et le *Conselho de Representantes de Brasileiros no Exterior (CRBE)*⁶³ ce qui facilita, plus tard, les contacts pour la recherche sur les lieux des *garimpos*.

En traversant la rivière : entre le Suriname et la Guyane Française

Avec pour objectif de réaliser une recherche de terrain en Guyane Française, j'allais jusqu'à Albina⁶⁴, pour traverser la frontière, car elle se situe sur les rives surinamaises de la rivière Marowijne, devant la ville française de Saint-Laurent du Maroni. Le trajet de Paramaribo jusqu'à cette ville fut fait en taxi⁶⁵, car il n'y avait pas de transports publics qui faisaient cette route — et ce transport était fait par quiconque, que ce soit par des taxis ou quelqu'un qui travaillait de manière informelle dans le transport de marchandises ou de passagers⁶⁶. Le voyage, qui dura environ quatre heures, fut très fatigant, parce que seulement une partie de la route était asphaltée⁶⁷, et, le reste, en terre battue, était rempli de poussière car des machines préparaient le sol pour le goudronner.

En chemin, nous fûmes arrêtés par un contrôle de police, à un barrage. Le policier demanda, en Portugais, si je parlais *taki-taki*, et devant ma réponse négative, commença une conversation dans cette langue avec le chauffeur, qui me traduisit ensuite. Je tentai de répondre directement à ses questions en anglais, mais il ne comprenait pas toujours, ou je ne savais pas

⁶³ Composé, à l'époque, par un *garimpeiro*, un pasteur de l'Assemblée de Dieu, un propriétaire d'hôtel à Paramaribo, un propriétaire d'un commerce concernant les *garimpos*, et le propriétaire d'une machine d'extraction d'or.

⁶⁴ Appartenant au district de Marowijne, Albina est une ville stratégique dans le paysage des Brésiliens en chemin vers quelques terrains de *garimpo*. Elle est composée essentiellement d'une population indigène et de Noirs Marrons *Ndjuka*.

⁶⁵ Un chauffeur de taxi que je connaissais déjà à Paramaribo : un jeune surinamais d'origine javanaise, marié avec une brésilienne, qui arriva encore enfant au Suriname. Il parlait portugais, comme beaucoup des Surinamais qui travaillaient dans la région de Klein Belém.

⁶⁶ Au Suriname, ce type de transport a des prix pratiquement préétablis, mais il est nécessaire de négocier avant ; après s'être mis d'accord sur le prix, la date et l'heure, le chauffeur passe vous prendre, et, en fonction de ce qui a été arrangé, il peut prendre d'autres inconnus dans la même voiture (covoiturage).

⁶⁷ Selon Maria Stela de Campos França (*Apanjaht: a expressão da sociedade plural no Suriname*. 228p. Thèse [Doctorat en Anthropologie Sociale] - Université de Brasília, Brasília, 2004), durant la guerre civile qui eut lieu dans les années 80 au Suriname, une partie des routes qui reliaient Albina à Paramaribo, furent détruites par les bombes, pour rendre difficile l'atterrissage des avions à proximité.

lui expliquer directement, et le chauffeur traduisait. Enfin : pour les règles de l'immigration du Suriname, il était nécessaire d'être passé par le service de l'immigration pour demander un visa sur le passeport⁶⁸ qui permettait de rester deux mois supplémentaires dans le pays. Comme j'étais déjà sur le territoire surinamais depuis presque trois mois, le policier m'avisait que j'étais en situation irrégulière et que je ne pourrais pas continuer mon voyage, me demandant alors de descendre de voiture pour l'accompagner jusqu'au bureau, de l'autre côté de la route. Là, son supérieur lui dit de « mieux regarder le passeport la prochaine fois car il avait un visa pour la France et que je retournais à la maison » selon la traduction que fit le chauffeur de taxi, tout sourire.

Nous arrivâmes à Albina en fin de matinée. Dans cette ville la circulation sur la frontière est intense, faite par des pirogues pilotées par des Noirs Marrons sur la rivière Marowijne (ils sont responsables pour la plus grande part du transport fluvial réalisé dans le pays, car ils connaissent comme personne les rivières au milieu de la forêt, principalement dans les lieux d'accès difficiles). Ses habitants traversent aussi constamment pour Saint-Laurent du Maroni ; cette ville étant comme une extension du Suriname, car la rivière étroite, « une petite rue » peut être traversée en plus ou moins cinq minutes. Mais pour les gens qui n'habitent pas ici, avant de la traverser, il est nécessaire de passer par la douane surinamaïse, qui est un peu éloignée de l'endroit où accostent les pirogues, obligeant à faire beaucoup de chemin. Je descendis du van sur les bords du fleuve, au milieu d'une grande confusion de conducteurs et de passagers⁶⁹, puis j'allais à la douane, devant laquelle je pris, ensuite, la pirogue pour traverser.

Même si la frontière paraissait invisible, en raison du va et vient des pirogues et de la vie quotidienne de tout le monde ici, enchaîné aux deux côtés du fleuve, je préviens le piroguier

⁶⁸ C'est une formalité obligatoire, mais pas vraiment explicite car l'information qui est disponible est que les Brésiliens peuvent rester au Suriname comme touristes pour trois mois, et à aucun moment il n'est mentionné qu'à partir de un mois, il faut demander un visa sur le passeport pour pouvoir rester deux mois en plus. Lors de mon premier voyage au Suriname en 2007, d'une durée de 35 jours, mon passeport ne fut pas visé et la sortie de ce pays se fit normalement, sans aucune question sur l'absence de cette formalité.

⁶⁹ Où accostent les pirogues, il y a des disputes entre les piroguiers pour les passagers qui veulent traverser et entre les chauffeurs de vans pour les passagers qui veulent continuer le voyage, ils tentent avec insistance de convaincre les personnes de les suivre. En pleine confusion pour qui n'est pas habitué, parce qu'ils crient pour attirer l'attention et influencer le choix des personnes, alors qu'en même temps ils commencent à leur prendre des mains leurs bagages sans que les passagers sachent vraiment ce qui se passe, et quand ils s'en aperçoivent, leurs possessions sont déjà dans les pirogues ou dans les vans ce qui les oblige à les accompagner. Cela donne une impression de désordre total, personne n'écoute personne, mais il y a un code de négociation que seul, les piroguiers et les chauffeurs de van comprennent. Ce qui est sûr, c'est que dès que les personnes sont assises les cris cessent et les perdants vont à la recherche d'autres passagers. J'ai senti toute cette hargne en revenant de la Guyane Française : en descendant du van sur les rives de la rivière, je fus entourée par trois hommes qui disaient en criant qu'il fallait prendre leurs pirogues, sans se parler entre eux. Je restai un peu effrayée car l'un d'entre eux prit mon sac, et avant que j'aie eu le temps de dire non, j'étais déjà à l'intérieur de la pirogue. En définitive, je n'avais choisi aucune pirogue, suivant seulement l'homme qui avait pris mon sac pour tenter de le récupérer alors que les deux autres, derrière moi, m'indiquaient leurs pirogues.

que j'avais besoin d'officialiser mon entrée en Guyane Française, et il me conduisit à la douane. Là, mon passeport, le visa de la France métropolitaine et la carte de séjour furent inspectés minutieusement, puis la date d'entrée fut apposée afin que je puisse être en règle pour entrer. Je sortis de là avec l'intention de trouver un taxi ou un bus pour atteindre la route, car mon intention finale était Cayenne⁷⁰ — pourtant, il n'y avait pas à proximité un établissement ou quelqu'un qui aurait pu indiquer la direction où prendre un van pour cette ville car le mouvement de pirogues et de voitures, identique à celui du Suriname (Figure 2), se localisait un petit peu avant la douane, un endroit sans contrôle administratif.



Figure 2 : Saint-Laurent du Maroni : lieu où les pirogues sont amarrées et qui font la traversée de la rivière Marowijne entre cette ville et Albina (frontière de la Guyane Française et du Suriname) (2011)⁷¹.

Je me retrouvai au milieu de presque nulle part quand je remarquai une vieille voiture, sans portes, qui s'approchait de moi ; en sortit un homme d'environ 60 ans⁷² qui m'informa de la direction et disant qu'il y allait aussi, qu'il pouvait me laisser près de ma destination, et

⁷⁰ Aucune recherche fut réalisée à Saint-Laurent du Maroni parce qu'il fut impossible de contacter quiconque qui aurait pu me donner des informations ou m'aider à en avoir dans cette ville, ce qui me mit dans la nécessité de trouver un endroit sûr pour rester et avoir le temps de localiser les professionnelles du sexe. En plus, j'avais dans l'idée qu'à Cayenne, l'endroit donnerait les réponses en relation à la Guyane Française. En plus, la prostitution des migrantes est une réalité ici : « Aujourd'hui, la prostitution à St Laurent semble être une prostitution de rue traditionnelle dans une bourgade peu animée. Les femmes sont originaires du Suriname, du Guyana et de République Dominicaine, et dans une moindre mesure du Brésil » (GUILLEMAUT, Françoise ; SAMSON, Martine Schutz. Travail du sexe et mobilité en Guyane, des défis pour la lutte contre le VIH/sida. Antilles-Guyane : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé/Direction Générale de la Santé - DGS/RI 2, Bureau des infections par le VIH, les IST et les hépatites, 2011, p.26).

⁷¹ A l'exception de quelques photos prises de Facebook (qui est indiqué dans une note de bas), toutes les photos présentées ici ont été prises par moi-même, et entre parenthèses est l'année où chacun a été fait.

⁷² Un Haïtien qui avait migré des décennies avant pour la Guyane Française.

j'acceptai. C'était approximativement midi, moment du jour de forte chaleur en Amazonie, où presque rien ne fonctionne (même les administrations), et je dus attendre trois heures pour commencer mon voyage en direction de Cayenne. Jusqu'à cette ville, et déjà à proximité, il y eut des contrôles de gendarmerie efficaces : pour être Brésilienne, j'avais besoin d'un visa pour entrer en Guyane Française⁷³, et les deux fois que nous fûmes arrêtés pour être contrôlés (un contrôle itinérant et un contrôle fixe), ma documentation fut l'objet d'une étude plus poussée.

Les jours durant lesquels je restai à Cayenne, je pus visiter les endroits connaissant une concentration la plus grande de Brésiliens, comme aux quartiers Matinha et Cabassou, et la plage de Montjoly, où je pus me rendre grâce à l'aide de trois Brésiliens, qui m'emmenèrent en voiture⁷⁴. Le contact avec deux d'entre eux avait été possible parce qu'au Suriname j'avais connu un Brésilien résidant à Cayenne, et il m'avait passé leurs contacts (les deux, coordonnateurs d'associations : DAAC Guyane et Skat Park) ; la troisième personne, une femme, fut rencontrée par hasard dans un magasin.

Dans cette ville, des entretiens furent faits dans des endroits inusités, parce que je devais rester peu de temps et les personnes avaient peu de disponibilité : dans des dépôts de magasin ; dans une voiture quand l'interviewé allait à son travail ; sur la place centrale, au milieu du brouhaha des personnes qui passaient là ; et, la plus curieuse, dans une maison abandonnée, occupée par des Brésiliens, durant la nuit (aux alentours de 20 h).

Cette maison ne paraissait pas occupée, car durant la nuit la lumière n'était pas allumée — l'électricité était seulement utilisée pour laisser brancher l'électroménager, comme le réfrigérateur. Selon les habitants, c'était une maison abandonnée et elle fut occupée par des Brésiliens, et comme il n'y avait pas de responsables pour assumer la facture électrique, celle-ci fut coupée, mais ils la remirent, et pour ne pas attirer l'attention, durant la nuit, ils utilisaient des bougies ou des torches — et cela près du centre de Cayenne. Je fus amenée jusqu'à cette maison par la Brésilienne que j'avais connue dans le magasin. La maison était située en haut d'une petite colline, et il y avait de la végétation tout autour d'elle, ce qui aidait à donner l'impression qu'elle était abandonnée — donc il ne fut pas possible de voir grand-chose de ce terrain dans l'obscurité, et en vérité, je vis mal le visage des personnes avec qui je conversai.

⁷³ Les Brésiliens peuvent entrer en France métropolitaine uniquement avec le passeport, c'est à dire qu'ils n'ont pas besoin de visa, et rester pour une période de trois mois comme touriste, et c'est identique pour les Français au Brésil ; mais cet accord bilatéral ne s'applique pas à la Guyane Française, et je savais cela, car j'étais entré en contact avec l'ambassade de France au Brésil, où j'avais été informée que j'avais une carte de séjour de la France métropolitaine, et que je n'aurai donc pas de problèmes pour entrer en Guyane Française.

⁷⁴ Les transports publics à Cayenne sont faits par des bus, mais les intervalles entre les passages sont très longs, ce qui fait que l'on perd beaucoup de temps à les attendre, les taxis étant très chers.

En arrivant, la femme qui devait être interviewée arriva à notre rencontre avec une torche, pour nous aider à entrer.

Un enfant, deux femmes et vingt *garimpeiros*⁷⁵ habitaient là. Ces derniers, selon mon interlocutrice, étaient dans le pays légalement, étant employés d'une entreprise d'extraction d'or et travaillant près de Cayenne. Probablement, leurs adresses « officielles » étaient de quelqu'un qu'ils connaissaient, mais ils habitaient ici, en conditions précaires, un portrait de l'habitat des migrants brésiliens dans cette ville, où habitaient beaucoup de familles avec un travail régulier et une carte de séjour. Selon la DAAC Guyane, la Guyane Française avait des difficultés pour remédier au problème du manque de logements, qui ne concernait pas seulement les étrangers.

Le temps passé dans le département français démontra que le processus migratoire des Brésiliens et des Brésiliennes dans ce territoire avait d'autres aspects et filières, en comparaison à celui du Suriname et du Guyana. A Cayenne, les *garimpeiros* brésiliens sans carte de séjour n'étaient pas facilement identifiables dans la rue, et les travailleuses du sexe ne migrèrent pas ici par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution : il y avait celles qui travaillaient déjà dans la prostitution au Brésil et celles qui étaient venues pour travailler comme employées domestiques et se prostituaient occasionnellement dans la rue ou dans les bars⁷⁶.

Les hommes ou les femmes qui travaillaient sur les lieux des *garimpos* clandestins ne s'installaient pas ici, mais circulaient entre ce territoire, le Suriname⁷⁷ et le Brésil, selon les besoins du travail. Cela signifie qu'il n'est pas possible de les définir comme des migrants de la Guyane Française ou du Suriname, parce qu'ils circulaient entre ces trois pays comme s'il n'y avait pas de frontières.

A Cayenne, je fus aussi à l'ambassade brésilienne, mais différemment à celle du Suriname et du Guyana (cela vaut pour 2012) il fut impossible de parler avec quelqu'un. Je voulus marquer un entretien avec quelqu'un, mais l'unique réponse que j'obtins, par l'intermédiaire de la secrétaire, fut que le vice-consul voyageait au Brésil et que toutes les informations en relation aux institutions et aux Brésiliens présents dans le département français étaient sur le site de l'institution. Mais, alors que j'espérais sa réponse, je parlais avec des

⁷⁵ Qui ne voulurent pas parler ; quelques uns parmi eux entrèrent dans la chambre pour ne pas être vu, car, selon eux, parler de *garimpo* à Cayenne était risqué, et ils avaient peur de perdre leur travail.

⁷⁶ A Cayenne, il y avait un grand nombre de Brésiliennes pour travailler comme domestique dans les maisons de Français, situation pratiquement inexistante au Suriname et au Guyana. Au contraire, dans ces derniers, ce sont les nationaux qui travaillent pour les Brésiliens, car ils demandent moins pour ce type de service.

⁷⁷ L'or extrait en Guyane Française par les *garimpeiros* clandestins, par exemple, d'une manière générale est vendu de manière informelle au Suriname, ce qui permet d'acheter de la nourriture et du matériel quand ils retournent sur les *garimpos*.

Brésiliens qui étaient ici pour motifs spécifiques : la plupart pour renouveler leur passeport et avait une carte de séjour, et des cas de demande d'autorisation de retour au Brésil (ABR) un document qui assure le passage de la frontière sans passeport⁷⁸.

De nouveau de retour au Suriname, je passai par Saint-Laurent du Maroni. A la douane, le gendarme resta quelques temps à vérifier mon visa et ma carte de séjour, puis il se dirigea vers un collègue. Les deux conversèrent pendant quelques minutes, puis le second me rejoignit, me demanda d'attendre, puis partit en voiture, avec mes papiers. Plus ou moins une demi-heure après, il revint, me montra des copies de plusieurs documents et m'informa que j'étais illégale en Guyane Française.

Après avoir circulé et être passée par divers contrôles, une fois de plus je me retrouvai en situation administrative illégale. A ce moment, je n'avais pas compris le motif, car j'avais en main le passeport et la carte de séjour française. Je pensais être en situation légale, mais c'était ma première année de séjour en France, et, selon le gendarme, il était nécessaire d'avoir un visa spécifique pour un séjour en Guyane Française. J'expliquai ce qui m'avait été dit à l'ambassade française quand je les avais consultée, et il me montra un document que je ne fus pas en condition de lire parce que j'étais très nerveuse⁷⁹ ; puis il m'expliqua que la carte de séjour permettait d'entrer sur le territoire guyanais seulement à partir de la seconde année, continuant : « vous avez un permis de séjour de la France métropolitaine mais cela ne vous donne pas le droit de sortir pour vous promener en Guyane ou en Martinique ; vous êtes clandestine et cela implique de vous confisquer votre carte de séjour ».

Très nerveuse, j'expliquai que j'étais ici pour réaliser une recherche pour ma thèse, que j'étais entrée légalement, avec l'autorisation de la douane française. Sa réponse fut que la personne qui avait autorisé mon entrée n'avait pas bien vu ma carte de séjour. Après une demi-heure de conversation, il me dit qu'il comprenait la situation, et, comme je n'avais pas agi de

⁷⁸ Ce sont les cas de personnes qui n'ont pas les documents exigés pour demander un passeport, pour avoir été volés, pour les avoir perdus, pour être entrés illégalement en Guyane Française. C'était le cas de M. Valdir, 60 ans, originaire de Macapá (capitale de l'État de Amapá), qui travaillait depuis 20 ans en Guyane Française, sans carte de séjour ; il avait traversé la frontière illégalement et peu de temps après il avait décidé d'aller chercher sa famille, mais durant la traversée du fleuve Oyapock, la pirogue avait chaviré et sa femme et son fils moururent, noyés. Il revint seul en Guyane Française et ne retourna pas au Brésil. Il avait travaillé tout ce temps dans l'agriculture et, comme jardinier, n'avait jamais été sans emploi, mais les personnes qui l'avaient employé, ne lui avaient jamais fourni les papiers nécessaires pour solliciter une carte de séjour. A ce moment-là, il voulait retourner au Brésil, parce qu'il ne pensait plus qu'il pourrait réussir un travail déclaré pour pouvoir se régulariser, n'acceptant pas la possibilité d'être expulsé. Se référant à l'expulsion constante des Brésiliens, « j'aimerais rentrer au pays la tête haute, et non comme un criminel ». Une femme lui ayant suggéré de circuler devant la gendarmerie ou un gendarme qui prendrait les mesures nécessaires pour son retour au Brésil, et qu'en plus il ne dépenserait rien. Il s'était offusqué, répétant qu'il n'était pas un criminel, et qu'il était fatigué de vivre caché.

⁷⁹ En fin de compte, ce n'était pas simplement le fait d'avoir traversé la frontière Guyane Française-Suriname, mais une possible interdiction de retourner en France métropolitaine.

mauvaise foi, que le fonctionnaire de la douane avait commis une erreur en me laissant traverser la frontière, il ne me confisquera pas le document, mais qu'il n'apposerait pas le visa de sortie de la Guyane Française sur le passeport. Il me conseilla d'expliquer la situation au fonctionnaire de la douane surinamaise à Albina pour lui demander qu'il vise et autorise mon entrée en territoire surinamais, et ainsi, tout serait résolu. En arrivant à la douane surinamaise, je restai un certain temps à m'expliquer ; enfin, avec beaucoup de réclamations et d'indécision, le fonctionnaire fit toutes les formalités pour que je puisse entrer au Suriname légalement, ce que je fis immédiatement, avant de me retrouver à nouveau en situation irrégulière. Ces situations de contrôle des frontières montrent que la dynamique de la mobilité dans ces territoires frontaliers est complexe, sont des espaces sociaux pour l'interaction, la tension et le pouvoir.

Parcourant le Guyana : la circulation des Brésilien-ne-s dans les Guyanes

Le Guyana est localisé au Nord de l'Amérique du Sud. Il se limite au nord par l'Océan Atlantique, et sud et au sud-ouest par le Brésil, à l'ouest par le Venezuela et à l'est par le Suriname. Colonie de la Hollande et, ensuite, du Royaume Unis, ce pays gagna l'indépendance le 26 mai 1966 ; il devint une république le 23 février 1970. Sa population, estimée à 746 965 habitants, se concentre, dans sa grande majorité, sur le littoral. Culturellement, il fait partie de la Caraïbe anglophone, et c'est le seul pays d'Amérique du Sud qui a l'Anglais comme langue officielle.

La première tentative de faire une recherche au Guyana fut en juin de 2011, mais cela ne fut pas couronné de succès⁸⁰. En juillet de 2012, je fus finalement pour Georgetown, la

⁸⁰ Mon intuition me disait d'aller à Georgetown puis, à Paramaribo. Je fus à Boa Vista, capitale de l'État de Roraima (qui est frontalier avec le Guyana), mais la compagnie aérienne entre Boa Vista - Georgetown, en raison de l'assassinat de son propriétaire, connaissait des difficultés administratives et annula tous ses vols. Je pensai alors prendre un petit avion à Lethem, petite ville guyanaise distante de 115 kilomètres (en 2009, le gouvernement Lula inaugura un pont sur la rivière Itacuru, dans la ville de Bomfin, au Roraima, la reliant à Lethem, et faisant partie du projet Arco Norte, dont l'un des objectifs est de faciliter l'intégration de la région Nord du Brésil et de la Caraïbe, jusqu'à maintenant la traversée était réalisée par bac, et sa construction facilita le voyage des Brésiliens pour le Guyana, principalement pour les *garimpos* et pour acheter des produits originaux et ou d'imitation, d'origine incertaine, qui seraient revendus au Brésil). Lethem se trouve au milieu de la forêt et ne possède aucune infrastructure, et je fus jusque-là en voiture, où, à « l'agence de voyage » (une petite maison), un monsieur m'informa qu'il n'était pas nécessaire de réserver une place pour le vol de Georgetown, simplement d'arriver quelques heures plus tôt pour acheter un billet ; mais que c'était préférable de payer par anticipation, car avec l'annulation des vols de Boa Vista, la demande avait augmenté. Vue l'organisation improvisée, je décidai de connaître la piste d'où allait partir l'avion. A l'heure pile, un petit avion se posa sur la piste mal entretenue et avec des nids de poule visibles. J'observai attentivement l'atterrissage et les personnes, qui ensuite, en descendirent et

capitale, par un vol qui venait de Belém. De la même manière que, en 2011, les contacts s'initiaient dans la salle d'attente de l'aéroport : je remarquai une femme, de 55 ans, très attentive à la mouvement et qui tenait fermement son unique bagage à main, un petit sac qui avait du mal à contenir son passeport. Je m'approchai d'elle, et la dame Amarilda, me dit qu'elle était nerveuse, parce qu'elle n'avait jamais voyagé en avion et qu'elle n'était jamais sortie de sa petite ville de l'intérieur du Maranhão — et qu'elle allait visiter son mari, qui était au Suriname travaillant à un *garimpo*⁸¹, depuis quatre mois. Ses fils, adolescents, étaient restés sous la responsabilité de la grand-mère, et elle ne prétendait pas migrer, simplement rester un peu de temps avec le mari et retourner, parce qu'il ne pouvait pas venir à sa rencontre au Brésil⁸².

Le vol fit escale à Paramaribo, où la majorité des passagers descendirent ; seulement douze continuèrent le voyage, parmi lesquels un couple de Brésiliens avec une enfant qui avait immigré il avait un an et demi pour le Guyana, pour un travail de pasteur à l'Assemblée de Dieu — église qui passait pour des difficultés financières, car là, il y avait peu de fidèles assidus, et son public cible, les Brésiliens, en leur grande majorité, circulaient entre les *garimpos*, sans se fixer dans la capitale. Quand ils allaient pour Georgetown, la femme était enceinte de huit mois ; quand nous nous connûmes, elle travaillait dans un restaurant et aidait son mari, pasteur, durant le culte. Ce fut mon premier contact avec des Brésiliens qui étaient dans ce pays.

A l'aéroport, nous prîmes le même taxi et en chemin nous nous arrê tâmes pour changer des dollars pour la monnaie locale (Guyanese dollars - GYD), pour payer le taxi, parce que celui-ci n'avait rien pour faire le change. Au moment d'arriver à la petite maison de change je restai indécise entre descendre du taxi ou non : trois hommes grands, forts, avec des armes à feu (au canon large et long rappelant les armes de l'armée), étaient à proximité du local. Comme le couple descendit de voiture, y compris en prenant l'enfant, j'imaginai que tout cela faisait partie du « normal ». Je descendis, fis le change et on me donna une quantité tellement grande

marchèrent en direction de la rue avec les bagages déjà en main. La scène ne m'encourageait pas à prendre un avion ici : l'avion ne semblait pas connaître d'entretien sérieux et la piste paraissait un terrain abandonné — ce type d'avion est semblable à ceux qui, au Suriname, faisaient des vols pour les *garimpos* situés dans des endroits les plus éloignés de Paramaribo, comme Benzdorp, par exemple, petit village surinamien situé dans le district de Sipaliwini et à partir duquel on peut aller vers divers *garimpos* du Suriname et de la Guyane Française (piste d'atterrissage bien semblable aux pistes existantes à proximité des *garimpos*). Le plus sensé et sûr était de prendre un vol direct de Belém pour le Suriname, par la Suriname Airways et d'aller à Paramaribo.

⁸¹ Le mari travaillait dans une entreprise d'exploitation d'or, qui fonctionnait de manière régulière, mais il n'avait pas de contrat de travail ni d'autorisation pour travailler.

⁸² Par une coïncidence, en retournant au Brésil, venant du Suriname, nous nous rencontrâmes à nouveau et elle était déjà plus tranquille et avec la certitude qu'elle n'habitera pas dans ce dernier pays : selon elle, la vie sur les *garimpos* était très dure, les personnes travaillaient beaucoup, et il n'y avait pas de structures. Elle me raconta que ce qui l'avait le plus impressionnée c'était d'avoir vu des enfants sur les sites, et des filles très jeunes travaillant comme prostituées, ce qui l'avait fait penser aux filles au Brésil.

de billets que je me demandai immédiatement comment j'allais administrer si peu d'argent avec autant de zéros⁸³.

Sur le chemin de l'hôtel, devant d'autres établissements il y avait des hommes avec le même type d'armes. Pourquoi cet appareillage guerrier ? Qui étaient ces hommes ? Ils protégeaient quoi ? Ces questions eurent une réponse peu de temps après : c'était des gardes privés de magasins, de maisons de change, de maisons d'achat d'or. Toutefois, à part cette grande arme à la main, ils ne portaient pas d'identifications visibles (un uniforme par exemple) qui les auraient distingués des autres personnes qui circulaient dans ces établissements.

A l'hôtel, de nombreux Brésiliens étaient descendus. Certains étaient arrivés du Brésil pour affaires ; d'autres y dormirent une nuit puis continuèrent pour le *garimpo*, cas de deux filles de Boa Vista qui voyageaient pour la première fois au Guyana : elles ne connaissaient rien mais elles savaient que c'était un bon endroit pour vendre des vêtements, c'est pour cela qu'elles en avaient achetés une certaine quantité pour les revendre au *garimpo*. N'ayant aucun contact là où elles allaient, elles s'informèrent pour savoir comment s'y rendre afin de s'y risquer.

Une femme qui revenait du Brésil, où elle avait fait un traitement pour sa santé⁸⁴, me dit que beaucoup de femmes qui étaient à l'hôtel étaient des prostituées, que l'hôtel servait le lieu de rencontres. Rapidement une jeune passa, d'approximativement 22 ans, et mon interlocutrice, sans se préoccuper de baisser le ton commenta : « tu vois celle-ci ? C'est une prostituée. Ces parents ne savent même pas ce qu'elle fait ici. C'est une honte pour les Brésiliens qui viennent ici ». La femme n'entendit rien, ou fit semblant de ne rien entendre, et s'en fut vers sa chambre. Plus tard, j'entrai en contact avec elle et décidâmes de prendre rendez-vous pour converser, mais quand je tentai de la retrouver, elle était déjà partie. Le passage des Brésiliens à Georgetown était rapide, et je pris l'habitude de ne pas attendre : j'allais à la rencontre de possibles interlocuteurs et s'ils étaient d'accord pour un entretien, je le faisais tout de suite ; parfois en attendant quelques heures avant qu'ils ne se libèrent du travail ou des affaires. J'en

⁸³ Les premiers moments au Guyana, il était nécessaire que les interlocuteurs brésiliens fassent le calcul en réaux (*Real*) brésilien (la monnaie du Brésil) pour que je comprenne, parce que tout le temps, ils disaient avoir acheté ou gagné quinze milles, cent milles, etc., sommes qui attiraient mon attention, et dans l'immédiat, je devais faire le calcul pour être certaine que je comprenais la valeur. Après l'avoir convertie en réaux brésilien ou en euros, je compris que celles-ci signifiaient de petites valeurs.

⁸⁴ Beaucoup de personnes qui sont au Guyana et au Suriname, vont au Brésil, à la recherche de soins dans le secteur de santé privée.

arrivais à rencontrer quelques personnes dans les restaurants de Brésiliens quand ils assistaient à un programme télé.

A l'hôtel, le passage était intense, mais il ne paraissait pas une résidence fixe pour les travailleuses du sexe. D'autres personnes là m'affirmèrent que c'était un lieu de rendez-vous ; toutefois, les personnes qui travaillaient dans d'autres hôtels me confirmèrent que c'était seulement un lieu de passage. En relation aux informations obtenues, les Brésiliennes n'habitaient pas l'hôtel, y descendant seulement avec leurs amoureux ou clients durant leurs séjours à Georgetown⁸⁵.

Un point important de ce voyage et qu'il permit de comprendre les limites géographiques et bureaucratiques établies par les interlocuteurs brésiliens de Paramaribo : ces derniers disaient aller à Georgetown (ou « George ») pour avoir un tampon d'entrée au Guyana sur le passeport, pour prouver qu'ils étaient sortis du territoire surinamais — pour revenir immédiatement et gagner un nouveau tampon d'entrée au Suriname, ce qui leur permettait d'y circuler comme touristes, une pratique commune qui avait commencé dans les *clubs* de prostitution. Pourtant, la principale porte d'entrée des Brésiliens au Guyana est à partir de Roraima, ou même du Venezuela, mais pas du Suriname. Dire qu'ils allaient à Georgetown, en vérité, c'était pour dire qu'ils allaient à Corriverton ; ils disaient qu'ils allaient à Georgetown pour faire la différence entre le Guyana et la Guyane Française, que les Brésiliens du Suriname appellent France — c'est pour cela qu'ils citaient Georgetown ou France, et il fallait reposer la question pour pouvoir comprendre à quel territoire ils se référaient⁸⁶.

Nouveaux horizons : Remettre en question ce qui est déjà connu

En juillet de 2012, après une semaine à Georgetown, à nouveau j'allai au Suriname. Cette fois-là, en plus de Paramaribo, je réalisai un travail de terrain sur le site du *garimpo* de Macu, exploité par les Brésiliens, situé dans la région de Afobaka, dans le district de Brokopondo (distant de 120 kms de Paramaribo).

⁸⁵ Parce que, dans cette ville, il y a de nombreux petits hôtels, avec peu de services et des prix bas, destinés aux Brésiliens, ce qui signifie une cuisine brésilienne, une télévision qui retransmet les programmes de la Globo, et une réceptionniste ou propriétaire brésilienne.

⁸⁶ En 2011, à Paramaribo, la question était toujours posée deux fois aux interlocuteurs, mais la réponse n'était pas laire, sans lien. A Georgetown, il fut possible de comprendre ce que réellement ils voulaient dire.

Cette seconde fois sur le terrain fut marquée par la mort de deux gendarmes de la Guyane Française par un groupe de bandits brésiliens commandé par un gars appelé Manoelzinho, durant une opération de gendarmerie afin de détruire un *garimpo* clandestin ; et par la sensation d'insécurité de nombreux brésiliens, en situation administrative régulière ou non, qui craignaient un contrôle plus important du gouvernement dans les hôtels et maisons à la recherche de possibles criminels. Ils étaient à ce point méfiants qu'ils avaient imaginé que les maisons que la police avait inspectées avaient été choisies parce qu'elles possédaient des antennes paraboliques, signal visuel qu'il y avait des Brésiliens sur les lieux. Le numéro de rondes de la police était plus important que la normale, et cela les laissait, en plus de la méfiance, prudents : ils se cachaient et évitaient de parler sur leurs présences en territoire surinamais⁸⁷.

Au Suriname, les divers services de soins et de beauté pour les femmes sont offerts à une large échelle pour les Brésiliennes. En 2012, une des premières interviewées, après quelques minutes de conversation, parla de ce commerce lucratif avec une phrase intéressante « je connais une femme qui prend soin d'elle-même en regardant ses ongles des pieds ». Quand je demandai comment, elle m'expliqua qu'une femme qui prend soin d'elle et qui veut être respectée, est toujours avec les ongles du pied faits — je regardai immédiatement les miens et compris que je devais faire quelque chose. Sur le terrain, je réalisai la nécessité de mieux appréhender l'univers des incalculables numéros de salons de beauté (installés soit en ville soit sur les *garimpos*).

La question était de savoir comment avoir accès à ces endroits — et il me vint à l'idée de me faire faire les ongles. Mais il était nécessaire de penser à une manière d'utiliser ce service sans risque, et la meilleure façon serait d'utiliser mon propre matériel. Dans cette idée, je commençai à parcourir les salons de beauté pour savoir où je pourrai aiguïser ma pince à ongles, et je récupérai l'adresse d'un monsieur qui fabriquait des bijoux, et, parallèlement à cela,

⁸⁷ J'avais remarqué, encore à l'aéroport de Belém, en 2012, que les personnes étaient plus attentives et méfiantes dans la salle d'embarquement. Peut-être la présence d'une équipe de reporters brésiliens qui embarquait sur le même vol expliquait-il tant de murmures, et ce ne fut pas tout : pendant le *check-in*, un reporter aborda plusieurs femmes dans la file, avec un micro accroché discrètement à sa chemise, alors qu'un cameraman filmait de loin (cela paraissait plus une caméra cachée). Une dame, qui était devant moi, me dit que, probablement, le reporter allait au Suriname faire un reportage sur l'assassinat des deux gendarmes français quelques jours avant par la bande de Manoelzinho. Comme le travail du reporter se concentrait sur les femmes, la dame pouvait avoir tort. Selon celle-ci, il était question d'une équipe du programme Profession Reporter, de la chaîne Rede Globo. Déjà à Paramaribo, un mois plus tard, en conversation avec un Brésilien, celui-ci me raconta qu'un mois avant, quand il était à Diamond, une équipe de reportage brésilienne était à la porte de ce *club*, la caméra allumée, insistant pour entrer, déclenchant une confusion : le propriétaire appela la sécurité et n'autorisa pas l'entrée, se justifiant en disant qu'ici, c'était un endroit où travaillaient des femmes et que s'ils voulaient entrer, ils devaient laisser la caméra dehors. Après quelques minutes, l'équipe de reportage abandonna et partit, sans faire le reportage prévu. Ce Brésilien montra son désaccord avec les reporters, dans le sens que ce reportage pouvait porter préjudice aux femmes qui travaillaient dans ce *club* sans que leurs familles connaissent leurs activités.

aiguissait les pinces des manucures de la ville. Et quand j'allais dans les salons pour avoir cette information, cela me donnait la possibilité d'observer les lieux et d'établir des contacts.

En possession de pinces aiguisées et de divers matériels, j'entrai dans quelques salons à la recherche d'une manucure ; toutefois du fait de la tension entre les migrants brésiliens, beaucoup de professionnelles qui travaillaient là, avaient profité du peu de mouvement pour visiter la famille au Brésil. Les jours que je tentai de me faire faire les ongles, peu de clientes étaient dans les salons, ce qui me permit d'entrer en contact avec des travestis/transsexuels et *gays* brésiliens qui travaillaient dans quelques-uns d'entre eux. Au final, les ongles ne furent pas faits, mais les tentatives servirent de point de départ pour des contacts avec quelques-unes des interlocutrices et pour découvrir en quoi travaillait la majorité des travestis/transsexuels qui étaient au Suriname⁸⁸.

La Hollande : un cas en particulier

Le dernier moment sur le terrain se passa en mai 2013, à Amsterdam (où je restai une semaine), et ce fut, d'une certaine manière, par hasard et sans prétention, alliant la curiosité à la recherche de réponses restées sans réponse au Suriname, principalement sur la filière de la traite internationale des femmes passant par l'aéroport international de Paramaribo, cité par des recherches réalisées au Brésil⁸⁹. A cette époque, je m'éloignai des préoccupations concernant les relations frontalières des Guyanes, de la circulation entre la « rue » et la « brousse », du marché du sexe géré par des aventuriers ou par de petits entrepreneurs locaux ou internationaux, aussi bien de la constante mobilité des femmes issues du Brésil, de passage dans la prostitution ou professionnelles transnationales. J'allai en Hollande pour visualiser un marché du sexe plus « industriel », dont le contrôle, en partie par l'État, associé à un contrôle rigoureux des frontières, encourageaient les femmes à s'enfuir ou à se soumettre à la prostitution forcée, comme nous le verrons dans la première partie de la thèse.

⁸⁸ La même chose arrive au Guyana et en Guyane Française (à Cayenne il est possible de les rencontrer aussi durant la nuit, dans la rue, à la recherche de clients pour des relations sexuelles tarifées.

⁸⁹ Je me réfère à LEAL, Maria Lúcia ; LEAL, Maria de Fátima P. (Orgs.). *Pesquisa sobre tráfico de mulheres, crianças e adolescentes para fins de exploração sexual comercial - PESTRAF : relatório nacional - Brasil*. Brasília : Cecria, 2002 ; et SODIREITOS ; GAATW-REDLAC. *Pesquisa tri-nacional sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname : uma intervenção em rede*. Coordination de Marcel Hazeu. Belém : Sodireitos, 2008.

En Hollande, il existe une certaine appréhension, entre les Brésiliens, à parler de la prostitution. Le chemin qui existe pour arriver à une personne qui veut concéder une interview est long, parce que c'est nécessaire d'avoir une autorisation écrite, sous peine de procès, ce qui sert de motif pour que les personnes se refusent à parler, car un document signé peut représenter un engagement. Aussi, sans grande expectation, à savoir que je ne connaissais pas le pays et que je n'avais aucune idée de la manière d'établir des contacts avec les Brésiliens, j'envoyai un mail à l'ambassade du Brésil en Hollande sur ma recherche et connaître des personnes ou des institutions qui pourraient m'aider dans ce pays — et une fonctionnaire m'envoya l'URL d'un site sur lequel il y avait de nombreux contacts d'associations de Brésiliens et de personnes qui agissaient en collaboration avec l'ambassade. J'envoyai un mail identique à toutes et j'obtins quatre réponses : du président d'une association, qui était en vacances aux Caraïbes avec sa famille ; de l'un des fondateurs de la Fondation Tenda, Marcos Viana, qui concéda une interview, durant laquelle il parla de divers cas de Brésiliennes en situation « compliquée » ou victime de traite internationale de personnes que l'association avaient déjà accompagné à Amsterdam ; de la Casa Brasil Holanda (en arrivant à Amsterdam, il y eut une conversation avec sa responsable, par téléphone et, ensuite, après mon retour à Toulouse, une autre, par skype) ; de Sarah, qui faisait partie d'une église évangélique brésilienne, qui connaissait une jeune, Aline⁹⁰, qui faisait partie du programme de protection hollandaise des femmes victimes de violence, la ACM. Je m'intéressai à son histoire et Sarah lui demanda si elle serait d'accord pour me rencontrer et si elle donnerait une autorisation. Après quelques messages échangés et de la garantie du secret sur son identité, Sarah nous mit en contact. L'interview, d'approximativement deux heures, fut faite dans l'immeuble où Aline était hébergée par le service de protection hollandais. L'entretien avec elle comme celui réalisé avec Marcos Viano fût long et minutieux, et les deux aidèrent à comprendre la forme de coercition soufferte par les migrantes brésiliennes sans visa de travail sur ce territoire géographiquement distant de l'espace de circulation des Guyanes.

⁹⁰ Aline sera présentée postérieurement.

**PREMIÈRE PARTIE : MONDIALISATION
DES FLUX MIGRATOIRES : DISCOURS,
DISPOSITIFS NORMATIFS ET
PROSTITUTION**

MIGRATION CONTEMPORAINE : DÉPLACEMENT ET FORMES DE MOBILITÉ

Dans l'actualité, la migration internationale est devenue un phénomène de niveau mondial. Socialement et géographiquement diversifiée, sont aussi diversifiées ses motivations, ses trajectoires, ses effets et son importance est « bien plus par ses spécificités, ses différentes intensités, et spatialités et dans ses impacts différents (particulièrement au niveau local) que dans le volume des immigrants concernés par des déplacements de population »⁹¹.

Dans son analyse sur les questions migratoires de la première décennie du siècle XXI, Catherine Wenden démontre que, durant cette période, les migrations internationales se sont globalisées, et le nombre des personnes en déplacement était en augmentation : en 2009 ce furent 214 millions, multipliant par trois le nombre de migrants internationaux ces 40 dernières années. L'auteure met en évidence que la tendance de ce phénomène est d'être constant dans sa croissance, car les facteurs structurels qui contribuent à la mobilité des personnes ne concernent pas les changements à court terme : crises politiques et écologiques, changements climatiques, les médias et les formes de communication (internet, téléphone portable etc.), décalages entre les niveaux de développement humain, facilité d'émission de passeports, manque de perspectives pour un nombre croissant de pays en développement, réduction des coûts de transport, et même la perception qu'il est possible de changer de vie grâce à la migration internationale. En ce qui concerne les flux de personnes, Wenden dit que les destinations les plus recherchées sont l'Union Européenne, les États Unis, les pays du Golfe et la Russie. Et même si les flux Sud-Nord sont considérés comme les plus importants dans les débats ayant pour sujet ce phénomène, les flux en direction du Sud de la planète (Sud-Sud et Nord-Sud) sont significatifs, de sorte qu'apparaissent de nouveaux pôles de départ, d'accueil, et de transit de migrants. Wenden attire l'attention sur la récente diversification des migrations (l'augmentation de la mobilité des femmes, les déplacements environnementaux, les flux de réfugiés, les mineurs non accompagnés, les retraités à la recherche de pays au climat moins rigoureux, les migrations Nord-Nord en raison de crises économiques etc.), fruit de la régionalisation des flux de personnes et de l'apparition de situations neuves et transversales

⁹¹ PATARRA, Neide Lopes ; BAENINGER, Rosana. Mobilidade espacial da população no Mercosul, metrópoles e fronteira. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, v.21, n.60, p.83-181, 2006 (p.84).

dans ce processus⁹². Ces déplacements et ces formes de mobilités produisent des effets qui affectent les pays d'origine, de destination et même ceux de passage, impliqués sur le plan spatial, démographique, culturel, politique et socio-économique⁹³.

Ce scénario de nouvelles situations migratoires est aussi modifié par les réseaux transnationaux migratoires, qui désorganisent l'ordre international des États-nations, car les États cessent d'être les acteurs principaux dans les relations établies avec le processus migratoire international, une fois qu'ils n'arrivent plus à contrôler intégralement les migrations⁹⁴. Angéline Peralva et Vera Telles signalent que, avec la globalisation du travail et du commerce, il est devenu plus difficile « d'exercer un contrôle sur qui et quoi circule, et sur les conditions légales ou illégales dans lesquelles ces circulations s'effectuent »⁹⁵.

Le profil social des migrants lui aussi est passé par des transformations dans l'espace et dans le temps, laissant derrière le sédentarisme, et donnant lieu à diverses formes de circulation migratoire, avec la mobilité comme essence. Dans ce cadre, les déplacements humains sont devenus plus divers et complexes⁹⁶. De cette façon, la question de la migration internationale ne peut plus être abordée uniquement au travers du prisme des États-nations ou des frontières nationales.

Dans ce contexte, la mondialisation des flux migratoires est passée par d'innombrables transformations en ce qui concerne le rôle de la migration internationale⁹⁷. Depuis le début des années 2000, le terme mobilité s'utilise comme substitut d'analyse pour les nouvelles formes de migration, car est apparue un nouveau paradigme de mobilité migratoire qui suggère des changements dans la manière d'y penser, mettant en évidence trois niveaux principaux : d'un point de vue politique, il y a eu une diversification de la manière d'entrer dans les pays d'accueil et de la manière de contrôler les flux migratoires (ouvrant un espace pour la circulation et la migration temporaire) ; la gestion de la migration est orientée pour répondre aux demandes

⁹² WENDEN, Catherine Wihtol de. *La question migratoire au XXI^e siècle : migrants, réfugiés et relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010. p.25.

⁹³ TELLES, Vera da Silva. *A cidade nas fronteiras do legal e ilegal*. Belo Horizonte : Editora Argvmentvm, 2010 ; CASTIGLIONI, Aurélia H. Migração : abordagens teóricas. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p.39-57.

⁹⁴ WENDEN, op. cit.

⁹⁵ PERALVA, Angéline ; TELLES, Vera da Silva. Apresentação. In : PERALVA, Angéline ; TELLES, Vera da Silva (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015. p.9-25 (p.10).

⁹⁶ WENDEN, op. cit.

⁹⁷ PICHÉ, Victor. Les fondements des théories migratoires contemporaines. In : PICHÉ, Victor (Org.). *Les théories de la migration*. Paris : Ined Éditions, 2013. p.19-60.

commerciales et au développement économique au niveau régional ; la présence des personnes sur place est moins longue, mais elle peut se répéter⁹⁸.

La littérature sur le transnationalisme a déjà mis en évidence une série de phénomènes sociaux qui s'établissent dans un troisième espace de mobilité, qui ne vient pas de la société d'origine ni de la société d'accueil⁹⁹. Dans un contexte de mobilité « nomade » des émigrants qui ne sont « ni ici, ni ailleurs », mais en circulation, les nouvelles manières de voir se rapprochent du concept de transnationalisme d'une forme comme la conçoit Alain Tarruis¹⁰⁰ qui s'appuie sur l'analyse des interactions établies durant le déplacement des personnes — déplacement qui a comme caractéristique un nombre incalculable d'étapes à passer, rompant complètement avec la logique migratoire de départ d'un pays pour l'installation dans un autre.

Un autre concept de Tarruis, « les territoires circulatoires », développé dans les années 1990, à partir de ses recherches sur les nouvelles formes de migrations transnationales en Europe et ayant pour base l'idée de socialisation d'espaces qui donne un support à la pratique de la mobilité¹⁰¹, introduit une double rupture : dans la conception de territoire et dans la circulation, parce qu'il suggère que le sédentarisme n'est pas essentiel à la manifestation de territoire et parce qu'il rompt avec la conception de circulation, de flux, pour investir au sens social du mouvement spatial :

La mobilité spatiale exprime donc plus qu'un mode commun d'usage des espaces : des hiérarchies sociales, des reconnaissances, qui donnent force et pouvoir, qui dissimulent aussi aux yeux des sociétés de sédentaires des violences et des exploitations non moins radicales. Les personnes en situation d'errance, *quelles que soient leurs origines et leurs fortunes*, paient un tribut élevé pour acquérir un peu de protection des circulants, maîtres de leurs mobilités, des nouveaux nomades : passages de frontières à risques, clandestinités diverses, tâches pénibles sans limites autres que l'épuisement de certaines formes de travail « au noir »¹⁰².

A se pencher sur les analyses d'intenses mobilités de personnes et de marchandises, Tarruis utilise la notion de « territoire circulatoire » comme cadre méthodologique pour comprendre le mouvement qui se développe en étapes et dans le temps, ce qui permet d'analyser

⁹⁸ PELLERIN, Hélène. De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada. *Revue européenne des migrations internationales*, v.27, n.2, p.57-75, 2011.

⁹⁹ PORTES, Alejandro. La mondialisation par le bas : l'émergence des communautés transnationales. *Actes de la recherche en sciences sociales - Délits d'immigration*, v.129, n.1, p.15-25, 1999.

¹⁰⁰ TARRIUS, Alain. *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*. Canet : Éditions Trabucaire, 2010.

¹⁰¹ TARRIUS, Alain. Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, v.17, n.2, p.37-61, 2001.

¹⁰² Idem, p.46.

les relations entre l'espace et le temps, dans un contexte dans lequel les migrants ont besoin de « savoir circuler » pour s'insérer et se mouvoir. L'auteur met en évidence que les expériences de circulation des migrants internationaux sont multiples, et la connaissance acquise en chemin est transmise aux parents et aux personnes proches qui suivent le même chemin¹⁰³.

Chantal Bordes-Benayoun ponctue que la discussion sur la problématique de la question migratoire doit prendre en compte la dynamique globale offerte par les forces contraires existantes dans le processus de mobilité internationale : « *Ici*, un lieu d'arrivée parfois instable, *là-bas* un pays d'origine devenant lointain et fantasmé, *ailleurs* un lieu d'installation des proches, membres de la famille ou du groupe, qui représente l'horizon d'une migration toujours possible »¹⁰⁴.

Dans le contexte de la migration contemporaine, principalement liée à la contrebande de migrants¹⁰⁵ et au passage clandestin de la frontière, David Kyle et Rachel Goldstein, qui firent des études comparatives de « l'industrie migratoire » de l'Équateur vers les États-Unis et de l'Équateur vers l'Espagne, propose de penser à la migration comme une affaire, une industrie, ce qui permettrait d'analyser d'autres aspects liés à la migration irrégulière et à la contrebande de migrants : le rôle des intermédiaires dans le processus¹⁰⁶ Kyle définie comme « marché de la migration »¹⁰⁷ ceux qui tirent un avantage de la migration d'autres personnes, par des moyens légaux ou illégaux, que ce soit des individus, des organisations ou d'autres moyens mis en place pour la concrétisation de la traversée des frontières. Dans une analyse qui part de la notion d'industrie migratoire,

Implose potentiellement les limites entre les affaires légales et illégales, montrant que les migrations sont modelées par un jeu complexe de relations, liens entre les motivations économiques d'individus et de groupes, les structures juridiques définies par les États et la rationalité — régie par des paramètres culturels — des propres migrants¹⁰⁸.

¹⁰³ TARRIUS, Alain. Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s. *Regards croisés sur l'économie* - Économie politique des migrations, v.2, n.8, p.63-70, 2010 (p.63-64).

¹⁰⁴ BORDES-BENAYOUN, Chantal. Culture et rituels en mouvement. In : BABY-COLLIN, Virginie et al. (Dirs.). *Migrants des Suds*. Montpellier : Éditions IRD et PUM, 2009. p.387-392 (p.387).

¹⁰⁵ Ici, il sera utilisé, avec grande fréquence, l'expression « contrebande de migrants » pour faire référence au « trafic des migrants » — cette dernière, est l'expression utilisée par le protocole additionnel de l'ONU relatif à ce trafic (*Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre le crime organisé et transnational, relatif au combat du trafic des migrants par voies terrestre, maritime et aérienne*. New York, 15 novembre 2000).

¹⁰⁶ KYLE, David ; GOLDSTEIN, Rachel. *Indústrias migratórias : uma comparação entre os casos Equador-Estados Unidos e Equador-Espanha*. In : PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015, p.96-117.

¹⁰⁷ KYLE, David. *Transnational peasants : migrations, networks, and ethnicity in Andean Ecuador*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2000.

¹⁰⁸ KYLE et GOLDSTEIN, *Indústrias migratórias : uma comparação entre os casos Equador-Estados Unidos e Equador-Espanha*, op. cit., p.97.

Avec l'augmentation du phénomène migratoire dans le monde, et de l'industrie qui se structure autour, il est nécessaire, selon Kyle et Goldstein, de repenser les politiques de migration et d'évaluer ses implications sur les droits humains, considérant que cette industrie n'a pas reçu l'attention nécessaire de la part des décideurs de politiques publiques parce qu'elle est vue dans un contexte de criminalité ou de caractère informel, et, « cette omission alimente, [...] les véritables bases de l'industrie migratoire par une marginalisation et une criminalisation croissantes des activités économiques qui sont cohérentes avec la globalisation »¹⁰⁹.

Pour ce qui se réfère à la mobilité féminine, durant la décennie des années 1990, Laura Oso et Christine Catarino avaient déjà attiré l'attention sur le fait que c'est un phénomène migratoire invisible et peu étudié¹¹⁰ — et que les recherches continuent à avoir comme références les hommes, même avec la croissante mobilité des femmes, et, le plus important, le peu de littérature existante en relation à cette thématique a eu peu d'impact sur les décisions politiques et dans les informations passées par les médias¹¹¹. Françoise Guillemet, dans un article écrit en 2004, souligna un autre aspect sur la discussion concernant la mobilité des femmes : se concentrent, fréquemment à la thématique de la traite de personnes et de l'exploration sexuelle¹¹². De nombreux auteurs ont soulevé le problème de la relation des politiques et des actions gouvernementales contre la traite des êtres humains et de ses effets sur le contrôle des frontières, le contrôle migratoire des travailleuses/eurs du sexe et de leurs criminalisations¹¹³.

¹⁰⁹ Ibidem, p.114.

¹¹⁰ OSO, Laura ; CATARINO, Christine. Femmes chefs de ménage et migration. In : BISILLIAT, Jeanne. (Dir.). Femmes du Sud, chefs de famille. Paris : Éditions Karthala, 1996. p.61-97.

¹¹¹ MOROKVASIC, Mirjana. Les oiseaux de passage sont aussi des femmes. In : PICHÉ, Victor (Org.). *Les théories de la migration*. Paris : Ined Éditions, 2013. p.249-268.

¹¹² GUILLEMAUT, Françoise. Trafics et migrations de femmes, une hypocrisie au service des pays riches. *Hommes et migrations* - Femmes contre les violences, n.1248, p.75-87, 2004.

¹¹³ AGUSTÍN, Laura Maria. La industria del sexo, los migrantes y la familia europea. *Cadernos Pagu*, n.25, p.107-128, 2005 ; KEMPADOO, Kamala. Mudando o debate sobre o tráfico de mulheres. *Cadernos Pagu*, n.25, p.55-78, 2005 ; AUSSERER, Caroline. *Controle em nome da proteção : análise crítica dos discursos sobre tráfico internacional de pessoas*. 170p. Dissertation (Master en Relations Internationales) - Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2007 ; CASTILHO, Ela Wiecko V. de. *A criminalização do tráfico de mulheres : proteção das mulheres ou reforço da violência de gênero?*. *Cadernos Pagu* - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas, n.31, p.101-123, 2008 ; PISCITELLI, Adriana. Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas. *Cadernos Pagu* - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas, n.31, p.29-63, 2008 ; SILVA, Ana Paula da ; BLANCHETTE, Thaddeus Gregory. Mulheres vulneráveis e meninas más. In : MINISTÉRIO DA JUSTIÇA. Secretaria Nacional De Justiça. *I Prêmio Liberdade : enfrentamento ao tráfico de pessoas*. Brasília : Secretaria Nacional de Justiça-Ministério da Justiça, 2010. p.147-188 (Série pesquisas e estudos) ; DIAS, Guilherme Mansur ; SPRANDEL, Marcia Anita. Reflexões sobre políticas para migrações e tráfico de pessoas no Brasil. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.19, n.37, p.59-77, 2011 ; PISCITELLI, Adriana. *Trânsitos : brasileiras nos mercados transnacionais do sexo*. Rio de Janeiro : Ed. UERJ, 2013 ; DIAS, Guilherme Mansur. *Migração e crime : desconstrução das políticas de segurança e tráfico de pessoas*. 318p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2014.

L'approche seulement par ce biais nie la mobilisation internationale des femmes à la recherche d'un travail — celui-ci, souvent lié au marché du sexe. Selon Lilian Mathieu, l'élaboration du savoir sur la prostitution qui s'est construite montre que certaines manières prédominantes de traiter le problème présentent des situations déconnectées de la réalité¹¹⁴.

Mirjana Morokvasic souligne que les femmes sont, parmi les travailleuses migrantes, les plus exploitées et les plus vulnérables ; et sont décrites de manière stéréotypée et comme des personnes dépendantes passives¹¹⁵. Comme la littérature à ce sujet a un impact significatif sur les décisions politiques et sur les informations présentées par les médias, l'auteure estime que la manière dont la migration féminine est présentée peut renforcer les inégalités de sexe.

Les recherches sur la migration féminine pour le travail, soulignent, depuis longtemps, qu'elle est centrée vers trois domaines principaux : le travail domestique, les soins des personnes et le travail du sexe¹¹⁶. Selon Maruja Assis les femmes ne bénéficient généralement pas de protection sociale et travailliste, une réalité qui s'aggrave parce qu'elles ne peuvent pas changer d'employeur facilement ou trouver un travail qui ne soit pas dans la sphère domestique¹¹⁷.

1.1 Le commerce du sexe : les systèmes juridiques de la prostitution

La mondialisation et l'industrialisation du commerce du sexe sont une réalité en expansion. La pornographie, la prostitution et le tourisme sexuel, par exemple sont les causes du déplacement des personnes, et ses bénéfices sont grands, regroupant les caractéristiques essentielles de l'économie capitaliste¹¹⁸ : mobilisant la consommation directe ou indirecte de biens et services dans des secteurs variés, depuis les bars et bordels jusqu'aux agences de tourisme, les compagnies aériennes, les *clubs*, les hôtels, les restaurants, les salons de massage,

¹¹⁴ MATHIEU, Lilian. *La condition prostituée*. Paris : Les Éditions Textuel, 2007.

¹¹⁵ MOROKVASIC, op. cit.

¹¹⁶ ASIS, Maruja M.B. Le « marché » des migrations féminines en Asie. In : ALTERNATIVES SUD. *Genèse et enjeux des migrations internationales*. Paris : Centre Tricontinental et Éditions Syllepse, 2004. p.39-44 ; VERSCHUUR, Christine. Entre rêves et droits, au-delà des frontières... : Migrantes et nouvelle division internationale du travail et des soins. In : VERSCHUUR, Christine ; REYSOO, Fenneke (Dirs.). *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations et développement*, Suisse : Éditions L'Harmattan, Cahiers genre n° 5, p. 13-18, 2005 ; PISCITELLI, Adriana. Sexo tropical em um país europeu : migração de brasileiras para a Itália no marco do « turismo sexual » internacional. *Estudos Feministas*, v.15, n.3, p.717-744, 2007.

¹¹⁷ ASIS, op. cit.

¹¹⁸ POULIN, Richard. *La mondialisation des industries du sexe : prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*. Paris : Éditions Imago, 2011, p.23.

les salons de beauté, les sex-shops, et même les sphères gouvernementales (sous la forme de collecte d'impôts)

La diversité dans la prostitution démontre que celle-ci n'est pas une catégorie hégémonique, qu'il existe une série de situations qui la différencie. La traiter comme une catégorie hégémonique contribue à cacher son hétérogénéité, car on y rencontre « des étudiantes qui arrondissent leurs fins de mois, des étrangères dans un projet de migration ou qui se constituent un pécule avant de rentrer au pays, des call-girls, des femmes tenues par la mafia russe ou chinoise... »¹¹⁹.

Ce n'est pas de maintenant que la thématique de la prostitution génère, dans le monde entier, une série de débats dans la sphère politique et dans les médias¹²⁰, qui impliquent, en plus de ces derniers, les féministes, les gouvernements, les institutions nationales et internationales, et ont des résultats sur diverses actions publiques. Le thème est vaste et complexe, et évoque des questions morales, physiques, sanitaires et juridiques, qui varient selon la culture et l'État. Concernant cette activité, la prostitution de rue est la plus visible, sa grande « marque » mais comme toutes transactions économiques, elle prend des contours et des chemins conformes au marché dans lequel elle s'insère, et grande est sa diversité dans son domaine d'action : prostitution d'étudiantes, prostitution dans les bars, en *clubs*, en discothèques, via internet...

Dans la représentation de la prostitution sont présentes les questions morales et sanitaires ; en plus de cela, elle symbolise autant la victime par la vente de soi-même¹²¹. Quand elle est exercée par des femmes d'origine étrangère, elle suscite un autre thème, la traite des femmes aux fins de prostitution, une fois que les « représentations sociales et juridiques »¹²² sont plus associées aux femmes qu'aux hommes.

Les discours juridiques sur la prostitution ont été construits au long du temps, à partir de la mobilisation de groupes en faveur de sa réglementation et de la mobilisation de groupes opposés à elle, et aujourd'hui il existe trois courants distincts. Au milieu des contradictions et des limitations, chaque pays suit l'un d'eux : prohibition, abolition, et règlement de la prostitution.

¹¹⁹ GUIENNE, Véronique. La prostitution : une catégorie sociale construite. In : DANET, Jean ; GUIENNE, Véronique. (Dir.). *Action publique et prostitution*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006. p.19-33 (p.32).

¹²⁰ MOUJOURD, Nasima ; TEIXEIRA, Maria. Migration e trafic de femmes. In : HANDMAN, Marie Elisabeth ; MOSSUZ-LAVAU, Janine. (Dir.). *La prostitution à Paris*. Paris : Éditions La Martinière, 2005. p.377-395 (p.377).

¹²¹ GUIENNE, op. cit.

¹²² MOUJOURD et TEIXEIRA, op. cit., p.377.

Le système prohibitionniste criminalise la prostitution ; son exercice et son exploitation sont susceptibles de punition. Système utilisé par les pays comme l'Albanie, les États Unis¹²³ et le Mexique¹²⁴. Le système abolitionniste condamne quelques formes de réglementation de la prostitution, qu'il soit fiscal, policier ou sanitaire. Le ou la proxénète est puni pour avoir exploité une femme mais l'activité de cette dernière n'est pas interdite en soi. La France¹²⁵, la République Chèque¹²⁶ et le Brésil sont des exemples de pays qui adoptent ce système, mais chacun d'eux a ses particularités en ce qui concerne les règles qui régulent la question. Dans les pays où le système juridique est régulateur, la prostitution est réglementée : il y a une délimitation des zones pour son activité, il existe un contrôle sanitaire et un registre des personnes qui s'y adonnent etc.¹²⁷, ce qui signifie, en théorie, sa reconnaissance comme travailleuse du sexe et que ceux ou celles qui se prostituent ont des droits et des obligations travaillistes, sont affiliées à la sécurité sociale et ont des impôts à payer comme dans n'importe quelles autres professions. Les entreprises qui sont concernées (*clubs* de prostitution, par exemple) suivent les normes en vigueur et sont soumises aux règles fiscales du pays ; ainsi, les États récupèrent des impôts grâce aux diverses activités qui en vivent plus ou moins, ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas de failles, incohérences, où fraude fiscale, corruption et professionnelles du sexe qui travaillent de manière irrégulière ou sans droits travaillistes. Ce que le mouvement régulateur cherche c'est le contrôle social de la prostitution. L'Allemagne la Hollande et la Suisse sont des exemples de pays qui l'ont adopté.

La Hollande est l'un des pays les plus cités par les recherches et par la presse comme exemple d'État qui a adopté une réglementation de la prostitution. Dans ce pays, la Red Light District (Quartier Rouge)¹²⁸, à Amsterdam, destinée à la prostitution, à une visibilité marquée, principalement par des vitrines d'exposition des travailleuses du sexe, qui sont exposées dans des cabines en verre, comme les mannequins exposés dans les magasins (Figure 3). C'est aussi un des pays les plus recherchés pour le tourisme sexuel¹²⁹ et pour les touristes attirés par la

¹²³ Sauf dix condamnés au Nevada (FONDATION SCELLES. *Rapport mondial sur l'exploitation sexuelle : la prostitution au cœur du crime organisé*. Paris : Economica, 2012).

¹²⁴ Même s'il adopte un régime prohibitionniste possède quelques domaines dans lesquels la prostitution est réglementée (FONDATION SCELLES, op. cit.).

¹²⁵ En France, avant 1946, avait adopté le système de réglementation mais par la loi Marthe Richard, d'avril de la même année ce pays passa à prendre des mesures comme la fermeture des maisons de prostitution et l'adoption de lois qui donnait un support à un nouveau système (GIL, Françoise. *Prostitution : fantasmes et réalités*. Issy-les-Moulineaux : ESF Éditeur, 2012).

¹²⁶ Toutefois, tolère les *clubs* de prostitution et les *sex centers* (FONDATION SCELLES, op. cit.).

¹²⁷ FONDATION SCELLES, op. cit.

¹²⁸ Connu par les habitants comme *Rossebuurt* (couleur rose ou quartier rouge), il se localise dans le centre d'Amsterdam, dans la région de Wallen (il commence près de l'Amsterdam Centraal Station et se termine au Damstraat).

¹²⁹ POULIN, op. cit.

curiosité : au Red Light District il est possible de voir des groupes formés par des dames, des jeunes, des couples, etc., qui y circulent seulement pour connaître cette forme du marché du sexe, et, ce qui n'est pas rare, qui tentent de photographier les femmes derrière leurs vitrines (alors même qu'un adhésif collé sur la vitre indique qu'il est interdit de faire des photos) ce qui oblige parfois les femmes à se cacher ou à faire des gestes de réprobation.



Figure 3 : Red Light District, à Amsterdam, et ses diverses fenêtres/ vitrines destinées à la prostitution (2013).

Le système juridique de réglementation connaît une variante, qui est centrée sur la recherche d'une manière moins stigmatisante des travailleuses du sexe, sur le modèle de la « dépenalisation » de la prostitution, l'idée serait que les services sexuels n'auraient pas une législation travailliste spéciale, et seraient réglementés de la même manière que n'importe quelles activités laborieuses.

Il serait question, ces derniers temps, d'un quatrième système, influencé par la position des pays nordiques : le système juridique pénalisant, qui repose sur l'idée que la prohibition en soi ne s'interdit ou ne s'accepte pas, mais que la loi criminalise des actes déterminés qui contribueraient à l'exercice de la prostitution, comme d'aborder des clients pour offrir des services sexuels, la publicité, vivre spécifiquement de l'activité, le recrutement et l'exploitation de personnes pour la prostitution¹³⁰ — c'est la visibilité de la prostitution qui est mise en jeu. Les clients de pays comme la Suède, la Norvège, l'Islande et la Corée du Sud sont réprimés¹³¹, de telle manière qu'ils passent à être la cible principale des actions gouvernementales (par des amendes, de la prison, etc.).

¹³⁰ Ibidem.

¹³¹ GIL, op. cit.

Actuellement, comme résultat de positions politiques assumées par les féministes, les intellectuels et les institutions gouvernementales ou non gouvernementales, qui se concrétisent par des manifestations, débats, changements dans appareils normatifs et actions publiques, il y a une polarisation sur la prostitution : d'un côté le mouvement abolitionniste, de l'autre le mouvement régulateur.

Impulsés par les féministes, les mouvements abolitionnistes de la prostitution ont surgi à la moitié du siècle XIX, parmi les membres de la petite bourgeoisie protestante anglaise¹³², les premiers à contribuer à la discussion sur les « esclaves blanches »¹³³ ; à ce moment, la féministe anglaise Josephine Butler, fondatrice de la Fédération Abolitionniste Internationale, fut l'une des premières et grandes références dans la lutte contre la régulation de la prostitution — discussion qui resurgit à la fin des années 1970 comme « l'esclavage sexuel féminin »¹³⁴. Ce mouvement revendique l'élimination de toutes les formes de prostitution, consentie ou forcée ; et contre n'importe quelle intervention publique, contre n'importe quelle régulation policière ou sanitaire se référant à elle et défend que son exploitation doit être pénalisée¹³⁵.

Actuellement, l'organisation non gouvernementale Coalition contre la Traite des Femmes (Coalition Against Trafficking in Women-CATW) est la grande référence internationale du mouvement abolitionniste, agissant dans le monde entier par des recherches et des propositions contre les industries du sexe. Du mouvement régulateur, la référence est l'organisation internationale Alliance Globale contre la Traite des Femmes (Global Alliance Against Trafficking Women-GAATW), qui défend la liberté des individus à décider quelles activités ils prétendent développer, ainsi que la défense des changements légaux qui combattent la traite des êtres humains et toutes les violations des droits humains en relation avec la migration.

¹³² MATHIEU, Lilian. *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*. Paris : Éditions Nouvelles François Bourin, 2013.

¹³³ CHAUMONT, Jean Michel. *Le mythe de la traite des blanches. Enquête sur la fabrication d'un fléau*. Paris : La Découverte, 2009.

¹³⁴ KEMPADOO, op. cit.

¹³⁵ FONDATION SCELLES, op. cit.

1.1.1 Le glissement du discours de la traite d'« esclaves blanches » vers le discours de la traite des êtres humains

Qualifié par beaucoup comme un esclavage moderne, le traite de personnes est le thème de conférences, traités et conventions dans le monde entier, et la traite des femmes « en général liée aux femmes concernées par le commerce du sexe » se définit déjà comme « un problème international dès le milieu du dix-neuvième siècle »¹³⁶. Au début du vingtième siècle, surgirent les premiers accords internationaux pour empêcher la traite des personnes, impulsés par le discours sur la traite des « esclaves blanches » à des fins de prostitution¹³⁷, discussions qui commencèrent après 1880, en raison des dénonciations de militantes qui avaient montré son existence, et qui arriva à être considéré comme pire que la traite des noirs¹³⁸. Un tel discours donna un caractère moral au combat de l'esclavage des femmes, légitimant la lutte contre la réglementation de la prostitution¹³⁹.

Une des premières références publiques de traite « esclaves blanches » fut divulguée en 1881, en Angleterre ; de jeunes anglaises de moins de 21 ans recrutées pour la prostitution en Belgique¹⁴⁰ — ce qui provoqua l'indignation de la population de ce pays. Une campagne contre ce « traite » prit de l'importance dans divers pays en 1885, avec l'idée que la réglementation de *clubs* de prostitution contribuerait à alimenter la traite internationale de femmes pour la prostitution.

En 1904, à Paris, fut créé le premier instrument normatif international qui traitait du trafic des femmes : le Traité International pour l'Élimination de la Traite des Esclaves Blanches¹⁴¹. La pression de ce mouvement de combat contre cette traite prit de l'importance dans le discours des autorités, et en 1910, encore à Paris, fut adopté la Convention Internationale

¹³⁶ KEMPADOO, op. cit., p.57.

¹³⁷ DE VRIES, Petras. 'White slaves' in a Colonial Nation : the Dutch Campaign against the Traffic in Women in the Early Twentieth Century. *Social & Legal Studies*, v.14, n.1, p.39-60, 2005 ; DOEZEMA, Jo. Loose women or lost women? The re-emergence of the myth of 'white slavery' in contemporary discourses of 'trafficking in women'. *Gender Issues*, v.18, n 1, p.23-50, 2000.

¹³⁸ Une comparaison équivoque, parce qu'il ne se traite pas de mesurer quel type d'esclavage mérite le titre de pire ou « moins pire », les deux ayant existé à des époques et des contextes différents ; toutefois tant pour les Noirs des colonisateurs que pour la dite traite « d'esclaves blanches » constituent de graves violations des droits humains.

¹³⁹ CHAUMONT, op. cit. Voir aussi, MATHIEU, *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, op. cit.

¹⁴⁰ Une grande campagne de presse, menée par Josephine Butler, dénonça le cas de 34 Anglaises qui avaient été recrutées pour travailler dans des bordels à Bruxelles entre 1878 et 1880, parmi lesquelles neuf mineures. De tels faits, même niés par les autorités, révélèrent l'existence de corruption policière permettant l'entrée de mineures dans les bordels (CHAUMONT, op. cit.).

¹⁴¹ RICHARD, Jérôme. L'émergence d'une politique criminelle européenne autour de la prostitution : un outil bruyant pour la résonance d'un ordre public continental. In : DANET, Jean ; GUIENNE, Véronique. (Dir.). *Action publique et prostitution*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006. p.65-77.

pour la Répression de la Traite des Esclaves Blanches¹⁴², de la Société des Nations (SDN), quand ce sujet cessa d'être considéré comme une rumeur pour être reconnu comme un problème. Les débats et les pressions contre la traite s'intensifièrent durant la Première Guerre Mondiale (1914-1918), et quand elle finit, le mouvement reprit son niveau de discussion¹⁴³, et entre 1924 et 1927 un comité de spécialistes fut créé pour superviser une recherche internationale sur la traite des femmes et des enfants, sous la responsabilité de la SDN. Le rapport du comité sur cette recherche — réalisée dans 23 pays, et entre eux le Brésil (considéré à l'époque, principalement à Rio de Janeiro, comme la destination de prostituées étrangères) — démontra l'existence de traite de femmes étrangères et mit en évidence que la cause du problème était la réglementation de la prostitution dans plusieurs pays d'Europe depuis le début du XIX siècle, et induisit, en 1949, déjà sous le mandat de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU), une nouvelle rédaction de cette convention, désormais intitulée Convention des Nations Unies sur la Suppression de la Traite des Personnes et de l'Exploitation de la Prostitution d'Autrui. Depuis lors le problème est défini comme traite des êtres Humains¹⁴⁴.

Durant la décennie des années 2000, Jean-Michel Chaumont, analysa les archives de ce comité et démontra que celui-ci avait réalisé d'innombrables manœuvres pour inventer l'existence d'une catastrophe liée à la traite de femmes et d'enfants pour la prostitution et qu'il y avait eu manipulation des données : des informations concernant des femmes adultes qui migrèrent pour une prostitution « libre » furent cachées, et la gravité de cas de femmes qui pourraient être victimes de la traite fut accentuée¹⁴⁵.

Le mouvement des nouveaux abolitionnistes, qui contribua à la construction du discours sur la traite des « esclaves blanches », présentait le profil de la jeune blanche kidnappée et obligée de se prostituer à l'étranger, la transformant en « esclave sexuelle ». Actuellement, le discours sur les « esclaves blanches » apparaît comme une « illusion »¹⁴⁶ ou un « mythe »¹⁴⁷ par quelques études, mais fait encore partie du discours dominant : écartant l'expression « esclave blanche », alors que l'image de la jeune innocente transformée en « esclave sexuelle » est encore dominante quand il s'agit d'étrangères travaillant pour le marché du sexe.

Les fondateurs du mouvement abolitionniste du XIX siècle lutèrent pour la fin de la réglementation de la prostitution ; ses adeptes du XXI siècle luttent pour l'abolition de la

¹⁴² Cette convention pénalisait le recrutement, pour la prostitution, de femmes adultes contraintes et de filles mineures de 20 ans (RICHARD, op. cit.).

¹⁴³ Les mouvements après la guerre furent assez intenses (CHAUMONT, op. cit.).

¹⁴⁴ CHAUMONT, op. cit.

¹⁴⁵ Ibidem.

¹⁴⁶ MATHIEU, *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, op. cit.

¹⁴⁷ CHAUMONT, op. cit.

prostitution¹⁴⁸. Selon Jérôme Richard, les études réalisées en 2002 et 2004 en Autriche, en Espagne, en France et en Italie mettent en évidence qu'autour de la question de la traite des êtres humains il existe autant de mythes que de réalités¹⁴⁹ — ce qui exige une attention redoublée quand il s'agit d'aborder la question.

1.1.2 Définitions normatives : la traite internationale des êtres humains

La discussion actuelle sur la migration internationale évoque deux concepts juridiques : la traite des êtres humains et la traite des migrants, ou contrebande (*smuggling*) de migrants. De tels concepts sont des références internationales et le fruit de la Convention des Nations Unies contre le Crime Organisé Transnational¹⁵⁰, qui est entrée en vigueur en 2003, dont l'intention est de promouvoir la coopération entre les pays dans le combat contre la criminalité internationale. Dans son article 37, la convention établie qu'elle pourra être complétée par l'intermédiaire de protocoles additionnels, et trois ont déjà été élaborés : le Protocole Additionnel de la Convention des Nations Unies contre le Crime Organisé Transnational Relatif à la Prévention, Répression et Punition de la Traite de Personnes, spécialement des Femmes et des Enfants¹⁵¹, connu comme le Protocole de Palerme qui traite spécifiquement de la traite des êtres humains ; le protocole qui traite de la traite/contrebande des migrants (Protocole Additionnel à la Convention des Nations Unies contre le Crime Organisé et Transnational, Relatif au combat de la Traite des Migrants par Voies Terrestres, Maritimes et Aériennes) ; et le Protocole Additionnel à la Convention des Nations Unies contre la Fabrication Illégale d'Armes de Feu, y compris les Pièces, Accessoires et Munitions¹⁵². Dans cette thèse seront abordées les deux premières¹⁵³.

La convention internationale la plus exhaustive sur la traite des êtres humains est le Protocole de Palerme. Formulé en 2000 par L'ONU, il est entré en vigueur internationalement

¹⁴⁸ MATHIEU, *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, op. cit.

¹⁴⁹ RICHARD, op. cit.

¹⁵⁰ ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational*. New York, 15 novembre 2000.

¹⁵¹ ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel de la convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational relatif à la prévention, répression e punition du trafic de personnes, spécialement des femmes et des enfants*. New York, 15 novembre 2000.

¹⁵² ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la fabrication illégale d'armes de feu, y compris les pièces, accessoires et munitions*. New York, 15 novembre 2000.

¹⁵³ Ce n'est pas l'intention, ici, d'épuiser le thème, mais de mettre en évidence quelques différences entre les deux concepts (la traite de personnes et la traite de migrants), car les deux traitent de migrations internationales, de forme illicite juridiquement différente mais traités parfois avec la même logique.

en 2003. Signé et ratifié par divers pays membres de cette organisation, c'est l'un des instruments juridiques de référence mondiale et donne par son article 3 la définition de la traite des êtres humains :

L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par le recours à la menace ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre à des fins d'exploitation. [...] ¹⁵⁴.

Le protocole de Palerme préconise que les cas qui concernent les enfants et les adolescents (mineurs de moins de 18 ans), le consentement est hors de propos pour être considéré comme traite de personnes, ou plutôt, concernant les mineurs peu importe s'il y a eu consentement ou non ¹⁵⁵ ; et définie « exploitation », à ce qui est liée non seulement à la prostitution, mais est constamment évoqué dans les débats sur le marché du sexe : « L'exploitation inclura, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques similaires à l'esclavage, à la servitude ou au dons d'organes » (article 3).

Les termes employés pour définir la traite de personnes causèrent quelques difficultés d'interprétation, en raison des définitions contradictoires données à ce crime ¹⁵⁶, ce qui, selon Wendy Chapkis, révèle la fragilité de sa conceptualisation ¹⁵⁷ ; Adriana Piscitelli et Marcia Vasconcelos affirment que « les ambiguïtés présentent en plusieurs de ses termes offrent des possibilités d'interprétations divergentes » ¹⁵⁸. En plus, les réponses législatives pour le combattre varient en fonction de chaque pays, que ce soit pour des raisons politiques, que ce soit pour des raisons économiques, sociales ou culturelles ¹⁵⁹ — et on ne peut pas ignorer que

¹⁵⁴ ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel de la convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational relatif à la prévention, répression et punition du trafic de personnes, spécialement des femmes et des enfants*, op. cit., article 3.

¹⁵⁵ Conforme à la lettre « c » et « d » de l'article 3 : le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant à des fins d'exploitation seront considérés 'traite de personnes' même s'il ne concerne aucun des moyens qui se réfèrent à l'alinéa 'a' du présent Article ; d) Le terme 'enfant' signifie n'importe quelle personne d'un âge inférieur à dix-huit ans ».

¹⁵⁶ Voir SILVA et BLANCHETTE, op. cit.

¹⁵⁷ CHAPKIS, Wendy. Trafficking, migration and the law : protecting innocents, punishing immigrants. *Gender and Society*, v.16, n.6, p.923-937, 2003.

¹⁵⁸ PISCITELLI, Adriana ; VASCONCELOS, Marcia. Apresentação. *Cadernos Pagu - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas*, n.31, p.9-28, 2008 (p.14).

¹⁵⁹ FILIPE, Anabela Ferreira. *Tráfico de seres humanos : análise de uma escravatura contemporânea*. 240p. Dissertation (Master en Comportements Déviants et Sciences Criminelles) - Université de Lisbonne, Lisbonne, 2008.

« beaucoup de pays nomment la prostitution exercée par des étrangères par ‘trafic’, indépendamment des conditions réelles de travail, de la volonté des femmes concernées, ou si la prostitution est permise aux citoyens »¹⁶⁰.

Les politiques de contrôle des frontières et les disputes d’intérêt autour de la question de la traite de personnes ont donné le ton des discours normatifs au sujet de ses derniers. Ainsi, il est nécessaire de redoubler d’attention, parce que il y a besoin de comprendre initialement le concept juridique qui balise ce crime, un fois que le Protocole de Palerme, bien qu’ayant été signé et ratifié par plusieurs pays et servant de référence dans le combat contre ce crime, ne prend pas en compte la diversité de compréhension et d’encadrement juridique de chaque pays, lesquels légifèrent sur la traite des êtres humains en accord avec leurs dispositifs normatifs — c’est à dire, les conventions créées jusque-là servent comme contenu de référence sur la traite des êtres humains, et plusieurs pays les ont pris comme base pour la formulation et la reformulation de ses aménagements juridiques en relation à ce crime. Dans ce contexte, la traite de personnes comme délit de nature transactionnelle est de pénalisation difficile, en raison de sa complexité, principalement parce que d’une frontière à une autre elle peut devenir légale, et vice-versa, en fonction de la législation de chaque pays.

1.1.3 Mobilité internationale : contrebande/traite de migrants (*smuggling*)

La mobilité de milliers de personnes, principalement dans les régions Nord et Nord-Est du Brésil, en direction irrégulière de la Guyane Française, à la recherche d’un travail, est significative depuis la moitié des années 1960¹⁶¹, et à principalement son origine dans les États du Pará, de l’Amapá et du Maranhão. Les premiers flux migratoires s’initient par l’impulsion donnée par la construction du Centre Spatial Guyanais (CSG), une base de lancement de satellites à Kourou, la seconde commune la plus peuplée de ce département français. Avec des contrats de travail de six mois, la majorité des hommes brésiliens qui travaillaient à l’entreprise étaient réguliers et généralement y allaient sans la famille, mais avec le temps le chantier finit

¹⁶⁰ GRUPO DAVIDA. *Prostitutas, « traficadas » e pânico morais : uma análise da produção de fatos em pesquisas sobre o « tráfico de seres humanos »*. Cadernos Pagu, n.25, p.153-184, 2005 (p.171).

¹⁶¹ PINTO, Manoel de Jesus de Souza. Por uma « sociologia da clandestinidade » no estudo da presença de brasileiros na Guiana Francesa. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p.237-253.

par entraîner des travailleurs irréguliers¹⁶². Dans les années 1970 et 1980, le cycle migratoire fut maintenu en raison de l'exploitation de l'or, et se passait principalement à la frontière de l'Amapá. A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'extraction minérale dans l'Amapá s'intensifia, ainsi que la répression du gouvernement brésilien contre les *garimpos*, et les *garimpeiros* du pays utilisèrent la route migratoire en direction de la Guyane Française et du Suriname¹⁶³, à partir de cet État — en relation à la Guyane Française, le chemin qui commence dans la ville de l'Oiapoque, devint la route officielle d'entrée des Brésiliens clandestins qui passaient par la voie terrestre¹⁶⁴.

Bien qu'il ne soit pas possible d'indiquer le nombre réel de Brésiliens présents en Guyane Française, principalement pour l'invisibilité des irréguliers, selon des données de l'association DAAC Guyane (son siège est à Cayenne) le nombre de *garimpeiros* sans papiers, en 2011, pourrait atteindre dix mille ; en accord avec le Consulat du Brésil en Guyane Française, au sujet de cette année, il y avait 6752 immigrants brésiliens légalisés¹⁶⁵. A la fin des années 1990, le contrôle, la répression et la déportation de migrants brésiliens irréguliers s'intensifia¹⁶⁶, ce qui influença et influence directement leur circulation constante sur les *garimpos* illégaux de ce territoire, car ils se déplacent en fonction des contrôles. En plus la rigueur de ses derniers, renforce les services offerts par les contrebandiers ou trafiquants de migrants, qui gagnent financièrement par leur traversée et par leur arrivée pas seulement en Guyane Française, mais aussi au Suriname.

Le protocole relatif à la traite des migrants conceptualise la traite des migrants à la lettre « a » de l'article 3 :

a) L'expression « trafic illicite de migrants » désigne le fait d'assumer, avec pour objectif d'en tirer, directement ou indirectement un bénéfice financier ou un bénéfice matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident de cet État¹⁶⁷.

¹⁶² AROUCK, Ronaldo de Camargo. *Brasileiros na Guiana Francesa : fronteiras e construção de alteridades*. Belém : UFPA/Naea, 2002.

¹⁶³ OLIVEIRA, Rafael. *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*. 400p. Thèse (Doctorat en Géographie Humaine) - Université de São Paulo, São Paulo, 2013.

¹⁶⁴ PINTO, Manoel de Jesus de Souza. *O fetiche do emprego : um estudo sobre relações de trabalho de brasileiros na Guiana Francesa*. 203p. Thèse (Doctorat en Développement Durable des Tropiques Humides) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2008.

¹⁶⁵ MARTINS, Carmentilla das Chagas. A migração internacional nos quadros da cooperação transfronteiriça franco-brasileira. In : ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 36. *Anais...* Águas de Lindoia, 21-25 octobre 2012. São Paulo : Association Nationale de 3ème cycle et Recherche en Sciences Sociales, 2012. p.1-30.

¹⁶⁶ Ibidem.

¹⁶⁷ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre le crime organisé et transnational, relatif au combat du trafic des migrants par voies terrestres, maritimes et aériennes*, op. cit.

Ainsi, la contrebande de migrants se réfère à l'entrée illégale dans un pays par un paiement ou un bénéfice matériel qui favorise la traversée d'une frontière, quand se finalise normalement le contact entre le migrant et la personne qui l'aide à entrer illégalement (connus comme coyotes, passeurs, trafiquants) et se passe dans un contexte international. Dans ce cas, la victime est l'État et les transgresseurs (le passeur et le migrant) sont soumis à la législation du pays de destination. Selon les moyens utilisés pour traverser la frontière (falsification de documents, etc.) les personnes concernées peuvent répondre pour d'autres crimes¹⁶⁸. D'une manière générale, le contrebandier de migrants se voit comme une espèce de « prestataire de services », dont la finalité est la destination convenue et dont le paiement, la plus grande partie de temps, est anticipé. Selon le protocole de l'ONU, s'il s'agit de contrebandier de migrants, c'est une transaction illicite.

Comme déjà dit, l'État de l'Amapá est la route officielle d'entrée des Brésiliens clandestins qui vont en Guyane Française par la voie terrestre : la ville frontalière de l'Oiapoque est l'endroit d'attente et de traversée ; pour elle, les migrants arrivent et attendent à peine le temps nécessaire pour trouver un passeur qui organise le voyage. En ce qui concerne la migration clandestine, les personnes interviewées pour cette recherche dirent qu'elles faisaient « *varação* »¹⁶⁹ — mais l'objectif des migrants n'est pas toujours de rester en Guyane Française, leur destination pouvant être le Suriname, un trajet ancien et théoriquement masculin vers ce pays, généralement appelé par les hommes de chemin des *garimpos* comme une « grande aventure », et avec moins de fréquences et plus de glamour par les femmes¹⁷⁰ — celles qui s'aventurent pour la « *varação* » sont généralement du Maranhão.

Emily¹⁷¹, femme au foyer, mère de deux fils (nés au Suriname), classe de Seconde¹⁷², est née à l'intérieur de l'État du Maranhão. En 2005, à 18 ans, elle et sa sœur furent envoyées

¹⁶⁸ RODRIGUES, Francilene dos Santos. « *Garimpando* » a sociedade roraimense : uma análise da conjuntura sócio-política. 133p. Dissertation (Master en Développement Durable des Tropiques Humides) - Université Fédérale du Pará, Belém, 1996 ; ILLES, Paulo ; TIMÓTEO, Gabrielle Louise Soares ; PEREIRA, Elaine da Silva. Tráfico de pessoas para fins de exploração do trabalho na cidade de São Paulo. *Cadernos Pagu* - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas, v.31, p.199-217, 2008.

¹⁶⁹ Terme utilisé pour les Brésiliens, qui signifie que les personnes traversent la frontière sans utiliser une route ou un moyen de transport traditionnel. Ils utilisent aussi « *varação* » (l'action de suivre l'itinéraire) et « *varador* » (lieu ou piste qu'on suit)

¹⁷⁰ Il y peu de femmes qui utilisent la « *varação* » pour entrer au Suriname, en général la destination est la Guyane Française.

¹⁷¹ Interviewée en 2012 au Suriname ; elle avait un permis de séjour renouvelable tous les deux ans.

¹⁷² L'éducation régulière au Brésil est réglementée par le Gouvernement Fédéral par l'intermédiaire du Ministre de l'Éducation. En 2006, la loi n° 11.274 a été approuvée qui réglemente l'enseignement primaire, modifiant la durée minimale, qui passa de huit ans à neuf ans, avec une inscription obligatoire à 6 ans. Dans ce texte sera utilisé la nomenclature de huit ans, car c'est le régime en cours à l'époque de la scolarisation des interviewées. L'actuelle organisation est divisée en deux niveaux : l'école primaire (maternelle collège — l'ancien 1^o degré qui allait de la

au Suriname par la mère — qui habitait déjà dans ce pays — pour rencontrer une tante qui travaillait déjà là-bas. Comme sa sœur, à l'époque elle avait 17 ans, elle ne pouvait pas sortir du Brésil sans les documents qui permettent aux mineurs de voyager sans être accompagnés des parents, elles voyagèrent de bateau, sortant de Macapá — à nouveau sans autorisation légale — jusqu'à l'Oiapoque. Dans cette ville elles habitèrent dans un pension en attendant le moment le plus propice pour continuer le voyage par la route, traversant la forêt de la Guyane Française, pour arriver au Suriname. En plus de ne pas avoir de passeport, à un certain moment du voyage, elles restèrent sans aucun document et sans bagage, par suite d'un contrôle de gendarmerie, et finirent le voyage avec seulement les vêtements qu'elles avaient sur le dos :

– Je suis venue directement ici, mais je suis venue la première fois clandestinement. [...] est venue aussi ma sœur ; j'avais 18 ans et ma sœur 17 [...]. Je suis arrivée à l'Oiapoque, là la mère m'a donnée un peu d'argent ; elle a complété le prix de notre voyage, qui était de 800 [...]. Le jour qui était prévu pour notre voyage, il y avait la police, je suis retournée. Cet argent qu'on avait déjà donné a été perdu, c'était cent soixante euros, à cause des chambres. Aussi on est resté le vendredi, le samedi, et aussi le dimanche, puis j'ai pris une pirogue, une de 60 personnes.

– Là à l'Oiapoque ?

– De l'Oiapoque jusqu'au *varador* [le chemin à traverser]. Je suis arrivé au *varador*, là il y avait un Français qui avait été envoyé [...]. Là, on a marché environ six heures. Il a commencé à faire nuit, on a pris de la viande séchée [viande salée], de celle que tu tires du paquet, on a allumé un feu, et on a mangé la viande avec la farine de manioc. Alors je regardai s'il y avait la police, mais il n'y avait pas. On a attendu la nuit, pour aller. Quand il disait, « une voiture », nous nous jetions dans la forêt [...] on se jetait dans la forêt, dans l'obscurité, sans torche, sans briquet, sans rien à chaque fois [...]. Là nous avons pris une voiture — il y avait onze personnes dans une Fiat — et là : « qui va à Saint-Laurent ? », « qui va à Cayenne ? » « Qui va pour la forêt ». [...] Quand le type voyait la torche de la police, qui est bien forte, de celle qui sont bien grande, lui « Descend ! descend ! Tout le monde descend ! » Ma sœur est tombée dans le fossé, et on a été de l'autre côté. Alors que nous courrions de l'autre côté, on est rentré dans une maison d'un français. Un français là avec une machette de cette taille ! — heureusement qu'il y en avait un là, avec nous qui parlait bien français. [...]. On a dormi un peu, puis nous avons pris une voiture de nouveau...[...] Là, alors qu'on était en train de venir ici, pour le Suriname, un pneu a crevé ; tout le monde descend, on change le pneu. Là, il veut dépasser une voiture ; dès qu'il passe la voiture on tombe sur

1^a à 8^a série, commençant à 7 ans) et l'enseignement secondaire (ancien 2^o degré, avec 1^o, 2^o et 3^o année), et l'université (*graduação e pós-graduação*). Les deux sont offerts par l'État brésiliens pour tous les citoyens, mais l'enseignement privé est aussi présent et à une croissance importante dans tout le pays. En ce qui concerne les enseignements primaire et secondaire, les recherches montrent qu'en général, l'enseignement privé offre un niveau d'enseignement meilleur que l'enseignement public. La maternelle (première étape de la scolarisation) concerne les enfants de 3 à 5 ans, en crèche et en préscolarisation. L'enseignement primaire, obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans est divisé en deux phases : l'enseignement primaire I (1^o année jusqu'à la 5^o année) et l'enseignement primaire II (6^o jusqu'à la 9^o année). Ensuite vient l'enseignement secondaire, qui lui aussi gratuit n'est pas obligatoire. Les élèves qui n'arrivent pas à conclure l'enseignement primaire à l'âge normal peuvent fréquenter l'école du soir, pour les jeunes et les adultes, l'âge minimum pour s'y inscrire est de 15 ans.

la police. Il dit : « Je vais ralentir un peu la voiture pour vous donner le temps de sauter ». Alors, après avoir sauté, je suis allée me cacher au milieu de la forêt. Puis ils sont partis, avec la voiture avec nos vêtements, avec tous nos papiers, avec tout, on est resté juste avec les vêtements qu'on avait sur le dos, je suis même restée sans sandale. Alors, j'ai crié, appelé, appelé ma sœur, et là ma sœur est apparue et a demandé : « Ils sont partis avec tout ? ». Alors on est resté sur la route, en pleurs. Et je disais ça : « je vais me livrer à la police. Je voulais mes choses ».

Emily et sa sœur sont restées six mois au Suriname, travaillant au *garimpo*, puis elles sont retournées au Brésil. « Là j'ai passé six mois [au Brésil] et puis je suis allée à nouveau [au Suriname]. Quand je suis allée [au Brésil], j'ai fait une demande pour mes papiers, mon passeport, tout beau, et je suis revenue légalement. C'est trop mauvais pour les personnes qui voyagent clandestinement ». Cette fois-là, elle a connu son mari, un Surinamais, et elle n'est jamais retournée au Brésil.

Dans son histoire, on voit la difficulté pour arriver à destination : elle a eu recours à un passeur, dans une situation de contrebande de migrants, pour arriver au Suriname, parcourant un chemin normalement suivi par les hommes et qui ne se termine pas toujours comme prévu (et, souvent, avec une valeur de passage plus grande que celle établie au départ avec les passeurs) :

– Vous êtes entrées dans la voiture, toutes les deux et deux hommes en plus ?
– Non, il y avait onze personnes. Tout le monde est descendu de la voiture. On a tout perdu. Là, comme on voulait se livrer, cette personne de Belém dit : « Si tu veux te livrer, on va avec toi, on ne va pas vous laisser toutes les deux seules ». Là avec ça, j'ai commencé à pleurer et ma sœur aussi. [...] Alors on a dormi dans la forêt. [...] C'était déjà dix, onze heures quand tout ça s'est arrivé. J'avais juste mes vêtements, j'avais plus de nourriture, plus rien. [...] Le jour suivant, à l'aube, on a commencé à marcher, puis un Brésilien avec une voiture est passé, Sandro, et il nous a pris. Il nous dit : « Ah, je connais par ici, je connais Kourou. [...]. Je connais ici ; je vais au milieu de la forêt ». Il dit ainsi : « Qui c'était, avec qui vous êtes venus ? ». « C'était Untel. » Là il dit : « Regarde, je n'ai pas rencontré cet homme non ; je ne peux rien faire pour vous ». J'ai commencé à pleurer et j'ai dit : « Ah, monsieur, pour l'amour de Dieu, monsieur, emmène-nous au Suriname, ma tante est là-bas, elle nous attend. Là-bas elle va payer ». Et lui : « C'est bon ». [...] A l'époque où nous sommes venues, il passait *América*.¹⁷³ Là, ma mère a vu la souffrance de Deborah Secco dans le feuilleton, et elle a imaginé notre vie réelle, par quoi nous avions passé. Ce que Deborah avait vécu dans le feuilleton, je l'avais vécu dans la vie réelle. Là, quand elle regardait le feuilleton cela la rendait

¹⁷³ Feuilleton qui était en train de passer au Brésil à l'époque où elle est partie pour le Suriname. Ecrite par Gloria Peres, et diffusée par la Rede Globo en 2005 (entre mars et novembre), *América* raconte le chemin d'une jeune de Rio, jouée par l'actrice Deborah Secco, qui migre pour les États Unis : dans sa tentative de traverser illégalement la frontière entre le Mexique et les États Unis, elle est arrêtée par la police américaine, mais elle arrive à fuir pour retourner dans ce dernier pays.

encore plus folle [...]. Nous sommes restés dans la maison de ce Sandro à Kourou.

– Et les autres personnes ?

– Le reste, je ne sais pas où ils ont été. Et les deux hommes qui étaient avec nous ne nous ont pas abandonnées, non, on est resté tous les quatre. Alors, le lundi, j'ai appelé ma mère, j'ai dit : « Maman, on a tout perdu, on est juste avec nos vêtements. Nous sommes dans la maison d'un Brésilien, mais on est bien, ne te préoccupe pas non ». [...] A l'époque de notre arrivée, un Brésilien avait tué un Français, là c'était pire. [...] Le mardi nous devions voyager, mais ça n'a pas marché : il a plu beaucoup et le type n'est pas venu. Il a envoyé la navette pour nous prendre, mais elle n'est pas venue. Alors, le jeudi il dit : « Écoute : vous voulez savoir une chose ? Je vais me débrouiller pour emmener cette fille ». [...] Nous sommes restées à Kourou lundi, mardi, mercredi, jeudi ; Alors, le jeudi on est sorti de là-bas pour arriver ici ; jeudi nous sommes arrivées au Suriname. [...] Hé bien, c'est triste, très triste. Puis six mois ont passé, et je suis partie à nouveau [on est revenu au Brésil]. On voulait aller en avion mais comment pouvait-t-on voyager [...] ? On a dû retourner par le même itinéraire [« *varando* »], mais cette fois-ci ça a été merveilleux. A ce moment j'ai dit : « Plus jamais je viens ici (au Suriname) comme clandestine ». J'ai demandé mes papiers, que j'avais perdu en Guyane Française ; j'ai demandé tous mes papiers, tout vraiment, mon passeport, mon titre d'électrice, le CPF [Le Cadastre des Personnes physique], et je suis revenue. [...]. Maintenant toujours avec tous mes papiers. Que Dieu me garde ! [...] Que la souffrance que Deborah Secco a connue, je l'ai connue dans la vie réelle. Pour elle, ce n'était qu'un film, pour gagner de l'argent, pour moi... Quand que je suis à la maison, je parle plus avec ma sœur tu sais ? Je me souviens par quoi nous sommes passées. Je ne le souhaite pas pour mon pire ennemi, ce que j'ai connu.

L'itinéraire conté par Emily commence en *catraias*¹⁷⁴ dans les deux villes jumelles de l'Oiapoque (au Brésil) et de St Georges (Guyane Française). Maintenant cette embarcation est utilisée moins fréquemment, mais cela arrive encore pour ceux qui veulent migrer pour le Suriname ou pour le département français.

La France exige, des Brésiliens, un visa pour entrer en Guyane Française (comme déjà dit dans l'introduction), et son contrôle complique, mais n'empêche pas l'immigration irrégulière. En 2011, pendant ma recherche de terrain, les Brésiliens qui vivaient là avaient l'habitude de raconter l'histoire de personnes qui avaient déjà été expulsées plus de dix fois, et qui étaient retournées rapidement ; disant qu'ils étaient expulsés le matin, et qu'à la fin du jour, ils étaient déjà de retour. Cette affirmation, qui par principe peut paraître exagérée, n'est pas dénuée de fondement, car il y a des témoignages au sujet de personnes bien connues des autorités responsables pour avoir déjà été expulsées, et qui en arrivaient à plaisanter avec les gendarmes par un « à plus tard » en arrivant sur le territoire brésilien. C'est évident que ce n'est

¹⁷⁴ Petits bateaux utilisés pour des traversées courtes.

pas tout le monde qui arrivait à revenir rapidement mais, revenir le plus tôt possible, car parce que mêmes si elles n'avaient pas laissé une famille, elles avaient laissé un travail ou une affaire là-bas.

Manuel Pinto a fait des recherches sur les relations de travail des migrants brésiliens en Guyane Française, examinant leur insertion et les problèmes affrontés dans le département français. Sur la question de l'expulsion, ses interlocuteurs mirent en avant que, après l'expulsion, le retour était une nécessité, pas un choix. Selon l'auteur, les données du Consulat du Brésil en Guyane Française, en 2006, montrent que quelques de quatre-vingt Brésiliens passaient par mois dans le Centre de Détention Administrative de Rochambeau, de la Police Douanière Française (PAF), pour être conduits ensuite jusqu'à la frontière du Brésil, et expulsés. Malgré tout, la majorité retournaient dans le département français en moins d'une semaine¹⁷⁵.

Comme la frontière entre la Guyane Française et le Brésil est délimitée par le fleuve Oyapock, passant dans la ville du même nom (Oiapoque), c'est relativement facile de revenir sur le territoire français — cela sans compter avec les bateaux brésiliens qui y entrent légalement, avec des marchandises : les personnes prennent ces bateaux et quand ils s'approchent de la plage de Montjoly, par exemple, ils plongent et terminent le trajet à la nage (comme le racontent les habitants de cette plage). Mais beaucoup de ses migrants utilisent le service des passeurs (principalement de petites embarcations sur le fleuve Oyapock), dans une situation de contrebande de migrants, pour arriver en Guyane Française¹⁷⁶.

¹⁷⁵ PINTO, Manoel de Jesus de Souza. *O fetiche do emprego : um estudo sobre relações de trabalho de brasileiros na Guiana Francesa*, op. cit.

¹⁷⁶ C'est le cas de Marina, 29 ans, employée domestique et manucure, trois fils, classe de 4ème, nés à Santarém (Pará), interviewée en 2011 en Guyane Française : mariée sept ans avec le père de ses fils, mais il la maltraitait. La dernière fois qu'ils s'étaient disputés, il l'avait agressée physiquement, et elle l'avait dénoncé à la police. Après cela, ils s'étaient séparés, il était parti en lui laissant, elle qui travaillait comme vendeuse ambulante (elle vendait des vêtements dans de petits villages sur les rives de Santarém), la responsabilité financière des enfants. Après quelques années, avec ce qu'elle gagnait qui était insuffisant pour payer les dépenses, elle accepta une invitation d'une cousine, qui vivait régulièrement en Guyane Française, pour venir travailler dans sa maison, comme nourrice de sa fille. En 2009, à 27 ans, Marina voyagea clandestinement, traversant la forêt, guidée par un passeur qui avait été contacté à l'Oiapoque, ses dépenses prises en charge par la cousine. Elle expliqua qu'elle préférerait traverser la frontière à pied, par la forêt, parce qu'il y avait beaucoup d'accident avec les pirogues durant la traversée de la rivière, avec parfois des victimes fatales. A l'époque elle avait laissé deux fils encore petits, au Brésil, un sous la responsabilité de la grand-mère paternelle et l'autre avec une tante. Elle emmena avec elle la fille (à l'époque de 11 ans), qui traversa la frontière la même nuit, mais qui entra en voiture, avec les papiers d'une autre fille (fille d'une amie, qui habitait dans le département français). Quand la fille commença à fréquenter l'école, Marina alla travailler comme domestique et manucure. Avec ce qu'elle avait gagné, elle réussit à acheter un terrain au Brésil et, quand elle fut interviewée, elle était en train de construire sa maison. A Cayenne elle avait habité dans une maison abandonnée avec sa fille et vingt *garimpeiros* (et la femme de l'un deux) qui travaillaient régulièrement dans une entreprise d'extraction de minerai. Elle était habituée à réaliser les tâches ménagères de la maison, mais à peine selon elle, pour la maintenir organisée, et quand elle lavait ses vêtements, elle en lavait aussi (s'il y en avait) des *garimpeiros*, mais elle n'était pas obligée de le faire. Elle fut arrêtée une fois par la gendarmerie, pour absence de papiers, mais pour avoir une fille de 11 ans à l'école, ils lui concédèrent le droit de rester dans le

José Gomes¹⁷⁷, 43 ans, éducateur social (c'est l'un des coordinateurs de le DAAC Guyane), quatre fils (nés en Guyane Française), classe de 3ème, est né dans l'État du Minas Gerais et a grandi dans l'État de Rio Grande do Norte. A 22 ans, il déménagea pour Macapá (capitale de l'Amapá). Son grand rêve était de migrer pour les États Unis, mais il n'avait pas l'argent nécessaire pour le voyage : A l'époque celui-ci coûtait dix mille dollars et il en n'avait que trois cent soixante-dix. A Macapá il entendit parler de la Guyane Française comme d'un endroit bon pour gagner de l'argent, et il pensa que là-bas, il réussirait à compléter la somme pour son voyage aux États Unis. En 1990, après six mois à Macapá, il partit sur un petit bateau pour Cayenne, pour un voyage qui devait durer trois jours, mais dura seize, suite au mauvais temps et aux problèmes avec l'embarcation. A Cayenne il ne réussit pas un emploi immédiatement, et il prit de petits jobs qui lui garantirent de manger ; il voulait retourner au Brésil, mais il n'avait pas l'argent pour le billet d'avion (son argent était déposé dans une banque brésilienne et il ne savait pas comment le récupérer, étant à l'extérieur). Six mois plus tard, il réussit un travail officiel, ce qui lui permit une carte de séjour, et, après avoir vu un reportage de la Rede Globo sur les Brésiliens vivant clandestinement aux États Unis, il conclut que si c'était pour y voyager et y vivre clandestinement, c'était mieux de rester là où il était, car un plus, il était près du Brésil :

J'ai vu un reportage sur les États Unis, à la Globo ; j'ai dit « Exactement », « ce n'est pas la peine que j'aille aux États Unis, parce qu'ici je suis près du Brésil ». Au États Unis, j'avais cette idée de commencer par une vie de clandestin ; ensuite, j'ai trouvé qu'il était plus facile [de vivre en Guyane Française]. Même en étant clandestin ici, la vie était plus facile qu'aux États Unis ; parce que quand je voudrais retourner à la maison, je pourrais y aller — là-bas aux États Unis, je ne pourrais pas, n'est-ce pas, et j'aurais à y accomplir une peine de prison de six mois, rester enfermé dans une prison... Alors j'ai perdu tout intérêt d'y aller.

Mais la vie en Guyane Française n'était pas et n'est pas facile pour les Brésiliens clandestins, car il ajouta : « Regarde, vivre sans papier, en Guyane, [...] il faut que ce soit une personne habituée à une vie difficile. Tout le temps je dis cela ». Et il se montra surpris par ceux qui sont habitués à être expulsés et qui toujours reviennent : « Nous avons beaucoup de gens

département français. Comme elle travaillait au noir, elle n'avait pas de visa de travail, c'est à dire qu'elle était irrégulière dans le pays depuis deux années, évitant toujours les contrôles. Elle me dit que quand elle aurait terminé de construire la maison et d'y mettre les meubles de ses rêves, elle reviendrait : « Au Brésil avec le salaire d'aujourd'hui, [...] si je réussis à avoir ma maison — si je réussis, non, que j'ai déjà réussi, grâce à Dieu —, je peux repartir là-bas, trouver un travail et voilà, je vais vivre tranquille. [...] Ce qui est difficile c'est d'avoir une maison. Très difficile ».

¹⁷⁷ Interviewé en 2011 en Guyane Française ; il avait une carte de séjour.

ici en Guyane qu'on va jusqu'à discriminer : ' Pourquoi vous revenez ?'. Il y a des gens que l'on va expulser trois fois par mois, vous y avez déjà pensé ? ».

Comme je l'ai déjà dit, la contrebande de migrants et la traite de personnes sont différentes, mais le migrant qui traverse la frontière par l'intermédiaire d'un passeur peut devenir victime d'une traite de personnes ce qui signifie que « le réseau de contrebande de migrants peut être aussi un moyen pour l'exécution de la traite des êtres humains »¹⁷⁸, ou encore une situation de traite de personnes peut être interprétée comme une migration illégale ou une contrebande de migrants, ou même être concerné par d'autres dispositifs normatifs comme la transgression des lois migratoires du pays d'accueil.

Dans le débat public, au Brésil, la traite de personnes est constamment associée aux femmes et à la prostitution, en raison de l'histoire des conventions et des dispositifs légaux brésiliens et internationaux¹⁷⁹ ; la traite de migrants est plus associée aux hommes¹⁸⁰ — et les deux sont fréquemment mis en cause en relation aux migrants sans documents : « Mettre l'accent sur le traitement de la traite des êtres humains et de la contrebande des migrants alors que le problème de migration et de crime organisé a commencé [...] à gagner plus d'importance dans les propres définitions internationales, qui associent tels phénomènes aux processus migratoires irréguliers »¹⁸¹.

David Kyle et Zai Liang, dans une analyse de l'organisation sociale et des tendances de la migration sans papier dans une province de l'Equateur et une de la Chine, pour analyser les formes de contrebande de migrants, attirent l'attention sur le fait que le phénomène migratoire peut amener l'idée qu'il existe de grandes organisations criminelles derrière, alors que les études de terrain tendent à ne pas confirmer cette hypothèse. Premièrement parce que les actions et les agents impliqués dans le processus migratoire n'utilisent pas uniquement des moyens criminels mais impliquent diverses stratégies ; deuxièmement, la nature et la taille des systèmes mis en place autour de la migration internationale ont besoin d'une composante sociale importante : la confiance qui s'établit entre les migrants et les contrebandiers pris dans l'engrenage de la contrebande de migrants¹⁸².

¹⁷⁸ ILLES, TIMÓTEO et PEREIRA, op. cit., p.211.

¹⁷⁹ PISCITELLI et VASCONCELOS, op. cit. ; CASTILHO, op. cit.

¹⁸⁰ PISCITELLI, Entre as "máfias" e a "ajuda": a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas, op. cit. ; KEMPADOO, op. cit., p.59.

¹⁸¹ DIAS et SPRANDEL, op. cit., p.66.

¹⁸² KYLE, David ; LIANG, Zai. *Migration Merchants : Human Smuggling from Ecuador and China. Working Papers*, n.43, p.1-29. San Diego : The Center for Comparative Immigration Studies-University of California, 2001.

1.2 Données et contexte : la visibilité du problème de la traite des êtres humains

La traite des êtres humains est un problème mondial. Le nombre de victimes présentées ces dernières années par les organisations gouvernementales et les ONG internationales est alarmant. L'organisation Internationale du Travail (OIT) a estimé qu'en 2005, qu'il y avait dans le monde environ 2,5 millions de personnes victimes de la traite et soumises au travail forcé : 43% pour l'exploitation sexuelle commerciale (dont 98% sont des femmes ou des filles, et 2% des hommes et des garçons) ; 32% pour l'exploitation économique (dont 56% étaient des femmes et des filles et 44% des hommes et des garçons) ; 25% se référaient à des combinaisons de forme antérieures et à des raisons indéterminées¹⁸³. Et même si ces données suscitent une visibilité au problème, il n'est pas possible de faire une estimation cohésive de toutes les données disponibles, parce que cela concerne des crimes de nature transactionnelle et complexe.

L'ambiguïté des termes pour définir la traite des êtres humains peut amener à ce que des cas s'étant passés dans des contextes différents soient classifiés ou étiquetés comme semblables. En accord avec Kamala Kempadoo, « les tentatives de prouver des cas de traite peuvent aussi générer des distorsions et des imprécisions »¹⁸⁴.

Beaucoup d'auteurs attirent l'attention sur le fait que les personnes identifiées comme victimes de la traite par les dispositifs légaux ne se reconnaissent pas toujours dans ce profil¹⁸⁵, et cela complique la collecte de données à partir « de personnes victimes de la traite »¹⁸⁶. Ainsi, comment identifier la victime d'une traite ? Comment analyser les formes de l'exploitation ? Ces questions réintroduisent la nécessité de réfléchir ponctuellement sur les instruments normatifs brésiliens et internationaux qui traitent de la traite des êtres humains et sur les disparités entre ses définitions, et d'aller au-delà, analyser la perception des victimes et des possibles victimes. Selon Anabela Ferreira Filipe, « il y a une imprécision conceptuelle en rapport au TSH, il y a une variation de situations présentées qui vont de l'alarmisme au flegmatisme, il y a une incapacité à connaître qu'elles sont les sources, d'uniformiser les

¹⁸³ CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL - 93^a RÉUNION 2005. *Uma aliança global sobre o trabalho forçado - relatório global do seguimento da declaração da OIT sobre princípios e direitos fundamentais no trabalho*. Traduction par Edilson Alkmim Cunha. Brasília : OIT, 2005, p.16.

¹⁸⁴ KEMPADOO, op. cit., p.71-72.

¹⁸⁵ Entre autres, SODIREITOS ; GAATW-REDLAC. *Pesquisa tri-nacional sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname : uma intervenção em rede*. Coordination de Marcel Hazeu. Belém : Sodireitos, 2008 ; PISCITELLI, Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas, op. cit.

¹⁸⁶ ARY, Thalita Carneiro. *O tráfico de pessoas em três dimensões : evolução, globalização e a rota Brasil-Europa*. 159p. Dissertation (Master en Relations Internationales) - Université de Brasília, Brasília, 2009, p.99.

procédures et les concepts »¹⁸⁷. Aborder la traite des êtres humains renvoie aux discours construits à ce propos depuis le XIX siècle, une fois que ceux-ci ont changé au long du temps du fait que de nouveaux concepts et références conduisent à de nouvelles interprétations, comme le fait remarquer Kamala Kempadoo :

Les discours sur la traite ont changé au long des siècles, et continueront probablement de changer en fonction de nouvelles recherches empiriques, de nouveaux discours politiques, d'analyses féministes, antiracistes et de justice sociale, de changements dans les conditions économiques globales. Ce qui fut quelques fois défini comme un problème de « traite d'esclaves blanches » (pour les femmes dans la prostitution) est vu maintenant comme un problème de migration internationale du travail et de l'exploitation du travail qui sont au-delà du contrôle ou de l'atteinte de l'État¹⁸⁸.

La réflexion sur ce phénomène a besoin d'aller au-delà des faits établis par les instruments normatifs, il est nécessaire d'entendre les personnes concernées par les processus migratoires, comme cela a déjà été expliqué par divers auteurs¹⁸⁹. Selon Márcia Sprandel et Guilherme Dias, les expériences de mobilité sont fondamentales pour comprendre la complexité du thème :

Pour traiter de la « complexité » qui est inhérente à la traite des êtres humains, il y a besoin de la déplacer de son lieu de qualification pour le cœur des analyses. Cela doit être fait en mettant sur la carte et dans les recherches l'expérience individuelle de sujets concrets, qui, imprégnés par un sentiment d'errance s'autorisèrent au départ pour la recherche de meilleures conditions de vie. Sans abandonner les politiques protectrices, quand c'est nécessaire, nous croyons qu'il faut apporter au cœur des recherches et documents les éléments de la riche expérience humaine vécue par les migrants et voyageurs et que cela permettra de transformer le débat sur la traite des êtres humains en une référence substantive et positive¹⁹⁰.

¹⁸⁷ FILIPE, op. cit., p.156.

¹⁸⁸ KEMPADOO, op. cit., p.77-78.

¹⁸⁹ Entre autres, Piscitelli (Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas, op. cit.) et Mathieu (*La condition prostituée*, op. cit.).

¹⁹⁰ SPRANDEL, Marcia Anita ; DIAS, Guilherme Mansur. A temática do tráfico de pessoas no contexto brasileiro. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.18, n.35, p.155-170, 2010 (p.168).

1.2.1 Le discours de la traite des êtres humains au Brésil et les instruments normatifs

Le Protocole de Palerme a été ratifié par le Brésil en 2004 et a influencé la modification de l'article 231 du Code Pénal brésilien. Avant, celui-ci ne concernait que les femmes comme victimes de cette traite, et en 2005, avec la promulgation du nouveau Code Pénal, celui-ci définit deux crimes : la traite internationale des personnes (défini par l'article 231) et la traite nationale des personnes (défini par l'article 231-A), qui reconnaît d'autres sujets comme ses victimes¹⁹¹. En 2009, il y eut des altérations au Code Pénal, et la traite internationale en arriva à être considérée comme ayant une finalité de prostitution ou d'autres formes d'exploitation sexuelle ; de par la rédaction de l'article 231, la traite internationale des personnes en arriva à signifier : « Promouvoir ou faciliter l'entrée, sur le territoire national de quelqu'un qui en vient à exercer la prostitution ou une autre forme d'exploitation sexuelle, ou la sortie de quelqu'un qui va l'exercer à l'étranger »¹⁹². Malgré la modification de cet article, la traite des êtres humains était encore définie par le système juridique brésilien comme une complicité dans la mobilité de personnes pour la prostitution, indépendamment de l'existence de coercition ou qu'une migration s'est faite dans un but de prostitution libre sans que les personnes soient exploitées¹⁹³.

C'est par l'application du texte de l'article 231 que la recherche de terrain fut réalisée (2011, 2012 et 2013), c'est à dire, au sujet de la traite des êtres humains, les personnes interviewées avaient pris en considération ce texte, ou en avaient entendu parler que ce soit par l'intermédiaire des institutions ou par l'intermédiaire des médias¹⁹⁴. Il est important de souligner

¹⁹¹ BRASIL. *Loi n° 11.106*, du 28 mars 2005. Publiée en 29.3.2005. (Altère les arts. 148, 215, 216, 226, 227, 231 et ajoute l'art. 231-A au Décret-Loi n° 2.848, du 7 décembre 1940 - Code Pénal et autres sources.) Disponible à : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2005/lei/111106.htm. Accédé : 7 février 2017.

¹⁹² Changements effectués par l'intermédiaire de la loi 12.015/2009. Voir BRASIL. *Loi n° 12.015*, du 7 août 2009. Publiée le 10.8.2009. (Altère le Titre VI de la partie spéciale du Décret-Loi n° 2.848, de 7 décembre 1940 - Code Pénal, et l'art. 1^{er} de la Loi n° 8.072, du 25 juillet 1990, qui traite sur les crimes odieux, aux termes de l'alinéa XLIII de art. 5^e de la Constitution Fédérale et révoque la Loi n° 2.252, du 1^{er} juillet de 1954, qui traite de la corruption des mineurs.) Disponible à : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2009/lei/112015.htm. Accédé : 22 décembre de 2010.

¹⁹³ Cf. SILVA, Ana Paula da ; BENTO, Andressa Raylane ; BLANCHETTE, Thaddeus Gregory. *Sonho de Cinderela : uma análise estrutural de um mito sobre o tráfico de pessoas*. In : GUERALDI, Michelle. (Org.). *Desafios para o enfrentamento ao tráfico de pessoas*. Brasília : Ministério da Justiça-Secretaria Nacional de Justiça- Coordenação de Enfrentamento ao Tráfico De Pessoas, 2014. p.138-168. (Cadernos temáticos sobre tráfico de pessoas ; v.5)

¹⁹⁴ Ainsi, le langage de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle utilisé par les interlocuteurs prit en considération ce qui était diffusé en relation à la rédaction de l'article 231, en vigueur durant la recherche de terrain. Une autre question importante, principalement pour prendre en compte l'attachement aux programmes de télévision brésiliens retransmis dans les Guyanes pour ceux qui avaient accès au signal des antennes paraboliques, ce fut la retransmission du feuilleton *Salve Jorge*, sur les ondes entre octobre 2012 et mai 2013 (aussitôt après la recherche de terrain dans les Guyanes), qui traitait de la problématique de la traite internationale des Brésiliennes, ce qui a dû générer une série de discussions entre les Brésiliennes/iens qui accompagnaient le

que quelques questions furent posées par les chercheurs en relation à la rédaction de l'article 231 en vigueur à l'époque de la recherche comme, par exemple, le fait d'utiliser la violence, la tromperie, ou la fraude étaient des conditions d'aggravation de la peine, mais n'étaient pas des éléments qui définissaient la traite¹⁹⁵. En plus de cela, l'article ne punissait pas l'exercice de la prostitution ni le client, mais l'incitation de personnes à la prostitution ou la facilité¹⁹⁶ à cette activité, conformément à ce qu'exprimait l'article 228 : « induire ou attirer quelqu'un à la prostitution ou à une autre forme d'exploitation sexuelle, la faciliter, empêcher ou rendre plus difficile son abandon ». Même si l'article 231 prenait en considération, en plus de la prostitution, d'autres formes d'exploitation sexuelle, il ne concernait pas d'autres types de délits présents au Protocole de Palerme, comme le fait remarquer Ela Wiecko Castilho, car il ne parlait pas de « travail ou services forcés, d'esclavage ou des formes analogues d'esclavage, de servitude et de transplantations d'organes »¹⁹⁷. De cette façon, au Brésil, la législation de 2009 sur la traite des êtres humains, bien qu'elle apportât la possibilité de traiter de tous les cas, indépendamment de l'identité de genre, l'attelait à la prostitution et à l'exploitation sexuelle.

En 2016, il y eut des altérations du Code Pénal brésilien à travers des articles 13 et 16 de la Loi 13.344 : il a été inséré l'article 149-A, qui se réfère au type pénal de la traite des êtres humains, et abroge les articles 231 e 231-A, augmentant la qualification et la nature de ce crime. Selon l'article 149-A, qui donne une nouvelle qualification à la traite des êtres humains, cela signifie :

Organiser, appâter, recruter, transporter, transférer, acheter, héberger ou accueillir des personnes par le moyen des menaces graves, des violences, contraintes, fraudes ou abus, avec pour finalité de :

- I - lui retirer les organes, les tissus ou des parties du corps ;
- II - la soumettre à un travail en condition analogue à de l'esclavage ;
- III - la soumettre à n'importe quel type de servitude ;
- IV - adoption illégale ; ou
- V - exploration sexuelle.

déroulement du feuilleton, déjà que l'approche tournait autour des organisations criminelles, des fausses offres d'emploi, des femmes privées de liberté, et victimes de constante violence, etc. En Hollande, les Brésiliens interviewés dans le cadre de la recherche dirent que, au-delà de l'intrigue ayant pour sujet une histoire amoureuse, les autres questions soulevées, servirent d'alerte pour les femmes qui avaient l'intention de voyager à l'extérieur, principalement pour travailler au marché du sexe.

¹⁹⁵ PISCITELLI, Adriana. Brasileiras na indústria transnacional do sexo. *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*. 12.3.2007. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/3744>. Accès : 30 octobre 2014. Voir aussi, SILVA, BENTO et BLANCHETTE, op. cit.

¹⁹⁶ Ce sont les articles 227, 228 e 229 qui traite des différentes formes de proxénétisme. En ce qui concerne la sujection des Enfants et des Adolescents (ECA). Voir BRASIL. *Loi n° 8.069*, du 13 de juillet 1990. Publiée le 16.7.1990. (Traître sur l'Etude de l'Enfant et de l'Adolescent et d'autres sujets) disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L8069.htm. Accès : 12 décembre 2016.

¹⁹⁷ CASTILHO, Ela Wiecko V. de. *A legislação penal brasileira sobre tráfico de pessoas e imigração ilegal/irregular frente aos protocolos adicionais à convenção de Palermo*. Cascais, 2006, p.8. (Texte présenté au I Séminaire Portugal Brésil sur la traite des êtres humains en situation d'Immigration Illégale.)

Au Brésil, dans la sphère politique, le gouvernement a démontré des prédispositions à mettre en œuvre des actions¹⁹⁸ pour détecter et empêcher la traite des êtres humains (séminaires, programmes et aide aux victimes, formation des agents de l'État, campagne de prévention, création de comités et centres de lutte contre la traite des êtres humains, recherches¹⁹⁹, etc.), en collaboration avec les ONGs nationales et internationales, les institutions publiques en divers États. Les changements du Code Pénal ont été influencés par les discussions et les débats, et, particulièrement, par les résultats de deux investigations réalisées par le Pouvoir Législatif : en 2011, le Sénat Fédéral a retenu une requête qui demandait l'installation d'une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) pour enquêter sur la traite des êtres humains dans le pays²⁰⁰. Concentré sur une période de 2003 à 2011, son rapport final fut approuvé en 2012. Avec le même objectif, la Chambre des Députés, en 2011, mit aussi en place une CPI, clôturée en 2014. Les deux générèrent une série de réunions, d'audiences et discussions, et ses rapports furent l'objet de diverses recommandations et changements dans la législation et propositions de lois qui concernent ce crime.

En ce qui concerne les « nombreuses campagnes de sensibilisation sur la traite, qui apparaissent dans tous les endroits du monde », celles-ci « reproduisent l'image de femmes mises en boîtes, emballées, conditionnées, et/ou estampées avec un code-barres, comme une métaphore visuelle du crime »²⁰¹ — et dans ce contexte qui a été élaboré au Brésil, l'image d'une personne souffrant de la traite : le débat sur les travailleuses du sexe brésiliennes à l'extérieur à sa place dans la presse écrite et télévisée²⁰² du pays, qui les considèrent, d'une

¹⁹⁸ En 2006 a été créée la Politique Nationale de lutte contre la traite des êtres humains. En 2008, est entré en vigueur I Plan National de Lutte contre la traite des êtres humains - PNETP, clôturé en 2010. La même année, il a été créé le Groupe de Travail visant la coordination de l'élaboration du II Plan National de Lutte contre la traite des êtres humains - PNE, encore en vigueur.

¹⁹⁹ Le Ministère de la Justice du Brésil a diligenté la réalisation de recherches officielles, en plus de réaliser des recherches en partenariat avec des organisations internationales comme le *International Centre for Migration Policy Development* (ICMPD) et le Bureau des Nations Unies sur les Drogues et le Crime (UNODC). Voir entre autres rapports ; SILVA, Jacqueline Oliveira. (Coord.). *O tráfico de seres humanos para fins de exploração sexual no Rio Grande do Sul : informe de pesquisa*. Porto Alegre : Secretaria Nacional de Justiça-Ministério da Justiça/UNODC, 2005 ; BRASIL. Secretaria Nacional de Justiça. *Indícios de tráfico de pessoas no universo de deportadas e não admitidas que regressam ao Brasil via o aeroporto de Guarulhos*. Brasília : Ministério da Justiça, 2006 ; PROGRAMA DE LUTA CONTRA O TRÁFICO DE PESSOAS. (Coord.). *Tráfico internacional de pessoas e tráfico de migrantes entre deportados(as) e não admitidos(as) que regressam ao Brasil via o aeroporto internacional de São Paulo*. Brasília : Ministério da Justiça/OIT, 2007 ; SPRANDEL, Marcia et al. *Jornadas transatlânticas : uma pesquisa exploratória sobre tráfico de seres humanos do Brasil para Itália e Portugal..* Brasília : Ministério da Justiça, 2011 ; BRASIL. Ministério da Justiça. Secretaria Nacional de Justiça. *Pesquisa ENAFRON : diagnóstico sobre tráfico de pessoas nas áreas de fronteira*. Brasília : Ministério da Justiça. Secretaria Nacional de Justiça, 2013.

²⁰⁰ Pour une analyse de cette CPI, voir DIAS, *Migração e crime : desconstrução das políticas de segurança e tráfico de pessoas*, op. cit.

²⁰¹ SILVA, BENTO et BLANCHETTE, op. cit., p.140.

²⁰² Par l'intermédiaire de reportages et documentaires, et même du feuilleton *Salve Jorge*.

manière générale, victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle²⁰³ et de grands réseaux criminels. Adriana Piscitelli souligne que les dossiers qui ont été produits sont en accord avec le protocole de Palerme, une fois qu'ils présentent des images en phase avec « la prison, la privation de liberté, évoquant l'idée de quelque chose de forcé »²⁰⁴. Comme mentionné, les données présentées sur la traite des êtres humains méritent de prendre des précautions, quand qu'elles sont basées sur des sources et des contextes différents, et, comme avertit le Groupe Davida — formé par des scientifiques sociaux qui ont comme objectif d'étudier la prostitution à partir de la vision de travailleuses et de travailleurs du sexe — « n'importe quelles tentatives pour présenter des statistiques sur la traite exige une attention spéciale »²⁰⁵.

La recherche sur la Traite des Femmes, Enfants et Adolescents à des Fins d'Exploitation Sexuelle Commerciale au Brésil (Pestraf), réalisée entre 2001 et 2002 par l'ONG Centre de Référence, Études et Actions sur les Enfants et Adolescents (Cecria)²⁰⁶, indiqua 131 « filières », dans le pays pour la traite internationale à des fins sexuelles utilisées par les organisations criminelles qui avaient pour principales destinations, l'Allemagne, l'Espagne, les États Unis, la Hollande, l'Italie, le Paraguay, le Portugal, la Suisse, le Suriname et le Venezuela. Les victimes, dans leurs majorités, étaient des adultes issus des villes littorales brésiliennes suivantes : Fortaleza, Recife, Rio de Janeiro, Salvador et Vitória, et dans certains cas des États de Goiás, Minas Gerais, São Paulo et Pará.

La Pestraf, une des premières recherches sur la traite des êtres humains réalisée au Brésil, et de grande répercussion dans le pays et à l'extérieur²⁰⁷, devint une référence à « mentionner des données et des cas sur de supposées filières de traites des personnes au

²⁰³ PISCITELLI, *Brasileiras na indústria transnacional do sexo*, op. cit.

²⁰⁴ PISCITELLI, *Trânsitos : brasileiras nos mercados transnacionais do sexo*, op. cit., p.101.

²⁰⁵ GRUPO DAVIDA, op. cit., p.155.

²⁰⁶ La Pestraf est le fruit d'une association entre l'International Institute on Laws and Human Rights of DePaul University — celle-ci est une université privée de Chicago (États Unis) — et le Ministère de la Justice du Brésil. Elle a reçu un financement de l'Agence des États Unis pour le Développement International (United States Agency for International Development-USAID), de la OIT et de la fondation suédoise *Save the Children* pour les résultats de la Pestraf, voir LEAL, Maria Lúcia ; LEAL, Maria de Fátima P. (Orgs.). *Pesquisa sobre tráfico de mulheres, crianças e adolescentes para fins de exploração sexual comercial - PESTRAF : relatório nacional – Brasil*. Brasília : Cecria, 2002.

²⁰⁷ La répercussion des résultats de la Pestraf culmina durant la CPI de l'Exploitation Sexuelles des Mineurs, créée par l'intermédiaire de la Requête n° 02, de 2003-CN, qui investigua des situations de violence et l'existence de réseau d'exploitation sexuelle d'enfants et d'adolescents. La CPI siègea durant la période de juin 2003 à juin 2004. Pour les résultats de cette CPI, voir : CONGRESSO NACIONAL. *Relatório final da Comissão Parlamentar Mista de Inquérito - criada por meio do requerimento n° 02, de 2003-CN, « com a finalidade investigar as situações de violência e redes de exploração sexual de crianças e adolescentes no Brasil »* Brasília, juin 2004. Disponible sur : <http://www2.senado.leg.br/bdsf/item/id/84599>. Accès : 30 mai 2016.

Brésil »²⁰⁸. Toutefois, elle fut « la cible de diverses critiques dues à des problèmes méthodologiques »²⁰⁹, car la plupart des données obtenues pour l'inventaire des « filières » citées, privilégièrent comme source les médias et la Police Fédérale, sources qui demandent un traitement critique²¹⁰. En plus de cela, son rapport sur la traite des êtres humains paraît lié au tourisme sexuel, ainsi qu'à d'autres « échanges sexuels et économiques comme la prostitution et le mariage d'étrangers, et les voyages internes, sur le territoire brésilien, pour s'adonner à la prostitution »²¹¹. Selon Ana Paula da Silva e Thaddeus Blanchette,

Les informations présentées par la PESTRAF ne sont, en aucune manière, des éléments fiables desquels nous pouvons tirer quelques conclusions précises se référant à la traite des êtres humains au Brésil. Tout ce que nous pouvons dire c'est qu'il y a des évidences que la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, de fait, se passe au Brésil, parce que pour le moins quelques-unes des études de cas le démontrent.²¹²

Les auteurs ajoutent que la Pestraf, réalisée sur la base de sources et de méthodologies discutables, renforça les mythes et servit pour alimenter les données de l'ONU et d'autres organisations internationales²¹³, et a influencé les actions, les débats contre les trafics au Brésil²¹⁴. Ainsi :

le résultat pratique le plus concret de la PESTRAF a été de contribuer à un sentiment de panique morale croissante au Brésil devant le phénomène de la traite. Cette panique, à son tour, a eu pour résultat la promulgation d'une politique nationale de combat de la traite au Brésil qui n'eut pas beaucoup d'effet en termes de « protection des victimes », mais beaucoup en termes de

²⁰⁸ BLANCHETTE, Thaddeus Gregory ; SILVA, Ana Paula da. As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil. *Ártemis*, v.18, n.1, p.12-27, 2014 (p.12).

²⁰⁹ PISCITELLI, *Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas*, op. cit., p.39.

²¹⁰ GRUPO DAVIDA, op. cit. ; BLANCHETTE et SILVA, As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil, op.cit.

²¹¹ PISCITELLI, *Trânsitos : brasileiras nos mercados transnacionais do sexo*, op. cit., p.97.

²¹² BLANCHETTE et SILVA. As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil, op. cit., p.21.

²¹³ Parmi les organisations citées par les auteurs, qui utilisèrent de données discutables (mais politiquement utiles pour ses propositions) de la Pestraf dans son rapport, on trouve l'UNODC et la OIT (les deux agences multilatérales de l'ONU), et l'Organisation Internationale pour les Migrations. Voir INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION. *Data and research on human trafficking : a global survey*. Geneva : IOM, 2002 ; DIAS, Cláudia Sérvulo da Cunha. (Coord.). *Tráfico de pessoas para fins de exploração sexual*. Brasília : OIT, 2005 ; UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME. *The globalization of crime : a transnational organized crime threat assessment*. Vienna : The United Nations Office on Drugs and Crime, 2010.

²¹⁴ Pour une analyse critique du rapport de la Pestraf, voir BLANCHETTE, Thaddeus Gregory ; SILVA, Ana Paula da. On bullshit and the trafficking of women : moral entrepreneurs and the invention of trafficking of persons in Brazil. *Dialectical Anthropology*, v.36, p.107-125, 2012 ; e BLANCHETTE et SILVA, As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil, op. cit.

vigilance et de répression, spécialement concernant la mobilité internationales des Brésiliennes²¹⁵.

Il est indéniable que la Pestraf a contribué à donner une visibilité au problème de la traite des êtres humains sur l'agenda public brésilien, mais elle n'a pas donné la possibilité de connaître la réelle dimension du problème dans le pays. En plus, le discours qui a été prononcé sur le thème, guidé par des confusions conceptuelles et des données diverses, parfois divergentes, mérite un débat plus ample. Adriana Piscitelli, Ela Castilho et Kamala Kempadoo, par exemple, ont posé comme problème que le discours judiciaire et les politiques contre la traite des êtres humains ont criminalisé le travail sexuel et renforcé le contrôle des frontières, affectant la mobilité des personnes sur le marché du sexe²¹⁶.

1.2.2 Les pièges du parcours migratoire

En ce qui concerne la traite des êtres humains, le migrant peut traverser la frontière légalement ou illégalement²¹⁷, et celle-ci peut être interne ou transnationale, mais la relation du trafiquant avec son 'client' ne finit pas quand celui-ci arrive à destination, parce que débute une relation de commercialisation et d'exploitation. Le migrant devient une victime et, en accord avec le Protocole de Palerme, il doit être protégé de ses exploiteurs, ne pouvant pas être jugé par un procès criminel dans le cas où il aurait enfreint quelques normes en arrivant dans le pays d'accueil²¹⁸. Dans les cas les plus « classiques » divulgués par les médias, par les ONGs et les agences gouvernementales, il n'y a pas de paiement anticipé de la traversée, mais l'acquisition d'une dette qui est réclamée postérieurement avec intérêts, qui la rend souvent impossible à rembourser, et sa récupération devient alors le moteur initial de l'exploitation de la victime, allant jusqu'à la privation de liberté, la confiscation du passeport et la violence.

²¹⁵ BLANCHETTE et SILVA, As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil, op. cit. p.24-25.

²¹⁶ Voir PISCITELLI, Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas, op. cit., p.39 ; CASTILHO, A criminalização do tráfico de mulheres : proteção das mulheres ou reforço da violência de gênero?, op. cit. ; et KEMPADOO, op. cit.

²¹⁷ Ce qui peut induire en erreur, est que la situation de la traite des êtres humains peut être confondue avec la traite des migrants. Voir RODRIGUES, Thaís de Camargo. *O tráfico internacional de pessoas para fim de exploração sexual e a questão do consentimento*. 204p. Dissertation (Master en Droit Pénal) - Université de São Paulo, São Paulo, 2012.

²¹⁸ Ibidem.

Parmi les données collectées durant ma recherche de terrain réalisée en Hollande en 2013, il y a le cas d'une Brésilienne dont l'accompagnement fut fait par la Fondation Tenda jusqu'au moment où il passa à être traité par les autorités du pays. Ce cas fut accompagné par Marcos Viana²¹⁹, 46 ans, pasteur et chef d'entreprise, deux filles, a terminé le lycée, originaire du Minas Gerais. Marco migra pour la Hollande en 1997, à 30 ans pour travailler ; à l'époque de ma recherche de terrain, il agissait (il agit toujours) comme leader religieux et social de la fondation Tenda, une ONG qui ne comptait pas sur les financements externes : il réalisait le travail par l'intermédiaire d'une équipe interdisciplinaire de volontaires qui orientait et conseillait dans les domaines juridiques, sociaux, psychologiques et pastoral, donnant principalement une aide aux Brésiliennes en situation difficile en Hollande — pour le citer, « depuis le passeport que la personne avait perdu jusqu'à celle qui disait s'être évadée d'une situation de captivité ».

Selon Marcos, il s'agissait d'une victime de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, qui arriva en 2008 ou 2009 (pour prendre en charge plusieurs demandes, il ne put en préciser avec précision l'année), dans une ville du nord de la Hollande : la femme fut prisonnière dans une *club* de prostitution durant trois mois, « prisonnière littéralement dans ce type de situation, parce que, à son arrivée lorsqu'elle apprit qu'elle ne serait pas réceptionniste d'un petit hôtel comme prévu mais prostituée, elle se refusa immédiatement ».

La femme ne souffrit pas de violences physiques, mais fut trompée et maintenue contre sa volonté avec son passeport confisqué. Vivant une situation de vulnérabilité, durant les trois mois où elle fut prisonnière elle fut incitée à se prostituer ; elle finit par tomber malade, et, quand elle fut rétablie, les pressions augmentèrent, parce qu'ils voulaient recevoir l'argent payé pour le voyage : « ils lui firent la proposition suivante : ‘ Bon fait cela : tu travailles une nuit, tu factures la valeur que nous avons payée pour ton voyage et quelques autres dépenses, et ça va aller. Une nuit de travail, et tu factures cela’. Elle répondit : ‘c'est d'accord’ ».

Contrainte, elle fut d'accord pour se prostituer, pour récupérer son passeport, et payer ce qu'elle « devait » et s'en aller, mais elle négocia qu'elle ne s'occuperait de clients qu'une nuit. Elle récupéra l'argent mais ils ne respectèrent pas l'accord :

Et elle, très heureuse, en présentant les comptes elle dit : « Maintenant donnez-moi mon passeport ». Ils lui ont tapoté l'épaule et lui ont dit : « Maintenant on sait que tu peux travailler ». Alors elle se désespéra et tomba à nouveau malade

²¹⁹ Interviewée en 2013 en Hollande ; elle avait la permission pour habiter dans le pays.

[...]. Quand elle commença à aller mieux, elle commença à faire de petites tâches, là-bas, de nettoyage : « Pour le moins, cela tu dois le faire ».

Un matin, un peu après la fermeture du *club* de prostitution, le responsable pour l'organisation du local lui demanda de fermer la porte ; elle fit semblant de fermer et rendit la clef, et quand les femmes étaient en train de dormir, elle s'enfuit. Sans savoir où aller, elle entra dans une gare pour prendre le premier train qui passait :

Elle entra sur un quai, justement le quai qui donnait accès à Amsterdam, et là, elle rencontra une personne qui parlait portugais du Portugal, et qui était un fonctionnaire de l'IOM [International Organization for Migration]. [...] Quand elle lui parla en portugais — que c'était l'unique chose qu'elle pouvait faire — elle reçut une réponse... Il dit : « Calme là, tranquille, calme, calme ». Et lui avait quelques difficultés, c'était un Hollandais qui parlait portugais et elle : « Aidez-moi. Aidez-moi ». Alors il la mit dans le train et à l'intérieur il m'appela : « Écoute, je suis dans une situation ici, j'ai l'impression que c'est ça et ça et ça ». Et alors je pris des dispositions pendant le temps du voyage de plus ou moins quarante minutes [...].

La femme fut admise à un programme de protection des victimes de la traite des êtres humains de la Hollande, puis commença à collaborer avec la police du pays. Marcos ne sut pas me dire comment se déroula la procédure, si elle est restée dans le pays et si elle a obtenu une protection nécessaire quand ce ne fut plus possible pour lui d'accompagner ce cas :

Une autre chose : elle a dénoncé aussi, à cette époque, qu'il y avait, durant cette période, plusieurs contrôles de police dans ce local, et les responsables de l'établissement étaient informés par avance qu'il y aurait un contrôle. Alors la complicité entre cette mafia et des personnes intégrées aux organismes qui devraient la réprimer, est évidente. Alors vous imaginez déjà l'ampleur du scandale. Par exemple : Il va y avoir une descente et vous, par avance, vous savez qu'il y aura une descente, vous avez un informateur qui fait partie de cette mafia.

Les failles et les manquements dans le contrôle d'endroits connus d'offre de services sexuels, dans ce cas, sont perçus par Marcos comme l'existence d'une « mafia », parce qu'il y avait des contrôles où la femme se trouvait et qu'aucune irrégularité ne fut détectée. Le cas fut enregistré comme la traite des êtres humains par les autorités hollandaises. La femme, même privée de liberté, ne fut pas soumise à de mauvais traitements, mais fut soumise à des violences psychologiques et contrainte de travailler, que ce soit dans la prostitution ou les services domestiques, sous le prétexte qu'elle devait s'acquitter d'une dette contractée durant le voyage.

Quand elle réunit suffisamment d'argent pour le payer, cela ne fut pas satisfaisant pour les trafiquants car leurs intentions n'étaient pas de la libérer mais de l'exploiter. Un cas grave, qui sans aucun doute, viole la dignité et les droits humains. Des cas semblables ne furent pas relatés par les interlocuteurs au Guyana, en Guyane Française et au Suriname, mais en Hollande, selon Marcos, il y eut d'autres cas pour lesquels il fut contacté pour entrer en relation avec les supposées victimes de la traite à des fins de prostitution ou de services domestiques. Les cas qu'il décrit, concernent la fuite, le sauvetage, l'accueil pour sa part, mais il n'eut pas d'informations sur les procédures suivies ensuite par les autorités ; on lui indiqua à peine les informations préliminaires de la procédure initiale, parce qu'il ne lui était pas permis de savoir comment seraient traités les cas des victimes supposées, s'ils avaient été traités de manière adéquate ou si les femmes avaient été expulsées après avoir témoigné :

Plus ou moins trois ou quatre mois plus tard, apparut une femme qui... elle affirma qu'elle était prisonnière dans une maison. [...] Elle s'était enfuie de la maison. Mais elle se refusa à me dire où cela se passait et le reste, mais moi, avec l'intention de l'aider, je ne m'interrogeais pas sur la véracité des faits et lui proposait de la guider dans les démarches afin de la protéger, ce qui est la première chose à faire : une dénonciation à la police. [...] Elle ne voulait pas trop s'exposer. Je lui dit : « Non, c'est votre vie privée, à partir du moment que je vais vous amener à la police, même moi j'aurai des difficultés à entrer en contact avec vous ». Parce qu'il y a une procédure ici, connue comme B9, qui est une procédure qui protège les victimes de la traite des êtres humains de manière générale, qu'elle soit sexuelle ou de travail. Et elle accepta de faire la dénonciation, et après cela je perdis le contact avec elle, parce qu'automatiquement les autorités l'isolèrent.

Par son récit, il est évident que, dès que la personne accepte de faire la dénonciation, elle est isolée, et son cas est maintenu en secret, il n'est pas possible de savoir qu'elles sont les procédures suivies. Un des cas qu'il me conta fut lié aux services domestiques et concernait deux victimes, et l'une d'elles retourna au Brésil — et pour ce qu'il me raconta, on peut penser qu'elle retourna au Brésil pour ne pas avoir coopéré avec les autorités locales parce que l'autre victime gagna le droit de rester en Hollande en raison de sa collaboration —, et il n'y a pas moyen de savoir si son séjour dans le pays coïncida avec la période d'investigation légale du cas :

– le cas précédent fut un cas de... complètement absurde, ce fut un type d'esclavage : deux jeunes étaient en situation d'esclavage dans une maison, et en plus de l'asservissement, elles étaient maltraitées. Les tâches ménagères. Une trouva le courage de fuir après avoir reçu un coup avec un objet — je ne sais si c'est un fer à repasser —, qui la blessa à la tête, et elle entra dans un

restaurant, et la personne du restaurant l'identifia comme une Brésilienne ; ils appelèrent le consulat, le consulat me contacta et je fus la chercher. Celle-ci aussi, après beaucoup d'hésitation, accepta de faire un B9, c'est à dire cette dénonciation, qui automatiquement délivrerait celle qui était restée. Aussi quand elle fut amenée à la police, celle-ci immédiatement envoya une équipe qui alla jusqu'à l'endroit et sauva la fille.

– Les deux étaient irrégulières ?

– Les deux étaient irrégulières. [...] L'une obtint le droit de rester en Hollande, parce que le B9 donne cette possibilité, durant l'investigation ; l'autre est déjà retournée au Brésil. Mais les rapports sont absurdes, de types tortures, des nuits entières de tortures psychologiques en plus d'avoir été marquées avec un fer à repasser chaud. Une situation anormale. De l'eau chaude jetée sur les filles. Celle, principalement, qui est restée, qui était la plus fragile et qui ne réagissait pas beaucoup, celle-ci fut la victime la plus marquée. [...] Elle est passée ici par un processus d'accompagnement ; elle est restée dans une maison avec une adresse secrète, oui, et les gens savent que la structure offre tout l'accompagnement psychologique, mais ce qui reste ce sont des blessures profondes de l'âme.

Les pressions pour que les femmes se prostituent de manière forcée ou travaillent à des services domestiques — sous le prétexte d'une dette, sous la menace de dénoncer sa situation irrégulière dans le pays aux autorités, etc., et la méconnaissance de la langue et des droits — semblent être plus présentes dans les pays où les exigences migratoires et les contrôles sont plus rigoureux. Deux cas rencontrés sur le terrain montrent des formes de contrainte pour que la femme se prostitue.

Angela²²⁰, 40 ans, vendeuse, deux filles, a terminé le lycée, originaire de Santarém (Pará), en 2011, cela faisait dix-neuf années qu'elle vivait en Guyane Française. Elle était arrivée en accompagnant une autre Brésilienne, qui habitait à Cayenne et qui avait l'habitude de faire la traversée : elle avait vendu tout ce qu'elle avait pour payer les dépenses du voyage et du passeur. La femme lui avait promis qu'elle l'hébergerait dans sa maison jusqu'à ce qu'elle trouve un travail, mais quelques jours après son arrivée, elle lui proposa un travail de prostituée dans un bar dont elle était la propriétaire. Comme elle refusa l'offre, elle fut expulsée de la maison par la femme qui changea d'avis et dit qu'elle ne continuerait plus à l'aider. Comme elle avait dépensé toutes ses économies pour traverser la frontière, Angela demanda à être hébergée par un français, voisin de la maison dont elle venait d'être expulsée. Il l'accueillit et elle en vint à faire le ménage, pour payer son séjour. Plus tard, elle commença une relation amoureuse et elle réussit à régulariser sa situation administrative dans le pays. Ils eurent deux filles, et, à l'époque de la recherche de terrain (quand la fille avait 16 ans et le fils 19), même

²²⁰ Interviewée en 2011 en Guyane Française (notes du carnet de terrain).

s'ils partageaient le même toit, ils étaient séparés. Angela raconta qu'ils faisaient chambres à part, qu'elle évitait d'arriver tôt à la maison pour ne pas parler à son ancien compagnon. Elle ne voulait pas quitter la maison car elle considérait que celle-ci leur appartenait en commun, qu'elle avait des droits sur elle, car elle avait investi beaucoup pour sa construction — espérant qu'il parte ou qu'il lui rembourse sa part, ce qu'il se refusait à faire. Angela travaillait dans le magasin d'une Française, et gagnait suffisamment pour être indépendante. Avec l'aide de son ex-compagnon elle avait réussi à se structurer et à se libérer de la situation de vulnérabilité dans laquelle la femme l'avait laissée quand elle l'avait expulsée dans la perspective qu'elle se soumette à l'exploitation sexuelle.

Une autre tentative de prostitution forcée se passa en Hollande. Le cas fut considéré par les autorités comme la traite internationale des personnes. Aline²²¹, 25 ans, serveuse, sans enfants, 1^{ère} année d'études universitaires, originaire de Belo Horizonte (capitale du Minas Gerais). Quand elle avait 2 ans, elle et sa sœur plus jeune (de 1 an) furent envoyées dans un orphelinat par les parents où elles restèrent jusqu'à l'âge de 11 et 10 ans, respectivement ; ensuite, par détermination judiciaire, la mère, déjà séparée du mari dut les accueillir dans sa maison : comme le couple n'avait pas signé les papiers autorisant l'adoption, la mère fut appelée pour les signer ou assumer la garde des deux. Plus tard, Aline alla habiter avec le père, la grand-mère de 69 ans, une tante et une cousine ; la sœur restant avec la mère (elle se maria encore adolescente). Même habitant avec le père, elle n'avait pratiquement pas de contact avec lui : alcoolique, en sortant du travail, avant de rentrer à la maison, il allait dans les bars. La maison dans laquelle ils habitaient était d'une autre tante, qui finit par la vendre et tout le monde dû trouver un endroit pour habiter — Aline et le père allèrent habiter ensemble dans une maison louée. Quand elle eut 14 ans, le père alla travailler à São Paulo et ne revint pas ; pour ne pas avoir payé le loyer, elle dû sortir de la maison. Elle habita deux mois dans la rue puis alla dans la maison d'une amie plus vieille, mère de trois filles, dont elle s'occupait quand cette dernière allait travailler. Après quelques mois dans cette maison elle se lia avec un voisin qui avait alors 25 ans. Ils habitèrent ensemble rapidement dans la maison de la mère du garçon. Quand elle eut 17 ans, suite à des violences domestiques, Aline décida de retourner dans la maison de sa mère, mais la connivence ayant disparu, cela ne marcha pas. A 18 ans, elle partit pour Rio de Janeiro, où elle travailla comme domestique puis comme serveuse. A Rio, elle reprit ses études. Elle fit un cours pour finir le second cycle et un cours d'anglais, parce qu'où elle travaillait il y avait beaucoup d'étrangers. Encore à Rio, elle renoua la relation avec sa mère, qu'elle rencontrait de

²²¹ Interviewée en 2013 en Hollande ; elle avait un visa d'une validité d'un an.

temps en temps ; avec son père elle avait perdu le contact. En 2010, elle revint à Belo Horizonte, loua une maison, s'inscrivit à un cours de Licence en Lettres, dans une faculté privée — et elle connut un gars, avec lequel elle sortit pendant quelques mois. Quand cette relation prit fin, il la menaça de mort, mit le feu à sa maison, et elle perdit tout ce qu'elle avait. Dans la difficulté de tout recommencer à zéro dans sa ville natale et ayant peur de son ex, elle retourna à Rio en 2011 :

J'avais peur tu vois, parce que je pensais : « Mince alors, la police ne l'arrête pas ? J'ai déjà dit à la police qu'il me menaçait, et elle ne l'arrête pas ? Et alors, je n'ai pas eu le choix, j'ai réuni mes choses et j'ai dit : « Je vais retourner à Rio, parce qu'à Rio j'ai bien plus d'amis qu'à Belo Horizonte ». Et je suis retournée à Rio, et il est resté là-bas, mais la police n'a jamais rien fait. J'ai dû payer tous les dégâts de la maison, avec l'argent que j'avais, oui. J'ai payé la réparation de la maison, il ne m'a aidé en rien. Et je suis retournée à Rio.

A Rio, alors qu'elle cherchait un emploi, elle reçut une proposition pour travailler dans un restaurant à Amsterdam, d'un Hollandais, d'origine turque, Zeki, qu'une connaissance avec qui elle avait travaillé comme serveuse lui avait présenté. Zeki lui dit qu'il pourrait lui avoir un travail régulier dans son restaurant quand il retournerait en Hollande et elle accepta la proposition ; elle demanda son passeport et elle attendit de partir en voyage :

C'était une recommandation, vous comprenez ? [...] C'était un ami de mes connaissances. [...] Il m'avait dit : « Regarde, je retourne en Hollande, dès que j'arrive là-bas je vais tout résoudre et tu vas pouvoir venir ». [...] Il m'a envoyé le billet vous comprenez ? Il m'envoya tout correctement, il envoya toutes ses adresses. Et quand je suis arrivée... j'avais voyagé seule, le vol de Rio de Janeiro pour le Portugal. [...] Je suis arrivée là-bas [Portugal], et ils me demandèrent et tout et j'ai dit : « Regardez, je vais en Hollande ». Mais je ne pouvais pas leur dire que j'allais y travailler, parce qu'avec un visa de touriste — parce qu'il m'avait déjà dit que je ne pourrais pas y travailler [légalement] — je ne pouvais pas parler aux autorités, pour l'Immigration que j'allais là-bas pour travailler ; je devais dire que j'allais là-bas comme touriste. Quand je serai arrivée là-bas, il allait régler tous mes papiers, pour que je travaille légalement dans le restaurant. [...] Je suis arrivée au Portugal et j'ai tout raconté correctement : « J'ai quelques amis, je vais leur rendre visite ». « Ah oui, c'est ok. » Ils ont appelé mon contact, tout était normal. [...].

Les dépenses du voyage ayant été payées par Zeki, elle rembourserait la dette en plusieurs fois, quand elle commencerait à travailler. En arrivant à Amsterdam, Zeki lui présenta un homme qui l'hébergera en attendant sa régularisation dans le pays. Cet homme vivait seul (de temps en temps il recevait la visite de sa fille, une enfant d'environ neuf ans), il parlait

allemand et très peu d'anglais, et le dialogue entre les deux se limita aux salutations et aux gestes, et quelques mots en Anglais quand elle voulait avoir des nouvelles sur son embauche :

En arrivant en Hollande, il m'attendait [...] ; il arriva avec un autre homme. [...] Et il dit : « Écoute-moi Aline, pour l'instant tu vas rester dans la maison de cet homme, tu comprends ? Jusqu'à ce que je réussisse tous les papiers pour que tu commences à travailler ». Je dis : « Pas de problème, je reste. Mais je vais aider ici pour les choses, il n'y a pas de problème. Je vais aider au nettoyage, ce que je peux faire je vais le faire » — pour maintenir un respect mutuel ici tu vois. « Oui, c'est bien, c'est bien. » [...].

En attendant la place promise, Aline resta presque deux mois dans cette maison (le temps nécessaire pour qu'elle puisse circuler à Amsterdam seule et connaître d'autres personnes) ; mais le temps passant, elle commença à se préoccuper pour son visa de touriste :

Il me montra la chambre où j'allais dormir, et me traita superbement au début, tu sais ? Sauf que, le temps passait. Je restai un mois, et je demandais pour le travail. « Ton ami va tout résoudre, il est en train de régulariser les papiers. » Puis deux mois passèrent, et je continuais de demander : « Hé, qu'est ce qui se passe, où est le travail ? Je ne vais pas commencer à travailler ? ». Alors cet homme dit : « Je vais parler à Zeki » — c'est son nom — « je vais lui parler pour voir ce qui se passe ». J'essaie de comprendre, tu vois. Je dis : « Je dois parler à ce type », ainsi, faisant des gestes, pour qu'il rentre en contact pour savoir si l'homme qui m'avait promis un travail allait me parler. Et alors on a continué à parler : « Non, tout va bien, on y est presque, les papiers sont presque prêts, tu vas pouvoir travailler au restaurant ». C'est à ce moment que j'ai commencé à me méfier. J'ai dit : « Quelque chose ne marche pas, parce que ça dure trop. Mon visa va prendre fin » — c'était trois mois pour un visa touristique. Et alors j'ai attendu, et mon visa arriva presque à expiration. J'ai eu peur.

Alors il commença à lui mettre la pression pour qu'elle rembourse sa dette, et la manière suggérée de gagner de l'argent fut qu'elle aille travailler dans une vitrine de la Red Light District, mais elle refusa et demanda de l'aide pour fuir :

Je pouvais sortir, et je suis sortie [...], je me suis divertie, j'ai connu des personnes là en Ravela, tu sais ? J'ai eu jusqu'à des amis là-bas. Je revenais. Seulement quand arriva la fin du second mois, le propriétaire de la maison, il commença à me traiter d'une manière différente. Il disait ainsi, que je devais trouver de l'argent, qu'il voulait de l'argent. [...] Il me dit : « Je veux l'argent du billet d'avion que tu me dois ». Je répondis comme cela : « Regarde, je vais travailler, je veux te payer mais Zeki ne me donne pas de travail, tu comprends ? ». Et lui : « Non, je ne veux rien savoir, je veux mon argent ». Alors il appela Zeki, et Zeki me dit : « Écoute Aline, tu dois attendre, je vais résoudre le problème, tu comprends, mais tu dois attendre ». [...] Mais, l'homme ne

voulait pas attendre. Il commença à me dire que je devrais aller travailler là-bas [...] à la Red Light, à la Ligne Rouge, Quartier Rouge. [...] Lui : « Tu travailles là-bas, dans cet endroit, et tu me donnes l'argent ». Et alors je me suis mise en colère à ce moment. A cette époque, j'avais déjà connu d'autres personnes et j'ai dit : « Hé mince, c'est fini ». Je suis sortie en ville et je suis entrée en contact avec les personnes que je connaissais déjà.

Les personnes à qui elle demanda de l'aide, allèrent chercher ses affaires, et elle réussit à fuir — mais ils emportèrent qu'une partie de ses possessions, parce que l'homme tenta de l'empêcher de partir en l'agrippant, et Aline lutta pour se dégager de ses griffes, et lui en arriva à la menacer avec un couteau. Lors de sa fuite, sa préoccupation principale était que son visa de touriste était en train d'expirer, et qu'elle devait trouver une manière de régulariser sa situation dans le pays. Aline ne se prostitua pas mais elle a dû être ferme pour se libérer des intimidations et du harcèlement :

J'ai tout organisé. Ce sont mes collègues, que j'avais connus qui m'aidèrent à ce moment, ils arrivèrent avec un van. Je suis montée, j'ai réuni mes affaires le plus rapidement possible, pour qu'il ne s'en rende pas compte ; alors que j'avais presque fini de tout regrouper, il est monté, et en me voyant il a dit : « Où est l'argent ? Tu as apporté l'argent pour me payer ? ». Il m'a mis la pression. Alors je lui dis : « Je vais te payer, je vais te payer, mais maintenant je dois partir. Je ne vais pas rester ici, non ». Parce qu'il voulait m'obliger. Je ne vais pas rester dans un endroit où le type me force à faire ce type de choses, non. « Je vais te payer, mais je ne vais pas rester ici, je vais dans un autre endroit, mais je vais t'envoyer l'argent. » « Non, je veux l'argent maintenant, tu vas devoir me payer maintenant avant de partir. » Je dis : « Je n'ai pas d'argent en ce moment ». [...] Il ne voulait pas me laisser partir, il... j'ai commencé à me battre avec lui. On s'est battu comme des chiffonniers là. Quand il a vu qu'il n'y avait aucun moyen pour me contrôler, il a pris un couteau de cette taille pour m'attaquer. Et quand je l'ai vu avec le couteau, je suis sortie en courant. J'ai pris mes deux valises et je suis sortie en courant, désespérée ; Je pensai que cet homme allait me tuer. Il était de l'Indonésie, cet homme qui parlait *Deutsch* [allemand]. Et celui que j'avais connu là-bas au Brésil, il n'était pas Hollandais, il était Turc.

Aline réussit à fuir de la maison, quand elle ne se sentit plus en sécurité, et elle alla dans la maison d'un couple, un Surinamais et sa petite amie, Hollandaise, amis d'un Irakien qu'elle avait connu lors d'une de ses sorties. Libérée d'une première affaire, elle tomba dans une deuxième, aussi incertaine : comme elle voulait régulariser sa situation, pour pouvoir travailler,

la solution qu'elle trouva fut un mariage « blanc » avec son ami irakien²²² — affaire qui ne se concrétisa pas :

Ils m'arrangèrent un endroit où rester, puis je fus dans la maison d'un autre garçon, qui avait une petite amie[...]. J'étais en train de penser à ce que je pouvais faire pour trouver un travail, parce que je n'avais rien au Brésil, et pour moi, le mieux c'était de rester en Europe. Je ne voulais pas rester clandestine, alors que pensais à ce que je pouvais faire pour être en situation légale ici. Alors, ce type que j'avais connu — il était de l'Irak —, il me parla ainsi : « Aline, si tu veux, je peux t'aider. Je me marie avec toi et tu as ton visa pour rester ici en Hollande ». Je le connaissais déjà — il n'était pas si moche, je le trouvais joli, il m'intéressait —, alors je dis : « Oui pour moi c'est super. Tu vas vraiment faire cela pour moi ? Même si tu ne veux pas une réelle relation avec moi, seulement pour que j'aie un endroit où je pourrai rester, un endroit où je pourrai travailler ». Alors lui : « Oui, je peux, oui » — Je suis sortie ce jour-là, et je suis restée là, dans la maison de ce type et de sa petite amie. Tu sais ce qui est arrivé. Ce type est sorti, et il n'est jamais revenu. Je suis restée seule là-bas, dans la maison de ce type, qui était du Suriname [...]. Il dit : « Écoute, tu attends le type, mais il ne va pas revenir non ; il a été arrêté ». Je dis : « Voilà, l'autre est un criminel aussi, il s'est planté ». [...] C'est à ce moment que j'ai appris que c'était un cambrioleur.

Quand elle habita avec le Surinamais et sa petite amie, Aline assumait, de sa propre initiative, les tâches domestiques, pensant ainsi qu'elle paierait pour son hébergement²²³, mais deux semaines après que son presque mari « de façade » a été arrêté, le couple commença à dire qu'elle avait besoin de travailler, et que l'endroit adéquate, pour l'instant, était une vitrine de la Ligne Rouge. Ils en arrivèrent à prendre son portable, son passeport — et à nouveau la fuite, elle dû se battre physiquement. Cette fois-ci, il n'y eut pas de couteau mais un revolver :

J'aidais au nettoyage, j'aidais à faire la cuisine ; je faisais à manger, je lavais le linge et tout ce que je pouvais faire pour que ces personnes m'aident un peu. Saut que ces personnes, ils commencèrent à parler au sujet de la Ligne Rouge, à nouveau, tu vois, du Quartier Rouge. De cette manière : « Tu vas devoir aller là-bas, ». Je dis : comment ça ? Vous voyez tout ce que je suis en train de faire, tout ce qui est possible pour m'en sortir, et vous allez vouloir faire la même chose avec moi ? ». Et je commençais à avoir peur. Seulement alors que j'étais en train de dormir, ils sont entrés dans la chambre et ils ont volé mon passeport. Ils ont volé mon passeport, mes cartes de crédit, ils ont volé tout ce que j'avais. Et je dis : « Alors, où est mon passeport ? ». Ils dirent : « Tu vois, ton passeport était ici, mais mon frère la prit. Il n'est plus ici, oui. Tu vas devoir travailler là-bas à la Ligne Rouge, au District Rouge ». Je dis : « Ah, oui ? » « C'est exactement ça ? », il répéta, « C'est exactement ça ». Alors je

²²² L'idée de tous les deux était de faire un mariage « blanc », c'est à dire sans une relation amoureuse ou sexuelle, dans l'unique objectif qu'elle puisse obtenir les papiers nécessaires pour rester dans le pays de manière légale.

²²³ C'est intéressant de noter que les Brésiliennes qui racontaient des situations dans lesquelles elles devaient rester dans la maison de quelqu'un, assumaient tout de suite les tâches domestiques, pensant ainsi que cela paierait leurs hébergements.

me suis assise sur le sofa et j'ai pensé. Je me suis assise pour penser — alors qu'ils étaient là, tu vois. J'ai commencé à penser. Je me disais : « Mon Dieu, qu'est-ce que je peux faire, Mon Père ? Qu'est-ce que je dois faire ? Parce que si je retourne au Brésil, je sais que je n'ai aucun endroit où aller. Pour arriver à gagner un peu d'argent, il va falloir que j'attende ». Ici ils ne me laisseront pas partir. Ils ont volé mon portable, je ne peux avoir de contact avec personne. Je suis prisonnière à l'intérieur de cet appartement. S'il y a eu une heure qui me fit hésiter ce fut ce jour-là. [...] alors je dis : bon, mec, on va faire un accord ? » — il était dans la chambre et moi dans le salon — « Vous me rendez mon passeport ; je m'en vais, je retourne au Brésil ». Il dit : « Ton passeport n'est pas ici, il n'est pas avec moi ». Je dis : « Mec, s'il te plaît, donne-moi mon passeport ». « Il n'est pas ici. » Je dis : « Tu ne vas pas me rendre mon passeport ? ». Il dit : « Il n'est pas ici ton passeport ». Je dis : « C'est bien ». [...] Il était dans la chambre quand il était en train de parler. J'ai fermé la porte, je suis sortie en courant dans les escaliers — ils avaient laissé la clé sur la porte —, je suis sortie en courant par la porte, je suis descendue, quand il a vu que j'étais en train de descendre par l'escalier, il s'est mis à courir pour me rattraper [...]. Il arrivait en courant et moi je courais. Mec, ce jour là je suis sortie en courant et au moment que j'ai vu — que j'ai de l'hasme et que je n'arrivais pas à bien courir —, quand j'ai vu qu'il qu'il était presque sur le point de me rejoindre, il n'y a eu rien à faire, j'ai dû m'arrêter. Au moment où je me suis arrêté, il est arrivé [...], et j'ai commencé à lutter à bras le corps avec lui, j'ai lutté avec lui, et il m'a jeté au sol, [...] on a commencé à lutter, moi lutant, me disputant pour voir s'il me laissera partir. Quand je suis restée par terre, là, il est retourné en courant à l'appartement, et il a pris un pistolet. A l'instant où je l'ai vu avec un pistolet à la main, j'ai dû courir le plus rapidement possible, tu vois, parce que il était encore loin, même s'il voulait m'atteindre il n'aurait pas réussi, parce que pour réussir tu dois très bien viser. Quand je suis sortie en courant, il a vu que j'étais déjà en train de disparaître, il est rentré chez lui. Et alors, j'ai demandé de l'aide dans la rue. J'ai dit : « Mec, s'il te plaît » — des personnes qui travaillaient, des fonctionnaires, qui travaillaient dans la rue — « s'il vous plaît, j'ai besoin d'appeler la police, ils ont volé mon passeport, je dois sortir d'ici, je ne sais pas ce qui se passe ». Ils ont appelé la police, elle est arrivée, j'ai dû raconter du début jusqu'à la fin, depuis l'histoire du Brésil jusqu'au moment où j'ai appelé la police. Et à ce moment ils m'ont emmenée ici.

En novembre de 2011, quand la police la retrouva dans la rue, Aline en arriva à être protégée par le gouvernement hollandais, pour sa collaboration avec la justice. Quand elle fut interviewée, elle habitait dans un endroit avec d'autres femmes de différentes nationalités, y compris des Hollandaises ; il y avait aussi des femmes qui attendaient la finalisation des investigations, des procès judiciaires ou pour l'insertion à d'autres programmes d'assistance sociale (dans le cas des nationaux). Selon ce qu'elle a dit, l'endroit était administré par deux institutions : l'une était responsable pour les cas de victimes de la traite des êtres humains, et l'autre, pour les problèmes liés à l'assistance psychosociale de femmes en situation de violence domestique, de dépendance chimique, etc., principalement du pays et quelques-unes originaires du Suriname :

- Ce sont des programmes de protection de femmes qui ont été victimes de la traite internationale. [...] D'un côté, ce sont deux entreprises qui travaillent ici dans cet immeuble : une entreprise dédiée aux personnes qui ont des problèmes avec la vie ici en Hollande. [...] Ils amènent ici celles pour qu'elles aient une assistance sociale. Et l'autre entreprise est celle où je suis qui s'occupe des femmes.
- Comment elle s'appelle ?
- ACN.

Même si c'est un local de passage, au moment de l'interview, Aline était déjà là depuis un an et six mois, suivant un programme de formation, principalement dans le domaine de l'artisanat et étudiant le hollandais, en plus de recevoir une assistance psychologique et sociale. Elle en vint à travailler comme femme de chambre dans un hôtel mais elle ne s'y adapta pas. Elle restait là comme témoin et victime de la traite internationale des êtres humains. Comme elle avait l'intention de rester en Hollande, elle s'efforçait d'apprendre la langue, et elle avait la perspective d'une insertion professionnelle comme serveuse, quand le programme irait l'encourager dans cette voie. Elle avait la permission de rester au pays pour plus d'une année, et elle recevait une aide aux dépenses de huit cent quatre-vingt-dix euros, de laquelle quatre cents étaient retirés pour la location du local, et le reste pour le plan de santé, l'alimentation, etc.

Elle raconta que dans la dernière maison où elle avait été, la police avait trouvé de la drogue et d'autres documents, ce qui peut être une raison supplémentaire pour qu'elle reste dans le pays sous la couverture d'un programme d'aide et de protection : « La police a dû retourner la maison pour trouver mes papiers. [...] Aussi quand ils sont entrés, ils ont trouvé de la drogue — c'était pour faire de la drogue, de la cocaïne —, ils ont trouvé d'autres papiers, d'autres personnes. Je pense que c'était des cambrioleurs et des trafiquants de drogue ». Sur le procès, j'ai eu peu d'informations, je n'étais pas beaucoup informée sur l'avancement du cas — et elle avait beaucoup d'incertitude quand à son futur en Hollande, malgré sa recherche d'informations et de formations qui lui permettraient de rester régulièrement dans le pays après la finalisation du procès :

- Regarde, le mec du Suriname, il est en prison. Maintenant, l'autre, il est sous le coup d'une enquête, et le procès est en cours. J'ai un avocat.
- Ah bien. Et celui qui t'as réellement amenée ici, le Turc ?
- Sur lui-aussi on enquête.
- Et le premier, celui dans la maison duquel tu es restée en premier, qui était l'ami du Turc ?
- Aussi.
- Les deux sont libres, ils ne sont pas en prison ?
- Libres.

- Et le Surinamais, il est en prison parce qu’il prenait de la drogue ou à cause de toi ?
- Si. Enfin non, c’est parce qu’ils ont trouvé beaucoup d’autres choses.

Dans l’endroit où elle habitait, il y avait, selon elle, approximativement trente femmes suivies par les deux programmes, et la plus grande partie venait d’Afrique ; elle dit aussi qu’elle n’avait pas rencontré souvent des femmes d’Amérique du Sud. Les étrangères avec lesquelles elle avait eu contact depuis son arrivée ici étaient originaires des pays suivants : Angola, Brésil, Bulgarie, Chine, Hongrie, Iran, Maroc, Nigeria, Pologne et Sierra Léone mais la majorité était de Bulgarie et de Hongrie, et t seulement trois Brésiliennes étaient passées brièvement par cet endroit²²⁴.

Sur les analyses concernant les débats réalisés dans le cadre de la CPI sur la traite Nationale et Internationale des Personnes installée en 2011, au Brésil, Adriana Piscitelli a mis en évidence que parmi les questions soulevées par les chercheurs il y a celles relatives au traitement que les victimes de la traite internationale des personnes ont reçu des autorités : « avec quelques exceptions, plusieurs pays ont concédé le *statut* de victimes seulement à celles qui collaborèrent, de manière spécifique, avec la police »²²⁵. L’auteure signale, que dans ces cas, il faut savoir comment les victimes sont traitées à l’échelle internationale²²⁶. Sur le traitement donné aux victimes brésiliennes en Hollande, dans les cas relatés par les interlocutrices/eurs de cette étude, il aurait été nécessaire d’étudier ensemble plus profondément les institutions de traitement et d’accueil, ce qui ne fut pas possible ici du fait des contours et de la portée de cette thèse, car les rapports sur les victimes qui n’avaient pas d’informations qui intéressaient la police ou qui ne collaboraient pas comme témoin, furent, semble-t-il, intégrées à un des programmes du gouvernement hollandais d’aide aux étrangères dans le but de les

²²⁴ Les trois Brésiliennes citées par Aline étaient des travailleuses du sexe et eurent des problèmes dans leurs parcours migratoires. L’une d’elles, du Minas Gerais, d’approximativement 22 ans, travaillait dans un *club* de prostitution où elle eut ses possessions et son argent volés par le propriétaire, c’est pour cela qu’elle le dénonça à la police. La seconde, de Espírito Santo, d’approximativement 36 ans, avant de partir pour Amsterdam, vivait irrégulièrement en Espagne : elle travaillait dans le marché du sexe et habitait avec un compagnon, un Marocain qui finit par l’expulser de sa maison : elle partit pour la Hollande à l’invitation d’une femme, pour travailler à la garde d’enfants mais en arrivant à l’aéroport, elle fut kidnappée par un inconnu et enfermée dans l’arrière-cour d’un *club* de prostitution, où elle fut droguée puis violée. Elle réussit à s’enfuir et fut trouvée par la police, dans la rue et emmenée pour être suivie, puis fut transférée dans un autre endroit, en dehors d’Amsterdam. L’autre Brésilienne était du Ceará, d’approximativement 23 ans : elle vivait en Hollande travaillant dans le marché du sexe pour un Hollandais, et Aline n’expliqua pas pourquoi elle était avec elle ici, seulement qu’elle était une travailleuse du sexe « libre », qu’elle ne tarda pas à retourner au Brésil et eut l’aide du gouvernement hollandais pour monter une petite entreprise dans sa ville natale.

²²⁵ PISCITELLI, *Brasileiras na indústria transnacional do sexo*, op. cit., p.107.

²²⁶ Sur cette question voir aussi, PISCITELLI, Adriana ; LOWENKRON, Laura. *Categorias em movimento : a gestão de vítimas do tráfico de pessoas na Espanha e no Brasil. Ciência e Cultura*, v.67, n.2, p.35-39, 2015.

renvoyer au pays d'origine, dans un contexte de contrôle de migration, et n'eurent pas nécessairement accès aux droits fondamentaux et à la protection dus aux victimes de la traite des êtres humains.

MIGRATION : FORMATION DE LA PLURALITE ETHNIQUE ET CULTURELLE DE LA SOCIETE SURINAMAISE

Le Suriname, le plus petit pays d'Amérique du Sud²²⁷, est localisé entre le Guyana (à l'ouest) la Guyane Française (à l'est) le Brésil (au sud) et l'Océan Atlantique (au nord). Ancienne colonie néerlandaise de plantation tournée vers l'exportation de café, de sucre et d'autres cultures, elle générait des bénéfices importants pour la métropole. Même si elle représentait au dix-huitième siècle la plus petite puissance économique de la région, « elle ne fut pas seulement la plus riche des colonies des Guyanes mais une des plus prospères de la Caraïbe »²²⁸.

Au cours de son histoire il y eut une tentative avortée de colonisation avec des Caribéens et les Européens (ces derniers, des Portugais d'origine juive en grande majorité, s'installèrent dans ce pays en 1664²²⁹, après être passés par le Brésil et par Cayenne, en Guyane Française)²³⁰. Le XIX siècle connut le début d'une grande migration, principalement de personnes d'origine asiatique qui furent embauchées dans le but de substituer la main d'œuvre esclave, dont la date d'abolition avait été prévue par le gouverneur : 1863²³¹. Entre 1854 et 1874 on vit arriver une population chinoise²³² et à partir de 1870 une population indienne. En 1871 se sont des

²²⁷ D'une superficie de 163,821Km², le Suriname possède dix districts administratifs localisés principalement à proximité de la côte du pays ; Brokopondo, Commewijne, Coronie, Marowijne, Nickerie, Para, Paramaribo, Saramacca, Sipaliwini et Wanica.

²²⁸ RIBEIRO, Fernando Rosa. A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1953-1948. *Estudos Afro-Asiáticos*. Rio de Janeiro, v.24, n.3, p.483-512, 2002 (p.508).

²²⁹ Selon Maria Stela de Campos França (*Apanjaht: a expressão da sociedade plural no Suriname*. 228p. Thèse [Doctorat en Anthropologie Sociale] - Université de Brasília, Brasília, 2004), à partir de 1900 les juifs qui n'étaient pas nombreux commencèrent à émigrer progressivement en Hollande pour étudier sans pour autant retourner au pays réduisant encore plus le groupe.

²³⁰ RIBEIRO, Fernando Rosa. O encontro (pós-)colonial : « raça », história e território no Brasil, África do Sul e Caribe. *Universitas : Relações Internacionais*, Brasília, v.2, n.2, p.83-107, 2004 (p.90) ; et FRANÇA, op. cit.

²³¹ Plus de vingt ans après l'abolition de l'esclavage, le gouverneur décida de mettre en pratique le plan de « assimiler » la population de « couleur » à la société — Noirs et « mulâtres » ces derniers, plusieurs fois appelés de métis — et mit en place, en 1876, un enseignement obligatoire de la langue néerlandaise pour tous les habitants avec un programme identique à celui de la métropole coloniale. Toutefois, il ne prit pas en compte partiellement ou totalement les migrants d'origine asiatique, qui, pareillement à leurs descendants, n'étaient pas considérés comme des habitants de la colonie, car ils arrivaient avec un contrat de travail, et une fois celui-ci terminé ou non renouvelé, ils devaient retourner dans leurs pays d'origine — situation qui ne se concrétisa pas car la majorité restèrent au pays (RIBEIRO, A construção da nação (pos-)colonial : África do Sul et Suriname, 1933-1948, op. cit.).

²³² Entre 1853 et 1870 sont arrivés 2500 chinois avec un contrat de travail mais plusieurs de ces migrants connurent de nombreux problèmes de l'inadaptation au travail des plantations, aux promesses non tenues de gains et jusqu'à de nombreuses désillusions ; beaucoup tombèrent malade ou se suicidèrent et en peu de temps, l'embauche de

Javanais²³³ qui commencèrent à arriver. De 1873 à 1917 ce furent plus de 34 024 migrants²³⁴ qui débarquèrent dans ce pays.

Même avec l'abolition, les esclaves furent obligés par la loi de rester sur les exploitations de leurs anciens maîtres comme salariés et à participer à un programme forcé d'apprentissage²³⁵. Ils furent libérés graduellement et un grand nombre partirent s'installer à Paramaribo la capitale ce qui eut comme résultat une population urbaine plus importante que celle de la province — le peu de poste de travail ne pouvant absorber la quantité de nouveaux arrivants. Ce contexte particulier vit surgir à cette époque une « classe appauvrie et urbaine » de *Créoles*²³⁶.

A la fin du XX siècle, quand les exportations ne donnèrent plus aucun avantage financier pour la Hollande, il y eut un nouveau projet d'occupation : avec pour objectif de peupler la colonie, les migrants qui décidèrent de rester à la fin de leur contrat se virent attribuer gratuitement un lot à la campagne, « volontairement de petite taille, afin que ses occupants puissent planter pour leurs subsistances personnelles tout en continuant à vendre leurs forces de travail dans les grandes plantations coloniales »²³⁷ sachant que, au-delà de la consommation familiale, ils produiraient un excédent pour l'exportation²³⁸ — afin que la majorité des migrants d'origine asiatique décident de rester au pays.

Dans un contexte de mobilité d'esclaves libérés et de migrants asiatiques, différentes communautés se formèrent, pas seulement hindoustani ou javanaises, dans l'intérieur du pays, des noirs qui s'installèrent dans les zones urbaines, dans la capitale ou dans de petites villes à proximité. Pour Fernando Rosa Ribeiro cette mobilité a contribué à la formation de la pluralité ethnique surinamaïse, que l'on peut voir dans sa diversité linguistique et géographique. Selon l'auteur,

Quand on se trouve à Paramaribo, il suffit de traverser le fleuve Suriname, par exemple, pour constater comment tout un quartier principalement rural, le Commewijne (traversé par la rivière du même nom) est habité en grande partie par des javanais. Nieuw Nickerie, district et seconde ville du pays au bord de

chinois par le gouvernement colonial fut réduit - mais ils continuèrent d'arriver par leurs propres moyens (FRANÇA, op. cit.)

²³³ RIBEIRO, A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit.

²³⁴ FRANÇA, op. cit.

²³⁵ Selon França (op. cit., p.66), avec l'abolition, fut donné aux esclaves un délais de 10 ans appelé «liberté assistée» avec une double finalité : la première pour leur permettre de s'adapter à leurs nouvelles conditions de liberté ; la seconde pour permettre une adaptation économique du pays en substituant la main d'œuvre esclave par des travailleurs salariés.

²³⁶ RIBEIRO, A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit, p.495.

²³⁷ Ibidem, p.496.

²³⁸ Ibidem, p.499

la rivière Corantijn, frontalier avec le Guyana voisin, est lui, territoire indien²³⁹.

Le marronnage a aussi marqué profondément l'histoire et la formation de la société surinamaïse quand un grand nombre d'esclaves qui résistèrent à leur condition fuirent et s'établirent en communauté au milieu de la forêt²⁴⁰ — ils constituèrent la communauté noire actuellement connue comme Marrons²⁴¹ ou Noirs Marrons²⁴², du pays. De cette manière, « parallèlement au phénomène de migration et de colonisation, le processus de résistance à l'esclavage au Suriname ajouta une nouvelle composante à la société » formée par des esclaves fugitifs appelés, initialement, de noirs de la forêt (*bush negroes*)²⁴³, établissant ainsi un second groupe de noirs dans le pays.

Les divers groupes du Suriname conservent encore leurs langages, leurs religions et leurs propres cultures : la scolarisation, aussi bien de base que supérieure, ce fait au travers de la langue officielle du pays, le hollandais et tous ceux qui fréquentent l'école officielle l'apprennent. Mais la première langue apprise est de son groupe ethnico-social, celle qui est parlée à la maison, et en deuxième, le *Sranantongo*, langue courante parlée dans la rue et qui s'apprend entre amis.²⁴⁴

Au Suriname, la diversité culturelle et religieuse est bien définie par l'origine ethnique des groupes. Selon les données divulguées par l'institut des statistiques surinamaïse, le *Algemeen Bureau voor de Statistiek*, au Suriname, le pays avait 541.638 habitants parmi lesquels 148.443 Hindoustani (descendants des Indiens de l'Inde ; 27%) 117.567 *Bosnegers* ou *Noirs Marrons* (22%), 84.933 créoles (16%), 73.975 javanais (14%), 72.340 métis²⁴⁵ (13%),

²³⁹ Ibidem, p.497.

²⁴⁰ Selon Richard Price (*Quilombolas e direitos humanos no Suriname. Horizontes Antropológicos*, v.5, n.10, p.203-241, 1999 [p.205]), quand ils étaient capturés à nouveau, « ils étaient 'punis habituellement par la mutilation des tendons des membres inférieurs, par l'amputation des membres ou la mort sous torture. En vérité, jusqu'à la fin du 18 siècle, l'exhibition publique de tortures et l'exécution de *quilombolas* recapturés étaient communes à Paramaribo ».

²⁴¹ Selon Richard Price et Sally Price (*Les marrons*. 2.éd. La Roque d'Anthéron : Vents d'ailleurs, 2004. p.9), « Le mot français 'marron' vient de l'espagnol *cimarrón*, mot dérivé de la langue des Indiens Tainos du bétail échappé dans les collines d'Hispaniola. Puis il a servi à qualifier les esclaves amérindiens qui fuyaient les Espagnols. À la fin des années 1530, il a commencé à s'appliquer exclusivement aux fugitifs afro-américains et s'est teinté d'une forte connotation de courage et de caractère indomptable ». Au Brésil l'expression qui correspond aux esclaves fugitifs est *quilombola*.

²⁴² Appelés historiquement de marrons ou encore de bosnegers « noirs de brousse » (RIBEIRO, A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit., p.508.

²⁴³ FRANÇA, op. cit., p.70.

²⁴⁴ RIBEIRO, A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit. ; FRANÇA, op. cit.

²⁴⁵ Groupe sans expressivité ethnique et politique (ne possédant aucune date commémorative de référence ni partie politique pour pouvoir élire des représentants à l'Assemblée Nationale) car non incorporé comme un des groupes du pays, qui fait que les métis sont identifiés en relation au groupe au milieu duquel ils furent élevés et assumés.

20.344 indigènes (4%), 7.885 chinois (1%), et 16.151 (3%) se déclarant appartenir à un autre groupe²⁴⁶ (Figure 4). Cette diversité est aussi présente dans l'organisation politique, qui comprend des partis ethniques depuis la « politique post-coloniale développée déjà avant l'autonomie concédée par la métropole en 1954 »²⁴⁷ et qui sera confirmée par l'indépendance officielle en 1975. Au Suriname, l'Assemblée Nationale se compose de représentants des parties ethniques élus dans leurs districts²⁴⁸.

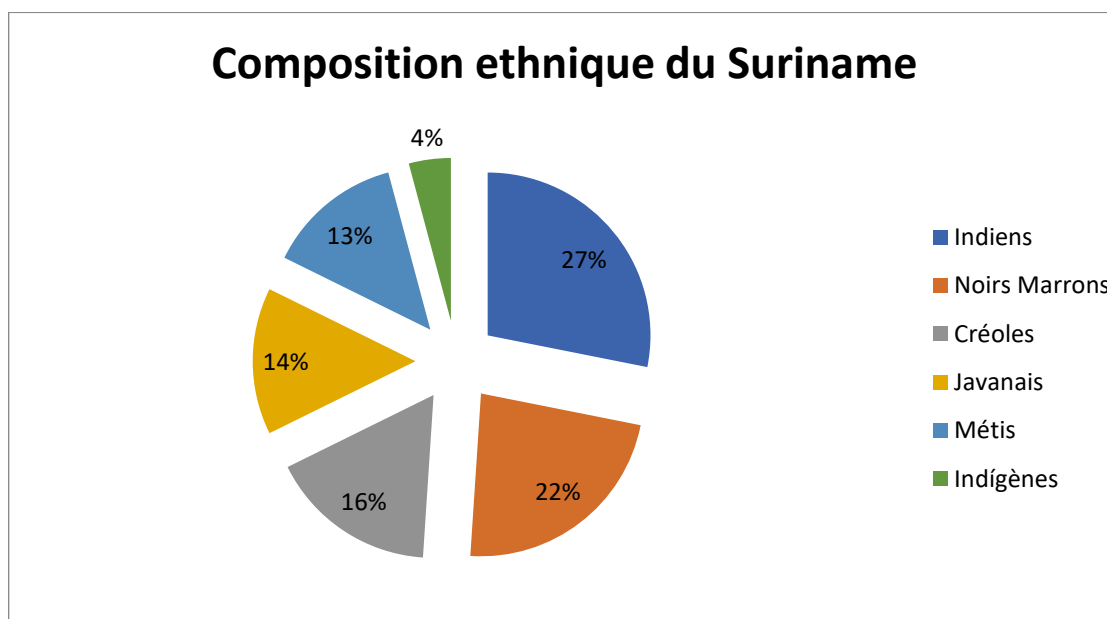


Figure 4 : Distribution ethnique de la population Surinameaise.

Maria Stela de Campos França, qui a étudié la formation de la société Surinamaïse, explique que c'est une « société plurielle » composée de différents groupes ethnico-culturels, qui met en valeur une idéologie, le *apanjhat*, qui est l'égalité entre les groupes pour qu'aucun ne prévale :

Le *apanjhat* est l'expression surinamaïse de la *société plurielle* définie par les sociologues, dans le sens d'une idéologie qui cherche à réunir les différences au lieu de construire un « nous surinamaïse ». L'absence de ce « nous » peut se voir par la manière dont ce pays est devenu une entité historique, dans le sens que, contrairement à la grande majorité des pays, il n'y a pas une histoire

Selon França (op. cit., p.34), «sont appelés *dogla ou douglas, Dogla, dougla, doghla ou dogula*, mots utilisés respectivement en Inde, au Guyana, à Trinidad et Tobago et au Suriname pour se référer aux personnes métisses entre indiens et autres groupes non indiens généralement descendants des africains. Est dérivé du hindi et signifie une relation entre castes et a une connotation dérogatoire d'impureté ».

²⁴⁶ ALGEMEEN BUREAU VOOR DE STATISTIEK IN SURINAME. *ABS Census Uitslag 2012*. 1p. Disponible sur : <http://www.statistics-suriname.org/index.php/censuskantoor/abs-census-uitslag-2012>. Accès: 8 novembre 2016.

²⁴⁷ RIBEIRO, A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit., p.506.

²⁴⁸ HÖFS, Carolina Carret. *Yu kan vertrouw mi : você pode confiar*. 174p. Dissertation (Master en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2006.

concernant les Surinamais mais plusieurs histoires sur les groupes ethno-culturels : indigène, chinois, marron, indien et javanais²⁴⁹.

John Araujo qui a étudié les dynamiques d'adaptation et de mutation des églises évangéliques fréquentées par les Brésiliens du Suriname, en parlant sur la formation de la société surinamaïse remarque — en prenant pour base les conceptions d'Eric Hobsbawm qui dit que les nations furent créées à partir de l'invention de la tradition des nations, de l'invention de la tradition d'un peuple et de l'invention d'un propre peuple — que dans ce pays la tradition nationale mise en place se base justement sur les différents groupes ethno-culturels imaginés (idéalisés comme homogène) et non comme l'idée d'une nation avec une population uniforme²⁵⁰. L'invention de communautés ethniques comme étant le moteur qui forme la nation s'oppose au modèle du nationalisme anti-communautaire. Ainsi, cela ne concernerait pas l'absence de construction d'une société imaginée ou de carence d'invention de tradition, mais de l'absence du Surinamaï « type idéal » qui incarne la nation²⁵¹. Cette composition ethnique est reconnue et renforcée par l'État, principalement par son organisation politique, et cela est évident quand on regarde son calendrier de jours fériés nationaux. Une telle diversité est visible dans le paysage architectural de Paramaribo, où l'on peut voir des mosquées surplombées de somptueux minarets à côté de synagogues, de grandes statues de divinités hindous dans les temples hindous côtoyant les églises catholiques et protestantes.

Selon le Bureau Central pour l'Administration du Citoyen, à la fin des années 2000, la majorité des immigrants qui étaient au Suriname étaient originaires de la Chine, du Brésil, d'Haïti, du Guyana, d'Hollande, de l'Inde, et de l'Indonésie²⁵². Concernant les migrants qui travaillent à l'extraction de l'or, les Brésiliens sont une référence dans le pays. Raphael Oliveira qui a étudié la mobilité des chercheurs d'or brésiliens au Suriname pour une exploitation à petite échelle, a démontré que ces chercheurs d'or sont devenus un des piliers de l'économie surinamaïse et qu'il y a une dépendance économique de la population en relation aux bénéfices tirés de l'exploitation de l'or²⁵³. Pour l'auteur, le Suriname possède une économie insignifiante, maintenue principalement par les bénéfices tirés de l'activité minière.

²⁴⁹ FRANÇA, op. cit., p.71.

²⁵⁰ ARAUJO, John da Silva. *Brasyonkerki : les églises de Brésiliens au Suriname*. 420p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale et Historique) - Université de Toulouse II, Toulouse, 2015.

²⁵¹ Ibidem.

²⁵² JUBITHANA-FERNAND, Andrea. International migration in Suriname. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFPa, 2009. p.185-204.

²⁵³ OLIVEIRA, op. cit.

Avec une économie insignifiante, basée principalement sur l'exportation de bauxite et d'or, le Suriname dépend principalement et en grande majorité des bénéfices tirés par l'exploitation minière aurifère illégale et, à un moindre degré, du commerce du bois. Une autre source financière significative a pour origine des fonds de développement, donnés par la Hollande à son ex-colonie, en plus des fonds envoyés par les parents qui résident aux Pays Bas²⁵⁴.

C'est dans ce contexte que se sont insérés les Brésiliens/iens au Suriname, ce qui a eu un impact considérable dans l'espace urbain et quotidien du pays. Il s'y est multiplié des endroits spécifiquement dédiés à l'installation des Brésiliens²⁵⁵.

2.1 Le récit des brésiliens : l'arrivée des *garimpeiros* déstabilise la migration féminine par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution

Le *boom* de la recherche de l'or en Amazonie brésilienne contribua à une mobilité intense des personnes dans cette région et par la traversée des frontières au Nord du pays, encourageant des flux migratoires significatifs²⁵⁶. Des milliers de Brésiliens vivaient au Suriname, et leur nombre saute aux yeux au Klein Belém à Paramaribo. En accord avec l'article publié en mars 2000 par le journal nord-américain *The New York Times*, on estimait, à l'époque, que quarante mille Brésiliens vivaient au Suriname²⁵⁷ ; Déjà, un document de travail écrit par Roberto Marinucci, du Centre Scalabrinien d'Étude Migratoires (CSEM) donne comme information qu'en 2002, 25.740 Brésiliens résidaient dans ce pays, et en 2007, le nombre avait diminué pour huit mille²⁵⁸. En 2008, le Ministère des Relations Extérieures (MRE) du Brésil

²⁵⁴ OLIVEIRA, Rafael da Silva. *Garimpeiros no Suriname : panorama histórico e atuais implicações*. *Meridiano* 47, v.12, n.125, p.53-60, 2011 (p.53).

²⁵⁵ Ce sont diverses villas et maisons destinées aux brésiliens, ce qui signifie des changements concernant l'architecture des résidences surinamaises : petites maisons construites en grande majorité de manière improvisée et sans infrastructure dans les arrière-cours ou en mitoyen des résidences surinamaises.

²⁵⁶ PINTO, Por uma "sociologia da clandestinidade" no estudo da presença de brasileiros na Guiana Francesa, op. cit., p.252 ; OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

²⁵⁷ ROMERO, Simon. Guyana : Caught in Brazil's Net ? Small Nation, New to Free Markets, Fears Loss of Its Identity. *The New York Times*, 30 mars, 2000. Disponible sur : <http://www.nytimes.com/2000/03/30/business/guyana-caught-brazil-s-net-small-nation-new-free-markets-fears-loss-its-identity.html>. Accès : 2 décembre 2016.

²⁵⁸ Comme l'informe l'auteur ces « données furent repassées au CSEM – Centre Scalabriniano d'Études Migratoires en mars de 2008 par le département d'Assistance Consulaire du Ministère des Relations Extérieures. Il s'agit de données statistiques produites par les Rapports Consulaires se référant aux années 2002 à 2006 et des estimations générales qui se réfèrent à l'année 2007. L'élaboration des données est de l'équipe CSEM » (MARINUCCI, Roberto. *Brasileiros e brasileiras no exterior : apresentação de dados recentes do Ministério das Relações Exteriores*. 20p. [p.1]. Março de 2008. Disponible sur : 114

divulgua une estimation qu'il y aurait au Suriname un minimum de 5.822 et un maximum de quarante mille Brésiliens²⁵⁹ — et le même document précise que les données présentées par l'ambassade du Brésil estimaient à huit mille Brésiliens en ayant pour source le nombre d'accueil de Brésiliens dans les services s'occupant de délivrer des passeports par exemple²⁶⁰, ce qui signifie que ceux qui n'eurent jamais affaire à cette administration ne furent pas comptabilisés dans l'estimation.

En 2011, l'estimation, non officielle, était que l'on en comptabilisait approximativement vingt mille, entre ceux qui étaient en situation administrative régulière et ceux qui étaient irréguliers — mais réguliers ou pas, la majorité était en situation illégale de travail. Selon José Paulo Ribeiro, les *garimpeiros*, eux-même, cette année là, ont estimé à quinze mille leur nombre, à partir des décomptes des résidents à Paramaribo et du nombre de machines en fonctionnement sur chaque *garimpo* connu : chaque machine abritant un nombre déterminé de personnes (entre quatre et six), en fonction de sa capacité, et en comptant encore la cuisinière (la majorité des *garimpeiros* circulent d'un lieu à l'autre à Paramaribo, mais passe la majeure partie de leur temps sur les *garimpos*). En 2014 cette estimation passa à vingt deux mille en comptant les Brésiliens dans les zones urbaines et sur les *garimpos*.

José Paulo²⁶¹, 50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, classe de CM1, est né dans l'État du Maranhão. Quand il eut quatre mois, sa famille déménagea pour São Luiz (capitale du Maranhão), et il y vécut jusqu'à 11 ans ; ensuite sa famille déménagea pour la ville de Baixada Pinheiro, dans le même État. A 19 ans, il a été emmené par « *gato* »²⁶² il alla travailler dans les services d'entretien dans l'État du Pará, puis finit par retourner dans sa ville

http://www.csem.org.br/2008/roberto_marinucci_brasileiros_e_brasileiras_no_exterior_segundo_dados_do_mre_junho2008.pdf. Accès : 2 décembre 2016).

²⁵⁹ Ces estimations sont basées « sur des informations disponibles localement, comme des relevés officiels, des estimations faites par des organisations non gouvernementales et des recherches faites par les médias (p.9). Voir MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. *Brasileiros no mundo : estimativas*. 24p. Brasília, juin 2008. Disponible sur : <http://www.brasileirosnomundo.itamaraty.gov.br/a-comunidade/estimativas-populacionais-das-omunidades/Brasileiros%20no%20Mundo%20-%20Estimativas.pdf/view>. Accès : 2 décembre 2016.

²⁶⁰ Les « projections sont faites par les ambassades et les consulats du Brésil dans chaque pays, généralement avec des bases de données relatives à des prestations de services consulaires, tels que les émissions de passeports et le registre des actes notariés ». Au Guyana le nombre estimé par l'ambassade du Brésil était de 2.307 Brésiliens, et en Guyane Française le Consulat estima à vingt mille (MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL, op. cit., p.9).

²⁶¹ Interviewé en 2011 au Suriname ; il avait son permis de séjour renouvelable tous les deux ans. José Paulo eut toujours de l'intérêt pour l'histoire au sujet de l'installation des Brésiliens au Suriname, et il parle pendant des heures sur le passé et le présent, sur des détails qui ne peuvent pas être ignorés. Durant le travail de terrain, en plus de conversations infinies, il fut interviewé plusieurs fois, et c'est l'un des principaux témoins concernant l'arrivée des Brésiliens au Suriname et aux détails de leurs présences dans ce pays.

²⁶² Intermédiaire de personnes pour travailler dans les fermes ou les entreprises, normalement pour des emplois temporaires ou journaliers, sans lien avec le droit du travail. Il réalise aussi le transport de personnes jusque sur leurs lieux de travail.

natale. Il fit le chemin jusqu'au Pará, plusieurs fois, par ses propres moyens, pour travailler officiellement au Projet Carajás. Pendant cette période, alors qu'il travaillait à la construction de la ligne ferroviaire de Carajás, qui relie Maranhão et Pará, il s'intéressa au *garimpo* et décida de suivre la fièvre de l'or²⁶³ : il alla dans la région Itaituba (aussi au Pará), puis circula entre les *garimpos* de Rondônia et de la Colombie et du Venezuela, toujours comme plongeur. Il arriva au Suriname en 1996, à 37 ans. Dans ce pays, comme il n'avait pas réussi immédiatement une place comme *garimpeiro*, il resta à Paramaribo, travaillant comme coiffeur : il loua une maison dans laquelle il habita et s'occupa de ses clients — ceux qui vivaient sur les *garimpos*. Après dix sept jours, il demanda à son épouse qu'elle vienne le rejoindre. Sa maison se transforma en espace de passage pour les *garimpeiros*, qui en plus de se faire la barbe et couper les cheveux, pouvaient manger un repas cuisiné à la maison, préparée sur place avec les ingrédients que les hommes apportaient.

Quand il devint plus connu, il commença à faire des achats à la demande des personnes qui étaient sur le *garimpo* pour les envoyer par une personne de confiance — et il réussit à avoir une place au *garimpo* : il laissa sa femme en ville et s'en fut pour la « brousse », mais ne gagna pas ce qu'il espérait. Il revint à Paramaribo et à couper cheveux et barbes, il monta un « vrai », salon de coiffure, avec tous les équipements, mais toujours dans sa maison. Comme il n'avait pas de licence pour fonctionner, il fut fermé par les autorités, et il retourna à la vie de *garimpo*. Il réussit à acheter une machine d'extraction d'or, plus tard il en acheta une autre et on peut dire qu'il devint un homme d'affaire dans le secteur de l'extraction de l'or à petite échelle. Il était (et il est encore) directeur/président de la Fondation Brasur, membre du CRBE (dans laquelle il occupa la première gestion du Secrétariat Exécutif, en 2001), et il écrivit ensemble avec Rafael da Silva Oliveira, un dictionnaire *Sranantongo*-portugais, publié au Brésil ²⁶⁴.

Les premiers *garimpeiros* arrivèrent dans les années 1990 dans des bateaux de marchandises qui portaient principalement de Belém ; en voiture, pour le Guyana ; et pour la Guyane Française à partir de pirogues qu'ils prenaient dans la ville de l'Oiapoque. Dans ce dernier cas, quand ils entraient dans le département français, ils arrivaient en traversant la

²⁶³ Les « ragots sur l'or » ou « ragots » se réfèrent aux histoires qui circulent de bouches à oreilles sur les endroits où sont trouvés de grandes quantités d'or, endroits où vont s'installer les personnes pour travailler. D'autres travaux citent la même expression, entre eux HÔFS, op. cit. ; COSTA, Luciano Rodrigues. Os garimpos clandestinos de ouro em minas : tradição e mudança. *História & Perspectivas*, v.1, n.36-37, p.247-279, 2007 ; ARAUJO, op. cit.

²⁶⁴ OLIVEIRA, Rafael da Silva ; RIBEIRO, José Paulo. *Wortubuku Sranantongo para brasileiros*. Brasília : Fundação Alexandre de Gusmão, 2011.

forêt²⁶⁵. Quelques uns restèrent sur les *garimpos* là-bas, d'autres continuèrent jusqu'à atteindre ceux du Suriname.

Avant son arrivée, les *garimpos* surinamais étaient exploités par les Noirs Marrons « de forme artisanale et en petite échelle »²⁶⁶, avec l'utilisation d'outils simples, causant peu de dégâts à l'environnement²⁶⁷. Avec l'arrivée des Brésiliens, les *garimpos* en arrivèrent à être exploités avec des machines et des techniques plus élaborées²⁶⁸ : ils introduisirent des machines d'excavations et des pompes à suction, provoquant plus de dégâts à l'environnement²⁶⁹, et la quantité d'or extraite augmenta²⁷⁰. En conséquence, d'autres Brésiliens commencèrent à arriver.

Au milieu de cette décade (1990) ils circulaient peu dans les rues de Paramaribo ; ils restaient en forêt, principalement pour être sans papiers (beaucoup ne possédaient pas de passeports²⁷¹) ou pour ne pas savoir parler le hollandais ou le *Sranantongo* : « jusqu'à 1994 le *garimpo* était hautement clandestin, très petit, et le Brésilien avait des difficultés à marcher dans les rues de Paramaribo » (José Paulo Ribeiro, 50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname). Un facteur qui contribua à sa circulation dans cette ville fut l'augmentation des contrôles de la Gendarmerie, en Guyane Française, ce qui rendit plus difficile et dangereux de faire le chemin du Brésil au Suriname en passant par le

²⁶⁵ Pour les garimpeiros les plus anciens, la majorité avec une expérience sur les *garimpos* de la région amazonienne brésilienne, allaient pour les Guyanes traversant par la partie française ou par le Guyana, fuyant les contrôles, passant des jours et des jours à marcher dans la forêt et traversant les rivières. Dans la forêt ils vivaient de manière précaire et caché, son alimentation principale étant à base de riz, de viandes salées, qu'ils amenaient dans une *boroca* (petit sac de voyage) et de viandes d'animaux capturés par eux.

²⁶⁶ SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit., p.46. Voir aussi, OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas: itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

²⁶⁷ JUBITHANA-FERNAND, op. cit.

²⁶⁸ OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas: itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

²⁶⁹ JUBITHANA-FERNAND, op. cit.

²⁷⁰ En accord avec les informations de 2011, du Consulat Brésilien au Suriname, les activités développées dans ce pays, par les migrants brésiliens, en rapport avec l'extraction d'or, eurent une incidence importante sur son Produit Intérieur Brut (PIB). Actuellement c'est le secteur le plus rentable de l'économie surinamaïse.

²⁷¹ Si, au cours des dernières années, le flux de Brésiliens vers le Suriname a diminué, beaucoup continuent d'arriver sans expérience des *garimpos*, avec l'espoir d'atteindre leur « objectif » et de retourner ensuite au Brésil. Le nombre de Brésiliens entrant au Suriname sans passeport a également diminué et le moyen de transport le plus commun est devenu l'avion, ce qui ne signifie pas qu'ils sont dans le pays en situation régulière. Nicolas, 38 ans, deux enfants, classe de CE2, interviewé en 2012 au Suriname, est né dans le Maranhão. Il a migré vers le Suriname en 2010, à l'âge de 36 ans, avec un emploi que lui avait trouvé un ami originaire de la ville où il vivait et travaillant déjà là-bas : laissant sa femme et ses deux enfants au Brésil, il a pris l'avion à Belém et a été travailler comme mécanicien dans le *garimpo*, avec l'idée de rentrer au pays et d'y ouvrir un garage. Au moment de l'entretien, il était au Suriname depuis deux ans et n'était pas encore retourné au Brésil pour voir sa famille, même s'il leur envoyait de l'argent. Sa vie se limitait au *garimpo*, travaillant toujours comme mécanicien de motos et, s'il avait une nouvelle compagne (propriétaire d'un *cabaré*), il ne cessait de rêver à son retour chez lui. Il explique que, quand il a suffisamment de demandes, il gagne entre 100 et 150 grammes d'or par mois, et, les mois où il n'a pas de commandes, il vit sur ce qu'il a gagné pendant les mois précédents. Il vivait au Suriname en situation irrégulière.

département français : « avant ils venaient beaucoup par l’Oiapoque tu sais ?, ici par le Saint-Georges, mais aujourd’hui les contrôles sont très rigoureux et ils ne viennent plus par là », expliqua le *garimpeiro* Alberto²⁷² (29 ans, trois fils, *garimpeiro*, interviewé, en 2011 au Suriname), et les hommes commencèrent à utiliser plus fréquemment les routes du Guyana et les vols²⁷³ Belém-Paramaribo. De cette manière, le nombre de Brésiliens entrant légalement comme touriste au pays augmenta et, avec un passeport en main, ils passèrent à circuler plus souvent dans les zones urbaines, principalement à Paramaribo — c’est de cette manière que surgirent plusieurs hôtels, restaurants, et des services ciblés aux les *garimpeiros* qui arrivaient.

A partir de pressions du gouvernement surinamais pour empêcher la migration clandestine, les Brésiliens commencèrent à établir de nouveaux contacts et réseaux sociaux pour migrer, et à suivre de nouveaux chemins, en ayant une préoccupation plus grande pour les papiers. Voyager en passant par l’aéroport de Belém signifiait entrer légalement au Suriname ce qui diminuait le risque d’arrestations et de déportations ; même sans visas de travail, comme touristes ils avaient l’assurance de pouvoir circuler dans les rues de Paramaribo.

²⁷² Alberto, 29 ans, *garimpeiro*, trois fils, a terminé le lycée, est né au Maranhão. En 2003, à 21 ans, il décida de suivre le chemin de beaucoup d’hommes de la famille, le *garimpo*, et il voyagea au Suriname avec un cousin : Un oncle lui prêta l’argent pour le voyage et lui arrangea un travail au *garimpo* où il était en Guyane Française. Alberto arriva à Paramaribo et tout de suite alla à la rencontre de son oncle, mais mit dix-sept jours pour arriver au *garimpo* où ce dernier travaillait : un jour de voiture et quinze jours de pirogue (pour ce qui vont là-bas pour la première fois, voitures et pirogues sont les moyens de transport les moins chers pour arriver aux *garimpos* car ils y vont avec peu d’argent ; le retour se fait habituellement en avion car généralement ils possèdent de l’or). Il resta neuf mois là-bas, sans aller en ville. Dès qu’il migra, il travailla sur des *garimpos* au Suriname et la plupart des fois, en Guyane Française. Normalement il restait approximativement un an à circuler sur les *garimpos* et alors il retournait au Brésil, dans sa ville à l’intérieur du Maranhão. Lors de l’un des ses retours, sa petite amie brésilienne tomba enceinte de jumeaux. Quand il revint au Brésil à nouveau, il loua une maison et il alla avec elle et les filles ; presque une année plus tard, il eut un enfant. Il décida de rester au Brésil, et ouvrit un magasin de vente de motos, mais l’affaire ne dura pas longtemps et il alla travailler comme soudeur à Goiás. Comme son salaire était très bas et que le mariage avait déjà fini, il retourna au *garimpo*. Alberto préférait travailler sur les *garimpos* de la Guyane Française, mais quand il fut interviewé en 2011 au Suriname, il était déjà quelques temps dans ce pays, parce que le dernier *garimpo* où il avait travaillé avait été détruit par les gendarmes et il n’avait pas de conditions pour revenir dans la région. Selon lui, il envoyait toujours de l’argent pour ses fils. Alberto était dans le pays comme touriste.

²⁷³ À l’époque de la recherche de terrain au Suriname (2011-2012), il était déjà difficile de trouver des Brésiliens étant entrés dans le pays clandestinement : ils arrivent généralement en tant que touristes (en partant de Belém en avion), mais leur destination et leur travail se trouvent dans les zones de *garimpos*, comme c’est le cas de Frederico, 50 ans, chauffeur de mototaxi, deux enfants, 4^e série, interviewé au Suriname en 2012. Dans les années 1990, encore jeune, il a travaillé comme *garimpeiro* dans le Maranhão, une région fortement contrôlée par le gouvernement brésilien et où l’or se faisait rare. Il a ensuite travaillé pendant quinze ans comme superviseur dans une usine de contreplaqués et, après avoir été licencié, ne trouvant pas d’autre emploi, il est retourné dans les *garimpos*, mais cette fois-ci au Suriname : en 2011, il a trouvé un emploi au *garimpo*, au travers de quelqu’un qu’il connaissait en ville et a travaillé dix mois dans ce pays comme *garimpeiro*. Une fois l’argent réuni, il est allé au Brésil pour rendre visite à sa famille et, au moment de l’entretien, ça faisait un mois qu’il était revenu au Suriname, mais il avait laissé le difficile travail de *garimpeiro* pour un emploi de chauffeur de mototaxi. Il disait qu’il ne pouvait passer plus de trois jours sans appeler sa femme et ses enfants qui étaient restés au Brésil et que, dès qu’il le pouvait, il leur envoyait de l’argent. Il explique aussi qu’il est allé au Suriname en quête d’argent, mais n’envisageait pas de rester longtemps dans le *garimpo* : il prévoyait de retourner au Brésil d’ici quatre ou cinq mois. Frederico vivait dans le pays en tant que touriste.

A Belém, dans les services de l'immigration de la Police Fédérale, c'est fréquent la présence d'hommes et de femmes qui sollicitent des passeports avec l'intention de voyager au Suriname. Dans certains cas, ils sont accompagnés par des personnes qui agissent comme des « tuteurs », et qui indiquent en détails, comment s'y prendre durant la procédure. En 2010, lors d'une conversation avec une jeune d'approximativement 24 ans qui était dans la file d'accueil de ce service accompagnée par une autre femme, elle raconta qu'elle allait recevoir son passeport pour voyager au Suriname afin d'aider une cousine qui allait avoir un bébé le mois suivant.

Par manque de registres, il est difficile de déterminer le début de l'arrivée des femmes au Suriname. Tout indique que c'est bien antérieur au grand flux des hommes dans les années 1990, mais avec leurs arrivées, la migration féminine augmenta, en raison de la demande d'autres services, principalement dans le domaine de l'alimentation (les cuisinières par exemple, passèrent à être recrutées avec plus de fréquence) et il y eut la perte du monopole du marché du sexe qui jusqu'à alors était contrôlé par les *clubs* de prostitution. Les informations collectées sur le terrain montrent que dans les années 1970, les Brésiliennes avaient déjà migré pour la prostitution dans des *clubs*, migration qui s'intensifia durant la décade des années 1980.

Selon José Paulo Ribeiro (50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname), « en ce qui concerne les filles des *clubs* [...] elles sont antérieures au *garimpo* ; même au temps de la guerre [civile] elles étaient déjà ici [...] avant l'or, il y avait déjà des filles ici » — affirmant avec cela que ce ne furent pas les *garimpeiros* qui structurèrent la prostitution des Brésiliennes dans le pays, parce que la migration féminine est antérieure à la « ruée » vers l'or qu'ils avaient entrepris. Cela corrobore l'affirmation de Caroline Hofs selon laquelle le début des années 1980 est marqué par « un grand flux de femmes destinées au travail dans les *clubs* de prostitution de Paramaribo. Dix années plus tard, ce fut au tour de milliers de *garimpeiros* de traverser la frontière et de monter des *garimpos* en différents points à l'intérieur du pays »²⁷⁴. En plus de cela, en accord avec l'ONG surinamaïse Stichting Maxi Linder Association²⁷⁵, entre les décennies de 1960 et de 1980 s'installèrent au Suriname divers *clubs* de prostitution avec des femmes étrangères, connaissant une grande croissance durant la décennie de 1990²⁷⁶.

²⁷⁴ HÖFS, op. cit.

²⁷⁵ Fondé en octobre 1994 avec pour objectif de défendre les droits des travailleuses/eurs du sexe, en mettant en évidence les questions de santé publique.

²⁷⁶ STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION. *Profile of clubs and informal sexual locations in Paramaribo and Nieuw Nickerie*. Paramaribo: SMLA, 2001.

Considérant le témoignage de femmes et d'hommes interviewés, et comme d'autres recherches réalisées au Suriname²⁷⁷, on distingue quatre moments distincts concernant cette migration, qui prit d'autres directions après le grand flux des *garimpeiros*. Les premiers moments survint avant les décennies des années 1980 (Tableau 6) et concerne l'arrivée de femmes qui exerçaient la prostitution au Brésil et qui accompagnaient les piroguiers qui transportaient la marchandise vers le Suriname. José Paulo Ribeiro (50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname) entendit parler de l'histoire d'une femme, une des premières à arriver sur « cette terre » qui vint de cette manière, et dans la conversation que j'écoutais à ce sujet, la chose se passa plus ou moins ainsi :

Piroguier : Hé c'est là-bas qui a de l'argent. Nous venons de tel endroit.

Elle : Hé, tu as le courage de m'emmener ?

Piroguier : C'est moi qui te demande : tu as le courage d'aller en bateau ? Neuf jours de bateau à voile.

Elle : Écoute, oui.

Il conclut l'histoire : « Et c'est comme cela qu'arriva la première, et elle passa l'information pour une autre » — d'une forme bien semblable à la manière dont les *garimpeiros* prennent connaissance là où il y a de l'or : par l'intermédiaire de conversations qu'ils se passent les uns les autres.

Le deuxième moment arriva durant la décennie des années 1980 (Tableau 6), avec l'intensification de l'arrivée des femmes qui migrèrent par l'intermédiaire des *clubs* pour travailler sur le marché du sexe, beaucoup sans expérience antérieure (elles ne se prostituaient pas au Brésil). Celles-ci n'avaient pas beaucoup de liberté d'aller et venir, elles restaient dans les *clubs*, habitaient dans les chambres des *clubs* ou partageaient une maison à proximité avec d'autres travailleuses du sexe. Elles arrivaient avec une dette et un délai de trois mois pour la payer, et il y avait la répression et les contrôles des *clubs* à leur rencontre. Durant cette période, elles étaient otages, malgré qu'elles circulaient dans les réseaux établis à partir des *clubs* : elles travaillaient toutes les nuits, dormaient le matin, ayant les après midi de libre ; comme elles ne connaissaient pas la ville ni la langue, elles utilisaient les taxis qui restaient à proximité pour aller chez le médecin et pour envoyer de l'argent au Brésil (entre autres choses), ou elles circulaient en compagnie des propriétaires pour les hôtels où il y avait une piscine (avec

²⁷⁷ HÖFS (op. cit.), SODIREITOS et GAATW-REDLAC (op. cit.) et STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION, op. cit.

l'objectif d'être vues par les clients de l'hôtel), c'est à dire qu'en dehors du circuit des *clubs*, il y avait peu de contacts avec le monde extérieur. Carolina Höfs affirme que les prostituées,

A leur arrivée dans le pays, organisée par des Surinamais à Belém, [...] elles avaient leurs passeports confisqués et elles ne pouvaient laisser les *clubs* à aucun moment. Quand elles le faisaient c'était pour des motifs d'ordre pratique — aller à l'hôpital ou aux bureaux de l'immigration par exemple — et elles étaient toujours accompagnées par un garde surinamais²⁷⁸.

Durant cette période, quand elles n'arrivaient pas à payer la dette, elles recevaient de l'aide des Surinamais, et quelques-unes se marièrent eux, comme l'explique Ana²⁷⁹ (37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) :

- Avant, parce que c'était difficile de venir au Suriname. Ce n'est pas comme maintenant, que vous achetez votre billet et vous arrivez. Avant, il y avait une, et comme je l'ai dit, il y avait une règle ici : ici ils n'acceptaient pas... les gens n'étaient pas acceptés ici, vous voyez, généralement les filles allaient plus dans les *clubs*, parce qu'ils acceptaient seulement les filles dans les *clubs*. Et les *garimpeiros* ne venaient pas par ici, seulement ceux qui étaient en règle ici.
- Ceux qui n'étaient pas légalisés restaient au *garimpo* ?
- Ils arrivaient par l'Oiapoque. Ils arrivaient en traversant la forêt, ils restaient au *garimpo*.
- Les filles qui restaient ici étaient recherchées seulement par les Surinamais ?
- Non, ici il venait beaucoup de Brésiliens. Seulement les personnes en règle vous comprenez ?, et les clandestins, parce que quand vous entriez par la forêt vous étiez déjà ici. [...] Ici dans le pays il n'y avait aucun problème, l'affaire c'était d'entrer.
- A cette époque, normalement il fallait aller dans les *clubs*, c'est ça même ?
- C'est ça, il fallait passer par les *clubs*. Et c'est du *club* que vous vous mariez avec un Surinamais, et que vous alliez construire une famille, comme j'ai jusqu'à maintenant, vous voyez. [...] Il y en a quelques-unes qui... regardez Sandra : elle est avec le Beto jusqu'à maintenant. [...] Ils ont eu un fils, ils ont construit une famille, ils ont une vie raisonnable ici. Parce que le filon est de savoir comment entrer, travailler, travailler, gagner de l'argent. C'est comme cela parce que c'est un pays bon pour gagner de l'argent.

Les données collectées sur le terrain ont montré que le troisième moment est dû à l'arrivée des Brésiliens dans la décennie de 1990 (Tableau 6), car beaucoup d'entre eux commencèrent à avoir des contacts avec elles, dans les *clubs* et dans la ville, ce qui donna des

²⁷⁸ HÖFS, op. cit., p.98.

²⁷⁹ Ana sera présentée plus tard.

possibilités pour les fugues ou les sorties²⁸⁰ et cela avant les trois mois prévus — et le *garimpo*, en plus du mariage, apparaît comme le scénario qui a modifié la relation des femmes avec les *clubs* : « celles-ci libres, se promenant en ville, ayant la liberté d'aller dans les magasins, de faire des achats, avoir un petit ami, boire, aller au *garimpo*, dans la province [...] et cela a commencé à partir de 94 à maintenant [...] quand il fut déjà plus facile pour les *garimpeiros* d'aller, de pouvoir prendre une chambre à l'hôtel » (José Ribeiro, 50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname)

Carolina Höfs²⁸¹ et SODIREITOS et GAATW-REDLAC²⁸² ont mis aussi l'accent sur leurs situations d'isolement qui a été modifiée avec l'arrivée de ces Brésiliens, que leur contact leur apporta la possibilité de sortir des *clubs*, pour aller au *cabaré* du *garimpo*, ce qui finit par occasionner des changements pour celles qui restaient dans les *clubs*, qui « passèrent à être traitées de manière différente. Elles n'étaient plus esclaves des maquereaux surinamais »²⁸³.

Selon Marjo de Theije, jusqu'à 1985, le nombre de Brésiliens au Suriname était ignoré, parce qu'en général ils restaient dans la forêt et n'avaient pas l'habitude de se promener en ville et la consolidation de la société brésilienne à Paramaribo, selon l'auteure se passa en 1997 : « ce fut à ce moment que les supermarchés commencèrent à vendre des produits brésiliens, et les Brésiliens ouvrirent des magasins pour vendre des équipements pour l'activité minière, des bars où les *garimpeiros* pouvaient boire et manger, et des hôtels où ils pouvaient rester quand ils descendaient en ville²⁸⁴ ».

Les données de terrain révèlent que la migration féminine, d'une manière générale avait comme principale destination les *clubs* de Paramaribo ou les *garimpos* de l'intérieur. Encore aujourd'hui, dans beaucoup de situations, le *club* est l'endroit de transit pour celles qui désirent travailler en ville ou sur les *garimpos* (que ce soit au marché du sexe, comme cuisinière sur les *garimpos*, dans les magasins, ou dans les salons de beauté, etc.) et pour cela, elles acceptent souvent le travail (temporaire) de prostituées dans l'un d'eux, sachant qu'elles n'ont pas d'argent pour les dépenses du voyage.

Les femmes vont dans les *clubs* avec expectative de rester un court moment, de payer la dette et de réunir une grande somme d'argent pour retourner au Brésil. Comme ce rêve est difficile à réaliser, le rêve de rencontrer un homme qui voudrait constituer une famille

²⁸⁰ La sortie du *club* était officialisée après le paiement de la dette et la restitution du passeport qui avait été confisqué par le propriétaire du *club* à l'arrivée de la femme. Cela sera analysé dans la deuxième partie de la thèse.

²⁸¹ HÖFS, op. cit.

²⁸² SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit.

²⁸³ HÖFS, op. cit., p.9.

²⁸⁴ THEIJE, Marjo de. Insegurança prospera : as vidas dos migrantes brasileiros no Suriname. *Antropológicas*, v.18, n.1, p.71-93, 2007 (p.73).

commence à prendre forme (une manière de garantir sa sortie du *club*). Dans certains cas, elles veulent seulement une aide pour le paiement de la dette, pour qu'elles puissent tenter une vie en dehors du *club*, que ce soit dans la prostitution ou dans une autre activité.

L'arrivée des hommes brésiliens au Suriname augmenta les chances des Brésiliennes qui travaillaient comme prostituées dans les *clubs*, de payer le plus rapidement possible leur dette avec les « entremetteurs » c'est à dire de réussir un « sponsor » pour régler la dette ou quelqu'un qui lui donne un abri (pour certaines qui fuirent et pour certaines qui réglèrent la dette)²⁸⁵. L'arrivée des hommes est un changement d'aiguillage pour les Brésiliennes du Suriname parce qu'il est le signe d'une « nouvelle réalité » en relation à la convivialité du pays, consolidée par l'organisation du *Belenzinho*. Paramaribo en devint à être le point de référence pour le départ et l'arrivée des Brésiliens, et pour l'articulation et les accords verbaux de travail. En plus de cela, « L'arrivée des Brésiliens est le commencement d'une identité brésilienne au Suriname car ce moment a vu la création d'une expérience collective »²⁸⁶.

Le quatrième moment de mobilité des femmes au Suriname, qui est arrivé à partir des années 2000 (Tableau 6) est lié à la consolidation du marché du sexe dans le pays : il cessa d'être le monopole des *clubs* pour s'ouvrir à une prostitution de bars et d'hôtels et pour une structuration de la prostitution dans les *cabarés* des *garimpos*, qui ne peut pas simplement s'expliquer comme une prostitution dans un bar de *garimpo*, une fois que ces bars, même s'ils n'avaient pas les mêmes infrastructures des *clubs*, possédaient leurs particularités en terme de structure et d'organisation ; ce sont des endroits qui dépendent de la production d'or, et le mouvement des femmes est plus dynamique, car en moyenne elles y restent une quinzaine de jours, puis partent pour d'autres, dans d'autres *garimpos*, comme nous le verrons dans la troisième partie de cette thèse.

La circulation des femmes pour les *garimpos*, facilitait le passage de la frontière Suriname-Guyane Française, et commença le va et vient par les rivières et la forêt (et entre la « rue » et la « brousse ») : que ce soit la forêt du Suriname ou bien celle du département français, elles y étaient comme prostituées, cuisinières, ou vendeuses (de vêtements, d'objets d'hygiène corporelle...).

Les zones de l'exploitation minières et celles en support à ces espaces, les villages, dans les histoires des Brésiliennes/iens apparaissent comme les éléments modificateurs de la

²⁸⁵ Jusqu'à maintenant, plusieurs, même en ayant remboursé la dette, continuaient au *club* (avec l'espérance de réunir assez d'argent) parce qu'elles n'avaient aucun endroit où aller. Une autre possibilité était de retourner au Brésil.

²⁸⁶ HÖFS, op. cit., p.106.

migration féminine au Suriname par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution, pour devenir des espaces possibles de circulation pour l'exercice de la prostitution et d'autres activités, en général liées au commerce de marchandises, aux services domestiques, et aux soins. Un ensemble d'acteurs et de facteurs capables de modeler de nombreux aspects des circuits migratoires. Ce dernier moment peut être résumé comme la consolidation du flux de circulation des femmes dans le pays, quand la prostitution n'est pas la seule référence pour la migration²⁸⁷.

²⁸⁷ La consolidation du marché du sexe au Suriname, et les étapes de la dynamique de la mobilité de la prostitution des femmes brésiliennes dans ce pays sont discutées plus précisément dans d'autres chapitres de cette thèse, quand pourront être accompagnés les quatre moments de la migration des femmes brésiliennes évoqués ici.

Tableau 6 : Présence des femmes au Suriname et les étapes de la dynamique de la mobilité du marché du sexe au Suriname.

Présence des femmes au Suriname	Étape de la mobilité
Premiers moments (avant 1980)	- Installation des premiers <i>clubs</i> de prostitution au Suriname avec des femmes étrangères (1960-1980); - Présence de travailleuses du sexe brésiliennes dans le marché du sexe qui se répandait à Paramaribo.
Second moment (décade de 1980)	- Intensification de la répression à la prostitution de rue; - Plusieurs <i>clubs</i> de prostitution ont été mis en place dans différentes parties de Paramaribo, et la demande pour femmes étrangère pour la prostitution a augmenté (au milieu des années 1980); - Le flux des Brésiliennes pour les <i>clubs</i> a été consolidé, et elles constituent le plus grand nombre d'étrangère dans la prostitution du pays.
Troisième moment (à partir de 1990)	- Augmentation de la demande d'étrangères pour la prostitution ; - Le flux de Brésiliennes pour le Suriname augmenta, ainsi que la demande de service (restaurants, commerces, hôtels, bars etc.), ce qui ouvrit des possibilités de travail pour les femmes (principalement pour les services domestiques) ; la communauté brésilienne dans le pays commence à être significative ; - Le nombre de <i>cabarés</i> augmenta, ainsi que le nombre de femmes qui en sortant des <i>clubs</i> ne retournèrent pas au Brésil mais allèrent au <i>garimpos</i> ; - Augmentation de la circulation des travailleuses du sexe entre les <i>clubs</i> du Suriname et de la Hollande.
Quatrième moment (à partir de la décade de 2000)	- Consolidation des réseaux personnels pour le voyage des femmes vers les <i>clubs</i> ; - Avec la consolidation de la communauté brésilienne au Suriname, le flux de la dynamique et de la mobilité des femmes ne passa plus nécessairement par un <i>club</i> de prostitution ; -Établissement et consolidation d'autres espaces de prostitution comme des bars, des hôtels, et principalement les <i>cabarés</i> qui adoptèrent des règles et s'organisèrent ; - Augmentation du flux des femmes pour les <i>cabarés</i> dans les <i>garimpos</i> de la Guyane Française ; - Voyage des femmes directement pour les <i>cabarés</i>, dont les normes de fonctionnement sont semblables à celles des <i>clubs</i> de Paramaribo (avec des dettes acquises par les dépenses du voyage, temps défini pour payer en or etc.).

De décembre de 2007 à janvier de 2008, le gouvernement surinamais, par l'intermédiaire de la justice et de la police, cadastrait les migrants illégaux avec l'intention de régulariser leurs présences dans le pays. Ceux qui furent cadastrés obtinrent l'autorisation de rester dans le pays pour deux ans, période suffisante pour obtenir la documentation nécessaire pour la régularisation dans le pays²⁸⁸. A partir de 2008, l'opération Clean Sweep, exécuté par le gouvernement surinamais, avec un contrôle intense réalisé dans les zones urbaines et les *garimpos*, eut pour résultat l'expulsion de Brésiliens et la confiscation de l'or et des bijoux qu'ils possédaient. A l'époque, beaucoup s'enfuirent au Guyana, où les *garimpos* étaient légalisés et organisés, d'autres retournèrent au Brésil (spontanément ou expulsés)²⁸⁹. Cette opération fut réduite au début de 2010 et officiellement finalisée le deuxième semestre de cette même année, tout de suite après la prise de fonction du président Désiré Bouterse, quand il y eut le début d'un processus de discussions plus importantes pour la légalisation des Brésiliens dans le pays. Actuellement il existe une quantité plus grande de Brésiliens ayant l'autorisation de travailler au Suriname, mais sur leur nombre, aucune organisation s'y risquerait, par manque de systématisation des données.

2.1.2 Le Klein Belém : *Belenzinho* pour les plus intimes

Au début de la décennie de 1990, en raison de l'extraction de l'or, commença l'histoire de l'origine de la communauté brésilienne au Suriname, quand sa présence commença à être significative — mais il y avait déjà des femmes brésiliennes là-bas, mariées avec des Surinamais ou dans les guettos des *clubs* de prostitution. Elles vivaient isolées les unes des autres, sans la visibilité d'une quelconque conscience collective²⁹⁰.

Au Suriname cette visibilité des Brésiliens apparut avec le Klein Belém, le quartier de Paramaribo qui comprend le Anamoestraat, qui est la continuation du Tourtonnelaan²⁹¹, et la Princessestraat (qui est proche des deux premières). Les Brésiliens et Surinamais qui ont

²⁸⁸ Cf. JUBITHANA-FERNAND, op. cit.

²⁸⁹ *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas: itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.; ARAUJO, op. cit.

²⁹⁰ HÖFS, op. cit.

²⁹¹ La Tourtonnelaan a ce nom jusqu'au début d'un petit canal, et à partir de là, elle se transforme en Anamoestraat, mais c'est habituel de dire que c'est à la Tourtonnelaan que vivent les Brésiliens, pour ignorer ou de ne pas faire question d'observer que bien qu'il s'agit d'un espace continu, cette dernière change de nom après le canal.

quelques relations de travail ou personnelles avec le Klein Belém l'appelle simplement de *Belenzinho*, et ceux qui y vivent ou y circulent ne sont pas tous originaires de la capitale paraense : pendant la recherche de terrain, la réponse la plus commune à la question sur les origines des Brésiliens qui étaient au Suriname était le refrain « les femmes viennent de Belém et les hommes du Maranhão ». Une autre idée qui se propagea est de les *Belenenses* dans la prostitution et de les *Maranhenses* « travailleuses » à la cuisine.

Une personne qui connaît bien le Brésil, à se promener, même les yeux fermés, à proximité de la Anamoestraat ou de la Tourtonnelaan, et principalement de la Anameostraat, à passer devant chaque bar, hôtel, cafétéria, ou résidence de Brésiliens aura la légère impression d'être en quelques endroits du Nord- Est ou du Nord du Brésil (principalement dans la banlieue de Belém ou à l'intérieur du Maranhão). Au *Belenzinho* les musiques²⁹², les programmes de télévision en langue portugaise et les effluves de l'assaisonnement brésilien nous envoient bien loin du Suriname, principalement parce que l'art culinaire de ce pays est délimité par l'origine de ses groupes ethniques (le piment et le masala sont des saveurs et des odeurs fortes de la cuisine surinamaïse).

Les nombreux restaurants propriétés de Brésiliens ont en tête de liste, entre autres, le poulet fermier, la *feijoada*, la *dobradinha*, et les haricots *tropeiro* — tous ces plats typiques de l'art culinaire brésilien. Le restaurant Petisco²⁹³ est une des références : il fonctionne aussi comme café (il fait le pain, les bonbons et les gâteaux), mais le restaurant de grillades est le plus recherché, et comme la viande grillée est très appréciée par de nombreux Surinamais, il est possible de les rencontrer là, savourant ces plats, sachant que la présence des autochtones n'est pas vraiment commune dans les restaurants brésiliens qui n'offrent pas ce type de nourriture — et en plus du restaurant de viandes grillées, il existe une filiale : la boulangerie (Figure 5)

²⁹² Les musiques brésiennes sont jouées aussi dans les taxis surinamais, et peuvent être trouvées dans les endroits qui vendent des CDs piratés.

²⁹³ Ce restaurant organise des shows de chanteurs et de groupes brésiliens pratiquement inconnus pour attirer la clientèle.



Figure 5 : Paramaribo : à gauche, Café et Restaurant Petisco ; à droite, boulangerie Petisco (2011).

Au *Belenzinho* la langue portugaise résonne dans la rue, dans de nombreux établissements et regroupement de studios ; dans ce lieu on trouve un grand nombre de produits du Brésil, qui vont des médicaments aux vêtements (apportés de Belém, de Fortaleza, et de São Paulo) pour alimenter les divers magasins des Brésiliens²⁹⁴ qui réussirent à réunir assez d'argent pour monter un commerce. Un grand nombre de ses maisons possèdent une antenne parabolique sur le toit ou dans le jardin — les antennes paraboliques indiquent les habitants d'origine brésilienne dans ce pays²⁹⁵.

Durant le jour la Anamoestraat se transforme au centre du Klein Belém, un « espace de Brésiliens » : les établissements vendent des produits brésiliens (même s'ils n'ont pas comme origine le Brésil, en général ils sont destinés aux Brésiliens), il y a des magasins d'achat d'or et c'est le point de rencontre des *garimpeiros* (ou les « ragots sur l'or » sont répandus). A la tombée de la nuit, l'endroit continue comme « espace de Brésilien » : la circulation des surinamais est faible (et au milieu de la nuit inexistante), seuls les commerces chinois maintiennent un ou deux magasins ouverts, et dans la rue les barbecues de brochettes en bois prédominent mais il est possible de prendre un *tacacá* ou de manger un *vatapá* — plats typiquement du Pará — préparés avec des ingrédients majoritairement venus du Brésil.

A proximité de l'Anamoestraat vit la majorité des Brésiliens de Paramaribo — et ce petit Brésil a grandi ces dernières années. L'or, le dollar, l'euro, le dollar surinamais et jusqu'au réal y circulent parallèlement, et ainsi, malgré que cela ne soit pas licite, on peut acheter un

²⁹⁴ Les personnes ont l'habitude de raconter, sur un ton de racontars, que beaucoup de propriétaires de magasins travaillaient avant dans des *clubs* de prostitution.

²⁹⁵ Aux alentours du Klein Belém, en arrivant dans un hôtel qui n'a pas l'habitude de recevoir des Brésiliens, les clients reçoivent tout de suite cet avertissement « mais nous n'avons pas d'antennes paraboliques », comme si c'était une condition préalable pour ceux qui s'y installent — les antennes paraboliques signalent également la présence brésilienne dans les villes du Guyana et de la Guyane Française.

quilo de viande et payer en or ou en dollar, comme si c'était une monnaie locale — sans compter les innombrables affiches et écriteaux écrits en portugais fixés devant les magasins ou sur les murs, qui offrent services et quelques produits (Figure 6). Ce « monde parallèle » échappe à un quelconque contrôle de l'État.



Figure 6 : Annonces de produits et services écrits en portugais fixés sur les commerces au Klein Belém, Paramaribo (2011).

Des magasins du Klein Belém dirigés par des Brésiliens (dans le cas de petits supermarchés, en général ils sont la propriété de Chinois), l'un des plus connus est le *Atacado Supermercado*, qui se trouve à la Anamoestraat, premier commerce ouvert à Paramaribo avec des produits dédiés à la communauté brésilienne, depuis les produits alimentaires (au détail ou en gros) jusqu'au pièces et machines pour travailler au *garimpos*. De jour, il y a un va et vient de Brésiliens, et beaucoup d'entre eux s'agglomèrent à la porte pour bavarder et s'informer, grâce aux écriteaux écrits en portugais collés sur les murs et qui les informent sur les offres de places au *garimpos*, les nouvelles de connaissances décédées etc. (Figure 7).

Dans la même rue, à proximité du magasin *Atacado*, il y a un autre commerce de référence pour les Brésiliens, le supermarché Transamérica (Figure 8). Propriété de deux Surinamais — l'un d'origine indienne et l'autre d'origine chinoise —, ils vendent principalement des produits alimentaires et d'hygiène importés du Brésil, ce qui garantit un mouvement constant de Brésiliens à la recherche de produits familiers ou pour alimenter la *cantina* ou la cuisine sur le *garimpo* — dans ce dernier cas, ce sont les propriétaires de *cabarés*, de *cantinas* et de machines. Le magasin Transamérica a incorporé dans son staf d'employés, des Brésilien-ne-s avec comme fonction emballeuses-eurs, vendeurs de rayon, empaqueteurs de marchandises et même jusqu'au secrétariat, la présence la plus marquante des Surinamaises se trouvant aux caisses.



Figure 7 : Atacado Supermarché à Paramaribo (2011).



Figure 8 : Supermarché Transamérica, à Paramaribo (2011).

Une autre référence pour les Brésiliens du Klein Belém est le boucher (*Slagerij*) Asruf (Figure 9), la propriété d'un Surinamais, qui a de la viande de bœuf et de poulet comme principale marchandise. Et même s'il existe d'autres bouchers qui cherchent à attirer la clientèle brésilienne, le Asruf est le plus recommandé et recherché par elle, parce qu'elle maintient un vendeur Brésilien qui sert le client en langue portugaise, ce qui garantit que les Brésiliens n'auront pas de difficultés à faire leurs commandes. Et ce magasin est tellement dédié à la communauté brésilienne que sur sa façade sont imprimés les drapeaux brésiliens et surinamais et la phrase en portugais « Viandes de qualidade ! »²⁹⁶.

²⁹⁶ Les commerces cités étaient la référence en 2011 et 2012 (époque de la recherche de terrain) et ils continuent à l'être en 2017.



Figure 9 : La boucherie (*Slagerij*) Asruf, à Paramaribo (2011).

Dans les magasins qui achètent de l'or et qui sont éparpillés au Klein Belém, toujours gardés par des gardes fortement armés, il est possible d'envoyer des valeurs au Brésil et même mettre en gage des bijoux, ce qui est devenu une routine pour de nombreux Brésiliens. La relation de confiance de ces derniers avec les propriétaires est si grande que certains envoient par des tiers les grammes d'or, enveloppés dans des bouts de papier et avec déjà le numéro de compte et il n'y a aucun doute que la valeur arrivera à destination. Les magasins les plus respectés, parfois gardent l'or pour un temps, comme si c'était une banque, et selon les Brésiliens qui utilisent ce type de service, c'est une manière de faire un compte épargne, car ils n'ont ni compte au Suriname ni au Brésil, et quand ils ont besoin de l'argent, il est là :

- Quand tu arrives du *garimpo* avec de l'or, tu vas pour ta maison en premier ou tu vas changer ton or.
- Non en premier je vais à la maison, prendre un bain, tu vois, que l'or, ça ne marche pas comme ça, non, il faut savoir quel est le meilleur prix. Je travaille seulement avec la Ourominas [magasin qui achète de l'or]. [...]. Tu sais comme les choses sont : des fois tu as besoin d'une chose, et je vais là, moi-même, à la Ourominas, je suis connu là...Disons que j'ai une chaîne, quelque chose à mettre en gage, je vais là : « Mais, mon ami, gage, je suis à court, donne-moi tant ». [...] Dans les autres endroits, non, c'est pourquoi je n'aime pas changer, je ne travaille là qu'avec eux. Là, ils gardent mon or, ils gardent mon argent. Là [...] ils envoient au Brésil. C'est là que j'ai mes affaires.
- Et si tu veux garder 30 grammes, ils les gardent pour toi, c'est un type de banque ?
- Jusqu'à un kilo, cinq kilos. C'est un type de banque tu comprends ? [...] ils ont un pourcentage pour garder l'or.
- Quel est le pourcentage plus ou moins ?

- Ce n’est pas beaucoup non. Le mien, de cette manière, c’est la garantie, c’est ma garantie tu comprends ? Ils ne retirent rien, non. C’est déjà décompté.
- C’est quoi ce type de garantie ?
- Par exemple : tu arrives avec un kilo d’or, que tu veux garder, tu le laisses là, tu es client de là [...]. Tu travailles avec eux.[...] Ils le gardes pour toi si tu as besoin... Par exemple j’ai besoin de mille dollars : bingo ! [Ils le donnent]. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiros*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname)

Les divers salons de beauté éparpillés au Klein Belém attirent l’attention, et les personnes qui s’identifient comme gays, travestis, et transsexuels contrôlent ce secteur d’activité. Ce sont les endroits de la beauté et du glamour, où les femmes se transforment et se réinventent pour ensuite retourner au *garimpos*, pour une saison supplémentaire dans la « brousse », que ce soit comme travailleuses du sexe, vendeuses ambulantes, cuisinières, propriétaires de machines ou de *cabarés* au *garimpos* — peu importe leur occupation, elles font toujours une petite halte au salon. Les femmes qui sont dans les *clubs* ont leurs salons favoris.

Les hôtels les plus cités par les Brésiliens sont le Bigode, le Cactus (Figure 10), le Cirizal, le Confort, l’Esmeralda, le Fazendinha, et le Pérola (Figure 11) tous localisés au Klein Belém. Avec les bars, ils sont importants pour la mobilité des Brésiliens au Suriname, car ce sont des espaces, qui, en plus de la chambre, offrent divers produits et services : magasins de vêtements, restaurants, bijouteries, pour la vente et la fabrication de bijoux, magasin d’achat d’or — et dans ceux-ci circulent les travailleuses du sexe à la recherche de clients. Les hôtels comme le Pérola possèdent des locaux réservés pour les shows de groupes, ce qui attirent des hommes et des femmes aux métiers les plus variés : les autres, bien qu’il soient utilisés pour des rendez-vous intimes tarifés, facilitent quelques fois, seulement les attractions musicales.

Le Cactus (Figure 10) a une particularité : en plus d’être utilisé pour des rendez-vous intimes tarifés, son restaurant joue de la musique évangélique. Son propriétaire, un Brésilien, est le membre d’une des Églises Évangéliques brésiliennes de Paramaribo, ce qui explique sa tentative de différencier son établissement des autres, connus pour faciliter la prostitution — c’est le cas du Pérola (Figure 11), référence en fêtes et comme point de rencontre des travailleuses du sexe, et l’endroit préféré des propriétaires de *cabarés* à la recherche de femmes pour emmener au *garimpo*.



Figure 10 : Hôtel Cactus, à Paramaribo (2011).



Figure 11 : Hôtel Pérola, à Paramaribo (2011).

Au Suriname, l'extraction de l'or suit un format brésilien : il y a le propriétaire de la machine ou *balsa* (radeau ou bateau à fond plat sur lequel il y les pompes d'extraction), la cuisinière et les *garimpeiros*. Les machines ou *balsas*, quand ils sont propriétés de Brésiliens — qui bien que travaillant de manière informelle, fonctionnent comme de petites coopératives — sont organisées par les propriétaires. Ce sont eux qui recrutent les *garimpeiros*²⁹⁷ et la cuisinière²⁹⁸, ou d'autres professionnels comme par exemple les mécaniciens et les chauffeurs — et souvent, ils sont recrutés au *Belenzinho* (généralement ces deux dernières professions sont appelées aussi *garimpeiros*, même s'ils ne travaillent pas directement à l'extraction de l'or).

²⁹⁷ Les *garimpeiros* ne sont pas salariés, ils reçoivent un pourcentage de 10% sur la production de l'or : à la fin de l'exploitation d'un endroit déterminé, l'or extrait est divisé entre les travailleurs. Les autres 10% sont payés aux Noirs Marrons, qui autorisent l'exploitation du minerai à cet endroit.

²⁹⁸ La cuisinière gagne une somme fixe mensuelle en or : entre 40 et 60 grammes.

Le *garimpo* de petite échelle, de la manière dont il est organisé par les *garimpeiros* informels brésiliens à partir d'une dynamique de mobilité constante, donne vie et spécificité aux zones d'extraction d'or, que ce soit au Brésil, que ce soit au Guyana, en Guyane Française ou au Suriname. La recherche de Letícia Tedesco sur les *garimpos* du Vale do Tapajós (Pará) met en évidence que la mobilité de ceux qui travaillent et vivent au *garimpo*, dans cette région, sont liés aux commérages de l'or ou aux,

allées et venues périodiques pour la « rue » (en ville), généralement brèves et motivées par des questions très ponctuelles comme « *ganhar nenê em um hospital* », (aller à l'hôpital pour la naissance de son enfant) [...]. De là la complication pour obtenir une réponse unique et définitive à la question « où vous habitez » vue que les personnes sont plus sans logis fixes qu'avec un toit, parce que dans leur grande majorité ils sont toujours en train de penser à partir définitivement du *garimpo*, même si ils n'arrivent jamais à le faire, étant beaucoup plus fréquent d'intercaler un temps au *garimpo* avec un temps en ville ou à la campagne ou plutôt, « souffler » dans l'un ou l'autre endroit²⁹⁹.

Les allées et venues en alternance entre Paramaribo (généralement au *Belenzinho*) et le *garimpo*, conformément à la situation (ravitailler l'affaire, envoyer de l'argent au Brésil, téléphoner à la famille, se reposer, prendre soin de soi, garder/vendre l'or, payer les comptes, flirter, revoir la famille ou tout simplement souffler un peu loin de la « brousse »), a contribué à la construction de cet espace de circulation qui attire les services qui s'accordent et s'adaptent aux nécessités et aux rythmes de la mobilité des Brésiliens. Une diversité de flux (de personnes, de marchandises, de capitaux, d'informations) qui définissent la circulation migratoire.

2.1.3 « Je ne connais pas le *taki-taki* » : la langue portugaise comme principal outil de communication

A Paramaribo, les chauffeurs de taxi qui travaillent au Klein Belém, et, au *garimpo*, les Noirs Marrons qui rendent services ou travaillent avec les Brésiliens, apprennent un petit peu de portugais, pour négocier avec les Brésiliens. Dans le cas des chauffeurs de taxi, fréquemment ils sont sollicités par les Brésiliens pour les accompagner et faire des traductions dans un organisme officiel du gouvernement. Il existe des points de taxi avec des téléphonistes pour

²⁹⁹ TEDESCO, Letícia da Luz. *No trecho dos garimpos : mobilidade, gênero e modos de viver na garimpagem de ouro amazônica*. 412p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale et Anthropologie Sociale et Culturelle) - Université Fédérale de Rio Grande do Sul/Vrije Universiteit Amsterdam, Amsterdam, 2015, p.373.

répondre aux appels de Brésiliens qui ne parlent pas hollandais ou *Sranantongo* (*taki-taki*). Les Brésiliens ont coutume de dire que quant un chauffeur de taxi à Paramaribo ne sait pas parler portugais, c'est parce qu'il est « nouveau » — et cela parce que peu de Brésiliens connaissent la langue locale, ayant toujours besoin de quelqu'un qui parle pour le moins un peu de portugais. Quelques Brésiliens, quand ils vont à Paramaribo, en arrivent à contracter un chauffeur de taxi qui parle Portugais pour les accompagner un jour entier dans la ville.

Tous les magasins qui vendent des produits qui intéressent les Brésiliens, à proximité de Tourtonnelaan, ont un vendeur qui sait parler un peu de Portugais, principalement sur le prix des produits, ou un vendeur brésilien pour s'occuper des clients brésiliens, principalement dans les magasins de vêtements, propriétés de Chinois ou dans les supermarchés qui vendent des produits issus du Brésil, comme le Transamérica, une fois que les Brésiliens, en entrant dans un magasin, achètent en grande quantité.

Même si ce n'est pas officiel, dans quelques établissements appartenant à des Chinois, le salaire d'un/e Brésilien-ne-s est plus important que celui d'un Surinamais, en raison de sa maîtrise de la langue portugaise et parce que ses principaux clients sont Brésiliens, une pratique inconnue ou tolérée par la plupart des fonctionnaires et par les autorités surinamaises.

Aussi au traditionnel marché dominical au Tourtonnelaan, il y a des personnes qui savent dire le prix en Portugais. Durant un des moments où je m'y suis promenée, quand j'étais identifiée comme Brésilienne³⁰⁰, immédiatement ils m'offraient les produits aux étiquettes en langue portugaise. Dans quelques baraques, dont le propriétaire ne connaissait pas le Portugais, un enfant faisait l'intermédiaire. Dans l'une d'elle, intentionnellement, je tentai de négocier en anglais³⁰¹, l'achat d'un ananas, mais un garçon, d'approximativement 10 ans, même s'il avait compris, insista pour parler Portugais, et il me parut que sa présence dans la baraque était justement de servir les Brésiliens. Une fois, au début de la Tourtonnelaan, je demandai à un chauffeur, en anglais, s'il était libre, et il me répondit que oui, et me demanda ensuite « Où vas-tu ? ». J'imaginai qu'il parlait Portugais et je commençai à parler, et rapidement il dit, en *Sranantongo*, « *Ne me fustan* » (« Je ne comprends pas ») — et il m'expliqua qu'il y avait peu de temps qu'il travaillait comme chauffeur de taxi et qu'il ne savait pas le portugais³⁰²,

³⁰⁰ Mon identification comme Brésilienne par les Surinamais, était immédiate quand j'étais dans des endroits fréquentés par les Brésiliens. Quand je circulais dans des endroits non habituels des Brésiliens, comme quelques places du centre de la cité, on parlait avec moi en *Sranantongo*. Un Surinamais d'origine javanaise m'expliqua que cela arrivait parce que j'avais l'apparence d'une *dogla* surinamaïse.

³⁰¹ A Paramaribo, même un simple commerçant parle un peu d'anglais, ou pour le moins les numéros de cette langue, de manière que les gestes et la verbalisation, en anglais, des valeurs à payer soient suffisants pour la réalisation des achats de n'importe quoi, que ce soit dans un magasin ou avec un vendeur de légumes dans la rue.

³⁰² Le fait de ne pas savoir communiquer en hollandais ou en *taki-taki* ne me permit pas de d'établir un dialogue plus important avec les Surinamais qui quotidiennement sont présents dans la vie de beaucoup de Brésiliens.

seulement des mots basiques qui lui permettaient de savoir où le client brésilien allait ; le prix de la course, il l'écrivait sur un morceau de papier.

2.2 Les dangers de la forêt : l'or qui attire le danger

La forêt amazonienne a ses charmes et ses dangers naturels. A Toulouse, en 2013, après que j'eus présenté mon projet de doctorat³⁰³, un collègue me dit trouver dangereux mon projet de recherche, et me demanda si je n'avais pas rencontré un « *anaconda* »³⁰⁴ sur le terrain — question un peu surprenante pour moi, et simplement je répondis « non ». Mais il insista sur ces observations sur l'« *anaconda* », me demanda si je n'avais pas eu peur d'en rencontrer, et à nouveau je répondis « non ». Pour finir, il me demanda de quelle région du Brésil j'étais originaire, et quand je répondis « *Région Norte* », il rit : « C'est pour cela que vous n'avez pas eu peur. Vous venez de l'Amazonie ». Je souris à peine devant sa conclusion, qui avait un fond de vérité car je n'avais jamais vu un « *anaconda* » et ce n'est pas une chose devant laquelle nous nous trouvons face à face dans la région. Cependant, cette conversation me fit réfléchir, et j'en conclus que ce n'était pas ce type d'insécurité qui m'avait fait éprouver de la crainte ou de la prudence durant ma recherche de terrain ; ce qui m'avait fait éprouver de la crainte c'était le danger représenté par les êtres humains. En même temps, je compris que le fait d'être Brésilienne et du Nord m'avait facilité l'accès aux interlocuteurs.

Sur le terrain, je posai la même question à mes interlocuteurs c'est à dire les dangers de la forêt (rencontrer un jaguar, un serpent...) et toujours ils répondirent qu'ils n'avaient pas peur des animaux mais des attaques par trahison d'hommes pour voler l'or sur le chemin de Paramaribo ou durant la finalisation du travail aux *garimpos* de la Guyane Française, qui plusieurs fois s'était terminé par la mort.

Les dangers naturels de la forêt amazonienne, un des scénarios principaux vécus par les interviewés, servit de fil conducteur pour traiter non seulement de la manière d'exploiter l'or, mais aussi de comprendre le pouvoir d'organisation et de domination sur les terres des *garimpos* par les Noirs Marrons à l'intérieur du Suriname ; en Guyane Française il y a la domination des

³⁰³ Au cours d'une formation sur la gestion de projets.

³⁰⁴ Serpent qui, au Brésil, est appelé communément *sucuri* ; il vit dans l'eau (rivière ou lac) s'alimente d'oiseaux de reptiles ou de mammifères, et tue par compression musculaire ; peut atteindre 10 mètres de longueur.

gangs (de Brésiliens, de Noirs Marrons, de Brésiliens et de Noirs Marrons) constitués dans la forêt et qui instaurent la terreur, avec le pouvoir de vie ou de mort sur les *garimpeiros*. Il est évident que les territoires investis sont imprégnés par plusieurs pouvoirs et relations de force qui se poursuivent à l'intérieur de la société, et par des mécanismes de régulation locale et de pratiques extra-légales — comme dit Veena Das et Deborah Poole dans le « en marge » de l'État³⁰⁵.

A Paramaribo, au début, j'avais peur d'y circuler, mais je me disais toujours qu'il n'y avait pas de problèmes à parler de la prostitution avec des personnes, parce que dans ce pays, il n'y avait pas de problèmes en relation avec cette question, et, avec le temps, je me sentis plus sûre de moi pour aborder le thème qui m'intéressait et me déplacer dans la ville, jusqu'au point d'aller au *garimpo*. Au Guyana, cependant, à de rares exceptions, il était commun que les personnes parlent plus bas et regardent autour d'eux avant de parler sur ce sujet. Je pus même entendre la phrase « Ce que vous voulez savoir est très compliqué, il y a beaucoup de gens ici qui ne vont pas aimer savoir que vous êtes en train de poser des questions ici sur ce sujet » — et quand je demandai de qui il était question, ils répondaient seulement que c'était des gens très puissants. Différemment du Suriname, quelques personnes me dirent que ce n'était pas sans danger d'aller dans *clubs* ou des bars à prostituées, encore moins de sortir de l'hôtel la nuit. Devant tant d'avertissements, je circulais à Georgetown seulement le jour, ce qui limitait le contact avec les personnes clés de ma recherche.

Au Suriname, je sentis l'insécurité quand je pris le chemin pour arriver aux *garimpos*, principalement par le transport utilisé (avec excès de charge), sur les routes (en état déplorable) et par la présence d'armes sur les *garimpos* (y compris, je fus témoin de gardes armés consommant des boissons alcooliques sur l'une des zones d'exploitation d'or de Macu). La seule fois où je me sentis en insécurité à Paramaribo fut en 2012, une nuit où j'étais dans les *clubs* Manilla et Diamond. Comme les articles que j'avais lus dans la presse brésilienne sur les *clubs* de prostitution au Suriname étaient un peu effrayants, dans ces endroits, je restai comme observatrice, et cette nuit-là, dans les *clubs*, je ne tentai pas de contacter les femmes, restant seulement à observer l'ambiance en buvant du Coca-Cola³⁰⁶. Ma crainte était d'être abordée par la sécurité, parce que moi et mes accompagnateurs nous n'étions pas invisibles ni pour la sécurité ni pour les femmes, groupe détonant au milieu de cette ambiance, mais à aucun moment

³⁰⁵ DAS, Veena ; POOLE, Deborah. State and its margins : comparative ethnographies. In : DAS, Veena ; POOLE, Deborah (Eds). *Anthropology in the margins of the State*. Santa Fé : *School of American Research Press*, 2004. p.3-33.

³⁰⁶ Bières et Coca-Cola étaient les boissons les plus servies pour les Brésiliens.

nous ne fûmes abordés. Au Manilla, un moment me laissa particulièrement tendue quand un des Brésiliens qui m'accompagnait devint plus joyeux à cause de la bière et me présenta à un ami³⁰⁷ celui qui était sur place, en tant que journaliste pour recueillir des informations pour un reportage sur le Suriname. Je ne tardai pas à dire que je voulais partir.

Nous arrivâmes au Manilla aux alentours de 22h30, quand il était déjà plein, dans une ambiance très enfumée, car le salon était petit et il y avait un grand nombre de personnes en train de fumer ; nous y restâmes environ trois heures. Les femmes qui travaillaient là avaient une apparence très jeune ; quelques-unes étaient déjà là, trois ou quatre arrivèrent de la rue, pressées de se maquiller pour aller dans le salon. J'entrai escortée par le frère d'une interviewée et de son mari, lui aussi Brésilien, car j'avais été informée que les femmes qui ne travaillaient pas dans le *club* pouvaient entrer à condition qu'elles étaient accompagnées par un homme, mais par principe, je restai préoccupée par la réaction des habitués devant ma présence. A la porte, il y avait des gardiens de sécurité, et quelques minutes après être rentrée, j'en identifiai deux qui circulaient parmi les clients. Dans le salon, les hommes étaient en majorité, et il fut possible de se rendre compte qu'il y avait des Surinamaises et très peu de Brésiliennes, certains hommes se démarquant pour la blancheur de leur peau, par leurs cheveux clairs, et par leurs grandes tailles — des touristes Hollandais selon mes accompagnateurs.

Les femmes qui étaient là travaillaient dans la prostitution. Elles buvaient, quelques-unes étaient assises, d'autres circulaient avec une cigarette ou un verre à la main, ou dansaient avec un léger sourire, sauf quand arrivaient des hommes ayant l'aspect de touristes car alors elles étaient plus souriantes et apparemment plus disponibles. J'observai qu'un noir (je ne réussis pas à identifier s'il s'agissait d'un Surinamais créole ou d'un Noir Marron) insistait pour s'approcher d'une femme, et elle, avec éducation, lui souriait de manière forcée et s'en éloignait ; quand de temps en temps, il recommençait à s'en approcher un verre à la main, elle s'en éloignait de nouveau. D'une manière générale, peu parmi les présents s'approchaient des femmes, comme s'ils étaient là seulement pour boire et observer le mouvement. Quelques femmes paraissaient avoir créées leur propres « modèles » ou déguisement, certaines habillées de vêtements collés au corps, en laissant des parties dénudées, mais tout cela de manière très improvisée. Il y avait un garçon qui passait tout son temps à récupérer les bouteilles et les verres vides, si rapidement que j'eus l'impression que les clients n'avaient pas le temps de terminer leurs boissons.

³⁰⁷ Cet homme commença par nous offrir des bières anonymement à notre table, puis vint nous complimenter, et à la vitesse que le garçon récupérait les bouteilles vides pour les remplacer par des pleines fit qu'un des Brésiliens devint un petit peu « content ».

Je fus aux toilettes, la première fois, accompagnée de la Brésilienne qui était avec moi, et nous y restâmes quelques minutes, temps suffisant pour respirer un peu d'air frais. Comme nous étions assises près de l'entrée du *club*, pour aller aux toilettes nous dûmes traverser le salon, et en chemin, nous fûmes observées autant par les femmes que par les clients comme marchandises à être évaluées ou « poissons hors de l'eau ». Nous ne savions pas avec certitude où les toilettes se trouvaient mais avant même de demander, une femme nous montra la direction, ce qui indiquait que nous avions déjà été repérées et identifiées comme visiteurs. Les toilettes, les mêmes que celles utilisées par les professionnelles du sexe, se trouvaient à une des extrémités d'un couloir (de l'autre se trouvait un escalier qui menait aux chambres) : étaient petites, il y avait seulement un lavabo ; dehors, devant la porte, il y avait un évier et un grand miroir, et devant une femme toujours en train de faire ou de reprendre son maquillage. Sans établir aucun dialogue, elles arrivaient, se maquillaient pour retournaient dans le salon.

La seconde fois que je fus aux toilettes, je rencontrai, devant, une Brésilienne qui se sentait mal à cause de la fumée des cigarettes. Nous conversâmes rapidement et elle me raconta qu'elle travaillait comme prostituée au *garimpo* et qu'elle était ici avec son amoureux (qui ne connaissait pas son activité véridique au *garimpo*), pour s'amuser ; comme il y avait beaucoup de fumée, elle avait l'intention d'aller dans un autre *club*, plus aérée. Quelques heures avant, elle était dans un autre endroit, buvant avec des Brésiliens et assistant à un match de foot entre le Brésil et un autre pays. Comme le Brésil avait perdu, il n'y avait plus vraiment de diversion là-bas, et c'est pour cela qu'elle était venue au Manilla — ce qui mettait en évidence que quelques Brésiliennes fréquentaient les *clubs* sans lien avec leurs propriétaires, utilisant les lieux indépendamment comme endroit de diversion ou de travail, mais toujours accompagnées.

Le second *club* que je visitai, le Diamond (Figure 12), est le plus connu et le mieux organisé de Paramaribo. Nous sortîmes du Manilla pour y aller. Quand nous arrivâmes (à plus ou moins deux heures du matin) la circulation des taxis devant l'établissement était grande, et les gardes de sécurité immédiatement identifiés, par leurs uniformes et leurs nombres significatifs. A l'entrée, un garde nous fit payer dix SRDs³⁰⁸ par personne, les hommes étant fouillés et le passage libéré. Ces formalités n'avaient pas été faites au Manilla.

³⁰⁸ Dollars Surinaamse, monnaie nationale surinamaïse.



Figure 12 : *Club Diamond*, à Paramaribo (2011).

Nous nous assîmes à une table au centre du salon, ce qui nous permettait d’observer toute l’ambiance — et que tout le monde nous observe. Après une demi-heure d’observation, une femme jeune, très jolie³⁰⁹, commença un *strip-tease* sur une des tables à côté de la nôtre, autour de laquelle il y avait plusieurs hommes jeunes qui ne paraissaient pas être Surinamais ; leurs traits indiquant des personnes originaires de pays asiatiques. Quelques minutes après, surgit de la scène un jeune homme vêtu seulement d’un maillot de bain et d’un masque, qui passa entre les tables les plus proches et prit par la main les femmes pour une danse brève comme s’il les présentait aux clients ; plus tard les femmes se mirent à aborder les clients de manière plus incisive, pour monter dans les chambres avec eux. Une des Brésiliennes insista avec un client brésilien, apparemment sous l’emprise de l’alcool, pour monter dans une chambre ; les deux sortirent du salon et furent en direction de la caisse, mais aussitôt elle revint, contant pour une collègue qu’il n’avait pas d’argent, ayant tout dépensé en boisson. Ensuite elle commença à racoler un autre client.

Au Diamond, où nous restâmes deux heures, la circulation d’air était meilleure, l’espace plus grand, mieux illuminé, le nombre de femmes plus grand que celui du Manilla, et elles présentaient des caractéristiques physiques marquées, comme si chacune représentait un État Brésilien. Toutes étaient bien habillées et maquillées — et c’était clair que la qualité des vêtements et des accessoires qu’elles portaient était bien meilleure que celle du Manilla.

³⁰⁹ En 2012, quand je retournai au Suriname, je croisai le chemin de cette jeune deux fois : une fois au supermarché, et une autre fois dans un salon de beauté, à proximité du Diamond. Je tentai d’établir une conversation avec elle, sans succès, parce que son passage dans ces deux endroits fut rapide et elle ne parût pas vouloir parler avec une étrangère.

2.2.1 *Garimpos* en petite échelle au Suriname

A chaque conversation avec les interlocuteurs ils voulaient savoir si j'avais déjà été au *garimpo*. Devant ma réponse négative, ils disaient « Vous devez y aller, c'est là que vous allez voir comment les choses fonctionnent », en complétant qu'il était facile d'y arriver : dépendant du *garimpo*, il suffisait seulement de prendre une voiture ou un avion, puis une pirogue et enfin, une moto 4x4 — mais qu'il n'y avait aucun danger. Quelques-uns allant jusqu'à me promettre que, si je voulais, quand ce serait le moment, ils m'emmèneraient³¹⁰. Ils disaient aussi, fréquemment, que « le *garimpo* aujourd'hui est civilisé, qu'il n'est pas comme avant » — « avant » se réfère au début de la migration des *garimpeiros*, la décennie de 1990. Selon les interlocuteurs, au *garimpo* il y avait tout ce dont les personnes avaient besoin : téléphones, maisons en bois, gazinières (« avant » ils cuisinaient sur des feux de bois) et jusqu'à la télévision.

Sur le terrain depuis 2011, il devint évident que pour comprendre la circulation des Brésiliens au Guyana, en Guyane Française et spécialement au Suriname, il serait nécessaire de faire le chemin de la « rue » à la « brousse » : de Paramaribo jusqu'au *garimpo*. Donc, quand je me sentis moins tendue et plus familiarisée avec les codes des Brésiliens du Suriname, je décidai d'aller au *garimpo*, pour y comprendre leur circulation. A partir de ce moment, je devais trouver une manière sûre d'arriver jusqu'aux exploitations minières.

Le Beoyo, un *garimpo* visité en 2011, bien près de Paramaribo était considéré d'accès facile par les Brésiliens. Sa visite fut possible grâce à un contact réalisé par un Brésilien avec un officier de la police surinamaïse — qui nous amena durant son jour de congé³¹¹. Le voyage, en voiture, se fit un samedi matin, en août de cette année-là, et dura approximativement deux heures. Au tout début de la route qui donnait accès au Beoyo, se dressaient de petites maisons en bois abandonnées, détruites par le temps qui faisait penser à un petit village que les Brésiliens

³¹⁰ Une des interlocutrices de 2012, Cláudia (32 ans, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname), propriétaire d'un *cabaré/cantina* et propriétaire d'une machine d'extraction d'or sur un *garimpo* en Guyane Française, tenta de me convaincre de l'accompagner sur le lieu où elle travaillait, me garantissant qu'il n'y avait aucun risque de contrôle — pour un voyage de 8 heures de pirogue. Comme je devais passer illégalement la frontière, je remerciai et me récusai.

³¹¹ Une manière de gagner de l'argent extra au Suriname est de faire le transport de personnes, un « *bico* » comme cela s'appelle au Brésil.

appellent *corrutela* (ou *currutela*)³¹². Le *garimpo*, de type *baixão*³¹³ (Figure 13) était exploité uniquement par des Noirs Marrons — ce que je découvris pendant le trajet jusqu'à ce local.



Figure 13: Le *garimpo* Beoyo, exploité par les Noirs Marrons au Suriname (2011).

Comme déjà écrit, 22% de la population surinamaïse est composée de Noirs Marrons, nomenclature utilisée pour nommer les esclaves qui avaient fui dans la forêt durant la période d'esclavage et de colonisation hollandaise, ce qu'actuellement leurs descendants revendiquent.

Les Noirs Marrons surinamais sont divisés en six groupes sociaux³¹⁴ et sont éparpillés au Suriname et à l'ouest de la Guyane Française³¹⁵ : *Saramacás* (ou *Saramakas*), *Ndjukas* (ou *okanisi*), *Matawai*, *Kwinti*, *Paamakas*, *Boni* (ou *Aluku*)³¹⁶ - localisation (Figure 14). Selon Maria Stela de Campos França, se sont des noms de rivières, sauf pour *Ndjukas*, qui se réfère à

³¹² Petits villages avec des maisons improvisées, un peu éloignés des exploitations minières d'or, où habitent principalement des commerçants et où il y a des églises, des *cabarés*, et des commerces. Dans ces lieux, tout est négocié en grammes d'or, qui est la monnaie locale.

³¹³ *Baixão* est le nom utilisé par les *garimpeiros* pour désigner un terrain sur lequel s'exploite l'or, surface qui normalement possède un fossé à proximité, dans lequel est utilisé un instrument appelé pulvérisateur d'eau à haute pression (relié à une machine) avec un grand tuyau qui envoie avec violence de l'eau sur le sol. Aux endroits accessibles, la terre est retournée par des pelles mécaniques (ret) avant que les hommes commencent à travailler avec le pulvérisateur. Sur la terre ferme, il y a aussi des *garimpagem* de puits et des *garimpagem* dans l'eau.

³¹⁴ Les six groupes sociaux de Noirs Marrons surinamais vivent une filiation matrilineaire, de sorte que le lignage de la mère est prédominant et se réfère aux « droits d'héritage, à la succession politique et religieuse, et à l'identité sociale » ; les hommes peuvent avoir plus d'une épouse, cependant chacune vivra dans sa propre maison (PRICE, Richard et PRICE, op. cit., p.24).

³¹⁵ Les Noirs Marrons qui vivent en Guyane Française sont originaires du Suriname et leurs arrivées dans ce département est le fait de moments historiques surinamais. Parmi les événements qui les encouragèrent à s'éloigner de leurs lieux d'origine, on peut mettre en avant : les guerres entre colons et marrons (XVIII siècles), la guerre civile (qui eut lieu durant la période de 1986 -1994). Voir PRICE et PRICE, op. cit. ; PRICE, Richard. *Peuple Saramaka contre état du Suriname : combat pour la forêt et les droits de l'homme*. Paris : IRD, Karthala/Cirec, 2012 (Coll. Esclavages).

³¹⁶ A ce sujet voir DUPUY, Francis. Des esclaves marrons aux Bushinenge : le marronnage et ses suites dans la région des Guyanes. *Cahier d'histoire - revue d'histoire critique*, n.89, p.29-39, 2002 ; PRICE et PRICE, op. cit.; HÔFS, op. cit.

un son émis par un oiseau. Dans sa thèse l'auteur trace le chemin pris par les esclaves fugitifs jusqu'à avoir comme résultat la formation des groupes sociaux Noirs Marrons : « Jusqu'en 1760, les esclaves fugitifs se dirigèrent vers le sud du pays pour former les groupes *ndjuka*, *saamaka* et *matawai*. Après 1760, avec la route du sud bloquée, les autres groupes restèrent plus près des plantations, et formèrent les groupes *kwinti*, *paamaka* et *aluku* ou *boni* »³¹⁷.



Figure 14 : Localisation des terres des Noirs Marrons³¹⁸ au Suriname et les principaux lieux de *garimpo*³¹⁹ du pays (carte élaborée par Richard Price³²⁰ et information de thèse de Rafael Oliveira³²¹ pour la localisation des principaux lieux de *garimpos* concentrés sur les terres de *Ndjuka* et *Saramaka*).

Ils sont divisés en deux groupes linguistiques, *Ndjuka* et *Saramaka*, qui possèdent des éléments, en plus de la langue africaine, de la langue hollandaise, anglaise, amérindienne de la Caraïbe et des *Arawaks*. La langue *Saramaka* a aussi des influences du Portugais, du fait de la

³¹⁷ FRANÇA, op. cit., p.86.

³¹⁸ Carte élaborée par PRICE, Richard. *Les premiers temps: la conception de l'histoire des marrons saamaka*. La Roque d'Anthéron: Vents d'ailleurs, 2013, p.12.

³¹⁹ Cf. OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

³²⁰ PRICE, *Les premiers temps : la conception de l'histoire des marrons saamaka*, op. cit.

³²¹ OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

présence, au Suriname, de Juifs brésiliens propriétaires de terres durant la période coloniale, où beaucoup de fugitifs y furent esclaves³²².

Les brésiliens qui sont au Suriname ont l'habitude de se référer à eux comme « noirs de la terre », « noirs de la forêt », « noirs », « marrons »³²³ et « *morenos* », pour les différencier des créoles, ceux-ci concentrés, dans leur majorité, à Paramaribo. Pour ces derniers, parfois, ils se réfèrent à eux comme « noirs de la ville », et en de rares exceptions comme créoles. Un des interlocuteurs, José Paulo Ribeiro (50 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname), expliqua le motif pour lequel les Brésiliens font cette distinction, qui est liée à la dénomination, en *Sranantongo* : « les Noirs de la ville sont considérés comme *fotonengro*, ou créole de la ville [...], *busnengre* [créole], de la forêt ; *busi* est forêt et *foto* est ville ».

Au Suriname, la différenciation entre marrons et créoles a pour origine, selon Maria Stela de Campos França, la formation de communautés d'esclaves fugitifs dans la forêt, déjà au siècle XVIII, une fois que les Noirs Marrons n'acceptèrent pas dans leurs groupes les noirs fugitifs nés au Suriname, les créoles ; ils acceptaient seulement ceux qui venaient d'Afrique :

Donc, au temps des marronnages, marrons et créoles étaient distingués par le lieu de naissance, cette distinction étant appliquée par une partie des marrons aux esclaves nés au Suriname, qu'ils soient en fuite ou non. Historiquement, cela est le premier moment qui a vu la distinction entre marrons et créoles.³²⁴

L'auteure ajoute que, au-delà du critère de la naissance en Afrique, les marrons considéraient les «Noirs de la ville » comme « créoles » même étant fugitifs, parce qu'ils prenaient en considération le fait « qu'habitant à proximité de la ville, [...] ils n'avaient pas affronté l'ambiance rude et peu explorée de l'intérieur, et [...] ils n'avaient pas leur foyer dans la forêt »³²⁵. Rudolf van Lier signale que le groupe créole passa par un processus d'affirmation à partir de négociations avec les autres groupes en plus des Noirs Marrons, cas de descendants d'Européens et d'Asiatiques qui migrèrent au Suriname, et met en avant trois points : premièrement, la référence à eux comme créoles passe par le fait qu'il concerne des esclaves qui étaient nés au Suriname ; en deuxième, cette classification fut augmentée en y incluant toutes personnes nées au pays ; et en dernier, avec l'arrivée des asiatiques, passèrent à être

³²² Ibidem.

³²³ Même les interlocuteurs qui utilisaient le terme marron, le faisaient peu fréquemment, et paraissaient l'associer à la couleur de la peau et non au marronnage.

³²⁴ FRANÇA, op. cit., p.88.

³²⁵ Ibidem, p.88.

désignés comme créole, n'importe quelles personnes de couleurs nées au Suriname, excluant les Noirs Marrons et les Indiens, qui bien qu'eux aussi ayant la peau noire, sont inclus dans d'autres groupes séparés — dans ce sens, créoles revient à exprimer l'idée de citoyens de couleur³²⁶.

Fernando Rosa Ribeiro souligne que la distinction entre les groupes est liée à la différence politique et sociale présente dans la société surinamaïse.

« Créole » (pluriel Créoles) : nom utilisé historiquement au Suriname pour désigner les noirs et les métis habitant la côte, et qui constitue la majeure partie de la population de couleur du pays. Jusqu'aux années 1950, il existait une différenciation importante entre les métis (*kleurlingen*) et les noirs (*negers*), y compris avec l'existence de parties politiques séparées par les deux groupes après la Seconde Guerre Mondiale. Les métis — et spécialement les métis clairs — étant l'élite coloniale³²⁷.

Les noirs Marrons ont un rôle significatif sur les *garimpos* de petite échelle au Suriname que ce soit directement pour l'exploitation minière, ou comme administrateurs ou contrôleurs des lieux de *garimpo*, principalement pour le transport de personnes et de marchandises en pirogues sur les rivières en direction des *garimpos*³²⁸.

Ils sont les principaux partenaires ou négociateurs des Brésiliens sur les lieux des *garimpos*, sur lesquels les codes et les règles sociales passent par des accords verbaux entre les deux groupes, en suivant les préceptes de ceux qui sont conduits par un chef traditionnel³²⁹. Cette proximité se passe sur les exploitations minières de petites échelles exploitées par les Brésiliens, sur lesquels les Noirs Marrons habitent et dictent les règles et pour lesquelles ils se considèrent comme propriétaires. Légalement ils n'ont pas le droit d'exploitation des terres sur lesquelles ils vivent ni même de sous-location pour l'extraction des minerais ; pourtant, comme l'explique Rafael Oliveira,

Sur la base du discours de droit conquis par l'ancestralité de l'occupation par les ancêtres qui fuirent dans la forêt et formèrent les premiers campements Noirs Marrons, durant la période de l'esclavage, les Noirs Marrons emploient

³²⁶ VAN LIER, Rudolf A. J. (*Frontier society : a social analysis of the history of Suriname*. The Hague : Martinus Nijhoff, 1971) apud França, op. cit.

³²⁷ RIBEIRO, A construção da nação (pós-) colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit., p.508, nota 13.

³²⁸ PRICE et PRICE, op. cit. ; OLIVEIRA, *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*, op. cit.

³²⁹ En accord avec Fernando Rosa Ribeiro (A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1933-1948, op. cit.), la politique coloniale fut toujours de les maintenir à l'intérieur du pays, dans leurs propres communautés, sous le contrôle de chefs traditionnels.

les groupes de *garimpeiros* (en grande majorité en condition illégale dans le pays), établissant des règles, contrôlant et récupérant des taxes/impôts. Devant la presque inexistante de l'État dans ces lieux, ces pratiques arrivèrent librement, sans contrôle et paiement officiel d'impôts sur les ressources extraites par l'activité *garimpeira*. Même ainsi, l'activité minière de l'or à petite échelle, est responsable actuellement du plus grand volume produit dans le pays, circulant librement dans les commerces des villages et de plusieurs villes du pays, sans parler de l'inévitable fuite des capitaux occasionnée par la contrebande et l'envoi illégal de l'or au Brésil, au Guyana, et en Guyane Française³³⁰.

La route qui mène au *garimpo* Beoyo est au milieu de la forêt, et n'a aucune infrastructure, mais à y être tellement habituées, les personnes ne se rendent plus compte des conditions d'accès difficiles au lieu. La route est truffée de nids de poule remplis d'eau (il avait plu) et quand la voiture passait dessus, j'avais l'impression d'être éjectée.

L'officier de la police surinamaïse qui nous amena, un créole grand et corpulent, avait un pick-up double cabine, à traction quatre roues (considérant l'état de la route, difficilement un autre véhicule pouvait y circuler). Au début du voyage il était en civil ; toujours très gentil, il posa des questions au sujet de ma recherche, et à un certain moment, il nous surprit en nous disant que nous ne rencontrerions pas de Brésiliens sur ce *garimpo*. Cette surprise ne fut pas la seule : sur le point d'arriver, il arrêta la voiture, changea de chemise pour en mettre une de type camouflage comme l'armée en utilise³³¹, retira une arme de la boîte à gants pour la mettre entre les jambes, la recouvrant avec la chemise. Je devins appréhensive car il avait dit avant de partir que c'était un *garimpo d'accès facile et sans problèmes*.

Après avoir fini son « manège », il démarra la voiture et nous dit qu'il ne fallait dire aucun mot en portugais pendant la visite, parce que c'était un *garimpo* de Noirs Marrons et qu'ils n'aimaient pas la présence brésilienne ; je demandais si je pouvais filmer et prendre des photos et il ne fit pas d'objections — mais pendant tout le temps de la visite il me mit la pression pour que je fasse les choses rapidement, pour que nous puissions partir. En arrivant au *garimpo*, il conversa avec un groupe d'hommes assis à l'entrée, et ensuite nous commençâmes la visite et il parut qu'il leur avait simplement dit que nous allions jeter un coup d'œil.

Quand je tirai des photos d'endroits déterminés du lieu, il parla en Sranantongo avec un des Noirs Marrons sur notre présence ; expliqua qu'il ne s'agissait pas de journalistes, mais

³³⁰ OLIVEIRA, *Garimpeiros no Suriname : panorama histórico e atuais implicações*, op. cit., p.57-58.

³³¹ Avec la visite au *garimpo* de Macu, en 2012, je compris que d'être avec une chemise de camouflage est un signe d'autorité ; souvent ceux qui la porte sont des gardes de sécurité des lieux d'exploitation d'or qui, d'une manière générale sont des Noirs Marrons. Durant la visite au Macu, ils étaient présents sur les lieux exploités par les Brésiliens et la chemise était visible sur eux en quelques points de la route qui y menait.

d'universitaires qui ne causeraient pas de problèmes — se référant à ce que la presse écrit sur la dégradation de l'environnement, ce qui complique leur travail. Je réalisai qu'ils parlaient au sujet de la caméra, et le Brésilien qui était avec nous, qui comprenait et parlait très bien cette langue, traduisit la teneur du dialogue, nous dit qu'il n'y avait pas de motifs de préoccupation, qu'il n'existait pas de motifs de violence, au cas où ils découvriraient que nous étions Brésiliens, car il n'existait pas de cause de conflit entre les deux groupes. D'une certaine manière, les deux groupes maintenaient de bonnes relations au Suriname ; il y avait des différences culturelles mais pas de conflits inter-ethniques.

Nous avons terminé la visite et retournâmes à Paramaribo sans beaucoup d'information sur le Beoyo et les personnes qui s'y trouvaient. Cependant, de la même manière que pour les Brésiliens (comme nous le verrons plus tard, au Macu), les *garimpeiros* Noirs Marrons, citoyens surinamais, s'aventuraient eux aussi sans équipement de sécurité, et sans droit du travail sur les lieux des *garimpos*, parce qu'il n'existe pas de règlements du gouvernement concernant l'exploitation minière à petite échelle — d'ailleurs une revendication du secteur organisé des *garimpeiros* du pays, cas de la fondation Brasur.

La Figure 15 donne une idée de l'effort physique nécessaire pour manipuler le jet sous pression que ces hommes utilisent. La force de l'eau est capable de les jeter au sol ou de contribuer à l'éboulement de la terre sur eux³³², c'est une évidence. Au Beoyo, l'unique protection qui était utilisée c'était des bottes en plastique, pour ne pas glisser, et une casquette pour se protéger du soleil.



Figure 15 : *Garimpeiros* Noirs Marrons manipulant le jet sous pression au *garimpo* Beoyo (2011).

³³² Selon un fonctionnaire du Consulat brésilien au Suriname, il y a beaucoup de morts brésiliens sur les lieux des *garimpos*, et les informations qui arrivent au Consulat laisse penser qu'il s'agit d'accidents du travail, mais il supposait aussi que cela pouvait être des assassinats. En voyant les conditions de travail au *garimpo* Beoyo, je pensai qu'il serait peu probable, qu'en cas d'éboulement, il y aurait des survivants.

2.2.2 Une rivière très longue à traverser : les terres Noir Marrons

Les personnes interviewées à Paramaribo, qui travaillaient au *garimpo*, étaient toujours contentes malgré les difficultés, le mal du pays du Brésil, et des conditions d'habitation et de travail précaires ; Ils parlaient de lui comme d'une aventure « glorieuse » en endroit facile pour y arriver et y travailler. Et y retourner était nécessaire pour interviewer les personnes sur leurs propres lieux de travail, pour comprendre d'où surgissait cette joie de vivre, cette force pour travailler de douze à vingt heures par jour, du lundi à samedi, sans aucun droit du travail assuré. Le fait motivant est le rêve de trouver le métal précieux et celui-ci est une véritable boîte à surprise : en fin de journée, un *garimpeiro* peut devenir millionnaire ou constater qu'il n'a gagné même pas un gramme d'or. Une fois que j'avais déjà fait mes recherches en ville c'était l'heure de connaître la « brousse » où il y avait des Brésiliens et pour comprendre cet univers migratoire.

Et dans la perspective de gagner beaucoup d'argent pour réaliser leurs rêves et désirs pour lesquels les Brésiliens circulent à la recherche de l'or, les principales sont une maison et une affaire à soi, une éducation de qualité pour les enfants (toujours lié à de bonnes conditions financières pour les mettre dans une école privée) : « c'est d'ici que je fais vivre ma famille, mes enfants et que je paie la faculté, [...] je paie pour les deux et je paie l'école particulière pour le plus jeune. On ne peut pas attendre que cela tombe du ciel » (Cleonice³³³, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée en 2012 au Suriname).

Alex³³⁴, originaire du Maranhão, 40 ans, *garimpeiro*, un fils, analphabète (il savait seulement écrire son nom) travailla une année sur des *garimpos* en Guyane Française dans les débuts des années 1990 et retourna au Brésil — mais il avait le rêve de construire un château dans sa ville natale, et pour cela, il a émigré au Suriname en 1996, à 26 ans. Depuis lors il travailla sur les *garimpos* comme *piupiuzeiro*³³⁵ motard, et dans la plupart des cas, comme *garimpeiro* de *baixão* ou de *moinho*³³⁶, toujours en poursuivant son grand objectif : construire un château — difficile à concrétiser car cela demandait beaucoup d'or. Il me dit que même s'il n'arrivait pas à habiter dans son château, il en construirait un pour son fils (à cette époque, d'un

³³³ Cleonice sera présentée plus tard.

³³⁴ Interviewé en 2012 au Suriname ; il avait un permis de séjour renouvelable chaque deux ans.

³³⁵ Nom qui est donné à ceux qui travaillent à la recherche de l'or en utilisant une machine à détecter le métal (appareil qui se nomme *piu-piu*) pour localiser l'or dans le sol.

³³⁶ Les *garimpos* de *moinho* ou de filon utilisent la méthode de broyage de pierres pour en extraire l'or. Selon les *garimpeiros*, cette méthode est principalement utilisée en montagne.

an et huit mois), qui vivait avec sa mère³³⁷ à Paramaribo, et où il pourrait habiter : « je vais trouver beaucoup d'or avec le *pui-pui*, parce que j'ai encore un château à faire. [...] construire un château, je vais le construire si ! Je vais faire un château. [...] Beaucoup d'argent pour faire un château, il faut beaucoup d'argent, beaucoup d'or, tu vois. [...] C'est beau » — Maintenant son principal objectif était la construction de quelque chose de grandiose, ce qu'il cherchait c'était sa maison, comme la plupart des Brésiliens qui étaient dans les régions de *garimpo* des Guyanes.

En 2012, en raison de contacts avec les interviewés, les associations et les Églises, il y eut l'opportunité d'aller en sécurité au *garimpo* de Macu, exploité par des Brésiliens — en sécurité dans le sens d'avoir de la compagnie pendant le voyage et un endroit où rester. Là, il fut possible de continuer la recherche dans la *corrutela* de Macu et de Cláudia, sur l'exploitation minière appelée Maconha (*garimpo da Maconha*), sur l'exploitation minière Filão do Macu³³⁸, et au port de Stokampo.

Le voyage au *garimpo* de Macu fut long, durant le mois d'août. Je sortis de l'endroit où j'étais hébergée à Paramaribo aux environs de 6h40 du matin dans un vieux *pick-up* remplis de marchandises. En plus du chauffeur, il y avait son aide, une habitante de la *corrutela* de Macu, et un pasteur de l'Église Assemblée de Dieu *Ministério de Madureira* que j'accompagnai. Macu est situé sur les terres des Noirs Marrons Saramaka, au milieu de la forêt. Pour y avoir accès il est nécessaire de traverser le lac artificiel Brokopondo³³⁹ (Figure 16) formé par l'inondation des

³³⁷ Même si le fils d'Alex vivait avec sa mère à Paramaribo, il y a beaucoup d'histoires d'enfants qui naissent ou vivent sur les *garimpos*, et quand ils arrivent à cinq ou six ans, la mère va habiter à Paramaribo où ils sont envoyés au Brésil pour rester avec des parents, pour pouvoir étudier. Il y a aussi le cas d'enfants qui vivent à Paramaribo avec une personne contractée par les parents, et c'est très commun que ce soit une femme surinamaïse, car la garde n'est pas chère et ils considèrent qu'ils vont apprendre le hollandais plus rapidement et même le *Sranantongo*. Sur quelques *garimpos*, les petits villages possèdent un endroit où les enfants peuvent être alphabétisés en portugais, mais selon les rapports, ils ne fonctionnent pas très bien, car les professeurs sont Brésiliens avec peu de scolarité. Une autre situation qui arrive est que beaucoup d'enfants naissent dans ses petits villages et ne sont pas suivis médicalement. Quelques-uns ont des problèmes de santé du fait du manque d'hygiène adéquate et d'assainissement approprié sur place.

³³⁸ Le *garimpo* de Macu englobe un grand domaine, avec de nombreux petits villages et beaucoup d'endroits pour l'exploitation de l'or.

³³⁹ Le lac est considéré comme un des réservoirs d'eau le plus grand au monde avec une superficie de 1560 km², et de lui sont retirés du bois pour l'exportation (les troncs submergés). En 2013, il y avait une réclamation travailliste à la chambre du tribunal du travail de Tucuruí, dans l'État du Pará, au Brésil par des travailleurs brésiliens qui avaient été contractés par l'entreprise Brokopondo Watra Wood International N.V. (qui a son siège à Paramaribo) pour retirer le bois, et qui eurent leurs droits du travail non respecté : ils travaillaient sans équipement de protection, 56 heures par semaine, sans droit aux congés, etc. (ASSOCIAÇÃO DE UNIVERSIDADES AMAZÔNICAS. *Dossiê trabalhadores brasileiros em Suriname : condições de trabalho e reivindicações trabalhistas*. Belém : AUA, 2013).

terres de ce groupe dans les années 60, pour la construction de l'usine Hydroélectrique de Afobaka³⁴⁰.

Nous continuâmes pour le port de la petite ville de Afobaka (Figure 17), sur le lac Brokopondo, d'où part, quotidiennement, plusieurs pirogues motorisées en direction des petits ports des villages de Noirs Marrons, d'où partent les routes pour les *garimpos*. Généralement les pirogues transportent des passagers, du combustible, des animaux, du matériel de construction, des équipements, de l'alimentation etc., dont ont besoin les *garimpos* (Figure 18).



Figure 16 : Lac artificiel Brokopondo, Suriname (2012).



Figure 17 : Port de Afobaka, Suriname (2012).

³⁴⁰ A l'époque, les six mille habitants de cet endroit furent obligés d'abandonner leurs maisons, le lac inonda 43 villages, des animaux, la forêt, sur une superficie qui correspond à la moitié des terres traditionnellement occupées par les Noirs Marrons. Voir, de Richard Price : *Peuple Saramaka contre État du Suriname : combat pour la forêt et les droits de l'homme*, op. cit.; et *Les premiers temps : la conception de l'histoire des marrons saamaka*, op. cit. 150



Figure 18 : Pirogues chargées de marchandises au port de Afobaka (2012).

Tout ce qui est transporté dans les pirogues est emballé dans des sacs plastiques, pour ne pas être mouillé par la pluie ou par l'eau qui est aspergée par les autres pirogues quand elles se croisent sur le lac, et aussi pour protéger de la boue des pistes, pendant le trajet en moto 4x4, qui arrivent dans un deuxième temps. Les personnes emballent les affaires rapidement, et au début, je ne compris pas ce que je devais faire quand une femme qui avait fait le voyage avec nous en voiture me donna un grand sac poubelle, en plastique, pour emballer mon sac. Sans beaucoup d'explications, elle me dit de mettre mes affaires à l'intérieur et de donner le tout au piroguier.

Au milieu de tant de sacs identiques, à la moitié du parcours, à un des arrêts de la pirogue, un des passagers qui descendait, prit par erreur, le sac d'une autre personne, dans lequel se trouvait son passeport et objets personnels, et il resta sans être sûr de pouvoir le retrouver, un exemple courant de perte de passeport (d'autres les perdirent dans des accidents de pirogues).

Durant la traversée du lac par la pirogue, parfois il pleuvait, parfois il faisait soleil. En plus des marchandises, nous étions dix personnes, dix passagers, et nous nous protégeions comme nous pouvions : quelques-uns avec des parapluies, d'autres avec des vêtements de manches longues, des blousons à capuche. Le voyage dura environ 2h30, et nous arrivâmes au port du petit village de Stokampo, où nous prîmes une moto 4x4 pour faire le reste du voyage jusqu'à *corrutela* de Macu.

Le voyage, depuis le port de Afobaka, demanda de l'organisation et de la solidarité entre les passagers, principalement entre ceux qui transportaient de la marchandise, car son transfert est constant, et il faut l'arranger de manière à ce que tout tienne (Figure 19). Durant les longs voyages, ceux qui aident à l'organisation gagnent, parfois, comme récompense, la gratuité du transport (en pirogue ou en moto).



Figure 19 : Marchandises en train d’être arrangées sur les motos 4x4 (le moyen de transport des passagers et des marchandises utilisées sur les *garimpos*) au port de Stokampo, Suriname (2012).

Je cherchais à montrer mon calme et ma disponibilité dans l’organisation et le transfert des marchandises de la pirogue à la moto (je ne dis pas, par exemple, que la moto n’offrait pas de sécurité en raison de toutes ces choses et personnes qu’elle allait transporter), tentant de ne pas perturber la routine de ce voyage jusqu’au *garimpo*, afin que je puisse observer comment les choses se passaient, et en même temps, de ne pas être un paquet supplémentaire qu’ils avaient besoin de transporter.

Sur le *garimpo*, il existe un sentiment de méfiance en relation à la protection de l’or qui est gagné, et par les personnes qui sont incommodées par l’insécurité du transport, mais si quelqu’un arrive « *brefado* » (sans argent), se montrant disposé à coopérer, que ce soit comme aide cuisinier à transporter de l’eau, il ne lui manquera ni abri ni nourriture. À me montrer disponible, cela me facilita le contact avec les interlocuteurs durant le parcours jusqu’au *garimpo*, car, comme ils m’ont dit plus tard, qui se trouve incommodé par l’insécurité du transport, par le travail pénible et les conditions de vie, n’a aucune raison d’aller au *garimpo* : c’est une personne « inutile ».

Sur la moto, emballés dans des sacs, voyageaient nos objets personnels, la nourriture (viandes, poulet, légumes, assaisonnement), vêtements, parfums, bibles, accessoires (Figure 20) — en plus du chauffeur, devant et trois passagers derrière (moi, la femme et le pasteur pratiquement assises sur les paquets ; moi en vérité assise derrière le conducteur (divisant son espace), durant un voyage qui dura approximativement 2h30 sur une piste pratiquement inexistante, avec des nids de poule et « pentes » et comme il avait plu, les nids de poule étaient

plein d'eau, couvrant nos pieds de boues³⁴¹. Dans ces conditions, le quadricycle est le seul véhicule capable de gravir les « pentes » et traverser la boue ; donc il ne sert à rien de parler de l'insécurité de ce type de transport, seulement espérer arriver entier — l'excès de bagages et de passagers, étant une réalité journalière à laquelle tout le monde est habitué.



Figure 20 : Les marchandises arrangées sur la moto 4x4 (2012).

Depuis le port de Afobaka, le danger principal ne fût pas les animaux de la forêt amazonienne, mais les moyens de transport utilisés, la surcharge de passagers et de marchandises et pour finir, la piste. Nous arrivâmes à la *corrutela* de Macu fatigués, affamés, assoiffés, couvert de boue, avec des tennis inutilisables — et enfin il fut possible de comprendre l'importance des sacs plastiques. Mais nous n'arrivâmes pas « *rodados* » comme les *garimpeiros* désignent les personnes qui arrivent sans un contact, sans le nom d'une personne qui pouvait procurer un abri, qui arrive « *rodado* » met du temps pour arriver à sa destination finale et pour réussir « une bonne place »³⁴² en plus de tout cela, tous pensent qu'une femme inconnue qui arrive tout seule à un *garimpo* est une travailleuse du sexe, une *ploc*, ce qui pouvait compliquer la collecte des données³⁴³.

³⁴¹ En chemin, de voir tant de motos passer, il y a des nids de poule, qui, quand il pleut se remplissent d'eau ; et en relation avec l'état de la piste, le trajet est une constante montagne russe.

³⁴² Un *garimpo* qui a une bonne production d'or, une bonne alimentation, et qui ne requière pas beaucoup de main-d'œuvre, comme les endroits où s'utilisent un nombre plus important de machines et où l'effort physique est moindre. Dans le cas des cuisinières la « bonne place » est celle qui, sur les *garimpos*, possède une gazinière et où il n'est pas difficile de se procurer de l'eau, et le plus important, quand le propriétaire de la machine paie tous les jours (en or), car beaucoup avaient déjà travaillé dans des « place mauvaise » pour quelques temps sans rien recevoir.

³⁴³ C'est pour cette raison que j'attendis d'avoir de la compagnie pour aller au *garimpo* — en plus de ne pas être certaine d'y arriver en sécurité.

Je fus logée dans la maison du pasteur de l'Église de l'Assemblée de Dieu Ministério de Madureira qui habitait la *corrutela*, qui était en face du temple, une maison en bois simple, avec une terrasse, un salon (qui servait de chambre pour le couple), une cuisine, une salle d'eau seulement pour prendre un bain car il n'y avait pas de toilettes³⁴⁴ (la forêt ou un petit sac plastique jeté ensuite dans la forêt était le destin pour les nécessités physiologiques). Dans le couloir qui reliait le salon à la cuisine, j'attachai mon hamac.

Le seul endroit observé sur le terrain des *garimpos*, identifié comme toilettes, fut un petit espace entouré d'une clôture dans la *corrutela* de Cláudia, au Garimpo do Macu (Figure 21), probablement construit pour la réalisation d'un événement (un bingo, par exemple, qui réunit un nombre très grand de personnes).



Figure 21 : Toilettes improvisées de la *corrutela* de Cláudia, *garimpo* du Macu, Suriname (2012).

La Maison se trouvait au bout de la *corrutela*, devant l'église et à quelques pas du *cabaré* le plus actif à ce moment³⁴⁵, et c'est pour cela qu'il était inévitable de connaître l'heure à laquelle il commençait à fonctionner et celle à laquelle il fermait : la musique forte commençait en fin de matinée pour se poursuivre toute la nuit.

Durant les deux nuits que je passai dans ce *corrutela*, j'assistai au culte évangélique : assise au fond du temple, observant les personnes arrivant à pied, avec une torche à la main, après une longue marche. C'était des membres officiels de l'Église, mais dans leur majorité, ils fréquentaient le temple épisodiquement, de la même manière que la propriétaire du *cabaré*

³⁴⁴ Dans aucune des maisons dans lesquelles j'entrai, il n'y avait de toilettes, Les seules qui en possédaient étaient les *cabarés*, qui payaient une taxe de fonctionnement plus importante que la plupart des établissements commerciaux pour le leader Noir Marron local.

³⁴⁵ Dans la même rue (la seule de la *corrutela*) il y avait deux grands *cabarés* et quelques-uns petits (ces derniers fonctionnant avec une ou deux professionnelles du sexe, et attendaient une fréquentation plus importante pour se structurer.

voisin venait assister au culte de temps en temps — ceux auxquels j’assistai, il était présent en compagnie de sa fille. Je commençai les entretiens le jour suivant mon arrivée, tôt, quand je sortis pour connaître la *corrutela* : à chaque porte où il y avait une personne, je m’arrêtai pour demander des informations, converser, et si possible, réaliser une interview. Au *garimpo*, ce n’est pas possible de marquer des rendez-vous, j’avais peu de temps et il fallait agir rapidement, c’est pour cela que les entretiens furent réalisés avec ceux qui se montraient disponibles et sensible à ma recherche, sans que soit marqué le local ou l’heure : ils furent fait dans les *cabarés*, les bars, les baraquements collectifs de *garimpeiros*, les cuisines, durant le voyage sur la moto et durant les repas.

2.2.3 Un lieu de travail au *garimpo* : le Filon du Macu

La *corrutela* de Macu était peu mouvementé, il n’y avait pas beaucoup de personnes à qui parler. A cette occasion il y avait un mouvement de personnes qui suivait les « ragots sur l’or » en direction du Filon de Macu, un nouveau lieu d’exploitation de l’or, à quelques trente minutes de moto de la *corrutela*, sur lequel, chaque jour, s’installaient plus de *garimpeiros*. Cleonice (42 ans, propriétaire d’un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname) dit qu’il y avait « beaucoup d’hommes là. Les hommes ne viennent plus par ici, ils vont là-bas » — et « là-bas » je suivis, en début d’après-midi du jour suivant mon arrivée, comme quelqu’un qui suit les « ragots sur l’or », après une longue négociation du prix, en espèce, pour le transport en moto, car tout était payé en or, ce que je n’avais pas. En plus de cela, personne va au *garimpo* si ce n’est pas pour gagner de l’or et ma présence n’était pas liée à un bénéfice financier (ou à une émission de télévision). Heureusement, le conducteur de la moto était le frère de la propriétaire du bar où il se trouvait quand je le cherchai, en en arrivant sur place, je fus reconnue par une femme que j’avais déjà interviewée à Paramaribo en 2011, où elle habitait encore — à l’époque, elle travaillait comme coiffeuse dans sa propre maison et elle était en train d’ouvrir un salon de beauté en commun avec un ami. Quand nous nous rencontrâmes au bar, elle buvait en compagnie d’un homme, et elle était visiblement ivre. Elle me raconta qu’elle vendait des vêtements, et en larmes, s’épancha en me disant qu’elle se trouvait en situation irrégulière, parce qu’elle n’était pas allée en ville renouveler le document qui autorisait son séjour dans le pays. Elle se dépêcha de me présenter la propriétaire du bar et à son frère : après lui avoir longuement expliqué que je n’avais pas d’or, méfiant (principalement pour avoir écouté ma conversation avec l’interviewée de l’année antérieure), il accepta de m’emmener, mais il m’avertit qu’il ne

m'attendrait pas plus d'une demi-heure pour retourner. En arrivant au Filon de Macu (Figure 22) je pus voir la dimension d'un terrain de *garimpo* alimenté par les « ragots sur l'or » : il y avait là une agglomération de baraques, un bruit constant de moteur et une intense circulation de personnes.



Figure 22 : Entrée du Filon de Macu, Suriname (2012).

Sur un lieu du *garimpo*, les principales activités sont développées par les cuisinières et les *garimpeiros*, deux fonctions inséparables. Au Macu, le travail commence à être réalisé par la construction d'un puits, pour permettre l'entrée et la sortie des hommes, et l'enlèvement de la terre et des pierres (Figure 23). Cleonice (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 à Paramaribo,) m'avait expliqué que « un moulin c'est un puits que les personnes percent ; les hommes, des Brésiliens, travaillent de 30 à 40 mètres, jusqu'à 60 mètres. Puis ils étayent ; le puits, tu sais ? Alors, il y a plus de quinze puits là [au Filon de Macu] ». Généralement ces puits fonctionnent 24 heures, une fois que les hommes ne dépendent plus de la lumière naturelle pour travailler : « les hommes prennent le service à six heures du matin et débauchent le lendemain à la même heure. Ceux qui ont arrêté à six heures dorment maintenant, ils vont se réveiller à onze heures, midi, pour manger. Puis ils vont boire de la *cachaça* [de l'eau de vie] » (Cleonice, 42 ans, propriétaire de *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname). Les pierres retirées du puits sont cassées avec un marteau et triturées avec une broyeuse, jusqu'à ce qu'elles aient la consistance du sable (comme si c'était de l'argile) et seulement après, pendant le lavage, commence le processus d'extraction de l'or. Durant le cassage des pierres, les mains et le visage sont les parties du corps les plus vulnérables et tout ce travail est réalisé sans équipement de sécurité.



Figure 23 : Puits construit pour l'entrée et la sortie des hommes et l'extraction du minerai (terre et pierre) au Filon de Macu, Suriname (2012).

Le chauffeur qui était avec nous s'était un peu écartés et je discutai avec un *garimpeiro* propriétaire de machines, et qui coordonnait un groupe en charge de l'exploitation d'un des nombreux puits installés sur les lieux ; quand il revint, il m'informa que le pasteur de la *corrutela* était ici — et demanda que je ne lui dise pas qu'il allait demander le prix du transport parce que s'il savait il irait « lui casser les pieds ». Ensuite arriva le pasteur qui protesta parce que je ne lui avais pas dit que je viendrais ici, car alors il aurait organisé le transport ; nous combinâmes que je resterais jusqu'à la fin du jour et il me garantit qu'un membre de l'église me ramènerait.

Je fus plus tranquille pour continuer ma recherche sur le site. L'homme avec qui je discutait m'emmena jusqu'à la cuisine, où il y avait d'autres travailleurs qui discutaient et assistaient à un programme de télévision brésilienne, car l'antenne parabolique permettait cette réception (Figure 24) — une pause obligatoire, car une des machines avait un problème et ils attendaient l'arrivée de la pièce pour sa réparation. A la cuisine ils insistèrent pour que je rentre dans le puits et que je fasse des photos à l'intérieur ; me garantissant que c'était un endroit sûr et qu'ils m'aideraient mais je remerciai en disant que je n'avais pas tant de courage ce qui les fit rire. Avoir été présenté aux *garimpeiros* par le responsable de la machine et du « service » facilita énormément ma circulation sur les lieux.



Figure 24 : Antenne Parabolique installée pour capter le signal de télévision brésilienne au *garimpo* Filon de Macu, Suriname (2012).

Sur les lieux du travail, chaque baraque a une fonction dans l'organisation générale. Parmi celle-ci, les *garimpeiros* m'en présentèrent les principales : les petites baraques qui couvraient les puits et les équipements, les baraques dans lesquelles les cuisinières préparaient et servaient les repas, les baraques qui servaient de dortoirs³⁴⁶ dans lesquels étaient pendus plusieurs hamacs et, en dernier, la grande baraque de la cuisinière (l'unique fermée par des cloisons en bois ou de toiles noires), que les *garimpeiros* nomme de « *fuscão* » et qui peut être considéré comme son espace privé³⁴⁷. La Figure 25 montre quelques-unes de ces baraques.



Figure 25 : Baraques du Filon de Macu, Suriname (2012).

³⁴⁶ Généralement grandes, sans cloisons couvertes de toiles, comportant plusieurs hamacs, pour les *garimpeiros* qui travaillaient pour le même « *dono do serviço* » (le propriétaire de la machine ou le négociateur de l'endroit où avaient été installés les puits) ; le chef est responsable pour le paiement des *garimpeiros* et de la cuisinière, du pourcentage du paiement des Noirs Marrons responsables de la terre où se trouve l'exploitation et l'organisateur de la distribution de l'or retiré de l'endroit.

³⁴⁷ « La cuisinière a son *fuscão*, parce que la cuisinière doit obligatoirement avoir son endroit, et il y a le *barraco* des *garimpeiros*. [...] Le *fuscão* c'est à la cuisinière. Il est entièrement recouvert de plastique, ces plastiques noirs : ça c'est le *fuscão*. Tous les *garimpos* ont un *fuscão*, qui appartient à la cuisinière. Ou alors ils en ont deux, celui de la cuisinière et celui du propriétaire du *barraco* avec son épouse. [...] Pour les travailleurs, c'est un cabanon (*barracão*) » (Quirina, 42 ans, vendeuse dans une boutique chinoise de vêtements, deux fils, interviewée au Suriname en 2011).

Après avoir circulé sur les lieux et avoir interviewé les cuisinières et les *garimpeiros*, je fus jusqu'au petit *cabaré* (un salon ouvert sans murs) et là, je trouvai le pasteur qui avait voyagé avec moi, installant le microphone et les haut-parleurs pour la réalisation du culte évangélique dans le local. Pendant ce temps, une musique évangélique était diffusée, une manière d'annoncer que l'Église, la personne du pasteur était présente. *Eu navegarei* (je naviguerai) un des hymnes joués, bien connu du Brésil de plusieurs églises évangéliques, attira l'attention de tout le monde alentour.

La réalisation du culte semblait un événement social pour les *garimpeiros*. J'appris que ce jour-là, ce n'était pas différent : évangéliques ou non, ils étaient présents quand les cultes sont réalisés aux *garimpos* ; quelques-uns sont des membres officiels d'une Église évangélique, mais la majorité sont des habitués. Pour l'Église, quelle qu'elle soit, l'événement est très symbolique, parce qu'il est réalisé sur un lieu même du « péché », le *cabaré*.

D'ailleurs, dans la *corrutela* de Benzdorp, l'histoire de sa première installation, de la première Église Évangélique brésilienne est associée à la fermeture d'un *cabaré*, par l'installation d'un temple de l'Assemblée de Dieu, résultant d'une promesse de son ancienne propriétaire. Marjo de Theije, qui a étudié la présence des migrants brésiliens au Suriname, raconte qu'il entendit diverses versions sur l'histoire du *cabaré* qui en 2000 se transforma en église dans ce village :

Cela arriva dans les années 2000. Expulsés de la région par un groupe de Surinamais, les Brésiliens furent poursuivis jusqu'à la piste d'atterrissage au bord de l'eau, où ils y avaient les pirogues et devinrent désespérés. Qu'est ce qu'ils pouvaient faire pour retourner et récupérer leurs affaires ? L'une d'elles était madame Maria, que beaucoup considéraient comme la fondatrice de Benzdorp parce qu'en 1998 elle fut la première à ouvrir un bar et un bordel dans la région. Madame Maria commença à prier et promit de transformer son bordel en maison de Dieu si les Brésiliens avaient la possibilité de retourner sur l'exploitation minière. C'est ce qui arriva. La police vint faire respecter la loi et l'ordre et les Brésiliens retournèrent sur les lieux de leur travail et le *cabaré* le plus ancien de Benzdorp devint une église de l'Assemblée de Dieu³⁴⁸.

Cette histoire est répétée par les pasteurs quand ils parlent des Églises Évangéliques brésiliennes au Suriname, et fait partie de la thématique de prières en certains moments du culte, comme repère de son entrée dans cette région de *garimpo* et du résultat du pouvoir de Dieu. Pour Theije, l'apparition de petits villages (comme Benzdorp) autour d'un bordel, ce n'est pas

³⁴⁸ THEIJE, Marjo de. Ouro e Deus : sobre a relação entre prosperidade, moralidade e religião nos campos de ouro do Suriname. *Religião & Sociedade*, v.28, n.1, p.69-83, 2008 (p.69).

une nouveauté, néanmoins qu'un bordel en plein fonctionnement devienne une église est « notable et paraît synthétiser deux éléments importants dans la vie des *garimpeiros* : la prostitution et la croyance religieuse »³⁴⁹.

2.3 Le sacré se substitue au *cabaré*

Le jour de la visite au filon de Macu, le fonctionnement du seul *cabaré* fut atypique ; la vente des boissons fut suspendue ainsi que les services sexuels (en plus de la musique habituelle) pour la réalisation d'un culte de l'Assemblée de Dieu Ministério de Madureira. Durant les préparatifs de l'événement religieux, j'interviewai une des travailleuse du sexe qui était ici, qui fut d'accord avec une interview à condition de ne pas être identifiée : elle me demanda s'il n'y avait pas une caméra cachée, parce que sa famille ne savait pas qu'elle travaillait dans la prostitution, et, parfois, les émissions de télévision brésiliennes faisaient des interviews au Suriname en disant qu'elles ne seraient pas identifiées mais montrait un tatouage par exemple, et la famille et les amis finissaient par savoir de qui elle s'agissait. Après avoir expliqué que ce n'était pas mon objectif, nous commençâmes l'entretien, dans la chambre.

Et alors que nous étions en train de discuter, nous entendîmes un bruit identique à un coup de feu ; la femme dit que c'était le bruit des machines et nous continuâmes à converser. Mais une autre femme, qui travaillait aussi ici, apparut à la porte, nerveuse, et presque sans force pour rester debout (elle s'était appuyée à la gazinière du local) et expliqua qu'elle se sentait mal à cause de tirs effectués par un garde Noir Marron, en face du *cabaré*, mais qu'en fin de compte cela n'avait plus d'importance, et elle repartit rapidement et tout se trouva résolu.

Ce jour-là, comme cela était déjà arrivé d'autres fois, le *cabaré* fut fermé pour la réalisation du culte ; et alors que le pasteur faisait l'installation des hauts parleurs (et passait de la musique évangélique), arriva un des gardes de la sécurité de l'endroit, qui voulait boire. Contrarié, il commença par tirer en l'air, menaçant de tirer sur les personnes si le culte était réalisé parce qu'il voulait un autre type de musique et une bière. Un autre garde, lui aussi armé, le persuada de sortir de l'endroit et la situation se calma.

Quand à nouveau je repris l'interview, le propriétaire du *cabaré* (un Brésilien compagnon d'une Noir Marron) nous interrompit brusquement : « Qu'est ce qu'elle fait ici ?

³⁴⁹ Ibidem, p.70.

Hé toi ! Tu travailles pour qui ? » Je pris peur et tentai d'expliquer la recherche pour ma thèse, mais il ne paraissait ne pas comprendre ; je lui dis que je pouvais lui montrer mon passeport — et il sortit soudainement, pour voir ce qui se passait dehors, parce qu'on pouvait entendre des personnes discuter sur un ton de dispute. Je pus seulement entendre la voix irritée d'un Noir Marron, qui parlait fort, en *Sranantongo*, avec une autre personne, et le propriétaire de *cabaré* demandant : « Qu'est-ce qu'il veut ? Qu'est-ce que ce type veut ? » — après j'appris la cause de la discussion, l'homme qui avait tiré était revenu, toujours irrité par la réalisation du culte dans le *cabaré* : il ne voulait pas qu'on le ferme parce qu'il voulait boire.

L'interview continua, mais j'étais déjà effrayée, et je commençai à hâter les choses, pour terminer rapidement. Quelques minutes plus tard, nous fûmes à nouveau interrompu par le propriétaire, qui me demanda à nouveau pour qui je travaillais : à nouveau je tentai de lui expliquer, et je commençai à ouvrir mon sac pour prendre mon passeport et ma carte d'étudiante, mais mes documents ne l'intéressaient pas (sur le moment je fus dans le doute de savoir si mes documents n'avaient aucune importance parce qu'il connaissait déjà ma nationalité, ou parce qu'il ne savait pas lire suffisamment pour vérifier les informations, sachant que le profil des migrants sur les *garimpos*, était celui d'une faible scolarité : plusieurs d'entre eux ne savent pas lire, le maximum qu'ils sachent, c'est d'écrire leur nom, pour lequel ils s'étaient entraînés pour pouvoir signer la carte d'identité et ne pas mettre seulement les empreintes digitales). Notre conversation se transforma, d'une certaine manière à une confidence (de lui) ; son appréhension était sûre que la presse brésilienne avait l'habitude de publier : l'exploitation sexuelle et la traite des femmes au Suriname :

– Eh, laisse-moi t'expliquer une chose. Cette interview va passer où ?

– A l'université. Je suis étudiante.

– Cette chose, tu ne peux pas la faire ici, parce que tu peux me compliquer la vie à tout moment.

Ma préoccupation, à ce moment là, ce n'était pas de rester dans la pièce, mais de préserver les interviews déjà enregistrées avec le magnétophone, qui était resté allumé pendant tout l'entretien, parce que je n'avais pas eu le temps de l'éteindre. Sans penser correctement, j'avais dans l'idée de le protéger en le mettant sous mon sac, qui était de mon côté sur le lit, caché de son regard — s'il se résolvait à prendre l'appareil photo, d'accord, mais je ne perdrais pas le magnétophone, parce que je retournerai à Paramaribo le lendemain matin et que je n'aurais pas le temps de refaire les interviews.

J'argumentai que sur le *garimpo*, même si tout le monde est appelé *garimpeiros*, il existe de nombreuses professions, qui sont sollicitées à des moments différents, comme motards ou cuisinières ; que je voulais montrer la présence féminine dans cet endroit et que c'est de notoriété publique qu'il y a toujours des *cabarés* sur les *garimpos*. A ce moment il me demanda de quelle région du Brésil j'étais, et d'apprendre que j'étais du Pará, justement une des régions connues de migration féminine au Suriname, il parut être plus tranquille, et il permit que je continue dans le local. Il finit par expliquer que sa plus grande préoccupation plus tard, était d'être localisé, parce que son travail était « de type traite des êtres humains » :

- Parce que, alors, si tu penses que tu ne vas pas me porter préjudice, tu peux continuer.
- Je ne demande même pas le nom des personnes que je suis en train d'interviewer ; des filles d'ici, je n'ai demandée le nom de personne.
- Non, et pour plus tard. Parce que vous le savez, ici, [que] ce qu'on fait comme travail, c'est de genre traite des êtres humains qu'on fait ici, tu comprends ? Tu comprends ? Parce que vous venez faire ici un truc de l'université et ensuite vous venez me faire des problèmes, et ça m'embête.
- Je n'ai pas demandé votre nom non plus.
- Oui mais, si tu es sur mon lieu de travail, et plus tard, dans le futur, cela peut me causer des ennuis. Je suis Brésilien, je dois voyager, et hop, tout à coup, tu arrives avec une caméra, je ne sais pas ce que tu es en train de filmer, les photos que tu fais, et une photo de moi peut arriver... « c'est le patron d'un endroit où les femmes, six, huit, dix femmes, regarde le lieu où elles habitent. [...] Je ne veux pas ce type de problèmes ».
- Si vous voulez regarder les photos que j'ai faites, aucune n'a été faite ici ; je suis arrivée ici parce que pour moi c'est nouveau un lieu de culte dans un *cabaré*.
- Oui, cela arrive toujours ici. Et leurs affaires, leurs disputes, c'est à cause de cela.

A partir de ce moment, la conversation fut très calme, et je lui racontai que j'étais hébergée dans la maison du pasteur, et il me dit qu'il était son ami. Il m'expliqua que sa réaction avait pour origine ce qu'il savait par la presse, la conséquence du crime de traite de personnes : « la peur des gens, c'est ce qui est le plus fort. [...] La Record [chaîne de télévision du Brésil] montre toujours cela, comment arrive la confusion, la *taca* [condamnation], les jours de prison ». La conversation fut interrompue par la femme que j'étais en train d'interviewer, qui ajouta : « En vérité, la télévision, elle ne montre pas le côté positif, elle ne montre que le côté négatif — alors qu'il réaffirmait son opinion sur la manière dont la presse traitait la question : « Elle ne montre que le côté négatif, c'est ça dont j'ai peur. Elles sont soumises [obligées] à faire cela.' Non ce n'est pas comme cela que ça se passe ».

Nous fûmes à nouveau interrompus par la femme qui avait eu un malaise peu de temps avant, et les deux sortirent pour parler — mais l'homme resta près de moi, comme s'il voulait entendre ce que j'allais demander à l'interviewée. Rapidement je terminai l'entretien, pris la moto qui m'attendais déjà et retournai à la *corrutela* de Macu.

Quand je partis, il faisait déjà nuit. Mon intention initiale était de continuer dans le *cabaré*, pour accompagner le culte, parce que le pasteur était le même que celui que j'avais accompagné jusqu'au *garimpo*, et dont l'Église (Ministério de Madureira) avait été l'intermédiaire pour organiser mon voyage, mais après deux incidents consécutifs je ne me sentais plus en sécurité dans cet endroit. En arrivant à la *corrutela*, je participai au culte réalisé par le pasteur qui m'hébergeais.

A la fin du culte dans le village, le pasteur qui avait réalisé le culte dans le *cabaré*, au Filon de Macu, arriva à l'église, on lui donna le micro pour qu'il fasse la prière finale. Avant de la faire, il raconta les tirs et que, au commencement du culte dans le *cabaré*, autour de 19 heures, le garde revint et tira à nouveau en l'air, et les personnes qui étaient assises, assistant au culte, coururent ou se jetèrent à terre ; et que lui le pasteur, ne s'était pas laissé intimider et commença à prier, et les tirs cessèrent. Ensuite l'homme réussit à être calmé et il fut emmené, et il put enfin réaliser la cérémonie en paix.

2.3.1 L'appareil photo et le fusil pour chasser les oiseaux

Photographier les endroits me rapprocha de quelques interlocuteurs, par curiosité ou par peur des buts réels de mes photos. Alors que j'étais en train de photographier la rue du village, une femme, propriétaire d'un des grands *cabarés* sur place, qui était assise en m'observant, m'appela et me demanda des informations sur la qualité des photos de mon appareil, parce qu'elle avait l'intention d'en acheter un, sans savoir quel modèle acheter. Nous établîmes un dialogue sur le type d'appareils que nous connaissions et à cet endroit même elle me permit d'enregistrer une interview³⁵⁰, et, ensuite, après l'avoir terminée, je restai à converser avec elle et son mari, qui me servit un Coca-Cola glacé. Alors que je buvais, un Noir Marron apparut et

³⁵⁰ A la fin de l'interview, elle me demanda que je la prenne en photo avec son compagnon. Ce ne fut pas possible de lui en donner une copie mais nous fûmes très contents de nous voir ensemble, parce que jusqu'à présent, selon elle, ils faisaient des photos avec le portable qui n'avait pas toutes les qualités nécessaires pour que les photos soient éditées.

appela le propriétaire, et tous les deux conversèrent quelques minutes en *Sranantongo*. Je ne compris pas ce qu'ils disaient mais par la réaction de la femme et par les regards que l'homme lançait dans notre direction, comme s'il analysait une marchandise, j'en déduisis qu'il était en train de demander si j'allais travailler au *cabaré* — quelques minutes avant, était apparu un autre Noir Marron, plus jeune, qui nous observait du petit commerce (*cantina*) à côté, propriété d'un chinois ; de cet endroit, il envoyait des baisers, parlait de choses que je n'entendais pas (à cause de la musique forte) et souriait, voulant attirer l'attention.

Au Suriname, être Brésilienne signifie une possible travailleuse du sexe, être assise et discuter avec un couple propriétaire d'un *cabaré* peut signifier « nouvelle » de l'endroit — et à ce moment je réunissais les deux conditions pour être classifiée comme travailleuse du sexe (la nationalité et l'endroit), ce qui donnait la liberté, au dernier arrivé, de s'approcher et proposer l'achat de service.

Le propriétaire semblait lui assurer que je n'étais pas une prostituée, mais il s'approcha, dit « bonjour » en Portugais — à moi et à la propriétaire — et je réalisai qu'il possédait une arme à feu. Sans réfléchir, je lui demandai si je pouvais le photographier ; il me fit un grand sourire et répondit affirmativement, mais qu'il voulait un baiser en échange. Je pris peur devant sa proposition, et je me dirigeai vers la porte d'entrée du bar, m'éloignant, en disant catégoriquement non. Immédiatement le propriétaire du *cabaré* l'appela et à nouveau ils conversèrent en *Sranantongo* ; ensuite ils vinrent tous les deux dans ma direction et le Noir Marron dit que je n'avais pas de raison d'avoir peur et que je pouvais faire la photo.

Je lui répondis que je ne voulais plus la faire, et il s'en offensa, me disant qu'il avait une compagne brésilienne et qu'il ne n'avait pas de relations violentes avec les femmes. Il répéta plusieurs fois « Madame, je ne prends pas par la force », en Portugais. J'insistai disant que je ne ferai pas de photos, parce que je lui avais demandé une autorisation et que je n'avais pas négocié pour celle-ci. Il s'irrita, et me demanda de la faire, qu'il ne demandera rien. J'en fis deux pour éviter les complications, mais même ainsi, comme j'avais eu peur de sa proposition, ce fut lui, à nouveau qui se sentit offensé quand il réalisa que je m'étais senti menacée. Mon idée était de faire des photos du fusil, mais il insista pour être pris avec lui, et pour sortir de l'impasse, je fis les photos comme il me le demandait (Figure 26).



Figure 26 : Noir Marron *Saramaka* et son fusil pour chasser les oiseaux (2012).

Ensuite, je lui montrai ses photos, et à nouveau il fit un large sourire : « elles sont réussies », il me dit — et il commença à me dire que l’arme était « inoffensive », qu’elle servait pour chasser les oiseaux (pour manger) et, tout orgueilleux, me dit aussi qu’il avait une arme de feu à la maison, en fait qu’elle était dangereuse (mais il ne sut pas me dire quel type d’arme). Après cette brève conversation, il commença à me traiter d’une manière différente, ce qui signifie que la nationalité brésilienne est un marqueur qui de possibles travailleuses du sexe, peut changer pour une autre appréciation. Mais cela ne se produit pas de manière automatique, mais plutôt de forme individuelle ; et il y a besoin d’un contact pour effacer ce préjugé.

2.3.2 La violence comme solution des conflits : les Noirs Marrons font « des menaces » et les Brésiliens sont « fous »

Les Brésiliens ont l’habitude de dire que les Noirs Marrons ne tuent pas, ils ne font que des menaces ou ils attaquent en groupe et battent beaucoup leurs adversaires, parce qu’ils ont peur des esprits de leurs ancêtres. Richard Price, à décrire la manière dont les Noirs Marrons *Saramaka* interprètent les événements quotidiens, affirme que, pour eux, les actions du présent peuvent avoir des conséquences pour leur futur et le futur de ses descendants :

D’après eux, les actions humaines sont à l’origine de tous les maux ; de ce fait, leur conception de l’histoire fonctionne à double sens. Non seulement chaque malheur, maladie ou mort découle de telle ou telle mauvaise action accomplie dans le passé, mais encore, chaque délit ou méfait qu’il soit dirigé contre une personne ou une divinité, aura un jour ou l’autre des conséquences néfastes. Si un homme est tué, son esprit entretiendra une volonté de vengeance éternelle à l’encontre de la famille du meurtrier (et les divinités

offensées, qu'elles soient serpents ou autres, se vengeront de la même façon). L'offense initiale n'est pas forcément un meurtre, elle peut tout aussi bien n'être qu'un menu larcin ou une atteinte à l'honneur³⁵¹.

Un motard avec qui je discutais après l'incident concernant le Noir Marron du Filon de Macu dit « ces noirs ne savent faire que des menaces » ; c'est à dire, ils font toujours des menaces et tirent pour effrayer les gens, mais jamais pour atteindre quelqu'un. Selon l'opinion d'un *garimpeiro* qui était avec nous au moment de cette conversation, « Ils ont peur des Brésiliens parce qu'ils disent que nous sommes fous ». A la différence des Noirs Marrons, « le Brésilien ne menace pas, si c'est nécessaire, il tue » — et cette réputation qu'il est capable d'agir avec violence est confirmée par beaucoup de Brésiliens comme une manière de se défendre ; Ils racontent toujours des histoires de violence surtout quand il y a des morts) concernant un Brésilien, une sorte de message pour que les autres évitent les disputes avec les Brésiliens — une sorte de guerre des nerfs ».

J'eus la confirmation de cette affirmation de la réputation du Brésilien « sauvage » ou « fou » quand je revins du *garimpo* de Macu pour Paramaribo. Au Suriname, il est notoire que le Brésilien qui va en direction de la forêt n'a pas d'or et circule avec peu d'argent, et que le Brésilien de retour en ville est plein d'or — les personnes préfèrent être payées en or. Ce qui signifie que moi, Brésilienne, à mon retour du *garimpo*, je transportais de l'or, et pour être femme, de l'or gagné avec « facilité », dans la prostitution.

Comme je ne possédais pas de métal précieux, je me trouvai dans une situation compliquée au moment de prendre la pirogue au port de Afobaka : je dis au piroguier Noir Marron que je n'avais pas d'or et je lui demandai si je pouvais effectuer le paiement en SRDs. Il me demanda si quelqu'un m'attendait de l'autre côté avec une voiture et je répondis que non ; il accepta le paiement en argent, fit un calcul rapide de deux cents SRDs ; Les autres passagers, même les femmes Noirs Marrons, payèrent en or : deux grammes, pesés tout de suite avec sa balance portative.

Quand nous arrivâmes à Afobaka, le pasteur avec qui j'avais été au *garimpo* et qui revenait avec moi descendit le premier et s'entendit avec un des chauffeurs qui attendaient des passagers pour notre voyage à Paramaribo, puis il revint pour me prévenir au moment où, avec déjà mon sac et l'argent en main, j'allai payer le piroguier mais celui-ci se refusa à recevoir l'argent en espèce : il voulait un paiement en or. Je lui dis que je n'en avais pas, et il commença à crier, refusant de recevoir l'argent. Je sortis de la pirogue et je restai sur la rive, la main tendue,

³⁵¹ PRICE, *Les premiers temps : la conception de l'histoire des marrons saamaka*, op. cit., p.17-18.

alors qu'il criait en *Sranantongo* en même temps qu'il déchargeait la pirogue ; il disait des choses que je ne comprenais pas, sans prendre mon argent. Comme personne n'intervenait, je demandais à un *garimpeiro* qui était encore dans la pirogue (celui que j'écoutai discuter en *Sranantongo* avant la traversée) pour qu'il lui dise que je n'avais pas d'or ; la tête baissée et en voix basse, il répondit qu'il ne savait pas le dialecte. Le piroguier continuait à crier et j'entendis quelques fois l'expression « *ma pampa* » (« fille de pute », en *Sranantongo*).

A aucun moment il montra l'intention de m'agresser physiquement, mais après avoir tant insisté pour qu'il reçoive son argent, j'entrai dans la voiture. Le chauffeur comprenait un peu de portugais et d'anglais ; en mélangeant les deux langues, je lui expliquai ce qui se passait et lui demandai s'il pouvait tenter de donner l'argent au piroguier, et il accepta — mais ce dernier refusait toujours le paiement. Selon le chauffeur, dans le cas où je ne paierais pas, nous ne pourrions pas partir, je répondis que je ne sortirai pas de la voiture, parce que je ne me sentais pas en sécurité. Il retourna parler au piroguier qui proposa que je paie trois cents SRDs. Pour en finir avec cette confusion, je payai et nous continuâmes le voyage.

Dans la voiture dans laquelle voyageait aussi un Surinamais (créole comme le chauffeur) et deux enfants (ses enfants), le pasteur, indigné, évoqua la manière violente dont quelques Brésiliens « fameux » avaient résolu une situation de ce type, par la mort d'un piroguier Noir Marron Ndjuka, à Albina³⁵², et par la mort de deux gendarmes en Guyane Française par la bande de Manoelzinho (auquel j'ai déjà fait référence ici). Et il répéta plusieurs fois : « C'est pour cela que les Brésiliens trouvent des solutions rapidement, comme le Manoelzinho » — malgré qu'il soit en prison au Brésil, Manoelzinho est une référence dans le contexte de violence sur les *garimpos*. Quand aux créoles, ils observaient seulement, muets. De ce discours on réalise que violence et masculinité apparaissent comme des éléments constitutifs des Brésiliens au Suriname, renforçant le stéréotype du sujet disputeur, violent et buveur. Mais, durant le voyage, tentant de comprendre ce qui s'était passé, je conversai avec le chauffeur et l'autre Surinamais, et le premier commença à donner des explications sur les divers groupes de

³⁵² En décembre de 2009, un piroguier Noir Marron fut tué par un Brésilien après s'être disputé pour le paiement d'un transport en pirogue. Selon les informations recueillies sur le terrain, le piroguier avait reçu la valeur prévue, mais après il voulut demander plus. Ils se disputèrent et les Brésiliens le tua avec un couteau. Après sa mort, un groupe de Noirs Marrons attaqua un campement de Brésiliens à Albina, en blessa plusieurs, et brûla et pilla quelques boutiques propriétés de Chinois (qui vendaient des marchandises aux Brésiliens). Cet épisode eut de grandes répercussions et mobilisa les autorités du Brésil, du Suriname et de la Guyane Française pour venir au secours des victimes et régler le cas. Dans un premier temps, les autorités surinamaises et brésiliennes (par l'intermédiaire de l'ambassade du Brésil) eurent comme préoccupation de vérifier si l'épisode était isolé ou s'il y avait la possibilité que d'autres conflits éclatent, de proportions plus grandes, entre Brésiliens et Noirs Marrons, et les deux pays arrivèrent ensemble à la conclusion que cela avait été un cas isolé, qu'il n'y avait pas de conflits ou tension entre les deux groupes.

Noirs Marrons au Suriname, parlant d'eux comme détenteurs « d'une règle compliquée, à cause de sa culture ». Qu'est ce qui serait compliqué et à la fois culturel qui générerait tant de cris et aucune entente ?

Après plusieurs questions, je réussis à comprendre : quand il s'agit d'étrangers (qui en majorité sont Brésiliens), la règle est de payer l'aller en liquide et le retour en or. Un paiement en liquide peut être accepté à partir du moment où le voyage continue dans la voiture d'un associé du piroguier (qui parfois est quelqu'un de la famille) et qui attend déjà, et comme je n'avais pas pris la voiture du cousin du piroguier qui m'avait transporté, je n'avais pas respecté les règles — qu'il me semble, seules les personnes qui travaillent dans le domaine du transport connaissent avec clarté, c'est donc pour cela que personne ne interfère.

Le problème est que les Brésiliens avec lesquels j'avais discuté sur la rive ne la connaissait pas. La méconnaissance de quelques-unes des règles des Noirs Marrons, qui ne sont pas écrites, génèrent une série de discussions qui peuvent se terminer en violence physique — beaucoup d'interlocuteurs au Suriname disant qu'ils ne respectent pas ce qui a été combiné, et parfois, demandent plus d'or, une fois qu'ils refont le calcul à partir de règles non écrites s'ils se sentent lésés, et réclamant à voix haute, ce qui est leur manière de dialoguer.

Armes, tirs, alcool, tristesse, insécurité, solitude, bonne humeur, solidarité, espoir et rêve furent les thématiques et les sentiments qui, petit à petit, révélèrent le scénario de las *corrutelas* et des zones de travail au *garimpo*. Plusieurs fois je m'étais demandé ce que je faisais ici. Mais, à part les moments d'insécurité, je fus très bien accueillie³⁵³, et en diverses occasions, protégée.

³⁵³ Je n'ai pas dépensé pour l'alimentation et l'hébergement, et où j'arrivais, on me demandait si j'avais déjeuné ou dîné. Dans la *corrutela* de Macu mes repas furent offerts par une famille, membre du *Ministério de Madureira*, qui m'informa, dès le premier jour, qu'ils seraient faits à la maison, en vérité pas seulement pour moi, mais aussi pour le pasteur qui avait voyagé avec moi, le pasteur de l'Église présent au village et pour son épouse, en plus de deux membres de l'Église, qui parfois apparaissaient inopinément — moments qui m'aiderent à établir des contacts avec plusieurs personnes. Une femme, propriétaire d'un des restaurants du village, insista pour que je reçoive une bouteille d'eau minérale me dit « Prends cette bouteille d'eau pour ne pas dire que je ne t'ai jamais aidée, et, cette nuit, viens dîner avec nous ».

2.3.3 Marqueur social : la nationalité des femmes

Au Guyana et au Suriname l'abolition de l'esclavage fait partie du calendrier national et c'est une coutume de la commémorer par une grande fête durant laquelle sont vendus de la nourriture typique et des objets artisanaux, et il y a des spectacles gratuits³⁵⁴. Dans les deux pays, la population créole a l'habitude de fréquenter ces fêtes avec des costumes et des ornements typiquement africains, et les femmes soignent leurs visuels ; les familles arrivent ensemble, toujours souriantes et réceptives. Au Suriname, l'abolition de l'esclavage (le *Keti Koti*) signifie les chaînes brisées³⁵⁵. En 2011, j'assistai à cette fête à Paramaribo, et me promenai au milieu de centaines de personnes qui y participaient — puis, à la tombée de la nuit, le numéro des participants augmenta — aux alentours du Parc des Palmiers (*Palmentuin*). Je demandai à quelques femmes si je pouvais les photographier et aussitôt elles acceptèrent (Figure 27).



Figure 27 : Fêtes commémoratives de la fin de l'esclavage au Suriname, au Parc de Palmiers, à Paramaribo (2011).

³⁵⁴ Divers chanteurs, des groupes musicaux et de danse, locaux ou de pays voisins, se produisent durant cette fête.

³⁵⁵ Une commémoration de signification spéciale pour les Créoles, qui font une question de participer à la fête. Les Noirs Marrons ne se sentent pas concernés par l'abolition de 1863 car ils vivaient déjà libre dans la forêt après s'être enfuis des fermes.

En 2012 il eut la fête commémorative de l'abolition de l'esclavage qui se passa au Parc National (*National park*), à Georgetown. Là aussi les personnes défilèrent, posèrent pour des photos pour ceux qui voulaient en faire — l'impression étant que photographe faisait partie du rituel. Comme différence avec le Suriname, au Guyana la fête parût plus organisée, les costumes plus luxueux, laissant deviner un pouvoir d'achat plus important de certaines personnes (Figure 28). Jusqu'au président et à la première dame apparurent, en plus des autres autorités locales. Comme au Suriname, je demandai l'autorisation à quelques femmes pour prendre des photos et là aussi, les autorisations furent immédiates. Toutefois, quelques-unes me demandèrent de quel pays j'étais, et quand je répondis « Brésil » le contact amical disparut : une des femmes interrompit la conversation et me demanda si j'habitais à Georgetown — et devant ma négation, elle accepta : « dans ce cas vous pouvez faire la photo » Une autre, après que j'eus fait une photo, voulut savoir mon origine, et quand elle l'apprit, arrêta le joli sourire qu'elle m'avait fait au premier contact, interrompit la conversation et se retira. Il y eut un groupe de femmes avec qui la situation fut encore plus embarrassante : alors qu'elles prenaient la pose, l'une d'elle me demanda si j'étais Brésilienne, et devant ma réponse positive, devint très irritée, et me dit que je ne devais pas faire la photo. Elle conversa avec les autres, dans son dialecte et ils me regardèrent avec un air de réprobation et de méfiance, comme si j'avais commis une grave erreur, et puis, s'éloignèrent, me laissant intriguée par leurs réactions. Ainsi comme les hommes qui voient les Brésiliennes comme travailleuses du sexe même en étant dans des endroits et des situations qui n'ont pas de rapport avec la prostitution, les femmes l'imaginent. Des Brésiliennes racontèrent que dans les magasins de vêtements au Guyana, elles se voyaient interdire d'utiliser les cabines d'essayage (si elles voulaient acheter des vêtements, pas de problème, mais elles ne pouvaient pas les essayer).



Figure 28 : Fête commémorative de la fin de l’esclavage au Guyana, au *National Park*, à Georgetown (2012).

Carolina Höfs, dans sa recherche sur l’expérience des migrants brésiliens à Paramaribo a analysé le processus de formation ethnique de la nationalité brésilienne au Suriname. Les commerçants furent les principaux interlocuteurs, une fois que le commerce fut sa principale cible dans cette ville. Ce sont eux qui assument une position de leader, et « sont identifiés comme une partie de l’élite migrante pour avoir les investissements les plus importants dans la ville et pour être le plus longtemps dans le pays »³⁵⁶. Ces interlocuteurs affirmèrent qu’il existe quatre « classes » de migrants brésiliens dans ce pays : « les commerçants », « les croyants »³⁵⁷ « les *peões* »³⁵⁸ et « les *plocs* »³⁵⁹. Cependant, au quotidien, ces catégories ne sont pas statiques, considérant que plusieurs individus peuvent être identifiés à plus une d’entre elles et le « *garimpo* et la prostitution imprègnent l’expérience collective des migrants ». Dans ce contexte, les femmes sont marquées par la prostitution et les hommes par l’image de *peões*, de

³⁵⁶ HÖFS, op. cit., p.54

³⁵⁷ Qui fréquentent de manière assidue les Églises Évangéliques brésiliennes au Suriname.

³⁵⁸ Les *garimpeiros* qui agissent directement dans le domaine de la recherche de l’or

³⁵⁹ Selon Carolina Höfs (op. cit, p.67), « *ploc* est comment les immigrants brésiliens appellent autant les prostituées que l’acte sexuel ». La catégorie *ploc* est abordée dans la quatrième partie de cette thèse et comme une seconde possibilité de prostitution au Suriname : l’activité en dehors d’un *club* et sans la dette contractée en sortant du Brésil.

telle manière que ces deux activités marquent même les catégories qui ne sont pas directement impliquées par elles et finissent par affecter la construction de l'identité des Brésiliens au Suriname. Selon l'auteure,

L'association entre la prostitution et l'identité brésilienne fait que les stigmates atteignent toutes les immigrantes et les discréditent potentiellement. De manière habituelle, elles reçoivent des propositions de relation sexuelle, sont saluées par des gestes obscènes et connaissent des situations difficiles dans les endroits publics — comme, par exemple, dans les bars, les fêtes et les supermarchés. Une interlocutrice parla sur les formes de discrimination qu'elle souffrait quotidiennement et au fait que, entre les Brésiliennes, le travail sexuel prédomine sur toutes les autres activités professionnelles et fait que les stigmates attribués aux prostituées s'étendent à toutes, sans discrimination³⁶⁰.

Les données collectées par la recherche de terrain de cette thèse corroborent l'analyse faite par Carolina Höfs qu'au Suriname, les Brésiliennes sont stigmatisées, principalement pour les femmes, parce qu'elles sont associées à la prostitution — et cela arrive aussi au Guyana et en Guyane Française. Selon quelques interlocutrices, les femmes autochtones les voient comme putes et « voleuses de maris », créant ainsi méfiance et tension, qui compliquent les interactions sociales — et, comme femme brésilienne, durant ma recherche de terrain, je pus vérifier la véracité de ces informations. Ce qui est mis en évidence dans ce scénario, ce n'est pas que la femme se comporte ou s'habille comme une prostituée, être ou ne pas être prostituée, mais l'identité brésilienne. Les relations sont construites par catégories de genre, sexualité et nationalité.

³⁶⁰ HÖFS, op. cit., p.79.

DEUXIÈME PARTIE :
LE TRAVAIL DANS LE *CLUB* DE
PROSTITUTION : UNE EXPERIENCE

LE MARCHÉ DU SEXE AU SURINAME : L'HABITUEL ET LA TOLERANCE

Au Suriname, le marché du sexe a des adresses et des points bien définis, et, selon à une recherche réalisée par la Maxi Linder, il existe trois types de travailleuses-eurs du sexe dans le pays : les travailleuses/eurs sur le trottoir ; les travailleuses-eurs de *clubs* (étrangères) ; et les *call girls*, qui travaillent à la maison³⁶¹. Les services sexuels peuvent être offerts dans les bars, les hôtels, les salons de massage, les résidences, les *cabarés*, les *clubs*, et, moins fréquemment, il y a la prostitution de rue, parce que celle-ci n'est pas tolérée et son contrôle est rigide. Et même si elle est fortement combattue, dans quelques rues de Paramaribo, il est possible de rencontrer des femmes surinamaises et d'autres nationalités (principalement gyanaises) dans l'attente de clients³⁶², de manière discrète. Mais les femmes surinamaises qui travaillent comme prostituées sont peu visibles, agissent dans des endroits qui ne sont pas identifiés comme étant des lieux de prostitution, de telle manière que « pour soutenir un marché plus ouvert et explicite de prostitution, les femmes qui sont en dehors de la communauté surinamaïse sont pratiquement une 'nécessité' pour le marché du sexe »³⁶³. Quant aux Brésiliennes, il existe un réseau de relations structurées qui les accueille dans des endroits déterminés, et elles ont un certain « statut de luxe et de désir », et cela non seulement au Suriname mais aussi au Guyana et en Guyane Française. Toutefois, au Suriname, toutes les formes de prostitution sont illégales, et ce qui prévaut est une tentative « mal réussie » de suivre l'exemple appris en Hollande³⁶⁴, mais il n'y a aucune réglementation à ce sujet, malgré les espaces qui lui sont visiblement destinés comme les *clubs*, si bien que la prostitution existe de manière informelle avec quelques éléments régulateurs, sans cadre juridique, mais toléré par les gouvernements successifs.

Le développement du sexe commercial au Suriname est relationné aux questions socio-économiques. De la décennie de 1960 à la décennie de 1980, période durant laquelle l'économie

³⁶¹ Les zones appelées grises, pour leur invisibilité (STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION, *Profile of clubs and informal sexual locations in Paramaribo and Nieuw Nickerie*. Paramaribo : SMLA, 2001, p.24; 25; 29).

³⁶² Lesquels sont la cible d'actions policières, que ce soit pour empêcher la prostitution ou pour leur extorquer de l'argent.

³⁶³ HAZEU, Marcel Theodoor. *Migração internacional de mulheres na periferia de Belém. Identidades, famílias transnacionais e redes migratórias em uma cidade na Amazônia*. 178p. Dissertation (Master en Planification du Développement) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2011, p.88.

³⁶⁴ En Hollande, depuis octobre de 2000, la prostitution n'est plus une infraction ; elle est réglementée par la loi, pour les majeurs.

du pays connu une croissance relative, furent installés les premiers *clubs* de prostitution avec des femmes étrangères. A partir du milieu des années 1980 et jusqu'aux années 1990, l'économie a connu une crise, mais cela n'affecta pas le marché du sexe, qui, au contraire, vécut une croissance importante durant cette période — et le gouvernement choisit de ne pas interférer, une attitude de laisser-faire³⁶⁵. La loi surinamaïse qui traite du sexe commercial (utilisation de la rue et exhibitionnisme) est de la période coloniale, et punit à peine les femmes (par des amendes et/ou détention) ; les hommes et les travestis/transsexuels ne sont pas concernés³⁶⁶.

Les *clubs* de prostitution surinamais fonctionnent comme s'ils étaient acceptés par la société et encadrés par la loi, et même les autorités représentatives du gouvernement brésilien qui ont leur siège dans ce pays affirment, quand elles furent interviewées pour la recherche, que la prostitution au Suriname est seulement illégale quand elle concerne les mineurs, ou faite dans la rue, mais légale dans les espaces qui lui sont destinés.

En général, les *clubs* regroupent des travailleuses du sexe d'une même nationalité. Au Diamond et au Manilla, sont les deux plus importants de Paramaribo³⁶⁷, et pour eux, les femmes, en majorité, sont Brésiliennes. Dans les fêtes aussi, de bars et d'hôtels destinées à un public brésilien, même si les Brésiliennes ne sont pas en affaire avec les organisateurs et les propriétaires, elles sont toujours invitées et bienvenues, parce qu'elles attirent la clientèle, et pas seulement de Brésiliens — et dans les *cabarés* sur les terrains des *garimpos*, elles sont la majorité. Les prix des relations sexuelles ne sont pas une nouveauté pour ceux qui interagissent avec elles, qu'elles soient payées en argent ou qu'elles soient payées en or. Les différences entre les différents marchés du sexe ne sont pas seulement connues par ceux qui les fréquentent : c'est comme s'il y avait son incorporation au quotidien, mettant en évidence une relation capitaliste entre les personnes.

Les Brésiliennes qui se livrent à la prostitution au Suriname ont l'habitude de dire que dans ce pays, « la prostitution est normale », « c'est un travail comme un autre », « ici ce n'est pas un problème d'être prostituée », justement parce qu'elles ignorent qu'il existe une tolérance de l'État, pas une protection juridique. Elles pensent que la prostitution fait partie du quotidien et qu'elle est acceptée par la société, comme si elle ne suscitait pas de conflits, de stigmates, et de contradictions :

³⁶⁵ STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION, op. cit.

³⁶⁶ Ibidem.

³⁶⁷ Le Diamond est le plus grand *club* de Paramaribo ; selon les interlocuteurs, il y avait plus de cent femmes travaillant ici à l'époque de la recherche de terrain.

Ici, la prostitution... pour elle, une prostituée, ici elle est normale. Ici tout homme, par exemple, quand il s'approche d'une femme pour rester avec elle, il veut déjà lui donner de l'argent. Ici, une passe ici c'est normal ; ici personne ne se préoccupe pour cette chose, non. [...] Les filles qui font des passes sont des personnes normales. (Giovana, 38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Carolina Höfs affirme que pour maintenir les *clubs* et les bordels en fonctionnement, la police passe des accords informels avec leurs propriétaires, et :

Périodiquement, des inspections policières sont réalisées [à l'intérieur] avec pour objectif de garantir la présence régularisée des femmes et l'observation de leur bien-être physique, et aussi pour garantir qu'il n'y a pas de mineures présentes dans le local. Malgré cela, beaucoup d'adolescentes ont leurs papiers d'identité ou leurs certificats de naissance falsifiés³⁶⁸.

De tels accords sont mis en évidence dans les histoires racontées par les interlocutrices de cette étude qui travaillaient ou qui travaillent au marché du sexe au Suriname, montrant une organisation élaborée des *clubs* pour se maintenir dans la « norme » en cours, pour garantir un minimum de règles de fonctionnement, même s'ils ne respectent pas la réglementation légale, et qui ont l'approbation et donnent une sécurité pour les travailleuses du sexe qui y travaillent — c'est pour cela qu'elles croient que la prostitution est licite. Au Suriname, la mobilité des femmes par le moyen de la prostitution est enracinée dans les récits des Brésiliens, principalement dans celui des femmes, qui parlent de la prostitution ouvertement, sans censure, sans peur, sans se questionner jusqu'à quel point et comment cette activité, si familière, est réglementée par l'État. Dans les récits qu'elles font, il est évident qu'elles ne savent pas que tout ce qui arrive en relation à la prostitution est à peine toléré, et que, en fonction de leurs rôles dans cette activité, elles pourraient être impliquées légalement.

Comme on peut le percevoir tout au long de cette thèse, qui traite du marché du sexe au Suriname et de ses contrepoints avec les marchés du sexe au Guyana et à la Guyane Française³⁶⁹, l'accord informel qui autorise la prostitution dans ce pays fait que les contrôles se limitent à la vérification des passeports (si le visa, qui autorise la présence dans le pays pour

³⁶⁸ HÖFS, *Yu kan vertrouw mi: você pode confiar*. 174p. Dissertation (Master en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2006, p.67.

³⁶⁹ Même si le marché du sexe au Guyana, au Suriname et en Guyane Française présente des points communs, dans cette seconde partie de la thèse, il sera abordé de manière plus minutieuse le fonctionnement et l'organisation des *clubs* à partir des informations collectées au Suriname, puisqu'il s'agit du principal sujet de cette recherche et en conséquence, pour que les données collectées sur les *clubs* de prostitution dans ce pays soient plus complètes.

trois mois est valable), la vérification de la réalisation des examens pour détecter les maladies sexuellement transmissibles qui sont réalisés mensuellement ou par quinzaine), l'existence ou non de mineures dans les *clubs* et s'il y a des violences contre les migrantes qui s'y trouvent.

Les récits des femmes qui migrèrent par l'intermédiaire des *clubs* montrent la dynamique de la mobilité des femmes, dès l'acceptation du voyage pour un *club* de prostitution au Suriname jusqu'aux conditions de son séjour dans les *clubs*, et montrent un engrenage dont le fonctionnement laisse entendre que tout est licite et régulier, mais qu'en réalité il fonctionne en marge des règles en vigueur.

3.1 Sortir du Brésil : les motivations du voyage

Des quatorze femmes interviewées qui migrèrent du Brésil au Suriname, par l'intermédiaire d'un *club* de prostitution, huit (57%) affirmèrent que la principale motivation du voyage fut le fait de se retrouver sans travail et d'être l'unique responsable financière des enfants ; cinq (36%) indiquèrent les violences domestiques, des menaces du mari ou de l'ex-mari et une relation difficile avec lui comme motif, c'est à dire, ce fut une manière de s'éloigner de lui ; et une (7%), qui était déjà prostituée au Brésil, et alla à la recherche d'un marché du sexe plus lucratif (Figure 29).

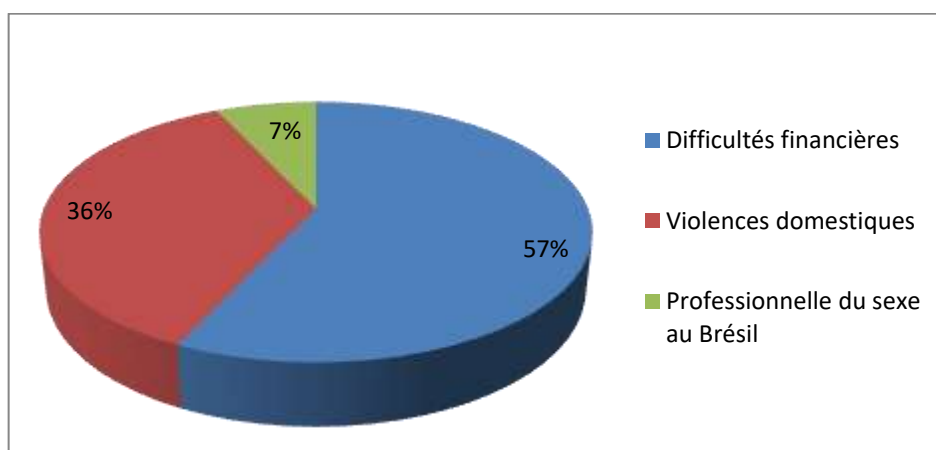


Figure 29 : Motivation de voyage pour les *clubs* de prostitution du Suriname des femmes brésiliennes interviewées qui migrèrent pour ce pays par leur intermédiaire.

Un moment de fragilité émotionnelle combiné à des difficultés financières, principalement pour être sans emploi, est parfois un facteur de motivation pour prendre la décision de voyager pour se livrer à la prostitution dans un *club* à l'étranger, c'est ce qui se passa pour 57% des interlocutrices qui passèrent par les *clubs* de prostitution, et entre elles, Catarina³⁷⁰, 34 ans, manucure, classe de 4ème. Née à l'intérieur du Pará, Catarina déménagea pour Belém quand elle avait 10 ans, et avant de migrer, elle travaillait comme garde d'enfant, travail qu'elle perdit parce que sa patronne voulait qu'elle dorme sur son lieu de travail ce qu'elle n'avait pas accepté. Elle était sans travail quand sa mère mourut, et elle fit une dépression. Sans support familial et financier, en 2004, à 27 ans, elle voyagea au Suriname à l'invitation d'une amie, pour travailler au Diamond. Elle y resta neuf mois, et elle n'eut pas d'aide pour payer la dette du voyage. Quand elle sortit, elle partit, pour quelques jours, pour un *cabaré* au *garimpo*, mais elle décida d'abandonner la prostitution pour aller vivre avec un ex-client, un Surinamais d'origine indienne, avec qui elle eut deux fils (un garçon et une fille). Elle alla vivre avec cet homme non pas pour avoir un support financier, mais parce qu'elle voulait fonder une famille : en se prostituant elle gagnait en une nuit ce qu'il gagnait dans le mois ; elle fut critiquée par ses amies pour sa décision de se mettre en relation avec un homme qui n'avait rien, pour sortir du *club* pour vivre avec quelqu'un qui ne lui donnerait pas une maison au Brésil, une voiture, des conditions de vie meilleure. Ils en arrivèrent à se séparer pour un peu plus de deux mois, mais restèrent en contact. Pendant la période laquelle ils étaient séparés, pendant le jour elle travailla dans un salon de beauté et la nuit, comme prostituée dans des hôtels de Paramaribo.

Même si les difficultés financières et le chômage constituaient les principales motivations pour que les femmes décident de voyager pour se prostituer, quelques-unes dirent qu'elles n'étaient pas sans emploi à l'époque, mais qu'elles voulaient réaliser un rêve, que le salaire qu'elles gagnaient ne permettrait pas d'atteindre, et c'est pour cela qu'elles avaient accepté l'offre du *club* de payer leurs billets pour le rembourser plus tard. Etre propriétaire d'une maison est le principal objectif de ces femmes, et celles qui l'avaient déjà achetée continuaient au Suriname en disant qu'elles travaillaient pour monter leurs propres affaires (en général l'idée était de monter un commerce).

Dans le cas de séparation d'avec le mari quand elles étaient encore au Brésil, cela apportait non seulement des changements au niveau de l'État Civil, mais aussi des finances, car elles en arrivaient à avoir la garde, même non officielle, des enfants et la plus grande

³⁷⁰ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

responsabilité financière pour eux. Les problèmes financiers après la séparation, la difficulté d'obtenir de l'ex-mari une aide pour l'éducation des enfants ou même leur refus de payer la pension apparurent dans le discours de quelques interlocutrices.

Tália³⁷¹, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, classe de 3ème, originaire de Belém, voyagea au Suriname en 2007, à 37 ans, pour le *club* Aventura, à une époque durant laquelle elle passait par des difficultés financières : mère de deux enfants (un garçon et une fille) après la séparation, elle n'avait pas réussi à maintenir le niveau de vie de celui qu'elle avait quand elle était mariée :

Ce fut une séparation difficile. J'avais tout puis après plus rien. Alors, je voulais donner un niveau de vie pour mes enfants, le même que celui que j'avais quand j'étais mariée. Alors c'est devenu difficile, j'ai dû louer une maison. Alors j'ai pensé : « Je vais au Suriname, je travaille, j'achète une maison et plus jamais je viendrais au Suriname ». C'est cela que j'ai pensé, mais dans la réalité, ce ne fut rien de tout cela qui arriva [...].

Deux de ses sœurs avaient déjà migré au Suriname, l'une travaillait dans un magasin de vêtements dont la propriétaire, une Brésilienne, était la femme du propriétaire de l'Aventura, et elle fit l'intermédiaire pour le voyage de Tália — qui laissa ses enfants à sa mère — et l'une de ses amies pour la prostitution dans ce *club*. Au bout de trois mois, il restait encore 60% de la dette à payer lorsqu'un client, un Hollandais, l'aida à l'acquitter ; elle partit du *club* et alla habiter avec lui, et elle en vint à l'aider dans son entreprise de vente de bois. Avec des problèmes dans son entreprise, après un an et deux mois de vie commune il retourna en Hollande, mais même à distance, ils continuèrent ensemble, et il l'aida financièrement (peu). Tália resta au Suriname par manque d'argent pour ouvrir, au Brésil, une affaire qui lui permettrait de subvenir aux besoins de sa famille, et comme elle ne voulait pas retourner au *club*, elle commença à travailler dans un restaurant dans lequel elle arrivait le matin et restait jusqu'à dix-sept heures/dix-huit heures ; trois fois par semaine elle sortait de là pour aller faire le ménage dans la maison d'une amie (la femme du propriétaire de l'Aventura) ; et toutes les nuits elle était barmaid dans un bar. En plus de cela, des fois, en fin de semaine, elle dansait (*carimbó*, *axé*) dans des casinos ensemble avec une autre femme. A un certain moment elle décida de terminer sa relation avec le Hollandais et d'aller pour le *cabaré* au *garimpo*, pour gagner plus et pouvoir retourner au Brésil. Elle alla pour un *garimpo* en Guyane Française, où elle était la seule travailleuse du sexe ; là elle gagna rapidement de l'argent et un mois après elle voyagea au

³⁷¹ Interviewée en 2012 au Suriname ; elle était dans le pays irrégulièrement.

Brésil pensant que jamais plus elle retournerait au Suriname. Au Brésil, la volonté de repartir revint, pour gagner un peu plus — et elle repartit, cette fois-ci pour son propre compte, pour travailler comme cuisinière dans un *garimpo* où elle connut son compagnon, avec qui elle monta un *cabaré*.

Yasmim³⁷², 34 ans, cuisinière de restaurant, classe de CM1, est originaire de Belém. Elle arriva au Suriname au début de 2003, à 26 ans, pour travailler au *club* Manilla, laissant deux filles au Brésil, avec leur père. A l'époque où elle voyagea, sa mère était morte depuis peu et peu de temps et après elle se sépara du mari qui se refusa alors à l'aider financièrement pour les enfants : « Mon ex-mari commença à être méchant à cause de l'argent, il ne voulait plus donner la pension des deux filles. Je lui envoyai des ordonnances, il disait que je n'avais qu'à me débrouiller. [...] A l'époque la plus vieille avait plus ou moins 8 ans et la plus jeune plus ou moins 6 ans ».

A Belém, par l'intermédiaire d'une ami, Yasmim connut une femme qui avait déjà été dans des *clubs* en Hollande et au Suriname, et celle-ci l'invita à aller pour un *club* à Paramaribo. Elle accepta la proposition et resta dans le *club* six mois, malgré qu'elle eût payé sa dette en un mois ; elle partit quand elle se mit avec un client, un Surinamais d'origine javanaise : elle lui dit qu'elle ne voulait pas rester plus longtemps ici, et il paya sa sortie (restitution de passeport) et ils furent habiter ensemble, un mariage qui dura quatre ans.

Des relations conjugales tendues, avec des disputes et des agressions mutuelles, influencent aussi les femmes à sortir du pays — dans l'intention de s'éloigner et de refaire sa vie loin du mari, rompre le cercle vicieux de la séparation et du retour, qui se terminent toujours en disputes, qui se caractérise par une fuite du Brésil pour se protéger du mari et pour se libérer de la dépendance affective. On réalise la nécessité d'être loin du mari/compagnon ou de l'ex-mari/compagnon afin de ne pas le revoir.

Ana³⁷³, 37 ans, coiffeuse et manucure, classe de 4ème, est originaire de Belém. Quand elle migra elle avait 23 ans, deux enfants (un garçon et une fille), séparée du mari et habitant avec sa mère, mais la relation avec lui n'était pas terminée car malgré les agressions constantes mutuelles ils se réconciliaient, et c'est pour cela qu'elle décida de partir :

- Pourquoi tu as choisi le Suriname ?
- Ben, choisir... ce ne fut pas un bon choix. A l'époque, j'avais des problèmes avec mon ex- mari au Brésil, et j'ai pratiquement dû venir forcé. Non parce que l'on m'avait obligé, mais de ma propre volonté, tu sais ? j'avais besoin de

³⁷² Interviewée en 2011 au Suriname ; elle a un visa pour être marié avec un Surinamais.

³⁷³ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle a un visa renouvelable tous les deux ans.

me défaire de cet amour platonique que j'avais là-bas, que lui ne me laisserait pas, que je ne le laisserais pas, et on finirait par faire une bêtise nous deux, alors j'ai pris la décision.

En 1997, à Belém, une de ses amies fut abordée par une inconnue, qui l'invita pour aller pour le *club* Manilla, et cette invitation eut pour résultat que sept femmes (y compris Ana), sept amies, décidèrent de suivre le même chemin. Ana voyagea en laissant sa fille avec sa mère et son fils avec les grand-parents paternels, et passa dix-sept jours au *club* : elle eut sa dette payée par un client, un Surinamais d'origine javanaise, avec qui elle alla habiter. Après quatre années de vie commune, ils se séparèrent parce qu'il se droguait.

La motivation d'Ana est semblable à celle de Marta³⁷⁴, 33 ans, vendeuse ambulante, deux enfants (un garçon et une fille, le fils naquit avant qu'elle migre), classe de 5ème, originaire de Belém. Séparée, la relation avec l'ex-mari était tendue, pleine de disputes, parfois avec des violences physiques (des deux côtés). Comme il insistait pour qu'ils restent ensemble, elle avait pensé que seul le fait d'aller loin permettrait de mettre un point final à la relation :

Je me suis séparée de mon mari et je ne voulais plus retourner avec lui, qui est le père de mon fils, [...] Je voulais être très loin, une ville très loin. [...] Seulement je voulais vraiment venir, parce que je voulais me séparer de lui, parce que je ne supportais plus la vie que j'avais avec lui. [...] On se disputait trop, parce qu'il buvait trop. [...] Je voulais vraiment venir pour être bien loin de mon mari, je ne voulais pas revenir avec lui, j'avais décidé que je ne supporterais plus cette vie : le va et vient, le va et vient avec lui, parce qu'il me mettait trop la pression pour revenir [...]. C'est à ce moment que j'ai parlé avec la fille, que j'ai voulu venir ici. Et elle m'a faite venir ici.

L'amie faisait le voyage pour les *clubs* du Suriname et elle avait déjà acheté une belle maison à Belém, et elle lui parla de la prostitution dans les *clubs* comme la solution de la situation dans laquelle elle était : « Alors ce fut ce qu'une amie m'indiqua : 'Ah, tu vas au Suriname, c'est bien là', tu ne sais pas [...]. En plus elle me dit pour où j'irai, et ce que je ferai, et que j'irai pour un *club*. Elle me dit tout ce que j'allais faire. Elle m'a tout dit » — et elle lui présenta une femme qui fit l'intermédiaire pour le voyage. Marta démissionna de son travail (elle était serveuse dans un cafétéria depuis sept ans) et à la fin de 2001, à 25 ans, elle laissa son fils avec la grand-mère paternelle et elle alla pour le *club* Condor, dans lequel elle travailla pendant un an. Quand elle en sortit, elle se livra à la prostitution dans des hôtels et au *garimpo*

³⁷⁴ Interviewée en 2011 au Suriname, elle avait un visa renouvelable tous les deux ans.

et c'est une des rares Brésiliennes du Suriname à avoir travaillé dans un *cabaré* propriété d'un Noir Marron.

Les interviewées affirmèrent que durant leur mariage, pendant les moments de dispute, il y avait des agressions réciproques, et comme l'homme est plus fort, en conséquence, elles souffraient de violences plus graves. Avec certaines, le sentiment de possession du mari faisait qu'il n'acceptait pas la possibilité de la séparation, amenant des situations de domination assimilée à des violences psychologiques³⁷⁵, et dans le cas de Marta, aussi des violences physiques :

- Mais il allait jusqu'à t'agresser ?
- Quelques fois il m'a agressé. [...] La première fois j'ai reçu [battue] pendant une fête ; et je lui en ai donné moi aussi, avec une bouteille qui l'a coupé, ici. Nous sommes revenus ensemble après cela. La seconde fois, il m'a battue à nouveau, et là j'ai été à la police, à la justice, ce truc pour les femmes [Le commissariat de police pour les femmes], les choses de l'agression ; alors je l'ai mis à la justice. De là il a payé et il m'a indemnisée, la juge a dit qu'il devait m'indemniser d'un salaire minimum. Que c'était à moi de choisir : plus d'un salaire minimum ou finir la procédure ici même, ou alors il donnerait, pendant un an, un panier de nourriture pour les associations de charité. Alors j'ai pensé et j'ai dit : « Non je veux qu'il m'indemnise d'un salaire ». Il m'a indemnisée et jamais plus il ne m'a battue.
- Et vous vous êtes séparés ?
- Non, on est revenu ensemble, à cause de notre fils. On est revenu ensemble, là-bas, et depuis cela on n'a plus ce genre de disputes... seulement des discussions, mais plus jamais il ne m'a agressée, seulement des discussions.

Les interlocutrices qui relatèrent avoir souffert de quelques violences domestiques de la part du compagnon migrèrent lors des décennies de 1990 et 2000, quand il existait déjà le commissariat spécialisé pour accueillir les femmes au Brésil, où, ces dernières années, les efforts pour surmonter ce type de violence se concrétisèrent par des changements au niveau de quelques réglementations : en août de 2006 fut approuvée la Loi n° 11.340, connue comme Loi Maria da Penha³⁷⁶ ; en mars de 2015, la Loi n° 13.104, qui traite du féminicide, par laquelle ce

³⁷⁵ BOURDIEU, Pierre. *La domination masculine*. Saint-Amand-Montrond : Éditions du Seuil, 1998.

³⁷⁶ Nom en hommage à la pharmacienne biochimique Maria da Penha Maia Fernandes, qui souffrit de violences domestiques durant les 23 ans de son mariage. En 1983, elle fut victime de deux tentatives d'assassinat par le mari, le professeur colombien Marco Antonio Heredio Viveros ; la première fois il tira sur elle avec une arme à feu, et la laissa tétraplégique ; la seconde fois il tenta de l'électrocuter et de la noyer. Après cette dernière tentative, elle le dénonça, mais il fut puni seulement 19 années après, le temps que soit fini le procès, restant en prison seulement deux ans. Révoltée, Maria da Penha, avec le Centre pour la Justice et le Droit International, et le Comité Latino-Américain de Défense des Droits de la Femme (Cladem), formalisa une dénonciation à la Commission Interaméricaine des Droits Humains de l'Organisation des États Américain (OEA), qui condamna le Brésil pour ne pas disposer de mécanismes suffisants et efficaces pour empêcher la pratique des violences domestiques contre les femmes.

crime fut considéré comme odieux. Selon Wania Pasinato, au Brésil, la mise en œuvre de la loi Maria da Penha, promulguée en août 2006,

a favorisé la reconnaissance de la violence domestique et familiale contre les femmes en tant que problème public ; elle a encouragé des déplacements significatifs dans la manière dont la société voit et pense la violence domestique et familiale comme le résultat de l'inégalité de genre et comme une violation des droits humains. Ces déplacements ont facilité la reconnaissance des autres formes de violence basées sur le genre et qui affectent la vie de toutes les femmes et jeunes filles, dans toutes les étapes de leur vie, au cours d'expériences spécifiques de race, d'ethnie, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, de religion, de classe sociale, d'origine régionale ou de nationalité, entre autres groupes sociaux auxquels elles appartiennent³⁷⁷.

Mais l'auteure ajoute que les avancées en termes de comportements ancrés dans certains segments de la société restent discrètes et que les « institutions en charge de l'application de la loi et de la protection des droits des femmes continuent de résister aux changements culturels et institutionnels nécessaires à l'application complète et efficace de la loi »³⁷⁸.

L'analyse des données sur les homicides de femmes au Brésil, à partir des registres du Système d'Information de Mortalité du SUS (Système Unique de Santé), montre qu'entre 1980 et 2013, 106.093 femmes furent victimes d'homicide ; le nombre en 1980 était de 1.353 femmes, et celui de 2013, 4762³⁷⁹. A mettre en avant les données avant et après la Loi Maria da Penha, Julio Waiselfisz indique que :

Durant la période antérieure à la Loi [Maria da Penha] la croissance du nombre d'homicides de femmes était de 7,6% par an ; quand il est pondéré en fonction de la population féminine, la croissance du taux pour la même période était de 2,5% par an. [...] Déjà durant la période de 2006/2013, avec la mise en application de la Loi, la croissance du nombre de ces homicides tomba à 2,6% par an et la croissance du taux tomba à 1,7% par an³⁸⁰.

Les cinq femmes qui décidèrent de migrer pour fuir une relation violente et/ou troublée dirent qu'elles n'avaient pas le choix : elles avaient besoin de fuir pour se libérer du compagnon

³⁷⁷ PASINATO, Wânia. Dez anos de lei maria da penha. O que queremos comemorar? *SUR - Revista Internacional de Direitos Humanos*, v.13, n.24, p.155-163, 2016 (p.161).

³⁷⁸ *Ibid.*, p.157.

³⁷⁹ WASELFSZ, Julio Jacobo. *Mapa da violência 2015 : homicídio de mulheres no Brasil*. Brasília, 2015, p.11. 79 p. Disponible sur : www.mapadaviolencia.org.br. Accès : 20 mars 2016.

³⁸⁰ *Ibidem*, p.11.

ou de l'ex-compagnon. Lara³⁸¹, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*³⁸², trois fils (nés avant de migrer), classe de CM1, est originaire de Belém. Elle a été au Suriname en 1982 pour le *club* Seven-to-Seven (que les femmes ont l'habitude de nommer Sete-Sete) : elle avait 26 ans et elle voulait fuir du mari. Si elle n'avait pas migré, elle aurait pu devenir un numéro dans la statistique de victimes de violence domestique qui finissent par la mort au Brésil :

Je connaissais le père de Vânia et de Marlon, j'ai vécu avec lui, je pense environ quatre ans. Il était vraiment mauvais avec moi. Très jaloux, il me battait, tu comprends ? tout le temps il me disait que si je le laissais, il allait me tuer. Ma mère pleurait, parce qu'elle voyait qu'il était méchant avec moi. Moi aussi je le provoquais, et il me battait. Il me donna jusqu'à deux coups de couteau qui furent presque fatals. Puis, il kidnappa Marlon qui avait un an. Et il fit du chantage ; si je ne revenais pas avec lui, il ne me rendrait pas mes enfants. [...] Pour moi c'était un bandit, tu vois, qui voulait toujours me battre, un jaloux. C'était horrible sa jalousie. Comme il m'a fait chanter, alors je suis revenue avec lui. Seulement quand je suis revenue avec lui, je ne l'aimais plus tu comprends ? J'ai senti venir la haine tu comprends, aussi pour me venger de lui, mais en même temps j'écoutais une petite voix : « Ne fais pas ça, pense à tes fils ». Sauf qu'il y avait une sœur, elle voyageait ici au Suriname, elle allait au *club*, et alors, sa mère — qui était la mère du père de mes fils, de Viana et de Marlon —, elle m'a dit : je sais que mon fils ne vaut rien », elle a parlé de cette manière avec moi, « Peut-être il y a une chance pour toi : que j'écrive à Pauline et que tu partes au Suriname ».

La belle-sœur qui travaillait déjà dans un *club* au Suriname, servit d'intermédiaire pour le voyage. Lara est une des interviewées qui habitait depuis le plus de temps dans ce pays : elle migra en 1982 quand il y avait la guerre civile, il y avait le couvre-feu et le contact des professionnelles brésiliennes du sexe avec des hommes brésiliens était pratiquement inexistant, parce qu'ils n'avaient pas l'habitude de fréquenter les *clubs* et se déplaçaient discrètement à Paramaribo. Quand elle partit, elle laissa son fils plus vieux avec sa mère, Germano, qu'elle avait eu avec son premier petit ami, et les deux plus jeunes (Vânia et Marlon) fils du mari, restèrent avec la mère de ce dernier. Lara resta trois mois au *club*, et la moitié de sa dette, de « plus ou moins » huit cents dollars, fut payée par un client, un *dogla* (mère chinoise, père Noir Marron), qui la fit sortir du *club* pour l'emmener vivre avec lui dans la maison de famille (il voulait se marier officiellement avec elle, mais à ce moment-là elle n'accepta pas). Après deux années — période durant laquelle Lara devint clandestine au Suriname — ils se marièrent

³⁸¹ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle a un visa du pays pour avoir été mariée avec un Surinamais.

³⁸² Lara était la propriétaire d'un *cabaré* et d'une *cantina* (celle-ci en association avec son mari), établissements qui fonctionnaient dans des endroits différents (en vérité, la plus grande partie des ventes de la *cantina* était faite par le mari qui remplissait de marchandises la moto 4X4 pour aller les vendre).

formellement, et même si la famille son mari l'avait toujours bien traitée, après le mariage ils allèrent habiter seuls et elle alla chercher les fils au Brésil. La relation du couple dura encore un peu plus de deux ans, temps durant lequel elle ne travailla pas en dehors de la maison.

Marília³⁸³, 33 ans, cuisinière, trois filles, classe de 4ème, est originaire de Belém. En 2004, à 25 ans, elle laissa à sa mère les deux filles qu'elle avait déjà et migra par l'intermédiaire du Seven-to-Seven, pour fuir de l'ex-mari, qui la poursuivait et qui la menaçait de mort :

Il était très agressif, c'est pour cela que je l'ai quitté. Je me suis séparée de lui [...], et c'est pour cela que je suis venue. Et c'est pour cela aussi que mes parents me disputèrent beaucoup [sans qu'ils sachent qu'elle allait se prostituer], parce qu'ils voulaient que je parte à cause de lui. [...] Il était horrible, il me menaçait, il me battait, tout ce qui était mal, il le faisait.

Elle fut emmenée avec une cousine par une tante, sans qu'elle sache qu'elle allait pour un *club* de prostitution : elle sortit du Brésil avec la conviction qu'elle allait travailler chez un marchand de glaces (la tante n'avait jamais dit qu'elle se prostituait dans un *club* de Paramaribo), mais en arrivant au Suriname, la tante l'emmena au Seven-to-Seven et la persuada d'y rester, pour gagner de l'argent et retourner au Brésil³⁸⁴. Ce fut la seule interviewée qui affirma avoir été trompée, mais elle décida de rester dans le *club* quand elle découvrit qu'elle aurait à se prostituer, parce qu'elle pensait que si elle réussissait à gagner de l'argent, cela changerait sa situation au Brésil, toutefois elle n'y resta pas longtemps : un mois et demi après son arrivée, elle s'enfuit pour un *garimpo* avec l'aide d'une Brésilienne, propriétaire d'un *cabaré*.

Yasmin (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname), même si elle avait affirmé que le motif principal de sa décision de migrer fut des difficultés financières, elle ne cacha pas non plus qu'elle avait souffert de violences domestiques. Elle admit que les agressions souffertes, la peur de l'ex-mari, avaient contribué dans sa décision de voyager :

Pendant ma grossesse, il y eut une fois où il s'assit sur mon ventre, en m'étouffant — j'étais déjà enceinte de six mois. Il s'est assis sur mon ventre et j'ai dû faire semblant de m'évanouir pour qu'il me laisse. Il m'a laissée

³⁸³ Interviewée en 2012 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous des deux ans.

³⁸⁴ Quand ils arrivèrent au *club*, la tante lui expliqua que c'était des prostituées ici. Qu'il n'y avait pas de magasin de vente de glaces ; qu'elle avait menti parce qu'elle savait que la mère de Marília n'aurait pas permis le voyage si elle avait su la vérité, mais qu'elle pensait qu'elle avait trop de problèmes au Brésil, et qu'ils seraient résolus avec l'argent de la prostitution, que c'était juste pour trois mois etc. Elle parla aussi qu'elle avait une dette avec le *club*, qu'elle (la tante) devrait payer si Marília et la cousine ne le faisait pas.

seule à la maison, et il y eut une fois où il m'a laissée dormir par terre. Il m'a maltraitée beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup. Alors à cause de tout cela, j'ai décidé de venir ici.

Même avec des violences domestiques, la dépendance financière au compagnon laissait encore les femmes les mains liées à une union destructrice. Quirina³⁸⁵, 42 ans, vendeuse dans un magasin, deux fils, classe de 5ème, est originaire de Belém. Elle est allée au *club* Manilla en 1997, à 28 ans, à l'invitation d'une amie qui voulait migrer. A l'époque, les deux étaient femmes au foyer et dépendaient du compagnon, mais, pour Quirina, ce qui réellement pesa dans la décision, ce fut le manque d'expectatives dans le futur avec son homme, qui l'agressait constamment, et comme elle ne travaillait pas, elle ne voyait pas la possibilité d'une séparation. Quand elle voyagea, elle laissa le fils avec sa mère et la fille avec une amie³⁸⁶ (la mère chercha sa petite fille quelques temps après) et elle resta au *club* deux mois ; avec l'aide d'un client, un Surinamais d'origine javanaise, elle paya la dette en un mois : il passa à fréquenter le *club* pratiquement tous les jours, et il lui demanda d'en sortir en lui promettant de l'aider. Elle le fit, mais elle ne voulut pas habiter avec lui dans l'immédiat, parce qu'elle ne voulait pas d'une relation sérieuse tout de suite. Ils habitèrent ensemble seulement six mois après, et la liaison dura cinq ans. Ils avaient l'intention de se marier, mais ils se heurtèrent à la bureaucratie, et la dernière fois qu'ils tentèrent de formaliser le mariage, la fonctionnaire qui s'occupait toujours d'eux parla à l'homme en *Sranantongo*, qu'il devrait chercher une autre femme pour se marier, une qui serait du Suriname, d'origine javanaise, au lieu de se marier avec une Brésilienne — conversation que Quirina comprit, et elle demanda de partir en abandonnant l'idée d'officialiser l'union³⁸⁷.

3.1.1 Les enfants : l'importance du support familial

Pour les femmes qui ont des enfants, la décision de migrer par l'intermédiaire d'un *club* impliquait aussi de décider avec qui les laisser. Généralement elles recouraient aux grands parents des enfants, avec qui ils restaient jusqu'à leurs retours ou jusqu'à ce qu'ils obtiennent

³⁸⁵ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

³⁸⁶ Quirina fut une des femmes qui éprouva une émotion très forte en parlant de ses enfants, principalement quand je lui ai demandé si jamais elle avait pensé les amener au Suriname, parce que, quand elle migra son intention était de revenir au Brésil pour leur donner une vie meilleure, mais jamais elle ne retourna au Brésil (à l'époque de l'entretien, elle avait migré depuis déjà quatorze ans).

³⁸⁷ Selon Quirina, ce fonctionnaire était connu pour créer des difficultés avec les demandes de mariage concernant les Brésiliennes et les hommes surinamais, et elle agissait ainsi parce qu'elle avait été mariée et le mari l'avait abandonnée pour une Brésilienne.

l'indépendance financière, en ayant plus de 18 ans. Sur le terrain, il fut rencontré des femmes qui étaient au Suriname depuis plus de seize ans et dont les enfants étaient restés avec ceux qui les abritaient depuis le jour de leur départ — une responsabilité pour qui accepte de prendre soin des enfants et des adolescents de celles qui partent avec l'intention de leur donner une vie meilleure

La majorité des enfants de femmes interviewées était, au Brésil, sous la responsabilité, principalement, d'une femme, mais il y a des cas d'ex-maris (les pères) qui restèrent avec eux, unique moment où la figure masculine apparaît dans l'accueil des enfants après la séparation du couple. Les grands-parents maternels représentent ceux qui ont le plus la garde (neuf), suivis par les ex-maris (trois) et par les grands-parents paternels (deux) ; et l'une des femmes laissa un des enfants avec une amie. Douze des femmes qui voyagèrent au Suriname par l'intermédiaire des *clubs* avaient des enfants quand elles partirent, et au moment de la recherche treize étaient mères pour un total de 32 enfants (Tableau 7).

Tableau 7 : Les responsables pour les enfants durant l'absence de la mère.

Responsables	Nombre de mères*	Nombre de d'enfants
Grands-parents maternels	9	15
Ex-maris	3	8
Grands-parents paternels	2	4
Amie	1	1
N'avaient pas d'enfants au moment du voyage	2**	-

* Treize des femmes interviewées qui voyagèrent pour les *clubs* de prostitution du Suriname avaient des enfants au moment de la recherche, mais le nombre de mères citées dans ce tableau diffère parce que la majorité de celles qui avaient plus d'un enfant ne les laissèrent pas tous dans la même maison ; ainsi une mère peut avoir laissé un des enfants dans la maison des grands-parents maternels et l'autre dans la maison d'une amie.

** Une d'elle, au moment de la recherche, avait deux fils, qui naquirent au Suriname et sont avec elle et le mari. L'autre est sans enfant et continue dans le marché du sexe.

En général, les femmes qui avaient plus d'un enfant optèrent pour les séparer, principalement entre les grands-parents maternels et paternels. Des 28 enfants qui restèrent au Brésil quand la mère partit au Suriname, dix-neuf restèrent avec les grands parents. A parler du moment durant lequel elles laissèrent les enfants avec une autre personne pour pouvoir voyager, diverses émotions affleurèrent, un mélange d'impuissance, de peur, de courage, de responsabilité et d'espoir d'un futur meilleur — désir que plusieurs femmes, même après quelques années, ne réussirent pas à réaliser.

Le jour où je suis partie, j'ai trop pleuré, j'ai embrassé très fort mes enfants. Maintenant cela me donne encore envie de pleurer. J'ai embrassé Vânia et Marlon. Ma mère ne savait pas que je voyageais [au Suriname], rien, personne. Sandro je l'ai laissé avec ma mère, [...]. Après, moi ici, après deux mois de présence ici au Suriname, j'ai demandé qu'on avise ma mère. Sauf que ma mère ne savait pas où j'étais, je n'avais pas dit ce que je venais faire, mais la famille du père de mes enfants savait. [...]. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

Les trois femmes qui recoururent aux ex-maris, même en sachant qu'elles couraient le risque de perdre la garde des enfants, le firent parce qu'elles ne pouvaient pas les laisser avec les grands parents. Yasmin (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) fut l'une d'elles :

- Quand je suis venue ici ils restèrent avec le père.
- Tu étais déjà séparée de lui ?
- Oui déjà, j'étais déjà séparée. A cette époque, ils étaient avec moi, seulement quand j'ai décidé de venir ici, je ne lui ai pas dit où j'allais. Je lui ai dit que j'allais travailler, mais je ne lui ai pas dit que je venais au Suriname. J'ai dit : « Alors, tu vas rester avec mes filles, seulement je ne te les donne pas, je te les laisse seulement pour un temps ». Puis je suis venue.

Laisser les enfants avec le père n'est pas toujours synonyme de tranquillité, même quand elles participaient financièrement aux dépenses (et toutes affirmèrent qu'elles envoyaient de l'argent pour les dépenses des enfants qui étaient restés)

De quinze en quinze jours, je leur envoyais de l'argent. Seulement quand j'envoyais de l'argent, j'appelais toujours pour savoir s'il était bien arrivé et combien cela avait fait. Alors une fois, j'ai eu l'occasion de parler avec ma fille, et j'ai demandé : « Fille, où est ton père ? ». Elle a dit : « Mère, chaque fois que tu envoies de l'argent, papa va au bar, à boire avec ton argent ». [...] j'ai demandé de payer le plan de santé pour ma fille mineure, seulement il ne l'a jamais amenée chez le médecin ; Le plan que je payais qui était de Unimed, il ne l'y a jamais amenée. Alors ma fille m'a dit qu'il ne faisait que dépenser l'argent que j'envoyais pour elles. Il sortait avec sa femme et les deux buvaient. Plusieurs fois j'ai appelé le Brésil — il m'arrivait d'appeler le Brésil à des neuf heures, neuf heures et demi de la nuit, jusqu'à dix heures —, ma fille me disait : « Maman j'ai faim ». « Et l'argent que j'ai envoyé ? » « Ah, papa est en train de le boire. » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Une seule des femmes revint pour chercher un des enfants après qu'il eut complété 19 ans et elle l'emmena pour travailler au *garimpo* ; celle qui était au Suriname avait seize ans à l'époque de la recherche de terrain, les enfants étaient restés avec le père ; une autre, bien qu'elle

ait laissé les enfants avec la grand-mère paternelle, eut des difficultés pour les récupérer, car le père intervint et voulut empêcher le départ de la maison de la grand-mère, l'obligeant à recourir à la justice pour retrouver la garde ; une autre retourna un an après pour chercher les filles et eut des problèmes avec son ex-mari, pour les récupérer :

Après une année j'ai résolu d'aller au Brésil, pour les chercher. Il m'a dit qu'il allait me les laisser mais il ne l'a pas fait. La seconde fois, je suis retournée à nouveau au Brésil, et là il m'a laissé les deux, alors je les ai amenées. Mais il m'a dit qu'il allait me les laisser que six mois, que je devais revenir, sinon il allait m'envoyer la police. Mais je savais ce que mes filles vivaient, la belle-mère les maltraitait, la plus vieille, la belle-mère la battait avec un tuyau. Elle appelait ma fille de traînée, lui disait qu'elle deviendrait une pute, qu'elle serait cela, elle disait beaucoup de choses sur elle, elle battait la petite. Alors elles ont vécu des moments difficiles, et quand j'ai réussi à les récupérer, nous ne sommes pas retournées, je ne les ai pas laissées repartir. Alors il m'a dit qu'il allait me mettre la police au train. J'ai dit : « Dans ce cas fais-le ». Elles ont passé cinq ans ici avec moi. Maintenant, en décembre, elles sont parties parce qu'il a un cancer, et pour ça je les ai laissées repartir. Mais, ainsi, ma vie au Brésil n'a pas été très bonne, alors je n'ai plus l'envie de vivre au Brésil. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

3.1.2 Les relations personnelles : les liens de l'intermédiaire avec le *club*

Treize des interviewées (93%) qui eurent comme destination du voyage un *club* de prostitution au Suriname sont parties de l'Aéroport International de Belém, et une partit de Boa Vista, la capitale de Roraima. Dans leurs majorités, elles partirent par l'intermédiaire d'une amie ou d'une femme de la famille — ainsi la médiation entre elles et le *club* fut réalisées par des femmes ayant un grand degré d'intimité, et plus intime était l'intermédiaire, plus facile fut de les convaincre d'accepter la proposition.

L'expectative était, toujours, de rester très peu de temps, de gagner de l'argent et de retourner au Brésil, d'acheter une maison et de donner une vie meilleure aux enfants. « Passer quelques trois mois, et puis rentrer, prendre l'argent et rentrer », a expliqué Quirina (42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux enfants, interviewée en 2011 au Suriname) — un temps qui correspond aux trois mois que le *club* donne aux femmes pour payer la dette, parce qu'elles croyaient que, en raison de la possibilité de la payer en plusieurs fois, elles pourront économiser suffisamment pour rentrer et recommencer leurs vies.

Une amie comme intermédiaire est apparue dans le témoignage de cinq (36%) des interviewées qui migrèrent pour les *clubs* de prostitution au Suriname. Comme l'a dit Juliana³⁸⁸, 30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, classe de 5ème, « en vérité, je connaissais une amie qui arriva et elle faisait du *strip* aussi, elle était une femme de *pole dance* » (danse à la barre verticale et *strip-tease*, ou *strip*, comme elle disait)³⁸⁹.

Juliana est née au Nordeste³⁹⁰ brésilien mais elle habitait Boa Vista depuis ses 19 ans. Elle avait habité avec ses parents, commerçants, à la frontière avec le Venezuela pour quelques temps, puis elle partit pour Boa Vista où elle commença comme travailleuse du sexe — disant que dans cette ville il y a beaucoup de *clubs* de prostitution. En 2006 elle décida de suivre une amie qui travaillait dans un *club* au Suriname, l'Aventura, comme *pole dance*. Juliana dans ce *club*, faisait du *strip-tease*, et dit que peu de fois elle eut recours à la prostitution (dans le sens de faire l'amour tarifé avec n'importe qui), parce que qui fait ce travail gagne très bien et normalement elle a un client fixe, qui la « *banca* », c'est à dire, qui finance sa présence dans le *club*, et son travail se résume à la danse. Elle resta à l'Aventura trois mois mais s'acquitta de sa dette, un peu plus de trois cent dollars, en trois jours, sans l'aide de clients. Elle sortit de là pour travailler comme vendeuse ambulante et comme professionnelle du sexe en *cabarés*, et quand elle attrapa la malaria, elle passa un temps à Paramaribo, pour se soigner, période durant laquelle elle retourna travailler à l'Aventura — mais n'y resta que le temps pour récupérer, puis retourna à circuler parmi les *cabarés*. Ce fut la seule interviewée qui n'eut pas son passeport confisqué par le *club* en plus d'avoir sa dette bien inférieure à bien d'autres interviewées.

Des quatorze femmes qui passèrent par les *clubs* du Suriname, une seule fut contactée directement par une inconnue ; deux citèrent une inconnue comme intermédiaire du *club*, même si ce fut une amie qui les encouragea à voyager et les présenta à cette femme, l'amie étant déjà dans un *club* ; six (43%) eurent comme intermédiaire une femme ayant un degré de parenté quelconque : sœurs (trois), tantes (deux), cousines (une) (diagramme 30).

³⁸⁸ Interviewée en 2012 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

³⁸⁹ Danse traditionnelle autour d'une barre de fer verticale.

³⁹⁰ Avant d'enregistrer l'interview, Juliana me demanda que l'État où elle était née ne soit pas mentionné. Ce fut une condition imposée pour témoigner : elle se justifia en disant que les personnes de son État migraient difficilement au Suriname, et sa divulgation la ferait identifier immédiatement, principalement par les parents qui ne connaissent pas son passage dans la prostitution.

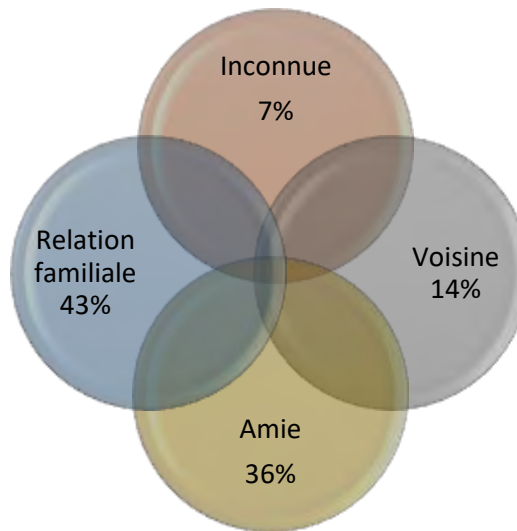


Figure 30 : Relation des femmes qui migrèrent grâce à un *club* de prostitution avec l'intermédiaire du voyage.

Il y a deux récits sur neuf femmes, amies et habitantes du même quartier à Belém, qui prirent le même vol pour le même *club*, le Manilla (parmi lesquelles deux furent interviewées dans cette recherche) : « On se connaissait toutes. [...] On habitait pratiquement l'une à côté de l'autre, on était toutes amies. Toutes sont encore ici. Celles qui sont ici, on est toujours en contact l'une avec l'autre » (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée en 2011 au Suriname).

De ces neuf, aucune ne se livrait à la prostitution au Brésil, en majorité, c'était des femmes au foyer avec des problèmes financiers et/ou avec un compagnon (violence domestique). Une d'elles fut abordée par une inconnue, elle décida de voyager, et raconta pour une amie... et ainsi l'une alla raconter à l'autre et l'encouragea à partir aussi. En arrivant au Suriname, un chauffeur de taxi qui parlait Portugais était à l'aéroport à attendre le groupe. L'inconnue, la protagoniste du voyage des neuf, était en contact avec la Brésilienne mariée avec le propriétaire d'un *club*, pour qui elle interféra pour le voyage. Elle toucha financièrement pour le départ de chaque femme, et probablement sa commission fut ajoutée à la dette des femmes, afin que le *club* ne perde rien.

Dans plusieurs cas, la femme qui migra pour se prostituer dans les *clubs* avec une dette devint la pièce maîtresse dans la mobilité et l'adaptation des autres femmes qui migrèrent dans les mêmes conditions. Les Brésiliennes qui avait travaillé dans des *clubs* et qui devinrent gérantes ou épouses du propriétaire, au Guyana ou au Suriname, sont les principales organisatrices du voyage des femmes à des fins de prostitution, et il n'est pas nécessaire d'aller les chercher, parce qu'elle sont connues dans cette activité, de telle manière que beaucoup les

contactent par portables, Facebook, ou par des connaissances, ou les rencontrent parce qu'elles en ont entendues parler quelque part et qu'elles vont à leurs rencontres. De cette manière, elles n'ont pas l'obligation de participer activement au processus de mobilité internationale des femmes pour la prostitution.

Parmi les neuf amies mentionnées qui partirent ensemble au Suriname, celle qui fut abordée par une inconnue est Cláudia³⁹¹, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, et propriétaire d'un *cabaré/cantina*³⁹², deux filles (une née avant de migrer et l'autre en Guyane Française), classe de CM2, originaire du Maranhão mais qui habitait à Belém déjà toute petite. Elle tomba enceinte de son petit ami à 14 ans mais il ne l'aida pas financièrement quand l'enfant naquit, et ce fut sa mère qui l'aida, avec qui elle habitait. En 1997, à 17 ans, elle laissa la petite avec sa mère et migra au Suriname pour travailler au Manilla : au Brésil, l'inconnue³⁹³ l'avait abordée à la sortie de l'école et elle voyagea avec les huit amies, celles-là majeures³⁹⁴. Toutes savaient qu'elles allaient pour un *club* de prostitution — duquel Cláudia s'enfuit un mois après être arrivée pour aller dans un *cabaré* au *garimpo*, sans avoir terminé de payer la dette d'un peu plus de deux mille dollars³⁹⁵. Plus tard elle travailla comme cuisinière sur les *garimpos* en Guyane Française et au Suriname. Circulant parmi les *garimpos* de la Guyane Française qui sont illégaux, elle fut expulsée quatre fois par les gendarmes, mais elle retourna toujours par la forêt. La dernière fois elle fut expulsée pour Belém, d'où elle ne pouvait retourner au Suriname seulement par avion ; comme elle n'avait pas réussi à obtenir l'argent du voyage, elle demanda au Seven-to-Seven, qui paya le billet ; Elle y resta un mois et en sortit avec l'aide d'un client ; un ingénieur surinamais d'origine javanaise, avec la citoyenneté hollandaise, propriétaire d'une maison en Hollande, qui travaillait au Suriname et qui paya sa dette. Et même si elle sortit du *club*, ils n'habitèrent pas ensemble, mais il payait ses dépenses à Paramaribo et il la rencontrait tous les jours. La relation dura six ans et se termina parce qu'il retourna en Hollande. En 2004, Cláudia fit deux voyages en Hollande en un seul mois, comme « mule », en transportant de la drogue dans son estomac : la première fois qu'elle y alla, elle déposa sur le compte de son petit ami (Brésilien) les quatre mille et cinq cents euros qu'elle avait gagnés, et il s'enfuit avec l'argent ; quinze jours après comme sa fille la plus vieille était hospitalisée et qu'il fallait payer

³⁹¹ Interviewée en 2012 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

³⁹² Ici la superposition des mots « *cabaré* » et « *cantina* » est due au fait que cela se passe en Guyane Française, où, différemment du Suriname, la prostitution et la vente de marchandises (parfums, vêtements, chaussures, alimentation générale, huiles, essences) peuvent être effectués dans le même endroit.

³⁹³ Selon Cláudia, la femme qui la recrute (à l'époque de l'interview elle était morte depuis quelques années) habitait Cidade Nova, quartier de Ananindeua, dans région métropolitaine de Belém, et circulait constamment par les rues du quartier où les neuf habitaient.

³⁹⁴ Cláudia était l'unique mineure, et raconta que l'inconnue falsifia ses papiers.

³⁹⁵ La dette de Cláudia est l'une des plus importantes en raison de l'acquisition de faux papiers.

les soins, elle partit à nouveau mais cette fois-ci elle prit la précaution de garder avec elle les cinq mille euros qu'elle avait gagnés.

Les deux interviewées qui eurent contact avec l'inconnue, une d'elles par l'intermédiaire d'une amie, dirent que les intermédiaires des *clubs* ne faisaient pas le voyage au Suriname, elles recrutaient seulement les femmes dans des quartiers différents de ceux où elles habitaient. En plus de Cláudia, cela arriva avec Marta (33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui alla rencontrer l'inconnue dans la maison d'une amie qui voyageait déjà au Suriname (mais le cas de Marta est une exception, l'inconnue habitait le même quartier qu'elle). Dans ces cas, les intermédiaires recevaient de l'argent pour recruter les femmes à Belém et dans la région métropolitaine de cette ville avec l'intention de les envoyer dans les *clubs* de prostitution de ce pays.

– Tu as connu cette fille qui t'a indiqué comment venir ici ou tu la connaissais déjà ?

– Non, je l'ai connue à cette époque. Je connaissais une collègue, et cette collègue la connaissait. C'est elle qui nous envoyait ici.

– Ah oui, cette fille ne venait pas ici...

– Elle nous envoyait seulement.

– Elle vivait dans le quartier ?

– A l'époque oui, maintenant elle a disparu. Je ne l'ai plus jamais revue, cela fait plusieurs années. Je n'ai plus de contacts avec elle.

Dans le cas de Nair, la femme qui la recruta ne voyagea pas non plus au Suriname — c'est sa voisine qui lui fit la proposition et arrangea le voyage.

C'était une femme qui habitait là-bas, près de la maison. La vie est très difficile au Brésil, tu sais ? encore plus pour quelqu'un qui n'a pas étudié — j'avais été seulement jusqu'à la 5^a série —, la vie très dure, jeune, je ne pensais pas, alors j'ai accepté... et elle a dit que je devais faire ce voyage ici, qu'il fallait faire ça, et faire cela, et que je gagnerai beaucoup d'argent. Et alors je suis venue, influencée de cette manière, j'ai fini par venir et depuis, je suis ici [rires].

Nair³⁹⁶, 39 ans, femme au foyer, quatre fils, classe de CM2, est originaire de Belém. Elle a eu son premier fils à 14 ans d'un homme avec qui elle vivait ; elle s'est séparée à 17 et, en raison de difficultés financières, après avoir laissé le fils avec sa mère, elle alla dans une maison de prostitution de Nove Iguaçu (municipalité de la région de Rio de Janeiro), dans une

³⁹⁶ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

maison, propriété d'une femme du État du Pará, où elle resta trois mois — pour elle, ce fut quand elle commença à se livrer à la prostitution. Elle retourna à Belém et se remit avec son ex-compagnon, et elle eut un second fils. En 1995, à 23 ans, la voisine l'invita pour aller au Diamond, et elle accepta (elle laissa les enfants avec son ex- mari). Plus tard elle voyagea trois fois en Hollande, pour des *clubs* à Amsterdam, et en arriva à être fiancée avec un Hollandais, qu'elle avait connu dans un *club* de cette ville. Ses passages dans les *clubs* durèrent un an et demi, et dans le dernier d'entre eux, encore au Diamond, un client (un *garimpeiro* brésilien) l'aida à payer le restant de sa dette. Après être sortie de là, elle se maria avec lui (à l'époque de la recherche de terrain, ils étaient ensemble depuis quatorze années), et elle travailla comme garde d'enfants mais après un accident de voiture elle se consacra uniquement à sa famille. Après le mariage, elle ne retourna jamais au Brésil — en plus des deux garçons nés sur le sol brésilien, Nair eut un garçon et une fille (de cet homme) : le garçon naquit en Guyane Française (à Saint-Laurent du Maroni) et la fille, plus jeune, au Suriname. Les enfants qu'elle a eu au Brésil, sont déjà majeurs, et elle amena l'un d'eux au Suriname, pour travailler au *garimpo*.

Comme déjà dit, le fait de connaître la personne qui sert d'intermédiaire au voyage ou quelqu'un qui la connaissait, facilite l'acceptation de la proposition de prostitution, principalement quand il s'agissait d'une personne déjà au Suriname et qui avait une vie prospère, des vêtements, des bijoux, qui achetait des cadeaux pour la famille, et le summum, de réussir à construire une maison avec l'argent de la prostitution des *clubs*. Ces femmes n'avaient pas l'habitude d'économiser quand elles visitaient la famille au Brésil, et elles cherchaient toujours à démontrer aux parents, aux voisins, comment elles étaient bien financièrement :

Elle me dit que c'était seulement pour venir, faire... gagner de l'argent ; rester au *club* et gagner de l'argent, et voilà, après construire quelque chose, ici, au Brésil, comme elle l'avait fait. Elle était déjà venue une première fois [...] et elle avait construit une maison ; elle avait une maison très jolie. Mais jamais je n'ai été dans sa maison. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Cette proximité entre la femme qui voyage et celle qui s'occupe du voyage, ou entre cette dernière et une de ses amies permet que l'une donne une aide à l'autre pour le départ dans un pays étranger :

- C'est les gens du Manilla qui sont venus te chercher ?
- Oui, ils ont envoyé mon billet.
- Tu es venue seule ou avec quelqu'un ?

- Je suis venue avec cette amie.
- C’était une amie d’enfance ?
- Non, elle était de là-bas, de mon quartier même.
- C’était une personne que tu connaissais ou c’était une amie ?
- Une amie.
- Elle aussi a été au Manilla ?
- Oui.
- Mais elle était déjà venue avant ?
- Oui. Elle était venue ici, au Suriname, elle avait déjà été en Hollande. Elle connaissait déjà. Elle était déjà venue, je pense, trois fois, quatre fois ici au Suriname, et elle avait déjà été en Hollande. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

En plus de cela, les interlocutrices montrèrent que, pour la décision finale d’embarquer au Suriname, la relation personnelle avec l’intermédiaire, principalement celles (treize) qui furent informées sur les activités qu’elles allaient exercer, aida à surmonter la peur et les doutes :

- Et quand tu es partie pour le *club*, ce fut avec une amie, mais c’était une amie ou une connaissance ?
- C’était ma voisine. Elle n’était pas amie amie, mais on se connaissait, on avait de bonnes relations, on sortait ensemble et tout cela. Et elle avait déjà habité ici au Suriname, il y avait déjà cinq ans, sept ans [...]. Elle n’avait jamais parlé d’ici. [...], et c’est à cette époque qu’elle : « Allons au Suriname, allons y passer six mois, et si tu n’aimes pas tu reviens ». Je dis : « Et ça ne coûte rien d’aller ». « Mais je suis sans argent, je n’ai rien non ». Le *club* envoie le billet. Dans ce cas, quand tu n’as rien, le *club* t’envoie, après tu arrives et tu paies. J’ai résisté un peu, j’avais peur, parce que on a beaucoup d’expectatives du dehors, hé, à la télévision tu entends « ah, tu es prisonnière si tu ne paies pas », « tu ne peux pas sortir non ». Tout cela est faux. Ce que je veux dire, c’est qu’avec moi, ce n’est pas arrivé. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

J’avais une collègue, et par son intermédiaire j’en ai connu une autre, et elle me demanda si je voulais aller au Suriname. Alors j’ai dit que non, parce que jamais je n’avais été à un endroit aussi loin. Alors elle a dit que j’irai avec elle, que je ne devais pas avoir peur. Mon autre amie lui avait raconté ma situation, tu vois, alors elle m’a dit que là-bas j’irai gagner beaucoup d’argent. Alors elle m’a dit que je devais parler à une personne, que je devais venir par l’intermédiaire du *club*. Alors je lui dis que si c’était comme ça... parce que je voyais mes filles manquer de tout. Alors c’est à ce moment-là que je suis partie. Elle a organisé tout et tout, et je suis partie ; après quinze jours de cette conversation avec elle, je suis partie avec elle. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

On peut voir la rapidité entre le contact initial pour le voyage et le départ — dans le cas de Yasmim, à peine le temps de faire le passeport et trouver avec qui laisser les enfants. Et tout

cela très rapide, sans avoir le temps de renoncer à ce voyage en direction de l'inconnue, et elles partent avec seulement la promesse qu'elles gagneront de l'argent rapidement et pourront changer leur vécu quotidien, celui de leurs fils, et, qui sait, celui d'autres parents.

Trois interviewées voyagèrent par l'intermédiaire de la sœur, qui était déjà dans un des *clubs* au Suriname. Yeda³⁹⁷, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et de moteurs, deux fils, classe de 4ème, est originaire de Belém. Elle travaillait au Brésil, mais elle avait des difficultés financières et des rêves que son salaire ne lui permettait pas de réaliser. Sa sœur qui était dans un *club* au Suriname depuis un an, allait revenir au Brésil parce qu'elle avait atteint ses « objectifs » (une maison et de l'argent pour monter une affaire), et lui demanda si elle ne voulait pas aller travailler dans un *club* de Paramaribo ; si elle était d'accord, elle pourrait faire l'intermédiaire pour le voyage avec le propriétaire — et Yeda accepta : elle voyagea en juin de 2002, à 20 ans (elle n'avait pas encore d'enfants,) une semaine avant le retour définitif de sa sœur. Elle alla au Condor, où elle paya sa dette en deux jours avec l'aide d'un client, un espagnol qui était de passage à Paramaribo — mais resta dans le *club* un an, parce qu'elle finit par être addictive à la cocaïne, et elle dépensait tout ce qu'elle gagnait sans arriver à réunir l'argent pour « organiser » sa vie au Brésil. Elle sortit du *club* sous la pression de sa sœur, qui retourna à Paramaribo pour tenter de l'éloigner de la drogue, mais elle sortit seulement après avoir connu un client, un *garimpeiro* brésilien, avec qui elle alla habiter (quand elle sortit elle resta encore dépendante de la cocaïne environ trois mois). En 2005, ils retournèrent ensemble au Brésil, pour recommencer la vie, et ils eurent un fils (elle découvrit qu'elle était enceinte lors de son arrivée). Yeda commença à travailler comme manucure, pour élever son fils, mais avec un petit salaire, elle fit des dettes, alors que sa vie conjugale battait de l'aile. En 2006, elle laissa le fils de six mois avec sa mère et retourna au Suriname, cette fois pour le Manilla. Ce fut une amie avec qui elle avait travaillé au Condor qui paya son voyage et celui d'une collègue qui voyageait la première fois pour ce pays— billets que les deux payèrent sans intérêt.

– J'ai rencontré une amie [...], et j'ai été chez elle et j'ai raconté que ma situation n'était pas bonne avec mon mari, alors elle dit : « Tu ne veux pas retourner ? Je t'aide, je paie ton billet ». J'ai dit : « J'accepte ». C'est quand je suis revenue ici à nouveau. J'ai laissé mon fils avec ma mère tu comprends ? et à l'invitation de cette amie je suis de nouveau revenue ici.

– Et comment s'est passée cette conversation ? Tu l'as cherchée, tu la connaissais déjà ?

– On s'était connu au Condor[...] j'ai été chez elle en visite, j'ai amené mon fils, qu'elle ne connaissait pas encore [...]. Elle me dit « Comment va ta vie ? ». J'ai dit : « Ah, ma vie ne va pas bien. Avec mon mari, on ne vit pas aussi

³⁹⁷ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle avait un visa pour le pays renouvelable tous des deux ans.

bien qu'avant. Si je pouvais, je voudrais reparti, mais je suis sans argent, je suis endettée » — parce que après avoir eu le bébé, je suis devenue manucure pour pouvoir l'élever. Elle dit : « Si tu veux je t'amène avec moi. En arrivant tu paies ton billet en travaillant ». [...] J'ai retiré mon passeport et on a pris rendez-vous. Et voilà nous sommes venues ensemble ici.

– C'est elle qui a payé ton billet ?

– C'est elle qui a payé mon billet. Le mien et celui d'une autre collègue. On a été au Manilla. Seulement, pour le remboursement, comme prévu, on lui a payé le billet du Brésil, il n'y a pas eu d'autres frais. Si on était venu par le *club*, on aurait dû payer deux billets, tu comprends. Mais avec elle non, elle nous a aidées. Elle a dit ainsi : « Je vais vous aider ; vous voyagez avec moi et vous me rembourserez le billet. En arrivant vous payez seulement la chambre pour que vous puissiez travailler dans le *club* ; on habite au *club* et vous payez la chambre là-bas ».

– L'autre était déjà venue avant ?

– Non, c'était la première fois, elle n'était jamais venue. Alors elle a été au Manilla. Cela a été bon parce qu'on lui a remboursé le billet.

Après deux mois au Manilla, Yeda, partit pour un *cabaré* sur un *garimpo* ; en peu de temps, elle alla habiter avec un ex-client du *club*, dans sa maison familiale, et elle eut un autre enfant.

En général, le premier voyage d'une femme pour se prostituer dans un *club* du Suriname, se fait accompagné par une autre ou d'autres femmes, dans les mêmes conditions qu'elle ; parfois ce sont des femmes qui ne se connaissent pas mais qui décident de tenter la chance de la même manière, parfois ce sont des amies qui décident de suivre le même chemin :

– Il est venu quelqu'un avec vous ?

– Si, il est venu encore trois filles.

– Mais vous les connaissiez,

– Non, ce n'était pas de mes connaissances. Quand on est venu la première fois ici, personne n'a parlé avec personne, tu comprends ?

– Alors arrivée à l'aéroport, il y avait quelqu'un qui t'attendais ?

– Déjà si. C'était l'avocat même, qui était Dankfo, à cette époque.

– Il était l'avocat du *club* ?

– Il était du *club*. C'est lui qui résolvait tout. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

– Quand tu es venue, il est venu d'autres filles avec toi ?

– Il est venu une autre fille.

– Tu la connaissais ?

– Oui. Du même... pas du même quartier, mais je la connaissais, de cette manière, des mêmes fêtes, pour avoir été se promener ensemble à la place, ces choses-là. Alors je lui ai parlé que j'irai, et elle a été intéressée à aller avec moi. [...] Aujourd'hui elle est aussi ici, elle continue au Suriname, elle travaille aussi sur les terrains des *garimpos*. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

3.1.3 La demande du passeport et à l'achat du *ticket* : le regroupement des dépenses

Quelques femmes qui avaient voyagé au Suriname, n'avaient pas, à l'époque du voyage, l'extrait d'acte de naissance, document nécessaire pour demander une copie authentique permettant ensuite de faire d'autres papiers, et seulement alors elles pouvaient commencer à faire les formalités pour demander un passeport, ce qui signifiait de nombreuses taxes à payer, augmentant la valeur due au *club* (après l'arrivée au Suriname, les valeurs ajoutées à la dette initiale étaient principalement liées à l'habitation et aux amendes dues pour le non-respect des règles que le *club* avaient lui-même édictées).

Ce sont eux ici, qui m'ont aidée, ils ont envoyé l'argent. Ils ont tout envoyé. Ce sont eux qui ont tiré mon passeport, mes papiers, tout, parce qu'à l'époque, je n'avais aucun papier, et ils l'ont envoyé [l'argent pour retirer mes papiers]. J'ai dit que je n'avais rien, ils ont payé et m'ont envoyé l'argent. Alors j'ai tout retiré : j'ai retiré ma carte d'identité, le CPF, ma carte d'électeur, tout, tout. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin de vêtements chinois, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Il existe toujours d'autres personnes directement ou indirectement concernées par l'organisation du voyage, que ce soit comme intermédiaire, retirer le passeport, que ce soit pour la transcription, la traduction etc., quelqu'un avec quelques contacts à l'intérieur du *club*, généralement une femme qui y était ou qui y est ; et à l'arrivée il y a un chauffeur de taxi surinamais à l'aéroport, qui connaît seulement la destination (le *club*) des passagères :

- Quelqu'un est allé avec toi retirer le passeport ?
 - C'était mon amie, la fille qui allait m'amener. [...] Parce que celle qui nous a envoyées chercher, était ici [au Suriname].
 - Elle travaillait au Manilla ?
 - Oui. Elle était la gérante.
 - Alors, elle attendait à l'aéroport ou elle a voyagé avec vous ?
 - Non, elle était ici, elle est restée ici ; celle qui était là-bas, elle nous a laissées à l'aéroport. Et ils nous ont récupérées ici, à l'aéroport [de Paramaribo]. Nous sommes venues seules
 - Combien, plus ou moins ?
 - A l'époque on était cinq. A l'aéroport, elle nous a mises dans l'avion, et ici, ils ont envoyé un taxi.
 - Et comment ils savaient que c'était vous ?
 - Et bien parce que, quand nous venons à beaucoup, on reste ensemble. [...] Alors, ils demandent : « Vous allez pour tel endroit ? ». Alors nous : « Oui ».
- (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Le billet d'avion est acheté par le *club* à la Suriname Airways, au nom de la passagère, qui le retire à son agence ici, à Belém en présentant ses papiers — c'est à dire qu'ils n'envoient pas d'espèces pour les femmes qui acceptent de voyager. Son accès à l'argent se fait par la personne qui est l'intermédiaire au voyage, et normalement il est destiné au paiement des taxes nécessaires pour retirer les papiers (y compris le passeport) et parfois pour l'achat de vêtements et pour le taxi qui les amené à l'aéroport le jour du voyage. Dans le cas des vêtements, elles ne réalisent pas qu'elles auront à payer pour eux, car ce sont des dépenses qui vont être incluses à sa dette. Elles avaient l'habitude de dire « Ils se sont occupés des vêtements pour moi » : « Alors ce jour-là, je dormais chez mon amie, et l'autre [l'intermédiaire] est arrivée, son amie tu vois, elle m'a vue et elle a dit : ' Hé, elle est jolie, la seule chose qui lui manque est un tour dans un magasin'. Alors, elle m'a acheté quelques vêtements et je suis venue ici, au Suriname » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname).

A la demande du propriétaire du *club*, la femme passe à l'agence aérienne, à l'aéroport, en avance, pour retirer le billet :

- Quand il a envoyé le billet, il n'a pas envoyé d'argent ?
- Non il l'envoie seul : il va à l'agence, donne le numéro des papiers de la personne, du numéro de son passeport, et le billet est transféré au Brésil. [...] La personne le prend à l'aéroport.
- Elle le prend à l'agence ?
- Oui de la Suriname Airways, à l'aéroport. Elle montre le passeport et elle le prend, et si, Dieu la garde, à ce moment-là, la personne désiste, après un mois, il peut récupérer le billet — c'est pour cela qu'il n'envoie jamais d'argent. Personne n'envoie de l'argent, parce qu'il va le perdre, si Dieu veut, si la personne dit qu'elle ne veut plus venir au moment de partir...
- Mais la personne va là, à l'agence ?
- Et là il, donne [le billet] et il dit : « Vous allez voyager tel jour et telle heure ». Le billet est pour un voyage *open*, et la personne voyage des fois pour le jour qu'elle veut.
- Quelqu'un l'accompagne ?
- Non.
- La personne fait tout toute seule ?
- Seule, mais il y a beaucoup de femmes qui font ça ici, qui travaillent pour le propriétaire du *club* ici. Elles vont au Brésil pour lui trouver une fille. (Yeda, 29 ans, vendeuse de magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Le désistement d'une femme qui a décidé d'aller au Suriname et la plus grande préoccupation des propriétaires de *clubs*, c'est pour cela que l'intervalle entre le premier contact et le voyage est très court, il ne dépend que du délai donné par la Police Fédérale pour délivrer le passeport. La décision d'embarquer et les préparatifs du voyage sont eux aussi rapides et

elles emmènent avec elles, en plus de la valise, leurs désirs, leurs rêves, la méfiance, la peur, sachant qu'elles devront « faire attention » :

Peur, on a toujours peur, parce que ce n'est pas normal. Tu sais déjà que tu vas pour un *club* travailler avec beaucoup d'hommes, te prostituer, et tu ne sais pas qui tu vas rencontrer. Tu peux rencontrer des hommes bons, des hommes mauvais, et tu restes toujours un peu méfiante, en retrait. [...] Alors tu dois bien regarder, faire attention à quel *club* tu vas aller et tout ça. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Le billet d'avion de retour au Brésil et le passeport sont confisqués dès qu'elles arrivent au *club*, en général avec comme justification que c'est une sécurité contre le vol, la perte et la fugue — attitude jamais remise en question par les femmes interviewées, parce qu'elles comprennent que cela fait partie des règles du *club* et du supposé « contrat » qu'elles disaient avoir passé avec le propriétaire. Le passeport leur était rendu quand elles faisaient un voyage au Brésil (pour les cas les plus vieux) ou quand elles sortaient du *club* définitivement :

- Mais quand tu es arrivée, ton passeport est resté avec lui ?
- Avec lui. Il disait que c'était à cause... une sécurité, pour qu'on ne le perde pas. Et restant avec lui, de trois en trois mois, il emmenait notre passeport pour que nous ne soyons pas illégales dans le pays (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)
- [...] Tu arrives, tu fais ce que tu as à faire, tu paies les frais du voyage, et alors t'es libre si tu veux partir. Et même en ne payant pas le voyage, tu es libre. Ou plutôt, libre en parenthèse, parce que ton passeport reste dans les mains du propriétaire du *club*. Alors, tu ne peux pas prendre le passeport et quitter le pays dans ce cas. [...]
- Quand tu paies, immédiatement ils te rendent ton passeport ou ils le gardent encore.
- Non, ils le rendent.
- Immédiatement ? Tu paies en deux semaines, et ils te le rendent aussitôt ?
- Ils te le donnent quand tu vas pour l'Immigration [surinamaïse]. Mais après ils le récupèrent à nouveau. Ils disent : « Le jour où tu rentres au Brésil, tu me le dis, et je te rends ton passeport ».
- Mais tu avais déjà payé ?
- Oui.
- Même comme cela, ils le gardent encore ?
- On ne reste pas avec parce qu'ils disent que c'est dangereux qu'il reste avec la personne, et il reste avec eux, sous leurs contrôles. [...] Le passeport reste avec eux, avec le propriétaire du *club*, il ne reste pas avec nous. Parce que comme cela ils ont un certain contrôle tu vois ; tu es dans le *club*, le passeport reste avec lui, dans ton dossier qui est là et il dit : « le jour que tu veux aller au Brésil tu es libre, tu me le dis », et lui va réserver notre voyage à l'aéroport pour être certain que tu vas partir. Eux même appellent. Tu veux aller au Brésil, tu viens ici même et tu dis : « Regarde, la semaine prochaine, tel jour, je veux aller au Brésil : « Ok, je peux faire la réservation ? » Il réserve le voyage et il appelle quelqu'un pour t'emmener. Tout est sous sa

responsabilité, lui-même fait la réservation. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Il rend seulement le passeport quand tu vas sortir du *club*. Il ne laisse jamais le passeport en main propre, parce qu’il dit qu’il a peur que la personne s’enfuit sans l’avoir payé. Alors, le passeport reste toujours avec lui. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– Mais les documents, ils les gardent ?
– Ils restent avec le passeport. Quand tu as tout payé, alors ils te les rendent. Et qui s’enfuit reste sans papier. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

A l’époque de la recherche de terrain dans les Guyanes, en 2011-2012, la confiscation des passeports était encore une réalité au Suriname. Cette donnée s’oppose à ce que constate la *Recherche Tri-national sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname : uma intervenção em rede*³⁹⁸, réalisée de novembre 2006 à novembre 2007 sous la coordination de la Société de Défense des Droits Sexuels en Amazonie (Sodireitos) et par l’Alliance Globale Contre la Traite des Femmes/ Réseaux Latino-Américaines et Caraïbéennes de l’Alliance Globale contre la Traite des Femmes (GAATW-REDLAC). Citant un travail de Laura van der Wal (*De ruimte voor vrouwenhandel in de Surinaamse samenleving = O espaço para tráfico de mulheres na sociedade surinamesa*), le rapport de la recherche affirme qu’il y avait des changements dans le comportement des propriétaires de *club* en relation à la confiscation des passeports, qu’ils ne le confisquaient plus ; à la place ils gardaient le certificat de vaccination et le billet de retour, à partir du moment qu’il y avait déjà, au Suriname, une plus grande attention concernant les femmes qui travaillaient au marché du sexe, même si le système juridico-social n’était pas sensible à la situation. Selon Laura van der Wal,

Avec l’augmentation de l’attention sur la situation des femmes, les propriétaires de *club* changèrent de stratégie, et au lieu de confisquer le passeport, ils restent avec le certificat de vaccination et le billet, ce qui limite de la même manière sa liberté. Quand elles arrivent à fuir, leurs situations continuent difficiles. Sans leurs papiers, elles sont considérées comme des migrantes illégales et le système juridique et social montre encore peu de sensibilité (intérêt) à leurs situations. Sans argent, elles n’ont aucun endroit où aller. Les possibilités de se libérer de la situation d’exploitation et de confinement est faible³⁹⁹.

³⁹⁸ SODIREITOS ; GAATW-REDLAC. *Pesquisa tri-nacional sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname: uma intervenção em rede*. Coordination de Marcel Hazeu. Belém: Sodireitos, 2008.

³⁹⁹ Apud SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit., p.51.

La tendance de ne pas confisquer le passeport fut constatée durant la recherche de terrain à peine au Guyana, où sa confiscation et le paiement de la clé étaient des pratiques observées par la police dans les locaux de prostitution. Aussi bien au Suriname qu'au Guyana, les interlocutrices/eurs de la recherche affirmèrent que quand ils étaient sans passeport ou si la période du visa touristique était déjà expirée, ils étaient traités comme des immigrants irréguliers et expulsés.

Des quatorze femmes interviewées au Suriname qui avaient passé par les *clubs* de prostitution, seulement Juliana (30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname) dit qu'elle n'avait pas eu son passeport confisqué par le *club*, par le biais d'une affirmation catégorique : « Non ! Mon passeport est toujours resté avec moi. Ils ne m'ont jamais pris mon passeport, ils ne m'ont jamais rien pris » — mais tout le traitement reçu par le *club* fut une exception.

3.2 L'ordre du jour de la réunion : la dette et le délai pour la payer

En accord avec les femmes interviewées, quand elles arrivaient au *club* il y avait une réunion avec le propriétaire durant laquelle leur étaient expliquées les règles de la maison. La langue n'était pas un problème, car s'il ne savait le portugais, il y avait une gérante brésilienne ou un interprète pour aider à la transmission des règles :

A l'heure où vous arriviez, vous alliez tout de suite au bureau du propriétaire du *club*, et il expliquait aussitôt toutes les règles : « Écoutez, ici c'est comme ça et comme ça ». Vous êtes libres pour aller et venir mais à la nuit vous devez être à l'heure au *club*. Vous pouvez sortir toute la journée, passer toute la journée dans la rue si vous voulez, mais vous devez être au *club* à huit heures du soir, vous devez entrer, et à neuf vous devez être en bas dans le salon. Si vous descendez à neuf heures et demi ou à neuf heures quinze, vous allez déjà payer une amende. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

C'est durant la première réunion faite avec les femmes qu'elles prenaient connaissance de la valeur de la dette initiale : « Je suis arrivée ici et elle a expliqué. Alors je suis arrivée et là-bas c'était un autre système, tu comprends ? Elle n'avait pas dit [au Brésil] le total, combien on devrait payer, et quand je suis arrivée c'était beaucoup d'argent à payer, je continuerai toujours de payer le voyage » (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et

propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname). Au moment de convaincre les femmes pour qu'elles acceptent la proposition de voyage, ils n'avaient pas l'habitude de les informer sur le montant de la dette, disant seulement que puisqu'elles n'avaient pas d'argent pour retirer le passeport et acheter le billet d'avion, le *club* prendrait en charge les dépenses et elles auront tout le temps nécessaire pour payer, de manière à ce qu'elles ne sachent pas le montant de la dette pendant le voyage :

- Qu'est-ce qu'il t'a dit ?
- « Tu vas au *club*. Là tu paies ton billet. « Ils ne disent pas si ce sera beaucoup ou si ce sera peu. Ici, quand tu arrives, tu vas parler avec le propriétaire. Le second jour il est venu nous parler.
- Mais il parlait portugais ?
- Non !
- Et comment vous avez communiqué avec lui ?
- Avec un traducteur.
- Une traductrice ? C'était une femme ?
- Un homme. C'était un Philippin, ici au Manilla. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

Les interviewées nommaient « période de contrat » les trois mois que la femme avait pour payer la dette, même s'il n'existait aucun contrat officiel de prestation de service, les trois mois ne correspondant qu'à la période légale du séjour au Suriname comme touriste :

- [...] Les trois mois c'était le contrat.
- Ah, alors tu avais un contrat de trois mois ?
- Oui.
- Alors durant ces trois mois tu ne pouvais pas partir ?
- Non, pendant ces trois mois je ne pouvais pas retourner. Ce que je veux dire, tu pouvais partir si tu payais ce que tu avais emprunté.
- Tu ne pouvais pas payer après ?
- Non, c'est trois mois que tu as, parce que c'est [la durée] du visa. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Comme règle, durant la période de trois mois, la dette initiale pouvait être payée en plusieurs fois, récupérée toutes les semaines. Les valeurs correspondent aux dépenses faites par le *club*, avec les surplus, pour que la femme puisse arriver à Paramaribo, principalement le billet d'avion, le taxi, et les taxes pour l'émission de documents personnels et en particulier le passeport. La valeur de la dette initiale des interlocutrices se situait entre sept cent et deux mille cinq cents dollars, une somme élevée pour ces femmes :

– Et le voyage, il te demandait la même somme quand tu arrivais ?
– Non, il demandait plus. J’ai payé à l’époque, sept cent cinquante dollars américains. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Et alors, quand tu arrivais ici, tu devais déjà depuis le taxi ?
– Tout. La nourriture, tout. N’importe quelle nourriture qu’ils dépensaient en chemin pour que tu puisses l’acheter, elle était incluse avec le taxi, avec le billet, tu vois, parce qu’ils te réclament deux voyages ; pour tous ils te demandent deux prix, jamais ils demandent un seul : le taxi, la nourriture que tu manges, la taxe d’embarquement, et le billet. Et tout. Tu dois tout, (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

3.2.1 Dettes, horaires, logements et amendes : Les règles de l’engrenage qui font que le *club* gagne de l’argent

Les quatorze femmes interviewées qui migrèrent dans les *club* du Suriname voyagèrent vers ce pays, pour la première fois, entre 1982 et 2007, et leurs destinations furent les *clubs* Manilla (cinq femmes) Seven-to-Seven (trois), Aventura (deux), Condor (deux) et le Diamond (deux) (Tableau 8) — et seulement Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) retourna au Brésil pensant y rester définitivement, mais retourna au Suriname pour avoir connu au pays une situation financière difficile. Le Seven-to-Seven, l’Aventura et le Condor étaient déjà fermés à l’époque de la recherche de terrain. Dans le cas du Condor, l’ancien propriétaire le passa à l’administration de son fils, et celui-ci, sans succès dans sa gestion, le ferma et mit l’immeuble en vente — surtout il est impossible de savoir si les deux autres fermèrent réellement ou changèrent de nom, d’adresse ou de pays (beaucoup de propriétaires avaient des origines hollandaises et étaient retournés dans leurs pays)⁴⁰⁰.

⁴⁰⁰ Le travail publié par Maxi Linder en 2008 (*Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*), cité par SODIREITOS et GAATW-REDLAC (op. cit., p.50), affirma que le nombre de *clubs* enregistré par la police avait diminué, mais que des visites aux endroits de prostitution montraient que, en réalité, ils avaient à peine changé d’adresse, c’est pour cela qu’ils n’apparaissaient pas dans les registres officiels ; il dit aussi que les *clubs* de prostitution qui étaient enregistrés dans les registres du Ministère de la Justice et de la Police, étaient identifiés comme hôtels ou discothèques.

Tableau 8 : Années d'arrivée des femmes au Suriname par *club* de prostitution.

Club de prostitution	Année d'arrivée au club										
	1982	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	%
Manilla	-	3	1	-	-	1	-	-	-	-	35,7
Seven-to-Seven	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	21,4
Aventura	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	14,3
Condor	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	14,3
Diamond	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	14,3
Total	1	4	1	1	1	1	2	1	1	1	100

Deux femmes interviewées voyagèrent deux fois au Suriname par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution. La première fois, Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname) alla pour le Manilla, d'où elle s'enfuit au *garimpo* ; quand elle fut expulsée de la Guyane Française pour Belém, elle se retrouva sans argent et retourna au Suriname avec un billet payé par le Seven-to-Seven (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) elle paya la dette du Seven-to-Seven, puis quelques temps après elle revint au Brésil, mais à connaître à nouveau des difficultés financières elle retourna, cette fois-ci au Manilla, libérée de la dette initiale (une amie qui travaillait au *club* lui prêta l'argent pour le billet d'avion). Une autre qui retourna au *club*, mais sans sortir du Suriname, ce fut (Juliana 30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname) : elle alla pour la première fois à l'Aventura, après elle alla au *garimpo*, plus tard elle retourna dans le même *club* (quand elle resta à Paramaribo pour se soigner de la malaria), cette fois-ci libérée de sa dette.

Ana (37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) retourna aussi au *club* (Manilla) mais à l'époque elle travaillait comme cuisinière dans un autre endroit : elle loua pour six mois le restaurant d'un hôtel propriété du propriétaire du Manilla, et pendant ce temps elle habita dans le *club* (payant pour cela) avec les femmes qui travaillaient comme prostituées. Comme elle connaissait le propriétaire, son travail ne se limitait pas au restaurant : « Je me suis donnée à fond, je parlais avec les femmes qui arrivaient du Brésil et tout ça, j'allais à l'Immigration. Je l'aidais tu vois ». Quand elle laissa le restaurant, elle retourna se prostituer au *garimpo*, jusqu'à ce qu'un client l'appelle pour vivre avec lui, une relation qui dura quatre ans ; ensuite elle fit un cours *online* de coiffeuse et elle commença à travailler dans ce domaine.

On constate que d'avoir plus d'expérience et de désinvolture pour communiquer, et une plus grande proximité avec le propriétaire, certaines femmes finirent par contribuer à

l'organisation et la socialisation des « nouvelles », s'impliquant dans la toile des relations qui structuraient la prostitution sans aucun droit garanti, dans un pays où la prostitution, en plus d'être illégale, tolérait les arrangements informels du fonctionnement du *club*.

3.2.2 A l'heure de commencer : les « nouvelles » dans la prostitution

Dans le *club*, la professionnelle du sexe devient « vitrine », et adopter une nouvelle vie dans la prostitution demande plus d'attention avec le visuel — que les interviewées appelaient *banho de loja* —, ce qui signifie un coût considérable pour les femmes dans le *club*, parce qu'apparaître bien habillée et maquillée dépend exclusivement de leur argent, et pour celle qui arrive un investissement nécessaire : « [dans le *club*] il y avait beaucoup de femmes jolies. J'en arrivais à mieux m'arranger, parce que je suis arrivée ici vraiment sans rien tu vois, parce toutes les femmes qui viennent, qui arrivent, tu vois, des fois elles n'ont même pas un vêtement portable sur le dos. Seulement, après, tu vas commencer à connaître, alors tu vas avoir des conditions meilleures, et tu vas faire un *banho de loja*, tu vois » (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Seulement trois femmes affirmèrent avoir une expérience dans la prostitution avant de migrer. En général les interviewées disaient que celles qui n'étaient pas habituées, restaient en retrait, elles n'emmenaient pas les clients dans la chambre et furent honteuses les premiers jours, ce qui signifiait qu'elles seraient observées de près par le propriétaire du *club*, car si elles ne travaillaient pas, elles retarderaient le paiement de la dette :

La plus grande partie le faisait. [...]. Mais quelques-unes non. Quelques-unes, jamais... [s'étaient prostituées], selon ce qu'elles disaient tu comprends, mais certaines, on pouvait voir qu'elles ne l'avaient pas fait, parce qu'elles avaient honte, et s'intégrer à tout cela ici, s'était difficile, ça l'était... elles ne travaillaient pas, alors elles devaient faire un *strip* pour payer le *ticket*, [le billet d'avion] — c'était obligatoire. Les filles qui n'avaient jamais travaillé [dans la prostitution], qui arrivaient et qui avaient honte, dans un coin ici, elles restaient bloquées même, on voyait qu'elles n'avaient jamais fait cela avant. Alors ils disaient... « Ah, tu n'as pas travaillé, et tu es en compte avec moi, tu as une dette. » Alors chaque *strip*, c'est cinquante dollars. [...] tu faisais un *strip* et cet argent allait directement pour son *ticket*. Alors si tu le faisais tous les samedi ou tous les jours, un *strip*, tu payais seulement que lui [le propriétaire du *club*] permettait seulement le samedi — le vendredi ou le samedi. C'était déjà une aide pour la fille, pour payer le *ticket*. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Voyons la manœuvre du propriétaire du *club* : à réaliser que la « nouvelle » n'arrivera pas à avoir des relations sexuelles avec les clients parce qu'elle ne se sentait pas préparée pour monter dans la chambre, c'est à dire qu'elle court le risque de ne rien gagner, il lui demande qu'elle fasse un *strip-tease* une fois par semaine, pour garantir pour le moins la valeur de la chambre où elle dort et la nourriture. Principalement, il paie moins que la valeur d'un *strip-tease* dans le *club* (les interviewées affirmèrent qu'ils payaient moins de 50%). De toutes manières il gagne toujours :

– Ainsi, s'il y avait une fille qui voulait « Ah, laisse, je vais faire tous les jours », il disait : « Non je t'ai déjà donné une chance pour que tu diminues ton compte, ton *ticket* : je te donne une opportunité pour que tu fasses un *strip* ». Alors elles le faisaient. Je n'ai jamais été obligée de faire un *strip* pour payer un *ticket*, parce je le faisais déjà, parce que je voulais le faire pour avoir de l'argent en plus, parce que c'était cent dollars à cette époque. C'était cent dollars, et notre *strip*, quand on le faisait même, quand le client payait, c'était cent dollars ; quand le propriétaire demandait de le faire pour payer le *ticket*, c'était cinquante dollars, c'était beaucoup moins. Et quand on le faisait, que le client payait dans le salon, « Regarde, je veux que tu fasses un *strip* pour moi », « Ah, c'est cent dollars », c'était autre chose. [...] Quand la fille paie le *ticket*, elle fait le *strip* pour cinquante dollars, pour aider le *ticket*, et l'argent va direct pour le *ticket*. Mais quand il est libre, tu ne paies pas pour lui, c'est cent.

– Mais l'argent est à toi ?

– L'argent est à moi, il reste à moi vraiment. Il ne l'est pas quand tu paies le logement, alors il parle : « C'est pour le logement ». Quand tu as un compte important avec lui, il veut tout de suite décompter. Mais l'argent du *strip* est pour la fille quand elle ne le paie pas. Mais quand elle paie le *ticket*, l'argent du *strip* est tout pour le *strip*. Elle ne peut pas faire le *strip* quand elle paie le *ticket* sauf si c'est lui qui dit : « Regarde, tu vas faire le *strip* pour payer le *ticket* ». (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Celles qui eurent leur initiation à la prostitution dans les *clubs* du Suriname contèrent que ce fut compliqué, mais toujours elles minimisaient leurs récits en disant que le premier client avait été compréhensif, payant même sans avoir eu une relation sexuelle :

– Mon premier travail, ce fut, ainsi, un autre homme qui a connu mon corps, un médecin, un surinamais, seulement qu'il était blanc tu vois. Alors, quand je suis arrivée, ils m'expliquèrent tout ; la Paulina : « Écoute, Lara, c'est comme ça, comme ça, et comme ça ».

– Ta belle-soeur ?

– Oui. « La seule chose pour laquelle je peux t'aider, parce que je sais, je connais mon frère. » Donc, je suis arrivée je suis arrivée, quand est arrivée la nuit, pour, tu comprends, descendre pour aller au salon, moi toute timide, tu vois, il y avait que des filles jolies, grandes, toutes chics... Je suis arrivée du Brésil décente, oui, alors j'ai regardé, je n'avais aucune connaissance de ces

choses, alors, je suis restée par là, dans le coin ; elle [la belle-soeur] est venue : « Non, Lara, tu dois t'asseoir ici près du bar ». « D'accord » Ce fut [de cette manière] que j'ai appris. A cette époque personne ne parlait même l'espagnol ici au Suriname, personne ne comprenait. C'était comme ça, vous alliez faire votre travail, alors il demandait... à cette époque il parlait comme ça : « Combien c'est le *tiki-tiki* ? ». [...] Seulement elle m'avait déjà donné toutes les instructions, tu vois : « Quand il demande, tu ne vas même pas savoir répondre, alors tu écris le prix ». A cette époque, c'était cinquante et cinq florins⁴⁰¹ [...], et cinq pour la clé. Quand je suis arrivée dans la chambre avec ce médecin, je n'ai pas retiré mes vêtements, parce que j'avais honte ; j'ai commencé à pleurer. J'ai pleuré, pleuré, pleuré, pleuré, qu'il a dû penser « Ah, cette fille est folle », tu vois, parce que je n'avais pas l'habitude. J'avais honte de retirer mes vêtements. Alors il m'a demandé ce qui se passait, et je lui ai dit que je n'avais jamais fait cela de ma vie, que c'était la première fois, que je n'avais pas l'habitude. Alors il m'a regardé et il a dit ainsi : « En effet, tu n'es pas habituée ». Seulement il parlait un tout petit peu espagnol, tu sais ? alors il a dit « O.k., mon amour, *non* problème », il m'a parlé de cette manière. Et même comme ça il m'a payée. Alors il a parlé de cette manière avec moi, jamais je n'oublierai : « Tu sais quand une fille est habituée au *tiki-tiki* » — il a parlé de cette manière, « *un hombre* tu sais. Alors tu es une *muchacha* qui n'en est pas une. Pourquoi tu es ici ? ». Alors j'ai dû expliquer le motif et aussi, ce qui était arrivé dans ma vie. Alors il a secoué la tête de cette manière [de droite à gauche]. Puis, nous sommes restés comme des amis, il est descendu, et rien n'est arrivé. La première fois de ce qui allait être mon travail, d'être au *club*. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Quand elles arrivent au *club*, les femmes apprennent tout de suite la langue et les codes pour communiquer avec les clients, qui se résument, au début, à écrire la valeur de la relation sexuelle sur un papier, pour faciliter la négociation et identifier quand le client dit « *Madame, you tiki-tiki ?* » (en Sranantongo, *tiki-tiki* signifie une relation sexuelle tarifée).

Beaucoup recoururent à l'alcool pour réussir à satisfaire les premiers clients. Comme elles disaient, « pour se lâcher ou être plus libre », ne plus être inhibée — un conseil donné par les plus vieilles pour les plus timides, pour qu'elles arrivent à travailler. Mais plusieurs fois, l'alcool cesse d'être une aide pour se lâcher et devient une dépendance :

Seulement, avec le temps, tu prends de l'expérience, tu t'habitues. Alors ce fut quand j'ai connu un autre médecin, un noir, il était vétérinaire, j'avais déjà commencé à boire. « Écoute Lara, pour toi, pour avoir plus de courage, bois. » Alors j'ai commencé à boire un peu. Alors, ça veut dire, ta honte part... j'ai fini par m'habituer. J'ai commencé à travailler, j'ai commencé à envoyer de l'argent pour ma mère. Alors c'est là que j'ai demandé qu'on parle [qu'elle se prostituait] à ma mère. Ma mère a remercié, parce qu'elle ne vivait plus avec cet homme [l'ex-mari violent]. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

⁴⁰¹ Monnaie hollandaise utilisée par le pays jusqu'en décembre 2003, remplacée en janvier 2004 par le SDR.

Il arrive aussi qu'une drogue illicite⁴⁰² soit utilisée par les femmes pour qu'elles réussissent à satisfaire plus de clients que la normale, mais selon les interlocutrices, dans le *club*, la consommation de drogue est interdite par le propriétaire, et celles qui sont prises en flagrant délit paient une amende :

- Et la drogue, tu l'utilisais ?
- La drogue non. Il y en avait beaucoup qui prenaient de la drogue, parce que elles étaient droguées même, mais de la drogue là, non.
- Mais là, c'était autorisé de prendre de la drogue ?
- Non, non. Il y en avait beaucoup qui s'enfermaient dans la chambre et qui fumaient, mais nous-même, non ; c'était plus pour boire, boire même. C'était plutôt l'alcool, il n'acceptait pas la drogue à l'intérieur. (Marília, 33 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname)

- Au *club* où tu étais, la drogue était permise ?
- Non, le patron jamais [il permettait].
- Mais en dehors, les filles en usaient ?
- Non, je n'en ai jamais entendu parler. [...] Non, à mon époque, je n'ai jamais vu, mais maintenant il y a beaucoup parmi elles qui en usent, beaucoup de filles. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) raconta que lorsqu'elle arriva au *club* elle commença à consommer de la cocaïne pour réussir à travailler et elle finit par être dépendante. Elle commença à en user trois mois après son arrivée et après qu'elle soit sortie (elle est restée une année) elle continua à en utiliser pendant environ « trois mois » :

- Parce que c'est une vie que, je pense, certaines femmes aiment, mais que d'autres n'aiment pas. Je travaillais la nuit entière : les hommes venaient près de moi, je n'aimais pas, je ne supportais pas, je pleurais. Alors une amie est apparue... non, une ennemie, qui m'en a offert. Comme à l'époque j'étais très en manque (affection), très désorientée, c'est là que je m'y suis mise, tu vois.
- Elle t'a offert ce qu'elle avait parlé ?
- Elle a dit que c'était meilleur, que j'allais me sentir plus légère, que j'allais me sentir plus souple, pour que moi je puisse travailler. C'est là que je m'y suis mise et que je suis devenue accro. [...] On est accro tu comprends. Alors le père [de son fils, le Brésilien avec qui elle s'était mise] m'a retirée de là et j'ai arrêté, je pense que je suis restée encore environ trois mois [à en prendre après être sortie du *club*], puis j'ai tout arrêté.

⁴⁰² Herbes, cocaïne, crack, ecstasy, par exemple, sont des drogues considérées illicites au Suriname, et en avoir pour sa consommation personnelle est considéré comme un crime.

Le propriétaire du *club* sait que beaucoup de femmes n'ont pas d'expérience dans la prostitution et il cherche à faciliter leur initiation en choisissant des clients (parfois un de ses amis) et/ou en changeant le local de travail, comme si cela retirait à la relation sexuelle son caractère tarifé pour aller avec un type « bien » dans un endroit que ne sert pas habituellement pour des passes avec les clients. Dans les dires des femmes apparaissait le propriétaire « compréhensif » et « bon » avec les novices, et le client « bon », qui la traitait bien, au lieu d'apparaître un client grossier ou violent, comme se fut le cas de Marília (33 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui eut son initiation après quelques jours dans le *club* et de plusieurs rencontres avec un client :

– Ah, le premier jour fut horrible. [...] J'avais totalement honte, parce que je n'avais jamais fait ça. J'avais honte, je devais faire cette chose tu vois. [...] On avait la notion de rien, on ne savait rien, on ne comprenait pas la langue et rien de ce qu'ils nous disaient. On restait là, timide, honteuse. Le premier jour que je suis arrivée là, il y avait un gars qui était très ami avec le patron du *club*, c'est ce garçon... Même que lui [le patron du *club*] a été bon, il me traitait très bien, il a commencé à faire attention à moi, il n'était pas toujours derrière moi, comme ça, [il obligeait pas] « Ah tu peux rester avec celui-là ». Quand il arrivait, il me laissa là, à côté de lui. [...] On a commencé à boire, à prendre des bières. Lui [le patron du *club*] il était avec nous aussi, payant, et ensuite il a dit...sauf que ce n'était pas à l'intérieur du *club*, c'était dans les autres appartements qu'il avait là — qu'il nous a demandé l'aller par-là tu sais ? parce qu'on avait honte d'entrer, qu'on devait passer par la porte et tout le monde nous voyait—, il a dit : « Non, non, parce que tu vas par-là ». Alors il nous a mis dans d'autres appartements qu'il avait là pour que personne regarde, et pour qu'on n'a pas honte. Après on s'habitue : alors, c'est tous les jours, tous les jours, l'habitude.

3.2.3 Le domicile des femmes : les chambres pour habiter et/ou travailler

L'alimentation dans les *clubs*, dans la décennie 80, n'apparaissait pas dans les comptes présentés par les propriétaires aux femmes, ou plutôt ce n'était pas explicite s'il percevait pour elle ou non. Plus tard, elle passa à faire partie de ses dépenses personnelles, quand elles commencèrent à être inciter à faire les courses et cuisiner ensemble, chacune devant se préoccuper avec les courses, que ce soit des achats faits conjointement ou individuellement, et elles pouvaient préparer la nourriture sur le lieu de l'hébergement ou au dehors, conformément à leurs préférences. Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils,

interviewée en 2011 au Suriname) qui a été pour le *club* en 1982, dit que probablement, avant il y avait le paiement :

[Avant] Je crois que c'était déjà retiré, inclus avec tout, tu vois, parce que on ne payait pas la nourriture, c'est le patron qui donnait [...] il y avait un salon et les appartements, où on travaillait la nuit, mais le jour on avait notre maison à part. [...] Il y avait la cuisine tu comprends ? Après [c'est] que le patron a commencé à dire : « vous allez avoir cette maison ici, alors toutes vous pouvez faire la collecte, chacune donne tant, alors vous allez au supermarché, et vous faites vos propres courses ». Quand ça a commencé ce n'était pas comme ça, après il a changé le système.

Les femmes qui étaient déjà dans les *clubs* à partir des années 1990, n'avaient pas de doute pour savoir qui payait les repas, comme Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname), qui partit en 2004 : « La nourriture était pour nous, toutes, et dans les cas où vous consommiez quelque chose au salon, de la nourriture que vous demandiez, elle allait pour votre habitation. Habitation cela veut dire pour votre compte ». Durant la recherche de terrain, l'habituel était que chacune se responsabilise pour faire sa cuisine, que ce soit au restaurant ou qu'elle demande à être livrée dans le logement.

Il y a des *clubs* qui avait un local pour loger les femmes et un destiné à servir les clients (bar, salon, scène, et chambres), c'est à dire un espace de travail séparé de l'espace d'habitation et il y a des *clubs* où les clients sont reçus dans les chambres où elles habitent :

- Vous étiez combien dans chaque chambre pour habiter ?
- Dans une chambre laisse-moi voir : c'était quatre filles. [Chambre] Grande. Seulement il y avait les suites, qui étaient pour le travail [...] qui étaient dans le *club* même et la maison d'habitation des filles était séparée.
- Mais c'était sur le même terrain ?
- C'était sur le même terrain. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Ceux qui ont utilisé seulement la chambre d'habitation comme point de rencontre avec les clients, le font dans une tentative de se démarquer comme *club* de prostitution, alléguant que ce sont les femmes qui amènent les clients dans les chambres, et que ce n'est pas de leur responsabilité s'il y a une relation entre le sexe et l'argent, et ainsi, seules les femmes sont criminalisées. Cette stratégie montre la tendance à camoufler les espaces visibles destinés à la prostitution au Suriname — mais d'une manière ou d'une autre, la valeur demandée pour la clé,

comprise dans la valeur de la relation sexuelle, prouve que le *club* fait un bénéfice sur la prostitution des femmes et qu'il offre des services sexuels⁴⁰³.

Dans les *clubs* dans lesquels il y a une séparation entre la maison et le travail, il peut y avoir un accord entre les femmes pour qu'elles reçoivent les clients dans la chambre, dans le cas où toutes les chambres destinées au travail sont occupées :

La chambre où on habitait n'était pas la chambre où on travaillait. [...] Il y avait la chambre qui était en bas, qui était pour que les femmes travaillent, [...] et la chambre séparée pour habiter. [...]. Alors plusieurs fois, quand les chambres étaient toutes occupées, si on voulait travailler dans notre chambre, on pouvait, mais on prévenait les autres compagnes qu'on allait travailler dans la chambre. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Habiter seule dans une des chambres du *club* est un privilège, car c'est plus cher, c'est pour cela que la majorité des femmes optent pour diviser avec une ou plusieurs collègues ; le plus habituel est deux par chambre : « Divisée, chacune payait trente [...]. Quelques femmes voulaient diviser parce que c'était moins cher, mais quand il y a une qui ne divise pas, elle ne pense pas que c'est mal de payer, et elle payait soixante. Mais j'ai toujours aimé diviser, car c'était bien plus économique de diviser avec une autre fille » (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewés en 2011 au Suriname).

Les valeurs demandées par les *clubs* dépendent d'eux-mêmes, de leurs infrastructures, et du nombre de femmes dans chaque chambre. Pour les *clubs* moins grands, comme le Manilla, en 1997 la valeur d'une chambre collective était de cinq SRDs par semaine. Au Diamond, en 2004, les valeurs pour habiter collectivement étaient bien plus grandes : « C'est une chambre normale, le lit, tout. Tous les samedis il fallait payer. On payait soixante SDR. [...] Soixante c'était les plus simples, mais il y avait des suites de cent cinquante dollars, cent dollars. A cette époque, seules habitaient dans des suites les femmes qui ne voulaient pas rester dans des chambres avec d'autres parce qu'elles avaient beaucoup de clients et elles recevaient plus » (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) Mais ce ne sont pas toutes les femmes qui travaillent dans les *clubs* qui se livrent à la prostitution. Les cuisinières, par exemple, ont l'habitude de restreindre leurs activités à la cuisine : « Elle a divisé la chambre

⁴⁰³ Ce type de manœuvres pour dénaturer l'établissement comme maison de prostitution est apparue aussi dans les histoires de représentants d'institutions brésiliennes au Suriname dans d'autres recherches. A Maxi Linder, par exemple, dans sa publication *Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*, de 2008, affirme que les patrons de *clubs* étaient en train de diminuer le nombre de femmes qui y habitaient, donnant à entendre que, ici, elles travaillaient de forme indépendante (cf. SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit., p.50).

avec Yumila — cette femme qui m’a amenée —, et tout de suite après elle a amené une autre dame — elle venait pour cuisiner au *club*, tu vois. Alors il y avait moi, Yumila et Zenaide [...] Elle a divisé la chambre avec nous mais elle ne se prostituait pas » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname). Quelques femmes allèrent dans les *clubs* de prostitution embauchées comme cuisinière, mais avec l’obligation d’habiter dans le *club*, avec une dette à payer, parce que les dépenses de leur voyage avaient été payées par le *club*.

3.2.4 La clé de la chambre : le pourcentage garantie du *club* à la relation sexuelle

Dans les *clubs*, pendant les horaires de travail, le travail initial de chaque femme est de faire compagnie aux hommes et de les encourager à consommer des boissons, ou danser, ou de faire des *strip-tease*. S’il y a la possibilité, c’est aussi le moment de bien choisir le client — et s’il n’y a pas, il faut monter dans la chambre avec qui apparaît. La valeur d’une relation sexuelle d’une demi-heure est payée en SRDs, et varie selon les dires des femmes interviewées, de cent à deux cents SRD, laissant une marge pour la négociation, mais qui ne peut être inférieur au minimum établi par le *club*, une sorte de barème. Après la conclusion du prix avec le client, celui-ci effectue le paiement à l’employé qui est dans la cabine, associé à la valeur de la clé, c’est à dire, au paiement pour l’utilisation de la chambre, comme cela se fait au Diamond : « C’était cent, vous pouviez négocier seulement pour quatre-vingt, mais pas moins que cela ; [les clients] payaient à la porte, pour justifier au type, qui est dans une cabine, pour être certain, qu’une autre femme ne demande moins que les autres. Il fallait suivre une règle : ou quatre-vingt ou cent » (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) Quelques femmes avouèrent avoir eu des difficultés à négocier, principalement à cause de la langue, et qu’elles demandaient toujours le minimum. Les montants négociés correspondent aux trente minutes dans la chambre du *club*, temps que les travailleuses du sexe doivent respecter, au risque, dans le cas contraire, d’un paiement extra, qui doit être effectué par le client.

- La sécurité, [...] tapait [à la porte], au maximum c'était trois fois. Quand on ne sortait pas la troisième fois, il avisait « Holà, la chambre telle... » — parce que toujours il notait la chambre dans laquelle on allait entrer, et la personne, et l'heure, tu vois. Alors, il disait comme ça : « La personne un tel dans telle chambre une telle n'est pas encore sortie ». Alors il notait et il augmentait le prix. Il augmentait de dix.
- Et si le client te gardait là, il devait payer ?
- Il devait payer. Alors, quand on rentrait, il fallait faire rapide, tu comprends ? Si le client, à l'heure dite, s'il était satisfait, c'est bien, sinon il devait payer à nouveau. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Les chambres pour les rendez-vous avec les clients appartiennent au *club*, il facture tout de suite le prix pour son utilisation. Comme c'est expliqué, la valeur est payée avec la valeur de la relation sexuelle, c'est à dire, à chaque relation sexuelle payée, la femme retire de ce qu'elle a gagné le pourcentage du *club* la « clé » :

- Quand vous parlez que cinq [florins] c'était la clé, c'était quoi ? C'était pour le propriétaire ?
- Parce que cinquante était pour la fille et cinq était pour la chambre : cinquante et cinq, tu vois, ces cinq était déjà pour le patron. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname)
- Tu payais la chambre où tu habitais et en plus l'autre, pour travailler.
- Oui.
- Et pour travailler c'était combien ?
- A cette époque, tu retirais comme [si c'était] maintenant treize SRD, chaque fois que tu entras [...], ils faisaient un papier avec notre nom, l'heure à laquelle on entra, alors ils donnaient déjà le préservatif. De ça, ils notaient déjà là. [...] Tous les jours, à la fin de la nuit, il restait avec un bout de papier et il en donnait un autre pour nous. Alors, à la fin, on faisait les comptes, combien de fois on était entré dans la chambre, et il décomptait toutes les fois qu'on était entré. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Les manœuvres du *club* pour contrôler et faire des bénéfices avec les femmes ne donnaient pas toujours l'effet désiré. Par exemple, de l'argent gagné avec le client, elles disaient cacher chaque centime qui sortait de la norme et de leur contrôle, sans le donner pour éponger la dette ou payer le logement : « moi, quand je suis arrivée, pour payer mon *ticket*, je leur donnais tout. Alors, quand le type te donnait plus d'argent, alors tu le cachais. [...] Si l'homme payait plus pour toi, si tu voulais donner tout pour le patron, tu donnais, mais sinon, tu gardais la monnaie pour toi » (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils,

interviewée en 2011 au Suriname). Comme on peut voir, les femmes avaient leurs stratégies pour gagner de l'argent sur le dos des clients après être passées par le contrôle de la caisse du *club*, garantissant pour elles des valeurs qui n'entraient pas dans la comptabilité du *club*.

LES RÈGLES DU *CLUB* : LES AMENDES FONT DES BÉNÉFICES ET ONT DES INCIDENCES SUR TOUT

Aller aux *clubs*, signifie accepter ses conditions de travail et ses règles. Ces dernières sont utilisées pour le contrôle des relations sociales dans les lieux d'habitation et au *club*, et contrôlées de près par le gérant ou le propriétaire, la Figure 31 représente les principales règles du *club*, et à ne pas les respecter, les femmes sont punies avec des amendes de valeur variable.

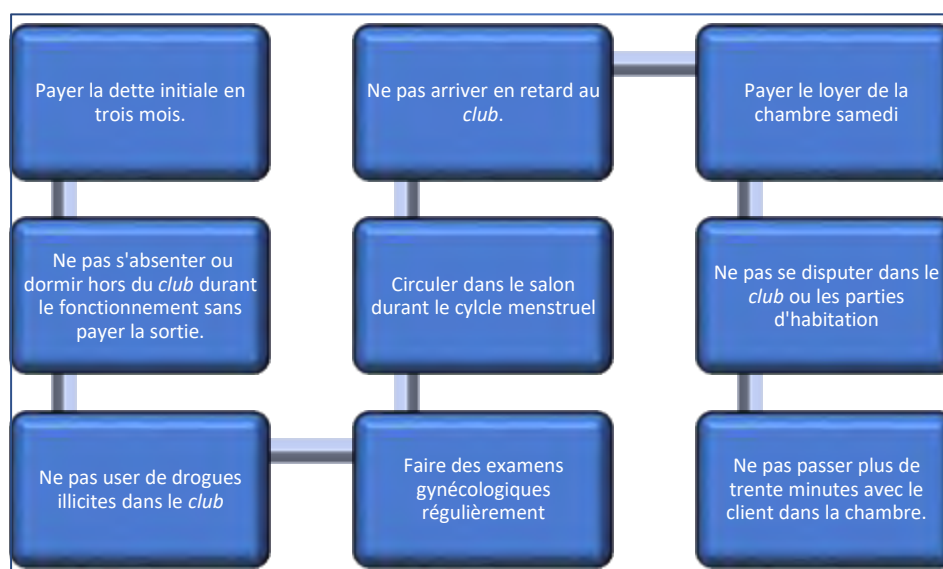


Figure 31 : Les principales règles à être suivies dans le *club*.

Les amendes sont ajoutées à la dette initiale et au loyer de la chambre c'est à dire, de l'habitation), qui est payé le samedi ; durant la recherche de terrain, si celui-ci était payé en retard, d'une manière générale l'amende était plus ou moins de dix SRDs, en fonction de chaque *club*, mais la valeur ne changea pas beaucoup durant le temps : « Soyez là. Si vous ne voulez pas descendre pour travailler, vous payez une amende aussi. [Au Manilla, en 1997] C'était dix SRDs » (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) La valeur de l'amende payée pour ne pas respecter la règle qui se réfère à la réalisation par quinzaine ou mensuelle des examens gynécologiques des

femmes attire l'attention : cent dollars américains — cela est dû au fait qu'il y a un contrôle sur ce point par le gouvernement (qui contrôle aussi la régularité des femmes dans le pays et s'il y a des mineures dans le *club*).

Les femmes qui migrèrent pour les *clubs* ont un régime de travail rigide édicté verbalement, avec diverses règles qui doivent être suivies, composées d'obligations et sans la possibilité de congé ou d'arrêt pour un traitement de santé. Rien n'est gratuit, il y a une amende prévue pour chaque règle non respectée : « Pour eux, ils veulent que tu travailles » (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname). Le *club* fonctionne tout le temps pour retenir de l'argent aux femmes. Chacun de leurs mouvements est contrôlé, pour le bon fonctionnement de l'engrenage — qui vise à gagner de l'argent, que ce soit des clients, que ce soit des femmes : « De toutes manières, ils [les patrons des *clubs*] faisaient tout pour vous prendre l'argent. Et aussi[à] prendre le tampon sur le passeport [ils facturaient]. Ils faisaient tout pour arracher notre argent » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Dans les discours des interviewées émergent les difficultés à respecter précisément les règles, difficultés qui contribuent aux fugues de nombreuses d'entre elles avant qu'elles finissent de payer la dette, car elles considèrent la charge horaire lourde et le bénéfice faible, qui ne permet pas de la payer, et de réunir suffisamment d'argent avec la rapidité espérée. Elles affirmèrent que ce système d'organisation a contribué à la réduction de la migration des femmes par l'intermédiaire des *clubs* et pour leurs brèves présences à l'intérieur ; Ce qui les maintenait là est le manque de connaissances pour savoir comment continuer au Suriname.

Giovana (38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname) est née à l'intérieur du Pará, mais a grandi à Belém ; elle a étudié jusqu'à la classe de 4^{ème}. En 2000, à 27 ans, elle a laissé les quatre fils à l'ex-mari et est allée avec sa sœur pour le *club* Manilla, où elle est restée deux mois — jusqu'à ce qu'un client l'aide à payer sa dette. Après elle a travaillé comme cuisinière dans un restaurant de Paramaribo et comme vendeuse ambulante au *garimpo*, où elle a connu son mari, avec qui elle réussit à acheter une machine pour l'extraction de l'or. Durant la recherche de terrain elle divisait son temps entre ses visites à son mari au *garimpo* et son magasin de vêtements à Paramaribo, un magasin typique de « vêtements de Brésiliens »⁴⁰⁴ — vêtements de meilleure qualité que ceux vendus dans les commerces surinamais. Selon Giovana, les femmes qui voyageaient au *club*, dès

⁴⁰⁴ Tous les deux mois, elle visitait ses enfants au Brésil (les quatre déjà majeurs) et où elle achetait de la marchandise pour le magasin : elle travaillait avec des vêtements de marque (principalement Pit Bull et Rhero) et elle vendait aussi des vêtements pour les femmes évangéliques (vêtements plus discrets).

qu'elles prenaient connaissance des réseaux qui facilitaient leur survie dans le pays elles cherchaient une manière de sortir, soit en payant sa dette soit en fuyant.

- Elles ne voulaient pas [rester au *club*]. Celles qui étaient là [c'est] parce qu'elle ne connaisse pas encore la ville ; après l'avoir connue elles s'en vont, elles fuient, elles abandonnent.
- Ah, alors il y a des cas de femmes qui ont fui ?
- Oui sûrement. Elles vont faire quoi, dedans ?

4.1 Horaire de travail : tu le respectes ou tu paies l'amende

Les horaires de travail dans les *clubs* de prostitution du Suriname sont contrôlés de manière rigide, et pour garantir leurs respects, la règle est toujours la même : durant le jour il n'y a pas d'empêchement pour sortir des lieux d'habitation, mais la nuit le contrôle est implacable. Selon les femmes interviewées, du début du travail jusqu'à la fermeture du *club*, c'est une obligation de rester sur place, prêtes à travailler. Dans les cas où cette règle n'est pas respectée, la femme paie une amende :

- Mais tu travaillais toute la nuit, tu avais un horaire ?
- Il y a un horaire. De neuf heures jusqu'à quatre heures du matin, tu vois ? (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)
- Il n'y a jamais eu des situations d'agression du patron ?
- Non, non !
- D'empêchement de sortir ?
- Non. Maintenant c'est ceci : si tu veux sortir la nuit, tu dois payer pour pouvoir sortir.
- Et le jour ?
- le jour, tu peux sortir normalement, mais à l'heure où tu dois travailler, tu dois être là à l'heure prévue. Si tu n'es pas à l'heure prévue, tu paies une amende.
- Et toi, quand tu vas sortir, tu peux prendre un taxi ou tu peux aller en bus ?
- Il n'y a pas de problème de la manière que tu sors — en taxi, en bus ou un client vient te chercher —, mais à l'horaire prévu tu dois être au *club*. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Des amendes pour les retards sont ajoutées à la dette déjà existante, augmentant sa valeur et plus tard son paiement. Les interviewées affirmèrent que jamais elles ne furent empêchées de sortir du *club*, elles avaient la liberté d'aller et venir même sans la possession de

leurs passeports. Mais la liberté de circulation se limitait au jour : au moment de l'ouverture du *club* elles devaient être là, prêtes pour commencer les activités :

- De combien était l'amende ?
- L'amende de retard était de cinquante SRD. C'est pratiquement un jour d'habitation ;
- Cinquante SRDs par heure de retard ? Ou par jour ?
- Non par jour, chaque jour que tu arrivais en retard. L'heure c'était toutes les filles à neuf heures dans le salon, plus cinq minutes de tolérance, au maximum. Exemple : jusqu'à neuf heures et cinq minutes tu pouvais descendre. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

J'ai passé un an à son *club* [le patron du Condor] et jamais je n'ai eu de problèmes, je n'ai jamais vu de filles avoir des problèmes avec lui. [...] On passait la journée dehors, on pouvait sortir à l'heure que l'on voulait, mais la nuit on devait être là. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Ainsi, la nuit, la liberté était limitée par l'argent, c'est à dire, elles devaient être au *club* au moment de son ouverture (généralement à neuf heures du soir) et au moment de la fermeture (généralement à quatre heures du matin) ; si elles n'y étaient pas, elles payaient l'amende.

L'unique possibilité pour une femme de passer la nuit en dehors du *club* arrive quand un client sollicite sa compagnie dehors, normalement pour rester avec elle la nuit entière — « dormir dehors avec le client », comme elles avaient l'habitude de le dire. Dans ce cas, le prix était de cent dollars américains et l'amende pour l'absence de la femme, était payée par le client à la caisse du *club*. La part qui revenait à la femme est payée quand elle revient :

- Une sortie était de cent dollars.
- Cent dollars pour aller en ville et pour dormir dehors ?
- Pour dormir dehors.
- Et lui [le patron du *club*] il laissait ?
- Oui. [...] Il laissait seulement avec des hommes qu'il connaissait déjà, qui n'avaient pas de problème ; il ne laissait pas avec n'importe qui était là, à cause de notre sécurité. Mais il laissait. Là, l'homme payait avant de sortir.
- Mais l'argent était à lui ou à toi ?
- A nous. Après il le rendait. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)
- Tu devais venir. Seulement [tu pouvais t'absenter du *club*] si tu sortais avec un homme. [...] Et tu pouvais sortir après une certaine heure, [...], tu ne pouvais pas sortir tôt tout de suite.
- Il devait déjà laisser l'argent ?
- l'amende et la sortie, avec le patron. Quand c'était le lendemain, le patron te payait la sortie. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

4.1.1 Descends au salon ou paie l'amende : la période des règles féminines

Pour la période qui se réfère aux jours durant lesquels elles avaient leurs règles, les interlocutrices disaient que les propriétaires des *clubs* n'avaient aucune exigence pour que les femmes maintiennent des relations sexuelles durant ce temps, qu'ils ne les obligeaient pas à travailler, elles devaient seulement respecter les horaires de travail : descendre au salon et tenir compagnie aux clients, les encourager à boire, quand le bénéfice est seulement pour le *club*. Si elles ne descendaient pas, elles payaient une amende de dix SRDs. Ou plutôt, si, elles étaient obligées de travailler, mais sans aucun bénéfice pour elles⁴⁰⁵:

- Et comment tu faisais quand tu avais tes règles ?
- Non, pour cela, ils ne créaient pas de problème. Si tu avais tes règles, ils laissaient, tu devais seulement descendre.
- Tu devais descendre ?
- Tu devais descendre. [...] Si [tu avais] tes règles, tu devais descendre. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Il y a des fois, ainsi, si tu avais tes règles, tu ne peux pas travailler, mais tu dois descendre, pour au moins te faire payer par le client un jus, une limonade. Parce que si tu as tes règles et que tu restes dans ta chambre, tu paies une amende. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Considérant que le flux menstruel oscille entre trois et sept jours, et qu'en ayant ses règles la professionnelle du sexe n'a généralement pas de relations sexuelles, cela signifie qu'elle ne reçoit rien durant cette période, mais le samedi elle doit payer une partie de sa dette et le loyer de la chambre où elle habite — celui-ci, s'il n'est pas payé, voit sa valeur augmentée d'amendes qui doivent être payées ensemble avec le loyer de la semaine suivante.

Les jours de ses règles, même en étant punies par des amendes dans les cas où elles n'apparaissaient pas au salon à l'heure dite, les interviewées ne réalisaient pas qu'elles étaient mises sous pression pour faire gagner de l'argent au *club* de quelques manières que ce soit, parce qu'elles devaient circuler dans le salon. En plus de « ne pas travailler » elles faisaient

⁴⁰⁵ Selon SODIREITOS et GAATW-REDLAC (op. cit., p.50), la recherche publiée par Maxi Linder en 2008 (*Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*) montre que lorsqu'elles avaient leurs règles ou qu'elles étaient malades, les travailleuses du sexe des *clubs* du Suriname devaient payer les dépenses hebdomadaires d'habitation, même si elles ne travaillaient pas.

faire des bénéfices au *club* en tenant compagnie aux clients en les incitant à consommer et en leur faisant payer des boissons au bar, et en payant les frais de logement.

4.1.2 Les examens gynécologiques obligatoires : l'amende plus forte

Toutes les femmes interviewées qui sont passées par le *club* de prostitution ont mentionné l'exigence périodique de l'examen gynécologique. Cela est une règle contrôlée de près par les patrons de *club* et par les autorités surinamaises⁴⁰⁶, qui visitaient les *clubs* et exigeaient que la carte de santé soit à jour, avec l'enregistrement de la date de comparution de la femme chez le médecin et l'information qu'elle n'a aucune maladie sexuellement transmissible⁴⁰⁷ :

- Et le carnet de santé, c'est le *club* ou le gouvernement qui l'exige ?
- C'est le *club*. C'est le *club* qui l'exige : de mois en mois il faut faire l'examen. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Au Suriname, le contrôle de santé est réalisé par la National STI Clinic, un service privé. Les examens réalisés par les travailleuses du sexe sont payés tout de suite. Durant les interviews, les interlocutrices ne mentionnèrent pas le paiement à la clinique, mais probablement il était perçu en même temps que la dette — mais elles mentionnèrent deux situations pour lesquelles le *club* organisait le retour de la femme dans son pays d'origine : en cas de grossesse ou si une maladie sexuellement transmissible était détectée. Elles en arrivèrent à mentionner que dans des cas comme cela, ou les patrons leur demandaient de partir ou elles s'enfuyaient avant que s'organise la sortie du pays⁴⁰⁸ :

⁴⁰⁶ Ce qui ne signifie pas que c'est un contrôle adéquat et efficace, par la précarité des examens faits.

⁴⁰⁷ Citant le travail de Maxi Linder de 2008 (*Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*), SODIREITOS et GAATW-REDLAC (op. cit., p.49) affirmant que les femmes qui sont au *club* « sont obligées à payer et réaliser les examens de santé au service dermatologique, à l'arrivée, et après, tous les quinze jours, et pour lesquels on donne un carnet de contrôle. Seulement payant pour les travailleuses du sexe étrangères » — et les résultats peuvent arriver aussi dans les mains des patrons des *clubs*. Durant la recherche de terrain, les femmes interviewées dirent que les examens étaient faits tous les quinze jours ou tous les mois.

⁴⁰⁸ Une des interviewées dit qu'une amie, quand elle sut qu'elle était enceinte d'un client assidu, lui parla et ils décidèrent d'habiter ensemble, dans la maison de sa mère. Après avoir eu le bébé, elle retourna pour un temps travailler dans le même *club* ; elle passait sa journée avec sa fille et la nuit à travailler, mais, même n'habitant pas dans le *club*, elle devait payer la chambre. Cet arrangement familial dura beaucoup de temps : suite à des pressions de la famille du compagnon, elle finit par lui donner la garde de l'enfant et retourna habiter et travailler au *club*.

- Et si tu avais un quelconque problème de santé ?
- Tu pars. Le retour, il te dit de partir.
- Et en cas de grossesse ?
- Alors, ça c'est un manque d'attention de la fille. Tu dois rentrer ou, alors, tu sors du *club*, tu fuis. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Durant la recherche de terrain, à l'entrée du Diamond, il y avait une petite pancarte en portugais mise sur le mur, écrite à la main sur un papier de format A4, qui disait aux femmes de ne pas oublier de faire les examens gynécologiques. Toutefois, il n'y avait pas mention de la nécessité pour les hommes de réaliser des examens médicaux. La même négligence s'étend aux organismes du gouvernement responsables pour le contrôle des *clubs*, c'est à dire que la prévention des maladies sexuellement transmissibles est limitée aux femmes qui travaillent à la prostitution dans les *clubs*. L'amende pour non réalisation des examens gynécologiques est l'une des plus lourdes :

- De quinze en quinze jours, on devait aller à la clinique, pour faire les examens, qu'ils disaient... Comment qu'ils disaient ? C'est préventif tu vois, une espèce de prévention. Alors de quinze en quinze jours, un jeudi, il fallait aller. [...]. Et si notre nom n'était pas là, on payait l'amende : « Ah, tu n'as pas été à la clinique tu vas payer l'amende ». [...] Cent dollars américains pour qui n'était pas allée à la clinique. Et tu étais obligée. Seulement pendant les règles tu étais dispensée.
- Mais après tu devais le faire ?
- On devait prendre un autre rendez-vous. Tu allais là : « Écoute, je ne peux pas le faire j'ai mes règles ».
- Combien coûte la clinique ?
- La clinique est gratuite, ici ; seulement on devait aller en taxi, on payait le taxi. Et c'était obligatoire que toutes les filles aillent à la clinique. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Il y a des récits qui relatent que même si les examens gynécologiques sont réalisés périodiquement, la consultation est précaire, les conditions sanitaires ne donnant pas une assurance aux femmes ; qu'il y a des risques de contamination au contact de l'appareil utilisé pour la collecte d'échantillons pour le laboratoire ; et que les examens ne révèlent aucun problème de santé⁴⁰⁹ :

- C'était des examens de routine même, mais jamais ils n'ont donné de résultats. Je le sais parce que quelques filles étaient en fait malades, mais ces examens n'ont jamais donné de résultats, et quand elles allaient au Brésil, elles

⁴⁰⁹ Le seul problème de santé mentionné par les interlocutrices, qui était détecté par les examens était le Sida. Il est possible que même s'ils disaient qu'ils faisaient les examens gynécologiques pour la prévention des maladies, en vérité la consultation et les examens se limitaient à la vérification de maladies sexuellement transmissibles et de gestation.

constataient qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Maintenant, je ne sais pas pourquoi, on devait aller faire ce type de contrôle. C'était seulement pour dire qu'il y avait un contrôle, mais en réalité, il n'y a jamais eu aucune vérification de ces examens, parce que... Et c'était pour le moins risqué, on n'aimait pas, [...] parce qu'ils utilisaient une chose, je ne sais pas, un ustensile d'aluminium, et cette chose était insérée dans les filles, mise, et puis seulement passé sur une petite flamme, et à nouveau une autre fille. Pas du tout stérilisée. On avait très peur quand on allait là, mais on devait y aller. [...] Il mettait dedans, il faisait l'examen, prenait ce qui devait être pris, le matériel, après il le retirait, il y avait une petite flamme là — leur stérilisation est ainsi —, il mettait cette chose sur la flamme, attendait que ça refroidisse, et alors une fille arrive, le même système... Jusqu'à aujourd'hui c'est comme ça.

– Et il y avait des personnes qui étaient malades ?

– Oui.

– Et les examens ne le détectaient pas ?

– Non, ils ne détectaient rien. Ils n'ont jamais rien détecté. Au Brésil on a détecté que les filles avaient des écoulements avec des infections urinaires. Il y avait des filles avec l'utérus enflammé, des filles avec l'utérus blessé, toutes ces choses. [...]. Cette amie qui est partie, qui est cette fille qui m'a amenée, elle a été au Brésil, malade, vraiment malade. Elle avait un problème vraiment grave à l'utérus, et l'examen ne l'a jamais détecté. Jamais, jamais, il n'a jamais rien détecté. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

En relation aux maladies sexuellement transmissibles, les femmes qui sont dans le *club* ont beaucoup plus la possibilité de se protéger que celles qui travaillent au dehors, parce que lorsque est effectué le paiement à la caisse, elles reçoivent un préservatif. Cela ne garantit pas qu'il sera utilisé, mais les chances que cela arrive sont plus grandes, et comme il existe un contrôle du gouvernement surinamais pour ce qui se réfère à la réalisation des examens gynécologiques des femmes qui travaillent dans les *clubs*, l'intérêt de ces derniers à surveiller l'utilisation du préservatif est réel.

Même si les femmes affirmaient qu'il y avait une orientation pour l'utilisation du préservatif avec les clients, elles racontèrent qu'il y avait toujours ceux qui insistaient pour ne pas les utiliser, et pour cela, parfois elles avaient besoin d'appeler la sécurité du *club* — ce qui ne veut pas dire qu'il était toujours utilisé, principalement quand la femme était ivre :

– Et dans le *club*, tu n'avais pas ce problème du type qui ne veut pas utiliser le préservatif ?

– Non, quand l'homme ne veut pas utiliser le préservatif, on ne restait pas, parce que le patron nous conseillait toujours : « Vous ne restez jamais avec quelqu'un sans préservatif ».

– Et si le type insistait ?

– S'il insistait, on sortait de la chambre, ou on allait jusqu'à appeler le patron, et il rendait la moitié de l'argent, parce qu'il [le client] nous avait mise dans une impasse. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname) a dénoncé que même au *club*, le risque de contracter le virus HIV⁴¹⁰ est grand, à cause de certains clients qui, sachant qu'ils l'avaient, allaient au *club* avec l'intention de contaminer les femmes :

- Tu penses que c'est plus sûr de travailler au *club* ou au *cabaré* ?
- Aujourd'hui, dans aucun des deux, parce que le sida ici est laid.
- Comment ça ?
- Parce que des fois... Ma collègue même... est sortie du *club*, l'homme allait la droguer, pour pouvoir aller avec elle sans préservatif, et elle aurait eu le HIV. Si ses amies ne l'avaient pas avisée, elle aurait attrapé le virus.

Etre au *club* ne signifie pas que les femmes ne sont pas victimes de violence de la part des clients — il y a des témoignages que des hommes qui les fréquentaient cherchaient à avoir des relations sexuelles « plus sauvages ». Yasmim (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) a dit que beaucoup de femmes étaient battues, et elle même une fois a eu besoin de l'intervention de la sécurité du *club* pour se libérer de l'un deux (mais beaucoup ne faisaient pas de vagues) :

- Il y avait un petit appareil, au pied du lit, que si quelque chose se passait, on pouvait appuyer dessus, et le garde venait pour voir ce qui se passait.
- Il y avait une sonnette, pour la sécurité ?
- Oui, une lumière rouge s'allumait là, sur le comptoir, qui prévenait le garde pour venir voir. Il battait à la porte jusqu'à l'ouverture ; s'il [le client] n'ouvrait pas, il défonçait la porte.
- Cela est déjà arrivé qu'il ait à défoncer la porte ?
- Non, seulement une fois un Brésilien... c'était déjà quatre heures du matin, tout le monde était allé dormir, j'étais déjà montée, j'étais déjà dans ma chambre, en train de changer de vêtements, et le type du bar a dit cela : « Tu ne veux pas travailler à nouveau ? ». je dis « C'est d'accord ». Alors je suis descendue, c'était un Brésilien ; alors il m'a payé une boisson et on est allé dans la chambre. Quand on est arrivé dans la chambre il voulait me taper la figure, tirer mes cheveux, ces choses-là tu entends ? Alors j'ai pris, j'ai jeté les préservatifs en dessous le lit et je dis « Bébé, laisse je vais en prendre d'autres ». Et lui : « Mais il y en avait plein ici ». Je dis : « Alors ils sont tombés je ne sais pas où ? ». Alors il a dit de cette manière : « Dans ce cas va mais ne tarde pas ». Alors j'ai ouvert la porte et j'ai crié : « Adrian, viens ici ! ». Quand le garde est arrivé, il dit : « Qu'est ce qui se passe ? ». je dis : « Cet homme veut me battre et il m'insulte de tous les noms possibles ». Alors, il a voulu me retenir dans la chambre, le garde m'a demandée de sortir de la

⁴¹⁰ En 2014, il fut estimé à 3800 le nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le HIV/sida au Suriname (CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. *Center for the Study of Intelligence. The world factbook. Country comparison to the world*. Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2156.html#ns>. Accès : 15 mars 2016).

chambre, et lui a demandé de s'habiller. Il a dit qu'il voulait être remboursé. Alors [le garde] a demandé : « il t'a pénétrée ? ». J'ai dit : « Oui ». Alors il lui a donné seulement la moitié de son argent et je suis restée avec l'autre moitié. Ce fut la seule fois.

– Mais avec les autres filles il arrivait qu'elles étaient battues ?

– Beaucoup. Beaucoup. Elles attrapaient dans la chambre, quelques-unes. Ai, plusieurs fois il y avait ceux qui tombaient amoureux pour une femme, pour une petite, alors ils n'acceptaient pas qu'elle monte dans la chambre avec un autre ; alors, des fois, il allait à la chambre, mais seulement pour la battre. Cela est arrivé souvent.

– Mais des fois il battait parce qu'elle avait une relation avec lui ?

– Oui. Quelques clients aussi.

– Mais ils battaient parce qu'ils étaient en colère ou parce qu'ils voulaient...

– Non, parce qu'ils voulaient une chose plus brutale, et les femmes là, n'acceptaient pas. Alors c'est cette chose-là tu sais ? « Je te paie, tu fais ce que je veux ».

– Cela c'est plus le fait de Brésiliens que de Surinamais ?

– Quelques surinamais, des hindous principalement ; des hindous et des noirs, ils sont très violents. [...] Parce que généralement les Brésiliens n'allaient pas... A cette époque, les Brésiliens n'allaient pas beaucoup dans les *clubs*, dans ce type de *clubs*, tu sais ? Mais les noirs et quelques indiens, ils sont très violents.

4.2 Le samedi jour de redditions des comptes : le paiement de l'habitation

Une partie des bénéfices du *club* vient de la dette acquise par les femmes, et pour garantir le paiement des échéances, tous les samedis sont faits le contrôle et le paiement au *club*, une routine qu'elles appelaient de « paiement de l'habitation » parce qu'elle coïncidait avec le jour du paiement du loyer des chambres, qui englobe le paiement du local où les femmes habitent (qui appartient au *club*), la consommation des boissons et de la nourriture du bar, et de la dette du voyage :

On payait l'habitation — qu'on appelle l'habitation, tu vois —, [...]. L'habitation c'est les comptes. Parce que le samedi, il disait : « Il faut payer l'habitation ». Alors, ce que vous aviez consommé au bar la nuit, une boisson... Si tu arrives, « Écoute, je veux à manger » ou « un jus », « mets-le-moi sur l'habitation », alors venait déjà ce compte avec une semaine d'habitation. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Le *club* possède une fiche (ou un carnet, comme elles avaient l'habitude de l'appeler, dans lequel est inscrite la dette initiale et celles acquises après l'arrivée, ainsi que les valeurs déjà payées le long de son séjour ici. La fiche sert aussi au contrôle des performances de

chacune, car il est noté le nombre de relations sexuelles qu'elles ont eues — un instrument auquel le *club* recourt toujours et qui est commode pour demander aux femmes plus d'engagement et de bénéfices, et qui paraît fonctionner très bien :

- Ah, vous aviez des réunions ?
- On avait des réunions pour savoir comment traiter le client, comment agir, de comment ceci, de comment cela. On avait des réunions.
- Alors il y avait une personne qui expliquait comme c'était ?
- La fille du patron. Elle était dure : « Ah, pourquoi... qu'est ce qui se passe avec toi ? ». Elle allait voir le carnet de la petite, si les filles avaient travaillé durant la semaine, tout ça. « Pourquoi quelqu'une a travaillé tant de fois et toi tu n'as rien fait ? Qu'est ce qui se passe ? » Elles disaient que les filles devaient être plus... parce que d'autres *clubs* s'ouvraient, et elle pensait que les hommes étaient en train d'aller pour d'autres *clubs* et qu'ils ne fréquentaient plus ici à cause des filles, parce que, peut-être les filles étaient en train de traiter les clients mal, ou autres choses. Et elle disait : « Si vous ne vous efforcez pas pour amener les clients ici, pour travailler, pour faire ça, l'habitation va augmenter, le *ticket* va augmenter ». (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Les patrons de *club* utilisaient les informations des réunions d'évaluation et les quitus des échéances des dettes pour mettre la pression sur les femmes qui avaient donné peu de bénéfice : à chaque réunion l'attention était attirée sur le fait de savoir si elles travaillaient comme espéré et pour les orienter sur la manière de se comporter avec les clients. Normalement les réunions étaient organisées par le propriétaire ou par un membre de sa famille comme c'était le cas d'un des *clubs* dont la femme était responsable.

Pour garantir que les femmes feraient le paiement, quelques *clubs*, comme l'Aventura, par exemple, restaient avec l'argent que les clients avaient payé durant la semaine, à la caisse, pour la relation sexuelle. A la fin de la semaine, étaient faits les calculs pour retirer les valeurs de l'échéance de la dette, de la consommation, et du loyer, et, s'il y avait de l'argent en trop, il était donné à la femme, de manière à ce que la récupération hebdomadaire de l'habitation soit garantie et serve de contrôle du résultat de leur travail, ce qui les encourageait à trouver plus de clients, pour gagner suffisamment pour payer ce qu'elles devaient et rester avec un peu d'argent. A garder l'argent obtenu par la femme pour garantir sa dette, le bénéfice du *club* était garanti, un mécanisme de contrôle de sa présence ici :

C'est comme ça ! Il m'a demandé, à l'époque, mille dollars, le billet, mille dollars ; je devais lui payer mille dollars ; alors, là, la personne gagne l'argent durant la semaine, il reste avec lui, tout ce que je fais reste avec lui, alors il retire ton billet, il est retiré. Il additionne combien tu as reçu durant la semaine, il retire ton billet, il va retirer ton... qui s'appelle l'habitation, qui est où tu

habites tu comprends ? et tu restes avec ce qui reste, tu comprends, et c'est comme cela que tu le paie. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

En accord avec les interviewées, ils faisaient les abattements de la dette correctement, sans coûts injustifiés et sans oublier de prendre en compte les sommes payées par les clients et qui appartenaient aux femmes. Sur cette question, elles avaient l'habitude d'être emphatiques : « Non, non, quand tu paies, tu as le contrôle, tu vois : 'Regarde, de ton *ticket*, tu as payé tant, manque ça'. Ils te montrent. Tout est juste » (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname). Beaucoup avaient tellement confiance dans la comptabilité du *club* qu'elle croyaient à l'argument qu'il était plus sûr de garder l'argent ici que dans la chambre où elles habitaient (où elles pouvaient être volées) on le laissait avec le patron, lui demandant à peine le nécessaire. De cette manière, il y avait des *clubs* qui maintenaient sous bonne garde le revenu des femmes :

Et ils le gardaient aussi, dans le cas où la fille voulait garder l'argent. Ils ne le laissaient pas dans la chambre, ils disaient que c'était dangereux, quelqu'un pouvait entrer. Si elle voulait le laisser à la garde du patron, il le garde, il le gardait à l'époque. Je ne sais pas maintenant, si c'est nouveau, mais à mon époque, il le gardait. Il disait : « C'est mieux de le laisser avec moi, c'est plus sûr ». Et on avait confiance parce que on n'a jamais eu le problème de dire qu'il était resté avec l'argent d'une des filles. Ce n'est jamais arrivé. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

4.2.1 Le départ est donné : la course pour payer la dette

Le temps que les femmes mettent pour payer la dette est variable : quelques-unes dirent l'avoir payée en une ou deux semaines ; d'autres, quand était fini le délai de trois mois. Et il arrive, souvent, qu'un client paie ce qui manque pour que la femme puisse sortir du *club*, même si ce n'est pas pour venir habiter avec lui. Certaines la paient rapidement, mais ce n'est pas la règle, un fois que le délai dépend, dans la majorité des cas, du fait que la femme a rencontré un homme qui décide de payer sa dette, même sans l'existence d'une promesse de la part de la femme, de venir vivre maritalement avec lui :

- Tu as payé tout de suite la dette ?
- J’ai payé dans la semaine de mon arrivée, avant d’être accro [à la cocaïne]. En deux nuits.
- En deux nuits tu as réussi à payer le *ticket* ?
- J’ai réussi à payer en deux nuits. [...] Parce que j’ai payé deux sorties. J’ai payé la sortie, j’ai dormi avec un homme dehors. [...] La première nuit, je suis entrée, j’ai travaillé avec un homme et il m’a donné cent dollars. Cela c’est à l’intérieur. Après il a dit : « Je t’aime bien, je viens te récupérer à la fermeture du *club* ». Alors, à la fermeture je suis allée, je suis sortie avec lui, j’ai dormi avec lui, et il m’a donné, à l’époque, si je ne me trompe pas, trois cent cinquante euros.
- C’était un Surinamais ?
- Il était espagnol, très bien.
- La seconde nuit il a dit : « Écoute, je viens te chercher au milieu de la nuit, soit prête ». J’ai dit : « D’accord ». Alors j’avais travaillé [...], et il est venu me chercher à nouveau. Puis il a demandé : « Il manque beaucoup de ce que tu dois payer ? ». J’ai dit : « Je ne sais pas ». Alors il a dit : « Va demander à ton patron avant qu’on sorte ». Je suis allée, j’ai demandé, je lui ai montré, je lui ai montré le petit papier qu’il m’avait donné, tu vois, je suis allée et je l’ai donné au type. Alors, la nuit suivante, il m’a donné l’argent qui manquait, je suis allée et j’ai payé. Cela en deux nuit, seulement. Deux nuits avec la même personne.
- Tu n’as jamais eu plus de contact avec lui ?
- Non, parce qu’il était seulement de passage.
- Alors après tu as continué à travailler.
- J’ai continué à travailler. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Dépendant de la proximité et du rôle exercé dans le *club* par l’intermédiaire du voyage, celui-ci peut demander seulement ce qui a réellement été dépensé pour le billet d’avion. Sur le terrain, l’unique cas rencontré fut celui de Juliana (30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname), qui voyagea en 2006 avec une amie qui faisait déjà du *strip-tease* au Suriname. Comme cela l’a déjà été dit, avant de venir pour ce pays, elle habitait à Boa Vista (d’où elle embarqua) et là elle travailla dans des *clubs* de prostitution. Même ayant son voyage payé par le *club*, la valeur qui lui fut demandé n’a rien à voir de celles demandées aux femmes qui viennent de Belém (à partir de sept cents dollars) : « Quand je suis arrivée, comme je n’avais pas acheté de nourriture, j’ai payé moins de quatre cents dollars, j’ai payé trois cents et des poussières. On ne m’a pas demandé de taxes, on ne m’a rien demandé, non ». Juliana a eu un traitement différencié : en plus de sa dette moins importante, son activité dans le *club* était plus en relation avec le *strip-tease* qu’avec la prostitution, ce qui facilita le paiement de la dette :

- Combien de temps tu es restée dans le *club* ?
- Je suis restée trois mois, seulement.
- Tu as réussi à payer en trois jours ou avant ?

- Ho là ! J’ai payé en trois jours.
- Mais quelqu’un a payé pour toi ?
- Non ce que j’ai payé, c’est parce que je faisais du *strip*. Je gagnais beaucoup. Parfois, rarement, je devais me mettre au lit avec un type, je faisais plus de *strip*.

Des femmes qui dépendaient du travail du sexe pour gagner de l’argent, le temps le moins long pour le paiement de la dette sans l’aide de clients assidus fut celui de Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui en deux semaines réussit à la payer :

- J’ai remboursé ma dette en deux semaines. [...] C’était une dette de huit cents dollars américains. A cette époque le dollar était bien haut, bien haut ; le dollar était presque à trois, quatre [reais], je ne me souviens pas bien.
- Alors ton mari n’a pas payé ta dette ?
- Non, non, j’ai connu mon mari seulement six mois après mon arrivée ; seulement après six mois je l’ai connu. Je suis arrivée au *club* et j’ai payé en deux semaines.

Il y a des cas comme celui de Núbia, qui, contrairement à l’avis du patron du *club*, considéra qu’elle avait déjà payé ce qu’elle devait et qui décida de partir, à un moment où il était en Hollande et que la gérante répondait pour la marche de l’établissement :

- Tu as mis combien de temps pour payer cet argent ?
- Mais ils augmentaient tous les mois, tu vois, alors je suis sortie de là...
- Tu es sortie alors qu’il manquait encore ?
- Je suis sortie de là alors qu’il disait que je devais cinq cents et des poussières. Alors je lui ai dit en face : « Je ne vais pas payer cela, je te dois plus rien. Je t’ai déjà donné le double ».
- Et tu lui as tourné le dos, tu es sortie et il n’a pas fait de problèmes ?
- Oui. Il était en Hollande. Alors, il y avait sa gérante, tu vois, que son nom était même Ariádina, une maquereaute, dégueulasse.
- Brésilienne ?
- Oui. Et maintenant elle vit ici tu vois. Elle vit mais elle ne va plus au *club* ; elle est mariée, elle a ses enfants, je veux qu’elle vive heureuse ici. Elle a appelé le patron — c’était son bras droit, tu vois, — et elle a dit que j’étais en train de partir. Alors elle a dit : « Il veut te parler ». Et je lui ai parlé : « Si Mauricio, je suis ici à la Fazendinha [un hôtel], et si tu veux faire quelque chose avec moi, je suis ici, je t’attends. Tu n’as pas besoin de te mettre en colère, non, parce que je ne vais pas fuir non ». « Et tu ne vas pas payer ? » « Je ne te dois plus rien. Je t’ai déjà payé ce que je te devais. » Et je suis partie.

Núbia⁴¹¹, 38 ans, cuisinière au *garimpo*, classe de 5ème, est originaire de Belém. Elle s’est mariée à 16 ans et a eu deux fils avec son mari. En 2002, déjà séparée, elle a laissé les fils avec sa mère et elle est partie pour l’Espagne, par l’intermédiaire d’une voisine, pour travailler

⁴¹¹ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

comme prostituée et avec une dette à payer à un *club* de ce pays. Elle devint accro à la cocaïne, qu'elle commença à consommer ensemble avec son petit ami, un Espagnol, qu'elle a connu là-bas et qui était consommateur. Au début de l'année 2005, elle retourna au Brésil et comme elle ne réussit pas à trouver un travail et qu'elle avait des difficultés financières, à la fin de cette année, elle partit au Suriname avec une cousine, toutes les deux amenées par une tante qui travaillait au Seven-to-Seven. Elle resta cinq mois dans ce *club* mais elle paya sa dette de deux mille et cinq cents dollars le premier mois, avec l'aide d'un client. Quand elle sortit du Seven-to-Seven, elle resta un temps dans un appartement payé par un ex-client, un Surinamais d'origine indienne ; plus tard, ils allèrent habiter ensemble dans la maison de sa famille, et cette relation dura trois ans. Après la séparation, elle alla au *garimpo* pour travailler dans un *cabaré* et là-bas, elle connut un *garimpeiro* brésilien, avec qui elle vécut quelques temps, travaillant au *garimpo*, lui à la recherche de l'or, elle comme cuisinière, occupation qu'elle adopta depuis lors. A l'époque de la recherche de terrain Núbia était déjà grand-mère.

Beaucoup de femmes n'arrivent pas à gagner suffisamment pour payer la dette tout de suite le premier mois, et il n'est pas rare que l'une d'elles recoure à un client assidu, qui l'aide à la rembourser ; plus tard, ils en arrivent à habiter ensemble ou il loue un endroit où il l'installe, et elle commence une relation exclusive avec lui. Tália (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname), par exemple a eu des difficultés à finir de payer sa dette de mille dollars, parce qu'elle n'arrivait pas à s'habituer à la prostitution et ses gains ne furent pas suffisants. Le délai de trois mois pour la payer était déjà fini et elle en devait encore un peu plus de 60%, alors elle connut un client, un Hollandais, qui l'aida à la payer et à sortir du *club* :

- tu es restée combien de temps à l'Aventura ?
- Trois mois direct. Une personne a payé mon billet, pour que je puisse sortir de là. Je pense que je n'ai pas payé 40%, non. Parce que tu sais, quand tu n'as pas l'habitude d'une chose ? Alors cela m'était difficile de gagner de l'argent de cette manière.
- Tu as dit que tu es restée trois mois, mais en combien de mois tu as réussi à payer ?
- Bon, ça c'est passé comme ça : quand trois mois se sont passés, exactement trois mois que j'étais là, je n'avais pas terminé de payer, et la personne est allée et a donné le restant, que je pense être quelques soixante et des poussières de dollars qu'il disait. C'est ce que la personne a fait et c'est tout, la dette a été soldée. Cela s'est passé comme ça. Alors, il a payé une semaine d'habitation que je devais et je suis sortie du *club*. [...]
- Mais tu l'as connu là au *club* ou en dehors ?
- A l'intérieur du *club*.
- Vous aviez déjà tout prévu ?
- Plus lui que moi, tu vois, je suis partie parce que je ne voulais pas rester là, à l'intérieur, tu sais ? C'est un endroit qui n'est pour personne.

Tália alla habiter avec lui, qui un an et deux mois plus tard retourna en Hollande — une histoire commune au Suriname :

Il m'a inscrite à un cours d'anglais, et j'ai appris à parler anglais [...]. Alors je suis allée travailler avec lui, qui travaillait avec les forestiers, une entreprise de bois. Seulement il y a eu un problème avec lui dans cette affaire, et il a dû retourner là-bas [en Hollande], et je suis restée. [...]. Mais pour nous, Brésiliens, on veut rester toujours ensemble, et avec le temps j'ai pensé que ça ne marcherait plus. [...] Alors, un jour j'ai décidé de ne plus lui répondre au téléphone et de lui dire que je retournais au Brésil, seulement je ne suis pas allée au Brésil.

Une autre situation qui arrive, liée à la dette, c'est la fuite des femmes qui pensent qu'elles ne réussiront pas à la payer dans les trois mois prévus — et quelques femmes ne voyaient pas d'un bon œil celles qui fuyaient sans la payer :

- A cette époque, ils vous traitaient bien.
- Oui, ils nous traitaient bien, ils ne nous traitaient pas mal, non.
- Quelques-unes se sont enfuis ?
- Oui.
- Mais s'ils vous traitaient bien, pourquoi elles s'enfuyaient ?
- Parce qu'elles ne voulaient pas travailler, elles ne payaient pas, elles voulaient seulement rester en ville, et elles s'enfuyaient. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Elles sont innombrables les histoires de fugues du *club*, qui arrivèrent même à l'époque de la réalisation de la recherche de terrain (2011 e 2012), quelques-unes racontées par des interlocutrices qui connaissaient quelqu'un qui avait fui de l'un d'eux ou par des interlocutrices qui avaient fui, c'est le cas de Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname). En 1997, à 17 ans, elle est allée au Manilla, et un mois après, elle a fui pour un *cabaré* au *garimpo* laissant derrière elle une dette d'un peu plus de deux mille dollars :

Je me suis enfuie de là sans rien, seulement avec les vêtements sur moi. Je suis allée pour des *garimpos*. Elle [la fille qui m'a aidé à fuir] était une connaissance de ma mère. J'étais en haut, là sur la terrasse du Manilla, quand j'ai vu cette femme passer. Je l'ai reconnue. Alors je l'ai appelée et elle a regardé : « Tu es la fille de Marinette ? ». Alors j'ai dit : « Oui. Aide-moi, me sors d'ici ». « Je vais t'aider. Aujourd'hui, cette nuit, à quelle heure ça ferme ? » J'ai dit : « Il ferme à trois heures ». Et elle dit : « Alors, aujourd'hui, à trois heures, je serais bien ici dans le coin ; je vais t'aider pour que tu sortes de là ». Ce jour-là, on a fermé à cinq heures du matin, mais Dieu m'a aidée et je me suis enfuie de là. A cinq heures du matin, personne m'a vu : je suis sortie, retournée, j'ai attaché quelques draps, et je suis descendue en bas par le patio. [...]. Elle était là à m'attendre.

Cláudia n'a pas payé pour l'aide à l'heure de la fuite mais la femme qui l'a aidée reçut de l'argent de la patronne d'un *cabaré*, pour où elle l'emmena : « Elle aussi elle était gagnante. A chaque femme qu'elle procurait, les femmes gagnaient quelques cent dollars, quelques cent cinquante dollars, pour ça. [...] C'était pour une de ses amies : seulement me déposer, me livrer à la femme ». Cláudia ne revint pas pour rembourser la dette, et quelques temps après elle demanda l'aide de la police pour récupérer son passeport, qui lui fut rendu parce que la détention de papiers, même si c'est une pratique commune des *clubs*, est illégale.

Une autre qui s'enfuit, Marília (33 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname) — que la tante emmena au Suriname en 2004 sans qu'elle sache qu'elle allait pour un *club* —, resta presque trois mois au Seven-to-Seven et n'est pas arrivée à payer la dette :

– Ho là là ! À cette époque c'était mille dollars. Je me suis enfuie parce que là c'était trop, [...] on gagnait de l'argent seulement pour manger. C'était seulement pour la nourriture, parce qu'il restait avec le *ticket* tu vois. [...] Cela ne donnait rien là, non c'était trop minable.

– Mais pourquoi tu dis que c'était minable ?

– C'était minable, ainsi, [...] dix heures [de la nuit] on devait rester là, on restait là jusqu'à trois heures, quatre heures [du matin], cela dépendait s'il y avait beaucoup de gens. Alors, on restait le jour entier seulement dans la chambre, et il fallait acheter la nourriture, on n'avait pas un sou, tout ce qu'on faisait il fallait lui donner de la main à la main.

– Il restait avec tout l'argent ?

– Tout l'argent. Et si on était pas à l'heure, c'était déjà cent dollars qu'on devait payer d'amende ; ce n'était pas bon là, non. [...] Des fois, quand on voulait parfois manger, qu'on devait lui demander de l'argent il nous donnait de l'argent pour qu'on puisse acheter notre nourriture... [...]. On avait un petit ami, alors il nous donnait de l'argent, alors ça suffit, c'était à nous, il n'avait rien à voir avec ça, ce n'était pas le sien ; il entraînait par-là, il savait tout, on devait déjà payer pour lui.

Marília s'enfuit pour un *cabaré* pensant gagner de l'argent et payer sa dette — et l'opportunité de fuite surgit quand elle et une amie se rencontrèrent :

Une dame, qui travaillait au *garimpo*, tu vois, et alors elle a dit : « Je vous emmène ». Alors, la femme est restée à nous attendre, dans ce taxi dans lequel on est entré, et on a été directement pour le *garimpo*, avec elle, au Mamãe Any. On l'avait connue là à [hôtel] Pérola : on s'était promenade et on l'avait rencontrée là. [...] On était complètement endetté, on devait payer le billet, tu vois, alors on a été là. [...] Alors, elle a m'a prise moi et mon autre amie, et elle a dit : « Hé, allez, partons d'ici parce que vous n'allez pas payer votre *ticket*. » Alors c'est comme cela qu'on est allé direct pour le *garimpo* [...] et nous avons passé, je pense quelques quinze jours au *garimpo* et nous sommes revenues, et alors on lui a payé le billet. [...] Il nous a libérées, nous a donné le passeport. [...] Il était en colère quand on s'est enfuie, mais quand il a vu qu'on le payait, [...] Nous l'avons payé et nous sommes retournées avec lui [au *cabaré*].

Revenir pour payer la dette est une manière de résoudre le problème avec le *club*, et surtout récupérer son passeport. Comme indiqué, sur le terrain, c'était encore commun la fuite des femmes pour se livrer à la prostitution au *garimpo*, mais les *clubs* avaient créé une nouvelle règle pour celles qui s'enfuyaient et retournaient pour rembourser la dette et récupérer le passeport : Ils ajoutaient mille dollars à la dette initiale, c'est à dire, comme ils n'arrivaient pas à empêcher la fuite, ils mirent en place une amende pour décourager celles qui pensaient à fuir avant de l'avoir remboursée.

Cláudia, en 1997, et Marília, en 2004, se sont enfuies aidées par quelqu'un dont l'objectif était de les amener, en connaissance de cause et leurs consentements préalables, au *garimpo*, où elles continueraient à travailler au marché du sexe. Une situation considérée comme inoffensive et commune au Suriname : accompagner quelqu'un jusqu'au *cabaré* d'un ami ou servir d'intermédiaire pour un *club*. Des situations qui faisaient partie du quotidien, comme s'il n'existait pas le crime de recrutement et d'incitation à la prostitution, ou plutôt comme s'ils ne reconnaissaient pas l'illégalité de ce processus (dans le sens qu'ils n'étaient pas d'accord pour reconnaître qu'il y avait illégalité), une fois qu'il n'y a pas l'utilisation de la force — en définitive comme le dirent beaucoup de d'interlocutrices/eurs, « la fille qui vient ici sait pour où elle va et ce qu'elle va faire ».

La fugue du *club* a normalement comme destination le *cabaré* au *garimpo*. Avec l'aide de quelqu'un qui gagnerait de toute manière, que ce soit pour servir d'intermédiaire à la fuite, que ce soit pour être là où le propriétaire du *cabaré*. Et même si la fuite était une stratégie pour s'échapper du *club* et de la dette, d'une manière générale elles préfèrent en sortir de manière amicale, après l'avoir remboursée (la dette) par ses propres moyens ou avec l'aide d'un client.

4.2.2 Le temps et la dette : il y a des clients qui « aident »

Les trois mois de délais pour le paiement de la dette furent respectés par treize des femmes interviewées qui allèrent dans des *clubs* (Tableau 9 ; Figure 32). Après l'avoir payée cinq y sont restées pour plus de trois mois, et parmi elles, aucune ne reçut une aide pour rembourser. Des huit femmes qui restèrent entre quinze jours et trois mois, sept reçurent une aide pour la rembourser.

Tableau 9 : Dette des femmes avec les *clubs* de prostitution : relation du temps passé dans l'endroit, remboursement et aide (ou pas) pour la payer.

Temps	Païement*	Aide pour payer		Séjour au club
		Oui	Non	
2 et 3 jours	3	2	1	-
15 jours	3	1	2	1
1 mois	3	4	-	1
2 mois	2	1	-	2
3 mois	3	2	1	5
5 mois	-	-	-	1
9 mois	-	-	-	1
12 mois	-	-	-	2
17 mois	-	-	-	1

* Dans ce tableau sont enregistré seulement les fois que les femmes arrivèrent au *club* avec une dette et s'en acquittèrent. Ainsi, une des interviewées, qui voyagea deux fois avec une dette au *club*, mais s'enfuit la première fois sans la payer apparaît ici seulement la seconde fois, quand elle la paya avant de sortir. Deux autres retournèrent au *club* sans la dette initiale (elles payèrent seulement le logement et de possibles amendes) c'est pour cela que cette seconde fois n'apparaît pas dans le tableau.

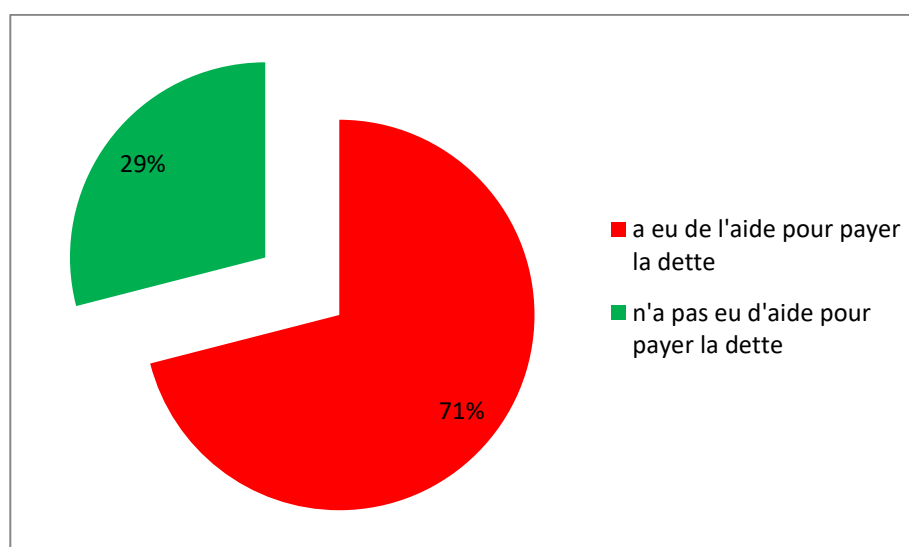


Figure 32 : Pourcentage de femmes qui reçurent et de femmes qui ne reçurent pas d'aide pour rembourser la dette avec le *club*.

Dix femmes (71%) eurent l'aide d'un homme pour payer la dette, et quatre réussirent à gagner suffisamment pour la payer seules. Cela démontre que, même si c'est une dette que, comme vue, elles la paient dans le délai prévu par le *club*, ce n'est pas facile de la rembourser, et sans l'argent que les clients leur donnent, et qu'elles cachent, ou sans clients qui aident, les femmes qui passent par le *club* ont des difficultés pour terminer de rembourser. De ces dix femmes, huit allèrent habiter avec l'homme qui les avait aidées à payer la dette — dans sa

maison de famille ou dans un endroit qu'il lui loua, et où il lui rendait visite tous les jours — et la relation amoureuse dura un temps, mariés ou non (à l'époque de la recherche de terrain, seule une continuait avec un ex-client) ; les deux autres n'arrivèrent pas à maintenir une relation en dehors du *club* avec l'homme qui les avait aidées.

Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname) eut une partie de la dette payée par un client, qui la demanda en mariage. Elle n'accepta pas immédiatement, opta pour une période de coexistence, pour voir si ça allait marcher.

Je n'ai même pas passé trois mois au *club*. J'ai connu cet homme, qui est devenu mon mari. Alors il m'a faite sortir. Il m'a connue comme, disons, c'est comme aujourd'hui, il m'a vue, alors je lui ai plu, nous avons eu notre relation [sexuelle], et il a payé. Seulement il a continué à me fréquenter, et je restais seulement avec lui. Alors je lui ai plu et m'a demandé si je voulais être son épouse. Alors, je suis restée... disons, je ne le trouvais pas si attrayant, c'était une personne correcte avec moi, mais je ne l'aimais pas, mais j'en suis arrivée à penser, comme ça... « Cette vie ici ce n'est pas pour moi. » Parce tous les jours tu dois connaître des hommes que tu n'aimes pas, c'est terrible. Pour qui est accoutumée, ça ne gêne pas, mais je n'étais pas habituée, alors j'ai dit oui tu vois. Alors, « Parfait. Je ne vais pas sortir tout de suite du *club* et me marier avec toi non. Je vais sortir, on va passer... avoir une expérience, une cohabitation, tu vois, pour qu'on se connaisse mieux. » Alors j'ai passé deux ans habitant la maison de sa mère. Il m'a faite sortir du *club*, il a payé ce qu'il y avait à payer là, avec mon patron.

– C'est lui qui a payé la dette ?

– Oui, seulement la moitié.

– Elle était de combien, plus ou moins ?

– A cette époque... elle était presque de huit cents dollars. A cette époque, ils demandaient cher.

Elles sont innombrables les histoires de femmes qui sortirent du *club* parce qu'un client a payé sa dette. Parmi les interviewées, la majorité d'entre elles qui rencontrèrent ce type de clients sortirent du *club* et allèrent habiter avec eux, ou furent installées par eux dans quelques hôtels ou maisons pour continuer et maintenir une relation amoureuse. D'une manière générale, elles continuèrent dans la même ville, mais il y des situations où elles décidèrent d'assumer le risque de partir plus loin avec le nouveau compagnon :

– Tu en connais qui sont allées pour un autre pays d'ici ?

– Oui. Elles sont parties pour l'Espagne, pour la Hollande.

– Elles sont sorties du *club* ?

– Elles sont sorties du *club*, avec les personnes même... avec les hommes qui les avaient retirées. Il arrive, la petite lui plaît, « Ah, je veux une vie avec toi, tout, mais je n'habite pas ici, j'habite en Hollande ». Et ils y sont jusqu'à aujourd'hui. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Quirina (42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui a eu une partie de sa dette payée par un client après un mois au *club*, décida d'y rester un mois supplémentaire et seulement alors accepta l'invitation d'aller habiter dans une chambre payée par lui. Après presque cinq mois d'une relation amoureuse elle fut d'accord pour habiter avec lui, et la relation dura six ans. En sortant du *club*, elle n'alla pas pour le *garimpo*, mais elle avait ses dépenses payées par l'ex-client, qu'elle appelait « son ami » (plus tard, elle a travaillé à Paramaribo dans une laverie montée en société avec une amie qui était elle aussi sortie du *club* Manilla, puis fut cuisinière au *garimpo*).

Il m'a aidée à payer [la dette]. Il y avait une partie payée, [...], alors il a payé la moitié, seulement l'autre petite partie. [...] Je suis restée deux mois [au *club*]. J'ai terminé de payer, et j'ai pu sortir, si je voulais. Mon patron m'a appelée : « Si tu veux tu peux partir ». J'ai dit : « Je ne veux pas ». Je suis restée. Après je suis sortie de là, [...] je suis allée vivre dans la maison d'une amie, je me suis louée une chambre, j'habitais seule. [...]. Mon amie louait des chambres dans sa maison — son mari [est] surinamais —, alors je suis allée habiter là-bas. [...] Mon ami payait [la chambre].

Pour beaucoup de femmes, l'alternative de l'aide pour payer la dette est liée aux arrangements d'une relation amoureuse en dehors des murs du *club*. La dette payée, l'ex-client, généralement, passe à être le responsable financier de la femme et elle assume les tâches domestiques :

- Ce fut lui qui t'aida à payer la dette ?
- Au *club* oui, c'est lui qui m'aida à payer. [...] Je venais juste d'arriver.
- Parce qu'il faut beaucoup de temps pour payer sept cents dollars ?
- Hum-hum. Tellement que d'autres amies aussi se sont mariés. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

D'une certaine manière, quand elles ont la dette payée par d'autres, elles continuent à devoir : ce qui se passe c'est un transfert de la dette, qui n'est plus monétaire, mais d'accueil et de survie. En une analyse de Foucault, sur les pouvoirs⁴¹², les relations décrites sont traversées de petits pouvoirs avec diverses ramifications — les femmes et les hommes construisent des stratégies dans l'élaboration et l'adaptation de comportements comme forme de résistance ce qui permet de visualiser une partie du fonctionnement de la dynamique de la mobilité des femmes.

⁴¹² FOUCAULT, Michel. *Microfísica do poder*. Organisation et traduction de Roberto Machado. Rio de Janeiro : Edições Graal, 1979.

Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) quand elle voyagea au Suriname pour la première fois, elle eut l'aide d'un client pour payer la dette qu'elle avait avec le Condor ; la seconde fois elle alla au Manilla sans la dette du voyage (une amie lui avait prêté l'argent pour le billet d'avion), et en sortit avec l'expectative d'affermir sa relation avec un client qu'elle fréquentait un peu et avec qui elle s'était liée en dehors du *club*. Elle sortit mais alla au *garimpo*, parce que le garçon « avait peur de s'engager », il n'était pas sûr de vouloir quelque chose de sérieux. Comme elle avait un fils à élever et qu'elle devait de l'argent à l'amie qui lui avait prêté l'argent du voyage, pendant qu'elle attendait sa décision, elle alla travailler comme prostituée dans un *cabaré*.

La décision d'habiter avec un ex-client n'est pas toujours rapide, elle peut passer par des moments de conquête de la part des deux et d'acceptation de la part de l'homme, acceptation liée à sa certitude qu'elle ne va pas retourner à la prostitution. Quelques interlocutrices racontèrent ce moment comme signifiant un accord entre les deux, de construire une famille, un accord marqué par un voyage d'elle au Brésil, comme si c'était un rite de passage : normalement la femme voyage au Brésil, passe un temps avec la famille, et de retour au Suriname, est présentée à la famille de l'ex-client, qui passe à la condition de compagnon/mari :

Je pense que je suis allée à trois *garimpos*, je n'ai pas été beaucoup au *garimpo*, non. [...] Alors, il y a eu un moment où je suis retournée, et je lui ai dit que je ne voulais pas, que je ne m'habituais pas à cette vie, que je pensais retourner dans mon pays, ou faire une chose pour moi ici, mais surtout pas travailler dans la prostitution — je lui ai dit que jamais je m'habituerai. Alors il a dit : « C'est bon si tu me dis que tu ne veux plus faire ça, on peut vivre ensemble. Je t'emmène chez moi, je te présente à ma famille, mais avant tout, tu lâches tout, que ma famille ne va jamais accepter, et moi non plus ». Alors je suis allée et je lui ai dit : « Non » — que j'avais déjà rapporté un peu d'or du *garimpo* —, « je vais aller au Brésil, je vais passer quelques temps avec mon fils et je reviens », je lui ai dit. Je reviens et je vais direct chez toi, et plus jamais je vais me prostituer », je lui ai dit. Alors je suis partie. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Le travail domestique comme tâche féminine prédominait dans les relations des femmes qui après la sortie du *club* sont allées habiter avec un ex-client, réduisant son rôle en terme économique. Dans cette relation, l'homme a la fonction de médiateur et la femme, en plus de l'exclusivité sexuelle, à la charge des tâches domestiques, même en ayant une activité professionnelle en dehors de la maison. Ce type de relation s'apparente au modèle « de vie conjugale traditionnelle » expliqué par Lia Machado, car il a comme base « l'échange entre la

‘sexualité vertueuse de la femme’ et ‘ses occupations domestiques’ (s’occuper des enfants et de la maison), d’un côté, et le statut de compagnon « fournisseur » . Même, étant complices et acteurs de ce contrat conjugal traditionnel, les rôles des uns et des autres sont différents »⁴¹³.

4.2.3 Trois mois au *club* : la fin de la dette et les nouvelles valeurs de l’habitation

La fin du paiement de la dette donne la possibilité à la femme de sortir du *club*, mais comme déjà vu, elle peut y prolonger sa présence. Celles qui décidèrent de partir, se trouvèrent face à la surprise d’avoir à payer pour récupérer le passeport, c’est à dire payer la « sortie » :

– J’avais connu un javanais, et j’étais en train de m’engager avec lui. Alors, je lui ai dit que je ne voulais pas rester plus longtemps dans le *club*. Alors il a payé ma sortie et je suis sortie, et nous sommes allés habiter ensemble.

– Mais tu as payé parce qu’il t’a aidée ou tu as payé seule ?

– Non, j’ai payé seule.

– Tu as payé seule, mais tu m’as dit qu’il avait payé ton *ticket*.

– Non, il a payé ma sortie. Parce que le *ticket* c’est une chose, la sortie c’est une autre. Tu paies ton billet et pour que tu puisses sortir du *club* tu dois payer aussi. A cette époque c’était trois cent cinquante dollars. Parce qu’il a dit qu’il avait dépensé avec l’affaire du médecin. Parce que tous les mois il emmenait les filles pour faire les examens, tu vois, pour voir si les filles avaient quelques types de maladie, ces choses-là [...]. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– [...] Quand tu sors de là, parce que tu paies ton *ticket* tu dois lui payer une amende, pour récupérer ton passeport.

– Ah!, et tu as payé ?

– J’ai payé le billet.

– Tu as mis les comptes à zéro avec lui...

– Positif. Alors tu restes à payer seulement la chambre, le reste de l’argent est à toi. Après si tu veux sortir, rester ici à Paramaribo sans être dans son *club*, tu paies une amende pour qu’il te rende ton passeport. A l’époque, c’était trois cents dollars. (Yeda 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

⁴¹³ MACHADO, Lia Zanotta. Famílias e individualismo : tendências contemporâneas no Brasil. *Interface - Comunicação, Saúde, Educação*, v.4, n.8, p.11-26, 2001 (p.21).

Une réalité perçue par peu d'entre elles, parce que ce n'était pas toujours dit ouvertement qu'elles paieraient pour récupérer leurs papiers :

– Tu as payé aussi pour récupérer ton passeport ?
– Non, le passeport, ils me l'ont rendu même, dès que tu finis de payer le billet ils te le rendent. Ils le rendent. [...]. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

– Le passeport restait avec qui ?
– Il restait avec le patron à cette époque. Quand tu avais tout payé, il te le rendait.
– Mais il ne demandait aucune taxe extra pour le rendre ?
– Non, non, non. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Quelques interlocutrices affirmèrent que beaucoup de femmes refusèrent de payer l'amende pour la libération du passeport, et ayant payé la dette principale (celle du billet) elles s'enfuirent en laissant derrière elle le document :

– Alors, pour que tu puisses prendre le passeport, tu devais payer pour le retirer ?
– Oui. Mais il y a beaucoup de filles qui se sont enfuies pour ne pas payer cette dette, tu comprends ? Il y avait la fille qui faisait comme... le patron du *club* n'est pas au *club* tous les jours, alors elle pouvait dire qu'elle apportait ses vêtements pour la maison d'une amie, et elle l'apportait, elle l'apportait, quand un beau jour elle l'apportait et elle allait seulement, elle ne revenait pas.
– Elle allait sans document ?
– Sans document. L'unique chose que tu faisais, quand... si tu voulais aller au Brésil, tu allais à l'ambassade [du Brésil], tu prenais une autorisation et tu voyageais sans document. Et là au Brésil, tu disais que tu avais été volée, que le patron avait gardé, pour retirer un nouveau passeport.
– Et tu revenais.
– Et tu revenais, parce que tu ne lui payais pas trois cents dollars. Parce que trois cents dollars c'est un vol, tu vois, quand tu ne les a pas. (Yeda 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Dans le cas des femmes qui restent plus de trois mois au *club*, les règles et les comptes à payer changent de nom. Le principal compte se réfère à la régularisation dans le pays, transformant celles qui décident de rester au *club* otages de nouveaux paiements de billet d'avion pour le retour au Brésil, concernant la moitié de la dette initiale et, non, à la valeur réelle du billet :

- Et de trois mois en trois mois il faut payer le *ticket*. Il y a ça en plus.
- Comment ça ?
- De trois en trois mois. Tu arrives, tu paies ton *ticket*, et, parce que tu as que trois mois pour rester ici [le temps du visa de touriste], ils disaient que tu devais aller à l'immigration. Et un autre *ticket* que tu paies à moitié. Par exemple, j'ai payé huit cents dollars pour venir, après trois mois ici, pour renouveler mon passage j'ai payé plus de quatre cents [...]. De trois mois en trois mois tu paies le *ticket* pour le patron du *club* seulement pour qu'il puisse amener ton passeport à George [Georgetown], pour dire que tu es sortie du Suriname.
- Ah !, j'ai compris, alors tu paies ces quatre cents pour qu'il amène ton passeport au Guyana, pour avoir le visa.
- Pour avoir le visa. [...] Je veux dire, ce n'est pas seulement le *ticket* que tu paies quand tu arrives. Tu as payé tout cela et tu es libre, tu vois, et si tu restes au *club* : « Ah, tu dois payer ton *ticket* tel jour, où est l'argent du *ticket* ? ».
- Alors, combien coûte le *ticket* tous les trois mois.
- La moitié du billet. Le passage maintenant, il paraît qu'ils demandent mille dollars. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

La demande de paiement d'une moitié de dette pour fournir le visa du pays comme touriste contribue à la prise de décision de laisser le *club* pour ces femmes qui avaient décidé de rester au *club* plus de temps, et peut-être justifie-t-elle la décision de la majorité d'entre elles de ne pas y rester après trois mois :

- Tant est que lorsque j'ai fait neuf mois ici [au *club*], on devait en payer une autre, mais pour cette somme j'ai dit : « je veux sortir même, je ne vais pas payer, je préfère réserver [le vol] et rentrer au Brésil ». C'est quand j'ai fait ma réservation et que je suis allée. Ainsi : j'ai payé mon billet pour venir, [trois mois après j'ai payé à nouveau,] après, quand j'ai fait six mois, je l'ai passé [le passeport pour la frontière] à nouveau, encore une moitié, tu vois, alors quand j'ai fait neuf mois, j'allais devoir payer de nouveau, c'est à ce moment que j'ai dit : « Non, je ne vais pas rester c'est sûr ». Et c'est alors que je suis sortie. Je devais payer si je restais, complétant les neuf mois, tout de suite j'aurais eu à payer. Hé, tu dois payer. Il y a des filles qui restent une année directe, mais il ne les laisse pas rester plus d'une année[...].
- Ah bon, ce système d'aller pour Georgetown est seulement pour une année.
- Pour une année. De là, ils vont discuter sur cela. Si la petite va sortir, passer une semaine et revenir, tout va recommencer à nouveau ; payer le *ticket* qui vient, après trois mois payer à nouveau, après le paiement, elle va continuer tout de nouveau. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Comme la femme qui va pour un *club* de prostitution au Suriname n'a pas de liens au droit du travail formel, en conséquence, elle n'a pas de permis de travail, elle reste comme touriste pendant trois mois, et la régularisation de sa situation passe par un parcours simple :

traverser la frontière et retourner, tout cela en moins de 24 heures. Comme cette pratique est habituellement utilisée aussi pour ceux qui sont au Guyana, il existe une structure basique dans les villes frontalières des deux pays pour héberger et alimenter ces touristes de quelques heures, qui ont le même objectif : un tampo qui prouve la sortie du pays pour recommencer une nouvelle période comme touriste. Comme dit dans l'introduction, même si beaucoup d'interlocuteur-ice-s se réfèrent à Georgetown comme endroit pour tamponner le passeport, en vérité elles se réfèrent au Guyana, non à sa capitale, parce qu'elles vont dans les villes qui sont sur la frontière avec le Suriname. Yasmim (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) en arriva à aller à « Georgetown » (Corriverton, au Guyana):

- Le timbre du passeport c'est quoi ?
- C'est pour prendre ce tampo et que tu ne restes pas clandestin dans le pays.
- Et ils mettent le tampo où ça ?
- A Georgetown.
- Mais tu allais là-bas à Georgetown ? [...].
- Cette fois-là je suis allée à Georgetown avec lui, moi et d'autres filles. On a été à Georgetown, il a montré nos passeports à la police, placés dans la poche — on a vu seulement le visa, après être sortie du *club* et avoir pris mon passeport, tu vois — et on est retourné pour Paramaribo, et lui avec le passeport. Alors on doit dormir un jour là-bas, on doit dormir une nuit, puis on revient.
- Qui paie cette nuit ?
- Tout est payé par lui cette nuit-là.
- Mais après il facture ?
- Après il met ça sur notre compte. Alors tout est compté en double. Il paie cent dollars, il met pour nous cent cinquante, deux cent cinquante dollars. Parfois il facture même la nourriture. Alors, pour cela, on pense que c'est lui qui fait tout, tu vois, « Ah, parce que c'est un patron super », mais après tu peux le noter avec ton crayon, tu paies tout de ta poche. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

La stratégie de régulariser le visa dans le pays de manière provisoire, comme touriste, a dépassé les murs des *clubs* de prostitution : beaucoup de Brésiliens, indépendamment de l'identité de genre, aussi bien au Suriname comme au Guyana, font depuis longtemps la traversée entre ces deux pays pour rester plus de trois mois dans le pays où ils résident. Des fois ils traversent la frontière du Brésil mais d'habitude cela met plus de temps pour la traverser, parfois des mois ou des années :

- Tu as déjà ton visa ?
- Je suis en train de l'avoir
- Et comment tu fais pour être à jour ?
- Je vais à Georgetown.
- Mais tu vas en personne ?

- J’y vais personnellement. [...] j’ai des connaissances qui, au début du mois, ont été arrêtées quand ils sont allés pour actualiser le visa, ces choses-là. Et maintenant la police d’ici exige le billet.
- Ah, bon ?
- Oui, le billet pour le voyage. Parce qu’on va d’ici jusqu’à Nickerie, on arrive à Nickerie et on prend un bac et on traverse pour Georgetown.
- Mais tu arrives à Georgetown, la capitale, qui est si loin, ou tu traverses jusqu’à Nickerie ?
- On traverse jusqu’à Nickerie, c’est le port ici du Guyana. [...] on embarque au port de Guyana, et on arrive là-bas. En fait, on va et reviens, sauf que quand l’immigration d’ici arrive, ils veulent le billet d’ici pour là-bas, parce qu’ils font le billet avec notre nom, les données, tout, le passeport, tout, et quand on arrive ici, ils veulent le billet. [...] Aussi bien de l’aller que du retour. [...] le même *ticket* qui est acheté ici, le retour, sa validité est de cinq jours. Alors notre temps de séjour là-bas est plus court qu’ici, qui est de quinze jours.
- Ah, ils ne laissent pas rester les trois mois égaux ici, non ?
- C’est possible, seulement, alors, dans ce cas, c’est comme ça : si tu restes trois mois tu pers la validité du *ticket*, tu dois en acheter un autre, de là-bas pour ici.
- Ah, j’ai compris.
- Alors, c’est justement comme ça. La personne est arrivée... les Brésiliens qui habitent déjà ici, font comme ça, seulement pour tamponner le passeport et repartir. [...] Jusqu’au billet, quand j’ai été là-bas, quand je travaillais là-bas, ils exigeaient pour le moins de passer deux ou trois jours en ville. Parce qu’on va le matin et on revient le soir, alors c’est un visa qui n’est pas de vingt-quatre heures d’entrée et de sortie. [...] ils exigent pour le moins de passer un ou deux jours.
- La personne qui est au Guyana, vient à Nickerie, puis repart.
- C’est la même histoire. C’est un voyage éprouvant, c’est huit heures de voiture, quatre heures ça dépend du chauffeur. C’est le chaos. Le chaos, non, ce n’est pas le chaos, mais il y des endroits c’est encore la piste. (Benjamin⁴¹⁴, 23 ans, coiffeur, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname).

Le passeport, on l’a... Comment c’est ? Il y a une marque [...], tu demandes à tamponner ton passeport, il se passe trois mois...Ainsi tu restes. (Alberto, 29 ans, trois fils, *garimpeiro*, interviewé en 2011 au Suriname)

- Ma belle-sœur, j’ai eu son visa comme nounou de ma fille ; je l’ai retiré aussitôt quand elle est arrivée. Celui de mon frère, je ne l’ai pas retiré parce

⁴¹⁴ Benjamin, 23 ans, coiffeur, a terminé le lycée, sans enfant, est originaire de Belém. Il migra Suriname en 2007, à 18 ans. Son voyage fut par une intermédiaire et payé par deux de ses sœurs (une d’elles, mariée avec un Surinamais), qui habitaient déjà dans ce pays depuis six ans. Au départ, il vendait sur les *garimpos*, des vêtements brésiliens, et travaillait aussi comme coiffeur (au Brésil, il avait fait un cours technique de coiffeur). A l’époque de l’interview, il travaillait à Paramaribo, mais travaillait aussi dans un salon au Guyana et dans la Caraïbe (où il resta trois mois). Même si le service de coiffeur est cher autant à la Caraïbe qu’au Guyana qu’au Suriname, la demande est plus importante dans ce dernier pays, c’est pour cela qu’il décida de s’y installer. Sa clientèle est composée principalement de femmes brésiliennes, qui sont des clientes fidèles mais aussi de quelques Colombiennes et Dominicaines — et une clientèle qui était en augmentation de Surinamaises d’origine javanaise (selon quelques interlocuteurs, au Suriname, les travailleuses du sexe d’autres pays d’Amérique Centrale et du Sud cherchent à copier le style des Brésiliennes, et pour cela, en plus d’acheter des vêtements et des accessoires dans des magasins dont les produits sont originaires du Brésil, il y avait une demande pour ce type de service, et pour des professionnels brésiliens même chers). Benjamin avait un visa au Suriname renouvelable tous les deux ans.

que le nom de famille n'était pas correct, son nom de famille était avec son prénom. Alors il n'est pas resté illégal, de trois mois en trois mois, il envoyait... il allait là-bas en Guyane anglaise, de trois mois en trois mois, après il allait à l'immigration [surinamaise]. Il n'a jamais été illégal tout ce temps. Maintenant ils sont partis là-bas au Brésil, pour arranger son passeport. Il a été à la Police Fédérale et ils ne lui ont rien fait payer, ils lui ont donné un autre passeport, c'était une erreur de la Police.

– Maintenant dis-moi une chose : tu vas là-bas au Guyana, il tamponne, et tu reviens le jour suivant. Alors tu vas où ?

– Tu vas à l'immigration [surinamaise]. Il te donne un visa de deux mois. Pendant deux mois tu n'es plus illégale dans le pays.

– Et quand se finissent les deux mois qu'est-ce que tu fais ?

– Hé oui, tu dois retourner à nouveau là-bas, ou alors tu vas au Brésil. [...] et régulariser, ce n'est pas un problème. Alors lui [le frère] a été là-bas, pour arranger son passeport. Il a même été jusqu'à payer les cent cinquante dollars à la banque — nous payons cent cinquante dollars pour retirer le visa —, j'ai déjà été payé à la banque les cent cinquante dollars américains. J'ai lui ai tout arrangé, il manquait seulement qu'il apporte ses papiers. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Les femmes qui sont dans le marché du sexe en dehors du *club* utilisent aussi cette stratégie pour rester en situation légale, principalement parce que leurs fréquences de voyage au Brésil sont bien plus grandes que celle des hommes, parce qu'elles ont l'habitude de retourner pour faire des achats pour leurs magasins et/ou rendre visite aux fils ou aux parents, et les hommes, souvent, quand ils arrivent au *garimpo*, perdent, petit à petit, le contact avec les fils, les épouses et les parents, à tel point qu'ils perdent le contact définitivement.

La pratique de traverser la frontière et de retourner aussitôt est utilisée par les femmes qui sont sans autorisation de travail au Suriname et au Guyana, que ce soit celles qui travaillent dans les *clubs* ou non, ce qui n'est pas illégal, mais quelques situations peuvent avoir des conséquences juridiques, comme les cas de celles qui ne traversent pas la frontière, seulement leurs passeports : même si ce n'est pas une réalité pour toutes, cela dépend du *club* et de la possibilité que seul le passeport traverse la frontière — mais la femme paie pour cette « commodité », et comme c'est un voyage suffisamment éprouvant, beaucoup décident de payer :

– Il arrive là-bas, il tamponne et il revient ;

– Oui. Des fois, les filles vont avec. Maintenant je ne sais pas comme elles font, mais à mon époque, si on ne voulait pas aller ils demandaient un tout petit peu plus pour qu'ils puissent l'apporter.

– Alors ils l'apportaient ?

– Oui. Mais il y avait des filles qui des fois étaient fatiguées de la nuit, « Mince, il faut voyager ce matin pour George [Georgentown] », « Non, je vais te donner cinquante dollars en plus, je vais te donner cent dollars, pour que tu apportes mon passeport, et je n'ai pas besoin de venir » — et ils allaient : «

C'est bon, alors donne-moi le ». Si tu ne le donnais pas : « Non, tu vas devoir y aller alors ».

– Mais il allait seulement à la frontière ?

– Oui. Cela ne m'est jamais arrivée d'y aller, les filles qui y allaient, elles n'avaient pas d'argent pour l'apporter.

– Alors tu payais combien, pour ne pas y aller ?

– Plus de cent dollars américains. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– J'ai été seulement une fois avec le patron. Les autres fois, on apportait seulement le passeport, même.

– Mais alors tu payais ?

– Il payait et ensuite il nous décomptait.

– Il payait, tu te souviens combien ?

– Je ne me souviens pas combien parce qu'il ne jamais disait combien c'était, il changeait plus [il demandait une valeur plus haute].

– Il revenait avec le passeport et il te le rendait ?

– Non, on ne restait pas avec le passeport.

– Jamais ?

– Jamais. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– On payait deux cents dollars pour envoyer le passeport — maintenant je ne sais pas si c'est deux cents dollars, tu vois.

– Mais ces deux cents dollars, qui allait avec le passeport ou le passeport allait tout seul ?

– Le passeport allait tout seul. Il ne reste jamais avec toi.

– Quand il allait pour Georgetown, tu allais ?

– Non.

– Seulement le passeport ?

– Seulement le passeport. Et pour tout te dire, on n'allait pas. Lui-même le faisait, parce que le passeport restait toujours dans les mains du patron du *club*. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Comme l'affirma Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname), cette méthode pour régulariser la situation migratoire se transforma en une « affaire » lucrative : « Dans la réalité, on découvre que cette affaire de Georgetown, lui [le propriétaire du *club*] a déjà son plan, tous ils l'avaient déjà, cette pratique qui est pour prendre encore plus d'argent aux femmes du *club*. Cette pratique-là d'aller tout tamponner, il a déjà tout un plan. C'est toute une mafia ». La pratique de passer seulement le passeport par la frontière a créé un type de falsificateur⁴¹⁵ de tampons au Guyana et au Suriname. Celui-ci est normalement réalisée

⁴¹⁵ Gina, 32 ans, cuisinière dans un *garimpo*, quatre enfants, classe de Première, interviewée au Guyana en 2012, est née à Rio Branco (dans l'État de Rondônia). En 2011, elle travaillait au Brésil dans une crèche où elle gagnait le salaire minimum ; elle a alors décidé d'accompagner l'un de ses frères et un neveu, qui étaient *garimpeiros* au

par les chauffeurs de taxi, qui disaient avoir accès au poste frontière mais en réalité falsifiaient tels tampons.

Le passage d'une frontière à une autre, pour commencer une autre période légale comme touriste se faisait aussi avec le retour au Brésil, mais, comme c'était plus cher, ça arriva à ne plus être utilisé : « Quand tu arrivais, alors c'est lui qui apportait tous les passeports. Disons comme cela : si tu passais trois mois, c'était trois mois, alors tu partais, tu retournais au Brésil : et si tu voulais revenir, tu revenais » (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Les recherches réalisées par Laura Oso Casas en 2000 et 2001 avec des femmes de la Colombie et de l'Équateur qui migrèrent pour l'Espagne, montrent que l'entrée dans ce pays se faisait comme touristes (pour trois mois). Plus tard, elles prolongèrent leurs présences de manière illégale travaillant pour le marché du sexe ou dans les services domestiques, s'appuyant sur diverses stratégies pour accéder au pays et y rester⁴¹⁶.

Pauline Carnet rechercha les conditions de filières clandestines de migrants africains par les Iles Canaries, archipel de l'Espagne, en direction du sud de ce pays, et met en évidence que les stratégies de passage de la frontière, dans ce cas, incluaient plusieurs étapes, et l'une d'elles, était le séjour au Centre d'Internement pour les Étrangers (CIE) des Canaries, espace de détention qui travaille comme organisme de contrôle des étrangers irréguliers, dans lesquels ils restent internés jusqu'à quarante jours (à l'époque de sa recherche, dont l'enquête de terrain fut faite en grande partie, en 2006 et 2007), en une sorte de triage qui détermine leur retour au pays

Guyana. Séparée de son mari, elle a laissé ses enfants chez leurs grands-parents maternels, a pris une camionnette à Boa Vista et a traversé la frontière. Elle est entrée au Guyana en tant que touriste (son neveu ayant payé les dépenses) pour travailler comme cuisinière dans *draga de balsa* où elle gagnait 4 000 *reais* (soit un peu plus de 1 000 euros) par mois. Au moment de l'entretien, elle explique que, tous les trois mois, soit elle allait voir ses enfants, soit elle leur envoyait de l'argent. Par ailleurs, trois mois plus tôt, elle avait fait une demande d'autorisation de travail, mais ne l'avait pas encore obtenue, car la police avait paralysé l'extraction d'or dans la *draga* où elle cuisinait et dans laquelle un seul des travailleurs avait un permis de travail. Pour régulariser sa situation au Guyana, lorsqu'elle n'allait pas au Brésil, elle avait pour stratégie de traverser la frontière avec le Suriname pour faire tamponner son passeport, retournant au Guyana le jour suivant. Mais elle a ensuite commencé à faire appel aux services des chauffeurs de taxis guyanais qui amènent les passeports jusqu'à la frontière avec la Suriname : « À la frontière, les chauffeurs de taxi font tamponner que leur passeport. Quand on peut pas y aller, il y a des personnes [qui y vont et qui font passer le passeport d'autres personnes]. Ça coûte 40 000-30 000 [dollars guyanais], ça dépend à qui on demande ». Avec l'argent qu'elle gagnait au *garimpo*, elle s'est acheté un terrain à Rio Branco où elle était en train de faire construire une maison. Comme elle l'expliquait, si l'argent qu'elle allait gagner dans les mois suivants était suffisant pour terminer la maison, elle retournerait au Brésil, car le principal objectif de sa migration était d'avoir une maison au Brésil.

⁴¹⁶ OSO CASAS, Laura. *Estrategias migratorias de las mujeres ecuatorianas y colombianas en situación irregular : servicio doméstico y prostitución en Galicia, Madrid y Pamplona*. 2003. Disponible sur : http://www.mmo.gr/pdf/library/Spain/laura_oso_en%20espanol.pdf. Accès : 7 septembre 2016.

d'origine ou leur libération⁴¹⁷. Mais même ceux qui n'étaient pas expulsés restaient clandestins en Espagne, c'est à dire qu'ils n'étaient pas légalisés. De manière que la police qui les faisaient « entrer » au pays et les organisations gouvernementales et humanitaires exerçaient le rôle d'accueil dans ce processus d'entrée, d'attente, d'expulsion, ou de séjour irrégulier. Ainsi, « Devant l'échec de la construction d'une forteresse, les forces policières favorisent la circulation des migrants tant au niveau international que national. Les contrôles, existent sûrement, mais ils opèrent sous des logiques différentes de celles affirmées par les États »⁴¹⁸.

Le même moyen de contrôler les frontières distants des logiques établies par l'État, encourageant les plus diverses stratégies d'entrée et de permanence dans les territoires, on rencontre des Brésiliennes/iens qui traversent une frontière pour se maintenir en condition de circulation limitée dans le pays de destination par l'utilisation du droit de rester pour une période déterminée comme touriste, mais continuent, même comme ça, sans autres droits que celui de circuler dans le pays. La mobilité des Brésiliennes/iens aux frontières des régions des Guyanes, principalement du Guyana et du Suriname, à la recherche d'un travail ou d'une régularisation, cette dernière même temporaire, produit des relations politiques, juridiques, économiques, culturelles diversifiés et symboliques entre les nations, les personnes et les genres, dynamisant une logistique d'accueil, de contrôle, de négociation, et de flexibilité des normes qui vont au-delà des frontières administratives et politiques. Les logiques et les stratégies individuelles pour la migration et la circulation sont diverses, et dans ce parcours, le passage de la frontière mobilise aussi les réseaux sociaux.

Dans le processus migratoire, les stratégies de séjour dans le pays d'accueil vont au-delà des contextes formels de la bureaucratie et des normes juridiques, de telle manière que tous les jours, de nouvelles formes de sociabilité sont incorporées, créées et redéfinies. Le concept de frontière renvoie à l'idée de limite de souveraineté d'un État dans un espace déterminé. La frontière, en même temps qu'elle sépare les nations par des limites géographiques et identitaires, en est aussi son résultat. Pour Pierre Bourdieu, il n'existe pas de critères qui puissent donner un fondement aux classifications en régions « naturelles » qui sont séparées par des frontières « naturelles » : la frontière est le résultat d'un « état antérieur à la relation des forces sur le terrain des luttes pour la délimitation légitime. La frontière, ce produit d'un acte juridique et de délimitation, produit une différence culturelle de la même manière qu'elle en est

⁴¹⁷ CARNET, Pauline. Da ambivalência do Estado espanhol diante das condições de passagem e instalação dos migrantes africanos "clandestinos". In : PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015. p.75-95 (p.91).

⁴¹⁸ Ibidem, p.91.

le produit »⁴¹⁹. L'auteur attire l'attention, aussi, par la relation qui se fait entre la « province » et le « centre », comme une distribution inégale de pouvoir et d'espace stigmatisée : « Et en fait, si la région n'existe pas comme un espace stigmatisé, comme 'province' définie par la distance économique et sociale (et non géographique) en relation au 'centre', c'est à dire, par la privation du capital (matériel et symbolique) que la capitale concentre, il n'y aurait pas à en revendiquer l'existence »⁴²⁰.

Au Guyana, la bureaucratie est chaque fois plus lente pour la régularisation des étrangers. Quelques interlocuteurs, principalement des femmes, dirent que pour elles la situation est encore plus difficile, au point d'y avoir des critères extras- officiels pour ne pas libérer les demandes de régularisation pour les Brésiliennes de moins de 36 ans — une stratégie pour rendre plus difficile les entrées régulières, dans le pays, des travailleuses du sexe. Au Suriname, une autre possibilité de régulariser la situation, dans la décade des années 1980 et jusqu'au début des années 2000 était par le mariage avec un Surinamais, toutefois cela n'intéressait pas les propriétaires du *club* — et ne devint pas une pratique pour les femmes qui voulaient rester dans le pays. Dans le cas des femmes interviewées qui sortirent des *clubs* pour habiter avec un Surinamais, elles allèrent habiter dans des endroits loués par eux ou dans la maison de sa famille, restèrent un temps en situation migratoire irrégulière et seulement pour les couples qui décidèrent de constituer une famille, le mariage dans le bureau de l'état civil fut réalisé. D'ailleurs, pour celles qui sortirent du *club* et allèrent habiter avec un Surinamais, le plus habituel était de ne pas se marier officiellement : en plus de croire que se serait plus facile de quitter une relation non officielle — beaucoup de celles qui allèrent cohabiter le firent pour l'aide financière qu'elles recevaient du compagnon —, le gouvernement surinamais facilita, ces dernières années, la régularisation des Brésiliens, principalement pour ceux qui sont dans le pays depuis longtemps, et le mariage comme moyen de régularisation perdit « officiellement » sa valeur : de temps en temps, le gouvernement réalise des actions pour régulariser les étrangers les plus anciens, donnant des visas pour deux ans, renouvelables à chaque période d'échéance du document. En accord avec José Paulo (50 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname), quand « le gouvernement créa un arrêté qui demanda que les Brésiliens comparaissent avec n'importe quels types de documents, et que serait facilité son visa provisoire de deux ans. Plus de sept mille s'inscrivent ». Malgré tout, malgré le nombre élevé d'inscrits, approximativement 58% n'allèrent pas retirer leurs papiers :

⁴¹⁹ BOURDIEU, Pierre. *O poder simbólico*. 6.ed. Rio de Janeiro : Bertrand Brasil, 2003, p.115.

⁴²⁰ Ibidem, p.126.

Jusque, un jour, fut promulgué même un petit imprimé d'utilité publique : plus de quatre milles n'allèrent pas le chercher. [...] ils n'allèrent pas chercher cela. Quand je dis cela, ce n'est pas seulement les Brésiliens, ce sont les étrangers. Mais combien d'étrangers travaillent dans des activités irrégulières ? La plus grande partie est brésilienne. Les Chinois viennent régularisés au préalable ; les Haïtiens, qui ont une colonie agricole ici, ils arrivent complètement [régularisés]. (José Paulo, 50 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo*, trois fils, interviewé en 2011 au Suriname)

D'autres ne commencèrent pas la documentation parce que la date du passeport est périmée ; parce qu'ils ont perdu leurs papiers — « Parce que il y a beaucoup de personnes qui, quand elles vont voyager, alors il arrive un accident de pirogue, ces choses-là, et les papiers sont perdus » (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) — ; parce qu'ils ont été expulsés (et ils ont peur de se présenter aux autorités) ; parce que leurs papiers ont été brûlés par les gendarmes durant un contrôle aux *garimpos* clandestins en Guyane Française ; parce qu'ils ont laissé passer le délai⁴²¹ défini par le gouvernement surinamais pour la sollicitation de la régularisation ; ou tout simplement par peur d'être enfermé et expulsé pour avoir été ici pendant vingt ans, ou seulement un, et de ne jamais s'être présenté à une autorité migratoire.

Un de ceux qui a laissé passer le délai et qui tentait de se régulariser est Vinicius ⁴²², 45 ans, *garimpeiro*, sans enfant, classe de CM1, né à l'intérieur du Maranhão. Vinicius, qui perdit sa mère encore enfant, très tôt aida le père dans l'agriculture familiale, mais toujours il voulut sortir de la campagne. A 24 ans, il alla travailler comme *garimpo* dans la région de Tapajós (Pará), principalement à Itaituba. En 2003, il migra clandestinement pour la Guyane Française, pour suivre un ragot de l'or, et là il resta trois ans. En 2006, fatigué de fuir les gendarmes « le couteau dans le dos », il réalisa qu'il perdait plus de temps à se cacher qu'à travailler, et il décida d'aller au Suriname, où il s'établit toujours en travaillant comme *garimpeiro*. Il raconta qu'il avait déjà gagné beaucoup d'argent comme *garimpeiro*, mais qu'il ne sut jamais l'administrer : il dépensa tout et n'acheta jamais rien au Brésil. Depuis qu'il avait migré, il parlait avec ses frères et sœurs par téléphone, qui étaient restés au Brésil, mais il passa beaucoup

⁴²¹ Comme Ana (37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewées en 2011 au Suriname) expliqua : « Ils ont fait les papiers maintenant, ils ont fait un appel pour les papiers, maintenant, que nous devons avoir un certificat, mais pas tout le monde a pris ce certificat ; alors, seulement ceux qui ont le certificat peuvent retirer le papier et beaucoup était au *garimpo* à travailler. Il y a beaucoup qui ne savait pas. Alors quand ils arrivent ici, des fois ils ont jusqu'à l'intention de faire le papier et tout, ils ont un peu d'argent, [...] l'immigration [la police] passe, et va les emmener ».

⁴²² Interviewée en 2011 au Suriname.

de temps sans visiter la famille, ce qui était un motif de tristesse et de regret : « le plus grand regret que j'ai c'est que durant cette période où je suis venu, je n'ai donné aucune nouvelle tu sais ? J'ai passé un temps sans donner de nouvelles, quinze ans sans donner de nouvelles pour mon père là au Pará. Durant cette période mon père est mort, et quand je l'ai appris, que je suis rentré, il était déjà mort, cela faisait huit ans qu'il était mort ».

Quand il fut interviewé (2011), chaque fois qu'il pouvait, il déposait de l'argent sur le compte d'un frère (qui le gardait pour Vinicius), pour qu'il puisse retourner au Brésil avec suffisamment d'argent pour recommencer sa vie. Comme la date de retour au Brésil est toujours une inconnue, il pensa profiter d'une nouvelle opportunité pour se régulariser :

Je travaille au *garimpo*. Je suis venu ici en ville, ils m'ont donné la possibilité pour faire le papier, ces jours-ci que je suis ici, j'attends le passeport, pour me légaliser et retourner au *garimpo* à nouveau. Ils ont donné cette opportunité, tu vois, de légaliser. [...] je n'ai pas retiré parce que j'étais dans « la brousse », travaillant au *garimpo*, alors cela m'est passé par-dessus la tête. Alors j'ai été occupé au *garimpo*, quand je suis venu, le délai pour retirer le visa était déjà fini. Maintenant je vais les transmettre aussi.

La vie de *garimpeiro* est incertaine : ainsi comme c'est possible de trouver beaucoup d'or du jour au lendemain, il peut se passer des mois sans rien gagner ou gagner à peine suffisamment pour faire face aux petites dépenses. Quelques *garimpeiros* interviewés avaient le plan de retourner au Brésil depuis plusieurs années, et c'est pour cela qu'ils pensaient que ce n'était pas nécessaire de se régulariser. La question est qu'une partie d'entre eux n'a pas suffisamment d'argent pour le voyage, et dans l'espoir d'en gagner, ils restent irréguliers, avec comme seule perspective, à n'importe quels moments, de pouvoir partir :

- Cela fait sept mois que je ne vais pas en ville.
- C'est ta femme qui y va ?
- Non. Ma femme est allée... durant ces sept mois, ma femme n'est allée qu'une seule fois, tu comprends. Elle aussi n'a pas de papiers, comme moi.
- Mais elle peut tenter de les retirer, tu crois.
- Elle peut, moi non. [...] Nous ne voulons pas aller parce que nous voulons aller une fois [au Brésil], tu comprends ? Nous ne voulons pas aller en ville, mais nous voulons aller une fois [au Brésil]. (Gustavo⁴²³, 28 ans, patron d'un *cabaré*, et *garimpeiro*, un enfant, interviewé en 2012 au Suriname)

⁴²³ Gustave sera présenté plus tard.
250

L'inconnu, l'insécurité, et la méfiance rendent difficile pour beaucoup de Brésiliens d'aller aux services migratoires responsables pour la régularisation au Suriname, et s'étendent à quelques services du Consulat et de l'ambassade brésilienne au pays. Cela, ajouté au mécontentement de ces institutions, contribuent à au manque de volonté d'une recherche de régularisation :

– Le Brésilien, ici, dans ce pays, est maltraité en tout, par tous. Le Brésilien ici, va toujours retirer un passeport à l'ambassade brésilienne — je ne vais pas parler de ceux d'autres pays, non, je vais parler de ma propre race brésilienne —, un Brésilien qui va retirer un passeport, il doit sortir de l'hôtel à deux heures du matin.

– Parce qu'il y a beaucoup de personnes ?

– Oui. Des fois il n'y a pas beaucoup de gens. Alors, il faut sortir à deux heures du matin, quand tu arrives là à l'ambassade brésilienne, il reste au bord de la route jusqu'à huit heures du matin, sous la pluie, sans la pluie, des fois il y a dix personnes, comme vingt, comme tu peux être seul sur le bord de la route. Quand c'est huit heures du matin, et que ça va ouvrir. Des fois tu reçois un numéro d'entrée, des fois ils ne donnent pas, alors tu vas un autre jour à nouveau.

– Combien de numéro pour rentrer il y a par jour ?

– Je ne sais même pas le numéro pour entrer. C'est parce que le service... il y a beaucoup de gens dans l'ambassade, je pense seulement pour gagner l'argent du gouvernement, travailler peu, parce que ce sont seulement quatre personnes qui reçoivent. Ce sont seulement quatre fonctionnaires qui te reçoivent pour t'enregistrer, pour faire le passeport, pour faire le transfert, faire une attestation de bonne conduite, faire divers travaux. Ils sont seulement quatre fonctionnaires : ici commence le mauvais traitement de l'ambassade brésilienne. En plus c'est écrit — en hollandais et en portugais — « Ceux qui maltraitent, disent quelques mots qui portent préjudice à une personne de l'ambassade, elle peut être jugée, condamnée par le Code Pénal, je ne sais pas de quoi, je ne sais pas de quoi ». Maintenant, le Brésilien pour venir au Suriname, quand c'est fini... Pour faire les papiers brésiliens à l'ambassade du Brésil, il peut passer la nuit entière là dans la rue, couché, sans rien : va la mère enceinte, va la mère avec enfants, qui n'ont personne pour les garder. Alors tu dois rester de trois heures du matin jusqu'à huit heures du matin. Quand c'est huit heures et qu'ils vont ouvrir là, pour aller dans un petit local là en bas, du côté de la maison là, pour aller dans un coin, sans entrer dans le salon. C'est quand tu es là qu'ils te donnent le numéro d'entrée. Des fois il n'y a pas de numéro d'entrée pour tout le monde, des fois la personne marche deux, trois jours dans cette mêlée. C'est beaucoup de contrainte. Je suis en train de te dire : le Brésilien vient ici, parce que, malheureusement, beaucoup veulent donner une chose meilleure pour le fils, il veut trouver une école pour le fils, car il n'y a pas de condition de vivre bien au Brésil. Mais ici pour le Brésilien c'est pas la fête tous les jours. (Luísa⁴²⁴, 52 ans, travailleuse du sexe, six enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

Au Suriname, les Brésiliens les plus fréquemment expulsés sont ceux qui travaillent en Guyane Française et vont à Paramaribo (pour vendre l'or, pour se reposer ou en chemin pour le Brésil) sans connaître les codes de circulation pour ne pas être repérés par les contrôles :

⁴²⁴ Luísa sera présentée plus tard.

- Tu as déjà réussi à retirer ton visa ?
- Non, non. Je suis illégale. Je suis illégale, et mon mari aussi est illégal.
- Alors vous êtes en situation compliquée pour aller en ville.
- Oui. Mais c'est ça que je ne veux pas faire : je veux vendre ici, arriver en ville, mettre en règle mes papiers et aller au Brésil. Si c'est nécessaire, rien organiser. Ainsi, on peut y aller, sans prendre un carton rouge, mais je veux aller de cette manière même. Quand je reviendrai, je reviens, et je vais déjà tout mettre en ordre. [...] La police arrête, même quand vous arrivez, la police arrête beaucoup sur la route. Quand tu sors d'ici, là aussi la police arrête. On est illégaux [rires] [...]. Seulement tu fais attention quand tu es en ville, parce que en ville, on sait où aller. Généralement les personnes qui sont arrêtées ce sont les personnes qui viennent de la France [Guyane Française], parce qu'elles n'ont pas beaucoup de connaissances de la ville, et ils se font prendre n'importe où, parce qu'ils vont dans les endroits risqués. Nous non, on sait déjà par où il faut aller [rires]. Tália (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Les Brésiliens expulsés, ont l'habitude de retourner rapidement et de manière irrégulière, mais par peur qu'ils refusent le passeport, ils n'ont pas l'habitude de le retirer, restant des années sans papiers, ce qui empêche leur régularisation. C'est le cas de Régina⁴²⁵ (53 ans, gérante d'un *cabaré* et promotrice d'événements, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname) : A partir d'un accord signé entre le Brésil et le Suriname, le Brésilien qui prouve une résidence peut demander son visa pour une période de deux ans, renouvelable tous les deux ans, mais elle, après sa dernière expulsion de la Guyane Française, cela faisait neuf ans en 2012, continua sans passeport, ce qui l'empêchait d'être régularisée :

- Ah, vous avez déjà été expulsée de la France [Guyane Française] ?
- Oui déjà. Je l'ai déjà été à cause des papiers. Je suis venue au Suriname et ils m'ont renvoyé, un problème de passeport à l'aéroport, vous comprenez ?
- vous avez voyagé, vous êtes arrivée là et vous n'aviez pas les papiers ?
- Non, je suis venue jusqu'au Suriname. Quand je suis arrivée à l'aéroport, ils ont regardé mon passeport, problème — mais cela est arrivé il y a beaucoup d'année en arrière —, alors ils m'ont renvoyée au Brésil. Alors j'en ai retiré un autre pour moi, je suis revenue de nouveau [rires], et je suis déjà entrée par le *garimpo* : la police nous prend, et elle nous met de retour dans l'avion du Brésil. C'est déjà arrivé. [...] Ils nous renvoient au Brésil même : Macapá, Belém. [...] Alors tu as un ami, il envoie de l'argent pour qu'on parte à nouveau. [...]. Quand j'ai eu ma dernière expulsion... je ne sais pas pourquoi, ils sont restés avec mon passeport là-bas à Macapá. [...] Alors depuis je suis sans passeport. Je suis venue clandestinement [...] je suis ici depuis neuf ans. De neuf à dix ans. [...] j'ai peur que la police vienne, alors pour regarder mes papiers tu sais ? Ils sont déjà venus une fois, mais ils n'ont rien fait avec nous. Et une fois, ils sont venus, ils ont donné un imprimé pour que l'on retire les papiers. Seulement cet imprimé n'a donné aucun résultat là-bas en ville. Je n'ai rien retiré.

⁴²⁵ Regina sera présentée plus tard.
252

Une autre traversée de frontière habituelle, mais qui a eu son flux réduit, se passait entre le Suriname et la Hollande. Cette manœuvre était habituelle pour les femmes qui travaillaient dans les *clubs* des deux pays : elles restaient trois mois dans un *club* de Hollande, trois mois dans un *club* du Suriname, et ainsi de suite — et normalement dans des *clubs* du même propriétaire ou de contact de propriétaires pour lesquels elles travaillaient. Aux dires des interlocutrices, des pays apparurent comme l'Allemagne, l'Espagne, la Hollande, et le Portugal comme destination de femmes qui étaient déjà dans des *clubs*, qui par l'intermédiaire de propriétaires traversaient la frontière. Ainsi se renouvelait le temps de trois mois comme touriste et elles gagnaient une nouvelle dette, dûe au billet d'avion pour arriver à destination (Europe) :

– J'ai déjà vu des filles sortir pour aller dans des villes ici tout près, ici même, mais plus loin non. J'ai déjà vu des filles sortir du *club*, aller au Brésil, et de là-bas, aller en Espagne, en Allemagne.

– Le même système ?

– Le même système. Elle sort d'ici, c'est le *club* qui organise, il choisit, tu vois, et il envoie le billet, tout — et puis après tu t'arranges avec le *club*. Seulement, pour venir ici, c'est un seul billet, mais du Brésil pour l'Espagne, tu fais escale à tel endroit, après tu pars, tu prends un autre avion.

– Pour la Hollande ?

– Pour la Hollande, généralement les filles viennent ici tu vois. Ce que je sais, elles viennent ici au Suriname, et d'ici, elles achètent le billet et vont déjà en Hollande. En Hollande... il y a des personnes de Hollande qui envoient le billet ici.

– Pour que les filles aillent d'ici en Hollande ?

– Oui mais je n'en connais pas. J'ai déjà entendu dire « quelqu'une est dans l'avion, qu'ils ont envoyé son billet », mais je n'en ai jamais connues. Mais si, si, ils envoient. Quand ils veulent ils envoient, ils arrangent tout, et après tu paies. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Aller pour un autre pays fait partie du plan de quelques-unes d'entre elles, c'est le cas de Eduarda⁴²⁶ (40 ans, deux fils,), qui même si elle est propriétaire d'un *club* au Guyana, à être interviewée, en 2012, dit qu'elle avait le plan de partir, bientôt en Espagne ou à Mexico. Elle avait des contacts en cours, entre autres avec des amies qui avaient été au Venezuela et qui étaient à Mexico, et des amies qui avaient été au Guyana et qui étaient en Espagne : « il y a beaucoup d'amies qui travaillaient avec moi qui sont parties. [...] Celles que je connais, elles étaient au Venezuela, tu vois, elles étaient déjà au Venezuela, et de là-bas est arrivé tout à coup l'invitation ».

⁴²⁶ Eduarda sera présentée plus tard.

Comme les clients sont toujours à la recherche de « nouveauté », le *club* a besoin de renouveler son staff de femmes constamment, c'est pour cela qu'il y a un va et viens :

Quand tu es nouvelle — comme elles parlent — un mois, deux mois et, après ça y est. Le temps pour toi de faire de l'argent, c'est quand tu arrives, parce que jamais ils ne t'ont vues, mais après que tu sois déjà là trois, quatre mois, ils ne te veulent plus, mais, c'est une chance quand tu continues. Toutes les semaines, arrive [une femme], tout le temps. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

- [...] Et c'est trois mois qu'ils te donnent, alors tu dois partir, et après tu peux revenir si tu veux.
- Mais alors ils paient de nouveau ton billet, tu vas devoir de nouveau ?
- Il paie. Il paie le billet.
- Mais tu as fait ça. D'aller à revenir ?
- Non. Je suis restée tout le temps. Cela a été en une seule fois.
- Mais normalement elles restent une seule fois ?
- Non, Il y en a qui vont et viennent.
- Alors elles restent tout le temps à devoir ?
- De cette manière : si tu paies, tu vas, si tu ne veux plus devoir, tu achètes ton billet et t pars. [...] J'ai payé ce que je devais, en un mois je l'ai payé. Ce que je veux dire, je pouvais sortir, je ne devais plus rien, seulement j'ai voulu rester. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Les délais établis par le *club*, en plus de coïncider avec les délais légaux du visa du pays sont une manière de faire l'échange ou le remplacement des femmes. De cette forme, trois mois est le délai stipulé pour le paiement total de la dette initiale et le temps idéal de leurs présences. Si la femme préfère rester, il y a un délai maximum pour sa présence : douze mois. A partir de là, elle est obligée de repartir au Brésil⁴²⁷, et seulement après quelques temps, le *club* accepte son retour.

- Au *club* tu as le droit de rester une année. Si tu ne veux pas envoyer ton passeport pour le tamponner.
- Comment ça ?
- Tu arrives, tu tamponnes pour trois mois ; après trois mois, tu vas à l'immigration et tu tamponnes : pendant trois mois tu restes... après six mois [au Suriname] tu dois envoyer ton passeport ou à Georgetown ou aller au Brésil prendre un visa d'entrée et de sortie tu comprends ? Ensuite, tu rentres à nouveau, et tu as droit à six mois à nouveau.
- Mais pour cela, qui paie ?
- C'est tout pour nous. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

⁴²⁷ Comme sur son passeport il y a déjà un an de tampons de sortie pour le Guyana (ou la Hollande) la femme qui est au *club*, doit aller pour d'autres pays qui ne sont pas ceux- là, et retourner au Brésil est plus facile. Quand elle retourne au Suriname, elle recommence le système de tampons de sortie pour le Guyana.

- [...] Quand arrive une année, il dit déjà « Cela fait déjà une année, va ».
- Jusqu'à un an, elle assure, mais plus d'un an, non.
- Après que ça fasse une année, même si elle veut rester...
- Eh même si elle veut, non. « Tu veux ? Tu pars, même si tu vas passer que deux jours au Brésil et après tu reviens, mais tu dois partir. » (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Ainsi, en général, après une année elles repartent au Brésil, et il y a celles qui n'ont pas l'intention de retourner au Suriname, mais quand il n'y a plus d'argent et qu'elles n'arrivent pas à trouver du travail elles reviennent, dans la plupart des cas en emmenant une femme de la famille ou une amie. La recherche a mis en évidence que dans ces cas, il n'y a pas de gains financiers pour la femme qui en amène une autre au *club* — ce qui est une manière de maintenir le recrutement des « nouvelles » sans recourir au service d'un ou d'une proxénète —, ce qu'elle y gagne est le droit de travailler à nouveau. En plus de cela, comme la première fois qu'elle est venue, le *club* paie ses dépenses de voyage et se rembourse ensuite. De cette manière, le retour à la prostitution génère de nouvelles dettes pour celles qui n'ont pas d'argent pour revenir au Suriname :

- Et quand les filles venaient, elles amenaient quelqu'un avec elles ?
- Oui toujours. C'était, disons, quelqu'une va passer tant de temps, elle le passait. Elle allait et après il en venait d'autres.
- Mais elle avait l'obligation d'amener quelqu'un avec elle ou non ?
- Non, ce n'était pas obligé. Mais alors, des fois, le patron : « Tu connais quelques filles qui aimeraient venir ? ». « Si, j'en connais. » Alors des fois, il appelait : « quelqu'une, tu veux venir ? ». « Oui. » Alors elle venait. Quand parfois elle ne venait pas, alors le patron envoyait le billet et elle venait tu comprends ? (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Il peut arriver que le retour de la femme au *club* soit conditionné à ce qu'elle amène une autre femme pour la prostitution : Si elle se montre réticente à le faire, ils avaient l'habitude de dire que la fréquentation du *club* était faible et qu'elle devait attendre un peu pour voyager, mais si elle disait qu'elle avait quelqu'un à amener, la négociation pour le retour était immédiate. Parfois il découle seulement du droit de retourner au *club* (avec une nouvelle dette), mais peut concerner des valeurs financières :

Les filles qui sortent, pour retourner au *club*, doivent amener quelqu'un, et elles diminuent [...] un tout petit peu leur *ticket*. Et il dit : « Tu t'en vas, si tu veux revenir à mon *club*, tu dois amener une autre fille. » Si tu ne l'amène pas, il te laisse là, à attendre... [...] Ils te donnent, disons, deux cents dollars de rabais. Il te laisse revenir, il te laisse partir, mais il te laisse là-bas, et il voit

que la personne veut vraiment revenir, mais il te laisse là, à poiroter : « Non, ce n'est toujours pas bon. On a un problème, ». Mais quand tu dis que tu as une fille, il dit : « Alors je vais tout résoudre tout ici et demain je t'appelle. » Il te dit : « Regarde, tu viens et tu amènes une petite » — parce que quand quelqu'un amène, c'est plus pour lui, il gagne, tu vois, il va gagner un autre billet. Et il dit : « Si tu viens et je vais te donner un mois d'habitation gratuite », par exemple, un mois ce n'est rien pour lui ici. [...] Des fois, il y a la fille pour qui il paie le *ticket* afin que la fille vienne, pour qu'elle vienne avec deux ou trois, parce que, dans la réalité, le billet est de deux cents dollars, et tu paies le double ou plus, tu paies huit cents dollars [...] il paie le billet de la fille qui est au Brésil. Il dit : « Écoute, je paie le billet mais tu dois amener tant de filles avec toi » — trois ou deux, pour lui c'est déjà un bénéfice. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

La majorité des femmes interviewées qui migrèrent au Suriname par l'intermédiaire d'un *club* de prostitution aide une autre femme (de la famille ou une amie) pour aller travailler dans un *club* de ce pays, ou sert d'intermédiaire pour son voyage, ou l'indique pour travailler dans l'un d'eux, normalement le même dans lequel elle est. Il y a des femmes qui ont déjà voyagé au Brésil avec l'intention de revenir, gardant l'argent du retour, et, parfois, elle prêtent pour une amie qui va avec elle. La pratique d'une femme d'amener une autre pour le *club*, dans l'intention de l'aider dans un moment de difficulté, est ancienne. Qui connaît cette situation ou a connu, à savoir qu'une connaissance a des problèmes va servir d'intermédiaire pour le voyage⁴²⁸. Marta (33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) organisa le voyage de sa sœur pour le même *club* dans lequel elle était :

- Il est venu une parente à toi au Suriname ?
- Pour travailler ici, dans un magasin, comme sont déjà venues deux cousines, elles habitent avec moi, là en face. Elles habitaient avec moi ici à la maison, maintenant elles ont loué une maison en face ; habitent mes deux cousines et leur mère, qui vit au *garimpo*. Maintenant, leur mère c'est moi qui l'ai amenée au *club*, tout de suite quand je suis venue : après une année passée ici, je suis allée au Brésil, et j'ai ramené ma sœur. Je l'ai ramenée au Condor, où j'étais.
- Tu as eu un rabais quand elle est venue avec toi ?
- Non, je n'ai rien eu.
- Ta sœur est restée combien de temps au *club* ?
- Je pense, cinq, six mois ; peu de temps, il ne s'est pas passé un an. Après être déjà venues ensemble ici, nous deux, nous avons commencé à aller pour les *garimpos* ensemble, moi et ma sœur. Elle a construit sa maison, et j'ai construit la maison de ma mère — c'est à l'époque durant laquelle nous avons réuni l'argent, nous l'avons épargné ensemble, pour ériger les deux maisons, la sienne et celle de ma mère. Alors voilà. Elle vit avec moi, quand elle est ici,

⁴²⁸ Même si la transaction pour le voyage au *club*, dans de nombreux cas, a été organisée par qui était déjà au *club*, cela ne signifie pas que les personnes concernées (celles qui ont servi d'intermédiaire pour le *club* et celles qui y vont) ne savaient pas que, pour la législation brésilienne elles pouvaient être impliquées juridiquement. C'est pour cela que tout est fait rapidement et en secret.

elle reste à la maison. Maintenant qu'elle a loué cette maison en face, elle a amené ses deux filles. L'une travaille au [supermarché] Transamérica, et l'autre travaille au chinois [magasin] ici.

– Elles ont quel âge ?

– Une a 19 et l'autre 16.

– Et elle est au *garimpo*, en train de travailler de...?

– Avec son mari. A l'époque que j'ai connu Martins, elle a connu son mari. Jusqu'à aujourd'hui elle est avec son mari. Un *moreno* [Noir Marron]. Elle vit avec lui je pense depuis six, sept ans. Peut-être six ans.

Quelques propriétaires de *club* sont mariés avec des Brésiliennes qui avant, se livraient à la prostitution dans le *club*, et elles ont l'habitude de l'aider à la gestion de l'affaire, et quand elles voyagent au Brésil, elles ramènent plus de femmes pour le *club* :

Le patron [du Diamond] qu'il y avait avant, était très sévère [...]. Il est Hollandais, il a une femme brésilienne, qui a deux filles avec lui. Sa femme était du *club* : elle est venue pour le *club*, et il s'est mis avec elle et il est resté avec elle, il s'est marié avec elle. [...] Il n'y a pas, disons, une personne là-bas... dans quelques endroits, je pense qu'il y en a, mais, au Suriname, ce sont les propres filles, des fois les propres femmes des propriétaires de *clubs*, qui vont au Brésil et ramènent les fille ici. Exemple : l'épouse du patron du Manilla c'est une Brésilienne ; elle allait au Brésil, elle récupérait les filles et les ramenait. C'est elle même qui organisait [...]. Tous les *clubs* font ça. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Les réseaux sociaux sont aussi utilisés pour le contact entre les femmes qui sont à l'intérieur et celles qui sont en dehors des *clubs*. Ces dernières sont attirées par cette manière de gagner de l'argent et entre en contact avec les premières. C'est tout à faire habituel qu'elles utilisent Facebook pour communiquer, et toujours il y en a une qui est curieuse de savoir si au Suriname, il y a même un moyen de gagner de l'argent, elle veut savoir comment on fait pour y aller. Dans la conversation, une s'offre pour aller, ou une s'offre pour servir d'intermédiaire avec le *club* ; quelques-unes qui sont déjà dans le marché du sexe savent déjà que l'amie au « Face » est gérante ou patronne de l'un, et elle négocie l'aller. Le portable aussi est très utilisé : une travailleuse du sexe va passer le contact de la gérante d'un *club* pour les autres. Toutes les démarches d'envoi de billet, l'argent pour le passeport, la dette, restent les mêmes, l'exception sont les contacts intermédiaires faits par les réseaux sociaux et les portables :

On est resté à discuter, discuter avec elle sur des sujets d'internet, tout ça. Alors elle a dit : « Ah, je veux aller là-bas » — et elle est allée. Par le téléphone. En réalité, je lui ai repassé le numéro pour qu'elle appelle le patron, et elle a appelé, elle a dit qu'elle voulait venir, et il lui a envoyé son billet. Et

après, elle est partie. Elle est restée deux ans puis elle est revenue. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Au Guyana, les *clubs* de prostitution, propriétés de Brésiliennes utilisent aussi les réseaux sociaux pour contacter les femmes et organiser le voyage. Eduarda (40 ans, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname), propriétaire d'un *club* à Georgetown, a expliqué comment fonctionne le « bouche à oreille » sur internet :

Je n'ai pas de contact pour amener les filles, mon contact c'est ça, ici : internet. Une fait mille réais aujourd'hui, en une nuit. « Ma fille, cette semaine, j'ai fait quatre mille réais. » « Ho, c'est bon là-bas ? » « Oui. » « Je veux aller là-bas, comment je fais pour y aller ? » « Tu dois seulement prendre l'avion. Tu vas à Boa Vista, [de] Boa Vista tu prends un avion, et tu viens par Lethem. » Et elle va passer le contact, et l'une encourage l'autre, parce que si tu... On va supposer, tu es ici dans cet hôtel, tu es maltraitée : tu viens ici ?

Le recrutement, concrétisé, par divers réseaux, principalement par le moyen des relations familiales ou d'amitié, s'éloigne des campagnes du gouvernement brésilien pour le combat contre l'exploitation sexuelle, une fois qu'elles sont basées sur le discours alarmiste (qui est autant du gouvernement que des moyens de communication) et sur les « paniques morales »⁴²⁹, qui comprennent la traite internationale des êtres humains et l'exploration sexuelle comme toile de fond d'un grand réseau criminel dédié au recrutement des femmes, rendant difficile qu'elles perçoivent la différence entre la situation qui concerne la traite internationale des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, les situations qui concernent le travail du sexe libre, ou encore, le non-respect au droit du travail des professionnelles du marché du sexe, car la personne qui sert d'intermédiaire à la migration en général, proche ou présenté par quelqu'un de proche, transmet beaucoup de sécurité, la dette étant considérée comme si c'était n'importe quel prêt et le séjour au *club*, un contrat de travail — comme beaucoup avait l'habitude de le nommer —, avec le « patron » vu souvent, comme quelqu'un qui les « protège » et les « aide »

⁴²⁹ GRUPO DAVIDA. Prostitutas, “traficadas” e pânico moral : uma análise da produção de fatos em pesquisas sobre o “tráfico de seres humanos”. *Cadernos Pagu*, n.25, p.153-184, 2005.

4.2.4 Le « patron » : la relation avec le propriétaire du *club*

La majorité des interviewées affirmèrent avoir eu de bonnes relations avec le patron du *club*. Elles ne furent jamais agressées ou elles ne furent jamais en présence d'autres femmes agressées par lui. Il y eut, même, celles qui dirent que quelques-uns faisaient jusqu'à des prêts pour « aider » les femmes. Certaines, pour un temps, eurent une relation amoureuse avec lui, c'est le cas de Yasmim (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) : « Le patron du *club* m'apprécia, alors je suis restée avec lui, ainsi, ces choses-là, on profitait, tu vois ». D'autres, comme déjà citées, avaient avec lui une intimité suffisante au point de se voir confier les tâches d'aider « les nouvelles », comme, par exemple, les accompagner à l'immigration surinamaïse et les orienter pour qu'elles sachent se comporter avec les clients, et pour certaines cela alla jusqu'à l'administration du *club*.

Sur les questions qui leur furent faites au sujet des menaces ou des violences qu'elles auraient souffert de la part du propriétaire du *club*, les réponses furent unanimes : en exceptant le cas de Juliana (30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname), qui n'eut pas son passeport confisqué, elles dirent que si seul ce document restait au *club*, jamais elles en furent victimes, ou ne furent en présence de quelques types de situations qui se seraient apparentées à de la violence physique : « On a jamais été prisonnière » (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname). Mais quelques-unes furent témoins de discussions entre les femmes et le patron du *club*, en arrivant à des menaces d'expulsion ou de récupération immédiate de la dette, parce qu'elle était en train de négocier son départ du *club* ou le changement de *club* avant d'avoir payé sa dette :

- Tu as été témoin de situation où ils menaçaient quelqu'un ?
- Oui.
- Mais menacer pour quoi ?
- Parce que la dette n'était pas payée, et qu'elle voulait partir, parce qu'elle voulait partir pour un autre *club*. Exemple : Il apparaissait un client qui voulait emmener la fille pour sortir : « Allons passer un mois dans tel endroit .» Le patron n'aimait pas, il réclamait : « Non, tu es venue à mon *club*, tu vas devoir travailler pour mon *club*. Tu es libre de sortir dans la journée, mais la nuit je te veux ici .» Il avait cette exigence.
- Mais dans cette situation, cela en arrivait à des menaces, des agressions ?
- Non, je n'en ai jamais vues, seulement des engueulades, même. J'ai déjà vu des filles être expulsées, tu vois. J'ai jamais vu, à l'époque où j'étais là, des agressions, mais j'ai déjà vu des filles être expulsées : « Tu ne veux pas accepter, alors voila ton passeport, tes choses ; tu sors du *club* maintenant .»
- Mais elle avait déjà payé la dette.
- Elle avait déjà payé la dette. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

En général, les interlocutrices comprenaient comme légitime les règles imposées par le *club*, déjà que les femmes en prenaient connaissance de toutes quand elles arrivaient, et pour certaines, les suivre signifiait respecter le « patron » — c'est l'opinion de Giovana (38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui explique être d'accord avec la nécessité de respecter les règles :

Alors, si [les femme] s'enfuyaient c'est parce qu'elles étaient prisonnières d'une certaine manière.

– Non. C'est sûr que là il faut respecter le patron du *club*, tu vois

– Quand tu dis respecter, c'est quoi plus ou moins ?

– il faut respecter. C'est comme si tu étais dans la maison d'une autre personne, tu dois respecter le propriétaire de la maison. Alors, au *club*, elles doivent payer la chambre où elles dorment, tu comprends ? payer la nourriture, et il y a une heure où elles doivent travailler. Là-bas ils l'appellent travail, il y a cet horaire : si elle descend de dix heures de la nuit jusqu'à quatre heures du matin, elle doit rester là tout le temps durant ces heures, elles sont ici sachant qu'elles sont à l'intérieur et qu'elles doivent rester tu comprends ?

La grande chaîne qui lie les femmes aux *clubs* du Suriname, ce sont les dettes. Parce que pour elles c'est une question d'honneur de la payer, principalement parce que beaucoup comprenaient qu'il s'agissait d'un contrat qu'elles devaient respecter. Même si les interviewées dirent qu'il n'y eut aucun type de violence en relation à la dette, peu transgressaient la règle et s'enfuyaient sans payer : en général elles restaient le temps nécessaire pour la payer, et ainsi, sortir libérées des problèmes du *club*.

NATIONALITÉ : LES BRÉSILIENNES DOMINENT LE MARCHÉ DU SEXE

Les interlocutrices évoquaient toujours un passé où il y avait beaucoup de Brésiliennes se livrant à la prostitution dans les *clubs* du Suriname. Elles se souvenaient qu'il existait beaucoup de « mafieux » qui se livraient au trafic d'armes et de drogue, et qu'ils étaient des clients spéciaux aux *clubs*, une clientèle qui dépensait beaucoup avec les femmes et la boisson. Les références qui les concernaient renvoyaient à leur « générosité », car, quand ils arrivaient, ils payaient jusqu'à la dette des femmes avec le *club*. Les histoires évoquent une époque durant laquelle une prostituée gagnait beaucoup d'argent et en peu de temps elle pouvait retourner au Brésil, avec la possibilité d'acheter une maison, monter sa propre affaire et laisser derrière elle la vie de prostituée :

- [...] Il y a une qui habite au *club* depuis seize ans, une Brésilienne. Elle dit que cela a été bon, mais que cela ne l'est plus aujourd'hui. Aujourd'hui, au Diamond [...] tout est arrêté dernièrement. Les trafiquants d'ici qui arrivaient, fermaient tout, un, deux, trois jours, alors c'était beaucoup d'argent ; alors ils demandaient qui devait de l'argent, s'il y en avait, ils payaient. Ils aidaient les filles ; aujourd'hui les trafiquants sont tous en prison.
- Mais ils sont réellement en prison ?
- Oui. Beaucoup sont en prison au Brésil, et en prison ici. (Benjamin, 23 ans, coiffeur, sans enfant, interviewé en 2012 au Suriname)

Juliana (30 ans, travailleuse du sexe, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname) affirma avoir vécu ces moments au *club* Aventura — moments durant lesquels les « mafieux » gaspillaient de l'argent en payant des boissons et du sexe, en plus de la dette des femmes. Tous recevaient quelque chose, que ce soit les prostituées, les clients, ou les patrons de clubs :

- Le Suriname a été un pays de nombreux mafieux. Alors, les mafieux arrivaient dans les *clubs*, ils fermaient la porte du *club* ; les hommes qui étaient à [l'intérieur] ne sortaient pas, et ceux qui étaient dehors n'entraient pas. S'il y avait cinquante hommes ils payaient l'eau de vie pour les cinquante qui étaient à l'intérieur, et de toutes les femmes. Ils payaient des pots de vin pour ça, dans ce cas.
- Ce n'est pas une légende non ?
- Légende ? [petit rire] C'est la réalité
- Tu l'as vue ?

– Si j’ai eu l’occasion de le voir. Il y eu un *club* dans lequel j’ai travaillé, il est arrivé trois mafieux et les ils ont fermé les portes, et il y avait 31... ne sais pas s’il y 31 ou 36 hommes et tous ceux qui appelaient les filles pour faire un *strip* ou pour monter, les mafieux payaient. C’était annoté, et les filles après allaient là et ils donnaient l’argent dans les mains des filles ; ils donnaient dans les mains du *club* en vérité.

Au Suriname, la manière de fonctionner des *clubs* de prostitution est passé par une série d’adéquation et de changement, qui affectent la configuration du marché du sexe dans le pays ces dernières années. Beaucoup de *clubs* changèrent de noms, de propriétaires, d’adresses ou fermèrent ; quelques-uns changèrent l’organisation de l’hébergement des femmes et de local pour recevoir les clients ; d’autres sont arrivés à changer de pays, du recrutement des femmes pour la prostitution.

Dans la recherche que réalisa en 1999, la Maxi Linder fit des interviews formelles avec des propriétaires et des gérants de *club* surinamais⁴³⁰, elle conversa avec des travailleur-euse-s du sexe, dans la rue. 35 bordels enregistrés au Ministère de la Justice et la Police, et cinq qui avaient été indiqués par les travailleuses du sexe furent visités. Du total, elle a obtenu les données de 22 *clubs* (55%), desquels à peine dix neuf étaient enregistrés et ont coopéré avec la recherche. De ces 22 *clubs*, dix sept étaient de Paramaribo⁴³¹ et cinq de Nieuw Nickerie. Des bordels visités, 95% (21) étaient enregistrés comme discothèque et un, comme hôtel. La majorité des *clubs* avaient des femmes étrangères originaires en premier lieu, de la République Dominicaine (Santo Domingo), en second venaient les *clubs* avec des femmes du Brésil, et en troisième lieu, avec des femmes du Guyana ; seulement deux d’entre eux avaient des femmes de Colombie et du Venezuela. En ce qui concerne le contrat de travail, trois *clubs* les faisaient, et ils étaient rédigés dans la langue native des travailleuses du sexe.

Durant la période de janvier à décembre 2004, le service dermatologique du Surinameregistra 491 travailleuses du sexe dans huit *clubs*⁴³² de Paramaribo enregistrés officiellement, desquelles 308 étaient Brésiliennes, 180 de la République Dominicaine, deux du Guyana et une du Suriname. A peine au Relax, les trente Brésiliennes que l’on pouvait compter n’y étaient pas

⁴³⁰ La recherche fut faite seulement à Paramaribo et à Nieuw Nickerie, et les données collectées furent principalement fournies par les propriétaires et les gérants des *clubs* — c’est pour cela, comme la propre Maxi Linder, le dit, qu’elle ne montre qu’un côté de l’histoire (voir STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION, *Profile of clubs and informal sexual locations in Paramaribo and Nieuw Nickerie*, op. cit.). Malgré tout, elle pose des questions importantes sur la situation des *clubs* de prostitution au Suriname en 1999, quelques unes d’entre elles encore valides.

⁴³¹ Entre eux, le Condor, le Diamond, le Manilla, et le Mundial, cités par les interlocuteurs de cette recherche.

⁴³² Dans huit apparaissent des Brésiliennes : Aventura (29 brésiliennes), Bulldog (27), Condor (48), Diamond (125), Manilla (29), Mundial (9), Relax (30) et Stonebar (11) (cf. SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit.).

en majorité, dépassé par les Dominicaines : 166 femmes (presque la totalité de tous les *clubs*). A Paramaribo, il existait, en 2004, 35 *clubs* enregistrés avec des travailleuses du sexe ; en 2005, à peine cinq d'entre eux étaient dans le centre ⁴³³.

Dans un travail publié en 2008, la Maxi Linder dit que le nombre de *clubs* enregistrés officiellement, fréquemment comme hôtels au lieu de prestataires de services sexuels, était en diminution ce qui affecte le nombre de femmes qui passaient par la National STI Clinic⁴³⁴ ; en plus de cela, les *clubs*, à l'époque arrêtaient de faire les examens au service dermatologique pour les faire en cliniques particulières. Un exemple de cela est que le nombre de 491 travailleuses du sexe enregistrées en 2004 diminua à 369 en 2005, 198 en 2006 et 185 en 2007.

Quirina (42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) qui était au Manila en 1997, affirma qu'il y avait 22 femmes se livrant à la prostitution, durant la période où elle y resta. Ce fut une période de grand mouvement dans ce *club*, même si le nombre est bien moins important qu'au Diamond. Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname), qui travailla dans ce dernier en 2004, se souvient que cette année-là, la majorité des Brésiliennes dans cet endroit était issue principalement de Belém et des villes du Maranhão. Le propriétaire du *club* acceptait jusqu'à des femmes d'autres nationalités, comme des Colombiennes et des Dominicaines, mais jamais Surinamaises, bien que celles-ci s'adonnaient à la prostitution, se risquant dans la rue, ce qui arrivait encore durant la recherche de terrain. Catarina estimait qu'il y avait environ deux cents femmes à son époque ; parmi elles, seules quatre étaient de la République Dominicaine et une de la Colombie :

A mon époque, c'était beaucoup. Parce que les habitations étaient [...] cent et quelques habitations, et à mon époque, les filles presque toutes habitaient ensemble. Alors, je pense que c'était environ deux cents filles. Dans bien peu d'habitations il n'y vivait qu'une seule fille. Ce sont 120 habitations, je pense qu'il y en a 120, au dehors sans compter les trois suites en bas. A mon époque, toute étaient occupées. Très peu avec seulement une fille, la majorité avec deux filles. Alors, je pense qu'à mon époque c'était deux cents [femmes].

En 2011, la grande publicité du Diamond était qu'il y avait cent femmes (dont une majorité de Brésiliennes). « Je pense qu'au Diamond, il y en a beaucoup. J'ai déjà entendu parler qu'il y en avait plus de cent » (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de

⁴³³ HÖFS, op. cit.

⁴³⁴ Le seul endroit qui met à disposition quelques types de données sur le nombres de travailleuses du sexe au Suriname, même si ces données sont limitées, car il enregistrait seulement celles qui réalisaient des examens médicaux exigés par les *clubs* (voir STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION. *Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*. Paramaribo: SMLA, 2008).

vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname). Au Seven-to-Seven, quand il était en fonctionnement, il utilisait la stratégie de réunir toutes ses femmes pour les faire circuler dans les grands hôtels et casinos de Paramaribo, les exhibant et divulguant en même temps son nom (du *club*) :

Notre patron à cette époque, il payait toutes les filles et il les emmenait pour [l'hôtel et le casino] Torarica, tu comprends ? Dans le genre, tu défiles en bikini, [...] Le patron nous amenait, je pense qu'il était associé, tu vois, et il emmenait les filles pour prendre un bain à la piscine, pour déjeuner. Alors, je veux dire, s'il y avait là des touristes, voyant les filles, alors peut-être il allait [parler] avec lui — je pense comme ça tu vois, c'est ma façon —, alors il disait où étaient les filles, [...] ainsi, la nuit, la maison était pleine, [...] on allait pour le Torarica, on allait pour le Krasnapolsky [hôtel]. (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).

En 2005, Núbia (38 ans, cuisinière au *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) a travaillé au Seven-to-Seven, dont les femmes (approximativement vingt) étaient toutes brésiliennes, mais celui-ci était bien plus modeste que le Manilla et le Diamond, et, comme la majorité des *clubs*, peu fréquenté par les Brésiliens, qui à Paramaribo, ont l'habitude de trouver les services sexuels dans les bars et les hôtels :

- Et dans ce *club* où tu étais, il y avait combien de filles, plus ou moins ?
- Je pense qu'elles étaient moins de vingt. Là-bas il n'y avait pas beaucoup de filles ; c'était un endroit tranquille, tu comprends ?
- Mais c'était près ou éloigné du centre ?
- C'était éloigné.
- Qui allait là-bas ?
- Des Brésiliens, des Indiens, des Javanés... Pour les noirs c'était difficile d'aller là-bas .
- Mais les Brésiliens y allaient beaucoup ?
- Des Brésiliens ? C'est difficile, ils sont plus de la campagne. Très difficile, je ne vais pas mentir, c'est très difficile pour un Brésilien d'aller dans cet endroit.

Tália (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname) a travaillé en 2007 à l'Aventura, où il y avait plus ou moins quatorze femmes : « Il y avait deux maisons à l'époque. Y habitaient six femmes [dans la maison où Tália était]. Dans l'autre c'était plus ou moins six, ou même plus : je pense que c'était même plus, parce que là, la maison était plus grande ; elles étaient environ huit. »

En 2012, le Diamond indiqua qu'il n'avait plus comme priorité les Brésiliennes, et les femmes d'autres nationalités venaient principalement de Colombie de la République Dominicaine et du Venezuela. Alors les propriétaires, deux Surinamais réduisaient le nombre

de femmes, principalement des Brésiliennes — mais même avec la réduction, il continuait à être le plus grand et le plus cher des *clubs* de la ville ; les autres, même des années antérieures, de grande fréquentation, avaient un petit nombre de femmes en comparaison du Diamond. Selon un interlocuteur, à l'époque (2012) le Diamond avait environ cinquante Brésiliennes, car beaucoup étaient en train de sortir du *club* et il n'arrivait pas autant de femmes qu'avant — malgré tout il continuait à être connu pour avoir plus de cent Brésiliennes.

Ces informations suscitent une série de questions : les *clubs* sont réellement en train de remplacer les femmes du Brésil par des femmes de Colombie, de la République Dominicaine et du Venezuela ? Et si c'est le cas, pourquoi ? Pour avoir beaucoup de Brésiliennes se livrant à la prostitution en dehors des *clubs* et elles n'y sont donc plus en exclusivité ? Les informations sur le marché du sexe au Suriname augmentant, moins de Brésiliennes acceptèrent de faire ce type de migration pour la prostitution ? La demande devint plus réduite ?

Avec la circulation constante des femmes au marché du sexe au Suriname entre la « rue » et la « brousse », et les réseaux personnels établis sur le parcours de mobilité de chacune d'elles, qu'il soit local, régional ou international, il est difficile de dire que le Diamond, le plus grand et le plus structuré *club* de prostitution du Suriname est en déclin ou que réellement il est en train de réduire le nombre de Brésiliennes, car le nombre de femmes dans les *clubs* souffre de l'impact des économies locales et externes, déjà que celles qui circulent parmi les *clubs* de pays différents, ont l'habitude d'aller là où est l'argent. Si c'est lucratif au Suriname, elles y restent, si c'est meilleur au Guyana, c'est par là qu'elles vont, et vice-versa : elles se déplacent conformément au marché — de la même manière que cela se passe avec celles qui vont en Hollande, en Espagne, et au Venezuela, par exemple, suivant la même logique de régulation migratoire et de gains plus grands. Un autre facteur qui peut interférer dans le nombre de femmes brésiliennes dans les *clubs* en un moment déterminé, dans le cas de celles qui n'ont plus de dettes initiales à payer, ce sont les dates festives, qu'elles ont l'habitude de passer en famille comme Noël ou le Cirio de Nazaré⁴³⁵, la fête préférée des femmes originaires de Belém pour un voyage au Brésil. En plus de cela, il y a des propriétaires de *club* qui ont deux établissements : un avec des Brésiliennes, un autre avec des Dominicaines.

⁴³⁵ Institué en 1793, le Cirio de Nossa Senhora de Nazaré, à Belém, est la plus grande procession catholique du Brésil (il se passe aussi dans d'autres villes du Pará). Il se déroule le second dimanche d'octobre, et se réunissent dans cette ville environ deux millions de personnes chaque année, qui parcourent environ cinq kilomètres, commençant devant la Cathédrale da Fé dans le quartier de Cidade Velha, pour arriver sur la place Santuário de Nazaré devant la Basilique de Nazaré, dans le quartier de Nazaré. Mais quinze jours avant, les festivités commencent (appelées *quadra nazarena*), qui concernent des manifestations religieuses et culturelles. Durant cette période sont aussi faites des réunions entre amis et la famille, et le jour de la procession, il y a un déjeuner traditionnel, durant lequel est servie la nourriture typique du Pará comme la *maniçoba*, et le canard *au tucupi*. Considéré depuis 2013 comme Patrimoine Culturel de l'Humanité par l'Unesco, en 2016 cette fête a été célébrée pour la 224^{ème} fois.

Jusqu'à la fin de la recherche de terrain dans les Guyanes, en 2012, il y avait entre neuf et dix *clubs* en fonctionnement à Paramaribo, qui étaient mentionnés par les gens, mais ils ne se souvenaient pas toujours du nom, seulement le Diamond et le Manilla était bien connu, et du fait de la présence plus évidente des Brésiliennes, ils étaient considérés comme des *clubs* de Brésiliennes :

Les deux *clubs* qu'il y a ici [ce sont le Diamond et le Manilla]. Tous les autres ont fermé, parce que personne ne veut aller là-bas, ils veulent rester ici en ville. Elles restent dans les hôtels pour compte propre, vont faire des passes au *garimpo*, font le trottoir ici, font des passes à [hôtel] Pérola, où il y a des fêtes, beaucoup de Brésiliens qui leur donnent de l'argent. Et elles gagnent beaucoup d'argent, elles sont contentes, c'est sûr. Aujourd'hui il en est arrivé une du *garimpo*, riante, éclatante de joie, avec de l'argent. Elle est au salon pour se faire les ongles, les cheveux, elle a déjà acheté des vêtements. De cette manière elle veut vivre une vie de luxe, la vie qu'elle n'a pas là-bas [Brésil]. (Giovana, 38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Il existe d'autres *clubs*, plus éloignés, dont les femmes sont majoritairement des Brésiliennes, mais ces dernières années, ils ont fermé, comme c'est arrivé à l'Aventura et au Condor, qui étaient considérés de Brésiliennes. D'autres ont changé de nom ou même d'adresse ; pour quelques interlocuteurs, la fermeture est due à la réduction de femmes brésiliennes qui ont migré par l'intermédiaire des *clubs* — c'est ce que croit Benjamin (23 ans, coiffeur, sans enfant, interviewé en 2012 au Suriname) :

– Les patrons de *club* ont des difficultés pour faire venir les filles ?
– Non, mais il y a moins de filles qui veulent venir ici. [...] Regarde, le *club* Condor a déjà fermé — je pense que cela fait environ deux années que le Condor a fermé —, l'Aventura a fermé aussi [...] Les *clubs* que je connais et qui fonctionnent encore c'est... ici ce sont trois *clubs* qui fonctionnent alors : c'est le Diamond, le Manilla, et le La Passion.

De nombreux *clubs*, les interlocuteurs de la recherche n'en n'entendirent pas parler, parce qu'ils avaient fermé depuis longtemps, n'apparaissant dans le récit des gens qui étaient déjà au Suriname il y a longtemps, c'est le cas des *clubs* Aquario, Lighton et Mundial, seulement cités par Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname).⁴³⁶ :

⁴³⁶ Les *clubs* Moine et La Vida apparaissent aussi dans le discours des interlocuteurs.

- Et à cette époque [1982] le Diamond existait ?
- Oui ! Regarde, il existait le Diamond, le Lighton, l'Aquário, et le Condor, pour ce que je sais, et le Mundial, qui se trouvait en face du [hôtel et du casino] Torarica. Mais aujourd'hui, il n'existe plus, c'est un restaurant, si je me trompe.
- Il y avait en plus celui-là, le Seven-to-Seven.
- Oui. Le Seven-to-Seven était où j'étais, dans la rue Deikfel. [...]
- Il n'était pas au centre ?
- Non, il était loin, il faut aller en taxi ou en voiture. [...] C'est...plus d'argent, ces personnes qui sont...les hommes mariés qui ne veulent pas que la femme sache, tu comprends ?, alors ils vont là-bas [...] C'est loin, très loin. Seulement qu'aujourd'hui, j'ai su qu'il n'y a plus rien, c'est fini. Aujourd'hui c'est un hôtel même, je ne sais pas si c'est d'un Coréen, je ne sais pas, mais ce n'est plus un *club*, c'est un hôtel normal. Je pense qu'y vont des personnes... alors, c'est un hôtel, mais tu y vas déjà accompagné, ce n'est plus un *club*, mais les personnes vont avec... je pense des femmes mariées, des hommes mariés.
- Mais il y allait des personnes, disons, plus importantes ?
- C'est ça. Que Dieu me pardonne !, y allait beaucoup de personnes importantes — que je connaissais beaucoup de personnes importantes.

D'autres *clubs*, plus distants, qui sont encore en fonctionnement, se trouvent ou dans la périphérie de Paramaribo ou dans l'intérieur du pays, et n'ont pas beaucoup d'infrastructures : ce sont ceux qui ont des femmes surinamaises et, principalement des Dominicaines. En 2012, en plus des *clubs* à prédominance brésilienne, beaucoup travaillaient avec presque 100% de Dominicaines. Au La Passion, un des plus anciens de Paramaribo, elles étaient en majorité, comme la majorité des clients qui étaient des Noirs Marrons.

5.1 Interfaces : le marché du sexe au Guyana

A la frontière entre le Brésil le Venezuela et le Guyana, ces dernières années, il y a la consolidation d'une tendance migratoire qui peut être analysée comme une continuité « des migrations internes, principalement au Roraima »⁴³⁷.

Depuis la décade de 1960 la mobilité à la frontière Brésil-Guyana, concernant des migrants des deux pays, est notable⁴³⁸, et quelques recherches indiquent qu'elle était intense,

⁴³⁷ RODRIGUES, Francilene dos Santos. Configuração migratória no lugar Guayana : uma análise da migração na tríptica fronteira Brasil-Venezuela-Guiana. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFPA, 2009. p.223-236 (p.225).

⁴³⁸ PEREIRA, Mariana Cunha. Processo migratório na fronteira Brasil-Guiana. *Estudos Avançados*, v.20, n.57, p.209-219, 2006.

incluant celle des femmes ⁴³⁹. Le Roraima, depuis les années 1970, possède une tradition d'immigration encouragée par des projets de campements et d'agriculture. Durant la décade de 1980, et au commencement de celle de 1990, d'autres facteurs d'attraction immigratoire se mirent en place liés aux activités économiques de l'exploitation de l'or, et cette mobilité s'est étendue aux zones de grandes exploitations minières du Venezuela et du Guyana. La frontière Brésil-Venezuela (respectivement entre les municipalités de Pacaraima, au Roraima, et Santa Helena du Uairén⁴⁴⁰, capitale de Gran Sabana) connaît un historique de grands flux migratoires de *garimpeiros* pour l'exploitation de l'or⁴⁴¹.

Beaucoup de *garimpeiros* qui sont au Venezuela, au Guyana, au Suriname et en Guyane Française connaissaient, avant, l'extraction de l'or dans la région amazonienne du Brésil, c'est le cas de Mário⁴⁴², 46 ans, deux fils, classe de 4ème, né à l'intérieur du Maranhão, qui vient d'une famille nombreuse : dix huit frères et sœurs, fruits des trois mariages de son père⁴⁴³. Il devint *garimpeiro* quand il avait 19 ans : il rêvait d'être joueur de foot dans l'équipe de l'armée de Teresina (capitale du Piauí)⁴⁴⁴, et pour n'avoir pas été accepté par le service militaire, il décida de partir de sa petite ville natale, suivre les pas de l'un de ses frères qui travaillait au *garimpo*. Rapidement, il alla pour les régions de *garimpos* au Pará (Redenção et Itaituba), et après au Mato Grosso (Alta Floresta) et enfin au Roraima, où il resta de 1887 à 1989.

Au début de 1990, le gouvernement brésilien prit diverses mesures concernant l'exploitation minière avec l'intention d'industrialiser le secteur. Il interdit et ferma divers *garimpos*, y compris au Roraima, où l'exploitation à petite échelle se faisait principalement sur des terres indigènes et dans des parcs nationaux, : en plus des irrégularités de l'exploitation dans ces zones, il y avait des pressions sur le gouvernement, de la part des grands groupes

⁴³⁹ Ver AROUCK, Ronaldo de Camargo. *Brasileiros na Guiana Francesa : fronteiras e construção de alteridades*. Belém : UFPA/Naea, 2002 ; SIMONIAN, Ligia. T. Lopes ; FERREIRA, Rubens da Silva. Trabalho e vida em terra estrangeira : o caso dos imigrantes brasileiros na Guiana Francesa. *História Revista*, v.10, n.2, p.227-352, 2005.

⁴⁴⁰ Selon Francilene dos Santos Rodrigues (Migração transfronteiriça na Venezuela. *Estudos Avançados*, v.20, n.57, p.197-206, 2006), durant la première moitié de la décade de 2000, l'économie de Santa Elena se basait sur le commerce, qui était intense. Cette ville alimentait les zones d'extraction, en plus d'avoir des structures diverses comme des boîtes, des restaurants, une boîte de nuit (dont l'attraction principale était la présentation de *strip-tease*, en général fait par des Brésiliennes)

⁴⁴¹ Voir de Francilene dos Santos Rodrigues : Migração transfronteiriça na Venezuela, op. cit. ; et « *Garimpando* » a sociedade roraimense : uma análise da conjuntura sócio-política. 133p. Dissertation (Master en Développement Durable des Tropiques Humides) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2006.

⁴⁴² Interviewé en 2012 au Guyana.

⁴⁴³ Mário perdit sa mère quand il avait deux ans, il eut deux belles mères, avec qui toujours cela se passa toujours bien. Il partit de la maison en 1982, et il aida toujours la famille, même après la mort du père, à 57 ans.

⁴⁴⁴ Mário habitait au Maranhão, État voisin au Piauí. Il voulait jouer dans l'équipe de l'armée : « parce qu'à l'époque je jouais bien. A cette époque l'équipe de Teresina, qui était la Tiradentes gagna [du] Vasco, gagna du Flamengo, elle gagnait sur tout le monde. Alors c'était l'équipe de l'armée, et je voulais m'engager pour jouer avec cette équipe ».

miniers, pour qu'il empêche toutes exploitations clandestines⁴⁴⁵. Tout cela eut un impact direct sur le flux migratoire international de Brésiliens dans la région amazonienne et beaucoup de *garimpeiros* qui travaillaient au Roraima décidèrent de partir pour les zones de *garimpos* du Venezuela, du Guyana, de la Guyane Française et du Suriname. Mário, comme tant d'autres, passa un temps à Boa Vista, où il tenta de se stabiliser comme électricien, mais en 1991 il se résolut à migrer pour le Venezuela. Dans son évaluation, à l'époque, le gouvernement ne se préoccupa pas suffisamment des *garimpeiros*, à peine interdit-il et empêcha-t-il les activités sans procurer d'autres opportunités de travail.

J'ai travaillé à cette époque tout le temps ici au Roraima : 87, 88, 89. Quand commença l'année 90, Collor arriva au pouvoir et alors il ferma les *garimpos*. Il ferma d'une manière, il baissa le prix de l'or... que l'on faisait un fret par avion pour 100 grammes, 120, et il baissa le prix de l'or de telle manière qu'avec un kilo tu n'avais pas assez pour faire un vol. Et alors il n'y avait même pas pour que tu puisses manger, rien. Alors, on a dû partir, obligé, parce qu'il n'y avait pas comme travailler. Il y a eu des gens qui sont tombés malades, d'autres qui sont même morts, sans que personne puisse partir parce que les avions ne pouvaient plus prendre de gens. [...] Alors le gouvernement du Brésil ne nous donna aucune opportunité pour qu'on travaille, il n'a réservé une zone pour dire : « Vous ne pouvez plus travailler ici, mais je vais libérer cet [autre] terrain », comme l'a fait Chávez au Venezuela : il a fermé plusieurs zones mais il en a donné d'autres pour que les gens puissent travailler. Il a retiré les gens du terrain, mais il a donné du travail sur d'autres. Il a payé, il a donné des contrats, il a indemnisé les gens, tu comprends ? — et le gouvernement brésilien nous a ignoré. Alors qu'est ce qu'on a fait ? On est parti pour la Colombie, le Pérou, le Venezuela, le Guyana, le Suriname, la Guyane Française.

Durant la décade de 2000, le Venezuela ferma lui aussi diverses zones d'extraction, contribuant à un flux migratoire de retour de Brésiliens⁴⁴⁶. C'est durant cette période que Mário se réfère comme moins traumatique qu'au Brésil, parce que d'autres zones furent destinées aux *garimpeiros* vénézuéliens réguliers. Mário travailla au Venezuela pendant seize ans, et en arriva à circuler pour le Guyana entre 2008 et 2009⁴⁴⁷, en retournant toujours au Venezuela, d'où il sortit définitivement à la fin de cette dernière année. Il alla au Guyana, à cause de nouveaux changements intervenus au Venezuela en relation à l'extraction de minerais (arrivée de grandes

⁴⁴⁵ RODRIGUES, Configuração migratória no lugar Guayana : uma análise da migração na tríplice fronteira Brasil-Venezuela-Guiana, op. cit.

⁴⁴⁶ Ibidem.

⁴⁴⁷ Entre 2000 et 2006, il y eut une intensification et une augmentation de l'exploitation de minerais au Guyana, période durant laquelle les registres de licences d'opération augmentèrent de 300 à 1500, et qui fut aussi marquée par l'augmentation des Brésiliens pour ce pays. Voir CORBIN, Hisakhana Pahoona. *Brazilian migration to Guyana as a livelihood strategy : a case study approach*. 177p. Dissertation (Master en Planification et Développement) - Université Fédérale du Pará, Belém 2007.

entreprises d'extraction de minerais, construction d'hydroélectriques sur les zones d'extraction). En 2010, l'entreprise d'extraction pour laquelle il travaillait au Guyana l'envoya au Suriname, là aussi il travailla, pratiquement un mois, puis on l'appela pour retourner dans ce dernier pays. Père de deux fils (au moment de l'interview, l'un avait 12 ans et l'autre 14), résultat de ses passages sur les *garimpos* avec deux Vénézuéliennes, il n'avait plus de contact avec elles ; ce furent des relations rapides et les mères assumèrent les enfants, et les deux se marièrent. Le parcours migratoire de Mário relate bien le *garimpeiro* brésilien qui circule dans les zones de *garimpos* dans la région amazonienne, en constant mouvement, en suivant les ragots de l'or.

La facilité de mobilité par voie terrestre facilite le flux migratoire, principalement celui lié à l'extraction de l'or, de Brésiliens en direction du Guyana, et du Venezuela⁴⁴⁸, au départ de Roraima. Pour Mário, la mobilité des Brésiliens pour le Guyana ne se fait pas seulement par la frontière du Roraima, mais aussi par la frontière du Venezuela, une fois qu'ils circulent à la recherche de *garimpos* qui sont en train de produire — ce qui justifierait le manque de données pour avoir un nombre exact de Brésiliens sur le territoire du Guyana. Son rapport laisse entendre que la circulation aux frontières est plus intense que ce que l'on peut imaginer :

– Nous avons de dix à onze mille Brésiliens. Mais sauf que ces Brésiliens ici, ils sont comme cela, : tout à coup il y en a seulement six mille, et le mois suivant, on en a onze mille qui entrent et qui sortent. Parfois ils sortent par la frontière comme ils sortent sans passer par la frontière, ils sortent par ici. Et nous avons beaucoup de Brésiliens, mais vraiment beaucoup, à la frontière du Venezuela, São Martins, parce qu'ils rentrent par là, et sortent, et ils n'ont pas besoin de la permission du gouvernement d'ici, ils n'ont pas besoin de visa ; ils entrent par le Venezuela, et sortent parce que il n'y a pas de police. Alors, la majorité entre par-là.

– Entre par là, ce que tu dis, c'est par Boa Vista ?

– Boa Vista, et ça continue : Santa Elena, 88 [grande région de *garimpo* vénézuélien], Tumeremo. De Itumerem, [Tumeremo], au lieu de continuer, non, il s'éloigne, revient un tout petit peu et entre par San Martin, alors il entre par-là, par le Guyana.

– San Martin est au Venezuela ?

– San Martin est au bord de la rivière. C'est au Venezuela, mais au bord de la rivière, de l'autre côté c'est déjà le Guyana et c'est la rivière Cuyuni. [...] Alors, il prend une barque, il traverse pour l'autre côté, et c'est déjà le Guyana.

– Et ils viennent plus par le Guyana ou par le Venezuela ?

– Là-bas c'est divisé, il y a beaucoup de *garimpos* du côté du Venezuela et du Guyana, mais ils travaillent plus du côté du Guyana. Là-bas il y a beaucoup de Brésiliens, parce que l'étendue est très vaste. De là-bas pour arriver ici à Bartica, c'est une étendue très vaste, d'un à deux jours de voyage, plus ou moins. De barque, tu vois, deux jours de voyage. Des fois tu passes cinq jours pour descendre de là-bas à ici quand la rivière est à sec.

⁴⁴⁸ RODRIGUES, Migração transfronteiriça na Venezuela, op. cit.
270

Bien que la décennie de 1990 ait été caractérisée par la migration masculine à la triple frontière Brésil-Venezuela-Guyana, comme déjà dit, encouragée par l'échec des projets projetés durant la décennie des années 1970 de colonisation et de campements, et par la fermeture des *garimpos* au Roraima, initialement les femmes étaient présentes elles aussi, par le regroupement familial ou travaillant aux services domestiques indirectement liés à l'extraction. Durant les années 2000 s'intensifia la circulation des femmes qui migrèrent seules pour des activités professionnelles dans les entreprises brésiliennes : dans les commerces, dans les restaurants, et dans les zones liées aux salons de beauté⁴⁴⁹.

La prostitution fut aussi un des secteurs d'attraction pour la mobilité des femmes seules. Même si l'activité *garimpeira* absorbait le travail du sexe, une partie des femmes attirées par elle, n'allaient pas toujours vers les zones d'extraction pour alimenter le marché du sexe destinés aux travailleurs des *garimpos*.

Eduarda⁴⁵⁰, 40 ans, un garçon et une fille et deux petits fils, classe de CE1, est née au Pará, mais quand elle migra pour le Guyana, elle habitait à Boa Vista depuis deux ans. Dans cette ville elle fut travailleuse du sexe sur le trottoir et dans les boîtes jusqu'à réussir à avoir sa propre boîte de nuit, dans laquelle il y avait des chambres pour le service des clients — elle expliqua que cela est commun dans les boîtes de nuit de Boa Vista, même si le fonctionnement de maisons de prostitution au Brésil est illégal :

- J'ai déjà eu un *club* à Boa Vista, mon *club* à Boa Vista, et je suis arrivée à avoir soixante femmes.
- Mais c'était un *club* comme celui que tu as aujourd'hui ? Au Brésil, si tu as des chambres, alors tu sais que tu as des problèmes !
- Tous les *clubs* de Boa Vista ont des chambres. Tous ! [...] Il n'y a pas de *club* de ci ou de là qui n'en a pas ! Ça n'existe pas. Le mien, là-bas avait des chambres.
- Mais elles n'habitaient pas dans les chambres ?
- Non, non, là-bas c'est... c'était comme ça : ce que j'avais là-bas c'était une maison très chic, avec une piscine, et un bar autour de la piscine, exact ? Il y avait deux chambres de passes dans la maison : le client arrivait, il payait la chambre et allait avec la fille. Alors j'ai toujours travaillé au Brésil comme ça.

L'affaire marchait bien, mais elle fut diagnostiquée avec un cancer du col de l'utérus et elle alla à Belém se faire soigner, laissant l'affaire en gérance à une ex-compagne. Elle resta à

⁴⁴⁹ RODRIGUES, Configuração migratória no lugar Guayana : uma análise da migração na tríplice fronteira Brasil-Venezuela-Guiana, op. cit.

⁴⁵⁰ Eduarda avait la permission de travailler au Guyana.

Belém un an et huit mois (elle fit une chirurgie et une chimiothérapie), et quand elle retourna à Boa Vista elle découvrit que la boîte avait fermé parce qu'elle avait été mal administrée. Alors elle fut invitée par deux amies pour aller au Guyana, pour un *club* de prostitution. Sans argent et sans travail elle accepta. Elle migra pour ce pays en 2004, à 32 ans, laissant ses fils habiter seuls au Brésil — à l'époque, le fils avait 14 ans et la fille, 16⁴⁵¹

J'avais mon *club* là-bas, je m'en sortais bien. C'est quand j'ai découvert que j'avais un cancer, que je lui ai demandé [ex-compagne] de gérer le *club* pendant que moi j'allais me soigner. Je suis restée un an et huit mois à Belém pour me traiter.[...]. J'ai tout retiré ! j'ai retiré le col de l'utérus, les ovaires, tout ! [...] Quand je suis retournée, il n'y avait plus rien ! Elle avait fini avec tout. Alors c'est quand je suis venue ici. [...]. Je suis venue par la navette. [...] Je ne connaissais personne. [...] J'ai fait une chimiothérapie, je n'avais pas d'argent pour élever les enfants là-bas, je passais par une situation très difficile. Elles m'ont invitée pour aller, l'opération avait eu lieu 25 jours avant. Je ne pouvais pas travailler, je ne pouvais rien faire. Elles m'emmenèrent dans une boîte, mais je n'étais pas une fille qui faisait des passes.

Elles sont arrivées à Georgetown en stop irrégulièrement, car elles n'avaient pas assez d'argent pour le voyage et pas de passeport pour les contrôles. Elles ont couru tous les risques que peut apporter une traversée de frontière clandestine, quand il s'agit de femmes, soumises aussi à des violences sexuelles : pendant le voyage, entre autres, elles furent violées :

- Quand tu es venue, tes amies t'ont aidée à payer ton voyage ou tu t'es débrouillée ?
- Nous sommes arrivés en stop.
- Sans document, sans argent...
- Sans rien ! j'ai été violé en chemin par des Guyanais. Aussi bien moi qu'elles.
- Mais c'était le conducteur ?
- Parce que nous étions dans un camion. Il y avait le conducteur et en plus quatre hommes. Nous avons été prises en stop, nous allions traverser la barrière de police... A cette époque il n'y avait pas autant de policiers comme maintenant, il y en avait que deux, et nous avons réussi à passer : le camion est passé avant et nous sommes passés par la forêt, arrivant en clandestines. Ce n'est pas comme maintenant. Maintenant, si je ne me trompe pas, il y a cinq chevaux de frise, cinq contrôles de police, et à cette époque il n'y avait pas, à cette époque il y en avait un ou deux. [...] Qui arrangea ce stop pour nous c'est un type là-bas à la frontière, exact ? Alors il savait déjà tout comment c'était, comment on devait traverser, sauf que, avant d'arriver en ville, avant d'arriver au dernier contrôle, après être passées, ce fut à ce moment qu'on a été abusées, et qu'on a été abandonnées au milieu de la route. C'est avec une autre voiture qu'on a fini le voyage en stop.
- Même avec cette violence, tu a eu encore le courage de continuer le voyage ?

⁴⁵¹ Avant, elle avait travaillé quatre ans au Venezuela, comme administratrice d'hôtel, mais elle avait gardé sa maison à Boa Vista. A cette époque, les enfants étaient restés avec une amie.

– Normal ! Comment tu vas rester arrêté au milieu de la forêt ? Là, il n’y a rien, ce n’est qu’un sale endroit. [...] A cette époque, j’avais vraiment peur, parce que je n’étais pas habituée à voir autant de Noirs, comme il y en avait. Maintenant non, maintenant pour moi c’est normal, maintenant pour moi, ici, tout est normal. Et à cette époque, à cette époque tout ce que je voyais... Quand je suis arrivée à l’entrée de la ville, ce cimetière plein d’eau, cette ville moche, avec ces tas d’ordures, avec ces vaches allant au milieu de la rue — pour moi, tout cela était effrayant ! Je me suis arrêtée pour penser : « Ma fille, je viens ici avec un objectif. On dit qu’ici c’est bon, alors, ça va être bon pour moi ».

Mais ce ne fut pas seulement cette fois là qu’Eduarda subit des violences sexuelles : elle fut violée à 7 ans par le beau père, et à 20 ans par deux hommes :

J’ai été violée à 7 ans par mon beau père. [...] Et j’ai peur pour ma petite fille, que c’est à cause de ça que j’ai eu une très vilaine dispute avec ma fille, parce que je ne l’ai jamais laissée sans surveillance. Ou je la laissais avec ma mère, ou j’étais près d’elle, là où j’allais je l’amenais avec moi. [...] J’ai été violé à 20 ans par deux hommes, payés par une trafiquante, parce que je me suis disputée avec sa fille. J’ai été violée quand je suis venue ici.

Pour fuir le harcèlement du beau père, à 13 ans elle a quitté la maison de sa mère pour aller habiter avec un homme, mais elle a commencé à souffrir de violences domestiques :

– Mon premier mari, quand je suis sortie de la maison, qui est le père de mes filles, j’avais 13 ans, il en avait 42, il me battait le matin, le midi, le soir. La dernière raclée que j’ai reçue de mon mari, je me suis jurée que plus jamais il ne me battrait. J’ai mis une casserole d’eau sur le feu, j’ai mis deux kilos de sucre dedans et je lui ai jeté dessus. Pour qu’il arrête de me battre. Il me battait bien.
– Et il a arrêté ?
– Un temps, après il a recommencé. Alors j’ai été veuve : il s’est disputé là-bas avec quelqu’un, ils l’ont tué. Alors j’ai soufflé un peu, pour élever mes filles, et je me suis promise que je ne voudrais pas de beau-père pour mes filles non. Quand j’ai trouvé un mari, maintenant, elles sont déjà grandes, elles savent dire non. J’avais peur qu’il leur arrive ce qui m’est arrivé : être abusé.

En arrivant dans le *club* de prostitution au Guyana — peu de temps après son traitement contre le cancer —, le propriétaire la refusa : disant qu’elle était vilaine et qu’elle avait l’apparence d’une personne malade ; qu’il n’en voulait pas ici parce qu’elle n’apporterait pas de bénéfice. Ses amies intervinrent et dirent que, dans le cas où il ne l’accepterait pas, elles aussi ne resteraient pas. Comme elles étaient très jolies, il accepta la proposition d’Eduarda, de faire le ménage du *club*, laver et cuisiner pour les femmes qui y habitaient, jusqu’à ce qu’elle soit en condition de s’occuper des clients. Elle recevait mille dollars guyanais par mois. Après

un certain temps, elle commença aussi à se livrer à la prostitution dans le *club*. Au total, elle resta deux mois. Quand elle sortit, elle suivit le chemin de beaucoup de femmes, le *garimpo*, où elle alla travailler comme cuisinière d'une drague, activité qu'elle exerça durant deux ans — puis elle retourna à Georgetown, où elle monta un restaurant. Un an plus tard elle rencontra un *garimpeiro* et ils allèrent au *garimpo* sur lequel il travaillait, où à nouveau elle assumait la fonction de cuisinière (la drague sur laquelle il travaillait). Cette relation dura six ans, et, après la séparation, elle décida de travailler au marché du sexe : en premier elle monta un *club* à Bartica, puis à Georgetown (en 2012 son affaire principale). En 2011, elle fut arrêtée pour avoir favorisé la prostitution, et au moment de l'interview, elle attendait le jugement en liberté :

Cela fait un peu plus de deux années que je me suis séparée de lui [compagnon], et j'ai ouvert une boîte, tu vois, une boîte de nuit, et je travaille. [...] Pour moi ça marche bien. Cela ne donne pas des monts et merveilles, parce que j'ai un problème avec la justice : encouragement de la prostitution. J'ai été arrêtée, je suis sous caution, je réponds du procès ici [...] je joue ma vie, je ne peux pas baisser les bras, parce que [...] j'ai une grande responsabilité dans ma vie, qui est ma mère, mes enfants, que j'aide. [...] Avant de venir ici, cela, pour moi, ce n'était pas un crime, parce que je faisais cela au Brésil. C'est toute la maison... j'ai déjà fait des passes à Boa Vista, je me suis fatiguée de monter à l'époque de Aminéia [patronne de la boîte] — j'ai fait des passes et j'ai travaillé avec Aminéia—, je me suis fatiguée de monter, trois, quatre, cinq fois, je payais la clé, je n'ai jamais entendu parler que c'était un crime ou que c'était interdit ! Alors cette chose... Je dis : je faisais des passes, je faisais cette chose que je m'étais habituée à faire dans les bordels où je travaillais. J'agissais de manière qu'ils agissent avec moi, je n'ai jamais vu la police, je n'ai jamais vu cette... ce problème tout ça ! De même, je suis arrivée pour [commissaire de police] : « Explique-moi pourquoi tout ce problème ? A cause d'une chambre, un sortie ? ». Il dit : « Est mon amie, à cause d'une chambre, une sortie, tu as foutue ta vie en l'air pour le reste de ta vie, parce que cela c'est de l'encouragement à la prostitution. Tu gagnes de l'argent sur le dos des filles. Tout ce qui est gagné sur le dos des filles est un crime ».

Lors d'un voyage d'Eduarda au Brésil, son *club* fut l'objet d'une descente de police, en raison de la dénonciation d'une femme, au Brésil, qui avait affirmé que sa fille avait été victime de la traite des femmes dans *club* de prostitution du Guyana. La fille qu'il recherchait avait été à Georgetown travailler dans un *club* de guyanais, puis elle alla pour le sien, et quand la famille le découvrit, elle fit la dénonciation.

Je me souviens, cette agitation n'était pas pour moi, comme il a dit. Ils étaient à la recherche d'une fille qui a amené une femme ici, et elle était mêlée à une histoire dans un autre endroit. Seulement cette fille avait travaillé dans ce *club*, elle s'était disputée là-bas dans le *club* et elle m'avait demandé de travailler avec moi. Cela faisait trois jours qu'elle était dans ma maison. Ils étaient à la recherche de cette fille, ils sont venus frapper à la porte de ma maison à sa recherche. Quand ils sont arrivés là-bas, « Où est...? ». [...] « Elle travaille en

tel *club*. » Ils sont arrivés à ma maison et l'ont envahie, à sa recherche. Alors, là, il y a cinq filles sans passeport, avec des visas périmés. Mince. Le bazar tu vois. C'était un vrai bazar ! [...] J'ai été arrêtée.

Les femmes rencontrées dans son *club*, les « victimes » de son affaire, ne reçurent aucun type de réconfort, elles furent expulsées pour être avec un visa de touriste périmé. Elles n'avaient pas fait de dénonciation contre Eduarda, elles ne revendiquèrent pas la condition de victimes, mais dans leurs témoignages, elles racontèrent que les clients payaient la « clé ». Comme c'était eux qui payaient, elles ne voyaient aucun problème — et ce fut pour cause de cette procédure qu'elle fut dénoncée pour incitation à la prostitution. Le *club* ne fut pas fermé, mais à partir de ce moment, elle supprima la structure des chambres et le recouvrement de la clé, et arrêta d'héberger les travailleuses du sexe. Celle-ci passèrent à utiliser les hôtels pour les relations sexuelles, le *club* d'Eduarda servant seulement comme point de rencontre.

Au Guyana, de la même forme qu'au Suriname, la nationalité des femmes est aussi une référence pour trouver un *club* ou un bar : le Red Dragon, le Baroombar, l'Olimpia, et le Leblon — les deux derniers, de propriété de Brésilien-ne-s, avec des travailleuses du sexe brésiliennes. Ces dernières années, les *club* de propriété de Guyanais ont perdu beaucoup, pour la raison qu'il existe des *clubs* dans lesquels les travailleuses du sexe sont toutes des Brésiliennes : comme ceux-ci sont plus rigides et qu'ils ont un contrôle plus grand sur les femmes qui arrivent avec une dette à payer, les Brésiliennes préfèrent aller aux *clubs* de Brésilien-nes-s dans lesquels elles peuvent arriver pour compte propre (sans la dette) gagnant sur les boissons qu'elles font consommer aux clients, ceci incluant l'habitation et l'alimentation, de saveur brésilienne... Le Baroombar, par exemple, de propriété d'un Guyanais, en 2012, avait plus de femmes de la Jamaïque, de la Colombie et du Venezuela :

– Et ici il y a des bars aussi, avec des filles colombiennes et panaméennes, vénézuéliennes et dominicaines [...]. Elles sont toutes ensemble. Il s'appelle le Baroombar. Et aussi, nous avons l'Olimpia, le Leblon. Ce sont aussi de filles qui travaillent de cette manière [prostitution].

– Ils sont de Brésiliennes, l'Olimpia et le Leblon ?

– Oui de Brésiliennes. Elles travaillent en bas et elles ont les appartements en haut. Elles habitent en haut. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

Au Guyana, selon les interlocuteurs, il existe, dans les *clubs*, des professionnelles du sexe d'origine brésilienne qui exerçaient déjà l'activité au Brésil, dans les régions Nord et Nord-Est, qui arrivent par l'intermédiaire de contact d'amies qui constamment voyagent au Suriname ou aux autres pays de l'Amérique centrale et de la Caraïbe, et même de l'Europe ou qui en

viennent : il existe aussi celles qui furent contactées par des inconnues, responsables pour envoyer les femmes dans les *clubs* de prostitution guyanais, principalement de Georgetown. Selon Portela, commissaire de l'*Oficialato de Ligação da Polícia Federal Brasileira*, interviewé en 2012, « il y a beaucoup de femmes qui viennent du Suriname pour travailler ici [...]. Quelques-unes d'Espagne. J'ai déjà rencontré une beaucoup des femmes ici, qui a été expulsée d'Espagne — que la répression en Espagne comparée à la Brésilienne, et aussi très dure. C'est connu qu'il y a beaucoup de Brésiliennes qui travaillent là-bas ».

Pour Natasha⁴⁵² (23 ans, manucure, sans enfant, interviewée au Guyana en 2012), le prix des services sexuels au Guyana est un attrait supplémentaire pour s'adonner au marché du sexe dans ce pays, indépendamment que la femme ait exercé l'activité avant ou non. Le témoignage de ceux qui sont déjà dans le pays pèse beaucoup dans la décision de voyager :

Des fois, une, qui fait déjà des passes, a une amie qui fait déjà des passes au Brésil, elles entrent en contact avec elle. Alors elles disent que c'est bon. Des fois elle n'a pas d'argent, alors le *club* envoie de l'argent, et quand elle arrive ici elle paye en travaillant dans le club, quelques milles réais — cela dépend de la ville où elle est. [...] Beaucoup d'entre elles viennent déjà parce qu'au Brésil, c'est difficile de gagner de l'argent— personne paie pour ça autant : cinq cent pour monter. Rarement un homme paie moins de deux cents, [...], de cinq cents. Et ici c'est plus facile, tu vois. C'est plus facile et elles viennent déjà. Certaines viennent déjà *ploc*, d'autres non, elles le font pour la première fois ici.

La mobilité des travailleuses du sexe entre le Suriname et le Guyana fonctionne, généralement, par l'intermédiaire de contact entre les femmes qui travaillent dans l'un des deux pays, conformément à ce que disent les amies sur ce qu'elles facturent ou non ou dans les cas d'organisation d'un événement important (shows, avec un groupe par exemple) :

- Et les filles au Suriname, ont l'habitude de chercher ton *club* ou elles viennent en indépendante, en restant ici ?
- Les filles du Suriname, elles viennent plus en indépendante parce que le billet est très bon marché. C'est bon marché : neuf mille [elle se réfère au dollar guyanais -GYD]. Neuf mille : quatre vingt dix réais !
- Alors elles viennent et elles repartent ?
- Elles viennent et elles repartent. Un taxi, d'ici pour le pont, là-bas pour le truc [frontière], ça n'atteint pas deux cents réais. Un taxi, un taxi avec l'air conditionné pour aller, pour en profiter. Elles restent là-bas et elles restent ici, elles restent là-bas et elles restent ici. Elles passent une semaine dans ma

⁴⁵² La travestie/transsexuel Natasha sera présentée plus tard.

maison, elles reviennent, elles vont au *garimpo*, elles partent du *garimpo*, elles viennent par ici — ainsi elles sont libres pour aller et venir, c'est sûr ? [...] Demain, il arrive une fille du Suriname pour moi, Nanda. Elle m'a appelée aujourd'hui : « Eduarda, j'arrive, c'est un problème ? ». Je dis : « Non. Alors arrive demain ? ». Elle : « Pour l'heure du déjeuner j'arrive. » Moi : « C'est bon ! ». [...]. Elle travaille avec moi depuis un an, elle vient puis elle repart. (Eduarda, 40 ans, propriétaire de club, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

Beaucoup de femmes qui arrivent au Guyana pour travailler au marché du sexe partent de Roraima, mais beaucoup ne sont pas nées dans cet État. A Georgetown, les Brésiliens ont l'habitude de dire que les Brésiliennes (en général) qui sont dans ce pays sont nées, en majorité, à Belém, à Manaus, et au Maranhão, mais avant de sortir du Brésil elles habitent à Boa Vista, un certain temps, et que quelques-unes habitent à Manaus — de manière que le contact et les articulations pour la mobilité par l'intermédiaire de la prostitution, pour le Guyana, se fait, principalement, des États de Roraima et de l'Amazone :

A Manaus, Belém, Fortaleza, il existe beaucoup d'endroits, beaucoup d'endroits, parce que la majorité se focalise à Boa Vista. Elles vont à Boa Vista, dans les boîtes de nuit à Boa Vista. [...] Elles vont à Boa Vista avec la promesse d'y gagner de l'argent, alors, toujours j'en rencontre une qui est déjà allée à Georgetown — il y a des *garimpeiros* qui partent d'ici, ils arrivent dans les boîtes [de Boa Vista], alors ils disent : « Là-bas [au Guyana] c'est bon, pourquoi tu n'y vas pas ? ». Je suis fatiguée d'une fille qui m'appelle de là-bas, du Brésil, c'est un *garimpeiro* qui lui a donné mon téléphone : « Je veux aller chez toi, comment je dois faire ? ». « Tu peux arriver à la frontière. Quand tu arrives là-bas, à la frontière, tu achètes un billet — c'est vint cinq mille le billet —, tu entres dans l'avion. Mon numéro tu l'as, tu m'appelles pour que le taxi vienne te chercher. » C'est comme ça que je fais. Elles arrivent ici. (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club* deux fils, interviewée en 2012 au Guyana)

[la fille] qui vient de Belém à l'habitude d'aller plus au Suriname. Ici il y a beaucoup de filles qui sont de Belém, mais qui habitent à Boa Vista, ou qui sont de Belém et qui habitent à Manaus. [...] Il y a une fille de Itaituba, Santarém ; il y en a de Altamira, Tucuruí ; des filles qui ont travaillé au Mato Grosso, [...] quelques unes ont déjà travaillé à Fortaleza. (Portela, commissaire du *Oficialato de Ligação da Polícia Federal Brasileira* au Guyana, interviewé 2012)

En raison de la proximité géographique de Boa Vista avec le Guyana, beaucoup de femmes qui se livrent à la prostitution dans cette ville font un tour au marché du sexe de ce pays, ça veut dire, elles passent des petites périodes, de manière à ce que les travailleuses du

sexe qui travaillent à Boa Vista, connaissent déjà les réseaux qui facilitent le passage de la frontière pour trouver un endroit pour travailler.

Même si les interlocutrices interviewées au Guyana ont affirmé que dans ce pays, les Brésiliennes travailleuses du sexe sont, en majorité, de Belém et de Manaus, elles ont aussi indiqué que leur mobilité va au-delà de ses références, parce que, bien qu'issues de ces capitales ou d'autres endroits, Boa Vista fait partie de l'itinéraire. Peut-être que de dire qu'elles sont de Belém ou de Manaus fait partie du marketing professionnel ou plutôt une forme d'éliminer les pistes qui pourraient les identifier. Au Suriname quelques interlocutrices ont dit que beaucoup de Brésiliennes d'ici étaient de Belém, mais il y en avait qui mentaient, disant être de là car cela fonctionnait comme une publicité : « Elles sont plus paraenses [de l'État du Pará]. Il y en a quelques-unes que non, des fois elles sont de l'intérieur de là-bas. [...] elle dit qu'elle est de Belém c'est un mensonge ! » (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé en 2012 au Suriname).

Carolina Höfs souligne que le contour « idéologique en relation au genre » diffusé au Suriname, que les femmes sont de Belém et les hommes de l'intérieur du Maranhão, « cache [...] une association à l'univers masculin du *garimpo* comme quelque chose que seule la masculinité des Maranhenses pourraient affronter »⁴⁵³ — déjà que Paramaribo serait de la « sphère du féminin », espace d'accueil des personnes qui sont venues d'une ville aux portes de Belém. « Cette association est claire quand, dans les conversations, surgissent les figures des prostituées brésiliennes qui sont aujourd'hui au Suriname, mais connues comme *plocs*. Celles qui vont pour la forêt travailler dans les bordels des *currutelas* sont identifiées comme venant de l'intérieur du Maranhão », même que beaucoup affirment « que, avant d'aller dans la brousse, ces mêmes femmes travaillaient pour les *clubs* de la ville », où « elles sont premièrement identifiées comme venant de Belém du Pará »⁴⁵⁴.

Ainsi, comme au Suriname, au Guyana, des personnes connues comme étant de Belém, en vérité sont de l'intérieur du Pará, mais disent qu'elles sont de la capitale du Pará, ce qui contribue à renforcer la conception que les Brésiliennes qui sont dans ses deux pays sont toutes de Belém ; Durant la recherche au Guyana, il ne fut jamais rencontré quelques femmes de cette ville, mais dans les histoires, les « femmes de Belém » étaient toujours présentes :

- Beaucoup qui viennent se prostituer, viennent plus [de] Belém et de Manaus.
- Elles viennent en bateaux ?

⁴⁵³ HÖFS, Carolina Carret. O barco vai se levando : retrato de uma imigrante brasileira em Paramaribo, Suriname. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.15, n.29, p.47-70, 2007 (p.49).

⁴⁵⁴ Ibidem, p.49.

- Non, elles viennent en avion, elles ne viennent pas en bateaux. Elles ne voyagent pas dans ces choses, ni de vans, ma fille : elles viennent en avion.
 - qui paie ces dépenses ?
 - Elles. Eh elles gagnent de l'argent ici, elles paient les dépenses pour venir ici. Elles arrivent ici généralement sur l'indication de quelqu'un, d'une autre collègue qui est partie, et qui lui a déjà parlé : Il y a une boîte ainsi, ainsi et ainsi. Tu arrives là-bas, tu cherches le type qui me connais ». C'est comme ça.
 - Et de Boa Vista, il n'y en a pas beaucoup non ?
 - Il y en a de Boa Vista, mais la majorité, pour ce que je connais, vient plus de Belém... Des jeunes. Elles sont jolies, des filles jolies même. (Ester⁴⁵⁵, 48 ans, propriétaire d'un restaurant, quatre fils, interviewée en 2012 au Guyana)
-
- Et pour faire le *ploc*, il vient plus de filles de Boa Vista ?
 - Plus de Boa Vista. De Belém aussi. [...] Parauapeba[s]. De petites villes près de Parauapeba [s] il en vient beaucoup. (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

L'histoire la plus fréquente en relation aux femmes est que celles qui viennent du Maranhão vont travailler comme cuisinière au *garimpo*, et celles qui viennent de Belém, vont pour les *clubs*. On réalise que dans la construction de l'imaginaire, les travailleuses du sexe dans les Guyanes sont originaires de Belém même si les Maranhenses (personne originaire du Maranhão) apparaissent aussi dans le domaine de la prostitution.

Au Guyana les interlocuteurs-rice-s affirmèrent que beaucoup de femmes ici sont originaires de l'intérieur du Maranhão, et que normalement elles ne travaillent pas au marché du sexe : « *ploc*, n'a pas beaucoup de Maranhenses, il y en a peu, parce que les Maranhenses sont de grandes travailleuses. [...] Elles vont cuisiner, au *garimpo*, et c'est difficile d'avoir une Maranhense, [...] Les Maranhenses c'est difficile qu'elles fassent *ploc*, mais pour travailler... » (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana). Elles montrèrent qu'elles déconsidéraient l'activité du marché du sexe comme travail, de telle manière que celles qui ne sont pas insérées aux services domestiques sont vues comme des personnes qui ne veulent pas travailler, laissant apparaître honte et préjugés. Elles avaient l'habitude de dire que, en général, les travailleuses du sexe étaient de Belém, de Manaus et de Boa Vista — et les

⁴⁵⁵ Ester, 48 ans, propriétaire d'un restaurant, a terminé le lycée, quatre fils (deux d'entre eux sont fils de parents et elle en a la garde), est née au Maranhão. Elle était une enfant quand la famille alla pour Tucuruí (Pará) ; après elle alla pour Porto Velho (Rondônia), où, à l'époque de la recherche de terrain, sa famille y résidait encore. Son mari fut le premier à aller à Georgetown, pour aller travailler dans un restaurant de viandes grillées d'un Brésilien. A la fin de 2002, un an et demi après, à 32 ans, elle alla le retrouver, laissant les deux fils du couple avec sa mère. Ils retournèrent au Brésil après huit ans au Guyana, et avec l'argent gagné dans ce pays, ils montèrent un restaurant à Porto Velho — qui ferma un an et demi après. En 2005, ils retournèrent à Georgetown, et ils ouvrirent un restaurant, puis emmenèrent leurs enfants. Depuis lors, ils travaillent ensemble dans cette ville. Ester avait la permission de travailler.

femmes du Maranhão, même si elles étaient en nombre significatif au Guyana, durant la recherche de terrain en 2012, pour être des « travailleuses », ce n'était pas commun qu'elles se livrent à la prostitution. Les mêmes dires se répètent au Suriname :

Il y a beaucoup de filles jolies aussi, qui vont au *garimpo* [au Suriname] là, paraense. Il y a un tas de filles, la majorité est paraense, qui vivent dans les *cabarés* là. Les femmes maranhenses, elles sont plus travailleuses, elles travaillent plus à la cuisine du *garimpo*. Dans le *carbaré*, non. Tu ne les vois pas. Tu ne les vois pas. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname).

Tu peux sortir et chercher ici [*garimpo* du Macu/Suriname], pour voir : il y a seulement des Paraenses. Des fois elles peuvent être autant mariées que célibataires, presque toutes sont Paraenses. Il est difficile que tu vois une Maranhense, une Goiana, d'un autre État. Les femmes sont seulement du Pará. (Regina, 53 ans, gérante d'un *cabaré* et promotrice d'événements, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname)

Les Maranhenses apparaissent plus pour cuisiner en raison des réseaux familiaux masculins, qui facilitent leur migration pour les services domestiques sans qu'elles aient au préalable à passer par le marché du sexe. Ceci ne signifie pas que, autant au Guyana comme au Suriname, qu'elles ne se livrent pas à cette activité, mais beaucoup considèrent la prostitution comme un salaire extra ou provisoire : elles s'y livrent occasionnellement, quand elles sont sans argent ou travail comme cuisinière — et beaucoup, avant de sortir du Brésil, immigrèrent pour Boa Vista, où résident leurs familles.

Au Guyana, le marché du sexe est suffisamment mouvementé et la prostitution en soit est illégale, ce qui n'empêche pas qu'il existe des structures qui font bouger le secteur — de telles structures, suffisamment visibles au Guyana et au Suriname, concernent le marketing, les personnes, l'État, les commerces, etc. Mais au Guyana l'idée que la prostitution dans les bars et les *clubs* est acceptée par la société et par l'État est moins propagée, bien que bien structurée et mobilisant des femmes avec peu ou beaucoup d'expérience au marché du sexe. Indépendamment de l'expérience, elles sont plus prudentes avec la question légale, parce que l'expulsion est plus fréquente. Ainsi, une des principales mesures du gouvernement, quand est faite une intervention dans un local destiné à la prostitution, est de vérifier si la femme est régulière dans le pays :

- La prostitution au Guyana est permise, elle est légale ?
- Non, elle ne l'est pas. La propre activité de la prostitution, du point de vue de la loi, elle n'est pas permise. Au Brésil ce n'est pas un crime qu'une femme se prostitue, ce qui est un crime c'est quand une personne commence à faire un bénéfice à partir de cette activité. Ici non : dans l'idée, pour la loi, il ne serait permis à aucune femme d'exercer la prostitution, même si en fait c'est un type de loi, ici qui ne marche pas, tu vois. (Portela, commissaire du *Oficialato de Ligação da Polícia Federal Brasileira* au Guyana, interviewé en 2012)
- Ils existent des endroits pour la prostitution ici dans la ville ?
- Beaucoup. [Pour] les femmes. Il n'y a pas, disons, pour les travestis. C'est difficile, c'est toujours caché. Mais c'est pour les femmes. C'est au vu de tout le monde tu comprends. Parce qu'elles restent dans les *cabarés*. [...]
- Mais ce n'est pas interdit ?
- Tu rigoles ! Ici c'est le pays, c'est un pays... la loi n'existe pas ici. La loi et la justice n'existent pas ici, ce qui existe c'est la loi, ici, je ne sais pas comment dire cela, elles-mêmes font leurs propres lois. N'importe qui fait sa loi ici, tu comprends ? (Palloma⁴⁵⁶, 25 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

Au Suriname, les *clubs* de prostitution sont moins préoccupés à cacher leur existence. Au Guyana, ils s'efforcent de camoufler le fait que leurs activités tournent autour de la prostitution, principalement parce que c'est plus commun les enquêtes policières dans ces lieux. Mais, aussi bien au Suriname qu'au Guyana, malgré la facilité avec laquelle sont rencontrées les locaux qui lui est destiné, ils sont enregistrés et connus comme bars et hôtels :

- Et le *club* Olimpia, c'est aussi comme ce Rockies [hôtel et bar] que tu m'as parlé ?
- Non, c'est un peu différent. Là c'est déjà un bar.
- Un bar ?
- Oui, un bar de femmes. Là c'est déjà un style de travail. [...]. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)
- Quand tu es venue, tu en es arrivée à habiter là à l'Olimpia ?
- Oui.
- Là tu payais combien de loyer ?
- Il y a un pourcentage du bar que tu paies, six mille par semaine. [...]
- Cela fait soixante réais, c'est ça. [...] Toutes les femmes paient.
- Mais la nourriture, elles paient aussi ?
- C'est un en cas, un café, un en cas et le déjeuner.
- C'est le patron qui paie ?
- C'est lui qui paie.
- Tu paies seulement ces soixante par semaine et rien de plus ?
- Rien de plus.

⁴⁵⁶ La travesti/transsexuel Palloma sera présentée postérieurement.

- Pour utiliser la chambre quand tu vas faire une passe ?
- Payer la chambre, c'est seulement quatre mille, cinq mille la chambre. Il paie la chambre, là il paie la femme tout de suite, en avance. Elle reste à l'intérieur et il y a une sonnette, dans le cas où il y aurait un problème, elle appuie sur la sonnette. Il faut avertir tu comprends. (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

Même si beaucoup d'interlocutrices, parfois, appellent les *clubs* de prostitution du Guyana de bars ou de boîtes, dans ce texte, ils sont dénommés de *clubs* de prostitution, pour les standardiser avec les locaux qui offrent des services semblables au Suriname, principalement ceux de propriété de Guyanais : dans ceux-ci, en général, les femmes arrivent aussi avec une dette, ont le passeport confisqué, habitent dans des locaux prédéfinis par les propriétaires des *club*, ont des horaires à respecter, ne peuvent pas arriver en retard ou ivres pour travailler, sont interdites de retourner dans leurs lieux d'hébergement quand il y a des clients au salon, doivent les encourager à consommer au bar — c'est à dire qu'elles suivent d'innombrables règles établies par les propriétaires, qui, en cas de non respect, ont pour conséquences des amendes qui varient conformément à l'importance de la règle.

L'expérience dans des maisons de prostitution de Boa Vista proportionne la connaissance pour s'adapter à la législation locale et ne pas avoir de problèmes avec la justice, de manière que les *clubs* appartenant au Brésilien-ne-s évitent certaines pratiques qui pourraient s'apparenter à des situations de traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle, dans les cas de confiscation de documents :

- Les *clubs* de Brésiliens ont l'habitude de confisquer le passeport ?
- Ici, Dieu m'en garde ! Pour aller en prison ?
- Dans ce cas aucune Brésilienne qui a un *club* confisque les papiers ?
- Non ! Aucune. Si tu fais une vérification, aujourd'hui dans un *club*, toutes les filles sont avec leur passeport dans leur sac. Que c'est le plus grand crime qui existe. Ici il n'y a aucune Brésilienne suffisamment folle pour faire ça, parce qu'ici, chacune est informée déjà. Ici il y a trois *clubs* de Brésiliens ici en ville, aujourd'hui. [...] il y quelques temps, on était dans le centre, on marchait, une fille n'avait pas pris son sac à main et elle : « Mets mon passeport dans ton sac à main ? ». Moi : « T'es folle ! tes papiers ils restent avec toi ma fille ». Elle : « Mais pourquoi ? ». Je dis : « Ma fille, je suis avec toi, et tout à coup arrive un policier, tu es avec moi et je suis avec ton passeport dans mon sac à main, tout en étant propriétaire de *club*, il va dire quoi ? Que je garde ton passeport. Non, tes papiers, tu t'achètes un petit sac à main et tu mets tes papiers dedans. Ce qui est avec toi, c'est avec toi, ce qui à moi, c'est à moi ; ce qui est à toi, c'est à toi. » C'est la même chose quand une fille arrive vers moi et qui me dit : « Eduarda, j'ai besoin de mille réais pour envoyer à ma mère. » Je ne le fais pas, non, je ne le fais pas non. Tu sais pourquoi ? Parce que c'est une preuve ici. (Eduarda, 40 ans, propriétaire de *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana)

La dette acquise par l'achat du passeport et du billet est aussi évitée par les *clubs* de propriété de Brésilien-ne-s — une autre manière, selon les interlocuteurs, d'éviter la caractérisation de crime de traite des personnes :

- Maintenant elle vient par ses propres moyens.
- Ah, d'accord ! Mais avant...
- Avant je finançais tout : elle m'appelait, j'achetais le billet et j'envoyais le taxi le laisser là-bas. Avant je payais tout ! Les dépenses pour qu'elle arrive ici, tout, et elle arrivait et elle me remboursait. On va supposer : elle a dépensé trois cents réais, elle me remboursait ces trois cents réais, tu comprends ?
- Mais tu en arrivais à les contacter, tu les contactais ou c'est elles qui te cherchaient ?
- Non, la majorité me cherchait, parce que j'ai déjà eu une boîte au Brésil. (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana)

D'autres pratiques communes, qui commencent à changer, aussi dans les *clubs* de propriété de Brésilien-ne-s, ce sont les locaux d'habitation des femmes et le paiement de la clé. Quelques *clubs* remplacent le paiement de la clé par le paiement de l'entrée dans l'établissement, et l'habitation en arrive à être en dehors du *club*, normalement une maison louée, dont la valeur du loyer et de la nourriture sont divisés entre les locataires — ils ont changé le local, mais elles continuent à habiter dans des locaux administrés par les *clubs*. Cette nouvelle organisation est une manière d'éloigner les indices que l'établissement offre des services sexuels, et mettre la femme dans la position d'une criminelle, imputant toute la responsabilité juridique et morale sur celles qui offrent des services sexuels dans un endroit où la pratique de la prostitution est illégale.

Au Guyana, le temps de travail est le même qu'au Suriname, cela dépend de la période touristique du pays. Selon ce que dit Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname) peut importe que ce soit quinze ou quatre vingt dix jours, la prostitution au Guyana est toujours rentable :

- Mais elles ont la permission pour travailler ici ?
- Les documents ? Non. Comme touriste, trois mois. Il y a une époque, ils donnaient un mois seulement, sur le passeport ; un mois quinze jours. La date pour qu'elles restent ici jusqu'à la fin du visa.
- Le visa est fini, elle repart ?
- Alors, elle repart là-bas... Elle repart à nouveau.
- C'est une dépense importante, tu vois.
- Pour elle ce n'est pas le cas, une fille comme ça se fait trente mille réais par mois !

- Mais c'est réellement ça qu'elles se font ?
- Regarde, on va supposer que toutes...je les amène à ma maison... on va supposer que toutes ne se font pas trente mille réais. Mais seulement dix, huit mille réais par mois, elles se les font !
- Et où va tout cet argent ?
- Vêtements, chaussures, et parfums, un bon portable. Beaucoup d'entre elles pensent, économisent. [...] il y a des filles qui arrivent à ma maison avec un *boroquinha* [sac de voyage] aussi petit que ça, quand elle repart, [elle sort] avec quatre, cinq valises, il faut deux voitures pour tout emmener. Pour moi c'est une bêtise ! pour moi ça, c'est une bêtise ! Je les conseille toujours : « Tu ne sais pas ce que te réserve demain. » Mais je te garantie que pas moins de huit mille réais une femme se fait ici dans une boîte. Il y a des filles qui se font mille réais, mille cinq cents réais en une nuit ! Il y a des filles qui montent sur la scène pour faire un *strip-tease* qui gagnent soixante dix mille.
- Le salaire minimum de la Guyanaise est si peu, comment cet argent...
- Le *garimpo*, la mafia, tu sais ? J'ai des clients qui dépensent dix mille réais, quinze mille réais en une nuit-là à mon bar.

Être gérante d'affaire ne signifie pas être libérée de conflits et de tensions dans les *clubs*. Eduarda expliqua que la propriétaire doit s'imposer, pour être respectée ; qu'il existe des préjugés avec ceux qui travaillent dans la prostitution — mais même si la patronne d'un établissement vend des services sexuels, elle n'admet pas le manque de respect ou d'être vue comme une criminelle :

Je suis considérée ici comme une criminelle, mais personne connaît ma vie, personne ne sait par quoi je suis passée, et je dois encore marcher la tête haute, je ne laisse personne me marcher sur les pieds, non ! C'est nécessaire ! [...] Je m'impose, je n'accepte pas le désaccord dans ma maison. [...] Le patron [de l'hôtel] l'autre jour il était dans mon *club* — un des hommes qui a le plus d'argent ici —, j'ai été le servir à sa table, et lui pan ! sur mes fesses. Et moi pan ! sur sa main. J'ai dit : « Hé, le respect c'est bon et c'est valable n'importe où ». Lui : « Ah, mais » « Je suis la patronne d'un bordel. Ici je suis la patronne, alors tu me respectes. Si tu veux être respecté, tu me respectes. Si j'arrive à ton hôtel ou à ton bureau et que je te donne une tape sur tes fesses, tu vas aimer ? » « Non. » « Alors, ici, à l'intérieur je suis la patronne, et je veux le respect. Tu me respectes, parce que jamais je t'ai donné cette liberté. » « Tu es dure avec moi. Tu es très dure. » « Oui. Pour toi je le suis. »

Pour être moins cher (et près) le voyage du Brésil pour le Guyana, en général les Brésiliennes arrivent aux *clubs* de ce pays, principalement à ceux de propriétaires de Brésiliennes, par leurs propres moyens, et elles habitent au dehors. Elles peuvent arriver comme cuisinières, vendeuses ambulantes, et se livrer à la prostitution ou alterner entre ces activités ; les patronnes de *clubs* ou de cabarés acceptent celles qui les fréquentent seulement les fins de

semaine ou sporadiquement. Pour ça, au *club*, elles n'habitent pas nécessairement avec les travailleuses du sexe au quotidien.

Le fait que quelques *clubs* acceptent la présence de travailleuses du sexe avec lesquelles ils n'ont aucun lien, plusieurs d'entre elles sans compromis avec les règles d'habitation, d'horaire, fait que leur rotation est plus intense, facilitant divers arrangements dans cette activité comme la prestation de services sexuels par des professionnelles expérimentées ou débutantes, saisonnières ou occasionnelles. Beaucoup apparaissent sporadiquement à la recherche de clients (seulement quand elles le désirent ou en ont besoin), et la contrepartie, comme au *cabaré* et comme au *garimpo* — que nous verrons dans la troisième partie —, est de les encourager à payer des verres d'alcool, de préférence les plus chers, quand elles gagnent un pourcentage sur les boissons vendues, ce qui encourage la présence « d'entraîneuses », qui ne montent pas mais qui font compagnie aux clients dans le salon :

– Alors les affaires baissent au Guyana ?
– elles gagnent de l'argent... oui. Parce que c'est faible, les filles gagnent un petit peu d'argent, et elles partent, et ne reviennent pas, alors ça reste faible, et elles [les propriétaires de *clubs*] en paient quelques-unes [les filles] qui n'ont pas de travail, pour venir ici. Des fois, il y en a qui sont ici, mais qui ne montent pas. Elles sont à la rue, tu vois ? elles les invitent pour venir ici, pour donner de l'animation, mais elles ne montent pas tu comprends ? [...] Pour que les gens aillent là, pour boire, pour dépenser, mais en vérité, des fois, elles ne montent pas. Parce qu'elles gagnent un petit pourcentage si tu leur paies un verre [...] Si tu leur paies un verre, elles touchent. [...] Elles n'ont pas besoin de le faire [sexe]. Alors, des fois, une personne qui n'arrive pas à trouver du travail, alors, elle l'invite : « Ne va pas là-bas. Tu n'a rien [argent] pour manger, pour la chambre d'hôtel ? Viens ici ». Alors la personne amène les amies, fait payer la boisson et voilà, elle touche... [...]. Je ne sais pas si c'est 5% qu'elle donne, de la valeur de ce qu'elle a fait consommer tu comprends ? Alors la personne vient et elle a de l'argent pour aller déjeuner un autre jour, manger. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

Tous les *clubs* de prostitution font des bénéfices avec la vente de boissons, mais cette manière plus agressive, d'encourager les hommes à payer le maximum possible de verres, est plus caractéristique des *clubs* du Guyana, et des *cabarés* des *garimpos* : « Mon bénéfice est dans la boisson, ce n'est pas avec les femmes ; mon bénéfice c'est dans la consommation, ce n'est pas avec les femmes. Alors, pour ça, je dois être présente, à l'intérieur, c'est pour cela que je dois être là » (Eduarda 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

La circulation des femmes dans les *clubs* de Brésilien-ne-s est plus tournante : elles arrivent, restent peu de temps, retournent au Brésil — et elles ne peuvent jamais retourner au

Guyana. Comme les *cabarés* au *garimpo*, les *clubs* cherchent des femmes qui se sont déjà livrées à la prostitution, parce qu'elles ont besoin d'être habituées à la vie nocturne, d'avoir de l'expérience, pour que l'affaire marche bien, une fois qu'il y a un échange d'intérêts commerciaux entre le *club* et la femme, dans l'utilisation de l'espace et de la vente des boissons:

– J'ai une femme qui travaille avec moi, qui a 46 ans ; j'ai une femme qui a déjà été en Espagne, qui a déjà été au Mexique, en l'Italie ; toutes les femmes qui travaillent pour moi, toutes viennent d'autres *clubs*, toutes viennent d'autres maisons, aucune n'a commencé ce travail maintenant. [...] pour moi [mon *club*], c'est la première chose que je demande à une femme, quand elle arrive à ma boîte : « tu as déjà fait ça ? », « Tu as déjà fait des passes ? » — parce que, pour moi il n'y a pas de bénéfice avec une femme qui n'a jamais fait ce travail, pour moi il n'y a pas de bénéfice d'en avoir une qui n'a jamais travaillé avec ça, parce que ça devient stressant ! C'est bon d'avoir une femme qui a déjà fait ça, qui est déjà habituée, et qu'elle a l'envie de gagner : quand elle voit le client entrer, elle lui tombe déjà dessus ! Elle n'est pas inhibée, elle n'a pas honte, elle y va, elle est volontaire. Une femme qui est déjà habituée, elle fait, trois, quatre, cinq passes en une nuit. L'inhibée, non, celle qui l'a jamais fait, non : elle reste dans un coin, tranquille, elle pleure ! Et ça, ce n'est pas bon tu comprends ?

– Hum-hum.

– Alors, pour moi, ce n'est pas un avantage d'avoir une femme comme ça dans ma boîte. Le bon pour moi, ce sont celles qui sont déjà habituées, les femmes bien mûres. Je n'aime pas travailler avec les filles nouvelles, je n'aime pas les filles débutantes, de 20, 22 ans, je n'aime pas. J'aime travailler avec des femmes de plus de 30 ans, mûres, qui savent ce qu'elles veulent et créent le moins de problèmes. Une fille, avec ses 30 ans, elle a les pieds sur terre, elle sait ce qu'elle veut, elle sait se débrouiller — qu'elle, sans aucun doute, elle a deux, trois fils qui l'attendent à la maison, elle a une responsabilité. La nouvelle, elle n'a pas de responsabilité, elle n'a pas de compromis. Pour moi, une débutante, elle doit rester au Brésil, étudier ; la vieille, elle a déjà passé son tour — comme moi : je dois me débrouiller. (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana)

La mobilité des Brésiliennes parmi les *clubs* et les autres établissements régule aussi leur nombre dedans : dans le cas de l'Olimpia, « il y a des fois qu'il y en a vingt, des fois qu'il y en a quinze, des fois trente, des fois elles sont sept, huit » (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana). Elles circulent en fonction de la fréquentation des clients dans le *club* et, durant le recherche de terrain, cette circulation était plus grande dans les *clubs* de propriété de Brésilien-ne-s :

– Il y a des *clubs* de Guyanaises ?

– Ici ? Oui. Le Baroombar, le Red Dragon...

– Mais il n'y a pas de Brésiliennes ?

– Non. Je te parle, que pour ça tout le monde est en colère ici, de moi, parce que quand je suis venue à la capitale, que j'ai ouvert mon *club*, il y avait de

Brésiliennes pour personne, seulement pour moi. Alors ils ont commencé à me dénoncer, à me créer des problèmes, toutes les heures, appelant, toutes les heures faisant des dénonciations, dénonciations, des dénonciations... Parce que l'unique *club* qui a des femmes jolies brésiliennes c'est le mien ! C'est le seul !

– Les autres n'ont pas de Brésiliennes aussi ? L'Olimpia, par exemple...

– L'Olimpia en a, mais vas-y et vois la quantité des femmes, la qualité des femmes.

– Aujourd'hui, dans ton *club*, il y en a combien vraiment ?

– Aujourd'hui je suis avec quinze filles.

– L'Olimpia, aujourd'hui, il a aussi le même nombre plus ou moins ?

– Je ne pense pas.

– On m'a dit entre dix et quinze.

– Ce n'est pas vrai. Encore hier, il y avait une fille de là, elle était en train de boire, ici, au *club*, me demandant de venir ici, que là-bas elle ne gagnait pas d'argent... que toutes celles qui sont là-bas, viennent pour mon *club*, toutes qui sont là-bas, quand ferme l'un d'eux, elles viennent pour le mien tu comprends ? je n'empêche aucune. Toutes elles vont, seulement je n'accepte pas qu'elles habitent, parce que j'ai mon propre dilemme : je ne touche à rien de ce qui est aux autres. Je leur dis... C'est déjà arrivé que je prenne des filles d'un autre *club*, mais je leur dis : « Tu veux travailler avec moi ? Quand tu seras partie au Brésil, quand tu seras revenue, alors tu viens me voir. Mais en premier tu vas au Brésil. » Parce que je ne veux aucun problème avec un propriétaire d'un *club*. Je dis : « Tu vas, quand tu reviens, tu arrives ici, dans ma boîte. » (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana)

Dans les histoires des interlocuteurs, ils décrivent l'apparition d'un « mythe fondateur », la marque de plus de liberté pour les femmes qui travaillaient dans les *clubs* tenus par les nationaux. Au Guyana et au Suriname, elles affirmèrent qu'avant, les femmes vivaient en situation de liberté limitée, ou en prison domiciliaire, ou encore, qu'elles souffraient de violence et qu'elles étaient victimes de traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle. Au Suriname, elles mirent l'accent sur le fait que l'arrivée des *garimpeiros* durant la décennie des années 1990, fut propice à plus de liberté pour elles. Au Guyana, l'apparition des *clubs* de propriété de Brésilien-ne-s fut un facteur prépondérant pour leur plus grande liberté. Quelques-unes dirent que le ou la proxénète ne fait aucun bénéfice, une fois que les femmes sont arrivées pour compte propre, sans la nécessité de racolage massif. Mais c'est possible que les professionnels du marché du sexe soient en train de modifier leurs formes de recrutement et cela en utilisant des règles et une organisation plus « suave », pour éviter des flagrants délits qui compromettraient le fonctionnement de l'établissement.

Au Guyana, le marché du sexe se montre plus tournant en raison de la mobilité des femmes entre les *clubs*, les bars ou les *cabarés*, ou même leurs venues dans les hôtels, ce qui les rendent vulnérables à la violence, car les *clubs* ou les bars qui ont des chambres pour recevoir

les clients ont une sonnette (cachée à côté du lit), que la femme peut actionner si elle se sent en danger. Si elle prend un client qui l'emmène dans d'autres endroits (un hôtel par exemple), en chemin ou en arrivant à destination elles peuvent souffrir quelques types de violence :

- Mais, cette histoire que les filles souffrent de violence. Qui fait ça normalement ?
- Ceux qui ont de l'argent en ville [...] Le Noir. Les noirs. Il y a des gens très riches ici au Guyana, qui sortent avec les filles.
- Mais les passes ne sont pas à l'intérieur des *clubs* ?
- Elles restent à l'intérieur des *clubs*, mais, des fois, elles payent la sortie pour dormir dehors. C'est plus cher. Cinquante mille — cinq cents réais au Brésil, cinq cents et des poussières. Ils l'emmènent à l'hôtel, et l'enferment [...] Trop de drogues. Ils prennent de la drogue. Des drogués, des fous. (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

Même si la sortie du *club* est dangereuse, elle est toujours négociée, permettant l'identification du client plus tard — mais les locaux qui ne possèdent pas une structure de chambres mettent beaucoup plus les travailleuses du sexe en situation de vulnérabilité, de manière à ce que les tentatives des *clubs*, de camoufler ce qu'ils font vraiment, les jettent encore plus dans la clandestinité et les abandonnent à leur propre sort.

Pour quelques interlocutrices, le nombre de femmes qui travaillent au marché du sexe au Guyana est significatif, mais il n'y a pas beaucoup de professionnelles qualifiées, ce qu'indique leur nombre pour la prostitution occasionnelle et « artisanale » qui est plus grand que ce que l'on peut imaginer :

- La concurrence ici est très grande. Très peu, très peu [de qualifiées]. Pour moi, la femme, pour travailler la nuit, elle doit avoir de la classe, elle doit avoir de l'allure, elle doit savoir entrer et sortir d'un endroit, et cela, ici, on ne le voit pas. Tu vois des putes : des shorts moulants, courts, déchirés — je déteste ça ! Les femmes, pour rester dans ma boîte, elles doivent avoir de la classe ! Mon ambiance, ce n'est pas l'ambiance d'un bordel, non ! c'est le style d'un dancing : il y a une scène de spectacle là derrière, il y a deux gardes qui restent... quand les filles vont faire le show [il y a la sécurité] pour que les clients ne touchent pas, correct ? Il y a une zone réservée là haut pour qu'elles dansent en particulier, correct ? Alors : la fille pour moi, plus elle est arrangée, mieux c'est. Je déteste les femmes qui vont avec des shorts serrés, nues, je trouve cela très vulgaire, je trouve cela nul. Alors, pour moi, ici, il y a concurrence ? Il y a !, mais il n'y a pas la qualité. Peu de qualité. J'ai 40 ans, je suis une des femmes les plus recherchées ici, tous les hommes qui entrent dans mon *club*, paient pour sortir avec moi. Je ne sors pas ! Ici je ne le fais pas. Si je dois faire une passe un jour, c'est en dehors d'ici. (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux enfants, interviewée en 2012 au Guyana)
- Ces filles [de *clubs*, au Guyana] ne savent pas bien travailler [...]. Le Suriname a beaucoup de possibilités, il y a beaucoup de filles. Il y a un bar qui

s'appelle le Diamond, tu vois cent femmes à l'intérieur du bar. Ce n'est pas normal. C'est clair, tu n'arrives pas là pour avoir moins de quarante femmes.

- Et ici, à l'Olimpia, il n'y a pas tout ça ?
- Non, là c'est dix femmes.
- Et aux autres. C'est aussi comme ça ?
- C'est cette tranche, c'est peu : dix, quinze femmes ; il y a des fois qu'il y en a seulement trois. C'est peu. Ici c'est peu. Elles étaient plus, mais maintenant la majorité sont mariées.
- Il y a des femmes du Suriname qui viennent ici. Pourquoi là-bas c'est peu ?
- C'est parce qu'ici, elles ont beaucoup d'expérience. Alors, celles qui sont déjà plus avancées en âge, des fois elles viennent ici, parce qu'il y a beaucoup de nouvelles là-bas, beaucoup de nouvelles. Des femmes là-bas, ont jusqu'à 19 ans ; 19, 20, 22. La majorité là-bas est de 22 et 23. Ici la majorité est déjà d'un âge plus avancé. La femme d'ici c'est à partir de 26 ans. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana) montra, durant les interviews, diverses photos de femmes qui travaillent avec elle, mettant en avant qu'elle préfère les femmes avec plus d'expérience dans la prostitution, et qui ont de l'initiative et de l'élégance — et qu'à ce moment, elle en avait seulement une qui était plus jeune (dans ce cas de 20 ans). Elle est au Brésil, selon Eduarda, elle était « prisonnière », avec deux autres (qui avaient déjà travaillé dans son *club*, au Guyana), dans une boîte au Salvador. Elle a payé la dette des trois et elles sont venues au Guyana :

Laisse-moi te montrer... [...] On danse là. C'était le jour de mon anniversaire, ces photos. [...] J'ai fermé le *club*, seuls entraient les invités. [...] Celle-là c'est Daphne, tu peux voir la manière de s'arranger. [...] Ici ce sont les filles, tu peux voir, toutes bien arrangées. [...] Celle-là est entre deux âges. Celle-là, si je ne me trompe pas, elle a 45 ans, tu vois ? Celle-ci est une autre fille d'ici. Celle-ci c'est ici, au bar. Alors tu peux voir que ce ne sont pas des débutantes, [...]. Il y a seulement une jeune, que tu peux voir et qui est celle-ci : elle a 20 ans. Elle est venue du Salvador ici. Deux de ses amies, qui avaient déjà travaillé pour moi, sont venues ici. Elles étaient prisonnières dans une boîte au Salvador, elles m'ont appelée, elles m'ont demandée, elles voulaient sortir de la boîte, qu'elles étaient prisonnières. Qu'elles ne savaient pas comment payer le patron de la boîte qui retenait leurs biens. « Eduarda, pour l'amour de Dieu, fais nous sortir d'ici, qu'ici il ne vient personne, il n'y a pas de clients, et nous sommes prisonnières ici. » Alors je leur ai envoyé de l'argent. Alors tu peux voir que ce ne sont pas des nouvelles, [...]. Il y en a seulement une. J'ai envoyé de l'argent, parce que ce fut un cas, aussi, totalement différent : C'était des filles qui avaient travaillé ici avec moi, elles étaient dans ma boîte, qu'elles m'avaient aidée, je n'allais pas les laisser prisonnières dans un *club*. Alors je leur ai dit : « Trouvez-moi un compte pour que je puisse déposer l'argent ». Alors elles m'ont donné le compte du patron de la boîte, alors j'ai déposé l'argent et il les a libérées. Ensuite elles sont venues ici. Quand elles étaient à l'aéroport pour venir ici, celle-là [la jeune de 20 ans] s'était enfuie avec seulement ses vêtements sur le dos pour voyager : elle a vendu son collier en or, sa bague, pour s'acheter le billet. Alors elle est venue avec seulement

ses vêtements sur le dos tu comprends ? Alors, ça, je ne trouve pas ça correct, c'est de ça que la police devrait s'occuper, de personnes comme ça, de personnes qui maintiennent les filles en détention domiciliaire. Quelle peine, une fille comme ça s'en faire pour s'acheter une paire de chaussures, s'en faire... arriver dans un bordel ? De combien d'hommes une fille comme ça s'occupe pour s'acheter une paire de chaussures ? Pour s'acheter un bon vêtement ? Et elles aiment le luxe, elles aiment !

Pour les interlocuteur-riche-s, la question générationnelle apparaît comme une division entre le Suriname et le Guyana : le premier apparaît comme un récepteur de travailleuses du sexe plus jeunes, avec la possibilité d'avoir des mineures ; le second fournit des plus « mûres » et expérimentées, qui n'a pas de mineures. Le doute qui subsiste est si réellement le marché du sexe au Guyana absorbe les femmes plus vieilles, et si cela existe c'est parce que les plus jeunes attirent les contrôles, ou, en fait c'est plus difficile l'entrée de femmes de moins de 30 ans dans le pays ; ou encore il y a beaucoup d'autochtones mineures qui offrent des services sexuels et cela sature la demande pour les femmes étrangères de moins de 20 ans ou mineures dans les *clubs*. L'histoire de quelques-unes des interlocuteur-riche-s met en évidence la présence de mineures du Guyana offrant des services sexuels moins chers, tant à Georgetown que dans les régions de *garimpo* :

– Il y a des filles qui se prostituent ici même, d'ici même de cette terre, qu'elles sont des mineures de 13, 14 ans. Et il n'y a pas de loi comme il y a au Brésil, tu comprends ?

– Mais, et les Brésiliennes ?

– Ah, les Brésiliennes qui se prostituent ici sont majeures. Et ils l'exigent, parce que, tu vois, elles sont Brésiliennes. Mais si elles ne le sont pas, ce sont leurs filles, de leur terre. Ils s'en foutent. (Palloma, 25 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

Nous avons eu une opération dans le passé, une autre c'est passée en juin [2012], à Bartica, en collaboration avec l'effort régional d'Interpol, on a eu l'opération, Spartacus, alors on s'est joint aux intérêts d'Interpol Brésil, pour savoir ce qui se passe avec les filles brésiliennes ici, avec quelques objectifs spécifiques qu'on avait déjà là à Bartica, qui est une ville très importante ici, liée à l'extraction de minerais. [...] Dans une boîte de nuit, furent arrêtées, je pense, treize Brésiliennes, quelques Guyanaïses mineures aussi, le propriétaire de la maison lui aussi fut arrêté. [...] C'est une autre région très problématique aussi, suffisamment problématique, beaucoup de Brésiliennes. Beaucoup de Brésiliennes vont là-bas, parce qu'elles sont payées en or. Une demi heure ici, la fille gagne deux cents réais, elle gagne 6 grammes d'or au *garimpo*, et 6 grammes d'or donnent presque six cents réais. Une demi heure. (Portela, commissaire de l'*Oficialato de Ligação da Polícia Federal Brasileira* au Guyana, interviewé en 2012)

Dans les *clubs*, les bars, les hôtels et les *cabarés* du Guyana, on trouve aussi la prostitution sporadique d'universitaires brésiliennes, de courte durée. Selon les informations

recueillies sur le terrain, même si ce n'était pas connu par la famille, plusieurs d'entre elles exerçaient la prostitution au Brésil. Il s'agit, principalement d'étudiantes d'universités privées de Manaus et de Boa Vista : elles arrivent comme vendeuses ambulantes, avec des marchandises à vendre au *garimpo*, principalement des vêtements et des accessoires féminins, et alternent entre le commerce informel et la prostitution :

J'ai des filles ici, [Georgetown] qui étudient, qui vont à la faculté. J'ai une fille qui est venue ici pour terminer de payer sa faculté, elle fait du Droit. Celles-ci ont la tête sur les épaules : elles gagnent, vont là-bas, étudient et ne reviennent jamais. Mais il y a celles qui pensent uniquement aux vêtements, aux chaussures. (Eduarda, 40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Les universitaires ont l'habitude d'étudier un semestre, suspendre l'inscription, et rester le trimestre suivant à travailler comme prostituées au Guyana, et elles alternent quand c'est possible de suspendre l'inscription : six mois au Brésil, six mois au Guyana. La prostitution universitaire de Brésiliennes n'est pas une prérogative du Guyana, comme le montrent Ana Paula Silva et Thaddeus Blanchette dans leur recherche sur les jeunes qui se prostituent à Copacabana, à Rio de Janeiro : « Nous avons rencontré un nombre significatif de femmes de la classe moyenne basse qui travaillent comme prostituées pour payer les cours universitaires ou pour subsister pendant les stages »⁴⁵⁷.

L'existence de la prostitution d'universitaires met en doute le discours qui affirme qu'au Guyana les travailleuses du sexe sont plus vieilles : à ce qu'il semble, il y a un marché avec des travailleuses professionnelles du sexe plus mûres et expérimentées qui circulent sur le marché international du sexe, et pas seulement au Guyana, et la présence de prostitution « saisonnière » est ponctuelle comme complément de revenus.

Les données collectées sur le terrain montrent qu'il y a des femmes qui migrent avec la perspective de vendre des vêtements ou travailler comme cuisinières, et qui en arrivent à se livrer à la prostitution « les amatrices »⁴⁵⁸ ; malgré tout, de celles-là ce ne sont pas toutes qui assument le travail du sexe comme seule activité, en général, elles alternent avec d'autres, liées aux services domestiques au *garimpo*. Pour les interlocutrices, même si elles n'avaient pas l'intention de migrer dans le but de se livrer à la prostitution, elles finissent par le faire parce

⁴⁵⁷ BLANCHETTE, Thaddeus ; SILVA, Ana Paula da. O mito de Maria, uma traficada exemplar : confrontando leituras mitológicas do tráfico com as experiências de migrantes brasileiros, trabalhadores do sexo. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.19, n.37, p.79-105, 2011 (p.86).

⁴⁵⁸ Informations confirmées par les institutions interviewées (Police Fédérale, ambassade du Brésil etc.)

qu'elles cèdent à la pression masculine de l'argent en échange du sexe comme le montre Yonara⁴⁵⁹ (53 ans, propriétaire de restaurant, une fille, interviewée en 2012 au Suriname) :

– Pour la majorité de celles qui viennent c'est comme ça, elles sortent de là-bas, arrivent ici, elles viennent pour travailler. Alors il y a beaucoup d'hommes, tu vois, alors ils offrent. Et là-bas, au Brésil, tu ne vois pas une fille faire une passe pour gagner cinq cents réais en une nuit avec un homme, tu vois, et ici, non, ici les Brésiliens mettent cent mille, mettent cinquante mille, trente mille, quarante mille, et elles pensent que se prostituer c'est mieux que travailler. [...] Celles qui ne vont pas au *garimpo*, restent pour se prostituer.

– Mais elles vont pour les *clubs* ?

– Elles vont pour les *clubs*, ici à l'hôtel, elles vont pour les autres hôtels. Parce qu'il y a beaucoup d'hôtels ici, vous êtes déjà allée ? Il y a ce Rockies, qui est le lieu où elles se rencontrent pour faire des passes.

5.2 La Circulation transfrontalière : la prostitution en Guyane Française

Dans les années 1990, avec l'intensification de la migration de Brésiliens pour la Guyane Française, principalement pour les zones de *garimpos* et les villes comme Kourou et Cayenne, en plus des *garimpeiros*, qui restaient sur les *garimpos* clandestins dans la forêt, beaucoup d'hommes allèrent travailler pour la construction civile ; les femmes cherchaient des

⁴⁵⁹ Yonara, 53 ans, classe de CM2, est née à l'intérieur du Roraima. Elle habitait à Boa Vista, quand elle alla pour le Guyana, en 2004, à 45 ans, pour travailler comme cuisinière dans un restaurant de Georgetown. Quand elle migra, le salaire qu'elle gagnait comme domestique (cinquante réais par semaine), à Boa Vista, n'était pas suffisant pour couvrir ses besoins et ceux d'un petit fils de 11 ans qu'elle élevait (la fille de Yonara, durant l'adolescence, eut un fils, et quand elle se maria elle ne le prit pas avec elle ; il continua d'habiter avec Yonara qui l'éleva). A l'époque elle écoutait les personnes qui parlaient que le Guyana était un bon endroit pour gagner de l'argent, et, suivant les indications d'une connaissance, elle décida de prendre le risque, et alla avec un travail arrangé dans un restaurant. Le gendre prêta l'argent pour retirer le passeport, et payer le billet jusqu'à Georgetown. Dans cette ville, quinze jours après avoir commencé à travailler dans le restaurant, celui-ci ferma. Un Brésilien, client de l'endroit, patron d'une machine au *garimpo*, la prit avec lui pour cuisiner sur la zone qu'il exploitait, et ils commencèrent à vivre ensemble. Quand elle attrapa la malaria, Yonara retourna au Brésil, pour un traitement médical à Manaus. Elle retourna au Guyana, et, déjà, en 2005, les deux montèrent un restaurant à Georgetown (qui était encore en fonctionnement à l'époque de la recherche de terrain). Et même s'il servait seulement de la cuisine brésilienne, les employés étaient tous guyanais, car leurs salaires est moindre que celui payé aux Brésiliens (des huit employés qui travaillaient dans son restaurant, seulement le DJ responsable pour l'animation et la femme qui faisait le ménage et d'autres petits services — encaissements par exemple — étaient Brésiliens. A l'époque, le salaire d'une cuisinière brésilienne n'était pas inférieur à deux milles réais par mois, et Yonara payait cent cinquante réais par semaine pour une cuisinière guyanaise — ce qui, selon elle, était considéré comme un bon salaire dans le pays. Mais les assaisonnements brésiliens restaient à sa charge : « Elles ne savent pas bien, alors qui cuisine vraiment c'est moi : j'assaisonne la nourriture et je la laisse la mettre sur le feu. Alors quelques fois, je regarde les plats, parce qu'elles ne savent pas. Leurs assaisonnements sont différents des nôtres, il y a une sorte de curry qu'ils utilisent, tu vois, à faire du poulet avec du sucre, ces choses-là ». En 2012, même en voyageant tous les trois mois pour Boa Vista, pour faire un traitement dans un hôpital privé, elle n'avait pas l'intention de retourner au Brésil, parce qu'au Guyana, elle réussissait à gagner suffisamment d'argent pour aider le petit fils, qui suivait un cours de géographie à l'Université Fédérale de Roraima. Elle avait le visa pour travailler dans le pays.

activités dans les domaines des soins et des services, mais le travail du sexe attira aussi les Brésiliennes. En accord avec Françoise Guillemaut et Martine Samson, la prostitution en Guyane française est pratiquée par des femmes et des transgenres migrants des régions de la Caraïbe (la République Dominicaine apparaît avec un nombre significatif) et de pays comme le Brésil, le Guyana, et le Suriname, la majorité étant en situation irrégulière⁴⁶⁰.

En Guyane Française, de la même forme qu'en France métropolitaine, la prostitution en soi n'est pas un crime, mais la mise sur le trottoir de femmes (proxénétisme) et le fonctionnement des maisons de prostitution furent interdits en 1946. En avril de 2016, fut approuvée, en France, la loi qui criminalise les clients⁴⁶¹ des travailleuses du sexe.

En Guyane Française, il y a la prostitution liée aux *garimpos* — dans l'intérieur et à la frontière du Suriname avec le Brésil —, sur lesquels travaillent majoritairement, des Brésiliennes, et il existe la prostitution dans la rue et/ou les bars, les boîtes de nuit, principalement dans les villes du littoral (Cayenne, Kourou e Saint-Laurent du Maroni), mais elle est cachée⁴⁶².

Le contraste avec la réalité du marché du sexe au Guyana et au Suriname par apport au département français est grand, principalement par l'absence de structures des *clubs* de prostitution, ressemblant plus à un marché traditionnel, subtil, avec moins de ramifications, qui met l'accent sur la présence de travailleuses du sexe dans des lieux publics qui ne passent pas inaperçus, et aussi par la prostitution occasionnelle, comme complément de salaire, pratiquée par les étrangères et les nationales :

Ici [Guyane Français] nous avons les *clubs*, tu comprends, mais le *club* c'est un *club* de danse. [...] Tu es tout à côté : ici il y a deux, trois *clubs*, où tu vas danser, mais là, la fille sort avec personne sans argent, — pour faire des passes, tu comprends ? [...] Tu vas les rencontrer dans les boîtes, tu vas les voir en quantité. [...] Tu vas arriver dans un café, un quelconque café, et une est assise, deux, assises, tranquilles. Tu restes à regarder, ainsi, tu peux deviner leurs âges [...]. C'est le comportement, la manière de s'habiller de la Brésilienne, tu vois. Ce n'est pas comme au Suriname non. Au Suriname c'est différent, on peut voir que c'est différent : les filles qui travaillent sont fermés. Je ne vais pas te dire qu'il y en a pas ici aussi, tu comprends ? Mais c'est la majorité aujourd'hui, [...] c'est ce qu'on appelle, ici, la prostitution de société. Parce

⁴⁶⁰ GUILLEMAUT, Françoise ; SAMSON, Martine Schutz. *Travail du sexe et mobilité en Guyane, des défis pour la lutte contre le VIH/sida*. Antilles-Guyane : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé/Direction Générale de la Santé - DGS/RI 2, Bureau des infections par le VIH, les IST et les hépatites, 2011.

⁴⁶¹ Suivant d'autres pays comme la Suisse, qui en 1999 décida de ne pas interdire la prostitution mais l'achat de services sexuels, criminalisant ainsi le client — ce qui était déjà le cas en Finlande (2004) en Norvège, et en Islande (les deux en 2009). Voir RODRIGUES, Thais de Camargo. *O tráfico internacional de pessoas para fim de exploração sexual e a questão do consentimento*. 204p. Dissertation (Master en Droit Pénal) - Université de São Paulo, São Paulo, 2012.

⁴⁶² GUILLEMAUT et SAMSON, op. cit., p.95.

qu'ici, aujourd'hui, nous avons aussi des personnes qui sont nées ici, qui ont été élevées ici. Je veux dire : les personnes même dont nous parlons, les créoles, comme nous les appelons — dont on a déjà parlé, que c'est même passé à la télé, il y a pas mal de temps que c'est passé —, ce sont des personnes qui travaillent ici et qui le font. Les femmes le font parce que ce qu'elles gagnent est peu pour pouvoir payer le loyer, la voiture. Elles le font, elles n'ont pas de conditions financières, alors elles font des passes, seulement au téléphone et pour l'amitié. On appelle amitié ici, elle l'appelle mon ami. Mon ami, je vais sortir avec mon ami. Alors il existe cela, je veux dire, celles qui sont le plus en difficulté, à l'Oïapoque, ces endroits-là, souvent elles arrivent ici par l'intermédiaire de ça. Hé tout le monde, moi-même je le dis, c'est un réseau, il y a déjà eu un petit réseau bien organisé avec ça. Celui qui, sûrement, j'en suis sûr, pas sûr, a été démantelé. (José Gomes, 43 ans, éducateur social et coordinateur de la DAAC Guyane, quatre fils, interviewé en 2011 en Guyane Française)

Les endroits où les travailleuses du sexe sont présentes et qui sont destinés à la prostitution ne sont pas visibles, comme les *clubs* au Guyana et au Suriname, mais ce sont des espaces habituels de rencontre avec les femmes, alimentés par les migrantes, et les Brésiliennes y ont un rôle fondamental — comme beaucoup ont l'habitude de les appeler à Cayenne « les filles de Belém », en référence à la capitale paraense, d'où beaucoup d'entre elles partent.

A Cayenne, durant la nuit, la prostitution de rue de femmes ou de travestis/transsexuels peut se vérifier facilement — un contraste avec Georgetown et Paramaribo, où la prostitution de rue est pratiquement inexistante pour être sérieusement combattue. A Cayenne, il y a une figure, le « facilitateur » de la prostitution informelle, que quelques-uns appellent de « *gaiatão* » (le gamin, l'espiègle) qui aident beaucoup des Brésiliennes qui arrivent pour se prostituer : en échange de faveurs sexuelles pour lui-même, il offre l'hébergement et leur fait de la publicité, durant des fêtes qu'il organise ou des fêtes où il les emmène — une manière de les montrer et d'être vu avec elles. Apparemment le « facilitateur » ne recherche pas un gain financier avec la présence des femmes dans sa maison, mais le prestige avec ses amis et le sexe en échange du logement.

Ce sont des personnes qui ont... ils sont *gaiatão*, on les appelle de *gaiatão*, un type célibataire, la cinquantaine ; 50 ans. Je veux dire, qui a une bonne vie, qui a son appartement avec trois, quatre chambres, et qui commence à être connu par les filles, tu comprends ? Parce que ces filles ont besoin d'un logement — c'est comme ça qu'ils disent —, alors ils les aident, les filles habitent là. Logiquement il y en a une que [lui] il est plus avec elle, il a une relation avec elle ; alors pour lui, il est son ami. Alors ses amis viennent, les rencontrent, et les amènent dans d'autres endroits. Ce que je veux dire, c'est un point de soutien qui, souvent, non ce n'est pas un réseau, parce cela se passe comme ça : il ne gagne pas d'argent avec ça, il devient ami avec des Brésiliennes jolies, des Brésiliennes jolies [la phrase est dite comme si c'était

un français parlant avec orgueil]. Alors une Brésilienne en amène une autre, elle passe l'information tu comprends ? Je veux dire : ils vont à Belém, ils en connaissent une, et la ramène, ils se débrouillent. (José Gomes, 43 ans, éducateur social et coordinateur de la DAAC Guyane, quatre fils, interviewé en 2011 en Guyane Française)

Dans la troisième partie, sera analysé la prostitution dans les *cabarés* existants sur les zones illégales d'exploitation d'or en Guyane Française en corrélation avec les *garimpos* du Suriname, un fois qu'elle est réalisée par des Brésiliennes qui circulent sur les deux territoires, sachant que le Suriname est présenté comme un espace de loisir, de travail et d'habitation et la Guyane Française comme un espace de travail informel et temporaire, caractérisé par la circulation fréquente en forêt, avec peu ou aucun contact avec les zones urbaines, mais en ayant aussi comme principaux clients les hommes brésiliens.

5.3 La Hollande : échange entre les *clubs* de travailleuses du sexe et la régularisation à la frontière

A partir du milieu des années 1990, l'internationalisation de la prostitution en Europe a augmentée, dont la marque est la diversification et la multiplication des femmes étrangères, ainsi que l'intensification et la circulation des travailleuses du sexe dans divers pays après l'ouverture des frontières entre les États membres de l'Union Européenne, issues de l'Afrique subsaharienne, de l'Europe Centrale, de l'Est de l'Europe et de l'Amérique Latine⁴⁶³.

Marcel Hazeu, dans sa recherche sur la migration des femmes de la périphérie de Belém, pour quelques pays d'Europe, et au Suriname, met en évidence qu'elles sont parties seules avec l'intention de trouver des solutions à leurs problèmes et leurs défis : « habituées à être privé de leurs droits et vivre en marge de la société, elles s'adaptèrent facilement aux conditions rencontrées à l'extérieur, sans beaucoup se questionner, et en suivant les chemins qu'elles imaginaient possibles ou qui se présentaient »⁴⁶⁴.

Après le rapport de la Pestraf⁴⁶⁵, en 2002, qui mit l'accent sur une « filière » de la traite des êtres humains au départ de l'Aéroport International de Belém, pour le Suriname, avec pour

⁴⁶³ TARRIUS, Alain. *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*. Canet: Éditions Trabucaire, 2010.

⁴⁶⁴ HAZEU, op. cit., p.88.

⁴⁶⁵ LEAL, Maria Lúcia ; LEAL, Maria de Fátima P. (Orgs.). *Pesquisa sobre tráfico de mulheres, crianças e*
295

destination finale la Hollande⁴⁶⁶, et plus tard, en 2008, la recherche Tri- Nationale sur la Traite des Femmes du Brésil et de la République Dominicaine pour le Suriname : Une Intervention en Ligne⁴⁶⁷, les articles dans les journaux et les documentaires s'intensifièrent, articles et documentaires qui citent le Suriname et la Hollande comme destination de femmes venant de Belém pour les activités liées au marché du sexe, principalement, pour celles victimes de la traite des personnes.

La « filière » de la traite internationale des femmes via l'aéroport international de Paramaribo, cité par les deux recherches, selon les informations recueillies avec les institutions à Amsterdam, emmenait les femmes attirées rue 8 de Março, dans le district d'Icoaraci (municipalité de Belém) au Suriname, et de là en Hollande, mais cela concerne les choses du passé : elle a été démantelée par les autorités hollandaises en 2006, et en plus, les personnes qui faisaient partie du groupe responsable étaient déjà mortes, ce qui a contribué aussi à son démantèlement. Quelques professionnelles du sexe interviewées corroborèrent cette information.

Luana⁴⁶⁸, 31 ans, une fille, classe de 4ème, vendeuse en magasin, est née à Belém. A 17 ans, elle est partie à Rio de Janeiro habiter avec une cousine, et elle travailla en plusieurs endroits comme pompiste et serveuse. Là-bas elle connut un touriste Hollandais, avec qui elle eut une liaison. Quand il retourna en Hollande, elle retourna à Belém. Deux mois après, il vint à Belém pour connaître sa famille. En 1999, ils allèrent en Hollande — à cette époque elle avait 19 ans et lui 40. La relation ne dura pas, et quatre mois plus tard elle retourna à Belém. En 2000 elle décida d'aller au Suriname : comme elle avait des amies qui habitaient là-bas, elle résolut de prendre le risque. Elle resta dans la maison de l'une d'elles, et pour gagner sa vie, elle apporta des vêtements et revendit les produits du O Boticário (marque fameuse brésilienne de cosmétiques et de parfums.), au *garimpo* (à l'époque, elle devait envoyer de l'argent pour sa mère). Quelques temps après être arrivée, elle commença à fréquenter un Surinamais, d'origine indienne mais ils passaient peu de temps ensemble : il restait trois mois au Suriname, trois mois en Hollande — mais selon elle, il « subvenait à ses besoins » (il envoyait de l'argent)⁴⁶⁹. La relation ne dura pas parce que Luana connut un Français, qui habitait le Suriname, avec qui

adolescentes para fins de exploração sexual comercial - PESTRAF : relatório nacional - Brasil. Brasília : Cecria, 2002.

⁴⁶⁶ Partant de Belém, les autres destinations citées par la Pestraf furent l'Allemagne, l'Espagne et le Venezuela (LEAL et LEAL, op. cit.).

⁴⁶⁷ SODIREITOS et GAATW-REDLAC, op. cit.

⁴⁶⁸ Interviewée en 2001 au Suriname ; elle avait un visa du pays renouvelable tous les deux ans.

⁴⁶⁹ Mais elle continuait à travailler : « Je restais dans une maison, j'habitais avec cette amie, il m'aidait dans les dépenses, tout cela. J'emmenais mes affaires pour les vendre au *garimpo* aussi ».

elle se maria. Ils restèrent mariés presque dix ans, et ils eurent une fille. Ils en arrivèrent à avoir une cafétéria, dans laquelle elle travaillait. Au moment de la recherche de terrain, ils étaient séparés depuis huit mois, elle travaillait dans le magasin d'une Brésilienne à Paramaribo, sortait avec un *garimpeiro* brésilien, et cela faisait cinq ans qu'elle n'avait pas voyagé au Brésil. Luana fut une des interviewés qui affirma que la « filière » était une chose du passé :

Avant — depuis que j'habite ici, j'ai déjà entendu pas mal de choses — [...] quelques filles disaient, des femmes qui habitent ici cela fait déjà beaucoup de temps, tu sais ?, qu'avant, beaucoup de filles d'ici allaient en Hollande, à cause de contacts avec les *clubs*, ça c'est autre chose. Alors, ici c'est un pays de prostitution. Je pense que maintenant c'est en train de changer, mais, avant il était catalogué comme un pays de prostitution et de drogue, tu vois, ici il y a beaucoup de trafic de drogues et d'armes : le Suriname.

Il est possible que cette filière ait été démantelée, mais, selon d'autres interlocuteurs interviewés au Suriname, les Brésiliennes continuent d'aller en Hollande en partant de ce pays, maintenant avec un billet pour le Brésil, un parcours inverse et plus long — et affirmèrent qu'il ne s'agissait pas de traite des personnes. Dans ce cas, elles partent avec une dette bien plus grande que ce que représente le voyage au Suriname, une fois que les dépenses sont en euros, payées à destination. Elles dirent aussi que le vieux parcours Suriname-Hollande-Suriname, des femmes qui se livrent au marché du sexe, est utilisé de temps en temps.

Selon Marcos Viana (46 ans, deux filles, pasteur et chef d'entreprise, interviewé en Hollande en 2013), en Hollande, sur la région frontalière avec l'Allemagne, la circulation de Brésiliennes issues de Belém est vraiment significative : « Il y a une région, ici en Hollande, où la majorité des personnes [du Brasil qui habitent là-bas] viennent de la région de Belém, que c'est la seconde communauté brésilienne ; la plus grande communauté brésilienne qu'il y a en Hollande est là-bas ».

Des femmes interviewées, seule, Nair (39 ans, femme au foyer, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname) avait déjà travaillé en *clubs* en Hollande, mais la majorité d'entre elles dirent qu'elles avaient entendu parler de quelqu'un ou avait une amie qui y avait été. Nair voyagea pour la première fois au Suriname en 1995 (elle avait 23 ans) : elle avait vécu une expérience au marché du sexe à Rio de Janeiro (à l'époque, à 17 ans,) quant elle reçut la proposition d'une voisine, à Belém, pour aller au *club* Diamond. Après avoir payé la dette du voyage, le propriétaire lui suggéra qu'elle passe une saison dans un *club* de Hollande, et elle accepta, mais elle embarqua du Brésil (Belém). Elle passa la période de trois mois comme

touriste, retourna au Brésil, et quelques temps après, elle alla au Suriname à nouveau. De ce pays, elle alla encore deux fois en Hollande, pour un *club* : elle resta trois mois, revint pour Paramaribo, attendit trois mois, et voyagea à nouveau (toujours comme touriste) :

- A Rio de Janeiro, Nova Iguaçu, j’ai passé trois mois seule. En Hollande, j’allais, je venais, je passais trois mois.
- Alors pour la Hollande, tu partais du Brésil ou du Suriname ?
- Non, une fois je suis allée directement du Brésil pour Amsterdam. Je suis allée directement pour Fortaleza-Amsterdam — j’ai fait une escale, tu vois. Et après je suis venue ici. Non, mais je venais toujours ici et ensuite j’allais en Hollande, seulement une fois je suis allée directement du Brésil.
- Ah, j’ai compris. Alors tu es allée plusieurs fois en Hollande ?
- Je n’y suis allée que trois fois [elle baissa la voix].
- Mais tu allais là-bas pour travailler ?
- Non, j’allais parce que j’étais célibataire et je gagnais ma vie, tu comprends ? Alors, j’étais célibataire, je ne voulais rien savoir, je n’avais pas de mari, je n’avais rien, et donc, j’allais là-bas, pour ça [prostitution]. [...] Je passais trois mois, puis je rentrai au Brésil, alors je passai trois mois, et puis je passais trois mois en plus. Je ne passais pas plus de temps là-bas parce que je ne pouvais pas y rester. [...] Je pouvais rester beaucoup de temps si je m’étais mariée, tu vois. J’étais fiancée, mais cela n’a pas marché et je ne me suis pas mariée ; après qu’il se soit passé un temps, je suis venue ici. [...] C’est à ce moment que j’ai connu mon époux ici, alors il s’est entiché, il a dit qu’il voulait se marier avec moi. On a commencé à se plaire, et il a dit qu’il voulait qu’on habite ensemble, alors je suis venue ici. Il m’a envoyé chercher et je suis venue ici, habiter avec lui.
- Toutes les fois tu réussissais à payer la dette ou quelqu’un t’aidait à payer ? Cette valeur qu’ils demandaient ?
- Non, je réussissais, oui. C’était une bonne époque, tu sais, comme ça ?

C’était une pratique commune entre les *clubs*, une espèce d’ « échange » pour rénover l’équipe des travailleuses du sexe, et, en même temps, contourner les règles du droit du travail en relation aux migrantes (la Hollande, par exemple, exige un registre des travailleuses du sexe et le paiement de toutes les charges travaillistes et de sécurité sociale). Au sujet de la « traite des femmes » Brésil-Suriname-Hollande pour la prostitution, ou « échange » de femmes entre les *clubs*, Nair — qui dit que l’aller et venue de Brésiliennes entre les *clubs* du Suriname et de la Hollande est fréquent — expliqua :

Il envoyait la femme là-bas, il renvoyait la femme ici. C’est comme les gens parlent, c’est la traite des femmes, tu vois, mais je te dis une chose : tout le monde qui vient de là-bas, écoute, tout le monde qui vient de là-bas... Il y a eu cette confusion alors, qu’ils dirent que Henk [Kunath]⁴⁷⁰ il était brulé, il était cuit — une Brésilienne se leva et dit cela, il a même été en prison au Brésil, il

⁴⁷⁰ Hollandais, ex- propriétaire du *club* Diamond, marié avec une Brésilienne, Henk Kunath a été arrêté au Brésil sous l’accusation de traite de Brésiliennes au Suriname et en Hollande. Quelques temps après sa prison, il vendit le *club*.

a passé beaucoup de temps au Brésil —, mais je te le dis, je te le dis du fond de mon cœur : cet homme ne m'a jamais fait aucun mal, tu me comprends ? ils dirent qu'il avait fait cela, qu'il avait fait ceci. Non au contraire, il aidait les Brésiliennes. C'était la traite des femmes ? Oui ça l'était, mais tout le monde allait là-bas, en le sachant, tu comprends ?

L' « échange » (« envoyer une femme là-bas, envoyer une femme ici ») de femmes entre les *clubs* des deux pays, vu par la législation brésilienne comme une situation de traite internationale des personnes, a été reconnu comme une des filières de ce crime, très commentée par les moyens de communication du Brésil, et ce fut alors que beaucoup de Brésiliens qui étaient au Suriname prirent connaissance du terme « traite des personnes » et de l'existence de possibles victimes sur le sol surinamais. Nair parla de l'existence de traite des personnes au *club* Diamond, mais ne fut pas d'accord sur ce qui fut rapporté par les médias à ce sujet, parce qu'elle réalisa que ce qu'elle avait connu et ce qu'elle avait vécu ne correspondait pas à cette situation, et une fois de plus, elle défendit Henk Kunath, le propriétaire du *club* Diamond, à l'époque où elle y travaillait :

– Mais pourquoi tu pensais que c'était la traite ?
– Non, les gens disaient que c'était la traite des femmes parce qu'ils les amenaient ici, pour se prostituer. Ils les achetaient. Ils ne les achetaient pas, non, parce qu'elles venaient de là-bas [du Brésil]. Ils envoyaient le billet, mais quand on arrivait ici, on payait le billet plus grand, plus cher, mais ce n'est pas comme je vois ça, comme la télévision en a parlé : « qu'il a demandé d'aller chercher un tas de femme, les a amenées en les trompant, en arrivant les femmes ont été forcées de faire ça et ça, et tout l'argent était pour le patron. » Ce sont des mensonges, ça n'a jamais été comme cela. Parce que j'ai une maison au Brésil de cette vie que j'avais tu comprends ? Alors, lui [Henk Kunath] jamais il a été [trafiquant de personnes]. Maintenant, alors, la femme qui se disputait — jamais je me suis disputée — la femme qui se disputait, qui se battait, il donnait beaucoup d'amendes, il donnait des amendes pour beaucoup de raisons. Mais pour beaucoup de choses il avait raison, tu me comprends ? Je te dis que ce qu'il a seulement fait c'est d'aider, parce que aucune ne venait de manière trompeuse, tu vois, personne venait trompée ici, elles étaient toutes majeures. Et les mineures qui venaient ici, elle-même elles le retiraient, je pense, qu'il faut un passeport de majeures pour venir ici tu vois ? Alors elle arrivait ici, je pense qu'elle n'aimait pas, je ne sais pas, alors elle commençait à parler sur lui tu sais ? Mais il n'a jamais été... j'ai beaucoup de collègues qui peuvent bien parler de lui aussi, tu sais ? Je n'ai jamais rien eu contre lui.

Elle est sortie du Diamond quand elle décida d'accepter la proposition de l'un de ses clients, d'habiter avec lui, mais elle garda la possibilité de retourner avec le *club*, dans le cas où

sa relation ne marcherait pas — et à raconter cela, à nouveau elle mit en évidence sa confiance dans Kunath :

Je vais même te dire une chose : le jour que je suis partie, que ne n'avais plus besoin de son *club*, j'ai été le voir — quand mon mari m'a dit qu'il allait m'envoyer le billet pour aller habiter avec lui — j'ai dit : « Henk, le jour que je veux revenir, je peux revenir ? Je n'ai jamais eu de problèmes avec toi ». Il a dit : « Tu peux, au moment même que tu décides de revenir ». Parce que je ne savais pas si cela allait marcher avec mon mari, je ne savais pas si un jour j'aurais besoin de revenir. Il m'a dit : « Tu peux ». Et grâce à Dieu, jusqu'à aujourd'hui, je n'ai jamais eu besoin de revenir, tu vois, et maintenant je suis d'une Église, tu sais, je suis la servante de Dieu, et plus jamais cela sera nécessaire.

Le Diamond changea de patron, mais le propriétaire à l'époque de la recherche de terrain était vu comme un bienfaiteur par quelques interlocutrices : en plus d'offrir un emploi, il faisait de petits prêts pour que les femmes puissent acheter quelques biens au Brésil — une stratégie pour les maintenir dans le *club* plus longtemps, une fois qu'elles s'étaient acquittées de la dette du voyage, le propriétaire n'a plus de moyens de pressions pour les obliger à rester, et les petits prêts sont une monnaie d'échange l'obligation à une nouvelle dette. Mais c'était inévitable que plusieurs interlocutrices se souviennent du propriétaire antérieur du Diamond, du fait de sa prison, au Brésil, pour traite des femmes, en pensant que cela n'avait pas de justifications :

- Aujourd'hui, aujourd'hui, c'est plus moderne, les *clubs* d'ici vont jusqu'à te prêter de l'argent pour faire l'aller retour au Brésil [...]. Et maintenant c'est comme ça. Au Diamond même — parce que ce sont d'autres patrons, il a changé de patron, ce n'est plus comme avant —, lui [le propriétaire] prête de l'argent, achète des maisons pour les filles au Brésil. Alors, quand elles ont terminé, elles viennent libres et spontanément, et elles paient pour lui.
- Mais il est Javanais ou Surinamais ?
- Non il est indien,
- Il est indien. Avant c'était un Brésilien ?
- Non, avant c'était... un Chinois mélangé de javanais, une chose comme ça. C'était un mélange. Il a été emprisonné au Brésil.
- Ah, bon. Mais il a été emprisonné parce qu'il avait commis un crime ?
- Non, il a été emprisonné, justement pour traite des femmes, à l'époque. Parce que, sept années en arrière, ici, au Suriname, c'était une chose comme la traite des femmes, mais ce n'était pas la traite, les femmes venaient ici parce qu'elles le voulaient, il y a tant de filles ici... je suis ici depuis seulement 16 ans, mais il y a des femmes qui habitent ici cela fait 45 ans tu sais ?, qui ont des magasins, qui sont patronnes de grandes entreprises ici. [...]. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Tout indique que le flux constant de femmes qui se livraient au marché du sexe au Suriname pour le marché du sexe en Hollande fonctionnait aussi comme une manière de régulariser leurs situations au Suriname, déjà que tous les trois mois, il fallait renouveler le visa (les données collectées sur le terrain indiquent qu'il se passait la même chose avec les femmes qui étaient dans des *clubs* au Suriname : elles restaient une période de trois mois comme touriste, et après elles voyageaient au Suriname, pour avoir le tampon de sortie du pays, et plus tard, elles retournaient, jusqu'à réussir à rester définitivement — (par l'intermédiaire du mariage par exemple). Les choisies pour voyager en Hollande étaient toujours les « plus belles » et proches des propriétaires des *clubs*. Quelques interviewées furent invitées, mais elles eurent peur de voyager, et en plus, elles avaient l'intention de retourner au Brésil quand se terminerait la période de trois mois stipulée par la *club* (la période du supposé « contrat ») :

- Tu connais quelques filles qui sont allées en Hollande ?
- Si j'ai connu ? Il y a des amies à moi qui y sont allées, mais je ne les ai plus revues. Elles habitent là-bas.
- Mais à l'époque, quand tu étais au *club*, les femmes allaient là-bas ?
- Oui. Il y en avait quelque uns qui avaient un *club* là-bas.
- Ah, ils avaient un *club* là-bas, et un autre ici ?
- En Hollande oui. [...] il amenait, ainsi, celles qui voulaient aller tu vois.
- Mais comment ils savaient qu'elles voulaient aller ?
- Il parlait avec les filles .
- Mais c'est lui qui choisissait ?
- Oui, c'était ses amies. C'était plus son amie, alors il l'emmenait. (Marília, 33 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Les données collectées sur le terrain indiquent aussi que c'était le propriétaire du Diamond (Henk Kunath) et du Seven-to-Seven qui utilisaient la possibilité d'envoyer les femmes en Hollande avec le plus de fréquence :

- Je suis d'abord venue au Suriname, et après en Hollande. J'ai été en Hollande, ensuite au Brésil, ensuite de suis venue ici à nouveau. [...] Seulement un fois j'ai été directement du Brésil en Hollande, les autres fois je venais ici. J'allais en Hollande, je revenais ici, et j'allais au Brésil ;
- Tu restais à attendre pour ce délai ?
- Oui. Le temps du visa de trois mois. [...] Aujourd'hui c'est plus facile parce que... pour beaucoup de choses qui sont arrivées, tu vois, qui sont finies, et aussi, pour entrer en Hollande, j'ai déjà entendu dire qu'y vive plus les Brésiliennes qui sont mariées, qui ont les papiers. Avant, oui, avant c'était plus facile, ce n'était pas autant difficile comme c'est maintenant. Mais j'avais la volonté d'habiter là-bas. Holà ! mais c'est beau, c'est beau ! Tu penses un beau pays. J'avais vraiment envie, j'ai toujours dit que j'avais vraiment envie d'habiter là-bas, très envie. Seulement cela n'a pas marché avec mon fiancé, nous avons eu un problème : celui-là, mon fiancé, ça n'a pas marché. J'étais bien jeune alors, j'avais 23 ans, aussi. Alors ça n'a pas marché, alors j'ai décidé de venir ici. (Nair, 39 ans, femme au foyer, quatre enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

Les femmes interviewées qui migrèrent au Suriname par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution, d'une manière générale affirmèrent que le départ des femmes pour l'extérieur, à partir de ce pays, était arrivées il y a beaucoup de temps : « C'était le temps où il y avait des voyages en Hollande, parce que maintenant, ils n'en envoient plus autant, je pense, en Hollande : Il y en a beaucoup qui vont en Espagne, qui vont en Hollande : je pense qu'elles vont directement du Brésil. Je crois, tu vois, parce que ici j'en entends plus parler » (Nair, 39 ans, femme au foyer, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname) Quelques-unes dirent avoir connu des femmes qui sont revenues au Brésil, et, plus tard, sont parties pour des pays d'Europe (Allemagne, Espagne, Italie, Portugal), travailler en *club* ; quelques-unes sont sorties avec le billet en main. Les dépenses du voyage (plus les valeurs supplémentaires) étaient payées par le *club* et après, la femme les remboursait, c'est à dire, en arrivant au pays de destination, elle allait directement au *club*, avec lequel elle avait une dette et un délai pour la payer, comme cela arrive au Suriname:

- Tu connais quelques femmes qui sont allées en Hollande ?
- Oui, je connais plusieurs amies qui y sont allées et qui sont revenues. Il y a beaucoup de filles qui sont venues ici, et qui vont à l'extérieur aussi.
- Mais pour quel pays, par exemple ?
- Hollande, Espagne, Italie, Portugal.
- Mais elles partent d'ici ?
- Non, elles partent toujours du Brésil, elles vont à Fortaleza [d'où elles embarquent pour l'Europe].
- Mais elles vont déjà avec un contact ?
- Oui elles ont déjà un contact. Des fois, elles vont avec le billet, et tout. [...] Mais toujours elles passent par le Brésil, le billet est moins cher. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

LA CONNAISSANCE ET LE CONSENTEMENT : UNE STRATÉGIE MIGRATOIRE

Pour les interlocutrices de cette recherche, dont le domaine se réfère principalement au Suriname — pays où la prostitution n'est pas permise officiellement, mais tolérée avec des arrangements informels, ce qui donne l'impression qu'elle est légale, —, la tromperie apparaît comme un des éléments fondamentaux pour différencier les cas de traite des personnes et les cas de prostitution « libre ». La majorité des interviewées affirmèrent que la situation migratoire pour un *club* du Suriname n'est pas considérée comme une situation de traite des êtres humains ; l'argument principal étant qu'il n'y a pas eu tromperie, les femmes sachant qu'elles allaient au marché du sexe :

– Non, je suis arrivée en sachant.
 – Tu penses que ce n'était pas la traite parce que tu savais ?
 – Oui, parce qu'il y beaucoup de filles qui viennent et qui ne savent même pas ce qu'elles vont faire. Je savais ce que je venais faire, je ne suis pas venue avec des illusions ; je suis venue parce que je le voulais et parce que je savais, aussi. Jamais je n'ai été trompée ici dans ce pays. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Je pense que ce sont des mensonges.
 – Pourquoi tu penses que ce sont des mensonges ?
 – Parce que, pour cela, pour la traite, la personne vient trompée. Non, [pour le *club*] elle vient parce que elle veut, personne ne trompe personne. [...] La personne vient en toute liberté et avec une volonté spontanée, elles savent ce qu'elle vient faire. Maintenant si elle a été trompée...
 – Mais il y a des cas où une femme est arrivée ici trompée que tu connais ?
 – Non. Tout le monde sait. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin chinois de vêtements, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Je ne sais pas. Écoute, je pense que non parce que... la majorité des filles qui viennent, elles viennent en sachant ; elles savent ce qu'elles vont faire, elles ne viennent pas innocentes. Je pense que l'innocence devient la traite, tu comprends ? Si elles étaient venues sans savoir, ce qu'elles allaient faire, alors je pense que c'est la traite, mais si tu sais, ce que tu vas faire... Et, en vérité, beaucoup viennent ici en ayant déjà fait ça au Brésil. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

- Dans ta situation, tu penses que c'est la traite ?
- Je ne pense pas.
- Pourquoi ?
- Parce que je savais déjà ce que j'allais faire.
- Si tu n'avais pas su, cela aurait été la traite.
- Alors là oui. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Je pense que toutes les filles, quand elles viennent ici, elles savent déjà. Je pense, tu vois, parce que, aussi, cela fait beaucoup d'années que je ne vais pas pour les *clubs*, je ne sais plus comment c'est la situation des *clubs*. J'y suis allée une année, je suis déjà... je pense que c'est sept ans que je ne vais pour aucun *club*, huit ans par là. Alors je ne sais pas de la situation, mais je pense qu'il y en a pas, parce que toutes les filles qui viennent ici, elles savent — comme je le savais, on ne m'avait jamais rien caché. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Pratiquement toutes les personnes interviewées au Suriname avaient la même compréhension : le fait qu'il y avait de la part des migrant-e-s, la connaissance de l'activité qu'elle exercerait dans le pays de destination, éliminant la condition de victime et en même temps, la mettant dans la condition de responsable de l'action. Dans leurs grandes majorités, les interviewées qui migrèrent par l'intermédiaire des *clubs* considérèrent leurs migrations comme une prise de décision personnelle, dont l'objectif était la fuite de problèmes financiers ou de compagnons violents, mais elles ne se sentaient pas trompées, parce qu'elles connaissaient les activités qu'elles exerceraient au Suriname :

Ce fut une collègue amie qui m'informa. « Ah, tu vas au Suriname, c'est bien là », je n'en sais rien, mais on m'a parlé pour où j'irai, et ce que je viendrais faire. Que je venais pour un *club*. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Quand je suis sortie du Brésil, je suis venue ici ; je ne suis pas venue ici avec l'objectif d'arranger une famille, je suis venue ici, comme d'autres Brésiliennes sont venues ici : je suis venue pour le *club*. J'habitais dans le *club* ici. Je suis venue avec une amie, je ne connaissais pas et je ne savais pas ce que c'était le Suriname, et je n'en avais jamais entendu parler, je n'en avais aucune idée, mais je savais pour où j'allais, et je suis venue. Ce n'est pas ce que je voulais pour moi, mais je suis venue. Je ne suis restée que neuf mois dans le *club*. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewés en 2011 au Suriname)

Quelques personnes affirmèrent que, si de fait il y eut une situation de traite au Suriname, cela appartient au passé. L'idée que ce pays fut le lieu de traite de Brésiliennes surgit

aussi dans les histoires de qui habita au Guyana. De fait, quand ils relatèrent des cas de violation de droits humains, les interlocuteurs citèrent le Suriname où les cas furent les plus graves.

Ester (48 ans, propriétaire d'un restaurant, quatre fils, interviewée en 2012 au Guyana) a dit avoir observé, dans le passé, dans son restaurant, des groupes de Brésiliennes en compagnie de personnes qui les incitaient, au Brésil, à aller au Suriname et que, maintenant « cela a cessé » :

- Il y a plus [traite] en faveur du Suriname. Maintenant c'est fini, mais avant, huit années avant, il y en avait beaucoup ; ils arrivaient avec des groupes de femmes pour les amener au Suriname.
- il venait ici ?
- Ici, ils viennent ici, ils arrivent ici et prennent la navette, et alors ils vont au Suriname.

Giovana (38 ans, propriétaire d'un magasin de vêtements, quatre fils, interviewée en 2011 au Suriname), à parler sur la question, fut emphatique pour dire que cela n'existe pas, et que si cela avait existé, cela faisait partie du passé. Elle accusa la presse brésilienne pour les informations qu'elle publia sur la traite des femmes à des fins d'exploration sexuelles au Suriname. À la question à la confiscation des passeports, elle conclut le sujet en disant que la « traite des femmes n'existait pas », et elle parut incommodée par l'image qui associait la prostitution à la traite des personnes aux femmes brésiliennes au Suriname :

- Je pense que la traite des femmes n'existe plus. Personne ne vient ici trompée. Le Suriname est un endroit que, déjà, tu peux voir de l'aéroport, venant de Belém, la circulation y est grande, de Brésiliens circulant ici, passant par l'aéroport. Je pense que cela n'existe pas, je pense que c'est le journal ; il arrive, il attaque et parle. Cela n'existe pas, elles viennent ici conscientes de ce qu'elles vont faire. Elles veulent venir ici. Beaucoup d'entre elles ont un petit ami là-bas au Brésil, elles ont un fils de l'un, un fils de l'autre, une vie de pauvre, de souffrance — elles viennent ici comme une opportunité. Je crois que l'argent qu'elles ramassent ici, elles ne le trouvent pas mauvais, non. Si elles le trouvaient mauvais, elles partiraient tu sais. Mais elles ne partent pas ! Elles pensent que c'est bon de boire, de plaisanter, de dormir à l'hôtel avec l'air conditionné, de bien s'habiller, parce ce que ce qu'elles font ici : mettre un parfum cher, bien s'habiller, faire une coloration des cheveux, un sac à main cher, des chaussures chères. Elles aiment beaucoup le luxe ici. Cela [la traite des personnes] c'est une illusion, c'est un mensonge ; c'est un pur mensonge cela.
- Quelques-unes firent des témoignages, y compris...
- Ce sont des mensonges. Et il y en a beaucoup qui utilisent beaucoup de drogues : elles viennent ici, elles n'arrivent à rien, et essaient de se justifier. Je connais beaucoup de filles ici, tout cela ce sont des mensonges, cela n'existe pas. Cela n'existe pas, qu'elles viennent ici trompées.
- Tu penses que cela a existé des fois ?

- Peut-être dans le passé, avant. Qu’au Brésil il existait beaucoup de traite des femmes, cela existait du côté du Brésil, tu vois, c’est véridique, mais ici, au Suriname, ça a pu arriver beaucoup avant, mais ces jours-ci...
- Beaucoup avant que tu dis, ainsi...
- Hé, il y a beaucoup de temps avant...
- Vingt ans, trente ans ?
- Hé, quelque chose comme ça. Mais je crois que, maintenant, depuis un certain temps, qui vient ici, elle vient en sachant ce qu’elle va faire, sans aucun doute. Elles savent qu’elles viennent au Suriname, pour le lieu où elles vont ; elles savent ; c’est elles qui choisissent. Elles choisissent l’endroit où aller, elles viennent parce qu’elles veulent venir. J’ai une amie qui achète ici avec moi, ici au magasin, une Brésilienne, qui fait des passes.

Même consenti, et croyant qu’elles ne rencontreront pas de situations d’exploitation une fois qu’elles ont embarqué par l’intermédiaire d’un contact de confiance, en général, les interlocutrices se montrèrent attentives à des possibilités de violence. Ana (37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) affirma que durant ses seize mois au Suriname, elle ne rencontra aucune femme victime de mauvais traitements ou de traite de personnes, mais comme Giovana (qui n’était pas certaine si au Suriname il y avait déjà eu la traite des personnes), elle relativisa en disant que cela était une réalité qui faisait partie du passé:

Un groupe, alors je suis venue avec. Mais je suis venue libre et de volonté spontanée, je savais ce que j’allais faire ici. Seulement que, quand on est intelligent, on utilise son intelligence. Je ne suis pas venue pour rester beaucoup de temps au *club*, j’ai négocié pour sortir tout de suite, parce que le *club* n’est pas une bonne option pour qui vient ici. Maintenant, à l’époque que nous venions ici, ce n’était pas une bonne option, parce qu’il y avait des patrons *de clubs qui maltrahaient, et il en avait beaucoup d’autres que non.*

Quand elle dit « J’ai négocié tout de suite pour sortir », cela se réfère à une stratégie de beaucoup de femmes qui n’avaient pas l’intention de rester pour exercer la prostitution comme activité professionnelle et en arrivèrent à avoir une relation plus fréquente avec un des clients, en arrivant, quelques fois, à un mariage officiel, éloigné du marché du sexe. Cela ne concerne pas d’une recherche pour le « principe », mais d’une manière pour s’éloigner du *club*, et, pour beaucoup, surtout de se libérer de la dette.

Le consentement est le point principal pour que les travailleuses du sexe originaires de pays pauvres, qui travaillent dans le marché du sexe dans les pays développés, différencient leur migration d’une situation de traite de personnes. « Dans l’univers de ces personnes, qui souvent ne connaissent pas les détails techniques et jusqu’à l’existence du Protocole [de Palerme], la traite est clairement identifiée : elle implique la mafia et la coercition, comprise

comme des violences mises en œuvre pour obliger à réaliser le travail »⁴⁷¹ — quelque chose pas vraiment éloignée de l’imaginaire des interviewées du Suriname et du Guyana, même si leurs destinations n’est pas pour une région d’un pays développés, le mariage n’ayant pas de relation avec une régularisation au pays, le passeport étant seulement nécessaire pour sortir du *club*.

Dans la compréhension des interviewé-e-s, le point central, quand il s’agit de la traite des personnes, et s’il y a privation de liberté, tromperie, et violence physique. En ce qui concerne les questions comme l’exploitation, les conditions de travail, et la protection sociale, par exemple, qui concernent le droit et la citoyenneté, cela n’était même pas cité par la majorité des femmes qui allèrent dans un *club* de prostitution, qui à peine mirent l’accent sur les difficultés à s’adapter à ce type de travail, de rembourser la dette dans le délai établi, et remplir sa journée de travail. Quelques interlocutrices soulevèrent un point important : le déclenchement de la position de victime de la traite des personnes si l’une d’entre elles cherche l’aide de certaines institutions, car si elle n’est pas reconnue comme victime de ce crime par les autorités, il devient difficile de recevoir une aide :

– Traite des femmes ? je pense que oui, elle existe. Regarde, pour être franche, je ne suis pas venue ici au *club*, pour être franche avec toi, il y a beaucoup de femmes qui disent qu’elles furent embobinées au Brésil, mais il y a beaucoup de femmes que je connais, qui sont ici dans les *clubs* — et qui ne viennent pas pour la première fois ni pour la seconde fois ici, tu comprends —, elles disent que quand elles viennent ici, elles ne viennent pas trompées, elles savent très bien ce qu’elles vont faire ; alors elle arrive ici et elle ne s’adapte pas. Je ne sais pas te dire si elle ne s’adapte pas, ne sais pas, mais ensuite elles commencent à dire qu’elles ont été dupées, que cela c’est cela, qu’elles sont venues ici pour faire autre chose, et quand elles sont arrivées ici, c’était pour se prostituer. Je pense que pour la majorité c’est un mensonge, tu comprends ? Parce que quand tu es à Belém... parce que je connais des gens qui envoient par ici — ils envoyaient à l’époque que je connaissais, je ne sais pas s’ils envoient encore — et la femme disait clairement : Regarde, tu vas aller là-bas pour faire ceci, cela et encore cela ».

– Elle est déjà arrivée à t’appeler, à t’offrir ?

– Oui, mais je ne suis pas venue, parce que j’avais mon argent, j’ai préféré venir pour compte propre. Alors normalement elles disent « Écoute, tu vas aller là-bas, le billet c’est tant, tu restes tant de temps », tu comprends ? tu arrives en sachant ce que tu vas faire.

– Cette personne qui t’a invitée, par exemple, était quelqu’un que, disons, en qui tu avais confiance, ou c’était quelqu’un que tu as rencontré dans la rue ?

– Non, c’était la collègue de ma collègue.

– Mais elle même elle ne voyageait pas, mais elle envoyait ?

– Oui, elle-même ne voyageait pas. Elle envoyait les autres filles. (Luana, 31 ans, vendeuse de magasin, une fille, interviewée en 2011 au Suriname)

⁴⁷¹ PISCITELLI, Adriana. Sujeição ou subversão : migrantes brasileiras na indústria do sexo na Espanha. *História e Perspectivas*, n.35, p.13-55, 2006 (p.18).

– Écoute, cette affaire de traite, existe et n'existe pas, parce que personne va dire comme ça : « Ah, quelqu'un, tu vas à cet endroit... ». Que tu n'es pas ingénue, tu sais où tu vas, mais, alors, quand elles font mal le travail, elles arrivent là au Brésil et disent : « Ah, c'est parce qu'ils font la traite des femmes. Là-bas, j'étais maltraitée ». Mais ce n'est pas ça, cela n'a rien à voir avec ça. [...] Je vis ici depuis seize ans [...] Les filles qui sont ici, rapidement elles arrivent à monter un magasin, tu sais ? bien gagner leur vie. Maintenant, c'est comme ça. Tu te prostitues seulement si tu veux ; si tu ne veux pas, tu trouves un travail et tu travailles, ici c'est un pays d'opportunité. Ici, si tu fais un beignet tu le vends ; ici, si tu commences à faire des gâteaux, des tartes, des... n'importe quoi, tu les vends, tu peux en créer son entreprise. Une cuisinière ici gagne mille dollars. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Maintenant, qu'est ce qui s'est passé là-bas [Espagne], c'était quoi ? j'étais là-bas depuis un mois, la Police Fédérale enquêtait au Brésil —, regarde le délai —, alors ils sont débarqués là-bas. Quelques filles du *club* se sont enfuies, les plus anciennes qui étaient là — je pense qu'elles n'avaient pas réussi à payer le *ticket*, et elles se sont enfuies, donc, tu vois —, alors, elles se sont enfuies, et après un certain temps, la Police Fédérale [référence aux autorités espagnoles] est apparue là-bas ; ils ont contrôlé le passeport de ces filles et le mien, et, alors, ceux qui n'étaient pas tamponnés ont été... ils les ont pris.

– Ils les ont pris ?

– Il les ont pris pour la Police Fédérale. Moi, je suis restée. Il dit : « Je veux ton témoignage ». [...] Alors elles sont revenues. Ils voulaient faire une enquête.

– Qu'est ce qu'elles on dit...

– Sur les personnes qui nous ont emmenées, tu comprends ? des patrons de *clubs* qu'on connaissait — ils voulaient ces choses-là. Seulement ils devaient être punis.

– Ah, oui.

– Mais ils ne nous maltrahaient pas, non. C'est comme ils racontaient... J'ai un ami, Pedro, il est espagnol, il est de la Police Fédérale, il m'a expliqué : « Écoute, c'est parce que, quand tu arrives ici, tu ne peux... Ici en Espagne il peut y avoir des *clubs*, ce n'est pas interdit ces choses-là, mais le propriétaire du *club* doit arranger vos papiers. Aussitôt que tu arrives, il doit chercher ici, arranger, pour que tout soit légal ; alors il n'y a pas de problèmes ». Alors, ces femmes se sont enfuies de là parce qu'elles voulaient dire... Elles sont allées mentir, elles ont menti vraiment parce que celui qui les a amenées, c'est la même personne qui m'a amenée, et j'ai dit que je voulais venir, de ma propre et libre volonté. (Núbia, 38 ans, cuisinière au *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

La mise en route de l'action de la condition de victime de traite des femmes, par les femmes qui étaient au Suriname, selon une des interlocutrices, en Espagne, avait aussi comme objectif une certaine forme de demande d'aide, que ce soit pour se débarrasser de la dette, que ce soit pour retourner au Brésil.

Dans l'analyse de Kamala Kempadoo, même avec toutes les références contre la traite adoptées par l'ONU, qui prend en considération la prévision de la protection des droits humains des victimes de la traite des personnes, le respect total des droits humains des personnes dans cette situation ne se trouve pas encore garanti. L'auteure met en avant que, même s'il existe des politiques et des lois qui visent les actions en faveur des personnes identifiées comme victime de la traite, « à moins de se tourner informateur de la police, et qu'elles livrent leurs 'trafiquants', qui peuvent tout aussi bien être, leurs amis, amants, sœurs, frères, ou leurs employeurs, elles sont traitées comme des immigrantes illégales, des criminelles, ou de menace pour la sécurité nationale »⁴⁷².

6.1 Les catégories présentes : l'appropriation du langage sur la traite des personnes

Le discours sur la traite des personnes arrivent dans des endroits référencés comme récepteurs ou de passage de victimes et possibles victimes d'origine brésilienne conformément à la manière dont le problème est présenté par les institutions. La recherche réalisée par José Miguel Nieto Olivar dans les villes de São Gabriel da Cachoeira (située à la triple frontière Brésil-Venezuela-Colombie) et Tabatinga (située à la triple frontière Brésil- Pérou-Colombie) dans l'État de l'Amazonie, par exemple, démontre que, entre 2010 et 2013, il n'apparaissait pas, dans le discours, des personnes ou dans les actions des institutions, la catégorie « traite de personnes », ni même dans le discours ou actions des institutions publiques⁴⁷³. Le discours sur la traite des personnes prit forme et place dans ces villes à partir de 2014, avec la Campagne de Fraternisation, de l'Église Catholique, matérialisée par « diverses actions publiques de 'sensibilisation' pour la prévention de la traite des personnes », et par « la mobilisation faite [de la Campagne de la Fraternité] avec l'expansion des politiques fédérales multidimensionnelle contre la traite, et sa rencontre avec les politiques de sécurité, défense, et intégration des frontières (de l'Amazonie) »⁴⁷⁴. De façon que, à ces frontières, le discours et les politiques sur

⁴⁷² KEMPADOO, Kamala. Mudando o debate sobre o tráfico de mulheres. *Cadernos Pagu*, n.25, p.55-78, 2005 (p.67).

⁴⁷³ OLIVAR, José Miguel Nieto. Performatividades governamentais de fronteira : a produção do Estado e da fronteira por meio de políticas de tráfico de pessoas na Amazônia brasileira. *Revista Ambivalências*, v.3, n.5, p.149-182, 2015.

⁴⁷⁴ Ibidem, p.170.

la traite des personnes gagnent en résonances, espaces, et structures avec pour thème l'exploitation sexuelle et la politique des frontières.

Quelques femmes interviewées au Suriname et au Guyana, mirent en évidence qu'elles avaient déjà reçu quelques types d'informations sur la traite des personnes. Luana (31 ans, vendeuse en magasin, une femme, interviewée en 2011 au Suriname,) était d'accord avec ce qu'elle avait entendu : même quand la femme va pour un *club* en ayant connaissance des activités qui y seront exercées, c'est la traite des personnes : « Je pense qu'à partir du moment que tu sors de ton pays pour aller faire un... pour te prostituer, je pense, j'ai entendu, que c'est la traite des femmes tu comprends ? ».

Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname) a dit qu'elle avait pris connaissance que c'était la traite des personnes par l'intermédiaire de la Police Fédérale, parce que jusqu'à maintenant elle considérait le marché du sexe au Guyana comme légal. Dès que j'ai connu le concept, j'ai compris que tous les *clubs* de ce pays faisaient la traite des personnes, mais elle affirma que les Brésiliennes cherchaient des établissements qui ne violaient pas leurs droits ; et dénonça que les femmes originaires de Colombie, du Venezuela et de la République Dominicaine sont soumises à une série de situations qui les mettent en conditions différentes des conditions des Brésiliennes, comme la privation de liberté, qui serait une pratique du *club* Baroombar, de Georgetown :

- Tu penses qu'il y a la traite des femmes ici au Guyana ?
- Beaucoup, beaucoup ! [...] Quand je me suis assise avec le [commissaire de la Police Fédérale], qui allait m'orienter [...] [il m'a dit] qu'à partir du moment que tu finances un billet pour une fille, tu [cela] devient un trafiquant. Pour moi, ce n'est pas ça ! Pour moi ce n'était pas ça, tu comprends ? Quand il a commencé à m'expliquer comment était les choses, qu'à partir du moment que je finançais leur billet, c'est déjà de la traite... Si elle vient par ses propres moyens, c'est son problème ; si elle tape à ma porte et me demande de travailler, ça ne le devient pas ! Alors, ici il y en a beaucoup, il y en a de trop.
- Alors, dans ton *club*, il n'y en avait pas et dans les autres si ?
- Il y en a dans tous ! Je vais dire la réalité : dans tout il y en a ! dans tous il y en a !
- Mais cela en arrive à la privation de liberté ?
- Non cela en arrive pas à ce point. Cela n'arrive pas parce que toutes celles qui sont ici le sont parce qu'elles le veulent. Toutes... Quelle est la fille qui ne sait pas pousser un cri aujourd'hui ? Quel est la fille qui ne sais demander de l'aide à un client ? Laquelle ? Aujourd'hui ? En plus, il y a le siège de la Police Fédérale ici, qu'un rien qu'une de ses filles dit ou parle mal d'une propriétaire de boîte, lui fout sa vie en l'air ? Alors non ! Dire qu'il existe la privation de liberté et l'exploitation, cela n'existe pas, ici, cela n'existe pas. Il y a un *club* ici dans lequel cela existe, que là ne va aucune Brésilienne, elles n'y travaillent pas, qui s'appelle le Baroombar, là ça existe !
- Elles sont de quelles origines les filles ?

– Du Venezuela, de la Colombie, de la Dominique. Tous les passeports sont confisqués par le propriétaire du *club*, tous.

Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) a souligné que la tromperie est prépondérante dans la compréhension de la situation des femmes dans les *clubs* du Suriname, comme la traite des femmes ; elle a parlé du voyage pour se prostituer et de l'âge comme des facteurs importants pour pouvoir identifier le crime : « C'est de la traite, parce que tu viens pour te prostituer dans un autre pays, tu vois. Mais, du fait que tu le sais, que tu es majeure, tu sais ce que tu es en train de faire, ce ne l'est plus, tu comprends ? ». Elle a aussi signalé que la Police Fédérale parle de situations de traite des personnes au Suriname et pour cela, les propriétaires de *clubs* ne peuvent pas entrer un territoire brésilien, car ils courent le risque d'être arrêtés :

Seulement, là-bas, à la Police Fédérale du Brésil, ils en parlent comme la traite des femmes — on en entend beaucoup parler — sauf que le propriétaire d'ici, du *club*, lui, chaque fois qu'il envoie un billet pour une fille au Brésil, il y a nom de celui qui envoie, la chose [agence] de voyage ; là il y a nom de celui qui t'envoie le billet, alors cette personne... Envoie ce billet, il ne peut pas mettre les pieds au Brésil, parce que son nom est là, à la Fédérale.

Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) fut une des interviewées qui a dit de manière emphatique que la situation des femmes dans les *clubs* de prostitution au Suriname concernait la traite des personnes. Elle raconta que, après sa sortie du *club*, elle fut interviewée pour une recherche à Paramaribo, réalisée par des assistances sociales locales, qui lui donnèrent des explications sur la violence domestique et la traite des personnes, et que la situation des *clubs* était de l'exploitation sexuelle. A partir du moment où elle prit connaissance de ce concept, elle en vint à regarder le marché du sexe au Suriname d'une autre manière :

– Qui paya les dépenses pour venir ici, ce fut le Diamond ?
– Oui. Il me paya tout. Ils ont tout envoyé [l'argent] et jusqu'à pouvoir retirer mon passeport au Brésil, parce que je n'avais pas de passeport. Ils ont envoyé l'argent et ils ont inclus toutes les dépenses du passeport, le billet, tout. [...] Elle [l'intermédiaire] m'a aidé à retirer le passeport, elle a tout fait. Elle m'a aidée.
– Tu penses qu'il s'agit de traite des êtres humains ?
– Alors, je ne comprends pas très bien ce qui en arrive à être considéré comme de la traite, si c'est quand une personne est forcée ou si la personne va comme elle veut, mais je pense que oui, que c'est la traite. Même les personnes allant librement et de volonté spontanée, en arrive à ça, parce qu'ils sont ici, tramant

tout, combinant tout, tu vois. Si tu n'as rien, ils vont ici, ils organisent pour toi. Je pense que cela en arrive à être considéré comme de la traite, oui.

À traiter de la question de la traite des personnes, le fait de connaître l'activité à être exercée, a pesé, dans la majorité des cas, à la compréhension d'une grande partie des interviewés. Catarina a indiqué que la question n'est pas de savoir si oui ou non il s'agit de prostitution, mais du fait de profiter d'un moment de fragilité émotionnelle ou de difficultés financières, pour offrir la « solution » par des demi-vérités, des promesses de gains faciles et rapides. Il faut comprendre que la décision d'accepter la proposition avait été compromise par la situation de « fragilité » dans laquelle la femme se trouve généralement quand elle est abordée avec la proposition d'aller dans un *club* :

- A quel moment tu penses qu'il s'agit de traite des femmes ?
- Je pense, comme ça, que la personne est souvent contactée, ainsi, dans un moment où elle est la plus vulnérable ; quand elle n'a pas de travail ou quand elle a un fils, quand elle passe par une situation difficile, alors ils font le contact plus facilement. Cette fille, qui était ma voisine, elle m'a contactée à un moment où j'étais vraiment... « Ah, je vais la voir parce qu'elle a besoin d'argent, elle est sans travail : Allons ! Là-bas, tu vas gagner de cette manière et de cette manière. » Et alors, quand la fille arrive, elle a quatre enfants cinq enfants ; « Allez, tu vas gagner de l'argent, tu vas avoir une vie meilleure », tout ça.
- Ils t'ont promis quoi ?
- Quand je suis venue ici, elle a dit que c'était vraiment bien, que j'allais gagner beaucoup d'argent, si je me servais de ma tête. Ils parlent toujours de la même manière tu vois, « Ah, si tu fais un *strip* de trente minutes, dix minutes, c'est tant de dollars. Le programme c'est de cette manière, en une nuit tu vas gagner ce que tu gagnais en un mois ; ainsi, deux nuits et tu vas déjà tripler ce que tu gagnais comme *babysitter* ».

Le discours selon lequel il dépend que de la femme pour qu'elle gagne beaucoup d'argent au marché du sexe, est propagé par le *club*, inculquant l'idée que celles qui n'y arrivent pas, c'est de leurs fautes, et non de facteur comme, par exemple, le fait de passer une bonne partie du temps au *club* pour payer la dette et les dépenses qui y sont rattachées. Marta (33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) affirma que gagner de l'argent ne dépendait que de son travail comme il lui avait été dit, et a souligné que dans son cas cela fut une réussite :

- Ils t'ont dit que tu allais gagner beaucoup d'argent ?
- Non, sauf dans le cas où je travaille. Comme moi : que je travaille avec les hommes, je réunisse l'argent, et j'allais faire...A l'époque, j'ai même réussi à construire la maison de ma mère, qui était en bois [...], qu'aujourd'hui, elle vit

bien, dans une maison plus agréable. J'ai arrêté d'investir au Brésil quand j'ai commencé à vivre avec Sandro, son père [elle fait référence à sa fille]. Trois ans, je n'investis plus au Brésil ; après trois ans, que j'ai commencé à investir, un an après l'avoir quitté, que j'ai commencé à investir, que j'ai acheté une maison de trente mille réais au Brésil, en travaillant. Maintenant je suis en train de réunir plus d'argent parce que je voudrais acheter une autre maisonnette là-bas, j'aimerais avoir au moins trois maisons. Nous en avons déjà deux. Ma maison, où j'habite, parce que je viens ici, et l'autre je l'a loue. Alors, je ne sais pas, je suis en train de me battre pour en acheter une autre, je suis en train d'investir parce que je veux habiter là-bas, vraiment, tu vois.

Dans l'explication de quelques interviewées, on peut observer que ce fut par l'intermédiaire de la presse qu'ils prirent connaissance du problème de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, mais toujours ils soulevèrent la question de la tromperie comme point de départ pour parler sur le sujet, ce qui n'est pas exclusif au Suriname, au Guyana c'était la même chose :

- Tu penses qu'il y a la traite des femmes au Guyana ?
- Non, je ne pense pas, non. Pour ce travail, même, alors, c'est elles qui viennent pour compte propre. Beaucoup viennent, arrivent, des fois avec l'idée de travailler à la cuisine, tu vois, et puis ça traîne, elle reste sans argent, elle doit aller au *club*, elle en arrive à aller au *club* ; alors, des fois, elle aime, elle voit que c'est un argent facile — parce qu'il y a beaucoup de clients, tu vois —, alors, elle termine par ne plus aller travailler. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guiana)

Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname), à parler sur la traite des personnes, a mentionné un terme bien divulgué : « esclave blanche » — qu'elle associait à la présence de mineures dans des *clubs* de prostitution et à la tromperie, dans le cas d'autres femmes. Pour elle, cette situation est une réalité rencontrée dans d'autres pays, mais pas au Suriname :

- Pour moi c'est, parce ce que je pense comme ça, la traite, de cette manière, quand elle concerne les mineures. Parce qu'à l'aéroport, j'ai déjà vu... des esclaves blanches comme ils disent, tu vois : c'est la traite des filles qui viennent au *club*, parce c'est en relation à la venue de mineures, tu vois, c'est pour cela qu'ils emploient ce terme.
- Seulement quand il y a des mineures ?
- Hé, seulement quand il y a des mineures. Et aussi, c'est arrivé souvent, pas ici au Suriname, dans d'autres pays, alors, ils emmènent des filles qui ne sont pas mineures, et, quand elles arrivent là-bas, le rythme est très différent, tu ne penses pas ?
- Au Suriname, ce n'est pas comme ça ?

- Bien, à l'époque où je suis arrivée ici, je n'ai pas trouvé, non ; seulement, il est déjà arrivé de voir une fille dans un *club* dire qu'elle est arrivée trompée, et elle n'a qu'une idée en tête c'est de repartir. Et elle repart.
- Vous en avez déjà connu quelques-unes ?
- Oui. Elle est arrivée trompée. « Regarde, quelqu'une m'a dupée ».
- Dupée pour quoi ?
- Elle m'a dit que ce n'était pas pour venir faire ce type de travail.
- Et pour qu'elle...
- Hé oui. Mais il y en a quelques-unes qui ne restent pas non. Il y en a une qui a piqué une crise, et elle est partie. Le patron a perdu le... C'est elle qui a été à l'ambassade, elle a semé un vrai bazarde — et elle est partie.
- Mais il ne l'a pas frappée ?
- Non ! non ! non ! le pire, c'est lui qui a subi le préjudice.
- Ah, elle était mineure ?
- Oui, encore. [...] Sauf que celui qui l'a amenée, tu vois, il s'est barré. Alors qui a été responsable, c'est le patron. Alors pour que son nom ne soit pas couvert de boue, il a dit : « Non, elle aura besoin de rien payer, non. Elle peut repartir ». Alors elle est retournée [au Brésil]. Il y en a une aussi, que la tante est venue après — ça je le sais maintenant —, elle était mineure. La tante lui est tombée sur le dos. Et ce fut une femme qui l'avait amenée au *club*.
- Une histoire récente ?
- Une histoire récente. Seulement je ne la connais pas tu comprends ? Alors elle est venue chercher sa nièce, elle qui vivait à l'intérieur d'un *club*. Seulement elle a récupéré la petite, elle a été à l'ambassade, et elle l'a ramenée.

Pour les cas mentionnés par Lara, la tromperie apparaît comme l'élément important pour que les autorités soient appelées, comme un fait aggravant quand il s'agit de mineures — ce sont deux composantes, qui, pour les interlocuteurs, ne laissent aucun doute qu'il s'agit d'une situation de traite des personnes. Son histoire démontre un point important : la présence de mineures dans des *clubs* au Suriname est une réalité, avec des documents faux ou non. Dans le cas des mineures, quand ils sont découverts, des mesures prises par les autorités apparaissent, qui se résument à ce que le *club* libère l'adolescente et son passeport — la « punition » du *club*, à ce qu'il paraît est la non récupération de la dette, sans implication judiciaire. En plus de Lara, d'autres interlocutrices parlèrent du résultat pour des situations mettant en cause des mineures, ou d'autres pour lesquelles les femmes furent flouées : calmer les femmes impliquées et les renvoyer au Brésil, c'est à dire ce qui est fait ensuite paraissent ignorer l'existence d'un crime et d'une victime.

En aucun moment, ne fut mentionné les termes d'exploitation sexuelle ou d'exploration du travail par la majorité des interviewées, qui migrèrent au Suriname par l'intermédiaire des *club* de prostitution, et qui dirent considérer comme étant la traite des personnes les cas des femmes des *clubs* de ce pays ; d'autres relatèrent de fausses promesses en relation avec ce qu'on leur avaient dit au Brésil, sur la valeur qu'elles pourraient gagner dans les *clubs*, toujours en

deçà de la réalité vécue. Dans la compréhension de la majorité des Brésilien-ne-s et des interviewé-e-s, s'il n'y a pas tromperie ou utilisation de la violence, ou si la femme n'est pas mineure, se diluent les situations d'abus et d'extorsion infligés à celles qui migrèrent par l'intermédiaire des *clubs* durant tout le temps nécessaire pour se libérer de la dette.

Des auteurs comme Wendy Chapkis⁴⁷⁵, Laura Agustín⁴⁷⁶ et Elisabeth Bernstein⁴⁷⁷ attirèrent l'attention sur l'existence de la confusion conceptuelle entre la prostitution volontaire, la prostitution forcée, et la traite des personnes. Dans l'histoire de beaucoup d'interlocutrices, cette confusion peut être amplifiée en fonction de la réalité vécue, principalement pour être influencée par des termes comme mafia, organisation criminelle etc. Núbia (38 ans, cuisinière au *garimpo*, deux enfants, interviewée en 2011 au Suriname), qui avant de voyager pour un *club* du Suriname était dans un *club* en Espagne, dans les mêmes conditions, influencée par la question du trafic de drogues a montré des signes qui mettent en évidence une confusion conceptuelle sur la traite des personnes. Elle a raconté que ce ne fut pas aussi simple pour arriver dans le *club* en Espagne, car elle fut arrêtée à l'aéroport de Paris, pour investigation. Pour ce qu'on peut comprendre de son histoire, ils voulaient savoir si elle transportait de la drogue, et elle, déterminée à arriver à destination, cacha le véritable but de son voyage : travailler dans un *club* de prostitution. Sur son voyage pour aller en Espagne avec la dette du *club*, elle se considérait dans une situation de traite de personnes parce qu'elle l'associait au trafic de drogue, une fois que les autorités qui l'avaient abordées cherchaient de la drogue :

- Je ne suis pas partie d'ici non, j'ai été du Brésil pour l'Espagne, qu'ils avaient envoyé mon billet tu vois, de là-bas. Je ne l'ai pas acheté au Brésil non, ils l'ont envoyé. [...] J'en suis arrivée à devoir trois mille sept cents euros.
- Tu penses que cela c'est la traite des personnes ?
- Sans aucun doute. C'est la traite oui.
- Pourquoi tu penses que c'est la traite ?
- Parce que je suis passée par une situation difficile quand je suis arrivée en Espagne : ils voulaient que je mente à la Police Fédérale [elle se réfère aux autorités françaises] — parce que la Police Fédérale a enquêté, au Brésil, trois mois, sur les femmes qui sont allées là-bas. Sauf que je n'ai pas été arrêtée, parce que mon passeport a été tamponné à Paris, parce que quand je suis passée [rires], la Police Fédérale était là, de l'autre côté, à attendre ; Ils m'ont emmenée là-bas. [...] J'ai dit que mon vol allait partir à neuf heures, et j'ai

⁴⁷⁵ CHAPKIS, Wendy. Soft glove, punishing fist : the trafficking victims protection act of 2000. In : BERNSTEIN, Elisabeth ; SCHAFFNER, Laurie. (Coords.). *Regulating sex : the politics of intimacy and identity*. New York : Routledge, 2005. p.51-67.

⁴⁷⁶ AGUSTÍN, Laura Maria. *Sex at the margins : migration, labour markets and the rescue industry*. London : Zed Books, 2007.

⁴⁷⁷ BERNSTEIN, Elisabeth. Militarized humanitarianism meets carceral feminism : the politics of sex, rights, and freedom in contemporary antitrafficking campaigns. *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, v.36, n.1, p.45-71, 2010.

perdu le vol pour l'Espagne : Ils m'ont emmenée, les femmes m'ont demandé de retirer mes vêtements, je les ai retirés, ils ont fouillé ma valise, ils m'ont emmenée aux toilettes, j'ai fait pipi dans un verre, pour voir si j'utilisais de la drogue — et elle m'a expliquée —, alors j'ai été avec un médecin ; ils m'ont amenée à un médecin, ils ont mis un appareil ici dans moi, pour voir si j'étais enceinte. « Qu'est-ce que je vais faire en Espagne ? » J'ai dit que j'allais en Espagne parce que mon petit ami m'avait envoyé le billet — je n'ai rien dit de ce que j'allais faire, toutes ces choses. « Combien de temps tu vas rester en Espagne ? » J'ai dit : « Quinze jours ». Alors je suis passée. Ils m'ont libérée à midi cinquante, et ils m'ont emmenée pour que je prenne mon avion, ils ont réservé mon vol.

– Ils t'ont arrêtée alors, à Paris ?

– C'est à Paris ; [...]. De Paris, que j'allais prendre le vol pour Bilbao, pour aller en Espagne. [...] ils m'ont fouillée — pour voir si je transportais de la drogue, tu vois, ces choses là —, mais, normalement, ils m'ont libérée, et j'ai été en Espagne. [...] Parce qu'ils ont dit... ainsi, ils avaient acheté un billet qui va de Belém à Rio de Janeiro ; à Rio tu prends un avion et tu vas à Madrid ; à Madrid, ils ne laissent pas passer un Brésilien sans savoir pourquoi : la police est là, à attendre.

Dans sa compréhension, la tromperie, associée à d'autres facteurs comme le trafic de drogue, par exemple, contribua à la configuration de la traite des personnes dans les *clubs* de prostitution, mais il n'est pas possible d'affirmer qu'elle comprenait que les deux crimes n'étaient pas nécessairement liés :

– Mais, alors, tu penses que cela est la traite des personnes parce qu'ils t'ont arrêtée à l'aéroport ou par la manière comme tu es arrivée ici ?

– Je ne sais pas, je pense qu'ils considèrent que c'est la traite tu vois ?

– Tu penses que... Parce que je t'ai demandé si tu considérais cela comme la traite des femmes, alors tu m'as dit que oui.

– Je ne la considère pas, comme la traite des femmes, parce que la fille va parce qu'elle veut. Je suis allée parce que je voulais, personne ne m'a obligée ; je suis allée parce que je voulais. Je voulais changer de vie, je voulais connaître le monde, tu vois.

– A quel moment, alors, tu as pensé que c'était la traite donc ?

– C'est parce qu'ils ne s'occupent pas seulement de femmes, ils trafiquent avec la drogue aussi.

– Ah, bon.

– Je pense que c'est la traite parce que le *club* est seulement une apparence, tu vois, et là-bas, tu dois rester muette, tu ne peux pas parler sur n'importe quoi, tout ce que tu vois, sinon ils te tuent. En Espagne c'est comme ça.

– Et ici [au Suriname] ?

– Je pense que c'est différent, je ne pense pas que ce soit aussi dangereux tu vois. [...] Parce qu'elles viennent de leurs propres volontés. Seulement si elle va, disons, sur un mensonge, tu sais ? Que tu vas travailler dans un endroit, que tu vas travailler comme secrétaire, ou tu vas faire un travail pour gagner beaucoup d'argent, alors là ce serait de la traite des femmes : alors, quand elles arrivent ici, elles verraient qu'elles sont dans un *club*, et elles deviendraient désespérées, en pleurs, parce qu'elles ne voudraient pas faire ces choses-là, tu comprends ?

On ne peut pas oublier que connaître l'activité qui va être exercée, ne veut pas dire connaître toutes les règles du *club*, les conditions de travail, les sommes qu'elles vont recevoir, les horaires rigides, les amendes. Seulement Catarina (34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) a parut comprendre l'engrenage qui faisait fonctionner les *clubs* au Suriname ; elle a mentionné l'absence d'informations sur le fonctionnement et sur les amendes du *club* au moment où les femmes sont abordées pour voyager :

– C'est comme ça ces choses-là : ils promettent le monde entier, mais ils ne disent pas « Écoute tu vas là-bas, tu vas devoir payer une habitation ». Et chaque jour que tu ne paies pas, si tu ne paies pas le samedi... le dimanche c'est déjà une amende, ça augmente de 10% sur ce qu'il y a. Par exemple : tu dois payer le samedi, si tu ne paies pas le samedi mais que tu paies le dimanche, tu vas payer une amende de 10% de la valeur de l'habitation. Alors, il y a des filles qui ne travaillent pas le samedi, [elles n'ont pas trouvé de clients], elles ne peuvent pas payer la semaine, et ça va augmenter, ça va augmenter — et tu dois payer.

– Tu ne paies pas parce que tu n'as pas réussi à gagner de l'argent ?

– Tu ne paies pas parce que tu n'as pas réussi, parce que la concurrence est dure. C'est pour cela que j'avais des doutes, je voulais être certaine que je n'allais pas rester sans payer l'habitation. Toujours j'ai divisé la chambre.

– Alors, il y a des nuits, par exemple, que tu ne peux pas avoir de clients ?

– Non. Des clients il y en a beaucoup. Des hommes il y en aura toujours, mais il y a des jours, que tu ne fais rien, tu réussis rien. Il y a des jours que...ils parlent, disons, ils t'abordent, ils font un accord. Ah, alors tous les jours tu vas avoir de l'argent ? Non, il y a des jours, que l'homme qui est ici, ne veut même pas te voir, on dirait que tu es moche ou que personne veut de toi. Il y a eu une période quand je suis arrivée au Diamond, une époque que je suis restée une semaine entière sans rien faire, sans aucune passe, ni rien, rien, rien. Ce fut une semaine durant laquelle j'ai été désespérée : « Mais qu'est ce qu'il m'arrive ? » C'est parce que, dans la réalité, je ne voulais plus, je ne m'approchais plus des clients, je ne faisais rien [parce que] il fallait embobiner ; et je ne voulais plus faire ça, j'étais déjà... je ne voulais plus rester. C'est à l'époque que je ne travaillais plus. Parce que il y a des filles qui s'en foutent, elles arrivent, elles veulent rester, elles aiment ce qu'elles font, mais il y en a qui arrivent, qui n'aiment pas, qui paient le *ticket* et qui s'en vont. A l'époque durant laquelle j'étais là, j'ai connu des filles qui arrivaient du Maranhão — il vient beaucoup de filles du Maranhão, tu vois —, qui paient le *ticket*, « Ah non la semaine prochaine, je m'en vais. Je ne veux pas rester ici non ». Et elle s'en va.

– Et les filles sont...

– Parce qu'elles se sentent seules, loin de la famille tout ça. Principalement celles qui ne boivent pas, tu vois, alors que, à la réunion, il dit : « tu dois boire, parce que si tu bois, tu te lâches ». Il y a des filles qui ne boivent pas, réellement, parce qu'elles ne sont pas habituées ou parce qu'elles n'aiment pas ça. Alors ça complique tu comprends.

– Je comprends.

– Les filles viennent beaucoup ici pour une raison, mais quand ils viennent t'aborder c'est une chose, mais quand tu es ici, à l'intérieur, ce n'est pas du tout cela. [...]. Ils disent qu'en six mois, tu gagnes de l'argent pour acheter un terrain, une maison, une voiture, et en moins de six mois, tu vas avoir dix mille

sur le compte, et quand cela n'arrive pas, ils disent que c'est de ta faute, que tu n'as pas travaillé [...]. Il y a des filles qui ont de la chance, qui rencontrent des clients qui aident, qui achètent une maison [...]. Je ne me sens pas honteuse, je sens que j'ai été un petit peu trompée, parce que... Si bien que quand j'étais là, au bout de neuf mois je voulais larguer. O.k, tu gagnes de l'argent, mais combien en plus tu vas gagner... Mais c'est un argent qui repart, qui te files entre les doigts, et le jour suivant tu te sens toute vide. Quand tu es dans le *club*, tu veux une vie de luxe, et tu penses que tu vas gagner plus le jour suivant. Je n'ai pas réussi mes objectifs...

L'étude que réalisa Laura Oso Casas sur la migration des femmes latino-américaines (les femmes d'Argentine, les Brésiliennes, les Colombiennes, les Dominicaines, et les Vénézuéliennes) au début de la décade de 2000 pour l'Espagne, révéla qu'une bonne partie des femmes interrogées avaient décidé de migrer pour se prostituer connaissaient l'activité qu'elles allaient exercer ⁴⁷⁸, et met en avant qu'elles ne furent pas trompées ni victimes de la traite, par des mafias, mais utilisèrent de nombreuses filières de migration qui contribuèrent à des situations d'exploitation et par des reproductions d'inégalités sociales.

6.1.1 La Présence des mineures dans les *clubs*

Comme déjà vu, les interviewé-e-s étaient unanimes dans l'affirmation que, au sujet d'une fille de moins de 18 ans, indépendamment d'avoir été trompée ou non, il s'agit d'une situation qui relève de la traite des personnes — c'est à dire que la question de l'âge est prépondérante pour la configuration du crime :

- Beaucoup de femmes. Et maintenant on peut voir, ici même au Bigode — je travaille juste à côté, je vois tant de jeunes filles, très maquillées, en mini jupes, talons hauts... très hauts, ce genre de talons bien hauts, tu sais ? Alors il y a beaucoup de filles. [...] Elles sont en ville, et quelques-unes vont au *garimpo* aussi. Si jeunes.
- Mais, alors, tu penses que c'est la traite parce que ce sont des filles jeunes ? Ou qu'est ce que tu crois que c'est ?
- Parce qu'elles sont jeunes, toutes jolies.
- Mais qui a l'habitude de les amener ici ?
- Une connaissance. Il les amène pour le travail de... il dit que c'est pour travailler dans une maison, alors, de famille, tu vois, elles viennent avec cette intention et ensuite, quand tu les vois elles sont déjà en train de se prostituer.

⁴⁷⁸ OSO CASAS, Laura. Prostitution et immigration des femmes latino-américaines en Espagne. *Cahiers du Genre*, n.40, p.91-103, 2006.

- Mais parce qu’elles sont forcées ou parce qu’elles l’ont décidé ?
- Parce qu’elles l’ont décidé. Mais, forcées, non. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Tiago⁴⁷⁹ (40 ans, *garimpeiros*, trois enfants, interviewé en 2011 au Suriname), qui affirma que les femmes qui se livrent au marché du sexe au Suriname, sont majeures, comprenait, que, pour cela, elles ont le discernement pour décider si elle peuvent rester ou non à pratiquer cette activité ; il comprenait aussi, que, dans le cas de la femme qui n’est pas mineure, il ne s’agit pas de traite de femmes. Pour lui, celles qui viennent, elles viennent parce

⁴⁷⁹ Tiago, 40 ans, trois fils, classe de 6ème, *garimpeiro*, est né au Maranhão. Après un passage aux *garimpos* de Roraima et du Venezuela, dans les années 90, il en arriva à travailler comme maçon à Manaus, où il a habité avec son épouse et ses trois enfants. Quand il se sépara de sa femme, sans travail, il décida de retourner à la vie de *garimpeiro*, car il avait entendu parler de personnes qui avaient gagné beaucoup d’argent au Suriname : il y avait des personnes qui retiraient d’une mine, en quarante jours, quarante kilos. Alors je suis devenu fou [rire], ‘ un *garimpo* comme ça, c’est ce que je dois chercher ’, [...], parce que j’ai pensé, qu’ici [au Suriname] c’était meilleur pour l’or qu’au Venezuela, où j’avais travaillé avant ». Il migra en 2000 (il avait 29 ans) et depuis lors, il n’eut plus de contacts avec son ex-femme et ses enfants, qui vivaient au Venezuela (il a dit que ses fils ne l’ont jamais cherché et qu’il le les a pas cherchés. Ils vivaient au Venezuela avec leur mère et elle s’était marié à nouveau. Pour lui, avec la nouvelle relation de sa femme, ses fils n’étaient plus sous sa responsabilité). Il travailla comme *garimpeiro* et comme vendeur ambulant au Suriname et en Guyane Française. Pendant deux années, il n’eut aucun contact avec la famille au Brésil, et seulement après quatre ans, il retourna au Maranhão, pour la revoir. Pendant un de ses voyages pour visiter les parents, il se maria à nouveau, et amena l’épouse au Suriname. L’accompagnant sur les zones d’extraction de minerais en Guyane Française, elle en arriva à travailler « environ trois mois » comme cuisinière, en plus de vendre des vêtements qu’elle avait amenés du Brésil, et les deux réussirent à réunir suffisamment d’argent pour acheter une maison et monter un restaurant au Maranhão. A l’époque de la recherche de terrain, il habitait une partie de l’année au Brésil (environ quatre mois) travaillant au restaurant, et le reste de l’année au Suriname, mais il lui était déjà arrivé de rester deux ou trois ans sans aller au *garimpo*, en fonction de se qu’il avait gagné au voyage antérieur. Tiago dit avoir encore un « objectif » à atteindre : acheter une voiture — et ensuite ne plus avoir l’intention de retourner au *garimpo*. A être questionné s’il avait réussi à trouver 40 kilos d’or dans sa mine, comme il avait dit qu’il avait, il dit que non, que ce qu’il avait gagné c’était après son deuxième mariage : « Ce que j’ai trouvé c’est [rires]... c’est quatre années sans aller au Brésil, sans même donner une nouvelle pour ma mère, ni pour personnes. Tout ce que j’ai gagné, je l’ai dépensé au *cabaré* ; l’unique chose à laquelle je pensais c’est ce que je voulais, je l’avais, que c’était la bière, l’eau de vie, les filles et le travail. Alors, j’avais une idée, à cette époque, très pauvre, et je pensais : je n’ai pas de femmes, pas d’enfants, même pas une jument à qui donner du maïs [rires], je vais me préoccuper de quoi ? [rires] Cela a fait que j’ai passé quatre ans ici dans ce trou. Alors, après que je suis allé au Maranhão, je suis allé à la maison, où j’ai réussi à trouver cette épouse, avec qui je suis encore aujourd’hui, et jusqu’à maintenant, je ne laisserai cette vie pour rien, pour aucun *garimpo*. Cela peut être 50 kilos — ou même 40 — ici, je ne la laisse pour rien ». Tiago était au Suriname comme touriste.

qu'elles le veulent, parce que ce qu'elles gagnent est attractif, parce que parfois, elles gagnent en une nuit, l'équivalent à ce que beaucoup d'hommes reçoivent en quinze ou vingt jours de travail à l'extraction de l'or — et tenta de démontrer qu'elles réalisent un travail qui demande « moins d'efforts » que les hommes :

Ah, maintenant, tu me poses une question à laquelle je ne peux pas répondre. Parce que je te le dis bien en face : s'ils avaient amené ces petites de 12 ans, 13 ans, je pourrais te dire que c'est la traite des femmes, mais la majorité que je vois ici, dans ces *carbarés véi* [anciens] de tous côtés, ou dans les boîtes — que je ne fréquente pas beaucoup, mais j'en entends parler par d'autres, —, des femmes qui ont vécu, de 18 ans, 20 ans, 22 ans, jusqu'à 30 ans. Une femme comme ça personne ne lui monte la tête, parce que moi... je te dis : si une personne dit « Mec, on va se jeter devant cette voiture », je ne vais pas le faire parce que je sais que cela n'a aucun futur pour moi. Alors si le type appelle une de ces femmess pour aller au *cabaré*... que la majorité n'est même pas appelée, qu'elles viennent d'elles-mêmes, elles recherchent elles-mêmes pour se prostituer, parce que des fois elles réussissent du blé bien mieux que les hommes, même. Parce que la fille vient pour un de ces *cabarés*, si le type va dormir avec elle, elle lui demande 10 grammes, 8 grammes. Et souvent, le type passe quinze jours, vingt jours à travailler en dessous, à chercher un filon, pour gagner 10, 8 15 grammes. Alors que ce que peut gagner une femme en une nuit, des fois, le type passe dix, quinze jours, des fois, travaillant pour gagner, en se levant à cinq heures du matin, mettant en route le moteur pour battre l'eau, et la machette à la main alors, à couper les racines et les branches le jour entier, jusqu'à la nuit. Alors je n'y crois pas, non, je ne vais pas te mentir.

Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname) a voyagé deux fois pour les *clubs* de prostitution au Suriname. La première fois elle avait 17 ans : elle fut contactée par une inconnue à la porte de l'école où elle étudiait, et pour concrétiser le voyage jusqu'au Manilla, elle dut retirer tous ses papiers à nouveau, avec comme document d'origine le certificat de naissance à la date de naissance adultéré ⁴⁸⁰, pour ce faire passer pour une majeure et voyager sans l'autorisation des parents. Avec le nouveau certificat, et avec la femme qui l'avait persuadée de voyager, elle retira sa carte d'identité, son CPF, son titre d'électeur, et son passeport, et elle put traverser la frontière régulièrement :

- Tu avais les papiers ?
- Non !, elle a tout fait pour moi. Nouveaux, tous nouveaux.
- Mais ils n'étaient pas faux ?
- Oui.

⁴⁸⁰ Cláudia n'indiqua pas si elle continue avec les mêmes documents (c'est à dire que c'est un sujet qu'elle aborda rapidement).

- Et comment que tu as fait pour retirer le passeport avec un document faux ?
- Je ne sais pas. C'est elle qui a tout fait !
- Elle est arrivée à te donner la [carte d'] identité ?
- L'identité, tout !, avec le passeport, et tout...
- Alors, tu n'es pas allée à la Police Fédérale ?
- Si. On a tout fait correctement.
- Mais c'était ton vrai nom ?
- Oui.

Pour les cas où les papiers furent faits avec la date de naissance trafiquée, cela était gardé secret, autant de la part du *club* que de la femme qui s'occupait de cette documentation, pour ne pas reconnaître l'illégalité de la situation. Durant la recherche de terrain, seulement Cláudia parla sur l'altération des papiers, et la prise de contact avec des mineures ; la plupart affirmèrent ne pas avoir vu de femmes (même si certaines en avaient entendu parler) de moins de 18 ans dans les *clubs* : « Non, seulement des adultes. Non parce que dans les *clubs*, sur ce sujet, ils sont très rigoureux, parce que la police, de temps en temps, ils font une descente, alors ils n'amènent pas de mineures » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) — bien qu'en conversations informelles, quelques-unes laissèrent échapper qu'elles doutaient de l'âge véritable de certaines, pour leur trouver une apparence de « très jeunes filles », en insinuant que la même personne avait été responsable de la falsification de leurs propres documents.

Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) n'a jamais vu de mineures dans les *clubs*, mais elle a su, par l'intermédiaire d'un ami, qu'il y avait peu de temps, il s'était ouvert un *club*, qui fonctionnait seulement les fins de semaines, et dans lequel on trouvait seulement des adolescentes issues de la banlieue de Belém, qui avaient migré irrégulièrement au Suriname en bateau. Une situation, si de fait elle existe, est nouvelle et très bien tenue secrète :

- Il y a des filles mineures qui viennent en bateau pour les bars, que l'homme... rentrent seulement les gens qui ont de l'argent et seulement les personnes qu'il connaît...qu'il y a des filles de 15 ans, 14 ans, des filles jolies, c'est ce dont j'ai entendu parler.
- Des filles d'où ? De Belém ou de la province ?
- Des filles de l'intérieur, et de Belém, de la zone. [...] Pour moi, la zone, ainsi, c'est Jurunas, Sacramenta... [...] ces quartiers même, que les gens disent qu'il n'y a que des voleurs. Cela je ne le sais pas, parce que le type qui m'en a parlé, mon ami, il a dit qu'elles sont de Belém, et qu'elles viennent en bateau ; seulement il ne me l'a pas dit comme ça, il me l'a dit de cette manière : « C'est des quartiers humbles, que la mère se vend, qu'il n'y a aucune perspective, que c'est que pour l'argent... et des fois, la mère est droguée, et vend ses

propres enfants ». [...] Mais je l'ai su il y a peu de temps. Je suis restée bête, parce que je ne savais pas, des filles de moins de 15 ans, de 14 ans, ça n'a pas de sens tu vois. Seulement des mineures, des filles bien jolies. On dit que ce sont des filles très jolies, vraiment très jolies.

Encore selon Yeda, son ami, qui avait fréquenté l'endroit, lui a raconté comment c'était, sans entrer dans de grands détails. Mais il a dit qu'il a essayé d'amener avec lui une de ces adolescentes pour vivre avec lui maritalement, mais elle a refusé :

- Parce que c'est un ami à moi qui m'a parlé [...] il a déjà été là, et il a vu, seulement je ne peux pas dire s'il a dit la vérité ou non. Il m'a dit qu'il a demandé à une de ces filles si elles ne voulaient pas venir habiter avec lui, si elle ne voulait pas retourner au Brésil et elle a répondu que non, qu'elle souffre beaucoup au Brésil, elle est battue [...] et ici, elle n'est pas frappée, elle vend seulement son corps, et elle gagne de l'argent. [...]
- C'est une des filles qui lui a raconté ?
- Oui, elle lui a parlé, parce qu'il voulait amener une de ces filles, et elle a réagi, et elle a dit que « non ». « Tu ne veux pas retourner pour ton Brésil, tu ne ressens pas le manque ? » « Non, j'ai souffert beaucoup, ma mère me battait beaucoup. Ici, pour le moins, je suis bien. »
- Alors, dans ce cas...
- Elles aiment, elles ne sont pas là contre leur gré.
- Mais c'est la mère qui l'a vendue.
- C'est la mère qui l'a vendue. La mère a fait de l'argent avec ça.

La seule « information concrète » qu'avait Yeda, c'était qu'il existait un local où seules de adolescentes se livraient au travail du sexe, et que peu de clients les connaissaient. Plus « informations » seraient des spéculations du fait du peu d'indices collectés :

- Mais cela c'est un *club* à Paramaribo ou au *garimpo* ?
- Ici. Je ne sais pas si c'est ici à Paramaribo ou en dehors alors, à Nieuw Nickerie. [...] Il n'a pas dit réellement où c'était, il m'a seulement parlé comme ça, parce que je pense qu'il avait peur, parce que lui-même y va.
- Mais tu ne sais pas si c'est à Nickerie ou à Paramaribo ?
- Il n'a pas voulu m'en dire plus alors, non.
- Ce qui est sûr, c'est qu'il existe un local où il y a que des mineures.
- Que des mineures et elles viennent qu'en bateau, parce qu'en avion elles ne peuvent pas tu sais.
- Mais ils font des invitations ou ces personnes connaissent déjà l'endroit ?
- [...] Je pense qu'ils doivent aller parler : « Regarde, aujourd'hui, il va y en avoir, les filles seront là, de cette manière... ».
- Mais alors, ce n'est pas tous les jours ?
- Seulement les fins de semaine. [...] Mais alors j'ai dit : « Écoute, dis-moi où c'est, qu'un jour j'aimerais voir ces filles tout ça », je lui ai demandé et lui : « Non, je ne peux pas, non ».

La question sur les mineures pour le travail du sexe au *garimpo*, dans la grande majorité des cas a eu une réponse négative, disant que dans les *cabarés*, il n'y en avait pas, qu'elles ne sont pas acceptées par les propriétaires — ce qui ne signifie pas que cela n'existe pas dans des espaces parallèles :

- Même pas au *garimpo*, ils y travaillent des mineures ?
- Au *garimpo*, non plus [...]. Maintenant, au *garimpo*, généralement, alors, les mères les amènent. Alors, quand arrive cette affaire d'or, ces choses-là, alors... Une mère, généralement, n'amène pas sa fille pour se prostituer. [...] Mais, la plupart du temps, quand la mère amène la fille au *garimpo* — pour aider, tu vois, —, il y a déjà des hommes qui offrent de l'or, qui offrent des bijoux. Alors, les enfants, elles se font des illusions avec ça. Et souvent, la petite va se prostituer. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Gabriel ⁴⁸¹ (58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux fils, interviewé en 2011 au Suriname) fut l'un des rares interlocuteurs à dire que, même si les *cabarés* évitaient les mineures, on pouvait y en rencontrer, offrant des services sexuels — et qu'elles y vont pour compte propre :

- Mais dans les *cabarés*, il y a seulement des adultes, il n'y a pas de mineures, n'est-ce pas ?
- Il y a des filles de 17 ans, 18 ans. Oui.
- Mais elles sont avec leur mère ?
- La mère qui les amène ? Elles viennent oui ! Elles voyagent par la forêt. Il y a des jeunes filles ici, dans le *cabaré*, mineures : 15 ans, 16 ans. Mais si la police les prennent c'est un problème, elles restent cachées.
- Mais elles vont de leurs propres initiatives ?
- Oui elles viennent comme ça oui. Elles veulent gagner de l'argent, les autres leur en mettent plein la vue, tu vois. Une comparaison : une femme arrive à Belém, elle arrive avec de l'argent, avec dix mille réais, quinze mille réais ; alors il y a une mineure, elle demande comment c'est, elle dit que c'est bon,

⁴⁸¹ Gabriel, 58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro* (propriétaire d'un « piu-piu », appareil qui détecte le métal dans le sol) non alphabétisé, est né Piauí, a grandi au Maranhão et est allé au Tocantins, avec la famille quand il avait 17 ans, et tout de suite se maria. En 1973, à 20 ans, avec déjà un fils en bas âge, et une épouse enceinte, il commença la carrière de *garimpeiro*, à Itaituba. Depuis lors il suivit toujours le ragot de l'or, et en 1996, il arriva en Guyane Française, clandestinement (il n'avait pas de passeport). La même année il fut expulsé, mais il retourna à Cayenne le jour suivant et de là partit au Suriname (à l'époque, il avait 43 ans). Dans ce pays, il avait l'habitude de rester deux mois à travailler au *garimpo* et entre quinze jours et un mois à Paramaribo. En 2001, il voyagea au Brésil, mais retourna au Suriname la même année, et malgré le fait d'avoir retiré son passeport, il vécut illégalement parce qu'il n'avait pas fait le nécessaire pour sa régularisation. Au moment de l'interview, il travaillait seul au *garimpo*, principalement en Guyane Française. Dès qu'il alla pour Itaituba (en 1973), il ne revint pas voir sa femme et ses enfants. Elle l'attendit quatre ans, et à cette époque celui qui l'aida fut le père de Gabriel, et quand il ne put plus l'aider, il lui conseilla de se marier à nouveau, ce qu'elle fit. Gabriel, qui n'a pas connu son fils le plus jeune, sans même savoir l'âge du plus vieux ; il savait seulement qu'il devait avoir « quelque 30 ans et quelques » et son nom. « Mais alors, j'ai passé cinq années, je me suis mis avec cette femme, alors. Je ne sais rien de mon fils, et je ne sais pas comment je vais le localiser au Brésil, quand je vais arriver. [...] C'est beaucoup de temps ». L'abandon des enfants et de l'épouse ne s'applique pas seulement à Gabriel, c'est une réalité vécue par beaucoup d'enfants, et beaucoup de femmes qui restèrent au Brésil quand le mari/père partit pour le *garimpo* : ils restèrent à attendre qu'ils envoient de l'argent pour vivre, les aider, ou qu'ils reviennent riches, ce qui arriva. Il vivait irrégulièrement au Suriname depuis quinze ans, et il avait travaillé sur les *garimpos* clandestins en Guyane Française.

elle profite de la vie là-bas tu vois : « Si tu veux je t’emmène avec moi, là-bas tu vas gagner plus d’argent qu’ici. Ici tu vas gagner dix réais, quinze réais pour faire une passe avec un type, et là-bas tu gagnes dix grammes d’or, ce qui représente cent et quelques dollars. Tu gagnes de l’argent au *garimpo* ». Alors, elle arrive pleine d’illusions ; alors, elle commence à se droguer, il y en a qui attrapent le vice de la drogue, qui tombent dans le vice, dans les endroits où circule la drogue, elles sont à la rue, hors contrôle, alors. Et celles qui pensent qu’elles vont gagner de l’argent et puis qui rentrent, tu comprends ?

Il ne fut pas fait de recherche de terrain dans des villes de l’intérieur du Suriname en dehors des zones de *garimpos*, mais l’existence de *clubs* de prostitution dans des locaux distants de Paramaribo est de la connaissance de qui habitent dans le pays ; ils possèdent des structures moins importantes :

Ils sont plus distants du contrôle des autorités, et, à ce qu’il paraît, on plus de liberté pour commettre des irrégularités : « Toutes les filles que j’ai connues, venaient pour travailler dans les endroits que je connaissais, mais il y a de nombreux autres endroits, et on en entend parler, d’autres *clubs*. Il y en a en dehors de Paramaribo : Nickerie a des *clubs*, il y a une petite ville qui est plus loin d’ici, Parana (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

6.2 Ambivalence normative : le chemin des pratiques, des médiations et des médiateurs

Les trajectoires des interlocuteur-rice-s a permis d’observer quels chemins, pratiques, médiations et médiateurs, s’articulent pour la structuration de la prostitution dans les *clubs*, et démontrent que les dynamiques présentes dans leurs modes de fonctionnement sont imbriqués en un système d’échange, de réseaux sociaux, et dans des relations de pouvoir — et c’est dans le *club* que se structurent les jeux d’intérêts divers qui oscillent entre tolérance et victoires extralégales, ce qui les configure comme champs de conflits et disputes qui s’adaptent, se réalignent, et se conforment en accord avec les relations des forces établies et leurs répercussions dans les milieux régionaux et internationaux. Dans la pratique, ce qui existe entre la travailleuse du sexe et le *club* est un accord verbal qui se substitue au contrat de travail, version doublement illégale, une fois que l’exercice de la prostitution aussi bien au Guyana comme au Suriname, n’est pas permise, — car le *club* ne peut pas lui établir un contrat, malgré

les conventions de sa propre existence, de telle forme qu'elles travaillent en suivant des normes et des règlements rigides, sans droit sociaux ni travailistes. Dans ce scénario, ce qui se perçoit c'est la tentative d'escamoter le type de services vendus dans les *clubs* de prostitution, qui sont enregistrés comme hôtels et/ou bars, parce qu'ils ne peuvent pas s'enregistrer comme entreprises du marché du sexe. Avec cela, ils s'exonèrent des procédures criminelles et transfèrent tous les risques sur les travailleuses du sexe, sur lesquelles retombent les formes les plus visibles de contrôle et de répression. Les dynamiques observées, sont loin de se caractériser comme absence étatique : elles font parties de pratiques quotidiennes présentes dans les instances formelles de procédure extralégales de régulation de l'espace public.

Angelina Peralva, dans un article sur le trafic de drogues illicites au Brésil, présente, en ayant pour base une base de données élaborées avec les informations du rapport de la CPI du Narcotrafiquant⁴⁸², un contexte d'implications de divers acteurs et agents de l'État dans des pratiques extralégales qui fait fonctionner le marché de la drogue sans que, nécessairement, celui-ci soit concerné par les lois pénales. Pour expliquer un tel contexte, elle met en avant quatre dimensions du marché de la drogue : 1) « le fait qu'il s'agit d'une activité économique étroitement imbriquée dans l'économie légale » ; 2) « le fait que, justement parce qu'il concerne le marché illégal, son existence est étroitement dépendante de ressources institutionnelles grâce à quoi cette illégalité passe à devenir tolérée » ; 3) « le fait que le processus de circulation de cette marchandise illégale constitue et connecte des territoires économiques » ; 4) « le fait, enfin, que ce marché est transactionnel et se développe en relation directe avec les mécanismes particuliers de la globalisation »⁴⁸³.

A analyser le profil des personnes indiquées dans le rapport de la CPI, ayant quelques implications dans l'organisation du trafic de la drogue, Peralva les regroupe en quatre : « NI (non informé) »⁴⁸⁴ « occupations civiles » (18,5%), « occupation de l'État » (39,8%) celles qui regroupent les personnes impliquées dans des activités criminelles (27,2%). Une donnée qui attire l'attention est liée à la catégorie « occupation de l'État », qui représente un indice élevé de personnes impliquées avec les narcotrafiquants, entre elles les personnes du judiciaire, du Pouvoir Législatif, des forces armées et la police, c'est à dire, les agents de l'État et du Pouvoir Législatif avec une capacité de mobilisation dans diverses positions du pouvoir et qui ont une

⁴⁸² Ver CÂMARA DOS DEPUTADOS. *Relatório da Comissão Parlamentar de Inquérito destinada a investigar o avanço e a impunidade do narcotráfico*. Brasília : Câmara dos Deputados, 2000.

⁴⁸³ PERALVA, Angelina. Questão de drogas e de mercados. *Contemporânea* - Dossiê violência, crime e teoria social, v.5, n.1, p.19-36, 2015 (p.33-34).

⁴⁸⁴ « NI (non informé) correspond à un groupe de personnes dont le nom figure dans le rapport de la CPI comme impliquées avec les narcotrafiquants mais sans que ces noms soient accompagnés d'informations relatives à la position socio-professionnelle de chacun » (PERALVA, op. cit., p.28).

participation-clé dans l'organisation et la couverture du trafic de drogue. Une autre donnée importante est que les policiers (qui représentent 26,7% de la catégorie « occupation de l'État ») sont impliqués dans des pratiques extralégales, pour s'assurer que la drogue arrive en sécurité à sa destination, garantissant ainsi « un statut de semi-légalité [...]. En somme, ils pratiquent par délégation et au nom des pouvoirs de l'État ce qui leur permet de transformer l'illégalité non autorisée en illégalité autorisée, et donc passible d'être commise sans que nécessairement elle encourt la sanction pénale »⁴⁸⁵.

Ce scénario d'imbrication du légal et de l'illégal dans l'économie de la drogue aide à penser aux logiques et dynamiques des économies sexuelles au Suriname, bien comme la proposition de Veena Das et Deborah Poole, dans l'introduction du recueil *Anthropology in the margins of the State*, de recourir à une stratégie descriptive et analytique pour penser à l'État distant de l'image consolidée, de la « forme administrative rationalisée de l'organisation politique qui devient fragilisée ou moins articulée le long de ses limites territoriales ou sociales »⁴⁸⁶, analysant la forme comme « les pratiques politiques de la vie quotidienne dans ce domaine modèlent les pratiques politiques, régulatrices et disciplinaires qui constituent cette chose que nous appelons «État» »⁴⁸⁷. Dans cette perspective, il est fructueux de penser à l'imbrication des limites « entre la centre et la périphérie, au public et au privé, au légal et à l'illégal » qui s'incorpore aux pratiques de l'État⁴⁸⁸ et qui se présente dans les récits des interlocuteur-riche-s de cette recherche au Suriname, au Guyana, et jusqu'au Brésil⁴⁸⁹.

Au Suriname, le marché du sexe a tracé la « limite de l'État »⁴⁹⁰, car les policiers et les autres agents utilisent le pouvoir qui leur est attribué pour transformer la prostitution illégale en « permise », dans des espaces fermés enregistrés comme offrant d'autres types de services. Là, la prostitution dans les *clubs* s'appuie sur des pratiques légales et extra-légales de contrôles qui

⁴⁸⁵ PERALVA, op. cit., p.29. Pour plus d'informations sur le contexte du Rapport de la CPI sur les narcotrafiquants et l'économie de la drogue, voir PERALVA, Angelina ; SINHORETTO, Jacqueline ; GALLO, Fernanda de Almeida. *Economia da droga, instituições e política : os casos de São Paulo e Acre na CPI do Narcotráfico*. In : 34° REENCONTRO ANNUELLE DE LA ANPOCS. Caxambu, 25-29 d'octobre de 2010. 26p. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/papers-34-encontro/st-8/st37-1/1741-aperalva-economia/file>. Accès: 4 juin 2015 ; PERALVA, Angelina ; SINHORETTO, Jacqueline ; GALLO, Fernanda de Almeida. *Economia da droga, instituições e política no Brasil : a CPI do narcotráfico*. In : AZAÏS, Christian ; KESSLER, Gabriel ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos, cidade e política*. Belo Horizonte : Argumentum, 2012. 199-228.

⁴⁸⁶ DAS, Veena ; POOLE, Deborah. *State and its margins : comparative ethnographies*. In : DAS, Veena ; POOLE, Deborah. (Eds.). *Anthropology in the margins of the State*. Santa Fé : School of American Research Press, 2004. p.3-33 (p.3).

⁴⁸⁷ Ibidem, p.4.

⁴⁸⁸ Ibidem, p.4.

⁴⁸⁹ Eduarda (40 ans, propriétaire de *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname), à parler de son expérience dans la prostitution au Brésil, a mis en évidence l'existence de boîtes de nuit qui mettent à disposition des chambres et font des bénéfices par le paiement de la clé, c'est à dire qu'ils reçoivent un pourcentage en plus sur chaque client des travailleuses du sexe.

⁴⁹⁰ Ibidem.

garantissent son fonctionnement. La pratique des agents de l'État dans le contrôle « officiel » des *clubs* va au-delà du légal ou de l'illégal, c'est insérée dans les actions quotidiennes, dans un parcours entre les procédures extra-légales et les instances légales, c'est à dire que l'État n'est pas distrait de ce qui se passe, et qu'il est présent par l'intermédiaire de la police et des organismes de l'Immigration par exemple. Ce sont des pratiques quotidiennes « dans la loi et hors la loi » ⁴⁹¹. Dans ce scénario, le marché du sexe au Suriname est modulable en fonction des circonstances et de la manière dont les normes juridiques sont actionnées, ce qui diffère de ce qui se passe au Guyana.

Les femmes interviewées qui migrèrent au Suriname par l'intermédiaire des *clubs* de prostitution suivent un chemin qui, si il bifurque, ces bifurcations ont besoin d'être observées pour que soit mis en évidence les configurations et reconfigurations de la prostitution, qui va se débarrasser des *clubs* pour d'autres possibilités de l'économie sexuelles — et le travail du sexe, dans les *cabarés*, est un des éléments significatifs en relation à l'un des chemins suivis, et on ne peut pas oublier, que, à cette mobilité, sont liés des tensions, des conflits, des négociations et des prises de décisions. Ces chemins se configurent dans les réseaux sociaux, de travail, dans les corrélations de forces et dans la trame de relations complexes, qui vont au-delà de la prostitution et des thématiques qui lui sont associées, comme l'exploitation sexuelle et la traite des personnes. Les *clubs* de prostitution du Guyana et du Suriname ont contribué et contribue aux vagues migratoires de Brésiliennes pour ces pays, mais ces flux migratoires non pas pour objectifs finaux le travail dans ces *clubs* ; Migrer par l'intermédiaire de ces *clubs* est une stratégie ; penser à réussir beaucoup d'argent rapidement ou trouver un travail dans un autre endroit, pour sortir des *clubs*. Comme les choses n'ont pas l'habitude de se passer comme prévu initialement, de nouvelles stratégies surgissent et s'adaptent, conformément aux possibilités qui leur sont présentées, comme nous verrons dans la troisième partie de cette thèse.

⁴⁹¹ Ibidem.

**TROISIÈME PARTIE : ÉCHANGES
SEXUELS, ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX :
LES FRONTIÈRES ET LA CIRCULATION
ENTRE LA « RUE » ET LA « BROUSSE »**

« TERRITOIRES CIRCULATOIRES » : PARCOURS DE MOBILITÉ FRONTALIÈRE VERS LES GARIMPOS

Beaucoup d'hommes migrent vers le Suriname avec leurs propres ressources, d'autres y vont grâce à un ami ou un parent qui vit déjà dans le pays et leur avance les frais que les migrants leur remboursent par la suite (sans intérêt selon les interlocuteurs). Cette dernière modalité illustre le fait que le processus de médiation activé dans la mobilité des hommes repose principalement sur des réseaux personnels ; il est donc généralement différent de celui des femmes, notamment de celles qui migrent au travers de *clubs* de prostitution (avec une dette à rembourser). Beaucoup d'hommes quittent le Brésil avec peu d'argent⁴⁹² (comme ils disent « juste avec ce qu'il faut pour le billet ») et avec l'espoir de trouver rapidement de l'or, car ils connaissent d'autres hommes qui ont été dans les *garimpos* et sont revenus avec suffisamment d'argent pour acquérir des biens⁴⁹³. Luan⁴⁹⁴ (33 ans, *garimpeiro*, sans enfant, interviewé au

⁴⁹² Si les hommes brésiliens qui circulent entre la « rue » et la « brousse » (*mato*) sont appelés *garimpeiros*, tous ne travaillent pourtant pas dans l'extraction d'or et n'ont pas forcément eu, par le passé, d'expérience dans les *garimpos*. Beaucoup d'entre eux sont chauffeurs de transports en commun, mécaniciens, commerçants, etc. Ainsi, certains vont dans les mines d'or pour travailler, mais accordent la priorité à une autre activité, comme Igor, 51 ans, orfèvre et *garimpeiro*, sans enfant et interviewé au Suriname en 2011. Igor est né dans le Maranhão, classe de CP. Il a quitté sa ville natale à l'âge de 23 ans pour aller travailler dans une fazenda du Pará. Dans cet État, il a également travaillé comme serveur et comme manutentionnaire, puis, en 1984, se trouvant dans une zone proche du *garimpo* de Redenção, il a commencé à travailler comme orfèvre, puis, en 1988, il a décidé de travailler là-bas comme *garimpeiro*. En 2005, alors âgé de 44 ans, peu de temps après s'être séparé de son épouse, il a pris un avion à Belém pour s'envoler en direction du Suriname. Dès son arrivée, il a principalement travaillé comme orfèvre, faisant des colliers, bracelets, bagues, boucles d'oreilles et des alliances, et, quand il n'avait pas de commandes de bijoux, il travaillait comme *garimpeiro*. Il vivait au Suriname sans être régularisé.

⁴⁹³ Le succès de ceux qui arrivent au Brésil avec de l'argent et en acquérant des biens influence beaucoup d'hommes qui décident alors d'aller au *garimpo*. Wesley, 21 ans, *garimpeiro* et chauffeur de mototaxis, sans enfant, classe de 3ème, interviewé en 2012 au Suriname, est originaire du Maranhão. En 2011, il a pris l'avion à Belém pour aller au Suriname, sans argent (« fauché ») et sans connaître personne (« paumé »), pensant qu'il allait gagner beaucoup d'argent : « Les gens arrivaient ici avec de l'argent et j'ai dit "Je vais là-bas, je vais juste tenter ma chance" ». Observant et suivant les autres Brésiliens, il est arrivé au *garimpo*. Au moment de l'entretien, il était au Suriname depuis vingt mois, cinq d'entre eux sans trouver d'or, « largué ». Il évoque ces moments comme étant difficiles, car ses affaires arrivaient sur leur fin (sandales, dentifrice, vêtements, brosse à dent) et était alors dépendant du propriétaire de la *barraco* ou d'un collègue de travail qui l'aidaient. Wesley continuait à travailler comme *garimpeiro*, mais, quand il n'avait pas de travail, il était chauffeur de mototaxis. Il vivait au Suriname sans être régularisé.

⁴⁹⁴ Luan est né dans le Maranhão où il travaillait comme professeur de cours complémentaires, tandis qu'il voyait des amis à lui revenir des *garimpos* surinamiens avec de l'argent : certains d'entre eux disaient gagner entre 5 et

Suriname en 2012) a évoqué l'influence que ces derniers ont sur ceux qui sont au Brésil et qui finissent par croire que, dans les *garimpos*, on peut gagner de l'argent facilement et rapidement — ce qui ne coïncide pas toujours avec la réalité qu'ils rencontrent dès lors qu'ils s'aventurent dans la recherche d'or. Ainsi, au moment de l'entretien, Luan était dans un *garimpo* depuis près de trois ans et n'avait pas encore gagné ce que ses amis de la ville prétendaient pouvoir gagner :

Très souvent, on a un ami qui travaille dans un *garimpo* ; quand, des fois, il passe quatre, cinq mois, il fait un kilo d'or, un kilo et demi, deux kilos d'or, et à ce moment-là il arrive [il revient au Brésil]. Des fois, en quatre mois, il se fait 40, 50, 60 000 *reais* et moi, en un mois, je gagne 700, 1 500 *reais* [au Brésil]. « Un salaire comme ça de rien du tout, je laisse tomber. » C'est ça le problème du *garimpeiro*. [...] On arrive [au *garimpo*], on travaille quatre, cinq mois, six, neuf mois, dix mois, et, des fois, on n'arrive même pas à acheter une carte [crédit pour le téléphone] pour appeler la famille ; ça arrive souvent.

Artur⁴⁹⁵, 19 ans, *garimpeiro*, sans enfant, classe de 3ème, et originaire du Maranhão a lui aussi été influencé par le « mythe » de l'or facile, en voyant son oncle, sa tante et ses cousins revenir du Suriname avec beaucoup d'argent, imaginant alors que *garimpeiro* était synonyme d'argent facile et rapide, que c'était « super facile ». De ce fait, en 2010, alors qu'il était en Première, au lycée, il quitte sa ville natale pour la première fois : il prend l'avion à Belém (sa mère lui paye le billet) et se rend au Suriname, où son oncle l'attendait avec un poste dans un *garimpo*. En arrivant, il n'avait pas l'intention de rester très longtemps — comme beaucoup de ceux qui commencent à travailler dans un *garimpo* — et ne comptait quitter cet endroit que pour retourner chez lui. Au moment de l'entretien, ça faisait huit mois qu'il était dans la « brousse » dont il n'était même pas sorti pour aller à Paramaribo, et son retour au Brésil dépendait de sa réussite dans son objectif : « gagner beaucoup d'or ». Même s'il n'avait encore presque rien gagné, il avait l'espoir que la chance tourne. Ce qui le dérangeait le plus était d'être loin de ses parents : « C'est parce que j'espérais. Je ne pensais pas que ça allait se passer comme

10 000 *reais* par mois, alors que lui en gagnait 750. Il a alors décidé d'aller au Suriname pour tenter sa chance comme *garimpeiro* et, en 2009, à l'âge de 31 ans, il est parti en avion depuis Belém pour essayer de gagner suffisamment d'argent pour monter une supérette ou une petite boutique de vêtements au Brésil. Il ne connaissait personne dans le pays, mais avait noté sur un bout de papier les informations pour arriver jusqu'au *garimpo* : « Je suis venu juste avec les informations qu'une personne m'avait données. J'ai tout bien noté sur un papier, pour ne pas rester du genre paumé à mon arrivée. Je suis arrivé, il m'avait dit d'aller à un hôtel qui s'appelle Aba Um, celui de *morena* [une Noir Marron], au [garimpo de] Ramon. [...] et, de là, je suis venu ici, dans ce *garimpo* ». Il vivait dans le pays en situation irrégulière et n'est jamais retourné au Brésil.

⁴⁹⁵ Interviewé au Suriname en 2012 ; il vivait dans le pays en situation irrégulière.

ça, mais... mais c'est pas si horrible, non, c'est juste le fait d'être loin des gens qui sont restés là-bas [au Brésil], loin de notre mère, loin de notre famille. Ils nous manquent ».

Certains ne gagnent pas beaucoup d'or, dans quel cas le séjour dans le *garimpo* peut finalement se transformer en années⁴⁹⁶, afin de ne pas revenir chez soi sans l'argent espéré — ou, comme ils le disent, « pire » que quand ils étaient au Brésil :

Le principal problème c'est que, des fois, on reste une saison, on travaille dur et, des fois, on arrive à rien. Là, ça devient difficile, ça démotive, mais, en même temps, on se dit « Je vais rentrer chez moi ». Des fois, on pense à ça, mais, en même temps, on se dit finalement « Mais je suis parti de là-bas sans rien, je vais revenir à la maison pire que quand je suis parti ». Je sais que le problème c'est que le *garimpeiro*... il passe beaucoup de temps ici pour pouvoir y arriver. (Luan, 33 ans, *garimpeiro*, sans enfant, interviewé au Suriname en 2012)

Les plus anciens des *garimpos* du Suriname, ayant pour la plupart une expérience dans les *garimpos* de la région de l'Amazonie brésilienne, sont venus *varando* par le Guyana ou la Guyane Française, fuyant les contrôles, marchant des jours et des jours dans la forêt, traversant des fleuves et vivant de façon précaire et cachée. Ces hommes partent dans la forêt à la recherche d'or. Gabriel (58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, un fils, interviewé au Suriname en 2011) compare le fait de rester dans le *garimpo* à la dépendance à la drogue, car beaucoup de ceux qui parviennent à trouver une quantité d'or suffisante pour atteindre les objectifs qui les ont poussé à migrer, restent là, dépensent leur argent dans le pays d'accueil et recommencent alors la recherche d'or :

Quand quelqu'un est pris dans le vice (*a noia*), c'est difficile de s'en sortir. C'est pareil pour le *garimpeiro*. Le *garimpeiro*, vous savez pourquoi il est dans un *garimpo* ? C'est parce qu'il arrive à un point... Par exemple, je sors demain [pour aller dans un *garimpo*] et, d'ici dix jours, j'ai 20 000 dollars en poche [...] et ensuite j'y retourne. J'arrive là-bas et je ne gagne plus rien, [...]

⁴⁹⁶ Certains *garimpos* du Suriname ont des *corrutelas* plutôt bien construites, dans lesquelles des personnes se sont déjà installées, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux. Kaïque (39 ans, orfèvre, deux enfants, classe de CM2, interviewé au Suriname), après être passé par la Guinée Française et avoir parcouru le Suriname, s'est marié avec une Brésilienne, avec qui il vit depuis quelques années dans une *corrutela* du Suriname, tandis que leurs deux enfants vivent avec une de leurs tantes maternelles à Paramaribo, pour étudier. Kaïque est né à Santarém (Pará), d'où il est parti en 1997 pour travailler à Oiapoque (Amapá). En 1998, à l'âge de 25 ans, il a migré en Guyane Française *varando* par la forêt. Au départ, il allait à Cayenne, mais, ne trouvant pas d'emploi dans cette ville, il est allé à Saint-Laurent du Maroni où, là encore, il n'a pas trouvé de travail ; il est donc parti au Suriname. Il a travaillé en Guyane Française comme orfèvre dans un *garimpo* clandestin, mais c'est dans un *garimpo* du Suriname qu'il s'est engagé dans cette activité — il avait alors tous les outils nécessaires à la confection de bijoux. Au moment de l'entretien, ça faisait 14 ans qu'il était dans le pays sans jamais être retourné au Brésil. Il vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

alors je me dis : « Comment faire ? Mais là-bas il y a un *garimpo*, j'y vais ». Ça marche une fois sur dix, tu vois ? Dans le *garimpo* c'est comme ça : ils y vont juste pour avoir beaucoup d'argent, ils prennent l'or, n'importe quelle quantité, et ils vont la dépenser.

C'est en voyant les biens qu'une personne qui était dans un *garimpo* a pu acquérir au Brésil qu'on remarque qu'elle a prospéré, et ce sont précisément ces observations qui poussent de nombreuses personnes à rejoindre les *garimpos* des Guyanes. La même chose se passe avec les femmes : dans le discours de certains interviewés, les femmes gagnent beaucoup d'argent dans les *garimpos*, et, parmi les plus prospères, on trouve les travailleuses du sexe, ce qui — là encore — est déterminant dans le départ d'autres femmes vers les *garimpos* : « Le *garimpo* rapporte de l'argent. Il y a des femmes qui font des passes, la majorité de ces femmes qui font des passes aident leur famille au Brésil. Elles ont une bonne maison, une voiture, elles ont tout avec le *ploc*. Quand tu vois une *ploc* ici, tu n'y fais pas attention ; au Brésil, « femmes de passes » (*mulher de programa*) c'est des femmes riches : bonne maison, voiture, argent, bijoux » (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée au Guyana en 2012).

Tout comme les hommes, les femmes circulent dans différents espaces et, en dépit des récits de succès dans leur mobilité, il existe aussi des situations d'échec. Marcelo (37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé au Suriname en 2012) compare certaines femmes aux *garimpeiros* qui passent par divers parcours en vue de jours meilleurs, « paumées » (*rodadas*), et qui ne réussissent pas toujours :

Il y en a qui vont ensuite en ville : elles ont la pierre [or] et ensuite elles vont en ville. Mais il y a aussi des femmes qui restent paumées (*rodadas*) dans le *garimpo*, comme un *garimpeiro* qui va à droite à gauche avec son baluchon sur le dos. Des fois, elles arrivent là-bas au *cabaré* pour travailler et ça ne marche pas avec le ou la propriétaire, ou il y a eu un problème, ou la propriétaire est jalouse d'elle. Alors elles doivent aller dans un autre *cabaré*, pour se faire au moins ce qu'il faut pour le billet pour qu'elle puisse *varar* [quitter le *garimpo* dans lequel elle se trouve].

Comme beaucoup de *garimpeiros*, Lucas⁴⁹⁷ (53 ans, *garimpeiro*, neuf enfants, interviewé au Suriname en 2012) est allé en Guyane Française dans le but de gagner de l'argent

⁴⁹⁷ Lucas est né à l'intérieur des terres du Maranhão et a été à l'école jusqu'en 4^{ème}. Il a commencé sa carrière de *garimpeiro* dans les années 1980, dans le *garimpo* Cuiú-Cuiú, dans la région d'Itaituba (Pará, Brésil). Huit ans plus tard, il est allé vivre dans la ville d'Itaituba, où il a ouvert un commerce dans lequel il a travaillé pendant douze ans. En 2000, il s'est séparé de son épouse (qui a obtenu la garde des enfants) et a décidé de passer un an en Guyane Française, travaillant dans un *garimpo*. Il avait alors 41 ans et est entré dans le pays de façon irrégulière. Il a vécu deux ans dans ce département français, deux ans pendant lesquels il a travaillé dans différents *garimpos* du pays (ouvrant une *cantina* dans l'un d'eux) et du Suriname. Il n'a jamais envoyé d'argent à ses enfants (au

et de rentrer ensuite chez lui. Lors de l'entretien, il était au *garimpo* depuis douze ans et n'était pas retourné au Brésil depuis six ans. En général, les hommes comme les femmes ont l'habitude de dire que, lorsqu'ils vont au Brésil, ils ont envie de retourner au *garimpo* car celui-ci leur manque. Lucas est l'un d'entre eux : « Aujourd'hui je suis ici, demain je serai là-bas et le temps passe comme ça. J'ai l'habitude. Quand je vais au Brésil, je reste un mois à la maison, deux mois, et je reviens à nouveau [ici] ». Lorsque j'interrogeais les interviewés sur leur intention de retourner définitivement au Brésil, ils répondaient qu'ils comptaient y retourner dès lors qu'ils auraient réussi à économiser une quantité d'argent suffisamment conséquente. C'est un cycle qui se répète, comme si, sans le prévoir, ils vivaient toujours dans la perspective de revenir :

- Et vous avez l'intention de revenir au Brésil ?
- Si Dieu le veut ! Au nom de Jésus, au moment où j'ai l'or, je m'en vais passer un moment chez moi [...] J'ai plus l'âge d'être dans les *garimpos*. J'ai peur, parce qu'un homme de 53 ans c'est plus le même homme que quand on était jeune et là... c'est un travail très lourd. (Lucas, 53 ans, *garimpeiro*, neuf enfants, interviewé au Suriname en 2012)

L'objectif principal de la mobilité est d'avoir une maison à soi, de pouvoir ouvrir un commerce et de vivre dans de meilleures conditions de vie. Les hommes reconnaissent qu'ils travaillent dans des conditions précaires et difficiles⁴⁹⁸, qu'il n'est pas facile de trouver la quantité d'or espérée, mais la plupart d'entre eux critiquent vivement ceux qui, pour la recherche d'or, mobilisent la violence et le crime. Ils montrent ainsi qu'ils ont conscience du stigmatisme dont souffrent les *garimpeiros* :

Beaucoup de gens pensent que le *garimpo*... Ils voient les *garimpeiros* comme des assassins. Les *garimpos* ce n'est pas ça, non ; il y a beaucoup de pères de famille dans les *garimpos*, qui viennent pour travailler, pour améliorer la vie de leur famille ou pour construire leur propre maison. Beaucoup viennent avec cette idée de construire une maison. Mais il y en a beaucoup qui viennent pour se droguer, se bagarrer, tuer, voler. Il y en a beaucoup qui viennent avec cette intention. Mais la majorité vient pour travailler, pour améliorer la vie de leur famille, la leur. Moi, en tous cas, grâce à Dieu, j'ai construit, j'ai réussi à acheter un terrain où j'ai construit ma maison, tout ça avec l'argent que j'ai gagné au *garimpo*. J'ai construit ma maison, on a ouvert notre restaurant et, aujourd'hui, j'ai l'intention d'acheter une voiture. [...] Et j'ai réussi à gagner 10 000 *reais* en trois mois. Si j'étais resté là-bas [au Brésil], combien j'aurais gagné ? 4 500 en trois mois, alors qu'ici je me suis fait plus ou moins 10 000-12 000. Le *garimpo* a donc cet avantage : on peut parfois avoir de l'argent plus facilement, et c'est tout. Donc il faut arrêter de critiquer les *garimpos* parce que les *garimpos* c'est une source d'argent pour beaucoup de pères de

moment de l'entretien, quatre d'entre eux étaient déjà professeurs et les deux autres étaient encore mineurs). Il vivait au Suriname en situation irrégulière.

⁴⁹⁸ Il y a parfois des morts dans les *garimpos*, à cause d'accidents du travail dus à des conditions de sécurité minimales.

famille. (Tiago, 40 ans, *garimpeiro*, trois enfants, interviewé au Suriname en 2011)

Les *garimpeiros* s'attribuent des comportements et des qualités socialement et culturellement attribuées au sexe masculin, comme la robustesse du fait d'être des hommes travaillant en forêt et dans des conditions hostiles. Ils suivent par ailleurs des normes sociales centrées vers un type de masculinité conjuguant courage, force, promiscuité sexuelle, indépendance et importance attribuée au travail. Ces hommes sont parfois dans un *garimpo* depuis des jours ou des mois, ne gagnant presque rien, de sorte que leurs émotions et leurs échecs deviennent plus perceptibles que lorsqu'ils sont en ville, avec de l'argent, chez eux ou logés dans des hôtels. De ce fait, les interlocuteurs rencontrés dans les *garimpos* étaient donc sur la réserve au moment de parler de leur vie dans cet espace, plus émotifs, fatigués, leur maison leur manquant, ayant moins d'espoir qu'au début, mais toujours avec la volonté de travailler, de gagner suffisamment d'argent pour retourner au Brésil. D'autres hommes, s'ils reconnaissent qu'ils travaillent beaucoup, dans des conditions hostiles et avec une sécurité des plus minimales, affichent un sentiment de bien-être parce qu'ils ont un travail et des espoirs pour leur futur.

Les attitudes masculines socialement imputées aux *garimpeiros* freinent l'expression des émotions, mais ceux que j'ai pu interviewer se sont montrés plus à l'aise pour exprimer leurs émotions — généralement attribuées au comportement féminin — dès lors qu'ils évoquaient leur mère. Ceux qui vont tenter leur chance dans les *garimpos* des Guyanes y restent en espérant gagner beaucoup d'argent pour pouvoir retourner au Brésil, mais, parfois, le temps passe et leur seul contact avec leur famille se limite au téléphone, tandis que d'autres restent sans nouvelles. Il peut ainsi arriver qu'ils apprennent la mort de leur mère sans pouvoir aller aux funérailles, car sortir du *garimpo*, arriver à Paramaribo ou à Georgetown, acheter le billet et aller au Brésil prend énormément de temps ; qui plus est, bien souvent, à ce moment-là le *garimpeiro* n'a pas l'argent nécessaire à l'achat d'une pirogue, comme le raconte Luan (33 ans, *garimpeiro*, sans enfant, interviewé au Suriname en 2012) :

Et, après être arrivé ici, j'ai perdu une personne essentielle dans ma vie, ma mère, elle est morte, et je n'ai pas pu y aller. Ça fait quatre mois que ma mère est morte. Vous voyez le petit avec qui vous êtes venue ? Sa mère aussi est morte. Il était déjà ici et il n'a jamais été [au Brésil]. Rien qu'ici, dans cette zone, il y en a déjà cinq qui ont perdu leur mère sans pouvoir y aller. Et, à ce moment-là, des fois, on n'a pas l'information, on n'a pas l'argent pour voyager sur le coup, et [même] quand on peut y aller, il faut quatre ou cinq jours, donc, quand on arrive on peut plus les voir.

De même que certains des interviewés regrettent de ne pas avoir pu voir leur mère une dernière fois, qu'elle soit morte⁴⁹⁹ avant qu'ils puissent lui offrir une vie meilleure, d'autres qui ont laissé femme⁵⁰⁰ et enfants au Brésil, ont perdu contact avec eux. Luan (33 ans, *garimpeiro*, sans enfant, interviewé au Suriname en 2012) m'expliquait que beaucoup de *garimpeiros* gaspillent le peu d'argent qu'ils gagnent, n'envoient pas d'argent à leur famille et peuvent arriver au point de dépendre de la solidarité de leurs amis pour rentrer au Brésil ou pour des soins de santé :

Une personne qui a de la famille au Brésil, par exemple, elle vient travailler ici [...]. Là, il prend l'or mais il n'a pas l'idée de se dire « Ah, j'ai ma famille au Brésil, j'ai mes enfants ». Là, des fois ils ont des enfants et ils ne cherchent pas à leur envoyer de l'argent, ni aux enfants, ni à leur famille, et ils prennent l'or qu'ils utilisent juste pour la *currutela*, et ils gaspillent tout leur argent comme ça. C'est ce que font les hommes qui restent plus longtemps dans le *garimpo*. Des fois, ils prennent [une importante quantité d'or], mais ils jettent tout par la fenêtre parce qu'ils se sont mis à boire, à courir après les femmes. C'est comme ça qu'ils passent leur temps, c'est comme ça qu'ils passent leur temps et, quand ils commencent à réfléchir, ils n'ont plus rien. Des fois, ils tombent malades, alors ils ont besoin que les autres fassent un pot commun. Il y en a un qui donne un gramme, l'autre un autre, pour pouvoir l'aider, [...] pour pouvoir le ramener chez lui ou à l'hôpital [...], parce que c'est déjà arrivé souvent ça ici. J'ai souvent aidé pour ça.

Les interviewés qui connaissaient bien le *garimpo* prennent les choses avec plus de légèreté, sur le ton de la plaisanterie, qu'ils soient jeunes ou grisonnants (ces derniers circulant depuis fort longtemps entre la Guyane Française et le Suriname à la recherche d'or). Ceux-là

⁴⁹⁹ Par exemple, Caio, 35 ans, *garimpeiro*, sans enfant, classe de 6ème, interviewé au Suriname en 2012, est resté douze ans à ne parler avec sa mère que par téléphone, en promettant toujours de revenir au Brésil, mais elle est morte sans qu'ils se revoient. Originaire du Maranhão, en 2000, à l'âge de 23 ans, il est entré irrégulièrement au Suriname, *varando* par la Guyane Française, suivant la rumeur de l'or. À l'instar d'une large partie de ceux qui ont rejoint les *garimpos*, il ne connaissait ni le travail ni personne (il était « paumé »). Il est resté dans le *garimpo* dans l'espoir de trouver une grande quantité d'or et de rentrer alors chez lui où il n'est jamais retourné depuis son départ. Au moment de l'entretien, sa mère avait décédé quatre mois plus tôt et il se sentait mal de n'avoir pu la revoir avant son décès : il attendait d'avoir suffisamment d'argent pour lui rendre visite, mais le temps passait et ce jour n'arrivait pas. Caio vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

⁵⁰⁰ Si, dans leur grande majorité, les hommes ont fait le voyage seuls, certains sont partis avec leurs épouses qui se sont installées soit en ville soit avec eux dans le *garimpo*. C'est le cas de Camila, 27 ans, forgeronne, sans enfants, a terminé le lycée, interviewée au Suriname en 2011, est née à Boa Vista (Roraima). Avant de migrer au Suriname, elle avait déjà travaillé avec son mari dans des *garimpos* du Guyana, du Venezuela et de Colombie. Dans ce dernier pays, ils avaient une machine d'extraction d'or dans un *garimpo* clandestin qui a été fermé — raison pour laquelle ils ont perdu tout ce qu'ils avaient et ont décidé d'aller au Suriname, où ils sont arrivés en 2009 en tant que touristes alors qu'elle avait 25 ans. Le couple résidait sur la rive surinamienne du fleuve Marowjine, mais vivait entre le Suriname et la Guyane Française, vendant des aliments dans des *garimpos* clandestins du département français, mais Camila passait plus de temps à s'occuper de la maison qu'à travailler avec son mari, car les endroits où il se rendait étaient difficiles d'accès. Son rêve était de gagner suffisamment d'argent pour retourner à Boa Vista. Elle séjournait au Suriname en tant que touriste.

racontent leurs aventures en forêt de façon décontracté et rient souvent d’eux-mêmes : les thèmes évoqués sont en lien avec les multiples courses à travers la forêt ou l’eau pour échapper à la gendarmerie.

Les *garimpeiros* qui vont à Paramaribo sont, pour une large part, ceux qui ont trouvé de l’or : heureux de pouvoir manger quelque chose leur rappelant leur terre natale dans un restaurant brésilien, d’acheter de nouveaux habits, de commander un bijou⁵⁰¹, de s’amuser, d’envoyer de l’argent à leur famille ou voire même de s’acheter un billet d’avion pour leur rendre visite au Brésil. Ceux qui font le trajet de la « brousse » vers la « rue » (*a rua*) emportent généralement de l’or, y compris lorsqu’il s’agit d’un malade ou d’un mort, l’or servant alors aux soins (dans ce cas, l’or est bien souvent le fruit de la générosité de collègues de travail) ou au transport du corps vers le Brésil. Quand les ressources pour le transfert du corps — transfert particulièrement cher — ne sont pas suffisantes, l’enterrement se fait alors dans la forêt, sous un arbre : « Il y a beaucoup de gens enterrés ici dans ces *garimpos*, laissés en pâture aux serpents, qui sait [...]. Parce que c’est cher, il y en a qui n’ont pas les moyens : ils meurent là et ils demandent sept kilos d’or pour amener le défunt au Brésil. Il y a que ceux qui ont des machines, des machines à eux, ou une famille qui a les moyens au Brésil pour venir le chercher » (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé au Suriname en 2012).

7. 1 Dans les *garimpos* de la Guyane Française : « on doit tous être armés »

La vie en forêt n’est pas facile et, concernant les *garimpos* de la Guyane Française⁵⁰², les Brésiliens sont unanimes pour dire que les dangers y sont nombreux car, en plus de se trouver dans des zones difficilement accessibles, ils sont également clandestins. Les agressions — réalisées par des groupes de Brésiliens ou de Brésiliens et de Noirs Marrons — sont

⁵⁰¹ Dans les Guyanes, les Brésiliens — hommes et femmes — commandent des bijoux aux *corrutelas* des *garimpos*, à Paramaribo ou à Georgetown. Cette possibilité de travail attire des personnes comme Vladimir, 44 ans, orfèvre, deux enfants, classe de 4ème, interviewé en 2011 au Suriname, né dans le Piauí mais ayant grandi dans la région du *garimpo* d’Itaituba (Pará, Brésil), où il a commencé à travailler dans la fabrication de bijoux. Il a ensuite vécu dans l’État d’Amazonas, où il était également orfèvre. Ayant un beau-frère qui travaillait dans un *garimpo* au Suriname, à 31 ans, en 1998, il est allé à Paramaribo avec sa famille, en prenant l’avion à Belém. Après un certain temps à Paramaribo, le couple s’est séparé et son ex-femme est rentrée au Brésil avec leurs deux enfants. Au moment de l’entretien, Vladimir fabriquait encore des bijoux commandés par des Brésiliens. Il évoque le fait que l’or se fasse rare et qu’il n’a donc plus autant de travail qu’avant, mais il préfère toutefois travailler à Paramaribo car il reste plus facile de gagner de l’argent dans cette ville qui est également moins marquée par la violence que le Brésil. Il vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

⁵⁰² Ce sont principalement les Brésiliens qui viennent dans cette région, tandis que les Noirs Marrons n’y vont que pour transporter les personnes et les marchandises en pirogue.

nombreuses, la présence de l'État dans ces zones se limitant aux contrôles itinérants pour localiser les *garimpos* clandestins⁵⁰³. De ce fait, les armes à feu sont monnaie courante (« on doit tous être armés ») de même que la méfiance des uns envers les autres. Lorsque l'on parvient à avoir de l'or, il faut partir en se cachant pour éviter d'être pris dans une embuscade :

En Guyane Française, les gens se tuent, tout le monde s'entretue. Parce que les gendarmes [...] l'ont dit « Ce n'est pas possible, c'est pas possible », mais les *garimpeiros* veulent pas partir, ils veulent pas arrêter de travailler, ils préfèrent prendre le risque. Là, c'est tellement grave que tu passes même plus par la *picada*, parce que là il n'y a même pas de vrai chemin. [...]. Par exemple, si tu vas... si tu travailles et que tu veux partir, tu ne peux pas dire à ton ami que tu pars, tu peux le dire à personne : tu dors et, quand le jour se lève, t'es plus là [t'es parti en cachette]. Et tu laisses tout : tu laisses ton réseau, tu laisses tout pour que les gens pensent que t'es encore là. Et tu pars, tu passes pas par la *picada*, il faut passer par la brousse et tu dois essayer de sortir là où tu veux sortir, pour que les gens ne te prennent pas tes affaires sur la route. C'est des gangs mixtes et, souvent, les leaders c'est des Brésiliens. Là-bas, tout le monde utilise une arme. (Gabriel, 58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux enfants, interviewé au Suriname en 2011)

Il y en a toujours qui ont peur de rien, mais ces grandes gueules, elles ne restent pas là-bas. On les trouve plutôt du côté de Benzdorp : Dorleen, Sophia, Montanha Pelada. Parce que là-bas c'est un gouffre, c'est une zone de grands *garimpos*, de grandes entreprises, où il y a beaucoup d'or, où il y a beaucoup de drogue, où il y a beaucoup de morts [...] et beaucoup d'armes : il y a des armes 24h/24. [...] On trouve tous les types d'armes, de drogues. [...]. Même les femmes qui travaillent là-bas sont armées. [...] C'est là-bas que sont Dorleen et Sophia. [...] Là c'est des gangs. C'est des gangs ! C'est le gang Machin, le gang Untel, et ils sont les uns contre les autres et s'entretuent : il y en a un qui tue une femme, l'autre va tous les tuer, à cause d'un puits d'or.
– Mais le gang de Felipe il existe plus, celui de Manoelzinho non plus...
– Pas tous. Ça ne finit jamais, parce que ça fait un moment qu'ils sont là-dedans... (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée au Suriname en 2012)

– J'ai déjà travaillé pas mal en France [en Guyane Française], mais plus jamais ! Il peut y avoir tout l'or du monde, que n'y retournerais pas, parce que j'ai déjà perdu beaucoup d'amis et d'amies. [...] Il y a des amis à moi qui disent « Moi je ne reste pas dans ce genre d'endroits, car pour commencer à voir un changement c'est trop long ». Elle a été en France et elle est morte : une de mes amies, quand je suis arrivée au *garimpo*, il y a vingt ans, on s'est connues là, on s'encourageait, aujourd'hui elle est plus là. [...]. Quand j'allais en France, il y avait moins de problèmes qu'aujourd'hui, c'était bien plus facile. Maintenant c'est trop difficile, je n'y vais pas. Je me suis juré de jamais y retourner. [...] Celui-là, là-bas, c'est mort pour travailler, tu vois ? On y va

⁵⁰³ Selon certains *garimpeiros*, le contrôle de la gendarmerie concerne essentiellement les alentours des zones dans lesquelles sont installées des entreprises autorisées par l'État et se consacrant à l'exploitation minière.

parce qu'on cherche un moyen de vivre, mais ce n'est pas facile, c'est vraiment difficile. [...] Il y en a qui y vont pour travailler, pour avoir une vie à l'extérieur, élever leurs enfants, leur famille. D'autres viennent pour mettre le bordel — c'est pour ça qu'il y a des trucs qui marchent pas bien. Parce que, comme on dit, on paye tous à cause d'un seul. En France, on est clandestins, alors qu'est-ce qu'on peut faire ? (Regina, 53 ans, propriétaire d'un *cabaré* et promotrice d'évènements, sans enfants, interviewée au Suriname en 2012)⁵⁰⁴

Selon les interlocuteurs de cette recherche, au Suriname, si beaucoup de gens sont armés dans les *garimpos*, peu de crimes sont commis avec des armes à feu — les propos sont les mêmes au Guyana, exception faite des zones de *garimpos* proches de la frontière avec le Brésil ou le Venezuela : « Ici [au Guyana] ça va encore, [...] personne n'utilise d'armes pour le moment. Mais il y a une région, ici, où les armes sont utilisées. C'est plus près du Brésil, à la frontière avec le Brésil et le Venezuela. Mais elles ne sont pas arrivées jusqu'ici. Dieu merci, [ici] personne n'a d'arme » (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux enfants, interviewé au Guyana en 2012).

Au Suriname, les Noirs Marrons sont armés et font régner l'ordre dans le *garimpo*, jouant un rôle de police locale. Ainsi, lorsque des personnes sont tuées, c'est généralement à cause d'attaques survenues sur le chemin en direction de Paramaribo — attaques qui, selon les interlocuteurs, sont le plus souvent le fait de groupes formés par des Brésiliens et des Noirs Marrons : « Très souvent, la majorité des attaques sont organisées par des Brésiliens et des Noirs. Quand il se passe un truc c'est toujours Untel ou quiconque » (Tiago, 40 ans, *garimpeiro*, trois enfants, interviewé au Suriname en 2011). Mais, toujours selon les personnes interviewées, les Surinamiens aussi volent et attaquent sur les routes conduisant à Paramaribo, c'est pourquoi, lorsque l'on quitte le *garimpo* pour aller en ville, il faut toujours rester sur ses gardes :

Moi, quand j'y vais [à Paramaribo], je fais comme ça... J'ai un peu d'or — un peu ou beaucoup — et j'ai toujours un peu peur parce qu'on ne sait jamais ce qui peut se passer, on sait pas. J'ai peur qu'il y ait une attaque sur la route. Il vaut mieux rester bien vigilant, tu vois ? Parce qu'il y a des endroits dangereux. [...] Ils attaquent tous : les Noirs, les Brésiliens, tous des sauvages, là-bas, tout le monde vole. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé au Suriname en 2012)

⁵⁰⁴ Au-delà du risque de mort dû aux nombreuses armes à feu en circulation dans les zones de *garimpos* de la Guyane Française — comme l'ont mentionné les hommes et les femmes interrogés —, ce territoire compte également des accidents de transports en pirogue en raison de conditions de navigation difficiles conjuguées au fait que peu de personnes savent nager « C'est des femmes qui vont à droite, à gauche, par ci par là ; il y a des femmes qui meurent noyées dans les pirogues ; il y a des femmes qui arrivent à en échapper. [...] Il y a beaucoup de cascades, ils y vont, la pirogue se retourne dans la cascade et tout le monde meurt. [...] Souvent, les mères attendent leur fille à la maison, elles pensent que cette dernière est ici, mais elle est morte. Elles l'attendent à la maison et elle n'arrive jamais. C'est elles-mêmes qui les enterrent là-bas, dans le *garimpo*, ils meurent et ils sont enterrés là » (Gabriel, 58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux enfants, interviewés au Suriname en 2011).

En terres françaises, l'un des risques est d'être découvert par les gendarmes, dans quel cas les *garimpeiros* perdent tout⁵⁰⁵ : leurs biens pour l'usage personnel et les marchandises sont alors confisqués ou brûlés, y compris les papiers⁵⁰⁶.

Ils prennent les papiers et ils brûlent tout ! [On reste] sans habit, sans rien ! Juste avec ce qu'on a sur nous. [...] Là-bas, ils agissent comme des animaux de la brousse : ils arrivent, ils brûlent, ils disparaissent. Pour eux, on est des voleurs, on n'est pas des travailleurs. Je sais qu'il y a des Brésiliens qui viennent [ici] juste pour créer des problèmes, mais il y en a d'autres qui ne viennent rien que pour travailler, pour survivre, mais eux non..., ils prennent les enfants et les renvoient d'ici. Parce qu'il y a des mères qui n'ont pas des conditions de vie permettant d'élever [des enfants] à la « rue », elles les amènent dans la « brousse », elles surveillent et se cachent dans la brousse. Ils brûlent tout et ils s'en foutent. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée au Suriname en 2012)

– Je reste un mois, deux mois [avant d'aller à Paramaribo], des fois je reste quatre mois [au *garimpo*]. Je travaille du côté français [en Guyane Française] et je reviens.

– Ah, vous travaillez du côté français ?

– Aussi oui. Ici, tout le monde travaille du côté français. On traverse d'un côté puis de l'autre.

– Et vous avez fui les gendarmes combien de fois déjà ?

⁵⁰⁵ C'est pourquoi Renan, 30 ans, chauffeur de mototaxis, deux enfants, classe de 3ème, interviewé au Suriname en 2012, ne travaille plus en Guyane Française. Originaire du Maranhão, Renan est allé à Macapá (Amapá) et, quand il est arrivé dans cette ville, l'un de ses oncles lui a expliqué qu'il comptait retourner en Guyane Française pour travailler dans un *garimpo* car, là-bas, on gagnerait beaucoup d'argent. Il a alors décidé d'accompagner son oncle et est entré clandestinement dans le pays en 2001, à l'âge de 19 ans ; il y est resté quatre ans. Trouvant le travail très difficile — il a plusieurs fois perdu ses affaires et son or lors de contrôles de la gendarmerie —, il est allé au Suriname. Il trouvait que, dans ce pays, les risques de perdre ce qu'il avait gagné étaient moins importants : « On travaille en France [Guyane Française] et, au bout d'un moment, on perd tout, tout ce qu'on a gagné. Des fois, la police arrive et casse tout ; et moi je vivais comme ça : j'achetais des choses avec l'argent que je gagnais et la police les cassait. Alors j'ai décidé d'aller au Suriname, où on construit des choses et personne les détruit, du moins pas la police ». Renan a longtemps travaillé comme *garimpeiro* et comme propriétaire d'une *cantina* ; au moment de l'entretien, il transportait des personnes et des marchandises avec une moto 4x4. Il avait deux enfants qui vivaient avec leur mère (son ex-compagne, une Brésilienne) à Paramaribo où ils faisaient leurs études. Il n'envoyait pas d'argent à ses enfants et, depuis son départ du Brésil, il n'y est retourné que durant les deux premières années. Il vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

⁵⁰⁶ Le fait que les gendarmes brûlent les papiers des *garimpeiros* est également mentionné dans le rapport du Consulat Itinérant brésilien sur l'accueil des Brésiliens à Benzdorp, au Suriname, entre le 27 février et le 1^{er} mars 2012 : « Durant l'accueil au Consulat Itinérant, plusieurs personnes ont sollicité l'émission d'un nouveau passeport parce que le précédent avait été détruit par les autorités de ce département d'outre-mer [Guyane Française]. Selon les plaintes, les policiers dépendant de Cayenne arrivent dans les campements des Brésiliens à l'improviste. De peur, les Surinamiens se cachent dans la jungle tandis que tous leurs biens sont brûlés. Vêtements, provisions, papiers, équipements et machines sont entièrement détruits par le feu ou des produits chimiques méconnus des *garimpeiros* » (MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES. Departamento Consular e de Brasileiros no Exterior-DCB. Divisão das Comunidades Brasileiras no Exterior-DBR. *Consulado Itinerante em Benzdorp - Suriname*. Mars 2012 [p. 10]). De ce fait, beaucoup de *garimpeiros* n'emportent pas leur passeport avec eux dans les zones de *garimpos* de la Guyane Française : « Mais, en général, ce que je faisais c'était partir en courant. Ils arrivaient, ils brûlaient et là, quand ils étaient partis, on revenait. [...] J'ai jamais emporté mes papiers là-bas, jamais. [...] Je laisse mes papiers à la « rue » (*na rua*) » (Pablo, 32 ans, *garimpeiro*, deux enfants, interviewé au Suriname en 2012).

– Souvent, [...] j’ai dû m’enfuir très souvent. J’ai été expulsé en 91 par la France. À ce moment-là, je vivais à Oiapoque [ville]. Là, ils m’ont attrapé directement quand j’arrivais en pirogue, là-bas, à Cayenne. Ils nous ont attrapés, on était 18, ils nous ont tous attrapés. Ils nous mis là-bas à Oiapoque, et le lendemain on revenus ici. Par contre, j’ai jamais été en prison, ni au Brésil, ni ici, nulle part. La police n’a jamais eu beaucoup de travail avec moi, sérieux. J’ai pas passé un seul jour en prison. Au poste de police, j’y vais pour rendre visite à un ami. J’ai toujours eu de la chance, je me suis jamais battu avec personne, je suis ami avec tout le monde.

– Mais, en Guyane Française, vous avez dû fuir les gendarmes ?

– Là-bas, tout le monde les fuit. Si tu t’enfuis pas, ils t’attrapent, ils prennent tout ton or. T’as ton or... [...] Quand ils viennent en hélicoptère, on entend le bruit de l’hélicoptère et tout le monde prend les bâches et on cache tout, on cache la casserole, on cache le moteur ; quand ils arrivent, il y a que la vieille baraque. Ça se passe super vite. [...] Là, tout le monde se cache. Ils font leur opération pendant une heure ou deux et ils s’en vont. Ce qu’ils trouvent, ils le détruisent, ce qu’ils trouvent pas... (Gabriel, 58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux enfants, interviewé au Suriname en 2011)

J’ai choisi le Suriname parce que je voyais beaucoup de gens venir ici. D’abord, en Guyane Française : quand je suis venu, en 2003, la rumeur concernait surtout la Guyane [Française]. Mais j’ai pas aimé la Guyane [Française] à cause des descentes, et j’ai pas réussi à avoir les papiers. [Je vivais] en fuyant les gendarmes, la police, je pouvais pas bien travailler. C’est [pour ça] que j’ai traversé pour aller au Suriname. Je trouvais le Suriname plus tranquille par rapport à ça, on travaille mieux, tu vois ? C’est plus calme. J’ai plus jamais travaillé là-bas, jamais. [...] Quand je suis parti, je me suis promis de jamais y retourner parce qu’on pouvait pas travailler et on gagnait pas d’argent, on travaillait pour rien. Quand je travaillais, je faisais que porter le moteur d’un côté, de l’autre, et fuir la police. (Vinícius, 45 ans, *garimpeiro*, sans enfant, interviewé au Suriname en 2011)

Selon les récits des hommes et femmes interviewés, travailler dans un *garimpo* du Suriname est plus tranquille que de travailler au Guyana⁵⁰⁷, car, au-delà du fait de compter

⁵⁰⁷ Parmi les interlocuteurs-rices de cette recherche ayant travaillé dans des *garimpos* illégaux en Guyane Française et en sont partis en raison de la rigueur et de la violence du contrôle des gendarmes, la majorité est allée au Suriname, mais certains ont préféré aller au Guyana. C’est le cas de Cecilia, 37 ans, cuisinière dans *draga de balsa*, cinq enfants, classe de 4ème, interviewée au Guyana en 2012, qui a migré vers le département français, est revenue au Brésil puis, migrant à nouveau, a préféré aller au Guyana. Cecilia est née dans l’État de Goiás, mais elle est allée à Itaituba (Pará), où elle a vécu vingt ans. Elle est ensuite allée à Macapá (Amapá), où elle travaillait comme vigile dans un hôpital. En 2011, alors qu’elle avait 36 ans, elle a pris l’avion pour aller à Boa Vista, d’où elle a traversé, en voiture, la frontière avec le Guyana. Elle est entrée dans ce pays de façon régulière, à la recherche d’un meilleur salaire : au Brésil, elle gagnait 900 *reais* en tant que vigile et, au Guyana, elle gagnait 70 grammes d’or (soit aux alentours de 3800-4000 *reais*) en travaillant comme cuisinière dans *draga de balsa*. En partant, elle a laissé derrière elle ses cinq enfants (de 3, 4, 9, 20 et 21 ans) qui sont restés vivre ensemble au Brésil. La plus âgée, infirmière à Macapá, est devenue la responsable des quatre autres, avec l’argent que sa mère lui envoyait tous les mois. Lorsqu’elle était dans les *garimpos* de la Guyane Française, elle a gagné suffisamment d’argent pour construire une maison à Macapá et, avec l’argent gagné au Guyana, elle a acheté un local en vue d’ouvrir une boutique et d’arrêter alors de travailler dans des *garimpos*. Au moment de l’entretien, elle était dans le pays en tant que touriste, mais, comme ils l’ont faite entrer avec un visa de travail, elle se considérait en situation régulière.

moins d'armes à feu en circulation, ce pays est moins rigoureux que la Guyane Française en termes de visas et d'activité dans les zones minières non autorisées par l'État.

La plupart des hommes et femmes de l'enquête, qui ont déjà été surpris par les contrôles des gendarmes en Guyane Française, racontent que le traitement qu'ils ont reçu de la part de la police était différent de celui qu'ils ont pu connaître au cours d'expériences passées (ou auxquelles ils ont assisté) avec la police brésilienne dans des *garimpos* illégaux ou dans les quartiers de la périphérie des villes brésiliennes. En dépit de la perte de leurs biens et papiers, ils mettent l'accent sur l'approche « plus douce » des policiers, certains interlocuteurs-rices mentionnant même des entreprises d'assistance de la part de la gendarmerie :

La police française c'est la meilleure police qui existe sur terre. La police française ne maltraite pas, elle frappe pas. Si la personne est malade, qu'elle a vraiment une maladie, donnée par Dieu, ils aident, ils te donnent des forces, des remèdes. Quand c'est grave, on peut appeler, [de] n'importe quel endroit, on peut appeler en France [Guyane Française], les médecins viennent en avion, prennent la personne et l'emmènent. La personne peut avoir été touchée par une balle, être coupée, blessée, malade ; quel que soit le type de maladie, si elle a besoin de secours, la France est là pour l'aider. Aujourd'hui, les gens disent que c'est pas bien, mais c'est à cause de beaucoup de sales Brésiliens [...], qui n'attendent rien de la vie et viennent dans le pays juste pour enfreindre la loi, détruire leur propre vie, la vie de ceux qui veulent travailler, de ceux qui attendent encore quelque chose de la vie. C'est des gens qui n'attendent plus rien de la vie, qui se préoccupent ni d'eux ni des autres. (Luísa, 52 ans, travailleuse du sexe, six enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Ils vous courent après, non. Je veux dire, les femmes, après les femmes oui, ils y vont, ils les attrapent et ils les amènent. Ils aiment les femmes comme il faut, ils maltraitent pas les femmes, non. Ils attrapent les hommes, et les hommes non plus ils les maltraitent pas. C'est surtout les femmes enceintes, s'ils les attrapent, c'est le pire, elles vont à Cayenne, mon Dieu !, ils la mettent sous perfusion, ils l'amènent en avion — et ceux qui sont à pied peuvent partir en pirogue. Les femmes y vont en avion. (Gabriel, 58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux enfants, interviewé au Suriname en 2011)

Lucas (53 ans, *garimpeiro*, neuf enfants, interviewé au Suriname en 2012) — qui, à cause de la rigueur des contrôles des gendarmes en Guyane Française, préfère travailler dans des *garimpos* du Suriname — vante toutefois la façon dont les gendarmes agissent là-bas l'assistance qu'ils offrent aux *garimpeiros*. Au cours de l'entretien, il raconte l'expérience qu'il a eu la fois où il est allé en Guyane Française, et où il y avait le « vieux » Abelardo pendant la descente de police dans le *garimpo* du Siquini, quand ils y travaillaient tous les deux. Le « vieux », qui avait des problèmes de vue (et avait donc toujours besoin des autres pour s'enfuir), a été attrapé, ce qui lui a finalement été bénéfique :

C'était la première fois que je venais, je suis venu par Oiapoque [ville], de là je suis allé au [garimpo de] Siquini. Mais ce qui m'a fait peur c'est que la police française [de la Guyane Française] est différente de celle du Brésil. Les policiers sont bien éduqués et très contrôlés. Ces policiers ils arrêtent les *garimpeiros* et prennent soin de leur santé, ils cherchent à savoir s'ils ont faim, s'ils ont soif. C'est pareil, tu sais. C'est des policiers vraiment spéciaux. Ils frappent que si le *garimpeiro* réagit mal ; sinon, ils le laissent tranquille puis ils le libèrent. Quand ils ont des doutes, ils fixent le *garimpeiro* pour voir comment il est : si le mec est mal en leur présence, alors ils le renvoient au Brésil ; quand ils pensent qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez lui ou dans son passé, ils le libèrent pas. [C'est un] pays du Premier Monde (*País de Primeiro Mundo*) et les policiers sont vraiment pas les mêmes qu'au Brésil, c'est différent. [...] Ils [les *garimpeiros*]... Pará était en train de parler d'une affaire avec Mariano. Quand les gendarmes survolaient avec deux hélicoptères... le vieux [Abelardo] avait un problème de vue..., quand les avions survolaient — il avait une grande pharmacie et un sac grand comme ça pour mettre les remèdes à l'intérieur — quand les hélicoptères survolaient, ils [Pará et Mariano] ont commencé à... repérer le vieux, ils l'ont appelé : « Abelardo, il y a la police qui arrive ! ». Il leur dit « Donnez-moi mes lunettes ». Ils lui ont mis les lunettes sur le nez et ils ont commencé à mettre les remèdes, à les mettre et à les mettre [dans le sac], et ils sont partis en courant en amenant [le sac et] le vieux dans la brousse. Ils ont amené le vieux dans la brousse et ont fait un grand cabanon dans la brousse. Le vieux avait de l'argent, le vieil Abelardo. [...] Le vieil Abelardo, il vendait du bétail chez Sophia. C'est vrai et, au bout de cinq jours dans la brousse, les policiers les cherchaient dans la brousse et ils ont trouvé l'endroit où le vieux se cachait. Alors ils se sont tous mis à crier : « Abelardo, il y a la police qui arrive ! ». Il leur dit « Donnez-moi mes lunettes ». Ils lui ont mis les lunettes sur le nez et ils sont partis en courant. Et une branche lui a fait tomber ses lunettes et le vieux est sorti des bois en tâtonnant et les gendarmes sont arrivés et lui ont donné une accolade, ils l'ont pris dans leurs bras et lui il leur demande « Ils sont près ? ». Là, le gendarme lui a parlé, « Bonjour Brésilien », ils l'ont pris, ils l'ont amené à Cayenne. Il s'est fait soigner là-bas pendant six mois et sa vue s'est arrangée. Il porte plus de lunettes. Ça a été un sacré remède pour le vieux. Sa vue s'est arrangée. [...] Après, j'ai su quelques années plus tard qu'il était chez Sophia où il vendait du bétail.

En dépit des louanges faites à la manière dont ils ont été appréhendés par les gendarmes, certains récits rapportent que, ces dernières années, avec l'augmentation des contrôles, les clandestins ne sont pas toujours appréhendés dans le calme, et certains hommes et femmes accusent les gendarmes de s'approprier des objets de valeur au lieu de les brûler ou de les confisquer pour les donner à l'État :

Avant, ils nous mettaient juste dehors, mais, aujourd'hui, ils sont très agressifs ici avec nous, les Brésiliens. Ils nous frappent, ils nous maltraitent, nous humilient, tu vois ? Aujourd'hui, c'est comme ça que se passe la cohabitation ici, du côté de la France [Guyane Française]. Et, pour eux, c'est de notre faute. Parce que, avant, ils arrivaient : « Bonjour ! Ça va ? », « Oui ». Ils arrivaient en nous parlant bien, en nous traitant bien. Aujourd'hui non, ils arrivent pour

nous frapper, nous tabasser avec leur revolver, ils nous mettent au sol, et, si on a des bijoux, ils nous les prennent, si on a de l'or, ils nous le prennent, et on se retrouve sans rien. [...] Aujourd'hui, ils mettent toute la nourriture dans leurs sacs, pour l'emporter. Avant, ils brûlaient tout, mais aujourd'hui ils prennent tout et ils l'emportent. [...] Et ils nous humilient, ils nous humilient trop : les Brésiliens sont ici pour voler, les Brésiliens font que des trucs mauvais, les Brésiliens amènent beaucoup de drogue — pour eux, tout ce qui est Brésilien ça va pas. [...] Ils doivent venir la nuit, parce qu'ils ont des jumelles pour voir de loin. Ils sont très malins à l'heure actuelle. Beaucoup de choses ont changé. Des fois, on est coincés : « Putain, ils ont frappé Unetelle ». Là, il y a pas longtemps, ils ont frappé un mec, à l'intérieur, juste parce qu'il avait parlé, ils l'ont frappé avec le revolver ici [sur la tête] et il a un trou maintenant. [...] Et les Brésiliens ont peur de signaler ça. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée au Suriname en 2012)

Yasmim (34 ans, cuisinière dans un restaurant, deux filles, interviewée au Suriname en 2011) raconte que, la dernière fois qu'elle s'est trouvée dans un *garimpo* en Guyane Française, elle a été appréhendée dans une opération de contrôle, puis elle a été relâchée. Une partie de sa marchandise (des vêtements qu'elle vend) a été brûlée et une autre a été « appréhendée ». Qui plus est, elle est restée un moment attachée et a dû cuisiner pour les gendarmes pendant le temps où ils sont restés sur les lieux :

- Ça fait pas longtemps que j'ai arrêté de travailler dans les *cabarés*, parce que j'ai trouvé... Du coup, j'ai pris des vêtements où ma sœur travaille — c'est une autre boutique, là-bas, à Pérola — et j'ai commencé à vendre, et j'ai commencé à gagner un peu d'argent, mais la police m'a attrapée et a brûlé toute la marchandise que j'avais prise.
- Mais t'étais dans un *garimpo* illégal ?
- Oui, dans un *garimpo* en France [Guyane Française], à Cacau. [...] Les policiers m'ont arrêtée et m'ont attachée.
- T'es restée en prison combien de temps ?
- Non, j'ai juste été attachée, ils nous ont attachés. Ils m'ont attrapée vers 6h du matin. [...] Ils ont attendu le loto [qu'il se termine], parce qu'ils voulaient l'or du loto. À 5h45, ils sont rentrés. [...] Ils [les gendarmes] sont rentrés, ils étaient cachés dans la brousse, camouflés ; et ils sont rentrés en courant, avec des armes à feu, ils nous ont attrapés... Ils étaient plus ou moins huit ou neuf. Il y en avait beaucoup [des *garimpeiros*], beaucoup ont réussi à courir, à s'enfuir, mais ceux qu'ils [les gendarmes] attrapaient, ils les frappaient et leur envoyaient des bombes lacrymo ! Et c'est là que la femme [propriétaire du *cabaré*] a réussi à courir, mais moi non, ils m'ont attrapée par derrière. [...] Je dormais juste avec un t-shirt et une culotte, et ils m'ont même pas laissé prendre un short, [...] presque sans habits. Il y en avait une qui était juste en nuisette.
- T'étais dans la cabane ?
- Oui, parce qu'il y avait une fête. Ils attendaient que la fête se termine. Moi j'étais déjà partie me coucher et, quand ils sont arrivés en courant, on dormait, je me suis réveillée en panique ; ils m'ont attrapée, ils m'ont envoyée

m'asseoir par terre, ils m'ont attachée. De 6h du matin jusqu'à 3h de l'après-midi je suis restée attachée, sans manger. [...] Une file d'attente de femmes [...]. Alors on a demandé à manger parce qu'on avait faim, et ils nous ont dit que non, qu'ils avaient pas encore mangé, donc pourquoi nous on mangerait ?

– Ils vous parlez en portugais ?

– Oui, il y en a un qui parlait bien portugais, c'était un Brésilien. Ils disaient que non, qu'on n'allait pas manger. Alors, après, je les ai vu brûler mes affaires, tout : ce qui était à moi et ce qui était pas à moi. [...] Alors, ils nous ont attachés vers 6h du matin et ils nous ont libérés, pour qu'on puisse manger quelque chose à 3h de l'après-midi.

– Ils vous ont donné à manger ?

– Ils nous ont donné à manger parce qu'ils nous ont envoyé toutes les deux cuisiner pour eux. [...] Nourriture et boisson, tout. Ils ont juste laissé une *cantina* qu'ils ont pas brûlée : c'est la *cantina* où ils étaient, là où il y avait le loto. Et on devait cuisiner là-bas pour eux, tout préparer pour eux. Mais, pour prendre quelque chose, on devait leur demander la permission. Au bout de huit jours là-bas, ils ont mis le feu et ils sont partis.

– Ils sont restés huit jours là-dedans ?

– C'est ça.

– Et vous êtes resté attachées ?

– À ce moment-là, il a laissé quelques personnes attachées. Après, il attachait les pieds, après il attachait que les mains, et après ils ont laissé que les pieds attachés et ils ont détaché les mains.

– Et vous étiez assis par terre ?

– Mais ils m'ont libérée moi et une autre, pour que toutes les deux on leur fasse la cuisine. Parce qu'ils aimaient pas voir tout sale, ils voulaient que ce soit bien propre, donc on a été leurs femmes de ménage. Arrivées 6h de l'après-midi, ils nous ont libérées : « Vous pouvez y aller ».

– Vous avez passé une partie de la journée à faire la cuisine et ils vous ont mis dehors ?

– Alors, on a fait leur dîner, mais ils nous ont rien laissé à manger ; on a cuisiné que pour eux. Alors, comme on cuisinait, on préparait le repas et on en cachait un peu : quand j'allais laver la vaisselle, j'en prenais un peu avec la vaisselle. Après, il y en a un qui nous a donné un paquet de biscuits et une canette d'eau gazeuse, une canette pour environ huit femmes, pour qu'on se la divise. [...].

– Ils vous ont libérées que vous deux ?

– Que nous, les autres sont restés attachés. Il nous a dit qu'on devait revenir, il nous a dit « Vous pouvez y aller, mais demain vous devez revenir ».

– Mais où vous pouviez aller ?

– C'est ça, on n'avait pas d'endroit où aller et ils savaient qu'on devait rester là, parce qu'il y avait pas d'endroit où *varar*. Tous les *barracos*, même les suivantes, étaient brûlées, ils avaient tout brûlé. [...] Il nous a dit : « Écoutez, demain vous revenez, vous venez et, si on vous voit pas, on va venir vous chercher ». J'ai dit « D'accord ». [...] Alors, la femme elle a dit : « On va devoir rester ici ». Sauf qu'il y avait beaucoup d'hommes et on pouvait pas rester à côté d'eux. Du coup, ils ont laissé que les chambres des femmes comme ça, le reste ils ont tout entassé — matelas, habits —, ils ont fait un gros tas pour tout brûler. Mais ils les ont pas brûlé sur le coup, ils ont juste brûlé avant de partir et ils ont laissé un matelas là, en plein air [à l'extérieur], pour qu'on se couche — et s'il s'était mis à pleuvoir, on allait être sous la pluie parce qu'ils avaient même enlevé les plastiques. Et puis, vers 6h du soir, on a préparé le dîner, ils se sont lavés, ils ont commencé à boire et puis ils sont allés manger.

– Ils buvaient de la bière ?

– De tout. Ils ont pris les poches et les ont remplies de whisky pour les emporter. Et les femmes étaient revenues de l'extérieur avec beaucoup de marchandises et ils les ont vues arriver de l'extérieur avec les marchandises. [...] Alors il a dit à la fille qu'il allait payer pour la journée où on a cuisiné, mais c'était pour qu'on aille dans les *barracos*, pour savoir quels étaient les autres *barracos* qu'il y avait à côté — parce qu'ils savaient qu'en nous libérant on allait devoir dormir, aller dormir quelque part. [...] Alors c'est là qu'on les a laissés manger et on est sorties vers un autre bosquet ; c'était dans la brousse, on n'est pas sorti du chemin, on sortait plus du chemin, on a traversé le fleuve à la nage. Je suis allée dans sa *barraco* [son compagnon *garimpeiro*] et je suis jamais retournée là-bas, là où le gendarme nous disait d'aller. Comme ils avaient pris les motos [deux *garimpeiros*], il y avait d'autres hommes qui voulaient voler les motos des policiers. Quand ils [ceux qui voulaient les voler] ont pris la moto, les policiers les ont vus et ont tiré, ils sont sortis en courant et ont traversé le fleuve, et sont allés frapper à la porte du *barraco* où il était [son compagnon] ; il était en train de travailler, là où j'étais avec lui. Alors, ils [les gendarmes] sont arrivés, ils ont attrapé tout le monde de nouveau et ils m'ont attrapée de nouveau. J'étais couchée quand on a entendu un cri. De ce que j'ai vu, il [son compagnon] disait « C'est quoi ça ? ». Je croyais que c'était la fille qui regardait la télé, mais j'ai entendu « C'est les gendarmes ». [...] Il disait « C'est les gendarmes ». J'ai dit « Cours, moi j'en peux plus ». Il est parti en courant à nouveau et s'est lancé dans la brousse. Pendant qu'il se lançait dans la brousse, moi je suis restée couchée [...]. Ils sont arrivés, m'ont mis la lumière dans les yeux et l'autre a dit que j'étais là, qu'il y avait pas d'or. Ils sont arrivés en demandant « Où est l'or ? Où est l'or ? ».

– Ils parlent portugais ?

– Certains oui, d'autres non. Mais « or » ils savent bien le dire.

– Ils disent « or » en portugais ?

– Oui. « Où est l'or ? Où est l'or ? ». Alors j'ai dit que moi j'en avais pas. Alors ils m'ont prise et m'ont attachée à nouveau. Ils ont pris un autre mec qui travaillait avec lui [son compagnon] et ils sont sortis — il était environ 10h du soir — pour chercher d'autres *barracos*. Comme le mec il était nouveau, il connaissait pas bien tous les *barracos*. Il a vraiment morflé : à chaque fois qu'il se trompait de route, il se prenait une raclée. Il a vraiment morflé... Il était plus ou moins 23h, de 23h jusqu'à 4h du matin, le mec s'est fait frapper. Et nous on était attachés : moi, la cuisinière, son mari — les autres avaient réussi à partir de le *barraco*, mon compagnon aussi avait réussi à s'enfuir du *barraco*. On est restés plus ou moins deux heures attachés — ils sont sortis en nous laissant attachés — et on a réussi à se détacher, ils sont sortis et ils sont jamais revenus.

– Et ton or, comment tu l'as pris ?

– Mon or c'est après, deux jours après. On est retournés là-bas à nouveau et j'ai vu la propriétaire du *cabaré* où j'étais [avant] et elle m'a rendu mon or.

– Et ils ont emporté toutes les boissons ?

– Ils ont emporté toutes les boissons et ce qu'ils ont pas pu emporter ils l'ont brûlé. Ils ont pris quatre motos accrochées à l'hélicoptère et tout ce qu'ils ont pas pu prendre, ils l'ont brûlé.

– Ce qu'ils peuvent prendre, ils le prennent ?

– Ils prennent tout oui. Alors ils demandent... s'ils voient sur toi un bijou qui leur plaît, ils te le prennent. C'est comme ça.

– Ils les tirent violemment ou... ?

– Non, ils te demandent de l'enlever. Des fois, ils se gardent l'or, ils le donnent pas toujours à leur chef, tu vois ? [...]. Ils partent en prenant tout. Si on a des habits... Comme moi j'avais beaucoup de marchandise, beaucoup de vêtements d'hommes et de femmes, quelques chemises d'hommes qui leur

plaisaient, ils les ont prises, ce qu'ils aimaient pas... Il y en a un qui en a pris pour sa femme [...], alors, quand ça leur plaît, ils le prennent, ce qui leur plaît pas ils le jettent dehors. Quand on a réussi à partir, on n'est jamais revenus, on va au *garimpo* ici au Suriname, mais il y a pas beaucoup d'or dans les *garimpos* du Suriname. Maintenant, lui [son compagnon], non, il va au *garimpo*, mais moi je reste ici en ville. Maintenant je travaille ici dans un restaurant. J'ai arrêté d'aller au *garimpo*.

En Guyane Française, dans les zones de *garimpos* clandestins, il n'y a pas de présence de l'État ou de la communauté au quotidien, établissant des règles d'organisation et de cohabitation. Autrement dit, personne ne contrôle. Ces zones sont difficiles d'accès dans la brousse, elles sont souvent cachées par les arbres et la présence de l'État n'existe que lorsque les forces de la gendarmerie sont présentes. Le gouvernement français essaie d'établir l'ordre, par le biais de contrôles, de la répression et de l'expulsion des *garimpeiros* en situation irrégulière. Mais, lorsque les gendarmes découvrent une zone explorée, des relations sociales ont déjà été établies et, très souvent, c'est la loi du plus fort qui prévaut, de celui qui a le plus de « pouvoir de feu ». Selon l'ensemble des données recueillies, les gendarmes font des contrôles de plus en plus durs auprès des Brésiliens se trouvant dans des *garimpos* illégaux — actions qui mettent parfois à mal l'éthique et violent les droits humains.

Dans les récits des interlocuteurs-rices de cette recherche, les armes à feu apparaissent comme indispensables à tout Brésilien travaillant dans des *garimpos* illégaux de la Guyane Française, contrairement au Suriname où les choses sont « plus organisées ». De fait, l'État réglemente l'exploitation minière à petite échelle, il y a un certain « ordre » social mis en place par les Noirs Marrons (comme nous l'avons vu), car les règles de l'exploitation et l'ordre établi suivent leur mode d'organisation communautaire : ils donnent l'autorisation verbale d'exploiter les mines ; en cas de conflit, ils font valoir les règles établies et ont des armes à feu quand ils vont dans les *garimpos*, exerçant ainsi une réelle autorité sur leurs territoires. Au Guyana, les *garimpos* à petite échelle et les zones exploitées par les entreprises sont généralement autorisés par l'État, avec la présence de la sécurité privée et des actions de contrôle de la police.

La réalité des *garimpos* exploités par les Brésiliens au Suriname et en Guyane Française peut nous amener à penser que la manière dont l'exploitation minière — de même que les problèmes qui surviennent aux alentours — se déroule est due à l'absence de l'État, le problème résultant du manque de gestion publique. Pour autant, l'autorité de l'État peut aussi être conceptuellement envisagée comme invasive. Pour Veena Das, la forme de régulation de l'État

« oscille entre une forme rationnelle et une forme magique d’être »⁵⁰⁸, et ces deux formes — la concrète et la performative — constituent la réalité effective de son autorité. Dans le contexte qui est le nôtre, les personnes contournent les champs de force des pouvoirs établis dans les espaces de circulation des Guyanes, en mettant à mal de multiples frontières : entre autres, ethniques, religieuses, linguistiques, historiques, économiques, normatives et catégorielles. De fait, la manière dont les pouvoirs publics opèrent est complexe et a des effets sur les parcours migratoires et sur les comportements adoptés par les migrants.

Fernando Salla et Marcos Alvarez soulignent que la frontière, « comprise dans sa dimension de confluence des limites du pouvoir souverain, des identités nationales, des différentes configurations normatives et des logiques de survie des populations locales, se révèle être une dimension fondamentale pour la compréhension des dynamiques de violence à l’heure actuelle »⁵⁰⁹. Dans cette perspective, on trouve, dans les *garimpos* des Guyanes, diverses formes de violence, y compris institutionnelles, dont les interlocuteurs-rices de cette recherche font état, soulignant aussi l’existence de trafics d’armes et de drogue, la contrebande d’or et de marchandises, ou encore les actions policières qui enfreignent la loi.

Dans leur ruée vers l’or, les migrants circulent constamment dans les territoires des Guyanes, s’affranchissant ainsi des aspects bureaucratiques de contrôle des frontières. Dans leurs déplacements, ils utilisent des stratégies tant collectives qu’individuelles, et les pouvoirs publics, de même que les migrants, se déplacent également, tandis que de nouveaux sont consolidés. En raison des multiples stratégies mobilisées par les migrants pour pouvoir passer la frontière et aller de l’autre côté, les actions étatiques mises en place sont donc « floues ».

⁵⁰⁸ DAS, Veena. The signature of the State. The paradox of illegibility. In: DAS, Veena; POOLE, Deborah. (Ed.). *Anthropology in the margin of the State*. Santa Fé: School of American Research, 2004, p. 225-252 (p.225).

⁵⁰⁹ ALVAREZ, Marcos César ; SALLA, Fernando. Violência e fronteiras no Brasil: tensões e conflitos nas margens do Estado-nação. In: ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 34. Caxambu, 25 a 29 de outubro de 2010, p.27. 31p. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/papers-34-encontro/st-8/st37-1>. Accès : 10 janvier 2016.

LA PROSTITUTION AU *GARIMPO* : LE *CABARÉ* REMPLACE

LE *CLUB*

Au Suriname, migrer par l'intermédiaire des *clubs* n'est plus aussi attrayant financièrement et le nombre de femmes qui se livrent à la prostitution n'est plus leur monopole, une fois qu'existent d'autres espaces où le sexe tarifé peut être trouvé, aussi bien à Paramaribo comme dans les villes de l'intérieur, et principalement aux *garimpos*. La possibilité de voyager sans la dette initiale avec le *club* et d'avoir un meilleur bénéfice fait que de plus en plus de femmes cherchent leurs clients dans les hôtels, les bars, les fêtes, les *cabarés*, les *garimpos*, ou même dans d'autres pays :

Les filles disent que ce n'est plus aussi intéressant [...]. La semaine dernière, même, j'en ai rencontré une : « Je vais au Brésil, je vais au Piauí ». [...] Elle est du Piauí. Jusqu'à ces femmes qui viennent d'Europe regrettent d'être venues ici. (Benjamin, 23 ans, coiffeur, sans enfant, interviewé en 2012 au Suriname)

Dans les *clubs*, je pense que [la femme] est plus traitée comme une esclave, mais celles qui habitent ici, de la « rue », libres, n'ont rien d'esclaves, non. Et reste dans les *clubs* qui veut, de nos jours. Beaucoup viennent parce qu'elles n'ont pas d'argent pour payer le billet, et elles vont pour le *club*, c'est le patron du *club* qui paie. Après avoir payé leur billet, elles s'en vont. Presque toutes. (Giovana, 38 ans, femme au foyer, quatre enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

- [...] elles s'enfuient pour aller au *garimpo*.
- Mais ces temps-ci, il y a encore des filles qui s'enfuient ?
- Oui, parce que le *club*, aujourd'hui, ce n'est plus comme c'était avant.
- Comment ça ?
- Avant, l'argent coulait à flot, actuellement, ce n'est pas autant, c'est mitigé. Il faut payer le patron, alors, des fois, il ne te reste rien. Et quand tu ne paies pas le patron, tu ne vois même pas un centime, parce que tout ce que tu fais, c'est dans ses mains.
- Tu ne touches rien ?
- Non, tu n'as que le travail de te coucher avec un homme, quand tu ne lui paies pas ta dette [...] Parce que on doit payer plus de cinq, trois, quatre, cinq passes là-haut, tu comprends ? Ils te prennent beaucoup. C'est absurde ici. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

Un bénéfice moindre signifie aussi, que la dette est de plus en plus difficile à rembourser, parce que tout ce qu'elles gagnent va dans la poche du propriétaire — et le *garimpo*, c'est la destination principale des femmes, après la sortie du *club*, car même si c'est pour continuer à se livrer à la prostitution, au *garimpo*, le bénéfice est plus grand, non parce qu'elles gagnent beaucoup, mais parce qu'elles n'ont pas de dépenses avec l'alimentation, le loyer, et principalement la dette du voyage. Tout ce qu'elles gagnent est pour elles, ce qui lui donne l'idée fausse que le bénéfice est plus grand.

Au *garimpo*, il n'existe pas de le *club*, mais un espace que les Brésiliens appellent le *cabaré*, normalement dans les villages à proximité des zones d'extraction de minerai, qui vendent de la nourriture, des boissons, des cigarettes, des cartes téléphoniques, pour recharger les portables prépayés, c'est à dire, des produits de base ou des choses basiques, et, des fois, des pièces d'équipement pour le *garimpo*, mais le plus important c'est la vente liée au sexe — et au *cabaré* les travailleuses du sexe y habitent pour travailler. Dans quelques *garimpos*, au lieu du *cabaré*, l'habitude est de l'appeler *cantina*⁵¹⁰ ou *shopping* — mais il s'appelle *shopping* seulement au Guyana⁵¹¹, parce que durant le jour il fonctionne comme magasin de marchandises:

Ici c'est très chic ! *Cabaré*, c'est pour le Brésil, ici c'est *shopping*. [...] C'est parce qu'au Brésil, ils l'appellent... l'endroit que les femmes font des passes est *cabaré*. [...]. Ici c'est shopping. C'est *esticado* ici. *Esticado* cela veut dire une chose chic. Parce que *cabaré*, plus personne n'utilise le mot *cabaré*, bar, bistrot : c'est shopping, c'est *club*. [...] Shopping c'est un nom chic ; shopping c'est un endroit chic, réservé, c'est un endroit chic, alors on l'appelle shopping. Shopping de la prostitution. [...] Et de l'or, les passes. (Natasha, 23 ans, manucure, sans enfant, interviewée en 2012 au Guyana)

– Mais c'est shopping ou *cabaré* ?

– C'est la même chose. Au *garimpo*, cela fonctionne comme cela : le shopping est le même que le *cabaré*, seulement ils ont mis le nom de shopping, mais c'est un *cabaré*. Le shopping, ainsi, parce que le jour il fonctionne comme shopping, en vendant des choses. Et la nuit c'est pour faire des passes. Ils

⁵¹⁰ Au Suriname, quelques Brésiliens appellent aussi de magazine, mais le plus usuel est *cabaré* ou *cantina* (quand dans l'endroit fonctionne un petit commerce.) Quelques interlocuteurs évitaient d'utiliser le nom de *cabaré*, dans la tentative de cacher qu'il s'agissait d'un local de prostitution, comme s'ils voulaient camoufler la principale marchandise à vendre.

⁵¹¹ Au Guyana, la plupart des établissements sur les *garimpos* se ravitaillent dans des villes comme Bartica, qui est l'un des pôles le plus lié à l'extraction de minerai. Dans ce pays il n'existe pas de villages définitifs, parce que le gouvernement contrôle les zones libérées pour le *garimpagem*, et il n'y a pas beaucoup de gens dans un seul d'entre eux. En plus, les zones sont très étendues, se sont des zones cachées au milieu de la forêt, d'accès difficile, où le *garimpagem* est fait avec des radeaux sur la rivière, dans une situation de presque nomadisme — c'est pour cela que les personnes aux *garimpos* achètent généralement dans les centres urbains au lieu des *cantinas*, c'est pour cela que ce n'est pas une activité stable, il y a ceux qui vendent de petites marchandises et ceux qui vendent les marchandises et le sexe, mais ce qui s'appelle shopping est une grande référence pour y trouver les travailleuses du sexe.

l'appellent ici, *cabaré*, *caiabom*. [...] Où elles savent qu'il y a de l'or, elles y courent. Ici, c'est trop de prostitution, vraiment trop, trop. (Yonara, 53 ans, propriétaire d'un restaurant, une fille, interviewée en 2012 au Guyana)

– Écoute, à la « brousse » même, là-bas dans le *baixão*, ils l'appellent shopping. [...] Maintenant, en ville, c'est le *club*, tu vois. Là-bas, dans la forêt, c'est shopping, le *cabaré* n'existe pas.

– Et ce sont combien de personnes, plus ou moins par shopping ?

– Il n'y a pas une quantité définie. Elles viennent, elles restent là ; les personnes, les patrons de shopping, viennent les chercher ici, tu vois, ils invitent et elles vont. (Livia⁵¹², 36 ans, cuisinière sur les radeaux de drague, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana).

En Guyane Française, aux *garimpos* illégaux, sur lesquels circulent les femmes et les hommes brésiliens — qui vivent au Suriname⁵¹³ —, ceux-là sont concernés par l'exploitation de l'or et le commerce du sexe ou de genres alimentaires, qui en général fonctionnent au même endroit, la *cantina* (les Noirs Marrons, qui sont aussi présents aux *garimpos* du département français, sont responsables pour le transport illégal de passagers et de marchandises dans leurs pirogues).

⁵¹² Livia, 36 ans, cuisinière sur des radeaux de drague, deux fils, classe de 5ème, interviewée en 2012 au Guyana, est née au Maranhão, mais à huit ans, elle immigra pour Itaituba (Pará) avec sa famille. Après avoir été veuve, et sans travail, elle décida de voyager pour le Suriname : en 2008, à 32 ans, elle vendit une partie du mobilier de la maison, laissa les fils (de 13 et 18 ans) avec sa mère, et partit pour ce pays, avec des connaissances de la ville où elle habitait, prétendant travailler comme cuisinière. Elle entra au Suriname illégalement, et, en arrivant, la seule place qu'elle trouva ce fut en Guyane Française, qu'elle accepta. Là-bas elle resta sur un *garimpo* sur lequel les personnes circulaient armées, et parfois, il y avait des actes de violence ; comme deux mois après son arrivée, la nourriture du local où elle travaillait finit, et que cela prit du temps pour qu'en arrivent de nouvelles, elle fut obligée de partir — elle alla pour le Suriname, passant par la forêt, avec deux hommes qui travaillaient avec elle. Au Suriname, elle trouva un travail de cuisinière sur une drague, qui fut brûlée par la police quatre mois après. Pratiquement sans argent, elle alla à Paramaribo, et resta un mois dans un hôtel, cherchant à nouveau une place de cuisinière. Quand elle n'eut plus d'argent, elle emprunta 22 grammes d'or à une amie de Itaituba, qui travaillait au Suriname, et elle partit pour la ville de Mahdia, au Guyana, où elle trouva un travail comme cuisinière, et elle demanda un visa de travail (elle était au Guyana comme touriste). Après deux mois, elle alla travailler sur un *garimpo*, sur lequel elle resta trois mois ; elle en sortit pour voyager au Brésil, pour rendre visite à ses fils — visite qui servit pour renouveler son visa de touriste, parce que son visa de travail n'était pas encore prêt. Selon Livia, de ne pas avoir la permission de travailler complique la vie des gens, parce que quelques patrons de machines d'extraction d'or ne veulent pas d'employés qui n'en ont pas (visa de travail) — c'est pour cela, qu'en revenant du Brésil, elle resta un temps à travailler au *garimpo*, puis elle alla pour Georgetown, pour faciliter la délivrance des papiers : « Je suis allée là [au *garimpo*], j'ai travaillé deux mois, puis je suis revenue [pour Georgetown], pour courir après [le visa de travail], parce que la personne qui s'occupe de délivrer les papiers n'est pas pressée, tu comprends ? Alors, maintenant, moi-même je suis allée à Géologie, tu comprends ? [...]. J'ai appelé une personne, alors, qui parle portugais, un chauffeur de taxi, et je vais me démener pour mes papiers ». Quand elle a été interviewée, Livia était encore avec un visa de touriste.

⁵¹³ Ce sont des personnes qui ont l'habitude de travailler aux *garimpos* en Guyane Française ou au Suriname, cela dépend des « ragots de l'or », mais ils ont Paramaribo comme référence de logement, parce qu'ils sont en situation migratoire irrégulière ; et c'est dans cette ville qu'ils retournent pour changer l'or qu'ils extraient. Les entreprises qui exploitent l'or légalement dans le département français, ont, en général, des travailleurs brésiliens, ceux qui sont en situation régulière et qui vivent dans les centres urbains (Cayenne par exemple).

Sur les *garimpos* du Suriname, le plus commun est de rencontrer la vente de marchandises dans un endroit et les services sexuels dans un autre, c'est à dire le *cabaré* vend l'activité du sexe, des boissons et des cigarettes, et ses activités sont bien définies, principalement parce qu'en beaucoup d'endroits, les commerçants chinois y travaillent, offrant dans leurs boutiques, des produits avec des prix plus bas à ceux offerts par les Brésiliens, de telle manière qu'ils dominent le commerce des produits alimentaires, d'ustensiles domestiques, et de pièces de motos et de machines⁵¹⁴ (Figure 33) et les Brésiliens le commerce du sexe.



Figure 33 : *Cantina* d'un chinois à la *corrutela* de Macu, au *garimpo* de Macu/Suriname (2012).

Fábio⁵¹⁵, 59 ans, classe de CM1, originaire de Belém, a grandi dans les régions de *garimpos*, à Itaituba ; il a sept enfants, 36 petits-enfants, et deux arrières petits-enfants. Fils de *garimpeiro*, à 12 ans il commença à travailler au *garimpo* : à l'époque ses parents se séparèrent, et lui et son frère, plus jeune, restèrent avec la mère, et sur elle retomba la responsabilité financière de la famille. Fabio a passé la plus grande partie de sa vie à travailler au *garimpo* — l'unique période durant laquelle il s'en éloigna se fut quand il installa un commerce au Brésil, dans une ville du Maranhão, où il alla avec son épouse et ses enfants. Dans cette ville il se lança

⁵¹⁴ En accord avec quelques interlocuteurs, les chinois achètent les produits moins chers parce qu'ils achètent directement d'un navire qui vient de Chine, ce qui rend difficile de les concurrencer. Les Brésiliens achètent dans les commerces de Paramaribo, pour revendre au *garimpo*, ce qui rend les produits plus chers. Comme ils n'arrivent pas à entrer en concurrence avec le commerce des Chinois, peu de Brésiliens maintiennent une *cantina*, ils travaillent plus comme vendeurs ambulants : ils mettent la marchandise sur la moto 4X4 et sortent à la recherche de clients sur les zones d'extraction. Bien que ce soit en général les hommes qui sont le plus à exercer ce type d'activité, beaucoup comptent sur l'aide de l'épouse, que ce soit pour l'acquisition de produits en ville, que ce soit dans le transport ou dans la vente. Antonieta, 50 ans, vendeuse ambulante, deux fils, classe de 5ème, interviewée en 2011 au Suriname, est originaire du Piauí. Elle avait travaillé au Brésil, sur des *garimpos* à Itaituba, avec son mari ; en 2011, comme ils considérèrent que ce qu'ils gagnaient était peu, ils allèrent au Suriname (ils prirent l'avion à Belém) où habitait déjà un des ses frères, pour travailler comme vendeurs ambulants au *garimpo*. A l'époque il avait 40 ans, et il laissa les deux fils au Brésil, avec la mère ; quand celle-ci mourut, ils allèrent habiter avec une sœur. Au Suriname, elle passa la plupart du temps à Paramaribo, où elle était responsable de l'achat de produit que le mari vendait au *garimpo*, principalement de l'huile et de l'essence. Annuellement, chaque six mois, elle voyageait au Brésil, pour visiter la famille. Elle avait un titre de séjour dans le pays renouvelable tous les deux ans.

⁵¹⁵ Interviewé en 2012 au Suriname ; il avait un visa pour le pays renouvelable tous les deux ans.

dans la politique, et par deux fois consécutives il fut l'un des conseillers municipaux les plus votés. Il raconta que pour la politique il dépensa tout ce qu'il avait, et c'est pour cela qu'il décida de retourner au *garimpo* — et en 1996, à 43 ans, il laissa le Brésil sa femme et ses sept enfants, il alla au Suriname, en suivant les « ragots de l'or ». Il commença à travailler comme *burrinho*⁵¹⁶, puis il devint *garimpeiro*. Il réussit à réunir assez d'argent pour aller chercher la famille au Brésil, mais sa femme ne voulut pas le suivre : elle allégua qu'elle avait déjà un certain âge et elle le libéra pour qu'il trouve une autre compagne, s'il voulait. Fabio retourna seul au Suriname, et malgré qu'à l'époque de la recherche de terrain, il ait une compagne, dans ce pays depuis plusieurs années, il continuait à appeler de « mon épouse » celle qui était restée au Brésil — pour où plus jamais il retourna. Il raconta qu'au *garimpo*, où il vivait, il était l'unique Brésilien dans le commerce de la *cantina*, tous les autres commerces de ce type étant tenus par des chinois.

Il y avait beaucoup de commerçants brésiliens ; alors, les chinois sont arrivés, ils ont tout bouleversé, seulement moi je suis resté, parce que moi, avec la moto... j'achète ma marchandise au comptant, alors je leur fais la concurrence tu sais ? Eux [les Chinois] ils ne vont pas du côté du Guyana, parce que s'ils vont là-bas, ils le regrettent, parce que les gendarmes arrêtent tout. [...] Regarde, là-bas je vends des moteurs, je vends des machines à laver, des vêtements, je vends des gazinières, je vends des frigos, je vends des tronçonneuses, des batteurs, je vends des ventilateurs, des pièces de tronçonneuses, des pièces de moteurs, je vends des pièces de moto, je vends des pièces de la Chine des protections de pompes, les trucs pour le *garimpo* tu sais ? Je vends tout. Regarde, je vends... je vends beaucoup d'huiles et d'essence, tu sais ?

⁵¹⁶ Nom donné aux hommes qui travaillent comme transporteurs d'objets et de marchandises sur leurs épaules, normalement sollicités pour des endroits de difficile accès, et où les motos et les pirogues n'arrivent pas. Pablo, 32 ans, *garimpeiro*, deux fils, classe de 6ème, interviewé en 2012 au Suriname, a travaillé comme porteur durant quelques trois mois, et résuma l'activité de « homme-citerne, transporteur d'huile, *rancho*, [nourriture], tout ça. [...] Des fois, quatre heures de marche, des fois, une heure et demi, trois heures, sur le dos. [...] 50 kilos de marche d'une heure ce sont cinq grammes. [...] et une marche de quatre heures, dix grammes ». Pablo qui est né au Maranhão, avant de migrer, avait été assistant de maçon à Boa Vista, et il gagnait un salaire minimum. Dans l'espoir de gagner plus en 2007, à 27 ans, il alla au Venezuela, où il travailla cinq mois irrégulièrement comme *garimpeiro* (d'or et de diamant) — mais il ne gagna pas d'argent dans ce pays, et c'est pour cela qu'il traversa la rivière, et qu'il alla au Guyana, là aussi irrégulièrement, et de là il suivit la direction du « ragot de l'or » en Guyane Française et au Suriname, territoires pour lesquels il circulait depuis lors (mais il passa plus de temps dans le département français). Comme résultat de ce travail de porteur, il avait des problèmes à la colonne, à cause de l'excès de poids, qu'il avait eu à porter. Quand il fut interviewé, il travaillait, la plupart du temps, comme *garimpeiro*, même si cette activité portait un préjudice à sa colonne. Il avait deux fils, qui étaient au Brésil, avec la mère (les deux, de la même femme, sa petite amie). Quand il alla au Suriname, le plus grand avait déjà 12 ans ; après qu'il soit arrivé dans ce pays, il voyagea deux fois au Brésil, et la première fois, sa petite amie se retrouva enceinte à nouveau (à l'époque de l'interview, l'enfant avait déjà 3 ans, et cela faisait huit mois qu'il n'avait pas voyagé pour le Brésil ; il n'envoya pas d'argent pour ses fils, et il se justifia en disant que « ils sont avec leur mère »). Il affirma que beaucoup de Brésiliens ne retournent pas au Brésil après avoir migré : « Quand on a de l'argent, on va [au Brésil] ; on passe trois mois dans la « brousse » et on va là-bas [au Brésil]. Mais quand on n'a pas, j'ai déjà passé jusqu'à deux ans sans aller là-bas. Dans la « brousse ». Deux ans sans aller en ville [Paramaribo] j'ai déjà passé. [...] Il y en a qui ne vont pas, ils viennent seulement ici et jamais plus ils retournent ». Pablo était au Suriname comme touriste.

En plus de la pièce qui sert d'habitation pour le couple propriétaire, l'infrastructure d'un *cabaré* a toujours trois espaces : le salon de fête avec les tables, les chaises, et un endroit pour danser ; le bar pour la vente de boissons, la bière principalement ; et les chambres pour les relations sexuelles (Figure 34-36). Les chambres sont à côté du salon et du bar, et les femmes y habitent. Mais sa construction « dépend de l'endroit : si c'est en France [Guyane Française], du côté de la France, c'est tout en toile, mais ici même au Suriname, ils sont en bois. En bois, il y a plus de sécurité, il y a des lits, ils disent qu'il y a des ventilateurs (Marília, 33 ans, cuisinière, trois enfants, interviewée en 2012 au Suriname). Les *cabarés* de la Guyane Française sont plus précaires, normalement ils sont de toiles (en de rares exceptions, une partie de l'établissement est en bois, et cette précarité est due au fait qu'ils sont sur des zones illégales d'exploitation de l'or, endroits où il y a de fréquentes incursions des gendarmes, qui, quand ils arrivent, brûlent tout — c'est pour cela qu'il y a l'intérêt à construire des *cabarés* avec des infrastructures qui demandent un investissement moindre sur ces zones : ils ont tous un caractère provisoire, les gens étant toujours prêt à fuir à n'importe quel moment .



Figure 34 : Bars à l'intérieur de *cabarés*, dans la *corrutela* de Macu, au *garimpo* de Macu, Suriname (2012).



Figure 35 : *Cabarés* de la *corrutela* de Macu, au *garimpo* de Macu, Suriname (2012).



Figure 36 : *Cabaré* dans la corrutela de Cláudia, au *garimpo* de Alipossam, Suriname (2012).

Les interviewées qui se livrèrent à la prostitution et qui étaient des patronnes de *cabarés* pendant la recherche de terrain dirent toujours qu'elles recherchaient de donner le confort aux femmes, c'est pour cela qu'elles construisent des locaux dont les infrastructures assurent un séjour meilleur, tentant de se différencier de la précarité des baraques le toiles des *garimpeiros*, sur les zones de travail. Cláudia (32 ans, deux filles, interviewées en 2012 au Suriname), par exemple, propriétaire d'une machine d'extraction d'or et d'un *cabaré/cantina* sur un *garimpo* en Guyane Française, ne voulut rien savoir de la toile⁵¹⁷ pour son établissement, comme c'est habituel sur ce territoire :

- Ah, regarde, pour ma baraque, grâce à Dieu, ici tout est en dur. [...] il y a des toilettes et des lavabos...
- Dans les petites chambres ?
- Non, dehors, c'est collectif. Les chambres, toutes les portes sont en bois, les salles de bain à l'intérieur, [pour le bain], c'est comme ça. J'ai fait comme ça parce que je suis beaucoup allée sur les *garimpos*, et je connais comme c'était le traitement, comment c'était le séjour, [...].

Dans le *cabaré* la musique est toujours au maximum, peu importe que ce soit le jour ou la nuit, et il est prêt à servir les clients, mais c'est au coucher de soleil et quand les lumières s'allument que la fête commence au salon : « C'est seulement la nuit. Mais s'il passe une

⁵¹⁷ Durant la recherche de terrain, l'unique mention d'un *cabaré* construit en bois en Guyane Française se réfère à celui de Cláudia, parce qu'il se trouvait sur une zone bien camouflée, qui jamais n'avait été contrôlée par les gendarmes. Pourtant, il fut détruit par les gendarmes quelques quinze jours après son interview : les gendarmes l'avaient découvert et avaient tout brûlé, causant un préjudice considérable pour qui avait construit le *cabaré* en bois (Cláudia avait installé jusqu'à des toilettes dans son *cabaré*, quelque chose de pas habituel au *garimpo*).

personne et qu'elle dit qu'elle veut rester avec toi, il n'y a pas d'heure » (Núbia, 38 ans, cuisinière sur le *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname).

Au *garimpo* la prostitution a aussi ses normes : en général elle fonctionne à l'intérieur du village, et non sur la zone d'extraction, c'est à dire, elle est distante de la zone où les hommes travaillent. En conversation avec un *garimpeiro*, il raconta que sur l'un des *garimpos* sur lequel il travaillait, le Vila Brésil, un des plus connus du Suriname, bien près de la zone d'extraction, commencèrent à s'installer beaucoup de *cabarés*, et comme « toutes les nuits les hommes voulaient aller au *cabaré*, les jours suivants, il n'y avait pas de rendement. », le responsable de la zone conversa avec les propriétaires des établissements, et établit une alternance, comme cela, tous ne fonctionnaient pas le même jour. Dans ce cas, l'alternance fonctionna, parce que, même s'il y avait toutes les nuits un *cabaré* ouvert, comme les *garimpeiros* cherchaient la « nouveauté », beaucoup n'allaient pas dans ceux où ils avaient été la veille ou dans la semaine, attendant le « changement » des femmes (en général elles restent quinze jours puis elles s'en vont), ou l'ouverture de celui dont ils aimaient plus le service, ou de celui qui avait des femmes plus « connues »⁵¹⁸, comme l'expliqua Marcelo (37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname).

Selon les interlocuteurs, la zone de travail et le village doivent être éloignés, ce sont des espaces qui ne doivent pas se mélanger, parce qu'au village il y a les *cabarés* et les fêtes, qui distraient les travailleurs : « là-bas [sur la zone d'extraction] on ne peut pas mettre de *cabarés* parce que là c'est au milieu du travail », raconta Cleonice (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée en 2012 au Suriname) — et les Noirs Marrons eux-même ne permettent pas la proximité. Sur la terre Surinameaise, il faut leurs autorisations, les propriétaires (même non officiel), pour l'exploitation de l'or ou pour l'implantation de n'importe quelle autre affaire. L'autorisation de l'exploitation du Filon de Macu, par exemple, selon Cleonice (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname), vint Ronnie Brunswijk, lui-même, un Noir Marron Ndjuka :

Brunswijk vint, que c'est un homme, de ce type, une personne importante ici au Suriname, et qui commande beaucoup de choses. [...] C'est un *moreno* [Noir Marron] d'ici. [...] Avant c'était le ministre des Sport, ou le ministre de la Culture. Aujourd'hui, je ne sais pas ce qu'il est en réalité, [...] il est très ami

⁵¹⁸ « Connue et jolie : 'Cette fille est très connue mon gars !' ; 'Unetelle était fameuse là au *cabaré* de Untel'. Alors, petit [homme] déjà dans l'expectative, tu vois [...] Celui qui n'a pas de responsabilité, qui n'a pas de famille parce que ce n'est pas parce que le type n'a pas de famille qu'il n'a pas de responsabilité, et des fois, le type est célibataire, vraiment, il travaille beaucoup : 'Oui, je vais là-bas faire un tour, faire une promenade au village, me divertir un peu, boire une bière, trouver une petite amie ', tu vois. C'est comme ça au *garimpo*. Au *garimpo*, les femmes gagnent de l'argent. Elles peuvent être vieilles, elles peuvent être jeunes. Elles gagnent, oui, les filles jolies, celle qui sont les plus jolies » (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé en 2012 au Suriname).

avec le président, alors, il fait la loi. Il s'assoit, il fait la loi, tu comprends ? Ces *garimpos*, il y a des *garimpos* par ici où il commande, comme au Mamãe Jucá : personne n'entre sur le Mamãe Jucá s'il n'en donne pas l'autorisation, s'il ne laisse pas. Il vend des terres pour les Chinois.

Malgré la conception que le travail et les loisirs ne doivent pas se mélanger, au Filon de Macu il y avait un *cabaré*, et Cleonice affirma qu'il n'y avait que lui : Là-bas, il y a seulement un *cabaré*. Et il y a une *morena* [une Noir Marron] qui vend des boissons de ce côté » — mais un autre était en train d'être construit à proximité. Quand on lui demandait si le *cabaré* existant avait été autorisé, il répondait que non :

Non, lui [Brunswijk] n'a pas autorisé, mais ils l'ont mis. Par exemple, lui [le patron du *cabaré*], là-bas, il vendait seulement des boissons. Alors, cela fait environ vingt jours qu'il l'a construit le [les] chambre[s], [et] [Brunswijk] arrive. Il a pris un hélicoptère et il est descendu de la montagne, il a pris une moto, et il a été là-bas. Il lui a donné trente jours pour le retirer et le remettre là-bas à Curimã. Curimã c'est un endroit [qui a été exploré avant], que la pelleuse a déjà beaucoup nivelé, il ne reste qu'un terrain plat, tu sais ? Il ne le veut pas [le *cabaré*] au milieu des ragots, il veut qu'il le tire de là, des ragots, bien loin.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'exception, mais si c'est le cas, le *cabaré* installé sur la zone de travail est propriété d'un/une Noir Marron, qui souvent est associé avec un-e Brésilien-ne. C'est le cas du *cabaré* installé au Filon de Macu (un Brésilien compagnon d'une Noir Marron) et d'autres qui commencèrent à être construits sur le chemin qui y mène :

En réalité, un Brésilien seul...par exemple : je suis ici à la *corrutela*, ici il n'y a aucun problème, mais où la terre est d'un *moreno* [Noir Marron] [...] un Brésilien ne va jamais pouvoir mettre un *cabaré* seul. C'est très difficile, tu comprends ? Seulement quand c'est un « ragot », comme cela, quand tu arrives, des fois ils veulent que tu paies tous les mois, ils parlent en pourcentage : 10 grammes, 15 grammes par mois [...] là-bas ils ne laissent que les *morenos* [Noirs Marrons]. Alors, moi, je me suis allié à une *morena* [une Noir Marron] qui ne sait rien faire, et nous deux nous sommes associées, nous deux nous allons le construire tu comprends ? C'est parce qu'elle sait que je suis dans les affaires de *cabaré*, elle me connaît déjà, tu vois. Elles sait comment j'amène les filles jolies aussi [rires]. (Cleonice, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Les femmes et la boisson ne peuvent manquer ou le *cabaré* voit son activité diminuer au profit d'autres *cabarés*, toujours très près les uns des autres parce que dans la *corrutela* il n'y a qu'une seule rue : face à face, côte à côte, à deux maisons de distance — ce qui encourage

la concurrence et facilite le choix pour le plus animé ou avec les femmes les plus jolies. La quantité de femmes par *cabaré* est imprécise, parce que la disponibilité de chacune d'elles dépend de la circulation de l'or et de la taille du village : s'il est grand et animé, il pourra y avoir « cinquante femmes, trente femmes » (Núbia, 38 ans, cuisinière sur le *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname). Dans la *corrutela* de Macu, par exemple, il y avait treize *cabarés*, durant la recherche de terrain, mais seulement sept étaient en fonctionnement ; les habitants disaient que le mouvement était faible, c'est pour cela qu'il y avait des *cabarés* avec seulement une femme, prête à partir, et le plus mouvementé, seulement avec cinq femmes travaillant, au total il y avait environ dix travailleuses du sexe dans la *corrutela*. Une morte-saison selon eux : quand l'or recommencera à circuler sur la zone, le grand mouvement de femmes et d'hommes au *cabaré* reviendra — à ce moment-là, les hommes étant concentrés sur les « ragots sur l'or » au Filon de Marcu (en moto, quelques vingt ou trente minutes de distance du village).

Concernant la prostitution, au *garimpo*, il y a des femmes brésiliennes qui viennent du *club* comme personnage principal, surtout pour celles qui sont issues de Belém, et les Brésiliennes qui migrèrent directement pour le *garimpo*, principalement venues de petites villes du Maranhão⁵¹⁹, traversant la forêt par le Guyana ou la Guyane Française suivant la route des hommes, et parmi elles, celles qui se livraient déjà à la prostitution ou qui sont arrivées pour vendre des vêtements ou cuisiner et qui ont fini par se prostituer⁵²⁰. Dans les *clubs*, les hôtels, les bars et restaurants de Paramaribo, il y a toujours des personnes à la recherche de femmes disposées à se mettre en route pour quelques *cabarés* au milieu de la forêt, que ce soit sur les *garimpos* du Suriname, que ce soit sur les *garimpos* illégaux de la Guyane Française :

— Parce que le l'argent j'en avais jamais assez, [...] que j'en envoyais un peu pour mes fils au Brésil, pour ma mère, et alors, j'en gardais un peu, jamais assez. Alors j'ai dit : « Tu sais quoi, je vais devoir faire cette chose de nouveau, mais d'une autre manière. Qu'est-ce que je vais pouvoir faire ? » — que j'entendais toujours les personnes dirent « Ah, va au *garimpo*, qu'au *garimpo*, tu gagnes rapide ; et rapide tu rentres au Brésil ». Alors j'ai dit : « Mince je vais pour cette affaire, tu vois: Alors je suis partie là-bas rapide ».

— Avant tu as fait des contacts avec quelqu'un ? Ou tu es simplement arrivée là-bas ?

— Non, j'ai été dans un hôtel qui s'appelle Pérola — je pense que tu sais où s'est —, j'ai été dans un hôtel qui s'appelle Pérola ; là, tous les jours, tous les

⁵¹⁹ La migration de Brésiliennes directement pour les *garimpos* sera traitée plus tard.

⁵²⁰ La situation des marchandes ambulantes et des cuisinières qui éventuellement se livrent à des services sexuels, a déjà été soulevée par d'autres auteurs, entre autres ANTONIUS-SMITS, Christel et al. Gold and commercial sex : exploring the link between small-scale gold mining and commercial sex in the rainforest of Suriname. In : KEMPADOO, Kamala. (Ed.). *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*. Lanham : Rowman & Littlefield, 1999. p.237-259.

jours il y a des femmes là, qui cherchent des filles à emmener, pour conduire au *garimpo* tu comprends ? je suis restée à écouter, la femme a dit « Allez, allez, on y va que là-bas c'est bon », je ne sais quoi. J'ai dit : « J'y vais ». Et alors j'y suis allée.

– En France [Guyane Française] ou ici au Suriname ?

– En France. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Le nombre de femmes dans un *cabaré* est inférieur à celui d'un *club*, et parfois il y en a qu'une dans le local, principalement au *garimpo* qui ne produit pas suffisamment d'or, ce qui répercute un gain financier moins important pour le *cabaré*, ne lui permettant pas de maintenir une structure qui possède un grand nombre de femmes :

– Dans les *cabarés*, il y a normalement combien de femmes ?

– Il y a déjà eu des *cabarés* jusqu'à douze femmes.

– Mais la moyenne est moindre que cela ?

– Oui, parce que quand il y a beaucoup de femmes, ce n'est pas bon, ce ne sont pas toutes qui gagnent. Alors, pour que les femms, pour que la patronne du *cabaré* fasse un bénéfice, le maximum c'est quatre, cinq, parce que quand il y en a beaucoup, la patronne a beaucoup de dépenses, et elle ne gagne presque rien. Parce que ce n'est pas tout le temps qu'il y a suffisamment d'hommes. Souvent l'homme arrive, il veut... il a de l'or pour boire une caisse de bière mais il n'a pas d'or pour payer la fille. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

J'ai quatorze chambres, j'avais six chambres ici devant, toutes occupées ; six chambres, sept chambres. J'avai sept filles, toujours j'ai travaillé avec sept, au minimum quatre, mais toujours il y a ces petites confusions avec les filles [rires]. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

– Alors, ici, dans ma baraque il y dix chambres, mais le maximum que je préfère, c'est cinq.

– Pourquoi ?

– Parce que ça fait beaucoup de filles, ça donne beaucoup de travail, beaucoup de *taki-taki*, beaucoup d'intrigues, c'est comme ça, c'est comme ça que ça marche. [...] Le maximum c'est cinq.

– S'il en arrive plus une, tu dis : « Écoute, tu vas attendre qu'une s'en aille »

– Non, parce qu'il y a des chambres. C'est que je n'en veux pas beaucoup tu comprends ? Le *garimpo* est petit, peu de machines... pour avoir dix filles au *garimpo*, ça ne va pas. [...] C'est la confusion ! quelques-unes gagnent, d'autres non. C'est mieux d'en avoir moins pour que tout le monde gagne, parce que celles qui sont ici c'est parce que j'en ai besoin, tu comprends ? je ne suis pas une personne... Si je peux aider, j'aide, seulement je ne veux pas de femme qui vit avec un petit ami ici, et le trafic de drogues, je ne l'accepte pas non plus. Parce que ici personne n'en vend. Ici c'est pour travailler. Comme je te l'ai dit, personne circule avec un 12 [arme à feu], personne ne

circule avec un couteau, personne agresse personne. C'est comme ça. Tout le monde est ami, alors c'est comme ça. Ici c'est tranquille. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname).

Aux *shoppings* du Guyana, la situation est semblable à celle des *cabarés* du Suriname, c'est à dire, peu de femmes en comparaison des *clubs*, de telle manière que le nombre de femmes dans un *cabaré* varie beaucoup :

– Ici, au Guyana, elles sont plus ou moins dix, quinze filles, dans ces *clubs*. Et au shopping, là-bas au *garimpo*, il y a combien de femmes ?

– Là-bas, c'est encore moins [rires]. Il y a des fois que dans le shopping, il n'y a qu'une fille [rires]. Alors, il en réussit deux, trois, et il les amène. Beaucoup en cherchent, mais quand elles n'apparaissent pas, quelques-uns se mettent en chasse pour voir si quelques femmes veulent aller. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

En général, c'est un couple qui administre l'affaire, mais c'est elle qui est responsable pour aborder les femmes pour aller au *cabaré* : « Normalement c'est une femme [...], un homme aussi. Mais généralement c'est un couple. Mais c'est la femme qui aborde. C'est plus elle qui aborde pour conduire au *garimpo*, pour la forêt ; c'est la femme qui arrive près des femmes pour parler, pour converser » (Cararina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname).

La propriétaire du *cabaré* peut négocier avec les femmes par téléphone ou aller en ville à leur recherche, et la rencontre peut être faite dans divers endroits, comme c'est arrivé pour Marília (33 ans, cuisinière, trois enfants, interviewée en 2012 au Suriname), qui s'enfuit pour le *garimpo* avec une patronne d'un *cabaré* qu'elle avait connue à l'hôtel Pérola. Quelques-unes sont contactées à l'intérieur des *clubs*, et dans ces cas, qui fait la rencontre est l'homme qui rentre là comme client et en vérité, c'est pour trouver des femmes pour conduire au *garimpo* :

Elles aussi appellent : « Je peux aller [au *cabaré*] ? ». (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

– Et tu es restée combien de temps à ce *cabaré* ?

– [...] en février [de 2013] cela va faire un an que je l'ai acheté, qu'on a commencé ici, tu vois. Mais avec les filles même, j'ai travaillé je pense une année, une année tout juste.

– Alors j’allais en ville en chercher, elles m’appelaient, elles m’appelaient, comme une m’a appelée aujourd’hui. (Tália, 42 ans, propriétaire d’un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

– Tu avais, plus ou moins, combien de femmes à l’époque qu’il fonctionnait ?

– C’était sept, huit, neuf.

– Où tu les rencontrais ?

– Dans la « rue ». En ville.

– Tu allais en ville, puis tu disais : « Tu veux y aller ? ».

– « Tu veux y aller ? Là-bas, au *cabaré*, c’est comme ça : c’est grand, c’est abondant, il y a beaucoup de nourriture ; personne ne marche sur les pieds de personne. Je paie le voyage en voiture, de pirogue, de moto, de tout. Le voyage c’est tout pour moi, tu sais ? Là-bas, la fréquentation est bonne, il y a beaucoup d’hommes, le *garimpo* a de l’or ». Et la fille venait. (Gustavo, 28 ans, patron d’un *cabaré*, et *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname)

On a commencé à aller [aux *garimpos*], moi et cette fille qui m’a amenée ici. [...] Elle non plus n’était jamais allée [a un *garimpo*]. [...] Dans le *club* cela a commencé à devenir difficile, alors ce qu’on gagne encore comme argent, c’est au *garimpo*. [...] Nous sommes sorties du *club*. Il allait beaucoup de gens là-bas, que des fois, les patrons de *cabarés* des *garimpos* viennent dans les *clubs* pour trouver des filles ; ils disent : « J’ai un *cabaré*, tu ne veux pas venir ? Là-bas, tu gagnes en or, c’est mieux pour une femme, tu t’en mets plus dans la poche ». Alors on est allé, même qu’on est allé la première fois dans un de Vila Brésil, si je ne me trompe pas. C’est ça. On est resté dans un *cabaré* d’un homme là-bas. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Certaines femmes vont au *garimpo* de leur propre initiative et demandent à rester au *cabaré* : « Elles viennent me chercher, parce qu’elles me connaissent déjà » (Cláudia, 32 ans, propriétaire d’une machine au *garimpo*, propriétaire d’un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname). Elles arrivent en sachant comme fonctionne les choses et négocient une place au *cabaré* directement avec le propriétaire :

Elle est venue faire *ploc* dans mon *cabaré*, [...] une de ses amies l’a amenée. Cette amie l’a prise, et l’a amenée pour faire *ploc*, quand elle est arrivée, elle a dit : « Ma soeur, je ne voudrais pas faire *ploc*, je n’ai pas l’habitude de me prostituer, je suis habituée à travailler ». Alors je lui ai dit : « Si tu as de la patience, je vais acheter une machine et tu vas cuisiner là dans le coin » — et elle est jusqu’à aujourd’hui avec moi. [...] Elle travaille à la machine. Elle cuisine à la machine. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d’une machine au *garimpo*, propriétaire d’un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

D’autres vont avec des vêtements et des cigarettes pour les vendre et demandent à être hébergées dans la pièce pour travailler, vendre ses marchandises, et s’il apparaît des clients, elles les servent. Quand elles ont tous vendues, elles vont à Paramaribo, pour en acheter plus,

puis elles reviennent au *garimpo*, pas toujours pour le même *garimpo* ou le même *cabaré*, normalement elles vont là où il y a des « ragots sur l'or ». De cette façon, elles passent d'un *garimpo* à un autre comme vendeuses ambulantes et/ou travailleuses du sexe.

En moyenne, elles restent quinze jours dans un *cabaré*, et elles partent déjà à la recherche d'un autre, principalement ceux où la circulation de l'or est plus grande. Si elles sont sur un *garimpo* qui en produit beaucoup, elles peuvent rester un peu plus, mais jamais indéfiniment, parce que les *garimpeiros* veulent celles qui arrivent (les « nouveautés », les « fameuses »), et la patronne du *cabaré*, justement pour cela veut des femmes nouvelles, différentes ; d'un autre côté, s'il produit vraiment beaucoup d'or, il y a beaucoup de femmes sur la zone, et le bénéfice peut ne pas être aussi grand (en plus de beaucoup de femmes, il y a des nouvelles qui arrivent) ; et il y a celles qui veulent retourner à Paramaribo pour envoyer de l'argent au Brésil, et finissent par y rester une semaine pour se reposer :

- Alors tu es restée une année à circuler entre les *garimpos*, et tu venais en ville tous les combien de temps ?
- Hé, je passais au maximum quinze jours, trois semaines.
- Ici en ville ?
- Non, au *garimpo*, ici je venais peu : je passais seulement quatre jours, cinq jours.
- Qu'est-ce que tu faisais ici quand tu venais ici ?
- Je venais pour déposer de l'argent pour envoyer au Brésil. Alors, après, je retournais à nouveau. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

[Le temps resté au *garimpo*] cela dépend, il varie beaucoup. Des fois, je reste quinze, vingt, 25 jours, puis je reviens pour Paramaribo. Je repose le corps, puis je repars à nouveau. Je me relaxe, tu vois. (Juliana, 30 ans, travailleuse du sexe, interviewée en 2012 au Suriname)

Mais tu ne peux pas rester beaucoup de temps au *garimpo*, non, la fille qui fait *ploc*, parce qu'elle devient trop connue. [...]. Elle doit se donner un temps pour venir à la « rue ». Elle ne peut pas rester là-bas beaucoup de temps, non. [...] Il y en a quelques-unes qui ne passent même pas une semaine non : trois jours, quatre jours, et elles repartent déjà. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname)

Il y a aussi qu'au Guyana, le temps qu'elles restent au shopping est moindre de celui qu'elles passent au *club*, en moyenne quinze jours, et elles partent déjà pour un autre ou elles retournent pour un *club* à Georgetown. Au shopping, ce qu'elles gagnent est plus important que dans le *club* :

Ah, elles ont appris, beaucoup ont pris sur elles et ont appris à aller là-bas [au *garimpo*], parce que là-bas, dedans elle passe moins de temps ; ici [dans les *clubs* au Guyana], des fois, elle doit passer deux mois, deux mois et demi, pour aller au Brésil. Et il y a beaucoup de fois qu'elle arrive à entrer là-bas à l'intérieur du *garimpo* et elle y passe quinze [jours], un mois, au maximum, et elle réussit plus [argent], et elle retourne plus rapidement pour la maison. [...] gagner rapidement de l'argent pour s'occuper de sa famille, là-bas. [...] Elles viennent et repartent, viennent et repartent. Il y en quelques-unes, alors, qui savent vraiment travailler, et elles restent, au maximum, quinze jours, vingt jours, et elles s'en vont. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana)

Le passage pour le *cabaré* est rapide, et son retour peut arriver, cela dépend de la fréquentation du village, mais quand il y a des femmes récemment arrivées, les clients viennent plus, ce qui fait que la fréquentation donne plus d'argent (dans le cas d'une femme récemment arrivée qui était déjà là avant, elle arrive rénovée : vêtements neufs, cheveux arrangés et ongles faits). Tália (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname) illustre la constante circulation des femmes qui se livrent à la prostitution comme la « nouveauté », comme si c'était le lancement d'une nouvelle collection : « c'est parce que des fois, elles pensent que dans ce village, les hommes la connaissent tous, ils ne veulent plus rester avec elle, alors elle va pour un village où aucun homme ne l'a jamais encore vue. Alors c'est la nouveauté. [...] Elles vont chercher toujours la nouveauté, toujours se recyclant elles-mêmes, mais de cette forme : en changeant d'endroit [rires] ».

D'une manière générale, si le couple propriétaire du *cabaré* a négocié avec la femme son passage au *garimpo*, il paie son voyage jusqu'au lieu, et concède une chambre dans la baraque ; il peut faire une demande de paiement de trois grammes d'or par semaine pour la chambre, mais la majorité ont l'habitude de ne rien demander ce qui signifie que c'est l'endroit et le contexte qui déterminent si elle va payer quelques choses. Mais, en ce qui concerne l'alimentation, ce point n'est pas négociable : ou elle est fournie gratuitement ou il n'y aura pas de femmes au *cabaré*. Comme elles disaient, il faut « soutenir la femme » :

La nourriture, elles [professionnelles du sexe] ne la paient pas, la nourriture, non. Lui [les patrons de *cabarés*] donnent la nourriture. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin de vêtements chinois, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Là-bas [au *cabaré*] j'ai n'ai aucune dépense avec quoi que ce soit. [...] tout est pour lui, alimentation, tout. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

- Et au *garimpo*, qui paie les dépenses ?
- On ne paie que la chambre. Toutes les semaines. On paie la chambre, alors on a droit à la nourriture.
- C’est combien ?
- Si je ne me trompe pas, c’était deux grammes et demi — si je ne me trompe pas — par semaine. Tous les samedis. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

- Au *garimpo*, tu as ta chambre, tu amènes les hommes à ta chambre.
- Mais qui paie la chambre ?
- Là-bas, personne ne paie la chambre. Lui [le propriétaire du *cabaré*] dit que les femmes doivent rester dans leurs chambres, mais il ne demande rien pour les chambres. Il te donne la chambre [...].
- Et la nourriture, qui paie ?
- Non, on ne paie pas, on a le droit ; ils doivent te donner, ils doivent soutenir la femme, parce que la fille, là-bas, elle reste réveillée toute la nuit, elle boit pour qu’ils fassent de l’argent, tu vois, tout ça. Alors, cela est tout à sa charge. (Núbia, 38 ans, cuisinière sur le *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Au *garimpo*, un repas est cher, et ce ne sont pas de nombreux endroits qui en offrent ce qui fait que ceux qui s’occupent de quelques types d’affaires, ont l’alimentation comme une excellente monnaie d’échange. Ainsi, ils apportent les produits de Paramaribo, et contractent une cuisinière. Offrir l’alimentation au *garimpo*, pour la cuisinière ou pour les travailleuses du sexe, c’est sûr et attendu. C’est une règle d’hospitalité du patron du *garimpo*.

Comme déjà mentionné, l’exigence du paiement de la chambre d’habitation et de travail est en fonction du local et du contexte : cela dépend de la difficulté pour arriver au local et/ou s’il y a beaucoup de clients au *cabaré*. Il existe une marge de négociation, car s’il y a une recherche pour un établissement déterminé, il est demandé la valeur de la chambre ; si le *garimpo* est loin et difficile d’accès pour y arriver, et si la femme arrive par ses propres moyens, c’est une pratique de ne rien demander. Ainsi, de la même manière que ça se passe avec n’importe quel produit du marché capitaliste, c’est la demande et l’offre qui détermine la valeur, dans le cas du *cabaré* la circulation des femmes détermine le paiement de la chambre, aux *garimpos* aussi bien au Guyana qu’au Suriname — déjà qu’en Guyane Française, pour être difficile d’amener une femme au *garimpo*, si elle y va, même par ses propres moyens, elle a toutes ses dépenses (habitation et alimentation) payées par le *cabaré*. En ce qui concerne le transport, aussi bien en Guyane Française qu’au Guyana et au Suriname, si la femme est amenée par le/la propriétaire du *cabaré* généralement celui-ci/celle-là paie le transport pour aller (au *garimpo*) et le retour à la ville c’est la femme qui paie ; dans le cas de l’aller à un nouveau *cabaré* sur un autre *garimpo*, c’est la même chose : si c’est négocié, elle aura le voyage payé :

Le *cabaré* au *garimpo* ? j'ai été, j'y ai passé deux mois. De cette manière : un mois j'allais, j'y passais trois semaines, je revenais en ville, et j'allais de nouveau pour un autre, j'y restais. Le *garimpo* c'est très risqué, tu vois, tu vas de ta propre volonté tu vois, tu ne dois rien à personne. Il y a des patronnes de *cabarés* qui paient jusqu'au voyage seulement pour que toi tu restes là-bas, parce que ce qui est important pour elles, c'est qu'il y ait des filles là-bas pour qu'elles puissent vendre les boissons qu'elles ont apportées d'ici. Alors, des fois, elles paient jusqu'au voyage de la fille pour qu'elle aille : la pirogue, l'avion et la moto, tu vois, elles paient. [...] J'ai été en France [Guyane Française] deux fois, et je suis allée une fois ici, pour le Suriname. Au *garimpo* du Suriname c'est différent du *garimpo* de la France, tu paies déjà, toutes les semaines tu paies trois grammes d'or pour la patronne du *cabaré*. [...] Mais à cause de la chambre, la nourriture, ils sont obligés de te la donner. Au *garimpo* de la France, non, tu ne paies rien ; tu paies rien, rien, rien, tu paies seulement le voyage pour aller. Si tu accompagnes la patronne pendant le voyage, alors tu paies ton voyage. [...] J'ai été pour deux *garimpos* [...] du côté de la France : c'est la forêt même, à l'intérieur, la forêt même, loin ; et un d'ici au Suriname : à l'intérieur, ici, au Suriname, il paie même la voiture et la moto. Pour aller en France, c'est cher, la moto et la pirogue, pour traverser la forêt. (Catarina, 34 ans, manucure, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

La patronne du *cabaré* amène les filles ; pour l'aller elles ne paient pas le voyage, mais le retour, elles vont devoir le payer [...], en or. Et là-bas, c'est le même système : elle va boire pour faire gagner la patronne, et payer la chambre. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin de vêtements chinois, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Et au *garimpo*, quand tu arrives, tu paies tes dépenses pour arriver là-bas ?
 – Non, quand je vais, c'est la patronne du *cabaré* qui paie. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– Qu'est ce qu'ils demandent ?
 – Ce qu'ils demandent [au *cabaré*] c'est le prix de la pirogue qu'on prend, que c'est eux qui paient pour nous amener. [...] alors tu travailles et tu paies trois grammes, quatre grammes, ou cinq grammes.
 – La chambre ?
 – Non, le voyage de l'hôtel.
 – Ah, du transport. Après que tu as payé le transport, tout ce que tu gagnes est à toi ?
 – C'est à moi. (Núbia, 38 ans, cuisinière sur le *garimpo*, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Elles restent en moyenne combien de jours au *cabaré* ?
 – Ce sont quinze jours normaux. Je paie tout : le voyage en pirogue, la voiture.
 – Mais alors c'est un accord que vous faites ?
 – Oui. Je lui paie le voyage en pirogue, la voiture, la moto.
 – Mais elle doit rester quinze jours ?

– Quinze jours. Si tu sors avant les quinze jours, tu vas me payer tout ce que j’ai dépensé pour toi. (Gustavo, 28 ans, patron d’un *cabaré* et *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname).

Le « rien payer », « ils te donnent la nourriture », « ils doivent soutenir la femme » cela ne signifie pas qu’il n’est pas nécessaire des contreparties, et comme il est évident dans le discours des interlocutrices, elles comprennent parfaitement l’échange des faveurs : si la femme ne paie pas en espèce pour l’utilisation du local pour se livrer à la prostitution, elle paie par le jeu des conquêtes qui fait que les hommes consomment des boissons alcoolisées, et qu’ils paient pour elle, gérant un bénéfice pour le *cabaré*.

Même si ce n’est pas dit par les propriétaires du *cabaré* que les femmes doivent consommer des boissons, il y a recouvrement pour qu’elles fassent consommer le client le maximum possible et, implicitement, cela fait partie des règles qu’elles boivent avec lui, parce que, lui tout seul, il n’arrivera pas à consommer ce qui est espéré. Celles qui boivent beaucoup durant les heures de fonctionnement sont toujours les plus recherchées par les *cabarés*. Amanda⁵²¹ (51 ans, cuisinière de *cabarés* et vendeuse ambulante, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname), cuisinière dans l’un deux, se montra indignée avec cette logique de gérer un bénéfice par le *cabaré* : « Elles boivent beaucoup. Le patron du bar met une fille comme ça pour boire, pour faire du bénéfice. Je pense que ce n’est pas correct : prendre la fille des autres, et alors, c’est vraiment injuste. [...] Alors, elles boivent beaucoup. Elles doivent boire, et le jour suivant, elles doivent boire à nouveau ».

⁵²¹ Amanda, 51 ans, cuisinière et vendeuse ambulante, trois enfants, classe de 6ème, est née au Maranhão. Elle a voyagé pour la première fois au Suriname en 2007, à 38 ans : elle était sans emploi et elle fut invitée pour travailler comme domestique dans un village dans la maison d’une connaissance de sa ville natale (à l’époque, deux de ses enfants étaient déjà majeurs et travaillaient ; le mineur resta avec l’ex-mari). Elle fit un long voyage pour arriver là-bas : du Maranhão au Pará, de bus ; du Pará à l’Amazonie, de bateau ; de l’Amazonie à Boa Vista, de bateau ; de Boa Vista à Paramaribo, de van — et alors elle alla en voiture jusqu’au point où elle prit une pirogue, pour traverser la rivière, et le reste du voyage, jusqu’au village, elle le fit en moto. Son voyage, qui coûta 40 grammes d’or (la valeur de son salaire mensuel payé en or), fut payé par son employeuse, qui le divisa en deux fois, en le retirant directement de son salaire. Ensuite elle alla travailler comme cuisinière dans un *cabaré* de la même *corrutela*, et parallèlement à ça, elle vendit des vêtements, des sandales et des parfums — en 2012, elle exerçait les mêmes activités. Un de ses fils alla aussi au *garimpo*, mais en Guyane Française, et, selon les voisins, il mourut par balles peu de temps avant qu’elle soit interviewée, sur une zone clandestine d’exploitation de l’or (comme Amanda, ne vit pas le corps, elle se refusait à accepter sa mort). Elle avait l’habitude de rester entre trois et six mois au *garimpo* — temps nécessaire pour réunir une somme suffisante en or et recevoir la valeur des marchandises vendues — que normalement elle vendait à crédit —, et retourner au Brésil. Au Brésil, quand il n’y avait plus d’argent (en moyenne trois mois) elle retournait au *garimpo* du Suriname, emportant des marchandises à vendre. Durant l’interview, elle dit qu’elle avait l’intention de retourner au Brésil dans les prochains mois, dès qu’elle aurait réuni suffisamment d’argent pour construire une maison et monter un commerce — son objectif dès qu’elle avait été au *garimpo* en 2007. Amanda était au Suriname comme touriste.

Les quinze jours que les travailleuses du sexe restent en général dans un *cabaré* signifient un travail intense et fatigant, une fois que les activités se passent principalement la nuit par la consommation de boissons (bières normalement) par les femmes et attendue par la propriétaire. N'importe quelle personne qui consomme de l'alcool tous les jours en grande quantité aura sa santé compromise, mais peu d'interviewées ont parlé sur ce sujet. L'intervalle de repos tourne aux alentours d'une semaine, un temps court pour la récupération — et comme les temps de récupération sans alcool sont courts, se pourrait-il que ces femmes aient un problème d'alcoolisme ?

8.1 « Faire des bénéfices au *cabaré* » : boire et encourager la consommation de boissons alcoolisées

L'activité exercée aussi bien au *club* qu'au *cabaré*, est la même, mais les règles sont différentes. Le couple propriétaire du *cabaré* crée toute une logique pour recevoir et garder une femme, même si elle reste peu de temps — principalement parce que il n'y a pas une dette pour contrôler la durée de sa présence. Et parce qu'ils ont besoin d'elle pour avoir le bénéfice qui permet d'offrir le transport, l'hébergement et l'alimentation.

Au *cabaré*, tout le bénéfice tourne autour de la consommation des clients, c'est à dire, les femmes leur font compagnie, les encourageant à consommer, principalement des boissons alcoolisées, qui sont ingérées en grande quantité. Généralement elles passent la nuit à ce jeu, et beaucoup d'entre eux boivent aussi beaucoup, mais c'est seulement le client qui paie. De cette façon, la femme a un rôle très important dans cette affaire, qui fonctionne comme un grand théâtre, dont le spectacle n'a pas d'heures pour commencer et terminer :

Quand nous allons au *garimpo* [*cabaré*] d'un Brésilien, on ne paie rien, c'est le Brésilien [le patron] qui paie. Il donne l'alimentation, la chambre, il donne tout, on paie rien, [c'est] seulement à nous de faire payer les boissons, pour qu'ils boivent. Et on est pas obligé de boire, on boit quand on veut, quand on ne veut pas on ne boit pas, il ne nous oblige pas. Le Brésilien ne nous oblige à rien. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

- Au *garimpo*, elles dépensent rien, tu vois ? Le patron du *cabaré* les amènent au *garimpo*, il donne la nourriture, la chambre pour habiter. Elles peuvent rester le temps qu'elles veulent. [...] Elles ne lui paient rien.
- Il ne gagne rien ?

– Il gagne sur ce qu’il vend comme boisson. Il vend, c’est la boisson qui est le bénéfice. Il vend des boissons, c’est un bar, alors il amène les filles pour boire avec les types, pour avoir un bénéfice. Elles vont et viennent à l’heure qu’elles veulent. Elles vont se promener, prendre un bain à la rivière. (Giovana, 38 ans, femme au foyer, quatre enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

– Et au *garimpo*, il y a aussi des amendes ?

– Non, non. [...] Faire seulement le type boire, tu vois, parce que c’est de ça qu’il vit [le *cabaré*] : de la boisson, à vendre.

– Comment elle fait boire le type ?

– Des fois, on boit avec le type, quand c’est oui, on disait : « Paie-moi en une ». Des fois, le type voulait que tu lui tiennes compagnie, et il reste là, à boire. Parce que beaucoup de filles ne boivent pas, mais il y en a beaucoup qui boivent, tu vois, alors elle boit avec lui. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d’automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

– Pourquoi tu dis qu’il y a quelques patronnes de *cabarés* qui sont dégueulasses ?

– Alors, la fille, on va supposer, si la fille n’a pas de dépenses, tu vois, elle est en colère contre la fille, et elle veut lui compter la nourriture que la fille consomme, tu vois. [...] Si la fille reste avec le type, pour plus qu’ils restent à converser, elle veut que la fille le fasse dépenser pour avoir un bénéfice. [...] et je ne vais pas passer la nuit entière à boire de l’eau de vie, me soûler à l’eau de vie, pour faire gagner de l’argent à la patronne du *cabaré* et après, le jour suivant, rester sans un sou dans le sac, sans aucun gramme d’or. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– J’ai payé seulement l’allé [pour le *cabaré*], le retour [quand tu pars] c’est eux qui paient.

– Mais pour qu’elles restent, tu donnais à manger ?

– Je donnais tout. Je les traite bien, je ne demande rien. Elles m’aident seulement.

– Elles t’aident comment ?

– Avec les boissons. Parce qu’elles boivent, les types paient, tu comprends ? je vis comme ça [...]. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d’une machine au *garimpo* et propriétaire d’un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

La seule chose qu’elles ont à faire, c’est boire. C’est boire, tu comprends ? Boire. Alors pour que tout le monde gagne, elle doit aller draguer un homme, tu vois, lui faire plaisirs, et l’amener. Mais ce qu’elles doivent faire pour aider le patron c’est de boire, c’est la seule chose. On ne lui demande pas de payer la nourriture, elle ne paie rien, même pas le voyage, rien. Alors ce qu’elles doivent faire c’est boire, et des fois, il y en avait même qui buvaient beaucoup. Pour vouloir aider, elles buvaient trop. (Tália, 42 ans, propriétaire d’un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

- Mais, alors, si tu payais la nourriture et tout, tu gagnais avec quoi ?
- Avec l’argent qu’elle fait entrer avec la boisson. Plus elle bois, plus je gagne.
- Parce que c’est l’homme qui lui paie des coups ?
- Oui. Parce que j’ai [...] Huit filles ici, huit. Huit filles, chacune d’elles... Elle ont huit hommes : chaque fille a un homme à chaque table, cela fait huit hommes, tu vois ? Huit hommes qui paient à boire, tu gagnes beaucoup d’argent, tu comprends ?
- Les hommes savent que les filles demandent à boire pour faire marcher le commerce ?
- Ils le savent. Tout le monde le sait. Le *cabaré* sans fille, ça ne marche pas, il ne fonctionne pas. Parce que une caisse de bière c’est 1.5, c’est un gramme et demi, tu vois, une petite caisse ! Huit hommes c’est huit caisses. Combien ça donne en or ? Et ils ne boivent pas seulement une. Et après en avoir bu une, ils en boivent plus une, plus une, plus une. Il y a des jours, par jour, je vends 80, 100 grammes. Par jour.
- Combien est une bière ?
- C’est deux dixièmes. Une tu comprends ?, une bière. C’était très bon ici, le *cabaré*, avant, mais maintenant c’est tombé, [...] il y a pour faire un peu de fric, tu comprends ? Quant le *garimpo* est au maximum, l’or circule — les machines fonctionnent, tu sais ? —, tu gagnes de l’argent, tu vends bien. Tu achètes une maison au Brésil, tu achètes une voiture, tu gagnes bien. (Gustavo, 28 ans, patron d’un *cabaré* et *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname)

Tout le jeu de séduction pour garantir que la consommation de boissons soit la meilleure possible fait travailler le *cabaré*, et ce type de fonctionnement a l’accord du client, qui connaît les règles du jeu. Les femmes s’appuient sur l’idée qu’ils sont en manque, loin de la maison, et que leurs compagnies vaut le l’or :

- « Tu as une chambre pour que je m’arrange ? » Je réponds : « Oui ». Alors, elles se débrouillent avec leurs argents, elles ont leurs hommes ; je donne seulement la nourriture et la chambre.
- Et les hommes ne réalisent pas ce qu’elles leur demandent, qu’elles les poussent à boire ?
- Non. Tu sais, ils se sentent en manque au milieu de la forêt. Il n’y a rien à ajouter. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d’une machine au *garimpo*, propriétaire d’un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

Et pour le travail du sexe ? Seulement quinze jours au *cabaré* rend possible qu’il y ait un bénéfice ? la réponse des interlocutrices était toujours positive :

Parce que là-bas [au *garimpo*], elles gagnent plus, c’est sûr. Elle gagne en or, tu vois, alors, c’est pratiquement le triple de ce qu’elles gagnent en ville. (Giovana, 38 ans, femme au foyer, quatre enfants, interviewée en 2011 au Suriname)

Cela donnait. Il y a eu des filles qui sortaient d'ici avec... Que je gardais pour elles tu comprends ? parce que je pensais que c'était mieux de ne pas laisser dans les chambres, parce qu'elles boivent, alors elles ne savent pas avec qui elles sortent, des fois elles dorment la porte ouverte. Parce que c'est beaucoup de boissons, c'est vraiment beaucoup de boissons. [...] Alors il y a des filles qui sont arrivées à gagner 170 grammes, 140 grammes, 130 grammes. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

8.1.1 De gramme en gramme : gagner de l'or et changer de *cabaré*

Au *garimpo*, l'argent, ou mieux, l'or que la femme gagne avec les relations sexuelles est à elle, il n'existe pas de taxes à être payées au *cabaré*, il n'y a pas confiscation de passeport. Et tant qu'elles gagnent, les travailleuses du sexe restent dans le *cabaré*. Le temps d'une relation sexuelle est de vingt à trente minutes, « de 20 et 20 » comme les hommes ont l'habitude de parler, coûte entre trois et cinq grammes d'or ; dormir avec une femme, c'est à dire, une nuit entière avec elle, coûte entre 6 et 10 grammes ⁵²². La valeur retenue par le *cabaré* est plus grande qu'au *club*, mais le temps avec le client est pratiquement exclusif, une fois que la femme passe une partie de la nuit, prise par le jeu de la séduction, pour que la consommation d'alcool soit plus grande :

Cela s'appelle 20/20. [...] C'est trois grammes qu'elles demandent, trois seulement pour elles. La clé n'est pas retenue, rien. Trois grammes c'est pour dormir, six grammes c'est pour la nuit entière tu comprends ? Six grammes. Alors, c'est pour ces six grammes qu'elles commencent à boire beaucoup, parce qu'elles ne veulent pas monter avec l'homme, elles veulent le laisser y aller là qu'à quatre heures, trois heures [du matin], alors il va partir d'ici peu, il va sortir pour aller travailler, tu vois ? Alors c'est l'heure où elles boivent trop, c'est pour cela que pour elles c'est... c'est déjà payé, alors il commence à être joyeux, à s'amuser aussi et il oublie de monter avec la fille. Et elles aiment ça, parce qu'elles font presque rien, seulement boire beaucoup, et elles n'ont pas à rester beaucoup avec l'homme dans la chambre. Si c'était dix heures [du soir] elles devraient rester la nuit toute entière avec lui. (Tália, 42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Les grammes d'or, qui généralement sont transportés emballés dans du papier (Figura 37), sont pesés sur la balance (Figura 38) que tous les commerçants, patrons de machines et propriétaires de *cabarés* ont besoin d'avoir au *garimpo*, parce que c'est la principale monnaie d'échange de l'endroit. « C'est une petite balance noire, d'une largeur de main. [...] Tu arrives

⁵²² En 2012, durant la recherche de terrain, au *garimpo*, un gramme d'or valait quarante deux dollars américains, mais sur le marché international, quarante cinq dollars, équivalent à quarante et un euros.

avec ton petit paquet d'or, tu le retires, et tu as déjà plus ou moins une notion. [...] Le *garimpeiro*, seulement de voir le poids, il sait déjà combien il a [...]. Et si la balance est trafiquée, il sait déjà, il ne peut pas passer un gramme » (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname).



Figure 37 : La manière comme les grammes d'or sont transportés dans les villages (2012).



Figure 38 : La balance pour peser l'or (2012).

Il y a des clients qui préfèrent un service à domicile : « Là-bas au *garimpo* c'est comme ça : des fois l'homme va là [au *cabaré*], des fois non, la femme va à sa baraque » (Lara, 52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2011 au Suriname) — alors la quantité d'or à être donnée à la femme augmente. Pour ce type de service, pour lequel parfois elle passe la nuit, beaucoup assument les tâches domestiques (laver son linge par exemple).

Selon les interviewées, aller au *cabaré* est plus lucratif que d'aller au *club* parce que dans ces derniers les clients paient seulement la valeur de la relation sexuelle, et dans ceux, où le clients sont Brésiliens dans leur majorité, en plus d'être payé en or, il y a des clients qui aiment donner des bijoux, il y en a qui paie des valeurs plus importantes que prévues, il y a ceux qui donnent de l'argent pour résoudre des problèmes au Brésil.

- les hommes savent déjà le prix tu sais ?
- Oui !, personne n’a besoin de demander, ils savent déjà combien c’est.
- S’ils veulent payer plus...
- Ils paient. Certains, gentils, aident. S’ils aiment, ils les aident alors, tu comprends ? mais ils ne les empêchent pas de travailler. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d’une machine au *garimpo*, propriétaire d’un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

Même si au *garimpo*, l’activité continue d’être la prostitution, les femmes interviewées viennent au *cabaré* avec plus de liberté, elles disent ne pas se sentir obligées d’être là quand elles veulent arrêter les activités, de la possibilité de partir. Elles accomplissent les quinze jours, et considèrent qu’elles ont déjà rempli leur rôle : « faire gagner » l’établissement — différemment du *club*, où elles doivent respecter les horaires et d’où elles ne peuvent pas sortir sans avoir payé la dette :

- Mais le *garimpo* fonctionne tous les jours ?
- Tous les jours, jours et nuits. Tout le temps il y a des gens. [...] Quand tu ne veux plus, tu vas dormir ; qui veut rester, reste, qui ne veut pas, va dormir, ce n’est pas une obligation de rester. (Quirina, 42 ans, vendeuse dans un magasin de vêtements chinois, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

8.1.2 La circulation à la « fête des Brésiliens » : la réalisation de bingos, tournois et fêtes d’anniversaire

Selon les interlocuteurs *garimpeiros*, toutes les zones d’exploitation de minerai doivent avoir un village à proximité, en raison des différents services dédiés à ceux qui travaillent au *garimpo*. Normalement, un village possède un commerce de biens alimentaires, une église, un terrain de foot et le *cabaré* :

- Le ballon, une fête, un bingo, et voilà !, le type... Tout va bien.
- Et le foot, c’est quel jour ?
- Plus le dimanche, quand le *garimpeiro*... personne travaille, c’est le jour de repos au *garimpeiro*. C’est n’est pas comme cela partout, qu’il y a des endroits où le dimanche ça ne s’arrête pas, c’est bon [c’est complet]. Maintenant, il y a des endroits, non ; il s’arrête vraiment, c’est obligatoire de s’arrêter.
- Alors, tout le monde va jouer au foot.
- Oui. On va prendre une petite bière. Quelques-uns vont appeler la famille. Quelques-uns vont laver un hamac, d’autres laver le linge. Ceux qui aiment le village, ils vont au village, tu vois. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname)

Au village de grandes fêtes sont réalisées, y compris celles liées aux anniversaires, organisées par les *cabarés* ou par les personnes d'ici, et qui ont, comme attraction principale, des petits groupes de musique, des bingos, des tirages au sort, des tournois, de l'amour tarifié — de la manière des « fêtes de Brésiliens » au *garimpo*, des moments durant lesquels arrivent beaucoup de femmes et des centaines d'hommes pour se divertir et risquer sa chance, parce qu'il y a beaucoup de prix, depuis les animaux (porcs, vaches), à la bière, aux bijoux et jusqu'à des motos, des femmes, de l'or. L'agitation dans le village augmente significativement et les affaires aussi, parce que la publicité est faite par l'intermédiaire d'affiches (Figures 39 et 40) c'est bien complet. Éparpillés dans les endroits mouvementés, comme les salons de beauté, les *cabarés*, les bars, les restaurants, et jusqu'au port d'arrivée et de départ des pirogues, les affiches annoncent les événements. Les tournois de foot sont les plus communs, et la créativité ne manque pas (la fête de la Bière en Seau en est un exemple), l'important c'est la mobilisation pour attirer les femmes, les hommes et garantir la vente de boissons et de nourriture. Les fêtes d'anniversaire des patronnes/ons de *cabarés* attirent aussi beaucoup de monde, principalement celles et ceux connus pour offrir des femmes jolies dans leurs établissements — et il ne manque pas d'affiche pour les annoncer (Figure 41).



Figure 39 : Affiche et panneaux annonçant la deuxième Fête des Motards au *garimpo* de Macu (Suriname) avec un bingo de quatre motos 4X4 (2012).



Figure 40 : Affiches annonçant des tournois (de billard, de domino, de foot féminin et masculin) et la Fête de la Bière en Seau (2012).



Figure 41 : Affiches annonçant une fête pour commémorer un anniversaire (2012).

Par ce qu'il a dit (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un fils, interviewé en 2012 au Suriname), la publicité aide, et en plus de beaucoup de Brésiliens et Brésiliennes, les Noirs Marrons ont l'habitude de fréquenter les fêtes :

Cette année, il y a eu un grand bingo, de huit motos. Et la Fête du Bouc. [...] Il y a eut beaucoup de monde... qui arrivent au bord de la rivière, là-bas, tu sais ? Des *garimpeiros*, des filles. Des filles apparaissent que tu ne sais même pas d'où ; il apparaît tant de gens de cette forêt, tant de gens planqué dans cette forêt. Quand arrive une fête, tu ne sais même pas d'où viennent tous ces gens. Ici il doit y avoir beaucoup de *garimpeiros*, à l'intérieur de la forêt, que personne ne connaît. Tu sais que pendant la période de fêtes ici la Fête du Bouc, tu es bloqué par tant de monde. Il y a des gens qui boivent, qui boivent. Des Noirs, des Brésiliens.

Avec la fête la consommation de marchandises active l'économie du village. Sabrina ⁵²³ (25 ans, vendeuse ambulante, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname), par exemple, qui est vendeuse ambulante, profitait des jours de fête pour vendre des vêtements, des accessoires, des parfums — et elle faisait toujours attention aux dates, pour ne pas perdre un événement :

- Ici, au Macu, les machines sont loin, c'est difficile de voir les gens, c'est plus ce qui habitent ici [...]. Ici c'est bon en période de fête, que le peuple vient, de cette manière : les jours 15 et 16 il va y avoir la fête au Yana, et ça va être complet. Il va y avoir beaucoup de gens.
- Les jours de fête il y a beaucoup de gens qui viennent ?
- Quoi ! ? Ici ça se remplit tellement que tu ne sais d'où viennent les gens.

Regina ⁵²⁴, 53 ans, gérante de *cabaré* et organisatrice d'événements, classe de CP, sans enfant, est née dans une petite ville de l'intérieur du Maranhão, mais a grandi à Imperatriz, dans le même État. À 22 ans, elle est allée pour Tucuruí (Pará), à la recherche d'un emploi, et de là, elle décida d'aller pour un *garimpo* à Itaituba. Sur les *garimpos* elle travailla comme cuisinière, ou aux services domestiques, et parfois, comme travailleuse du sexe, mais comme elle n'avait jamais aimé se prostituer, en plus du travail quotidien qui n'était pas lié à la prostitution, elle avait toujours un homme qui l'aidait. Avec la fermeture des *garimpos* du Roraima, en 1992, elle alla à Boa Vista, et la même année, elle migra pour le Suriname, passant par le Guyana, pour travailler comme cuisinière — à l'époque elle avait 33 ans. Quand elle était sans travail « elle faisait des passes », et elle resta à circuler entre le Suriname et la Guyane Française jusqu'en 2000, toujours illégalement ; dans ce dernier elle en arriva à travailler comme vendeuse ambulante à Kourou et à Cayenne (elle vendait des vêtements, des montres, de la viande...). En 2000, elle retourna pour la première fois au Brésil : elle passa par l'Oiapoque, et

⁵²³ Sabrina, 25 ans, sans enfant, classe de Seconde, interviewée en 2012 au Suriname, est née à Belém. En 2009, à 22 ans, elle migra pour le Suriname, pour habiter avec sa mère (qui était dans ce pays depuis plus de trente ans), et professionnellement elle suivait son exemple, qui vendait des vêtements et d'autres marchandises, qu'elle amenait du Brésil au *garimpo* — Sabrina passait, en moyenne, deux mois au Suriname et retournait au Brésil pour faire des achats. Elle expliqua que de vendre des vêtements au *garimpo* est une bonne affaire, avec un bénéfice garanti, parce que les Brésiliennes/iens ont de l'or, ils préfèrent acheter des produits des marques qui sont à la mode — et elle affirma que toujours ils savaient ceux qui l'étaient. Quand elle fut interviewée, il était en train de penser à vendre des vêtements en Guyane Française : « Je voudrais y aller, mais je dois me donner du courage. [...] Il y a un bruit, près d'ici, dans un *garimpo* près, en France, [Guyane Française] ; c'est en France, mais c'est près. Ils font 600 grammes, 600 grammes par baril. C'est de l'argent tu sais. Je vais aller y faire un tour ». Sabrina avait un visa du Suriname renouvelable tous des deux ans.

⁵²⁴ Interviewée en 2012 au Suriname. Regina était irrégulière dans ce pays : son passeport n'était plus valide et elle ne pouvait pas en demander un autre parce qu'elle avait perdu ses papiers personnels. Au moment de l'interview, elle attendait l'arrivée d'un ami qui était au Brésil (il était de la même ville qu'elle) qui allait apporter une copie de son certificat de naissance, en possession duquel elle pourra aller à l'ambassade brésilienne pour tenter de résoudre sa situation.

elle fut invitée par une amie pour gérer un *club* de prostitution dans cette ville, dans laquelle elle resta quatre ans. Le *club* était une espèce de local de passage : les femmes, dans leur majorité, issues de Macapá et Belém, arrivaient, restaient peu de jours, et continuaient pour le Suriname ou pour la Guyane Française. En 2004, Regina retourna pour le Suriname, pour un *garimpo*, et elle tenta de monter un *cabaré*, en partenariat avec une amie sur un *garimpo* en Guyane Française, mais l'amie propriétaire du capital, finit par aller à Paramaribo (elle partit faire des achats et elle ne revint pas) — et Regina finit par être invitée par une autre amie pour gérer un *cabaré* au Suriname, dans lequel elle était quand elle fut interviewée (2012). Elle expliqua que le village était sans beaucoup d'animation en ce moment, c'est pour cela que le *cabaré* ne fonctionnait pas, et qu'elle avait l'habitude de promouvoir, les fins de semaine, des bingos et des fêtes là. Comme une bonne partie des Brésiliennes qui sont au Suriname, elle s'occupait à diverses activités professionnelles : quand elle était sans argent, elle aidait les habitants du village aux services domestiques, ou à la vente de produits. Elle dit aussi, qu'à cause de son âge, elle n'avait plus de patience pour travailler tous les jours comme travailleuse du sexe, parce que cela donne beaucoup de travail, et elle préfère se consacrer à la promotion d'événements au *garimpo* :

- Des fois, quand c'est sûr, je fais une petite fête, j'organise.
- Quand vous organisez, comment vous contactez les filles pour qu'elles viennent ?
- Il en vient beaucoup. Des fois, non ; des fois seulement du *baixão*. Les gens du village et du *baixão* font une fête, tu vois. Par exemple : tu signes un contrat avec un groupe, une chose comme ça, un amusement, les personnes viennent, elles nous considèrent. Elles viennent du *baixão*.
- Vous vous occupez de la promotion ?
- Oui. On fait les affiches : regarde, tel jour il va y avoir une petite fête, et alors, on va s'amuser. Les personnes viennent. Qui veulent danser, qui veulent boire.
- Les filles viennent pour elles même ?
- Pour elles même. [...] Si elles veulent une chambre, on donne ; ça peut être elle, ça peut être une amie. Mais quand c'est fini, chacun retourne chez soi.

Les Brésiliennes propriétaires de *cabarés* avaient une expérience antérieure de la prostitution, et beaucoup dirent que ce fut le petit ami ou le compagnon qui leur avait donné l'argent pour monter leur propre *cabaré*. Cleonice (40 ans, propriétaire d'un *cabaré*, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname), par exemple, administra un *cabaré* jusqu'à ce que son compagnon de qui elle était déjà séparée à l'époque de la recherche de terrain) lui en offrit un. Depuis lors, elle avait investi dedans, et, avec ce qu'elle gagnait, elle payait l'éducation de ses fils dans les écoles privées du Brésil :

– J’ai habité avec un Brésilien, alors il a acheté ça ici, et ça a suffi pour que je travaille seule, pour mon propre compte, et ça marche doucement. Et... sept mois. Alors je vais voir, parce que, comme c’est calme ici...ici, comme ça bouge pas, moi, je... c’est d’ici que j’entretiens ma famille, les fils, je paie la faculté, je paie trois facultés...

– Tu paies la faculté pour tes fils ?

– Je paie pour deux et je paie l’école particulière pour le plus jeune. On ne peut pas attendre que l’argent tombe du ciel tu sais. [...] j’en ai seulement une [une fille] ici que je suis en train de regarder si ces jours-ci elle va partir, parce que je suis déjà en train de construire un autre *cabaré* pour moi, là-bas sur une montagne. [...] Je vais seulement fermer celui-ci, je ne vais pas le vendre, je vais rien retirer de l’intérieur, parce que, quand va finir les ragots là-bas, que les ragots de la montagne ce sont des ragots de moulin.

Sur certains *garimpos*, les Noirs Marrons, sont les propriétaires, mais leurs *cabarés* ont des structures plus modestes ; des fois ils sont éloignés des villages, les travailleuses du sexe sont Dominicaines ou Surinameaises, ces dernières principalement des Noirs Marrons. Dans certains d’entre eux, les femmes brésiliennes ne sont pas acceptées, parce qu’il y a la préoccupation qu’elles se mettent avec des Noirs Marrons compromis : « Il y a des *cabarés* de Noirs, mais je n’y suis jamais restée [dans l’un deux], premièrement parce que il y en a beaucoup que les propriétaires n’aiment pas qu’y aillent des Brésiliennes. [...] les Dominicaines y vont plus... [...] C’est difficile de voir des Indiennes : c’est plus des Javanaises, des Dominicaines, et des noires » (Marília, 33 ans, cuisinière, trois enfants, interviewée en 2012 au Suriname). Dans ces *cabarés*, les prix sont plus bas que ceux demandés par les Brésiliennes/iens, et ce sont des endroits peu fréquentés par les hommes brésiliens — mais quelques-uns reconnaissent utiliser les services sexuels dans ces *cabarés*, par ceux qui cherchaient la discrétion et la tranquillité, car selon leurs dires, dans ces *cabarés* ce n’était pas une habitude d’y avoir des disputes, et les femmes ne demandaient pas beaucoup à boire ; l’intérêt le plus important de ces Brésiliens étant de consommer du sexe, non de la fête. Leandro⁵²⁵ (55 ans, *garimpeiro*, sept fils, interviewé en 2012 au Suriname) avait l’habitude de fréquenter les *cabarés* de Noirs Marrons, qu’il considérait plus discret, et parce que, en général, ils ne connaissent pas de disputes :

⁵²⁵ Leandro, 55 ans, *garimpeiro*, sept fils, non alphabétisé, interviewé en 2012 au Suriname, est né au Ceará. Il a été *garimpeiro* à Itaituba à la fin des années 1980, puis après monta un commerce. Avec plus de vingt années éloignées de la vie de *garimpeiro*, il y retourna en 2012, laissant la femme et les sept enfants au Brésil ; il dit qu’il sentait le manque du *garimpo*, et comme il voulait connaître le Suriname, il pensa que c’était le moment de retourner à son ancienne activité : « quand ce fut le moment, après tant et tant d’années, après être bien vieux [55 ans], c’est ce qui m’a donné à nouveau cette volonté, tu vois — parce que c’est ça qui donne envie, on a envie d’aller. Alors, j’ai eu envie de connaître le Suriname, et j’ai aimé ». Au moment de l’interview, il commençait un travail sur une zone d’exploitation minière nouvelle, concédée à un Brésilien en affaire avec deux Brésiliennes qui avaient travaillé en cuisine. Il était au Suriname irrégulièrement.

- Il y a trois *cabarés* alors, mais tu peux voir, il n’y a aucune dispute dans ceux que je connais ; quand c’est comme ça... le *cabaré* brésilien c’est... difficilement il y a des nuits sans problème, mais ceux-là, non.
- Il n’y a pas de Brésiliennes dans ces *cabarés* ?
- Non, non il n’y a pas de Brésiliennes, non ; il n’y a que des madames même, particulières de cet endroit, mais elles ont des contacts, elles parlent bien avec les gens, elles servent bien.
- Elles parlent portugais ?
- Oui, elles comprennent ce qu’on dit, on comprend ce qu’elles disent, mais [...] [il y a besoin] beaucoup de *taki-taki*, beaucoup même, pour que les gens puissent se comprendre

Seulement une des interviewées, Marta (33 ans, vendeuse ambulante, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname), avait travaillé dans un *cabaré* de Noir Marrons, et selon elle, il faut tout payer, de l’alimentation à la chambre, raisons qui éloignent aussi les Brésiliennes. Marta n’avait pas aimé l’expérience :

- Tu es arrivée à travailler dans certains qui n’étaient pas de Brésiliens ?
- Oui, de *moreno* [Noir Marron].
- Hé ? Mais alors, c’est différent ?
- C’est différent.
- Pourquoi c’est différent ?
- Parce que des Brésiliens c’est mieux. Les Brésiliens savent tout ce qu’on aime de manger, les Surinamais non. Les *morenos* [Noirs Marrons] veulent qu’on mange leurs nourritures, et elle n’est pas bonne [rires]. Celle des Brésiliens est meilleure. [...] Tu gagnes plus [dans les *cabarés* de Brésiliens], il y a plus de confort aussi.

Différents des *garimpos* du Suriname, où peu de Brésiliens cherchent des travailleuses du sexe Noires Marrons, les Brésiliennes qui se livrent à la prostitution dans les *garimpos* du Guyana ont de la concurrence locale : les *caboclas*⁵²⁶ — celles ou, comme parlent les Brésiliens, qui ont l’habitude de les chercher, les « *caboclinhas* » —, celles qui demandent moins et qui sont nombreuses :

- Dans tous les villages il y a des *cabarés* ; dans tous les villages. Où nous sommes, devant, [au] Manu, il y en avait. Sauf que la majorité de ces filles... Les Brésiliennes pratiquement n’aiment pas y aller, ainsi, elles restent plus ici, à la « rue » ; celles qui y vont plus ce sont les *cabocla*, des personnes vraiment d’ici — mais, aussi, des fois des Brésiliennes y vont aussi.
- Dans les *cabarés* du *baixão*, du village, ce sont des gens d’ici ?
- D’ici. Ce sont des Brésiliennes aussi, des fois, elle y vont. [...] la majorité est d’ici, mais il y va aussi beaucoup de Brésiliennes. Quand elles savent que le *garimpo* donne, qu’il donne beaucoup, alors elles viennent. (Yonara, 53 ans, propriétaire de restaurant, une fille, interviewée en 2012 au Guyana)

⁵²⁶ Métisses d’indigène et blanc ; elles ont la peau brune, les cheveux noirs et lisses.

La justification pour une recherche plus grande, par les Brésiliens, des services sexuels offerts par les natives du Guyana, comparativement aux Brésiliennes qui sont aux *garimpos* au Suriname, pourrait être la valeur des services rendus, mais les Noirs Marrons offrent aussi des services moins chers que les Brésiliennes — et les histoires mettent en évidence que les Brésiliens, quand ils vont au *cabaré*, n'économisent ni avec les femmes ni avec la boisson.

Dans ce contexte, peut-être la différence dans la « préférence » des Brésiliens qui vivent au Guyana et des Brésiliens qui vivent au Suriname est en relation aux préjugés raciaux (de ceux qui sont aux *garimpos* au Suriname en relation aux Noirs Marrons), à l'âge des femmes (de celles qui sont au Guyana : les natives sont plus jeunes que les Brésiliennes), mais, ce qui est probable, c'est que l'assiduité des Brésiliens aux shoppings de nationaux du Guyana est dû au fait qu'elles circulent moins que les Brésiliennes, c'est à dire elles sont fixées dans les locaux de passage des hommes — mais ils ne mentionnent pas l'utilisation des services de femmes noires, seulement des *caboclas*⁵²⁷. De toute façon, on constate que les marqueurs de « race », générationnel et de nationalité sont présents dans le choix des *cabarés*.

Le nombre de Brésiliennes qui vont aux *garimpos* du Guyana varie conformément à la production d'or : où il n'y a pas de ragots il y a peu de Brésiliennes ou aucune, mais elles sont nombreuses dans les fêtes et les tournois (c'est pour cela qu'ils disent qu'il y en a beaucoup) ; les natives sont là tous les jours, et les Brésiliennes, toujours en mouvement, vont et viennent conformément au mouvement financier, et, comme au Suriname, en général elles restent au *cabaré* pour une période de quinze jours.

8.1.3 Conflits, tensions et violence : les relations dans les *cabarés* peuvent se compliquer

Même si le temps de passage dans un *cabaré* est court, il n'est pas toujours harmonieux ; parfois des disputes arrivent entre les femmes ou entre elles et les patrons, c'est à dire, qu'il y a des tensions, et, parfois, qui peuvent y compris se terminer par la mort. Tália (42 ans deux

⁵²⁷ Il ne fut pas possible de vérifier si cette « préférence » était absente de préjugés. Mariana Pereira, dans une étude sur l'ethnie et la nationalité des habitants de la frontière Brésil-Guyana, réalisée durant la décade de 2000, a mis l'accent sur le fait que dans les deux pays « les représentations collectives qui existent sur les *caboclos* sont péjoratives et obéissent à un forte composante idéologique des intérêts qui sont en jeux » dans la région (PEREIRA, Mariana Cunha. *A ponte imaginária : o trânsito de etnias na fronteira Brasil-Guiana*. 181p. Thèse [Doctorat en Anthropologie Sociale] - Université de Brasília, Brasília, 2005, p.96).

fil, interviewée en 2012 au Suriname), propriétaire d'un *cabaré* au Suriname, définit l'ambiance comme « un BBB⁵²⁸ de la vie réelle » :

- Alors, tu es venue ici et que tu cuisinais, et tu as connue ton époux actuel.
- Je l'ai connu, alors j'ai laissé le travail, je suis venue habiter avec lui, et c'est à ce moment qu'il m'a mis dans la tête de travailler dans une affaire de *cabaré*. [...]. Alors on a commencé à travailler, mais seulement que, pour moi, ça n'a pas marché. Cela n'a pas marché parce que s'occuper des personnes, de filles qui boivent, qui se disputent...
- Elles se disputaient beaucoup ?
- Oui.
- Et elles se disputaient pourquoi ?
- Elles se disputent pour les hommes, elles se disputent pour les vêtements, elles se disputent parce que l'une est plus jolie que l'autre, elles se disputent parce que l'une a dit quelque chose. C'est un type de BBB de la vie réelle, tu comprends ?

Différemment des *clubs*, au *cabaré*, il n'y a pas de punitions préétablies pour les disputes et les mésententes, mais quand elles se répètent les femmes sont invitées à quitter le local : « Chaque fois qu'une fille arrive au *cabaré*, la patronne de l'établissement parle aussitôt : ' Je ne veux pas de confusion ici dans mon *cabaré*, si tu as un quelconque arrachage de cheveux, dehors parce que je ne veux pas de discussions ici' (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname). Mais il peut y avoir des mésententes entre la patronne du *cabaré* et une travailleuse du sexe, et une situation qui peut la causer c'est quand une femme développe une relation avec un des clients, quand elle le reçoit dans la chambre plus souvent que les autres, mettant en évidence une relation qui va au-delà du sexe et de l'argent mais qui reste dans le local — relation qu'elles appellent « *xodó* » :

Faire ami, rester là *xodosada* à l'intérieur du *cabaré*, [...] alors je demande tout de suite de partir. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

La fille ne peut pas rester avec un homme plus d'une fois parce que [la patronne du *cabaré*] dit déjà que c'est *xodó*. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

⁵²⁸ Une référence au Big Brother Brésil, populairement appelé BBB, version brésilienne du *reality show* Big Brother avec l'intention de renforcer l'idée que dans le quotidien des *cabarés* il y a des disputes, et des mésententes entre les femmes, et, comme dans le BBB, les conflits dans l'endroit ne restent pas du domaine privé, et deviennent « spectacle » et peuvent se terminer par des violences).

Et il peut arriver des problèmes plus graves. Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname) s'est disputée avec une des femmes qui était dans son *cabaré* à cause de son compagnon, ce qui eut comme conséquences des agressions graves entre elles :

Cela fait six mois que je suis sortie d'une situation : une fille qui mangeait, buvait, dormait dans ma baraque, quand je suis tombée malade et que je suis venue en ville, la première chose qu'elle a fait fut de dormir avec mon mari. [...] J'ai pardonné, parce que il m'a dit que jamais plus... il m'a dit qu'il ne ferait jamais plus ça...Mais je lui l'ai piétinée, [raclée], avec un couteau.

La trahison qui enchaîna sur une dispute entre les deux eut pour résultat des violences domestiques, car Cláudia ramassa du mari — mais ce ne fut pas la première fois qu'il la frappa, et ce ne fut pas le premier homme à faire ça, car son premier compagnon au Suriname, avec qui elle avait vécu huit ans, l'agressait constamment⁵²⁹ :

- Il a changé, il me battait encore à cause d'elle. Alors, je l'ai bien attrapé [...], elle est parti pour son Maranhão. [...] Mais Dieu est si merveilleux qu'il ne m'a laissée prendre sa vie, [...] mais je ne l'ai pas beaucoup blessée, seulement un peu de sang. La colère était trop grande. En plus elle disait que j'étais trop vieille — parce qu'elle avait 22 ans —, [que] il voulait une jeunesse, [que] elle allait me montrer comme elle allait me le prendre. J'ai dit : « Tu peux rester avec lui le temps que tu veux — maintenant, ce qui est à moi [le *cabaré*, la machine], l'homme ne les prend pas non, ce qui est ici est à moi. Tu lui prends sa *boraca* [sac de voyage] et tu l'emmène, mais ce que tu veux je ne le donne pas, parce que c'est à moi, j'ai travaillé pour être où nous sommes aujourd'hui ». [...] Quand il a eu plus rien, seulement son sac de voyage, plus personne n'en a voulu. Aujourd'hui, il est un homme.
- Personne a dit « ça suffit », « laisse » ?
- Non. Seulement lui quand il a vu que j'allais la tuer. Il m'a bousculée.
- C'était la première fois qu'il te battait ?
- Non. [...] Je ne vais pas te mentir. Il m'avait déjà battue avant.

⁵²⁹ La violence domestique, citée par les interlocutrices de cette recherche comme facteur déclencheur du voyage, apparaît dans les histoires de quelques femmes, comme un fait qui se répète, avec les compagnons ou les ex-compagnons, au Suriname. Un exemple c'est l'assassinat, le 20 janvier de 2016, de la maranhense Auricélia Andrade, alors de 26 ans, dans la *corrutela* de Cláudia, au *garimpo* de Alipossam. Elle avait passé huit mois loin de ce *garimpo*, elle en était sortie pour fuir de son ex-petit ami. Quand elle est revenue, il l'a agressée et menacée de mort, dans le cas où elle ne s'en irait pas. Le jour qui suivit la menace, comme elle se refusait à partir, il la tua avec deux tirs. En plus d'elle, il tira sur un Brésilien qui tentait de la secourir, qui lui aussi mourut sur place (LPM News Notícias. *Dois brasileiros foram assassinados no garimpo do « Alipossam » no Suriname*. 20 janvier de 2016. Disponible sur : <http://lpmnews.com/dois-brasileiros-foram-assassinados-no-garimpo-do-alipossam-no-surinamee-veja-as-fotos/>. Accès : 13 avril 2016).

En juin de 2015, fut réalisé, à Brasilia, la I Conférence sur les Questions de Genre dans l'Immigration Brésilienne⁵³⁰, avec pour objectif « d'approfondir la discussion de thèmes de genre qui affectent la communauté brésilienne à l'extérieur, comme les violences domestiques, les disputes pour la garde des mineurs, l'image stéréotypée de la femme brésilienne, les questions de santé féminine, la prise de pouvoir dans les secteurs les plus nécessiteux de la diaspora, les questions concernant la communauté LGBT et autres »⁵³¹. Selon le document, qui sert de base à la conférence, « les données compilées avec pour base la réunion entre l'ambassade du Brésil à Paramaribo et le Conseil des Citoyens Brésiliens du Suriname en août de 2014 »⁵³² mirent en évidence que la violence domestique dans ce pays est une réalité : les Brésiliennes sont victimes de violence physique, psychologique, de privation de liberté, et jusqu'à l'homicide, en ayant comme auteur du crime le compagnon, ou l'ex, qu'ils soient Surinameais ou Brésiliens.

8.2 Protection et santé : l'utilisation des préservatifs

Au *cabaré*, la question de l'utilisation des préservatifs est bien différente des *clubs*, car son achat et sa disponibilité est de la responsabilité des femmes. Il ne leur est pas exigé des examens médicaux (ils ne sont pas exigés aussi des clients), et normalement elles le font quand elles voyagent au Brésil. A parler sur son utilisation, elles dirent que, du fait de la mobilité constante au *garimpo*, il n'y a aucun contrôle ou prévention de maladies sexuellement transmissibles. Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname), expliqua : « Il n'y a rien à faire ! Elles arrivent de nulle part, tu ne sais pas d'où elles viennent, qui elles sont, qui elles ne sont pas ». La majorité des femmes interviewées ont affirmé qu'elles utilisaient les préservatifs, mais à écouter les interviewées, il était clair que cela n'arrivait pas tout le temps.

⁵³⁰ Réalisée par le Sous secrétariat-Général des Communautés de l'Extérieur du Ministère des Relations Extérieures, par la Fondation Alexandre de Gusmão (Funag) et par le Conseil des Représentants des Brésiliens de l'Extérieur (CRBE).

⁵³¹ I CONFERÊNCIA SOBRE QUESTÕES DE GÊNERO NA IMIGRAÇÃO BRASILEIRA. *Documentos de base*, juin 2015, p.2. 67p. Disponible sur : http://www.brasileirosnomundo.itamaraty.gov.br/noticias/i-conferencia-sobre-questoes-de-genero-na-imigracao-brasileira/Documentos_base.docx. Accès : 12 avril 2016.

⁵³² Ibidem, p.14.

Selon l'opinion de Fabiola ⁵³³ (47 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname), un facteur qui peut contribuer à ce que les travailleuses du sexe oublient d'utiliser le préservatif ou ne pas s'en préoccuper à l'utiliser, c'est l'alcool :

- Tu utilises les préservatifs ?
- Positif, cela, ici c'est indispensable.
- Mais la majorité des filles...
- Hé, alors, c'est cette chose, tu vois, il y en a beaucoup que je pense qu'il l'utilise, mais il y en a beaucoup que, principalement celles qui s'adonne beaucoup à la boisson, je pense que, à l'heure H, mon amie... Parce que la boisson c'est quelque chose qui transforme ta vie. Si tu ne sais pas te contrôler, elle est égale à une drogue.

D'autres interlocutrices citèrent aussi le rôle joué par l'alcool dans l'oubli de l'utilisation du préservatif, et parlèrent de femmes qui tombèrent enceintes de clients et qui avaient l'habitude de dire qu'elles utilisaient le préservatif, mais qu'il était « percé » ou « éclaté » :

- Personne ne sait qui en utilise, qui n'en utilise pas. [...]. Pourquoi, comment elles tombent enceintes plus tard ? « Ah, le préservatif a éclaté, comme ça » Qui va croire à cela ? C'est sûr, elle n'a pas fait attention, tu vois. Et celles qui disent : qu'il a éclaté. Elle a été, même, sans préservatif. Des fois, une personne très soûle, elle oublie quelques choses, tu vois ?
- Alors, ce n'est pas parce qu'elle n'a pas de préservatif, en réalité, c'est parce qu'elle l'a oublié sur le moment ?
- C'est ça, elle est soûle, tu vois. Des fois, l'homme l'oublie ; et la fille aussi, de le rappeler au partenaire, tu vois. (Regina, 53 ans, gérante d'un *cabaré*, et promotrice d'événements, sans enfant, interviewée en 2012 au Suriname)

⁵³³ Fabíola, 47 ans, cuisinière, a terminé le lycée, interviewée en 2012 au Suriname, est née à l'intérieur du Pará. Elle s'enfuit de la maison des grands parents en 1982 quand elle avait 17 ans, pour aller travailler comme prostituée dans des *garimpos*, à Redenção, là aussi au Pará. Là-bas elle se maria tout de suite, et elle eut trois fils avec son mari. Ils se séparèrent quand ils étaient encore petits et elle alla avec eux à Boa Vista (Roraima). Dans cette ville elle travailla aux services généraux dans un abattoir de bœufs, puis dans un hôpital, et elle fit un cours technique de nutrition. Comme le salaire qu'elle gagnait n'était pas suffisant, elle partit de Boa Vista, et elle passa à circuler sur les *garimpos* à l'intérieur du Roraima, comme cuisinière, laissant les enfants avec une voisine, qu'elle payait pour qu'elle s'occupe d'eux. Elle en arriva à être une propriétaire d'une machine d'extraction d'or sur un *garimpo* irrégulier au Guyana, mais perdit tout à la suite d'un contrôle de la police. La sœur, propriétaire d'une machine sur un *garimpo* au Guyana, l'emmena pour travailler avec elle, la première fois dans ce pays, après le Suriname, où Fabiola arriva en 2008 à 43 ans — à l'époque, elle laissa les enfants au Brésil, habitant ensemble, la plus vieille suivant déjà des études d'infirmière —, et depuis lors, elle passait un temps sur le *garimpo* à Roraima et un temps sur le *garimpo* du Suriname (quand le contrôle brésilien était plus rigoureux), où elle restait de quatre à six mois, dans les deux pays en travaillant comme cuisinière. Quand elle fut interviewée à Paramaribo, en 2012, elle était arrivée du Brésil cela faisait 24 heures, parce que le *garimpo* où elle travaillait, au Roraima, avait été fermé par la police, qui détruisit aussi le terrain d'atterrissage clandestin — elle et vingt autres personnes réussirent à s'enfuir de l'encerclement policier, mais sans rien prendre, et ils passèrent six jours, à marcher dans la forêt, avant d'arriver à Boa Vista. Au Brésil, l'unique fils qui habitait encore avec elle était le plus jeune, étudiant universitaire, qui resta seul quand elle retourna au Suriname. Fabiola était dans le pays avec un visa de touriste.

Je suis tombée enceinte ici. J'ai été faire une passe, à Cayenne, et le préservatif s'est percé. Je suis tombée enceinte, et, aujourd'hui, ma fille a 10 ans. [...] Et jamais plus je l'ai revu...[...] Il m'a fait une procuration, mais je ne travaille pas beaucoup ici, sur le trottoir. Je passe de un an à sept mois, neuf mois [...] sans venir ici en ville. (Cláudia, 32 ans, propriétaire d'une machine au *garimpo*, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée en 2012 au Suriname)

Dans les cas où le client se refuse à l'utiliser, au début elles réfutent ; comme certains insistent et/ou augmentent la quantité de grammes en or pour le paiement pour le sexe, ils finissent par les convaincre d'avoir une relation sans protection ; d'autres, tentent de les convaincre qu'avec le préservatif c'est mauvais : « C'est déjà arrivé, de cette manière, le type qui dit : ' Non, mais je n'ai rien, et je sais que tu n'as rien non plus ; c'est très mauvais de rester avec un préservatif parce que mon pénis ne monte pas'. Toujours il y a ces histoires » (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname). Mais il y a des femmes qui sortent de la chambre et se refusent à travailler, et dans ce cas, le propriétaire du *cabaré* les soutient — selon elles, si c'est nécessaire, ils s'imposent avec une arme à feu :

– Quand c'est au *cabaré* aussi, généralement le propriétaire, le patron du *cabaré*, il est toujours de notre côté, n'importe quoi qui nous arrive, tu comprends ? Mais c'est comme il dit : il peut seulement faire certaines choses pour nous ici, dans ce local. [...] S'il ne veut pas de préservatif, sors de la chambre. Jusqu'au 12 [l'arme à feu, le propriétaire menace]. Lui [le client] file, le patron dit à l'homme de filer. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Dans les histoires sur les hommes qui ne veulent pas utiliser de préservatifs, il apparaît les Surinamais, les Brésiliens, et, principalement les Noirs Marrons. Elles disent que les « Noirs » n'ont pas l'habitude, qu'ils s'irritent quand les femmes leur demandent d'en utiliser, et que plusieurs fois, ils violent les femmes, et personne vient à leur secours, car la musique qui est jouée au bar est très haute, et il n'y a pas comme écouter aux alentours, et alors, tout cela se passe comme ça, sachant qu'au *garimpo* la présence de la police est pratiquement inexistente⁵³⁴ :

⁵³⁴ Au *garimpo*, il n'existe pas de police, elle reste dans des municipalités éloignées. Comme les *garimpos* sont sur les terres de Noirs Marrons, l'ordre est fait par eux, sur la base du dialogue, et ils apparaissent seulement quand il y a des conflits majeurs, ou des conflits qu'ils n'arrivent pas à résoudre ; en général, si c'est une situation pour laquelle il n'y a pas de grands préjudices, un Noir Marron le plus vieux appelle les parties concernées et tente une conciliation, et en fonction de la gravité du cas, il peut, y compris, expulser le responsable du problème, que ce soit un Brésilien, que ce soit un Noir Marron. Mais dans les cas où il y a la mort de quelqu'un, la police est appelée obligatoirement. Souvent les conflits arrivent en relation à la méfiance des Noirs Marrons sur la quantité d'or que

– Et normalement qui vient avec cette histoire [de ne pas user de préservatifs] ce sont les Brésiliens ou les Surinamais ?

– Ce sont les Brésiliens. Il y a des Surinamais, mais les Brésiliens, c'est plus. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

– La fille ne veut pas rester avec lui [Noir Marron], il la prend de force. A l'intérieur, des fois, du *cabaré*, parce qu'il va à la chambre avec la fille... Les chambres sont des fois, là-bas, derrière, — totalement différent au *garimpo* tu vois —, et alors, devant, là, au bar, le son est si fort, [...] tous les *cabarés* doivent avoir la musique forte, alors les chambres sont là-bas. [...] Des fois, tu arrives là-bas dans la chambre et l'homme dit, quand elle lui montre le préservatif, il parle comme ça : « Je ne veux pas ». [...] Alors, une dispute commence déjà là, très forte. Et ça continue. Mais : des fois, il veut que je le fasse. Il va dire la vérité : il veut que je fasse l'amour. Il y a beaucoup de femmes qui vont là pour gagner leur or, non pour faire l'amour avec l'homme, tu vois, tu comprends ? Alors tout cela arrive. [...] Ils violent les filles

– Il paie, il a une relation, à quel moment arrive le viol ?

– C'est comme ça, on va dire, s'il n'arrive pas à avoir une relation parce qu'il n'arrive pas à mettre le préservatif, tu comprends ? Alors, [par la force] il reste avec la fille sans préservatif.

– J'ai compris.

– Alors, la fille n'est pas d'accord, alors, des fois, il prend la fille de force.

– Mais alors, ils la prennent de force parce qu'elle veut utiliser le préservatif ?

– C'est ça.

– Et il la prend de force, sans le préservatif ?

– C'est ça. Des fois, la fille sort en courant de la chambre. Il se redresse, il se redresser se redresser jusqu'à ce qu'il y arrive. Parce qu'il y en a beaucoup qui parlent qu'ils ne bandent pas quand elles mettent le préservatif, tu vois, alors, il reste assis là, voulant, voulant. La fille, va, elle dit que non que non. Alors, lui-même, des fois, il se révolte, s'habille et sort. Et la fille demande qu'il sorte, alors il sort.

– Cela t'es déjà arrivé de te faire prendre de force ?

– Avec moi, grâce à Dieu, non, mais il y en a, j'en ai déjà entendu parler.

– Et avec les Brésiliens, cela arrive ?

– Il y a des Brésiliens qui habitent sur des *garimpos* où il y a que de Noirs, et ils veulent se comporter de la même manière que les Noirs, ils veulent rester sans préservatif, ils veulent rester sans ça.

– Mais les filles acceptent ?

– Il y a beaucoup de filles qui acceptent à cause de l'or, tu vois. Alors, des fois, une fait payer pour toutes les autres, parce que si une accepte, les autres doivent accepter. C'est dans leurs têtes, tu vois. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

les Brésiliens retirent des zones d'extraction, car, comme elles sont sur leurs terres, ils ont un pourcentage sur le total de l'or retiré sur chacune d'elle — et c'est pour garantir la sécurité sur ces zones et contrôler la quantité d'or extraite par les patrons de machines qu'il donne son « autorisation » pour l'exploitation et qu'il y a des gardes de sécurité Noirs Marrons armés sur chaque zone.

Beaucoup de femmes dirent avoir peur des Noirs Marrons — « on a peur que les Noirs entrent dans nos baraques pour nous violer » (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname) — en raison de ce qu'on a entendu parler à leur sujet, renforçant l'image que ce sont des hommes violents, qui violent la femme dans le cas où elle ne veut pas faire l'amour ou exige l'utilisation du préservatif. C'est pour cela que ce sont des clients que les Brésiliennes évitent. Mais les histoires en relation au pénis des Noirs Marrons suscitent aussi, chez elles, la peur de contracter des maladies sexuellement transmissibles, dans le cas où le préservatif se casse, renforçant la méfiance :

- Tu es déjà allé avec quelques Noirs ?
- NON !
- Même pas pour travailler ?
- Non, même pas, non ! non !, non !. Je n'aime pas, je ne suis pas en train de te le dire ? Quand je vois, disons... je suis déjà en train de penser...alors, parce que j'ai peur du Noir.
- Mais tu n'aimes pas la couleur du Noir ou parce qu'ils disent que le Noir c'est comme ça et comme ci ?
- C'est ça qu'ils disent : que le Noir est comme ça et comme ci.
- Mais comme ça et comme ci c'est quoi ?
- Non, ce n'est pas que [rire timide]... J'ai honte de parler.
- Tu peux parler.
- Ils disent qu'ils ont un pénis très grand, et j'ai peur, alors, d'être blessée, tu sais ? d'aller [avec eux] et d'attraper une maladie, parce que le préservatif c'est une sécurité, mais, aussi, il y a des moments qui peuvent arriver d'éclater, et alors, la personne a peur que cela arrive, comme ça, avec eux. On ne sait rien d'eux, parce que on ne sait rien des Brésiliens, imagine d'eux, qu'on ne connaît pas leurs vies, ce qu'ils font ou qu'ils viennent de faire ; qu'ils ne font pas attention à eux. Non, je n'aime pas, non. (Marília, 33 ans, cuisinière, trois fils, interviewée en 2012 au Suriname)

- Les Noirs. Des fois, j'en avais très peur, c'est pour cela que je ne montais pas [au lit avec eux]. [...] Alors, dans la majorité des cas, les personnes disent : « Ne va pas avec les Noirs ». [...] Parce qu'ils ont un... comment ça se dit ?... La légende qu'ils battent les femmes, qu'ils ont un pénis très grand, qui blessent la femme, tu comprends. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

8.3 « Une pierre sur le pénis » : du diamant à l'objet sans valeur

La construction corporelle par le biais de la pratique du *body modification*, avec des élargisseurs, des coupures, des scarifications, des implants sous cutanés, la langue fourchue, les piercings, les brûlures ; les suspensions corporelles, les tatouages ⁵³⁵, s'insèrent dans un contexte d'interactions culturelles et d'expériences individuelles :

Les espaces et les formes créées pour identifier et référencer l'individu ne lui sont pas seulement externes, mais insérés en lui. Les formes ; les textures ; les couleurs, les membres, et les parties du corps emputées, divisés, altérés ; les éléments neufs — composés de matières distinctes — ajoutés, introduites, incorporés. Ce qui est connu, reconnu, semblable et espéré sont diverses et surprenantes⁵³⁶.

En général, de telles pratiques sont « Réalisées dans des studios de *body piercing* dispersés au milieu des grandes villes, dans des studios de tatouages, ou dans des boîtes et des maisons de nuit »⁵³⁷, et parmi les plus connus, ce sont les piercings et les tatouages, et quelques-uns d'entre eux sont faits sur des parties du corps peu conventionnelles, pour des artefacts, comme le piercing sur les parties. Sur le corps les artefacts gagnent des espaces intimes, visibles ou invisibles.

Les corps sont modifiés pour les objectifs les plus divers : esthétiques, fonctionnels, sexuels⁵³⁸. Dans son exposé, Camilo Braz cite le site canadien BME ou Bmezine (Body Modification Ezine)⁵³⁹, crée par Shannon Larrat, qui donne des informations et des images sur le *body modification*, y compris pour les implants sur les parties sexuelles. Un de ceux qui attire le plus l'attention c'est l'implant connu sous le nom de *beading* ou *pearling* ; à partir d'informations de Shanon Larrat, Braz explique que le *beading* « c'est l'acte de s'implanter de petites billes ou d'autres objets sous la peau, que ce soit sur le pénis, ou dans une autre partie

⁵³⁵ Au sujet des techniques de *body modification*, voir KLESSE, Christian. 'Modern primitivism' : non-mainstream body modification and racialized representation. *Body & Society*, v.5, n.2-3, p.15-38, 1999 ; VILAR, Julyana. « Esse corpo me pertence » : construção corporal através das técnicas da *body modification*. *Vivência : Revista de Antropologia* - Dossiê Antropologia, Justiça e Prisões: reflexões sobre o sistema penal brasileiro, n.40, p.151-167, 2012.

⁵³⁶ PIRES, Beatriz Ferreira. *Piercing / Implante / Escarificação / Tatuagem : o corpo como suporte da arte*. 233p. Dissertation (Master en Arts) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2001, p.20.

⁵³⁷ BRAZ, Camilo Albuquerque de. *Além da pele : um olhar antropológico sobre a body modification em São Paulo*. 181p. Dissertation (Master en Anthropologie) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2006, p.21.

⁵³⁸ KLESSE, op. cit.

⁵³⁹ Ver <https://www.bme.com/>

du corps. La majorité des implants est faite de métaux inertes (acier chirurgical, titane, niobium) et de plastiques (nylon, téflon et silicone etc.) »⁵⁴⁰.

Un des motifs pour lesquels les Brésiliennes qui se livrent à la prostitution au Suriname ne se sentent pas attirées pour aller dans les *clubs* ou les *cabarés* fréquentés par les Noirs Marrons, ou à les servir dans les *cabarés* de Brésilien-ne-s, est la coutume qu'ils ont de s'insérer un objet (ou des objets) petit et rond sous la peau du pénis. Selon elles, cela les blesse durant la relation sexuelle. Les témoignages des interlocutrices sur cette pratique permettent de croire que c'est associé à la *body modification*, mais plus spécifiquement aux implants dans l'appareil génital :

- Il y a des Brésiliennes qui, Dieu me garde ! adore un *moreno* [Noir Marron]. Je ne suis pas raciste, comprends-moi ?, mais ils adorent mettre une pierre sur le pénis, cela blesse beaucoup la femme.
- Comment c'est ? !
- Hé !, ils mettent des pierres dedans. Il y a des Noirs que leur pénis ont plus de vingt pierres ! [...] Ils ont une bille qui leur est propre, que je ne sais pas ce que c'est, ils disent que cela leur donne plus de satisfaction. Cette chose, là, je pense qu'elle provoque [elle se mouvant] à l'intérieur de la personne, tu vois, de la fille, et comme ça il sente plus de plaisir. [...]
- Mais à l'intérieur du préservatif ou dans eux ?
- Dans eux, dans cette partie fine du pénis. Alors cette chose ici blesse beaucoup une fille, ça commence comme ça. S'il arrive un Noir à la porte d'un *club*, s'il vient de ton côté, alors, on est déjà avec ce type de peur : il aurait une pierre, il en aurait pas une ? Il y a beaucoup de filles qui monte à la chambre, [...] il retire les vêtements, et s'il a une pierre, elle sort, elle ne travaille pas. Cela blesse. Quand il retire les vêtements, alors, c'est possible de toucher, tu sens cette chose. [...] Cette chose là c'est comme... il y a des gens qui disent que c'est une opération, mais ce n'est pas une opération, cette chose-là, c'est eux-mêmes [qui la mettent]. [...]
- Mais ils disent que c'est une pierre ?
- C'est une pierre. C'est une petite bille. Une petite bille... tu sais ces petites billes, toutes petites ?
- Je sais.
- C'est pareil à ça, que tu vois sur le côté. Les femmes souffrent là, les femmes qui viennent au *club* seulement avec les *morenos* [Noirs Marrons]. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)

Au Guyana, les Brésiliennes ont aussi des préférences pour les clients en fonction de l'origine ethnique : elles préfèrent les Indiens, pour être plus objectifs quand ils cherchent un *club*, généralement, ils vont seulement à la recherche de sexe tarifé, de telles manières qu'ils arrivent sans perdre beaucoup de temps au bar ; ceux Noir, selon Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Suriname), aiment plus les fêtes et la boisson, c'est pour cela qu'ils donnent plus de bénéfice au *club*, mais les femmes évitent de monter avec eux

⁵⁴⁰ BRAZ, op. cit., p.41.

parce qu'ils sont agressifs, et qu'ils ont l'habitude de s'insérer sous la peau du pénis un objet taillé en forme de bille :

- Qui donne plus de bénéfice pour ta boîte, ce sont les Noirs ou les indiens ?
- Les Noirs. Les Noirs font faire plus d'argent.
- Ce que les filles disent : « Ah les indiens qui viennent de la forêt... ».
- Non. L'indien fréquente plus, les indiens sortent plus avec les filles, tu comprends ? Mais pour le bénéfice pour un bar, les meilleurs sont les Noirs. [...] Parce que l'indien, il arrive, il reste, il sort avec elles... Mais pour boire, qui dépense, qui fait la fête, qui fait du tapage, ce sont les Noirs. [...] pour elles c'est bon, pour moi, non ! Alors il y a de tout : chez moi, il vient du Brésilien, il vient du Noir, il vient de l'indien, de l'américain, il vient du tchaini, il vient de tout ! [...] Je les trouve très ignorant !
- Les Noirs ou les indiens ?
- Les indiens. Les Noirs ils sont en manque, comme ça, pour eux ils se trouvent laids. Il pense qu'on ne les aime pas, pour leur couleur : ils pensent qu'on a le dégoût d'eux, alors ils se replient, ils ont... Beaucoup d'entre-eux, avec ça, cherchent déjà à maltraiter les gens. Une fois, j'avais conversé avec l'un d'entre eux, il m'a dit : « Je ne vous donne que ce que je reçois. Vous nous voyez comme des animaux, alors, on cherche à vous traiter de la même manière ».
- Et les filles ont une préférence pour les indiens, non ?
- Oui, oui, oui !
- Pourquoi ?
- Elles n'aiment pas sortir avec eux [les Noirs]. Elles n'aiment pas !
- Mais, pourquoi ? Ils sont vraiment très durs ?
- Oui, beaucoup d'entre-eux. Beaucoup d'entre-eux se font préparer le pénis avec une petite pierre, et ça les blesse beaucoup, ça les blesse trop, alors... [...].
- Alors cela veut dire qu'ici, ils l'utilisent aussi. Et les indiens, ils n'ont pas cette habitude ?
- Seulement les Noirs ! Et... aussi bien là-bas qu'ici. Ici c'est encore un peu le Suriname, ici. Ici il y en a. Je pense que seul la rivière fait la division. Pour moi, ce n'est que de la merde.

Au Guyana et au Suriname, l'objet qui est mis sous la peau du pénis suscite la peur des Brésiliennes principalement pour la possibilité de sentir la douleur et pour la méconnaissance de l'artefact utilisé. Au final, c'est quel objet qui à être mis dans le pénis de l'homme suscite leurs peurs et les étonne ? Yasmim (34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname) expliqua :

- Une des filles m'a dit qu'il y a des hommes qui mettent des pierres dans le pénis ?
- Oui, les *morenos* [Noirs Marrons]. Ils mettent le domino.
- Le domino ?
- Oui, le domino, au pénis. Il n'existe pas ce type de... ces choses de 51 [marque d'eau de vie brésilienne], une petite bille qui reste dans la bouteille, dans le goulot ? ils la retirent de là, ou alors [ils prennent] ces pierres de

domino, et ils les coupent, ils les coupent, jusqu'à faire des petites billes bien rondes. Ils se coupent le pénis, ils se le font eux-mêmes, et ils mettent cette chose.

– A l'intérieur ?

– De cette petite peau du pénis. Alors, elle [la petite bille] va d'un côté puis de l'autre.

– Mais ils mettent cela et ils attendent jusqu'à ce que ça cicatrise.

– Oui, alors, ils prennent beaucoup d'antibiotique ; alors ils lavent, ils boivent beaucoup, pour que ça sèche vite, tu vois. Alors ils vont avec les filles après. Il y a des fois, qu'ils en mettent jusqu'à cinq, six petites billes de ce type. Il y en a qui en mettent des grandes, d'autres des petites.

Yasmim, qui a déjà eu l'expérience d'aller avec des clients avec « une pierre au pénis », affirma que ça blesse, mais ils croient que cela augmente le plaisir autant pour l'homme que pour la femme, de telle manière que ceux qui arrivent à mettre ce type de pierre, ne manqueront pas de femmes, de sexe et de plaisir :

– Ils disent, ils pensent, tu vois, que la fille a plus de sensations, mais ce que ça fait c'est porter préjudice à la fille. [...] C'est horrible. J'en ai déjà eu un, c'est pour cela que ne n'aime pas les noirs. Tous les *morenos* [Noirs Marrons] en usent.

– Mais ils sont ceux de la « brousse » ou de la ville aussi ?

– De la ville aussi.

– Ils pensent que la fille va sentir du plaisir ?

– Oui. Alors je dis : « Ceci ce n'est pas du plaisir. Si tu crois que la fille va sentir du plaisir, ce qu'elle sent, c'est de la douleur ! ».

– Tu en as parlé à l'un deux ?

– Oui ; Parce que les *morenas* [les femmes Noirs Marrons] aiment ; oui, les *morenas* [les femmes Noirs Marrons], elles aiment. Alors je dis : « Si tu penses que la fille sent du plaisir, mais ce n'est pas ça ».

– Mais c'est vrai qu'elles aiment vraiment ?

– Ils disent que oui. Et il y a quelques Brésiliennes qui aiment. C'est pour cela qu'il y a quelques Brésiliennes qui sont mariées avec des noirs, avec des *morenos* [Noirs Marrons]. Je connais une Brésilienne qui dit qu'elle n'aime pas être avec des Brésiliens parce qu'ils ont un petit pénis. Elle aime des *morenos* [Noirs Marrons] parce qu'ils sont bien montés et en plus ils ont les dominos.

Le témoignage d'Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewé en 2012 au Guyana) corrobore celui de Yasmin :

– Je pensais que cela était une pratique seulement au Suriname.

– Ah!, partout il y en a [...] les gens pensent que cela va augmenter la taille de l'homme, ils pensent que cela va donner plus de plaisir à la femme. En premier lieu, il ne pense pas au risque qu'il court pour sa santé, ni celle de la femme, parce que cela finit avec la fille, cela oui ! Cela blesse !

Les informations passées par les Noirs Marrons de ce que les femmes, en général Surinamaises, sentent du plaisir avec cette technique encourage les hommes qui n'ont pas cette culture à l'utiliser à la recherche de plaisirs sexuels, et il y a des témoignages que, au Suriname, des Brésiliens et de Chinois l'ont adoptée :

- Et tu savais qu'il y a des Brésiliens qui le font ? [...] Dans la « brousse », où il y a beaucoup de *moreno* [Noir Marron], ils apprennent cela. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automoteurs, deux fils, interviewée en 2011 au Suriname)
- Et je suis déjà restée avec un Chinois, qui avait deux pierres de domino. Un Chinois qui avait un pénis bien petit, a déjà inventé cette histoire. Des Brésiliens aussi, ils ont déjà inventé cette marotte.
- Mais, alors ils veulent du plaisir ou ils pensent que la fille va sentir ?
- Ils disent que c'est la fille qui sent.
- Et eux ne sentent rien ?
- Ils disent que c'est bon [rire]. Moi, pour le moins, la première fois, je n'ai pas aimé. (Yasmim, 34 ans, cuisinière de restaurant, deux filles, interviewée en 2011 au Suriname)

Mais il existe beaucoup de Brésiliens avec cette saloperie aussi. [...] Ce n'est pas bon, non il maltraite la femme, il la blesse. Mais le Brésilien, il l'utilise moins. Les gens disent que le Noir use jusqu'à dix, quinze pierres. (Luísa, 52 ans, travailleuse du sexe, six fils, interviewée en 2012 au Suriname)

Au Guyana, selon Eduarda (40 ans, propriétaire d'un *club*, deux fils, interviewée en 2012 au Guyana), il y a aussi des Brésiliens qui sont en train d'adopter cette technique d'insérer un/des objets sous la peau du pénis : « Pour que tu aies une idée, jusqu'aux Brésiliens en arrivent à faire ça. Jusqu'aux Brésiliens ! ».

En conversation avec Dion, un Noir Marron, garde sur le *garimpo* de Macu, compagnon d'une Brésilienne — qui pour être en constant contact avec les Brésiliens a appris le portugais, ce qui facilita la communication —, il a dit sur l'utilisation de ces objets ronds sous la peau du pénis (il en avait inséré trois) que les Brésiliens s'étaient déjà habitués à appeler la pierre de petite bille de 51. Il a dit que la pratique est transmise de génération en génération entre beaucoup de Surinamais Noir, principalement les Noirs Marrons. Dans son explication il apparaît comme origine de toute l'histoire qu'un homme faisait la contrebande de diamants en Afrique, et il les cachait dans son pénis, sous la peau. Cet africain, un jour, eut une relation sexuelle avec une femme, qui lui dit qu'elle sentait du plaisir. L'histoire se répandit et, au Suriname, le diamant fut remplacé par d'autres objets : domino, petite bille du goulot de la bouteille de whisky, et le bout de la brosse à dent, en accord avec le choix de l'homme. Pour l'adaptation de l'objet, il est taillé (comme une pierre précieuse), pour être en condition

adéquate pour être incorporé au pénis ; après préparation et stérilisation, il est inséré sous la peau du pénis, de manière qu'il arrive à se déplacer, pouvant être retiré si l'homme le veut. Une pratique dont l'objectif est l'augmentation du plaisir du couple :

[La pierre de domino] Il faut la casser, et la râper ; alors, après tu, avec une ponceuse, tu la ponces toute propre. [...] Tu prends en premier la peau de ton sexe et tu perces, puis tu la mets, et elle bouge libre [l'objet bouge librement]. [...] J'en ai trois. (Dion, Noir Marron, garde au *garimpo*, conversation enregistrée en 2012 no Suriname)

Les Brésiliennes interviewées qui eurent des relations sexuelles avec des hommes avec des « pierres dans le pénis » dirent avoir senti de l'inconfort ou de la douleur. Malgré tout, Dion affirma que c'est du plaisir garanti pour la femme et l'homme, et que pour elles le plaisir est encore plus grand comme si le(s) objet(s) se mouvant autour du pénis proportionnaient un double orgasme :

- Et ta femme ne réclame pas ?
- C'est là, à l'intérieur de mon corps, [...] elle [la pierre] bouge, faisant de choses avec les choses de la femme.
- Mais elle a déjà dit qu'elle aimait ?
- Oui.
- Il y a un qui a dit qu'il y en a un avec vingt pierres, c'est vrai ?
- Non, vingt, non, la majorité c'est trois, c'est trois points ; plus risqué c'est six.

Et alors qu'au Suriname, les Brésiliennes évitent d'avoir des relations sexuelles avec les Noirs Marrons, et au Guyana avec les Noirs, pour la peur qu'ils aient aussi un objet dans le pénis, pour Dion tout est une question de la manière dont cela se fait :

- Les filles disent que ça blesse ?
- Non, ça ne blesse pas, non. Tu dois mettre en premier le bout du sexe, aller doucement ; c'est doucement, l'affaire c'est doucement. Tu entres seulement une, deux, trois, pour que tu puisses tout entrer. Peut-être, quand du veux mettre, dès la première elle jouit [...]. Seulement tu ne peux pas baiser, pan !, pan !, pan !. Non c'est doucement, c'est doucement, et alors la fille elle aussi elle sent [...]. Et quand elle jouit deux fois, tu en est qu'à une. L'homme jouit une fois, et elle deux.
- Ah, il y a toute une technique.
- C'est ça.
- Celui qui n'a pas de technique, blesse ?
- Oui.

Gustavo⁵⁴¹, 28 ans, propriétaire d'un *cabaré* et *garimpeiro*, une fille, classe de CM1, est de l'intérieur du Maranhão. Au Brésil, il travaillait comme agriculteur, mais toujours il avait rêvé d'aller au *garimpo*, car les hommes de la famille (le père, les frères, les oncles, et les cousins) étaient déjà dans cette branche. En 2004, en retournant à sa ville après une période de travail dans une ferme au Mato Grosso, il se maria, mais il resta seulement « un mois »/« deux mois » avec la femme, car, déjà avant le mariage il avait décidé d'aller au Suriname. Ensemble avec un collègue, il alla à Belém, il acheta un billet et partit pour se pays, avec l'intention de gagner de l'argent et d'acheter une maison, pour avoir une vie meilleure — à l'époque il avait 20 ans, et, en plus de l'épouse, il laissa une fille (d'une relation antérieure) au Brésil. Il fut *garimpeiro* pendant un an ; après, avec l'aide d'un policier qui travaillait à l'aéroport de Paramaribo, il commença à transporter de la cocaïne pour la Hollande, deux fois par an (il gagnait entre quatre et cinq mille dollars pour transporter la cocaïne dans les valises et dans l'estomac). La quatrième fois qu'il allait embarqué il fut pris. Condamné à cinq ans de prison pour trafic de drogue, il en fit trois ; en 2008, il fut libéré et expulsé par le gouvernement Surinamais, et son billet de retour fut payé par un frère. Gustavo débarqua à Belém et vingt quatre heures après il prit un bateau de transport de marchandises et il retourna au Suriname, pour travailler comme *garimpeiro*. Pour être un ex-prisonnier, il eut des difficultés à réussir une place sur le *garimpo* : il resta deux mois à Paramaribo, dans la maison d'une connaissance, tentant de trouver un travail ; quand il réussit, dès qu'il arriva au *garimpo* le patron découvrit qu'il avait déjà été enfermé, ils se disputèrent et il resta là qu'un seul jour. Gustavo réussit une autre place sur un autre *garimpo*, mais celui-ci ne produisait pas beaucoup d'or, il alors il resta pour un temps, toujours travaillant sur des *garimpos* qui produisaient peu, parce que ceux qui produisaient beaucoup n'en voulait pas, à cause de son passé. Les choses commencèrent à s'améliorer quand il commença une relation avec une femme⁵⁴² : ils réussirent à économiser et à monter un *cabaré* — endroit qui ne vendait que de la bière parce qu'elle était très jalouse des professionnelles du sexe, et alors le couple commença à organiser des fêtes, et à gagner de l'argent avec ça. En 2008 sa femme voyagea au Brésil en emmenant l'argent qu'ils avaient réussi à gagner et ne revint pas — lui disant d'en trouver une autre. Gustavo continua avec le *cabaré*, seul, jusqu'à connaître une autre compagne, une paraense, qui devint son associée. Il vivait irrégulièrement au Suriname, il travaillait comme *garimpeiro* et, principalement, au

⁵⁴¹ Interviewé en 2012 au Suriname ; il était dans le pays clandestinement.

⁵⁴² Quand il alla au Suriname, sa première femme resta au Brésil, attendant son retour, qui ne se concrétisa jamais ; après quelques années, Gustavo voulut avoir des informations sur elle et sa fille. Il dit que jamais il avait envoyé de l'argent pour les deux.

cabaré qu'il monta avec sa nouvelle femme. Il raconta que la vie les deux dernières années n'avait pas été facile, qu'il n'avait pas réussi à gagner de l'argent, et qu'il pensait vendre le *cabaré* pour retourner au Brésil : « Je veux prendre l'argent de la vente ici, trouver un travail au Brésil, faire quelque chose pour moi, construire une maison ; faire là-bas ce qui doit être fait, et revenir à nouveau [au Suriname]. Je vais passer seulement six mois [au Suriname] et je vais partir, jamais plus je vais passer neuf ans sans aller dans mon pays ». Gustavo est un des Brésiliens qui mit dans son pénis une pierre lapidée à partir du bout d'une brosse à dent, et expliqua comment faire pour obtenir la « pierre » souhaitée, sans préjudice pour la santé. Sa femme, présente durant l'interview, après avoir écouté l'explication demanda au voisin, un chinois propriétaire d'une *cantina*, qu'il lui prête une brosse à dent (Figure 42) pour montrer le type de matériel auquel il se référait :

- Et de cette brosse à dent qui se casse, non pas celle de caoutchouc, celle de caoutchouc donne des infections. Je ne veux pas en parler non ; j'en ai trois, mais je ne veux pas t'en parler à cause de ma femme.
- Elle ne sait pas ?
- Elle sait, mais je vais te dire ?
- Et pourquoi ?
- Hé, j'ai [...].
- Ici [il se réfère à la brosse à dent sur la table] c'est n'importe quelle partie. Tu la limes et la laisses arrondie de la manière que tu veux. [...] il y en a des arrondies, et des autres allongées. Il y a deux modèles : les arrondies et les allongées [...] les arrondies, tu peux les mettre à la taille de ces petites billes de 51, [...] sauf qu'elles [petites billes de 51] ne marchent pas, ils mettent celles de Black Label. [...] Tous les whisky Black Label ont une bille, une de celles transparentes. Celle-là, tu peux la mettre ; celle de 51 tu ne peux pas, parce que tu ne peux pas mettre du caoutchouc, parce que si tu mets du caoutchouc ça s'infecte. [...] Les billes de Black Label beaucoup de gens aiment les mettre. [...] C'est le Black Label — alors tout le monde parle —, c'est le whisky le plus vendu. [...]
- Alors, la plus utilisée est la bille de whisky, et le bout de la brosse à dent ?
- Non. Sauf que celle [bille de whisky] c'est comme ça : les gens n'aiment pas la mettre parce qu'elle est, de ce type, elle est transparente, et elle se casse ; si tu prends un coup, elle se casse à l'intérieur et tu meurs. Celle de la brosse, non, elle ne se casse jamais, tu peux la mettre.
- Et celle de domino ?
- Ah celle de domino c'est bon aussi. C'est difficile celle de domino, mais c'est bon. Celle de domino c'est bon aussi.
- Celle que tu uses c'est de domino ou de brosse ?
- C'est de brosse.



Figure 42 : Brosse à dents faite de plastique, utilisée pour la fabrication de petites billes à être mises sous la peau du pénis (2012).

Gustavo dit que c'est le top pour la femme de sentir le plaisir (« C'est plus pour la femme ; c'est plus pour la femme »). Par son témoignage, il semble qu'il n'a pas senti le plaisir espéré quand il avait décidé de mettre en œuvre la technique. Quand au plaisir donné à la femme, sa compagne dit en confidence, en particulier, qu'elle n'aimait plus d'avoir des relations sexuelles avec lui après qu'il ait mis l'a « pierre », parce que c'est inconfortable. Devant ces témoignages, il reste un doute : il y a des femmes qui sentent du plaisir, au lieu de la douleur, à avoir des relations avec un homme qui a un de ces objets dans le pénis ?

L'objet arrondi mis sous la peau du pénis, décrit par les interlocuteurs, c'est une marque corporelle, un accessoire de plaisir qui symboliquement se présente comme un élément de différenciation et d'affirmation de l'identité masculine et hétérosexuelle. Comme il ne s'agit pas d'accessoires mis sur une partie du corps, mais d'artefact incorporé à lui, il apparaît dans l'imaginaire des Brésiliens comme dangereux, comme quelque chose de « primitif » et provocateur de souffrance, principalement pour y avoir beaucoup d'histoires qui relatent plus la souffrance que le plaisir, renforçant les préjugés et les stigmates. Dans ce contexte, les Brésiliens qui décident d'adhérer à cette pratique entrent dans une situation marginale. Le refus des Brésiliennes à continuer des relations sexuelles avec les Noirs Marrons, au Suriname, et avec les Noirs au Guyana, se doit, en plus de l'agressivité qui leur est créditée, aussi à l'existence d'artefacts arrondis sous la peau de pénis, et cette répulsion s'étend aux hommes d'autres origines ethniques et aussi aux Brésiliens.

D'un autre côté, en additionnant la violence imputée aux Noirs Marrons et Guyanais Noirs, le inconfort et la douleur causés par la modification corporelle (« une pierre dans le pénis »), à la peur et l'insécurité, les préjugés peuvent être aussi un des motifs pour lesquels

beaucoup de travailleuses du sexe interviewées n'acceptent pas facilement ce type de clients, car quelques-unes utilisèrent des expressions comme « j'aime pas » pour justifier sa résistance à leurs rencontres (une question qui a besoin des études plus approfondies)

Mariana Pereira, dans son étude ethnographique sur l'ethnicité et la nationalité des habitants de la frontière Brésil-Guyana, participa, sur le terrain, à la fête dénommée Rencontre Internationales de Plage, réalisée sur les rives de la rivière Tacutu, organisée par la ville de Bonfim, au Brésil, et de Lethem, au Guyana⁵⁴³. Mariana témoigne de dialogues qui y eurent lieu, durant cette fête, par des jeunes Brésiliennes au sujet des Noirs guyanais : elles se réfèrent à eux avec des expressions désobligeantes de type « ils me dégouttent », « ils sentent mauvais » ; dirent qu'elles ne les aimaient pas, qu'ils étaient laids. Selon l'auteure, « le critère culturel de beauté prédominant à la frontière sur les stéréotypes du modèle national brésilien que la télévision et les publicités de bières passent, à savoir, blanc et blond, métisses claires, les cheveux lisses, et les corps bien dessinés et musclés »⁵⁴⁴ ; elle affirme aussi que les relations inter-ethniques qui concernent les Brésiliens et les Guyanais à la frontière expriment le racisme sous-jacent inhérent au modèle brésilien.

⁵⁴³ PEREIRA, op. cit., p.106.

⁵⁴⁴ Ibidem, p.106.

HÔTELS ET BARS : LIEUX DE REPOS, DE FÊTE ET DE PROSTITUTION AU SURINAME ET AU GUYANA

Au Suriname et au Guyana, les locaux de prostitution sont, après les *clubs* et les *cabarés*, les bars et les hôtels. Plus particulièrement, à Paramaribo et à Georgetown, ces lieux s'inscrivent dans un espace géographique de référence, soit généralement dans les zones avec une forte population brésilienne — mais ce sont des lieux dans lesquels le public féminin non impliqué dans la prostitution circule également, à l'occasion de concerts. Les Brésiliens et Brésiliennes qui les fréquentent sont aussi attirés par la présence d'autres Brésiliens et Brésiliennes qui arrivent, qui vont partir. Par ailleurs, pour les professionnelles du sexe qui ne veulent pas travailler dans des *clubs*, ce sont là des espaces où elles peuvent amener des clients :

Il y a beaucoup de Brésiliennes au Suriname, beaucoup d'endroits où aller, des endroits qui ne le sont pas, il y a aussi les bars ; là-bas, il y en a beaucoup, beaucoup. C'est très amusant. Et il y a une rue qui s'appelle rue Dez. T'arrive là-bas et t'es au Brésil : tout le monde parle portugais, les bars, les restaurants, tout est brésilien, mêmes les hôtels, quand ils appartiennent pas à un Brésilien, le réceptionniste est brésilien. Ici non, ici il y a ce petit secteur, pas grand-chose : Rockies, Plaza, Olímpia, Vladimir, Bacana's, le Neném, les deux *churrascarias* d'ici, celle d'Hulk – mais celle d'Hulk est plus loin —, l'Hôtel Novo, le 15 [hôtel] là-bas il y a plus de Brésiliens qui y vont. Les Guyanais qui sont logés ici vous pouvez les compter sur les doigts d'une main, aujourd'hui il y en a peut-être aucun, que des Brésiliens. Certains jours, il y en a quatre, cinq, mais franchement ici tout est pris par des Brésiliens. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux enfants, interviewé au Guyana en 2012)

Aujourd'hui, beaucoup de jeunes filles ne veulent plus être dans les *clubs*, parce que, dans les *clubs*, elles ont beaucoup de travail à faire... Elles ont des horaires fixes pour arriver et pour partir. Il y a des amendes à payer pour tout : tu dois payer pour n'importe quoi, alors qu'à l'hôtel non : t'arrives à l'heure que tu veux, tu pars à l'heure que tu veux, tu ne payes pas d'amende, tu payes juste le tarif journalier ; des fois tu fais deux ou trois passes [et] tu payes pas les clés. Dans les *clubs* c'est pas pareil, pendant la journée, tu ne peux pas amener de clients dans ta chambre, et, la nuit, si tu fais trois passes et donc ils déduisent trois fois de ton argent ; c'est pas beaucoup, mais c'est quand même déduit. (Yasmim, 34 ans, cuisinière dans un restaurant, deux filles, interviewée au Suriname en 2011)

À Paramaribo, les hôtels qui sont hors du circuit des Brésiliens (le Kleim Belém) se trouvent plus au centre, ils sont aussi plus chers et fréquentés par des touristes (notamment européens) et des entreprises étrangères de passage au Suriname. De manière générale, le prix de la chambre est présenté sur une grille de tarifs affichée à la réception, soit en euros, soit en dollars, mais le paiement peut aussi être effectué en SRDs, si le client n'a aucune de ces deux monnaies. Au Guyana, dans les hôtels méconnus des Brésiliens, on peut noter la présence de Brésiliennes, les hôtels constituant un lieu de rencontre avec les clients — ce qui est beaucoup moins commun au Suriname.

Les hôtels de Klein Belém accueillent des hommes qui arrivent du Brésil et vont passer peu de temps à Paramaribo, soit un à cinq jours. Le plus souvent, ils ont peu d'argent et sont pressés de commencer à travailler. En revanche, ceux qui viennent du *garimpo* ont l'habitude d'avoir un peu d'or sur eux pour l'échanger contre de la monnaie locale. Ceux-ci prolongent alors parfois leur passage en ville, en fonction de leur activité dans le *garimpo*. Ceux qui ont une meilleure situation économique, notamment les propriétaires de machines d'extraction d'or et les commerçants, vont régulièrement à Paramaribo, c'est pourquoi ils louent une maison dans laquelle vit leur femme (parfois avec les enfants). Pour les hommes qui vivent dans un *garimpo*, leur séjour à l'hôtel dépend de l'argent qu'ils ont sur le moment et/ou de la durée qu'ils ont passée dans le *garimpo* sans en sortir. Ainsi, par exemple, lorsqu'ils ne sont pas sortis de la « brousse » depuis des mois, voire des années, lorsqu'ils vont à Paramaribo, ils y restent jusqu'à ce qu'ils aient dépensé tout leur argent ou jusqu'à ce qu'ils aient réglé toutes leurs dettes. En revanche, le voyage fréquent au Brésil est une habitude presque exclusivement féminine : certaines femmes y vont jusqu'à quatre fois par an et d'autres chaque deux ou trois ans.

Quand il va à Paramaribo, Alberto (29 ans, *garimpeiro*, trois enfants, interviewé au Suriname en 2011) a pour habitude de rester à l'hôtel de deux semaines à un mois, soit le temps suffisant pour se reposer et faire des choses, comme par exemple envoyer de l'argent au Brésil. Si, selon ses propos recueillis, se loger à l'hôtel revient cher, c'est néanmoins nécessaire, car il reste de long mois au *garimpo*, sans confort et avec une alimentation qui, bien qu'elle se soit améliorée, laisse encore à désirer, notamment dans les *garimpos* les plus éloignés :

Ça revient cher, mais t'es resté tellement longtemps dans la « brousse », tu manges mal, tu ne manges pas bien. [...] Avant, c'était atroce, aujourd'hui ça va un peu mieux [au *garimpo*]. Avant, au *garimpo*, quand je suis arrivé, je mangeais que des haricots, du riz et du gibier qu'on chassait. Au début, le *garimpo* c'était plus difficile, mais aujourd'hui c'est plus civilisé. Il y a de tout : de la viande, du poulet, on amène du bétail pour le tuer ici. C'est plus civilisé maintenant.

Pour les hommes comme pour les femmes, Klein Belém est un endroit pour se détendre, pour manger de la nourriture brésilienne, pour faire des courses (alimentaires, vêtements — pour l'usage propre ou pour la vente), aller au médecin, téléphoner, envoyer de l'argent à la famille, ou encore aller à une fête. Les hommes qui viennent du *garimpo* et qui n'ont pas de compagne qui les attend à Paramaribo sortent « s'amuser », c'est-à-dire faire la fête, boire et chercher des femmes :

En général ils viennent pour s'amuser, pour se détendre et s'amuser, sortir boire un verre. [...]. Il y a beaucoup de *garimpos* du côté français [Guyane Française] qui n'ont pas de *cabaré*, tu vois ? [Ceux qui ont] des *cabarés* c'est les *garimpos* qui sont loin. Ils y vont pour passer du temps avec une femme aussi. (Alberto, 29 ans, *garimpeiro*, trois enfants, interviewé au Suriname en 2011)

Les femmes qui vivent dans un *garimpo* vont à Paramaribo pour faire leurs courses, mais aussi pour aller salon de beauté. Certaines restent là juste pour s'éloigner un peu de la dure vie en forêt et se reposer ; d'autres viennent pour voir leur compagnon ; certaines en profitent pour faire un *ploc*, pour lequel les plus âgées prennent 50 dollars et les plus jeunes 100. Certaines des interviewées, au Guyana comme au Suriname, expliquent qu'elles restent dans les hôtels dans l'attente d'un poste de cuisinière dans un *garimpo*, et certaines travaillent dans la prostitution en attendant — une attente qui peut être plus ou moins longue, certaines passant des mois dans cette situation « provisoire », en travaillant comme prostituées.

Luísa⁵⁴⁵, 52 ans, travailleuse du sexe, six enfants, classe de CP, est née à l'intérieur des terres du Maranhão. Quand elle vivait au Brésil, elle travaillait la journée comme femme de ménage et la nuit comme travailleuse du sexe dans une boîte de nuit. En 2003, à l'âge de 44 ans, elle a perdu son emploi et a décidé d'aller au Suriname avec une amie à elle : dans sa ville, beaucoup de personnes étaient parties travailler dans des *garimpos* du Suriname et elle s'est décidé à faire de même, à prendre le risque. Avec les 500 *reais* qu'elle a touché pour son indemnisation⁵⁴⁶, elle s'est acheté le billet pour faire le voyage de sa ville dans le Maranhão

⁵⁴⁵ Interviewée en 2011 au Suriname ; elle vivait dans le pays avec un titre de séjour permanent, renouvelable tous les deux ans.

⁵⁴⁶ À l'époque, quand la Proposition d'amendement de la Constitution (Proposta de Emenda Constitucional - PEC) pour les employés domestiques n'avait pas encore été mise en vigueur, elle gagnait 200 *reais* par mois. Cette Proposition a ensuite donné lieu à l'Amendement constitutionnel n° 72 (Emenda Constitucional n° 72) du 2 avril 2013, établissant l'égalité des droits des travailleurs entre les employés domestiques et les autres travailleurs urbains et ruraux — réglementé par la Loi complémentaire n° 150 (Lei Complementar n° 150) du 1^{er} juin 2015, qui prévoit un contrat de travail pour les employés domestiques et détermine que leur salaire ne peut être inférieur au salaire minimum en vigueur au Brésil.

jusqu'à Oiapoque (Amapá), à partir d'où elle a *varando* à travers la Guyane Française pour arriver au Suriname (sans passeport), à la recherche d'un poste de cuisinière dans un *garimpo*. Elle est arrivée dans l'un de ces *garimpos* sans aucun contact (« paumée »), mais elle a eu un poste. Au-delà de son emploi de cuisinière, elle a souvent travaillé comme vendeuse ambulante (vendant des vêtements, cigarettes, recharges de téléphone prépayées, poulet, ou encore de la viande de porc). Quand elle avait du temps libre, elle faisait *ploc*. En 2004, lors de son deuxième séjour au Suriname, elle est partie avec ses propres ressources : elle a fait faire son passeport et est partie en avion à partir de Belém pour rentrer dans le pays légalement. À chaque fois qu'elle allait à Paramaribo à la recherche d'un poste — ce qui arrivait à chaque fois qu'elle retournait du Brésil ou quand elle n'avait pas d'argent pour acheter des produits à vendre dans le *garimpo* —, elle restait dans un hôtel et, par le biais de contacts antérieurs ou faits par téléphone, elle faisait *ploc*. Au moment de l'entretien, elle était en ville depuis six mois et l'argent qu'elle gagnait venait de la prostitution dans l'hôtel. De toute évidence, elle consacrait plus de temps au travail du sexe dans l'hôtel à Paramaribo qu'au travail dans les *garimpos* :

- Et, quand tu n'as pas de poste, de quoi tu vis ?
- Je vais faire... Je ne vais pas te raconter d'histoires... C'est enregistré, mais je vais te dire la vérité : ici c'est simple, meuf, ici les femmes soit elles ont un emploi, soit elles demandent de faire des passes avec les hommes, pour se faire de l'argent, pour avoir de quoi vivre. [...] Moi, je paye une chambre d'hôtel au mois, avec le déjeuner, le dîner, le café, l'encas, les cigarettes. Ici, même l'eau pour boire il faut l'acheter, parce que personne n'utilise l'eau du ruisseau. [...] On peut vivre deux ans dans ce genre d'hôtel. Si on passe dix jours sans payer, le patron [le propriétaire de l'hôtel] vous expulse et prend vos affaires.
- Mais t'as un endroit dans la rue ou tu vas dans les boîtes de nuit, dans les hôtels ?
- Non, je reste ici. [...] On reste à l'hôtel. Il y a un *club* à côté, il y a plusieurs *clubs* par ici, moi nj'y vais pas.
- Comment tu trouves des clients ?
- Les clients c'est pas ce qui manque par ici : le personnel de l'hôtel, des personnes qui nous connaissent déjà — ils demandent le numéro de téléphone et ils appellent. Quand ces des gens que je connais, ils appellent et je leur dis « Je suis à l'hôtel Untel, prend un taxi et vient ». Alors ils arrivent, on négocie. [...] Moi j'aime pas fréquenter les *clubs*, la fête, j'aime pas. Même pour boire un coup, ma bière, c'est à l'hôtel, je sors pas pour aller boire un verre dehors. Je sors pas pour m'amuser, je vais pas m'amuser dehors.

Luísa a dit qu'en raison de son âge elle n'a pas le courage d'aller dans les *cabarés* pour se prostituer — à part dans ceux où elle est parfois logée —, c'est pourquoi elle ne va dans les *garimpos* que lorsqu'elle a déjà un emploi de cuisinière ou de vendeuse ambulante garanti. Pour autant, si l'occasion d'une relation sexuelle rémunérée se présente, elle accepte :

Quand l'occasion se présente, là ça roule. Par contre, moi j'ai pas le courage de le dévoiler, j'ai pas le courage parce que je me trouve trop vieille pour ça. J'aurais honte d'arriver à mon âge dans un *cabaré*, dans une boîte dans un *garimpo* et dire « je suis venue pour travailler dans une boîte ». Parce que moi j'apporte mes affaires, un coq, j'amène un poisson, une carte de téléphone [une recharge téléphonique], un porc pour le vendre, et je pense que, pour moi, c'est plus stable. J'arrive, la propriétaire de la boîte est là, je parle avec elle pour une chambre, elle m'en donne une, j'y laisse mes affaires et je sors pour prévenir « Je suis dans la boîte Unetelle, la femme m'a donné un coup de main. J'ai amené un cochon, tel jour je vais tuer le cochon, etc., etc. ». Je sors en offrant des oranges, des trucs que je prends pour les vendre, histoire de noyer le poisson.

À l'instar de Luísa, les travailleuses du sexe de plus de 50 ans ont des difficultés pour trouver des clients et cherchent alors des alternatives, mais, malgré la concurrence des plus jeunes, elles continuent à se prostituer, même si ce n'est parfois que de façon occasionnelle. Au cours d'une conversation avec une femme de 55 ans, celle-ci m'explique comment elle fait lorsqu'elle va dans un *cabaré*. Or, sa stratégie est similaire à celle de Luísa : « Ah c'est pas si facile, vraiment, j'ai honte, je peux pas arriver dans un *cabaré* en disant "Voilà, je suis là". Normalement je dis quoi ? "J'ai des trucs à vendre", mais, si l'occasion se présente, je suis là. Mais j'aurais honte d'arriver en disant que je suis là pour ça, parce que j'ai plus l'âge pour ça ».

Les données recueillies sur le terrain révèlent que les plus âgées n'entrent pas dans une concurrence générationnelle ; elles cherchent leurs clients discrètement, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe pas de femmes de cet âge qui, malgré la concurrence des jeunes, vont se prostituer dans les *cabarés*. Benjamin (23 ans, coiffeur, sans enfant, interviewé au Suriname en 2012) fait part de son étonnement face à l'une de ces femmes plus âgées qui souhaitait travailler dans un *cabaré* :

La dernière fois que je suis allé au *garimpo*... j'étais avec quelques amies et il y avait une femme qui voulait venir. Je l'ai regardée... j'ai été gêné de lui dire « Écoute, là où je vais et ce qu'elles vont faire là-bas c'est plus pour toi ». J'ai dit « Ok, c'est bon. Allons-y ». [...] On arrive là-bas — elle était avec nous — et la propriétaire du bar lui demande « T'es venue pour quoi faire ?, alors je suis resté comme ça, à dire « Ah, elle est venue travailler », « Mais, mec, elle a pas l'âge de *fazer o brega* (de se prostituer) ».

Certaines des interlocutrices préfèrent rester dans l'un des hôtels de Klein Belém ou à proximité, car ces espaces, où il y a d'autres personnes leur semblent plus sûrs pour travailler que dans une résidence — d'après elles, hors d'un hôtel, les critères pour choisir les clients doivent être plus rigoureux, ce qui aurait pour effet de réduire le profit :

- Ça revient pas moins cher de louer une chambre ou un appartement ?
- Non, parce qu'il y a pas d'appartement près d'ici, ils sont plus loin. Et, pour moi, si je loue un appartement, je peux pas y faire venir n'importe qui. Si je fais venir quelqu'un chez moi, je dois savoir qui c'est, si c'est quelqu'un de confiance ou pas. S'il a de l'argent, les femmes, pour gagner notre vie, peu importe qui c'est ou qui c'était avant : il vient [à l'hôtel], il me donne [...]. Mais, dans un appartement, on peut pas amener n'importe qui. Il y a plus de responsabilités. (Luísa, 52 ans, travailleuse du sexe, six enfants, interviewée au Suriname en 2011)

En termes de prostitution dans les hôtels, le Pérola est la référence. À côté de celui-ci, se trouve un hangar servant de salle de spectacles, fréquenté par des hommes et des femmes du Suriname et du Brésil en quête de loisir et, bien souvent, de sexe payé :

Là-bas, c'est pas un endroit... ben, je vais pas dire que c'est un *club*, c'est une discothèque, un bar, où vont tout type de personnes. Mais il y a toujours un lourd pour faire une proposition [...]. À tel point que beaucoup de femmes mariées n'aiment pas y aller parce que, si elles sont mariées, il y a un homme qui va leur dire une bêtise et après c'est le bordel. Mais il y a beaucoup de femmes célibataires qui y vont pour s'amuser, elles ont leur travail, c'est des femmes accomplies au Suriname, elles viennent pour se divertir. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Les fêtes organisées au Pérola sont pour des soirées à thème ou des remises de prix, comme l'indiquent leurs publicités sur des affiches qui présentent des images évoquant la présence féminine comme une attraction (Figure 43) :



Figure 43 : Affiches annonçant des soirées à l'hôtel Pérola (Paramaribo)⁵⁴⁷.

⁵⁴⁷ Images extraites de Facebook : <https://www.facebook.com/perola.eventos.96?ref=ts&fref=ts>. Accès : 2 mars 2016.

À toute heure de la nuit comme du jour, y compris au petit matin, on peut voir des chaises occupées par des hommes qui discutent et/ou boivent une bière, venant d'un *garimpo* ou sur le point d'y aller. Le Pérola ne semble pas avoir de travailleuses du sexe directement liées à l'endroit, mais on les trouve néanmoins sur les lieux. Ceux qui les fréquentent cherchent à se divertir, mais cherchent aussi des services, l'hôtel ayant une boutique d'achat d'or, une autre de vêtements venant du Brésil, une bijouterie, un salon de beauté, des restaurants et autres petits services difficiles à identifier — ce qui caractérise la plupart des hôtels de *Belenzinho*.

Certaines Brésiliennes affirment rester dans les hôtels pour se reposer parce qu'elles n'ont pas de logement à Paramaribo et, quelques fois, surgissent des propositions rentables, dans quel cas elles acceptent le client dans leur chambre :

Il y a beaucoup de jeunes femmes qui viennent de la « brousse ». Quand elles viennent d'un *garimpo*, elles se logent à l'hôtel : pas seulement au Pérola, parce qu'il y a beaucoup d'hôtels ici où vont les jeunes filles et, des fois, elles arrivent fatiguées, pour se reposer. Il y a un homme qui va la voir, ils boivent un verre, il la drague, ils deviennent amis et, en général, ici on a la réputation d'être des putes, donc les gens abusent. Mais il y en a qui viennent exprès pour travailler [avoir une relation sexuelle payée] ; il y a des jeunes filles qui restent à l'hôtel juste pour se faire de l'argent, tu vois ? (Ana, 37 ans, coiffeuse, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Dans certains cas, les femmes ne sont plus travailleuses du sexe, mais, lorsqu'elles ont besoin d'argent, elles vont dans l'un de ces hôtels — un des plus mentionnés étant le Pérola — à la recherche de quelqu'un, pour faire un *ploc* et gagner l'argent dont elles ont besoin. Elles travaillent dans la prostitution de manière ponctuelle, lorsqu'elles n'ont pas d'argent et, de ce fait, elles ne se considèrent pas comme travailleuses du sexe ; elles envisagent ces moments comme des moments de « distraction » (elles s'amuse), comme elles le faisaient au Brésil, à la seule différence près qu'elles sont payées pour l'activité sexuelle. La figure de la prostituée n'est incorporée que par celles qui sont au quotidien dans le travail du sexe, notamment dans les *clubs* et les *cabarés* — en revanche, dire qu'on fait *ploc* dans les bars et les hôtels est un moyen d'évoquer cette activité avec plus de légèreté.

Les interlocutrices expliquent que, parmi les rares espaces de loisir de Paramaribo, les principaux points de référence sont les fêtes organisées les week-ends par les hôtels et les bars — en particulier l'hôtel-bar le Bigode (Figure 44) et plus encore le Pérola — destinées à un public diversifié. Les Brésiliennes qui y vont seulement pour danser, boire ou se retrouver entre

amies sont offensées quand on les aborde pour leur proposer du sexe payé. Les interviewées reconnaissent d'ailleurs qu'il est difficile de fréquenter ces endroits sans être abordée comme une travailleuse du sexe, puisque ces endroits sont reconnus comme des points de prostitution et de « chasse » aux femmes disposées à aller dans un *cabaré* :

Des fois, j'y vais. Quand je sors pour m'amuser, je vais au Pérola, par exemple... Le Pérola c'est ce qu'on appelle le *club* de prostitution... c'est un hôtel, mais c'est devenu un bordel : les femmes y vont la nuit pour attraper [des clients], les hommes y vont, les *garimpeiros*, c'est mélangé. [...] Parce que là-bas c'est le seul ici... je crois que c'est le seul endroit qu'il y a pour s'amuser, mais il y a beaucoup d'hommes qui y vont pour... ils pensent que toutes les femmes qui y vont c'est pour faire *ploc*, ce genre de choses — comme on dit ici, faire *ploc* — mais elles sont pas toutes là pour ça. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)



Figure 44 : Annonces de fêtes à l'Hôtel-Bar le Bigode (Paramaribo)⁵⁴⁸.

À Georgetown, l'une des références en matière de rencontres en vue de prostitution est le Rockies International Hotel & Brazilian Sports Bar, un mélange de bar, de discothèque et d'hôtel — lieu de rencontre des Brésiliens qui arrivent des *garimpos* ou qui y vont. Dans cette ville, quand on demande où l'on peut rencontrer des Brésiliens, les gens répondent « Va là-bas, au Rockies Bar ». La figure 45 montre des affiches d'événements du Rockies (spectacles et matchs de finale de la Coupe du Monde de 2014), ayant toujours des éléments rappelant le Brésil :

⁵⁴⁸ Images extraites de Facebook : <https://www.facebook.com/RockiesBrazilianSportsBar/?fref=ts>. Accès : 2 mars 2016.

- Le Suriname c’est génial pour s’amuser, il y en a beaucoup [des bars] où aller. Ici, à Georgetown, on s’amuse pas beaucoup. Ici, si tu veux connaître des Brésiliens ou savoir où ils sont, ils sont au Rockies. C’est un hôtel qu’il y a ici, où les gens s’assoient dehors pour prendre l’air. Les Brésiliens aiment beaucoup les endroits à l’air libre. Mais, là-bas, des fois, t’es en train de discuter et il y a des gens qui viennent demander, qui viennent nous embêter pendant qu’on discute, alors tu leur dis « Va-t’en » et ils continuent à insister, à te déranger. Mais c’est le seul endroit où t’arrives là en disant « Tu sais si Untel est en ville ? » et, si tu sais pas, il y en a un autre qui est au courant.
- Ah, donc c’est un point de rencontre.
- Un point de rencontre. Mais, quand les gens ont un peu d’argent, ils y vont plus, ils louent un appartement et commencent à fréquenter le casino Edi.
- Edi c’est quoi ? Un bar-hôtel aussi ?
- C’est une discothèque. C’est un hôtel et discothèque. Il y a aussi le Parma, un bar chic du Guyana. Comment il s’appelle l’autre ? Le Monjo, c’est un bar chic, c’est une autre discothèque.
- Mais c’est brésilien ?
- Non, c’est guyanais, [...] tout est guyanais. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux enfants, interviewé au Guyana en 2012)



Figure 45 : Annonces d’attractions et de fêtes au Rockies International Hotel & Brazilian Sports Bar (Georgetown)⁵⁴⁹.

Au Guyana, pour beaucoup de Brésiliennes travailleuses du sexe, les hôtels sont les endroits les plus sûrs pour les rencontres d’ordre sexuel. L’insécurité étant importante dans ce pays, en particulier la nuit, il n’est donc pas difficile de les trouver lorsque l’on séjourne dans ces hôtels, et on peut facilement voir les regards curieux qui suivent chacun de leurs mouvements. Les petits hôtels destinés à un public brésilien — avec de la cuisine brésilienne et une antenne parabolique en tête de file — accueillent des hommes et des femmes qui sont à la capitale pour de courtes périodes. Ils accueillent aussi des Brésiliennes à la recherche d’un

⁵⁴⁹ Images extraites de Facebook : <https://www.facebook.com/pages/Bigode/156706777833762>. Accès : 2 mars 2016.

travail, comme des cuisinières sans emploi qui, tandis qu'elles attendent qu'un poste se libère dans un *garimpo*, peuvent se prostituer. Les hôtels les plus touristiques de la ville sont les endroits les plus pratiques pour trouver des clients, en particulier des clients avec un pouvoir d'achat plus élevé.

9.1 Clubs, bars et hôtels de Paramaribo et de Georgetown : lieux de commerce et d'activité des travailleuses du sexe vers les *cabarés*

Au Guyana et au Suriname, la demande de travailleuses du sexe ou de femmes qui se prostituent occasionnellement est visible, et les propriétaires de *cabarés* savent à quelle adresse aller quand ils ont besoin de nouvelles femmes pour leur établissement : les bars-hôtels comme le Rockies International, le Pérola ou le Bigode. Les propriétaires de *cabarés* connaissent bien cette façon de faire, à l'exemple de Cleonice⁵⁵⁰, âgée de 40 ans, trois enfants, classe de 3ème, originaire de Belém, qui est propriétaire d'un *cabaré* et qui, avant de s'installer au Suriname dans un *garimpo*, a été à Kourou, en Guyane Française. En 2003, alors qu'elle avait 31 ans, elle a confié ses trois enfants à sa mère et est allée dans cette ville où elle est restée trois mois, aidant une amie à elle qui avait un bébé. Elle est ensuite retournée au Brésil et, peu de temps après, elle est repartie aider une autre femme, elle aussi avec un nouveau-né. C'est alors qu'elle a connu un gendarme dont elle est tombée amoureuse (ses enfants étaient au Brésil avec sa mère). En 2006, ils ont déménagé à Paris où ils ne sont restés que deux mois car celui-ci a été muté en Afrique. Cleonice, qui, en France, était femme de ménage chez des particuliers, pensait qu'elle n'allait pas trouver d'emploi en Afrique, « un pays très pauvre », et, comme elle devait envoyer de l'argent au Brésil pour ses enfants, mais qu'elle ne pensait pas avoir d'argent à envoyer, elle a proposé à son compagnon de les prendre avec eux, ce qui aurait pu résoudre le problème, mais il a refusé et elle est alors retournée au Brésil où elle n'est pas restée, partant au Suriname. En 2008, l'une de ses amies, propriétaire d'un *cabaré* dans le *garimpo* de Macu et qui était sur le point d'aller au Brésil, lui a proposé de travailler comme cuisinière et de gérer son *cabaré* en son absence. Étant sans emploi, Cleonice a accepté et a finalement travaillé trois ans dans ce

⁵⁵⁰ Interviewée au Suriname en 2012 ; elle était dans le pays avec un titre de séjour permanent, renouvelable tous les deux ans.

cabaré : elle en est partie quand son compagnon lui a offert son propre *cabaré*. Elle précise que, tout au long de son parcours migratoire, elle a toujours eu une situation économique stable et n'a donc jamais eu à faire *ploc* par besoin. Pour autant, lorsqu'un homme venait lui offrir un bon prix pour un rapport sexuel et qu'elle avait besoin d'argent, elle acceptait, bien que cela ne se soit produit qu'occasionnellement. En tant que propriétaire d'un *cabaré*, Cleonice savait comment rencontrer des travailleuses du sexe dans les bars-hôtels de Paramaribo :

Une jeune fille est venue avec moi, parce qu'elles sont dans la rue [prostitution] [...]. Quand t'arrives dans la « rue », tu vas au Pérola, tu vas au Bigode, tu vas dans ces endroits où il y a des spectacles, où ils font la fête toute la journée, des bars quoi. T'arrives là et tu demandes « Tu veux aller dans un *garimpo* ? », elle te demande « Quel *garimpo* ? », alors tu lui dis le nom du *garimpo*. Et alors il y en a beaucoup qui disent « Ah mais j'ai une amie qui m'a dit que là-bas il y avait pas grand-chose », « Non, il y a plus de mouvement maintenant », et elles viennent. Elles y restent minimum quinze jours ; il y en a trois ou quatre qui viennent. Ou alors elles viennent quand il y a une fête et, après, le lundi ou le mardi, elles s'en vont. C'est comme ça. Il y en a d'autres qui viennent et qui repartent ; et c'est comme ça que ça marche.

Si, au Suriname, la règle pour les *cabarés* est la recherche de femmes qui se prostituent dans le pays, il existe aussi des femmes — qui se sont déjà prostituées ou pas — qui sont contactées au Brésil pour aller directement dans un *garimpo*, dans les mêmes conditions que dans un *club*, c'est-à-dire en contractant une dette. Selon les propriétaires de *cabarés* et de *clubs* interviewés, pour ceux qui ont un commerce qui dépend de la présence de femmes, il est préférable d'avoir des femmes qui ont déjà de l'expérience dans la prostitution, car les professionnelles du sexe savent ce qu'elles veulent et connaissent mieux les astuces, gagnant ainsi davantage et générant par là des bénéfices plus importants. Dans la *corrutela* de Cláudia, par exemple, il y a des Brésiliennes qui ne sont pas passées avant par les *clubs* surinamiens, mais les données recueillies à ce sujet sont insuffisantes pour savoir comment cela fonctionne ; on peut toutefois affirmer qu'au Suriname les femmes qui arrivent dans des *cabarés* avec une dette constituent un phénomène qui commence à apparaître ou qui, pour le moins, devient de plus en plus visible. Cette question a été évoquée par certaines interlocutrices, qui ne l'ont pas approfondi durant les conversations/entretiens et changeaient de sujet, mais précisaient toutefois qu'elles n'étaient pas d'accord car ces femmes arrivent à Paramaribo avec la dette du billet d'avion et sont ensuite amenées dans un *garimpo*, dont elles ne savent même pas rentrer ou sortir seules. Seule Tália (42 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux enfants, interviewée au Suriname en 2012) m'a fourni quelques informations plus consistantes sur le sujet :

- Ici, il y a trois jeunes filles qui sont venues, de 20 ans, de 21 ans — j’avais même pitié d’elles parce qu’elles ont l’âge de ma fille quoi — et elles sont venues du Brésil. Elles sont aussi du Pará, mais pas de la capitale, mais elles connaissaient déjà, elles se prostituaient déjà au Brésil, donc... elles connaissent un peu la question, non. C’est pas des expertes, mais elles sont pas non plus innocentes.
- Elles sont de Marajó ?
- Non, elles sont de... après Castanhal, j’ai oublié le nom de la ville — c’est un endroit connu. Mais beaucoup de filles viennent de là-bas pour venir ici maintenant, dans cette zone de *garimpos*. Là-bas, dans l’autre *corrutela*, ils envoient chercher les filles au Brésil pour qu’elles viennent ici, tu vois ?
- Dans la *corrutela* de...
- De Cláudia, elle s’appelle. Les filles, la majorité qui sont là, c’est des filles du Brésil, qui sont venues directement du Brésil.
- C’est pas les filles d’un *club* ?
- Non, c’est pas des *meninas de clubs*, c’est pas des filles du Suriname, qui connaissent le Suriname ; c’est la première fois qu’elles mettent les pieds au Suriname. Elles viennent directement de l’aéroport, elles passent une nuit en ville et elles vont directement au *garimpo*. Autrement dit, elle savent pas retourner là-bas depuis ici.
- Elles ont donc aussi une dette ? Comme dans un *club* ?
- Elles ont une dette oui. Et ici c’est beaucoup plus cher : elles doivent payer 30 ou 40 grammes d’or. On dirait que c’est pas beaucoup, le chiffre 40 ça semble pas beaucoup, 30 ça semble pas beaucoup, mais, si tu convertis en dollars puis en *reais*, elles payent des fois 3 ou 4 000. [...] C’est celles qui sont passées par les *clubs*, qui sont allées dans un *garimpo*, qui vont au Brésil, elles connaissent déjà les filles et la propriétaire du *cabaré* du *garimpo*, qui amènent ces autres filles. Alors elles viennent directement au *garimpo* et c’est autre chose. Il y en a beaucoup ici qui connaissent même pas la ville, tu vois ? Elles ont déjà payé ce qu’elles doivent, mais elles restent ici.
- Mais, pour celles qui sont ici, c’est difficile de payer la dette ?
- Non, je pense qu’ici c’est plus facile de la payer, c’est plus facile.

Au cours d’une conversation avec la propriétaire d’un *cabaré* au Suriname, cette dernière évoque le fait qu’elle pense aller chercher des femmes au Brésil pour qu’elles travaillent dans son établissement : voyant que celles qui viennent des *clubs* sont trop exigeantes et refusent d’aller dans certains *garimpos*, voire les quittent avant de terminer les quinze jours prévus au départ, son frère lui a mentionné la possibilité de contacter des femmes du quartier de Belém où elle vivait, si elle en avait envie et si elle s’en sentait le « courage ». Par l’usage du terme « courage », elle révèle ainsi que chacun d’eux étaient conscients des questions légales que pouvait impliquer le fait de contact des femmes au Brésil, ainsi que le fait d’organiser leur voyage vers l’extérieur du pays en vue de la prostitution.

Des recherches réalisées au Suriname dans les années 1990 mettaient déjà en lumière différentes modalités présentes sur le marché du sexe dans le pays : celle des bars-hôtels (*clubs*) ou celle des lieux où les femmes étaient regroupées dans des campements à proximité des

garimpos (probablement des *cabarés*) — et font également mention d’une autre modalité qui impliquait l’arrivée de femmes endettées, le « sexe par crédit », dans les zones minières : le responsable du *garimpo* paye toutes les dépenses liées au transport, ainsi que l’alimentation et l’hébergement, et elles restent à sa disposition pendant trois mois, pour travailler auprès des *garimpeiros*⁵⁵¹. Selon la recherche dirigée par Sodireitos et Gaatw-Redlac dans les années 2000, le propriétaire « déduit, chaque fin de mois, 10 % du salaire des *garimpeiros* et, une fois les trois premiers mois terminés, les femmes perçoivent un salaire prédéfini. Elles ne peuvent pas sortir du *garimpo*, elles ne peuvent pas refuser un client et doivent réussir à avoir le plus de relations sexuelles possible »⁵⁵². Durant cette période, au-delà des services sexuels, elles doivent également rendre des services domestiques aux *garimpeiros*.

On ne peut mettre en relation ou comparer la situation du « sexe par crédit » avec celle des femmes qui ont contracté une dette en tant que propriétaires de *cabarés* pour voyager et pouvoir travailler dans la prostitution sur les lieux, comme l’ont mentionné les femmes interviewées dans le cadre de cette recherche. Il est important de souligner que, si elles ont en commun une dette, le « sexe par crédit » implique aussi la servitude à cause de la dette et l’« emprisonnement ». Comme mentionné plus haut, les informations recueillies sur le terrain sont incomplètes et ne permettent donc pas de faire des généralisations ; elles révèlent toutefois la nécessité de s’intéresser aux modalités existantes et à celles qui apparaissent sur le marché du sexe au Suriname sans que personne ne sache vraiment comment elles fonctionnent, du fait qu’elles soient hors du contrôle des pouvoirs publics — raison pour laquelle les travailleuses du sexe sont vulnérables aux violations des droits humains.

⁵⁵¹ Voir ANTONIUS-SMITS, Christel et al., op. cit. ; SODIREITOS, GAATW-REDLAC. *Pesquisa tri-nacional sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname : uma intervenção em rede*. Coordenação de Marcel Hazeu. Belém : Sodireitos, 2008.

⁵⁵² SODIREITOS e GAATW-REDLAC, op. cit., p. 51.

9.2 Travestis/transsexuels : sociabilité et visibilité dans les espaces de beauté

Au Guyana et au Suriname, les travestis/transsexuels⁵⁵³ brésiliennes ne sont pas dans les lieux de consommation sexuelle connus, comme les *clubs* et les *cabarés*, ni même dans la prostitution de rue. Leur mobilité est principalement associée au marché de la beauté et de l'esthétique, soit dans les salons de beauté d'une connaissance : c'est là leur espace de sociabilité et de visibilité⁵⁵⁴. En Guyane Française, les activités liées à la beauté et à l'esthétique sont aussi des points de référence, mais ici les travestis/transsexuels apparaissent également dans la prostitution de rue. Gabriel (58 ans, *garimpeiro piupiuzeiro*, deux enfants, interviewé au Suriname en 2011) souligne que les *garimpos* sont des espaces masculins et hétérosexuels, seules les femmes y ont une place sur le marché du sexe, excluant les autres identités de genre — soit les « frères », comme sont désignée les homosexuels et les travestis/transsexuels.

- Il y a plein de pédés, il y en a plein.
- Ah, mais ils viennent pour travailler dans quoi ?
- Ah, couper les cheveux, travailler dans un salon [en ville], pas dans les *garimpos*, ah non. Il y a surtout des femmes [dans les *garimpos*]. Ils coupent les cheveux, ils travaillent dans des restaurants, ils travaillent dans... Il y en a plein.
- Et pourquoi ils travaillent pas dans les *garimpos* ?
- Ils pourraient pas [survivre], qui pourrait bien vouloir de pédés dans la « brousse » [rires] ?! Il y a pas de frères ici dans ce coin, aucun ! Il y a pas de frères par ici, non non !

Au Guyana comme au Suriname, les espaces de prostitution sont délimités pour les femmes : c'est notamment le cas des *clubs* et des *cabarés*. Lorsque les travestis/transsexuels tentent de transgresser cette règle, elles doivent à la fois marquer leur présence et rester discrètes. Au cours de mon travail de terrain, je n'ai rencontré qu'un seul travesti/transsexuel travaillant dans un *club*, bien qu'il ait travaillé peu de temps : il s'agit de Natasha⁵⁵⁵, 23 ans,

⁵⁵³ Pour Anna Paula Vencato (Confusões e estereótipos: o ocultamento de diferenças na ênfase de semelhanças entre transgêneros. *Cadernos AEL*, v.10, n.18/19, p.188-215, 2003 [p.190-191]), « la distinction entre travestis, transsexuels et drag queens est fortement imprégnée de la présentation visuelle de ces personnes et est encore plus visible lorsque l'on observe leurs pratiques sociales. Par ailleurs, ces sujets ont constamment besoin que chacun des groupes soit différencié des autres, car ils ne souhaitent pas être confondus entre eux ; au contraire, ils cherchent une sorte de différenciation dans la différence, car le travestisme, en tant que phénomène, est loin d'être la 'norme' dans notre société, y compris dans l'univers homosexuel ». Dans ce contexte, pour ne pas prendre le risque de commettre d'erreur, je ne ferai pas de distinction entre travestis et transsexuels, car, au moment des entretiens, je ne leur ai pas demandé si elles s'auto-identifiaient comme travesti ou comme transsexuel.

⁵⁵⁴ Par ailleurs, deux des travestis/transsexuels ont suivi, au Brésil, un cours de professionnalisation dans ce domaine.

⁵⁵⁵ Interviewée au Guyana en 2012 ; elle était dans le pays en tant que touriste.

manucure, sans enfant, classe de CE2 et originaire du Maranhão. À l'âge de 17 ans, elle a quitté le foyer familial en raison de problèmes relationnels avec son beau-père et sa mère — qui disait que, « si elle avait un fils pédé, elle le tuerait, qu'elle n'aimait pas les pédés » — pour aller vivre avec des amies. Elle est ensuite allée à Goiânia (capitale de Goiás), où elle a travaillé plus ou moins un mois comme employée de maison. Elle est retournée au Maranhão, a commencé à vendre des parfums, des vêtements, des appareils électroniques, et a travaillé dans la prostitution de rue, à proximité des stations-service. Certaines de ses amies lui ont parlé d'une connaissance qui travaillait au Guyana et qui disait que, pour les travailleuses du sexe, c'était un bon endroit pour gagner de l'argent. Natasha a alors pensé pouvoir changer de vie et a été à Belém pour connaître cette « connaissance d'amies », qui lui a donné les coordonnées pour le voyage : comment payer le bateau à Bragança (Pará) pour arriver à la frontière avec le Guyana ; des noms et des numéros de téléphone de personnes travaillant dans le transport et parlant portugais, qui allaient la conduire de la frontière jusqu'à Georgetown ; l'hôtel où elle devait se loger ; ou encore des numéros de chauffeurs de taxis. Ainsi, en 2012, elle a vendu — à un prix bien en-dessous de la valeur du marché — les produits qui lui restaient, elle a fait deux prêts bancaires d'un total de 8 000 *reais* et est partie au Guyana. Une fois arrivée, elle est rentrée en contact avec le *club* de prostitution Olímpia, qui a accepté — bien qu'il ne travaille pas avec des travestis/transsexuels — et elle est y restée environ un mois. Quand elle est partie, elle a été travailler comme manucure dans un salon de beauté. Elle raconte qu'elle est partie parce que, en voyant que les hommes qui la demandaient se faisaient de plus en plus nombreux, les femmes travailleuses du sexe ont commencé à raconter aux clients que ce n'était pas une femme et, gênés, ces derniers ont alors arrêté de la demander. Natasha a donc commencé à rencontrer des difficultés pour payer ses dépenses — liées à la chambre et à l'alimentation — dans le *club*. Comme elle le dit, le *club* est un espace destiné aux femmes qui, par ailleurs, y sont nombreuses. Celui dans lequel elle se trouvait était petit, ce qui facilitait le contrôle de « qui va avec qui » :

- Là-bas c'est petit. Je faisais quasiment plus de passes, [car] les hommes ont découvert que j'étais pédé. Des fois, les filles se moquaient de moi, « C'est un pédé » et je sais pas quoi. J'avais honte quand j'étais dans le salon.
- Ça veut dire qu'ils s'étaient pas rendu compte que t'étais pas une femme ?
- Non. Un, sur le coup ; les autres non.
- Et tu le disais pas non plus ?
- Non ! Pourquoi j'irais le dire puisqu'on peut les tromper juste comme ça ?

Natasha raconte que, pendant la courte période durant laquelle elle a travaillé dans ce *club*, elle a dû passer outre les contraintes et tromper les hommes, redoublant d'efforts quant à son apparence, son expression corporelle et sa performance pour ressembler le plus possible à

une femme — et certains ont fini par découvrir la supercherie alors qu'ils avaient déjà payé le service sexuel. Alors que je lui demandais si elle avait souffert d'une sorte de menace ou de violence au moment où les clients s'en rendaient compte dans la chambre, elle répond que ça ne lui est arrivé qu'une seule fois, qu'en général ceux qui achetaient des services sexuels payaient à l'avance et préféraient éviter d'exposer le fait qu'ils s'étaient sentis trompés :

- Je suis partie de l'Olimpia et j'ai été travailler dans un salon [de beauté].
- Mais t'avais beaucoup de travail la nuit ?
- Pas beaucoup. Des fois, j'arrivais à tromper certains hommes. Ils savaient pas que j'étais pédé, ils pensaient que j'étais une femme.
- Et ils s'en sont pas rendu compte ?
- Il y a une façon [rires] de le cacher.
- Ils s'en rendaient pas compte ?
- Il y en a qui un s'en est rendu compte.
- Et il t'a menacée, ou quelque chose dans le genre ?
- Il y en a un qui m'a menacée, mais c'était déjà fait, donc qu'est-ce qu'il pouvait faire ?

Selon les travestis/transsexuels, la plupart du temps, les clients ou ceux qui les draguent ne sont pas totalement surs qu'il ne s'agit pas d'une femme et, de leur côté, elles tentent de camoufler le fait qu'il ne s'agisse pas de femmes. Dans un article sur la prostitution, Larissa Pelúcio aborde la question de l' « être travesti » et évoque les efforts qu'ils doivent faire en termes de transformation corporelle — ce qui fait partie d'un processus continu de féminisation :

C'est un processus qui ne prend jamais fin. [...] Elles cherchent en permanence la « perfection », ce qui veut dire « passer pour une femme », une femme belle et désirable, généralement « blanche » et bourgeoise. À la recherche de cette image, elles affinent leurs traits, se font bronzer, se parent de vêtements [qui] rappellent les femmes séduisantes et glamours, elles choisissent des noms d'actrice, de stars d'Hollywood ou de chanteuses pop, se soumettant aux normes établies⁵⁵⁶.

Au Suriname et au Guyana, la transformation corporelle et/ou le fait de « se montrer » (en s'habillant et en se maquillant comme une femme, dissimulant ce qui renvoie au masculin, comme la barbe par exemple) n'est pas suffisant ; elles doivent innover, créer un corps et une image qui dépassent les seuls gestes, vêtements et autres accessoires (ceux utilisés généralement par le genre féminin). Il est essentiel de se rapprocher le plus possible du stéréotype attribué au

⁵⁵⁶ PELÚCIO, Larissa. Na noite nem todos os gatos são pardos: notas sobre a prostituição travesti. *Cadernos Pagu*, n.25, p.217-248, 2005 (p.224-225).

féminin, soit une femme fragile, délicate et soumise. La création de ce féminin se traduit par un effort qui, au-delà des vêtements, implique aussi une éducation corporelle et une performance — à la fois avant et pendant l'acte sexuel, pour qu'elles ne soient pas découvertes et risquent d'avoir des problèmes.

Natasha a dû s'adapter à une nouvelle réalité. Quand on lui disait, chez elle, qu'au Guyana le marché du sexe était libre et prospère, elle n'imaginait pas qu'elle n'allait pas parvenir à travailler comme elle l'avait prévu et qu'elle n'allait travailler que dans la clandestinité. Elle, qui, avant de migrer, avait pour principale source de revenus la prostitution, a dû se tourner vers une autre activité destinée à la clientèle féminine — une bonne partie d'entre elles étant d'ailleurs travailleuses du sexe.

Au moment de l'entretien, elle avait occasionnellement quelques clients lorsqu'elle allait dans des boîtes de nuit ou des *clubs*. Lorsqu'un client apparaissait, elle touchait l'argent à l'avance et allait à l'hôtel, car travailler au Guyana dans le milieu de la prostitution sans passer par les *clubs* ne lui semblait pas sûr pour les femmes et moins encore pour les travestis/transsexuels qui, dans le pays, souffrent beaucoup des préjugés et peuvent être attaqués et battus : « S'ils trouvent un travesti seul dans la rue, la nuit, il la tueur ! [...] Une de mes amies [travesti], [a été attaquée] avant d'arriver ici. Elle est partie [au Brésil] en avion, *de frauda descartável*. Un Noir [l'agresseur]. Ils l'ont attrapée [la travesti], et l'ont passée à tabac ; ils l'ont presque tuée ». Dans ce cas précis, l'agression a eu lieu car le travesti en question avait dit à une amie de faire attention en sortant avec tel homme (qui avait la réputation d'être violent avec les prostituées) ; or, en découvrant cette « alerte », ce dernier a envoyé quelqu'un pour lui donner une « correction ». Dans son récit, elle souligne que, dans la prostitution, le préjugé, la discrimination et la violence contre les femmes et les travestis/transsexuels reposent sur le genre et la sexualité des victimes.

Historiquement, au Brésil, les travestis, les transsexuels et les transgenres (les personnes trans) ont été « pathologisées, criminalisées, ridiculisées et assassinées »⁵⁵⁷ — scénario similaire à celui présenté dans les récits traitant des préjugés à l'encontre des travestis/transsexuels brésiliennes au Suriname comme au Guyana. Dans ces deux pays, les travestis/transsexuels sont plus visibles à la lumière du jour, car elles sont présentes dans les salons de beauté, ce qui les met en contact avec davantage de personnes. Par ailleurs, dans leurs

⁵⁵⁷ PELÚCIO, Larissa. *Corpos indóceis – a gramática erótica do sexo transnacional e as travestis que desafiam fronteiras*. In : SOUZA, Luiz Antônio Francisco de; SABATINE, Thiago Teixeira; MAGALHÃES, Boris Ribeiro de. (Orgs.). *Michel Foucault: sexualidade, corpo e direito*. Marília : Oficina Universitária, 2011. p.105-131 (p.107).

récits, les interviewées font la comparaison entre la manière dont elles ont été traitées au Brésil, au Guyana et au Suriname, révélant ainsi qu'elles sont déjà habituées aux « non-dits », dont elles ont fait l'expérience au Brésil au travers de blagues, de rires, d'ironie, de jeux de mots et d'euphémismes ; c'est pourquoi elles sont révoltées face à l'indiscrétion et à la verbalisation d'insultes et de menaces permanentes de violence de la part des personnes originaires des deux autres pays.

Palloma, une autre travesti/transsexuel interviewée, a déjà été victime de transphobie au Brésil, mais, au Guyana, elle se sentait agressée par la manière dont elle était traitée en public :

– Écoute, c'est surtout pour avoir de quoi vivre [au Guyana], juste pour gagner des sous, mais, pour vivre, genre parce que les gens sont biens, parce qu'ils sont cools, non ! Il y a beaucoup de préjugés, plus qu'au Brésil, à cause du fait qu'on est étrangers, tu vois ? Et c'est des gens très ignorants, vraiment débiles, tu vois ? Ils savent pas se comporter comme les Brésiliens, parce que, même s'ils [les Brésiliens] critiquent, ils ont leurs idées, ils critiquent en silence, tu vois ? Du style « Regarde là-bas ce pédé », des trucs comme ça. Eux non, ils te posent des questions, ils se mettent en groupe pour nous humilier, pour nous critiquer, tu vois ? Moi j'ai souvent été mise dehors dans les boîtes, juste parce que je suis gay, tu vois ? Mais je me suis jamais abaissée à leur niveau.
– Mais pour quelle raison ? Ils t'ont mis dehors des boîtes brésiliennes ou... ?
– Non, guyanaïses. Ils m'ont interdit de rentrer. J'ai presque pleuré à l'entrée, parce que je me suis vraiment sentie humiliée, tu vois ?

Palloma⁵⁵⁸, 25 ans, manucure artistique design, sans enfant, a terminé le lycée, est née dans l'État d'Amazonas. Elle vivait depuis quelques mois à Boa Vista quand elle a été abordée, dans le salon de beauté où elle travaillait, par une femme qui ouvrait un salon à Georgetown et qui lui a proposé un emploi de manucure. Comme des amies à elle avaient déjà travaillé au Guyana et lui disaient que, dans ce pays, on pouvait gagner de l'argent, la proposition lui a semblé être une grande opportunité ; elle a donc accepté. Elle est partie au Guyana en 2011, sa nouvelle cheffe lui avançant l'argent du billet d'avion, des dépenses liées au passeport, à l'excès de bagage et au loyer de sa nouvelle maison⁵⁵⁹ — argent qu'elle devait rendre après un mois de travail. Palloma, qui, au Brésil, se prostituait occasionnellement au travers de rendez-vous pris sur les réseaux sociaux ou par téléphone (une tactique qu'elle a aussi employée au Guyana), n'avait pas l'habitude de circuler dans les milieux de la prostitution les plus connus de

⁵⁵⁸ Interviewée au Guyana en 2012 ; elle était dans le pays en tant que touriste.

⁵⁵⁹ Palloma est arrivée à Georgetown avec une dette d'environ 333 euros et n'a pas eu de difficulté à la rembourser, car, en tant que manucure, elle gagnait entre 50 et 100 *reais* par client (au Brésil, elle gagnait entre 20 et 25 *reais* par client, mais elle n'en avait pas toujours).

Georgetown, mais il lui arrivait de faire des rencontres sexuelles avec des hommes qui, après la relation, lui donnaient de l'argent — une « aide » comme elle dit —, ce qu'elle ne percevait pas comme de la prostitution⁵⁶⁰, puisque la plus grande partie de son argent provenait de son travail de manucure :

M'impliquer, vouloir le faire, comme elles elles font, rester au coin d'une rue, à un point précis — parce que c'est fréquent de dire « faire sa place [*fazer ponto*] », non, jamais. Moi, voilà ce que je pense : par exemple, je vais toujours avec des mecs qui, des fois, me donnent de l'argent, tu vois ? Mais j'ai pas l'habitude d'aller à un coin de rue, j'ai pas l'habitude d'aller sur les lieux de la prostitution pour travailler, tu vois ? Je vais toujours à une fête, toujours au travers de contacts, le téléphone, les mails, des trucs comme ça. Alors, quand ça m'intéresse, qu'il me plaît bien et tout, je vois qu'à lui aussi je lui plais bien, je vois qu'il veut m'aider, j'accepte avec plaisir, tu vois ? Mais je suis pas dans la prostitution, parce que je vis pas vraiment de ça, tu vois ? Je vis plus de mon travail.

Au Suriname comme au Guyana, les récits sur les préjugés à l'encontre des travestis/transsexuels brésiliennes sont nombreux — mais la violence physique n'a été mentionnée qu'au sujet du Guyana — et c'est en raison de ces préjugés qu'elles travaillent dans des salons de beauté, soit comme coiffeuses (ce qui est le plus fréquent au Suriname), soit comme manucures (ce qui est le plus fréquent au Guyana), et ne sont pas dans les espaces conventionnels d'échange de sexe contre de l'argent. En ce qui concerne les « préjugés déclarés » contre elles dans ces deux pays, les trois interviewées concordent pour dire qu'ils sont principalement le fait d'hommes noirs. Pour Natasha (23 ans, manucure, sans enfant, interviewée au Guyana en 2012), « les Indiens n'ont pas de préjugés. Ils aiment ça, des fois ils aiment vraiment ça. J'ai quatre compagnons indiens ici. Au Brésil, j'en cherchais un et ici j'en ai quatre. Mais les Noirs. ».

Soraya⁵⁶¹ (25 ans, coiffeuse, sans enfant, a terminé le lycée) est originaire de Belém et, à l'âge de 17 ans, elle a révélé à sa mère qu'elle était gay. Après la mort de celle-ci, elle a été vivre avec sa grand-mère qui ne l'acceptait pas⁵⁶², c'est pourquoi, à ses 18 ans, elle est partie de la maison pour aller vivre avec des amies — elle explique qu'il est fréquent que les travestis/transsexuels qui s'assument et qui ne sont pas acceptés par leur famille soient

⁵⁶⁰ Au moment de l'entretien, elle venait de faire la rencontre, quinze jours auparavant, d'un homme de Trinidad et Tobago qui travaillait à Georgetown.

⁵⁶¹ Interviewée au Suriname en 2012 ; elle était dans le pays en tant que touriste.

⁵⁶² Soraya explique que sa famille est évangélique, c'est pourquoi, selon elle, ils l'ont rejetée dès lors qu'elle a assumé sa sexualité.

accueillis par des amies qui ont vécu la même situation ou qui sont plus âgées⁵⁶³, « qui s'assument » —, a commencé à mettre une perruque et a rejoint d'autres travestis/transsexuels à l'un des coins de rue de l'avenue Almirante Barroso, à Belém, en quête de clients.

À l'époque, elle demandait 30 *reais* pour une passe, mais l'endroit où elle travaillait lui semblait dangereux : elle sortait pour travailler mais elle ignorait si elle allait rentrer vivante ou pas, car, parfois, les hommes se battent entre eux dans la rue et elles sont maltraitées par ceux qui passent par là. À l'âge de 19 ans, elle est partie avec d'autres amies à São Paulo, toujours pour travailler dans la prostitution. C'est alors qu'elle a pu modifier son corps⁵⁶⁴ : elle s'est fait faire des injections de silicone et d'hormones féminines, et a laissé ses cheveux pousser ; pour résumer, elle s'est « montée » et a alors commencé à demander 100 *reais* pour chaque relation sexuelle. Elle a passé un an dans cette ville, le temps de rembourser les dettes contractées avec les personnes qui l'ont guidée et de réaliser les modifications corporelles qu'elle souhaitait faire. Interrogée sur le contexte de son voyage vers la capitale de l'État de São Paulo et sur ses connaissances, elle répond que « Non. J'y suis allée avec les pédés. "Allez, j'y vais ! J'ai rien à perdre" »⁵⁶⁵.

⁵⁶³ Divers travaux portent sur le « marrainage » de jeunes travestis — qui doivent partir de chez elles en raison de divergences liées à leur identité de genre — par des travestis plus âgées qui, entre autres, les accueillent chez elles, les aident dans leur transformation corporelle et dans leur insertion sur le marché du sexe. Larissa Pelúcia décrit ainsi cette relation entre les travestis inexpérimentées et les plus âgées : « L'espace de la maison/pension vient s'opposer à la maison paternelle, bien plus qu'à la « rue » (*a rua*). Les "maisons" sont gérées par des tenancières, qui peuvent aussi être des "mères" ou des "marraines". *Marrainer* renvoie généralement au fait de protéger et d'enseigner à vivre comme travesti, rejoignant ainsi la catégorie de *mère* dans l'initiation proprement dite. Chez les travestis, la notion de "mère" est donc liée au processus de transformation. Beaucoup de travestis partent de chez eux encore "*gayzinhos*" — classification émique qui indique que l'orientation sexuelle est déjà assumée face à la famille et à "la société" (comme elles disent, c'est-à-dire un ensemble plus englobant de personnes) —, mais elles ne s'habillent pas encore avec des vêtements de femmes et ne prennent pas d'hormones. Parfois, les travestis "se montent" (*se montam*) chez leurs parents » (PELÚCIO, Larissa. "*Eu me cuido, mona*" – *saúde, gênero e corporalidade entre travestis que se prostituem*. 11p. Texto apresentado no Seminário Homofobia, Identidades e Cidadania GLBT - mesa Travestilidades e Transexualidades. Florianópolis, setembro de 2007 [p.6]). Sur ce sujet, voir aussi SMITH, Andreza do Socorro Pantoja de Oliveira. *Travestis e transmulheres: rotas e conexões de protagonistas de tráfico para exploração sexual*. 209p. Thèse (Doctorat en Droit) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2016 ; DEUS, Amadeu Lima de. "*Na vida tenho experiência*": *uma etnografia sobre narrativas e memórias de travestis/transsexuais envelhecidas em Belém do Pará*. 88p. TCC (Graduação em Ciências Sociais) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2014; KULICK, Don. *Travesti: sex, gender and culture among Brazilian transgendered prostitutes*. Chicago : The University of Chicago Press, 1998.

⁵⁶⁴ Selon Andreza Smith (op. cit., p. 152), « quand les jeunes travestis et les femmes trans ("*transmulheres*") décident de partir de Belém, elles le font pour un ensemble de raisons. Dans beaucoup de cas, elles sont motivées par la recherche d'une transformation corporelle et par l'acquisition de ressources économiques, généralement associées à la sortie de la cohabitation avec le groupe domestique, soit volontairement soit parce qu'elles ont été mises dehors, dans la plupart des cas en raison de préjugés et de discriminations vis-à-vis de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle ».

⁵⁶⁵ Au moment de l'entretien, certaines de ses amies qui étaient allées à São Paulo dans la même situation qu'elle étaient en Europe, où elles travaillaient dans la prostitution. Or, certaines le vivaient mal car « certaines ont commencé à se droguer », tandis que d'autres ont été assassinées. Selon Soraya, la vie des travestis/transsexuels « est une vie de douleur, mais c'est amusant » — minimisant ainsi les risques auxquels elles sont exposées au quotidien.

À 20 ans, Soraya est revenue à Belém et, comme elle ne voulait plus travailler dans la prostitution, elle a suivi un cours de coiffure et a trouvé un emploi dans un salon de beauté. En 2011, alors âgée de 24 ans, une amie (« gouine », ou « *gay machona* »), propriétaire d'un salon à Paramaribo, l'a invitée au Suriname, ce qu'elle a accepté. Son idée initiale était d'y rester trois mois, mais elle a commencé à gagner de l'argent et a décidé d'y rester plus longtemps. Les dépenses liées au voyage ont été payées par son amie, propriétaire du salon, et ce n'est qu'à partir du troisième mois que Soraya a commencé à payer, sans intérêt, les 450 dollars qu'elle devait. Au cours de l'entretien, elle explique qu'elle évite les fêtes de Paramaribo fréquentées par des Brésiliens car les personnes ont l'habitude de l'observer avec insistance et il y a parfois des bagarres entre Brésiliens. Par ailleurs, elle ne flirte pas avec les Surinamiens car elle trouve qu'ils ont trop de préjugés : ils l'agressent toujours verbalement dans la rue, notamment les Noirs qui l'appellent « *ma pampa* [fils de pute] ou « *bule* » [pédale] ». Un jour où elle sortait d'une fête à l'hôtel Pérola, ils lui ont envoyé une bouteille de bière dessus. Elle n'a pas de compagnon, mais a déjà eu une aventure, paradoxalement avec un Surinamien. Selon elle, ça n'a pas fonctionné car elle était focalisée sur son objectif, à savoir rester un an de plus, gagner de l'argent et retourner au Brésil pour ouvrir son propre salon de beauté⁵⁶⁶. Pour s'amuser à Paramaribo, elle va dans des boîtes de nuit fréquentées par des Hollandais et des Américains, et qui ne sont pas considérées comme des espaces de prostitution. Soraya affirme qu'ils ne se rendent pas compte que ce n'est pas une femme ; il n'y a donc pas de problèmes. Au moment de l'entretien, on lui avait offert un poste à Rotterdam en Hollande, mais elle n'avait pas encore pris sa décision.

Si la transphobie fait partie du quotidien des trois interviewées, ces dernières disent que le Guyana et le Suriname comptent une clientèle potentielle pour les travestis/transsexuels, mais une clientèle constituée d'hommes qui ont honte d'être vus en leur compagnie. Natasha (23 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Guyana en 2012) raconte qu'elle s'aventure dans les espaces de consommation sexuelle dans lesquels elle circule à la recherche de clients, mais elle le fait discrètement afin d'éviter d'être identifiée dès le départ : « Des fois, ils savent sur le coup qu'on est gays, mais il y a beaucoup de femmes. Parfois, ils [les hommes] sont gênés, alors ils sortent. C'est plus facile pour nous de faire la passe en vivant à l'extérieur... à l'extérieur du lieu [*club*], de l'endroit, que d'y vivre. Parce que dehors c'est plus facile : on peut discuter avec

⁵⁶⁶ Elle explique qu'elle garde tout l'argent qu'elle gagne chez sa patronne, car elle partage son appartement avec beaucoup de personnes et a peur qu'on le lui vole (mais c'est aussi une manière de ne pas le gaspiller).

eux, aller dans un autre endroit »⁵⁶⁷. Pour elle, les *clubs* sont des espaces qui exigent une performance corporelle redoublée, qui obligent à « être pratiquement une femme ».

Dans les récits, on peut observer que, les hommes ne parlent généralement pas de duperie de la part des travestis/transsexuels quant à l'identité de genre, mais ils évitent en revanche d'être vus en leur compagnie — c'est pourquoi plus elles sont féminines, plus elles ont de chances d'avoir des clients, notamment hors des *clubs*. Durant la journée, elles travaillent dans des salons de beauté et, la nuit, elles doivent rester discrètes, être les plus invisibles possible, pour circuler dans les lieux publics. Même celles qui désirent occuper l'espace des boîtes de nuit en tant que travailleuses du sexe tentent de passer inaperçues.

Natasha ne présente pas encore de modifications corporelles notables et, durant la journée, elle utilise des vêtements féminins plus simples, sans maquillage. En revanche, Palloma et Soraya ne passent pas inaperçues, en raison de leur attitude légère et délicate : toutes deux sont passées par diverses transformations du corps (silicone, hormones, taille fine, cheveux longs et naturels), c'est pourquoi elles n'envisagent pas de retourner au Brésil, mais plutôt de rester dans un autre pays, de préférence européen, pour travailler sur le marché du sexe, bien qu'elles disent aussi vouloir monter un salon de beauté au Brésil.

Les récits révèlent alors qu'elles essaient toujours d'être discrètes, presque invisibles, lorsqu'elles sont les espaces sociaux. Si la nuit est un moment peu sûr, elle offre un espace pour la transgression des normes établies et pour la séduction. Les escapades nocturnes ne sont pas seulement liées à la prostitution et/ou à l'« aide » économique pour compléter les salaires, mais aussi aux relations amoureuses et sociales hors des salons de beauté, ce qui renvoie à la question des zones de frontière entre plaisir et danger, travail et loisir, argent et affect, etc. Dans les Guyanes, les travestis/transsexuels, à la différence des travailleuses du sexe brésiliennes, ne semblent pas actionner leur nationalité comme élément marqueur de différenciation, et mobilisent plutôt la sexualité et la féminité.

⁵⁶⁷ Natasha a été la seule travesti/transsexuel à dire qu'elle cherchait occasionnellement des clients : « Je le fais [*ploc*], quand l'occasion se présente, j'y vais. Ils nous abordent la nuit, ils préfèrent. Ils viennent, ils appellent. En avançant [l'argent], parce que je suis pas bête. "T'avance ? Alors ok !" ». En revanche, les deux autres interrogées perçoivent l'argent que leur partenaire leur donne comme une « aide ».

AFFRONTMENT DE CATÉGORIES : LA *MENINA DE CLUB* ET LA *PLOC*

Au Guyana, au Suriname et dans les zones de *garimpos* de la Guyane Française, la circulation de travailleuses du sexe brésiliennes et l'éventail des catégories pour saisir le fait d'être ou de ne pas être prostituée sont liés à l'univers du marché du sexe et à la forme migratoire des Brésiliens dans ces territoires. L'une des différences essentielles entre *club* et *cabaré* est — comme le montrent les récits des interlucteurs-rices — que le premier a un statut plus formel, professionnel, la clientèle étant constituée, dans sa grande majorité, par des personnes du pays ; les relations se font donc plus directement avec les travailleuses du sexe et beaucoup d'entre elles y ont des clients assidus. Dans les *cabarés*, les relations sont plus informelles, et les propriétaires sont plus proches des clients, ils gèrent leur commerce de prêt et, parfois, lorsque la propriétaire est célibataire, elle peut accepter d'avoir des relations sexuelles avec un client dès lors qu'il faut « une bonne offre », soit un paiement plus important.

Dans les *cabarés*, les tarifs demandés pour une relation sexuelle d'environ une demie heure ou pour passer une nuit entière avec un client sont connus de tous, comme s'il existait une grille de tarifs, et, de ce fait, il n'y a quasiment pas de négociation. Cependant, selon les interlocutrices, certains hommes brésiliens sont « généreux » et ont l'habitude de donner quelque chose en plus : un collier, une bague ou quelques grammes d'or en plus. Comme disent les hommes, « si la femme sait y faire », elle peut avoir quelque chose en plus. Par ailleurs, si la somme demandée pour la relation sexuelle est connue, la femme peut toutefois demander plus — ce qui est mal perçu est le fait de demander moins car cela dévalorise la qualité du travail.

Les femmes qui vont travailler dans des *cabarés* savent où elles vont et choisissent l'endroit car, de la même manière que celles qui quittent les *clubs* et décident de continuer la prostitution dans les bars et les hôtels, elles regardent aussi les autres offres de travail. L'idée est d'avoir plus d'argent car, dans les *clubs*, elles travaillent bien plus mais doivent payer leur dette, la nourriture et le loyer des chambres où elles vivent. Dans la « brousse » ou à la « rue », leur mobilité est fréquente, tant en termes de circulation sur le territoire qu'en termes de travail. La sortie du *club* implique une transition, la *menina de club* (*fille de club*)⁵⁶⁸ devenant *ploc* —

⁵⁶⁸ Ici, l'usage du terme « fille » (*menina*) ne fait pas référence à une enfant ou une adolescente, mais à une femme adulte, ce qui n'implique en aucun cas une infantilisation des femmes. Il s'agit là d'une appropriation de la manière

soit deux catégories de référence pour comprendre le marché du sexe au Suriname, gravitant autour du fait d'être femme et étrangère, de se prostituer ou d'être prostituée, de revêtir d'autres rôles pour s'éloigner de l'étiquette de pute — ; c'est pourquoi il est important de saisir comment s'opère cette transition.

Les femmes qui migrent par le biais d'un *club*, qui ont une position de *meninas de club*, sont liées aux règles de celui-ci et à une dette : la mobilité est faible et les perspectives de changement de conditions de travail sont peu nombreuses, de même que la sortie du *club* avant d'avoir fini de payer la dette. En revanche, la *ploc* négocie des tarifs lui rapportant davantage, au travers d'une relation de pouvoir plus équilibrée avec le client, symboliquement moins oppressive.

Lorsque les interlocuteurs-rices parlent de la prostitution dans les *clubs*, ils/elles parlent de « filles » (*meninas*) et parfois de *meninas de club*, même si ce n'est pas une expression aussi répandue que *ploc*. Lors des conversations et entretiens avec les femmes, celles-ci expliquent que *ploc* signifie « passe » (« *programa* » en portugais)⁵⁶⁹, « faire un travail », « c'est le travail », pour faire référence à l'acte sexuel payé de manière occasionnelle, l'opposant ainsi au professionnel.

La prostitution occasionnelle est difficile à délimiter, car ce domaine ne présente pas de facteurs venant unifier et homogénéiser des situations extrêmement variées. Les personnes qui se trouvent dans ce type de prostitution tentent d'obtenir ainsi une somme déterminée pour compléter leur salaire gagné en parallèle dans le cadre d'une autre activité⁵⁷⁰. Au vu de la manière dont les interviewées se réfèrent au *ploc*, cette catégorie apparaît clairement liée à l'autonomie, au fait de ne pas être liée à la dette et aux règles établies par les *clubs* de prostitution. Ce terme fait également référence au caractère temporel et occasionnel de cette forme de prostitution, et notamment à l'indépendance et à la liberté d'avoir des rapports sexuels contre de l'argent sans les contraintes du *club*, de pouvoir choisir les partenaires, le lieu, l'endroit et l'heure. La femme se présente propriétaire d'elle-même, de son corps et de son temps pour « faire un *ploc* », pas nécessairement hors d'un lieu défini pour la prostitution, car elles agissent aussi dans des espaces comme les *cabarés*, les hôtels, les bars et les casinos —

dont les interlocutrices désignent parfois leurs amies et les femmes qui se prostituent dans les *clubs*. En ce sens, les plus âgées sont aussi appelées « *meninas* ». Il arrive aussi qu'elles parlent de « *menina de programa* » (ou « fille de passes »), même si cette expression est employée bien plus rarement. Ainsi, dans ce texte, *menina de club* fait référence aux femmes qui se prostituent dans les *clubs*.

⁵⁶⁹ Terme souvent employé au Brésil pour parler de sexe en échange d'argent. Le mot « *programa* » (« passe ») est rarement apparu dans les propos des interlocuteurs-rices pour parler de la prostitution hors des *clubs*, lui préférant le terme *ploc*, utilisé soit comme substantif soit comme adjectif (voir plus loin).

⁵⁷⁰ FONDATION SCHELLES. *La prostitution adulte en Europe*. Ramonville Saint-Agne : Éditions Érès, 2002.

mais, dans les *cabarés* et les hôtels, par exemple, elles peuvent imposer leurs règles, à l'inverse des *clubs* où elles sont obligées d'accepter celles de ces derniers :

Comme on n'a pas de travail... parce que la majorité des femmes sans travail doivent gagner leur vie, [...] je fais *ploc*, je fais une passe ; il faut bien que j'ai quelque chose. Ici, il y a pas de travail si on fait une salle tête, si on fait la gueule. Ici, il faut être rayonnant pour y aller et demander de l'argent, sinon tu te retrouves à la rue. [...] Je fréquente pas les *clubs*, parce que, comme toujours, dans les *clubs*, ils disent que les femmes doivent payer des taxes et, là-bas, qu'elles le veulent ou non, elles sont là-bas donc elles sont soumises à ça, elles le doivent au *club*. Et ici [à l'hôtel], je fais, comme toujours, ces gens que je vois qu'ils ont l'air bien, ok... Des gens souls, des lourds, quelqu'un d'exigent, d'antipathique, je suis pas obligée. Et voilà, je fais comme ça. (Luísa, 52 ans, travailleuse du sexe, interviewée au Suriname en 2011)

Dans la prostitution professionnelle, la prostitution constitue l'activité principale, voire la seule⁵⁷¹. Au Suriname, quand les interlocutrices parlent des femmes qui travaillent dans les *clubs*, elles utilisent des catégories comme travail, disant même « ici, être prostituée c'est normal », comme si elles reconnaissaient la prostitution dans ce type d'établissement comme un travail et les femmes comme des travailleuses du sexe. Les propriétaires des *clubs* sont appelés « patrons », comme s'il y avait un lien professionnel, ce qui n'est pas le cas lorsqu'elles font référence aux propriétaires de *cabarés*. Dans leurs paroles, d'un côté, le terme « patron » n'a pas de connotation péjorative, mais permet plutôt de reconnaître une activité/relation professionnelle et, d'un autre côté, elles évoquent aussi l'idée de quelqu'un (une femme) qui a besoin, à un moment donné, de passer par là. Pour autant, au Suriname, le fait que les femmes envisagent la prostitution comme un travail ne résulte pas nécessairement du fait qu'elles y croient mais plutôt du fait que l'État ne fasse rien pour les en empêcher. Qui plus est, les fréquents contrôles faits par la police dans les *clubs* renforcent l'idée selon laquelle tout ça rentre dans le cadre de la loi.

Dans la recherche de Leticia Tedesco sur les *garimpos* de Tapajós, au Brésil, le terme *ploc* apparaît également pour faire référence au sexe contre de l'argent réalisé de manière autonome ; à la différence de quand cela se fait dans les boîtes de nuit, car les femmes choisissent avec qui elles veulent sortir ou pas, mais la passe est toujours réalisée à l'extérieur

⁵⁷¹ Ibidem.

de l'établissement de prostitution⁵⁷², ce qui n'est pas le cas au Guyana, où cela arrive aussi dans les *cabarés* :

Le dit « *esquema* » [ou « plan » en français] ou *ploc* peut s'apparenter à une « passe » effectuée en boîte, si l'on ne regarde que son contenu stricto sensu, mais, quand on regarde le contexte dans lequel cela se passe, on se rend compte de la différence entre les deux, l'*esquema* pouvant impliquer — à l'inverse du *ploc* — des aspects non méprisables pour les femmes interviewées, comme la liberté de choisir les partenaires motivée par des questions qui peuvent, et qui en général dépassent l'aspect strictement financier. On peut sans doute dire de manière schématique que, dans les boîtes, les hommes font compagnie aux femmes tandis que, à l'extérieur, ce sont les femmes qui font compagnie aux hommes, autrement dit ici elles prennent l'initiative de les suivre⁵⁷³.

Au Suriname, *ploc* désigne aussi la personne qui vend du sexe : « la *ploc* ». Dans ce cas, l'expression est utilisée quand elles veulent délimiter ce que les femmes en question font, notamment de façon péjorative, dans le but d'atteindre son intégrité morale. Carolina Höfs évoque la catégorie *ploc* en relation à l'image de l'immigrée brésilienne au Suriname, qui va de pair avec celle de *garimpeiro*. D'après elle, ces deux catégories ont une incidence sur la construction identitaire des Brésiliens dont « l'image est associée à l'orpaillage et au sexe, soit les deux références pour les relations interpersonnelles »⁵⁷⁴. De son côté, Rafael Oliveira affirme qu'au Suriname les moyens de communication renforcent les stigmates et les stéréotypes sur les Brésiliens se trouvant dans la société, compliquant ainsi leur intégration⁵⁷⁵.

Au Guyana, les interlocuteurs-rices utilisent également le terme *ploc*. Dans les zones urbaines de la Guyane Française, si cette catégorie est apparue, le terme le plus utilisé sur le terrain est « *periguete* », mais dans les zones de *garimpos* clandestins dont les femmes viennent du Suriname, *ploc* est également utilisé.

Les femmes qui travaillent dans les *cabarés* ayant des *garimpeiros* dans la clientèle sont parfois qualifiées, dans les récits des hommes, de « courageuses », comme si, dans les *garimpos*, le choix des clients n'était pas toujours sûr : « La *ploc*, la vie de la *ploc* est aussi faite

⁵⁷² TEDESCO, Letícia da Luz. *No trecho dos garimpos: mobilidade, gênero e modos de viver na garimpagem de ouro amazônica*. 420p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale et Anthropologie Sociale et Culturelle) - Université Fédérale de Rio Grande do Sul/Vrije Universiteit Amsterdam, Amsterdam, 2015.

⁵⁷³ *Ibid.*, p. 221-222.

⁵⁷⁴ HÖFS, Carolina Carret. *Yu kan vertrouw mi: você pode confiar*. 176p. Dissertation (Master en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2006, p. 77.

⁵⁷⁵ OLIVEIRA, Rafael da Silva. *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas: itinerário e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*. 400f. Thèse (Doctorat en Géographie Humaine) - Université de São Paulo, São Paulo, 2013.

de souffrances, ça se fait pas juste comme ça. Je pense que les *ploc* sont les femmes les plus courageuses du monde dans les *garimpos*, une partie des *garimpos*, les *ploc* de *garimpos*, parce que là-bas elles vont se trouver face à tout type d'hommes qui vont vouloir coucher avec elles » (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé au Suriname en 2012). Dans le contexte des *garimpos*, de recherche incessante d'or et d'activités établies selon le genre, *ploc* est devenu une catégorie sociale propre aux Brésiliens, de la même manière que « *garimpeiro* ».

Le fait de « faire *ploc* » est lié à la conception selon laquelle celles qui font *ploc* veulent gagner leur vie « facilement », la prostitution n'étant pas reconnue comme un travail, elle est stigmatisée. En revanche, les femmes qui « font *ploc* » pour envoyer de l'argent au Brésil sont respectées et, bien souvent, elles bénéficient de la solidarité, ce qui n'est pas le cas lorsque la prostitution est considérée comme une activité professionnelle — comme les hommes disent, quand « une femme aime ça » —, dans quel cas elles sont perçues comme des personnes qui ne veulent pas travailler et se voient affublées de tout un éventail de préjugés et de stigmates qui pèsent sur la prostitution.

Au cours du travail de terrain, alors que je discutais avec un chauffeur de taxi surinamien qui parlait portugais, celui-ci m'a raconté qu'il avait été sollicité pour traduire dans le cadre d'une investigation policière impliquant une Brésilienne qui avait été appréhendée. Alors qu'elle était interrogée sur son occupation au Suriname, la femme en question a répondu qu'elle faisait *ploc*, ce que le chauffeur avait traduit par « pute » ; elle a alors contesté cette traduction qu'elle comprenait, mais il a maintenu qu'il s'agissait bien d'une « pute » : « c'est vraiment ce qu'elle était. "*Ploc*" ça existe pas, c'est une invention ».

Les femmes qui sortent des *clubs* sont perçues comme chanceuses de pouvoir changer de vie, entendu comme « sortir de la prostitution ». Toutefois, au Suriname comme au Guyana, les femmes ont peu de possibilités de travail. En effet, si, dans divers pays, les immigrées cherchent à occuper des emplois d'employées domestiques dans les zones urbaines, ce n'est pas le cas dans ces deux pays où la main-d'œuvre est mal rémunérée — raison pour laquelle les Brésiliennes qui y vont se dirigent vers le marché du sexe ou des emplois de cuisinières dans les *garimpos*, ceux-ci permettant d'envoyer plus fréquemment de l'argent au Brésil. Au Guyana, les Brésiliens propriétaires de restaurants qui vendent de la cuisine brésilienne ont pour habitude d'employer des gens du pays car les salaires sont bas et les Brésiliens n'acceptent donc pas ces postes. En général, s'ils n'offrent pas aux travailleurs le salaire minimum en vigueur dans le pays, ils paient toutefois plus que dans les établissements dont les propriétaires sont Guyanais.

Au Suriname, et plus précisément au Klein Belém, les boutiques de vêtements possédées par des Chinois ont l'habitude d'embaucher des Brésiliennes qui ont un salaire différent de celui des autres travailleurs locaux, leur fonction principale étant de recevoir les clients brésiliens qui, généralement, ne maîtrisent pas la langue mais achètent de grandes quantités et payent en espèce. En revanche, en Guyane Française, notamment dans les zones urbaines, s'il y a encore quelques travestis/transsexuels et beaucoup de femmes dans la prostitution de rue et dans les bars, la majorité des Brésiliennes travaillent légalement ou illégalement dans les services domestiques, de même que dans les commerces et restaurants du centre commercial, des secteurs qui payent mieux qu'au Brésil — et les femmes qui sont dans la prostitution de *cabaré* ne vivent généralement pas dans des villes comme Kourou ou Cayenne, mais à Paramaribo.

Dans les *garimpos*, les femmes transitent entre différentes relations et activités professionnelles. Au Brésil, des *garimpos* comme, par exemple, Serra Pelada et Tapajós, présentent les mêmes logiques en ce qui concerne l'entrée des femmes qui font *ploc* ou *esquemas* dans la prostitution⁵⁷⁶, que ce soit dans une période de forte activité ou pas, comme le montre Letícia Tedesco :

Beaucoup sont arrivées dans les *garimpos* pour travailler comme *mulheres de boate* et, une fois sur place, elles ont pu à la fois voir d'autres stratégies pour gagner de l'argent (cuisiner ou vendre des produits dans les *baixões*, travailler dans des emplois autonomes ou être employées dans des commerces de la *currutela*) et actionner les boîtes comme partie d'un réseau informel pour amener d'autres femmes (amies, sœurs, voisines) et/ou les seconder pour s'occuper des enfants quand elles exercent d'autres activités dans le *garimpo*⁵⁷⁷.

La différence floue qu'il existe entre les femmes qui travaillent dans la prostitution des *clubs* et celles qui travaillent dans la prostitution hors des *clubs* définit le fait d'être brésilienne au Guyana et au Suriname, non pas en raison de leur activité mais grâce l'espace et aux circonstances dans lesquels elles l'exercent. Elles arrêtent d'être *menina de club* pour devenir des *plocs* — transition qui n'est pas toujours simple (qu'elles soient dans un *club* ou pas) — et rares sont celles qui, une fois devenues *ploc*, redeviennent « *menina de club* », dans la mesure où les conditions sont plus strictes, avec une dette et, si toutes n'ont pas évoqué le sujet, certaines ont verbalisé une sensation et/ou la conviction que, dans le *club*, elles étaient exploitées car elles travaillaient beaucoup et gagnaient peu. Dans ces deux pays, l'espace

⁵⁷⁶ TEDESCO, op. cit., p.383.

⁵⁷⁷ Ibidem, p.384.

occupé par les femmes brésiliennes n'est pas statique, car elles peuvent passer de la catégorie de « *menina de club* » à celle de *ploc*, en passant par un « fixe » ou un « mari » (voir plus loin). Elles vivent une affectivité transitoire, occupent des emplois informels et sont en constante mobilité, mais toujours marquées du stigmate de la prostitution, qu'elles soient travailleuses du sexe ou pas.

10.1 Le « fixe » et l' « aide » : frontières économiques, symboliques et affectives « floues »

Au Suriname, la prostitution coexiste avec d'autres pratiques qui impliquent l'échange de sexe contre différents biens — échange qui n'a pas nécessairement de connotation commerciale et qui n'est pas perçu par les interviewées comme de la prostitution, mais plutôt comme une « aide ».

D'autres contextes de relations sexuelles et affectives impliquant la notion d' « aide » décrite dans les récits des interlocutrices de cette recherche s'apparentent aux réalités étudiées au Brésil et dans d'autres pays. Selon Adriana Piscitelli, « l'aide est fréquemment échangée contre du sexe et est très souvent liée à de l'affect » ; elle n'est pas proportionnelle à la prestation de services comme c'est le cas dans les relations d'échanges explicites de sexe contre de l'argent (les passes), mais est plutôt « prise dans une relation d'échanges hiérarchiques, renvoyant à des notions de protection, de soins et d'affection, qui s'expriment en termes de contribution à la survie économique et à la consommation »⁵⁷⁸. L'auteure attire l'attention sur l'existence de diverses modalités d'aide et sur le fait que celles-ci impliquent des positions inégales entre hommes et femmes, en lien avec la classe, l'âge et la « couleur de peau ».

Suzana Maia, dans son analyse de la trajectoire des danseuses brésiliennes dans les bars nocturnes de New York, parle des relations que celles-ci établissent avec certains clients (qu'elles appellent des « amis ») qui jouent un rôle important dans leur sociabilité, puisque,

⁵⁷⁸ PISCITELLI, Adriana. Amor, apego e interesse: trocas sexuais, econômicas e afetivas em cenários transnacionais. In: PISCITELLI, Adriana; ASSIS, Gláucia de Oliveira; OLIVAR, José Miguel Nieto. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro: mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas: Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011. v.1, p.537-582 (p.550).

« en général, ils deviennent une source d'appui symbolique et matériel »⁵⁷⁹ : en tant qu'aide financière, mais aussi pour l'apprentissage de l'anglais, la réalisation de petites réparations à la maison, les informations sur l'immigration, etc. « En échange, les femmes leur offrent toute leur attention dans les bars — ils discutent avec elles de leurs problèmes de famille ou de travail — leur servant ainsi de précieuse compagnie » : il s'agit là d' « une forme de cosmopolisme » des affects⁵⁸⁰. En décrivant les relations de ces migrantes, l'auteure met en lumière divers réseaux transnationaux, entre le Brésil et les États-Unis, de personnes, d'affects et de biens, qui transitent dans des circuits d'échanges symboliques et matériels.

Selon les récits des femmes interrogées au cours de cette recherche, les hommes peuvent être mobilisés lorsque les femmes ne parviennent pas à payer leur dette dans un *club*, lorsqu'elles cherchent une protection financière pour quitter le marché du sexe ou pour éviter de devoir retourner dans un *club*. Être avec quelqu'un leur permet d'économiser (pour envoyer à leur famille, pour construire une maison, etc.) ou même de couvrir les frais liés aux vêtements, aux chaussures, aux soins de beauté. Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée au Suriname en 2012) raconte qu'elles recommandent aux femmes qui arrivent dans son *cabaré* d'avoir un partenaire qui les aide financièrement : « Je leur dis : "Ne te casse pas la tête comme j'ai fait moi". Tu dois chercher quelqu'un pour t'aider, comme ça, ce que tu gagnes c'est pour toi, c'est à toi, pour que tu puisses t'acheter une maison" ». Et, selon Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée au Suriname en 2011), « il y en a [des femmes] qui veulent trouver un compagnon pour les aider, pour les sortir de cette vie. Elles veulent un compagnon pour elles [...], principalement les femmes qui viennent ici [et] qui ont une famille qui dépend d'elles, [qui] ont des enfants, qui ont une mère ».

Quand elle est entrée à l'Église Dieu est Amour, Lara était célibataire. Quand elle a trouvé un compagnon, elle a suivi les règles de l'institution qui n'autorise pas les relations sexuelles avant le mariage civil. Comme elle voulait rester avec lui — qui remplissait le rôle de quelqu'un qui l' « aidait » pour ce dont elle avait besoin —, elle a été voir le pasteur et lui a demandé à ce qu'il ne lui attribue plus les tâches que l'église confie à ses membres, de façon à ce qu'elle puisse continuer à fréquenter cet espace religieux mais seulement en tant que visiteur. Lara a

⁵⁷⁹ MAIA, Suzana. Cosmopolitismo, desejo e afetos: sobre mulheres brasileiras e seus amigos transnacionais. In: PISCITELLI, Adriana; ASSIS, Gláucia de Oliveira; OLIVAR, José Miguel Nieto. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro: mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas: Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011. v.1. p.363-383 (p.368).

⁵⁸⁰ Ibidem, p.369.

aussi établi des limites dans sa relation amoureuse : son compagnon n'allait pas chez elle, ils se retrouvaient à l'hôtel Pérola, mais il l' « aidait » toutefois mensuellement :

C'est là que je suis tombée amoureuse de Renato il y a un peu plus d'un an. [...] Il est jamais venu chez moi. Il a commencé à payer mon loyer, mais je l'ai jamais laissé venir [chez moi], [...]. Tous les mois, il m'envoyait l'argent de la location : 600 dollars. Il l'envoyait tous les mois. (Lara, 52 ans, propriétaire d'un *cabaré/cantina*, trois enfants, interviewée au Suriname en 2012)

Bien souvent, les rencontres faites au hasard peuvent se prolonger, devenir des relations plus durables, mais le partenaire connaît les règles, car, même s'il ne s'agit pas de prostitution, il doit participer d'une manière ou d'une autre, en payant le loyer, en payant les courses du mois au supermarché, etc. En bref, la frontière entre prostitution et relation affective est ténue, car, comme l'expliquent certaines des interlocutrices de cette recherche, quand un sort avec une Brésilienne au Suriname, cela implique « paiement » ou « aide », que ce soit en argent, avec des bijoux ou avec de l'or :

Si je vois une fille qui vient du Brésil et qui arrive ici et commence à passer du temps avec un homme gratuitement, celle-là on la met à l'écart ; personne va lui parler ici, parce qu'elle s'offre gratuitement. Ici, personne s'offre pour rien, il faut payer, il faut gagner de l'argent, [...]. Elle grille les autres [filles]. Toutes les filles viennent ici pour se faire de l'argent ; si elles viennent pour rester sans rien avoir en retour, il vaut mieux qu'elles restent au Brésil. (Ana, 37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011).

Mais les relations que les femmes tissent avec les hommes suivent divers chemins en fonction des circonstances, du lieu et des conditions de la rencontre. Pour mieux saisir cet univers, il faut également comprendre la place qu'elles occupent dans la société, notamment quand elles sortent de la condition de *meninas de club* ou de celle de *plocs* et sont à la recherche d'autres espaces de travail. En s'engageant là-dedans, elles s'engagent dans une relation qui peut être liée aux catégories « fixe » et « mari », et dans laquelle elles restent éloignées de la prostitution ou n'y entrent qu'occasionnellement, en général en connaissant peu — voire pas du tout — leur partenaire. Autrement dit, dans les relations amoureuses avec un « fixe » ou un « mari », les femmes s'engagent — du moins verbalement — avec leur partenaire dans une relation exclusive.

Le « fixe » peut être désigné comme « compagnon », mais, dans cette catégorie, il y a des nuances qui l'éloignent de la définition du compagnon telle qu'elle est communément

comprise, puisqu'ici il s'agit de quelqu'un qui doit aider la femme d'une manière ou d'une autre : il peut payer le loyer, l'eau, l'électricité, l'alimentation ou envoyer de l'argent aux enfants. Il devient responsable de la subsistance de la femme, ou du moins d'une partie de celle-ci, mais ils ne vivent pas ensemble et la relation n'est pas toujours publique. Si la relation est publique, il est fréquent que les femmes disent « mon compagnon », dans le cas inverse, elles diront plutôt « mon ami » — alors que le terme « fixe » est très rarement employé⁵⁸¹. Dans la relation avec un « fixe », le sexe et l'argent sont implicites, et les femmes ne l'entendent pas comme de la prostitution, mais comme une relation amoureuse comportant un échange de faveurs sexuelles contre des biens, de l'argent, des soins — soit une « aide ».

Au Guyana et au Suriname, les femmes qui mentionnent le plus fréquemment la tactique de l'« aide » sont celles qui vont davantage avec des *garimpeiros*, constamment en déplacement professionnel et spatial. Il existe également des femmes plus mobiles qui mobilisent la stratégie de l'échange de sexe contre des biens dans les *garimpos* de Tapajós :

Ces possibilités d'échange de sexe contre des biens dans des espaces autres que les boîtes de nuit sont tout particulièrement liées à la figure de la *femme qui fait ploc ou esquemas dans les garimpos* [...]. Par ailleurs, plus que les femmes des boîtes, les femmes les plus mobiles, tant dans leurs différentes (et multiples) activités que dans les différents *garimpos*, sont celles qui « flirtent avec la prostitution ».⁵⁸²

Dans les Guyanes, les migrantes sont soit *meninas de club*, soit *plocs*, cuisinières, propriétaires de *cabarés*, propriétaires de maisons, vendeuse ambulante... Au Suriname, les femmes rencontrées sur le terrain en 2011, alors qu'elles étaient propriétaires de maisons, sont devenues propriétaires de *cabarés* en 2012 ; les femmes qui étaient coiffeuses sont ensuite allées dans des *cabarés* ; les femmes qui étaient cuisinières ont ensuite travaillé comme vendeuses ambulante — le parcours professionnel est en perpétuel mouvement et en constante adaptation et réadaptation.

Fabiola (47 ans, cuisinière, trois enfants, interviewée au Suriname en 2012) préfère avoir un « fixe », et ce choix pour une relation d'exclusivité sexuelle est motivé, entre autres, par sa volonté d'éviter les problèmes sur son lieu de travail :

J'aime avoir... je vais pas te dire que je le [*ploc*] fais pas, mais j'aime bien avoir un compagnon. [...] J'aime pas être un jour avec l'un, le lendemain avec

⁵⁸¹ Le choix du terme « fixe » vise à faciliter la compréhension des subtiles différences qu'il existe entre un « fixe » et un ami ou un compagnon tels qu'ils sont communément entendus.

⁵⁸² TEDESCO, op. cit., p.209.

un autre, j'aime pas ça. J'ai toujours un « fixe » qui m'aide, car ça rapporte plus d'avoir une personne fixe dans ta vie que d'en avoir plusieurs. Encore plus dans un *barraco*, où ça finit par être le bordel, ça crée des problèmes tant pour moi que pour le propriétaire des lieux. Il vaut mieux avoir quelqu'un de fixe, pour pas qu'il y ait de problème.

Fabiola, qui a passé quelques mois dans des *garimpos* au Brésil et quelques mois dans ceux du Suriname, raconte que, la dernière fois qu'elle a été dans ce dernier pays, en 2011, elle avait un compagnon. Quand elle est allée au Brésil, ils sont restés en contact et, au moment de l'entretien en 2012, ils reprenaient leur relation et l'« aide » qu'il apportait avec :

J'ai un ex [ex-compagnon], je l'ai appelé, je lui ai dit que j'arrivais avec peu d'argent ; il m'a dit de pas m'inquiéter, qu'il allait m'envoyer de l'argent tout de suite, dans deux jours. [...] Il m'a appelé, je lui ai dit que je venais [au Suriname], il m'a dit que je pouvais venir, que je pouvais avoir de l'argent là-bas [au Brésil] et venir, qu'il me garantissait que je serais bien ici. Aujourd'hui, il m'a appelée, il m'a demandé comment j'allais, je lui ai dit : « Je suis fauchée ». Et lui « Non mais t'inquiète pas ; quand l'avion atterrit, je t'en envoie ».

Certaines des relations avec un « fixe » commencent dans les *clubs* ou les *cabarés* : soit dans les *clubs*, quand un homme paye une partie ou la totalité de la dette de la femme (comme décrit dans la Partie II de cette thèse), soit dans les *cabarés*, quand le client donne, en plus du paiement de la relation sexuelle, des cadeaux ou une « aide » à la femme. Pour Yasmin (34 ans, cuisinière dans un restaurant, deux filles, interviewée au Suriname en 2011), les clients brésiliens sont les plus disposés à donner une « aide » substantielle à une femme qui travaille dans un *cabaré*, sans forcément exiger l'exclusivité, à la différence des clients surinamiens, qui, quand la relation commence à être plus sérieuse, demandent l'exclusivité (que la femme fuit) quand il sont sur les lieux, car ils « l'aident » :

Les hommes du *garimpo*, ils deviennent meilleurs, parce que ça leur pose pas de problème de donner de l'argent à une femme, alors que ceux des *clubs*, ils donnent juste le prix exact [...] [Dans le *garimpo*], ils te donnent un bijou ; si t'as un problème au Brésil, tu leur en parles et ils te disent « Prends ça et envoie-le au Brésil pour ta famille ». Si t'as une maison où vivre, ici, à la « rue » (*na rua*), ils t'aident à payer le loyer, alors que ceux d'ici ils font pas ça. Ceux des *clubs* si, ils le font, eux ils veulent t'avoir rien que pour eux, ils croient que t'es déjà leur femme, donc tu peux aller avec personne d'autre. Mais, dans les *cabarés* des *garimpos*, non, c'est différent. Ils savent que t'es là pour gagner de l'argent ; si tu vas dans un *garimpo* c'est parce que t'as un objectif — comme eux qui sont là-dedans courent aussi derrière un objectif. Si t'es bien avec un client ici et que tu le laisses après ici pour aller avec un

autre, il y a aucun problème, par contre, dans les *clubs*, non, ils croient qu'ils sont ton propriétaire.

L'« aide » peut être offerte dans les différents espaces de prostitution, mais l'« aide » reçue d'un client se différencie de celle reçue d'un « fixe », car, dans le premier cas, il n'y a pas d'exclusivité, la femme percevant l'homme comme un client (assidu ou non) qui apprécie sa compagnie :

Quand je suis arrivée pour vivre ici, c'était très difficile, j'avais des sous pour rien et c'est là qu'il m'a aidée. J'ai connu un Hindustani qui m'a beaucoup aidée. [...] Après, je réussissais pas à payer [la dette], donc il m'a aidée. Quand j'ai connu l'autre... Lui il était juste de ce *club*, il m'aidait, je lui plaisais. Après, j'ai connu un autre Hindustani, lui aussi il m'a aidée. (Núbia, 38 ans, cuisinière dans un *garimpo*, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Dans les cas d'une relation continue hors de ces lieux, que ce soit des rencontres quotidiennes ou plus sporadiques, le client devient « fixe ». Cláudia (32 ans, propriétaire d'une machine dans un *garimpo* et propriétaire d'un *cabaré/cantina*, deux filles, interviewée au Suriname en 2012), quand elle est revenue au Suriname pour la deuxième fois avec une dette au *club*, elle a connu « un vieux surinamien, un Javanais », qui a payé sa dette : « je suis restée six ans avec lui. [...] Il était architecte. [...]. Il vivait chez lui et moi chez moi. Il m'a prise en charge. Tous les jours, il venait à la maison, une demi-heure, une heure. Il m'a beaucoup aidée avec mes filles ». La relation avec un « fixe » n'implique pas beaucoup d'engagement dans la famille de celui-ci, et, quand la relation prend fin, la femme soit a déjà un autre « fixe » soit retourne sur le marché du sexe.

Si le « fixe » est brésilien, lorsqu'il assume cette relation, il a conscience qu'il devra couvrir les dépenses quotidiennes de la femme, ou une partie de celles-ci, car, dans le cas contraire, sa compagne risque de ne pas rester avec lui très longtemps, sachant qu'il y en a d'autres disposés à jouer ce rôle de bailleur de fonds. Quand il n'est pas brésilien, la situation n'est pas si explicite, et la conquête de l'« aide » se fait de manière progressive. Par ailleurs, ceux qui profitent des relations comprenant du sexe et de l'« aide » sont ceux qui sont le mieux positionnés sur l'échelle économique, ce qui produit des relations hiérarchiques entre les partenaires.

Comme mentionné plus loin, les dépenses pour la femme dépassent parfois les frais du quotidien (comme le loyer et l'alimentation). Elles peuvent aussi s'étendre aux autres membres

de la famille, en fonction des difficultés financières rencontrées par la compagne, comme dans le cas de Júlia⁵⁸³, 30 ans, cuisinière dans un *garimpo*, deux enfants, classe de 5^{ème}, née à l'intérieur des terres du Pará. En 2011, ses parents l'ont envoyée au Suriname pour qu'elle aide son frère qui était incarcéré dans le pays en raison de sa situation irrégulière. Son frère n'ayant ni passeport ni argent pour payer le billet d'avion dans le cadre de son expulsion⁵⁸⁴, Júlia a laissé ses deux enfants au Brésil, avec leur père, et est allée l'aider. En arrivant au Suriname, elle avait besoin de travailler pour payer les dépenses liées au billet d'avion et à l'avocat (qu'un chauffeur de taxi lui a présenté) qu'elle a trouvé pour lui, et elle a été dans un *garimpo* de Guyane Française avec d'autres Brésiliens, en vue de trouver un poste de cuisinière. N'en trouvant pas, on lui a conseillé de chercher un *cabaré* et, en discutant avec la propriétaire — Cláudia (l'une des interlocutrices de cette recherche) —, elle a renoncé, mais lui a expliqué sa situation. Cláudia lui dit alors qu'elle peut rester au *cabaré* où elle sera logée, qu'elle attendait d'acheter une machine d'extraction d'or et qu'elle allait avoir besoin d'une cuisinière pour l'équipe de *garimpeiros* et, si Júlia voulait bien attendre un peu, elle pouvait aller travailler là-bas : elle a accepté et occupait encore ce poste au moment de l'entretien. Dans le *garimpo*, elle a fait la connaissance d'un canotier Noir marron et en est tombée amoureuse. Il a payé les dépenses liées à l'avocat de son frère et payait aussi le loyer de l'appartement où elle restait à Paramaribo lorsqu'elle retournait en ville. Júlia explique qu'elle gardait tout ce qu'elle gagnait et l'envoyait à sa mère qui, à son tour, le donnait à ses enfants⁵⁸⁵, puisqu'elle pensait retourner au Brésil dès que possible :

- Dieu merci, j'ai trouvé ce mec, un compagnon qui paye pour moi, un Surinamien. [...] On est encore ensemble aujourd'hui.
- Mais il a payé le billet pour que tu viennes ou les dépenses pour ton frère?
- Les dépenses pour mon frère. C'était super cool. J'avais jamais vu ça, il m'aimait. Dès la première fois qu'il m'a vue, il m'a aimée.
- Mais comment tu l'as connu ?
- [Sur la] pirogue.
- Il t'aide à payer cet appartement ici à Paramaribo?
- Oui. Tout, tout, tout. Tout ce dont j'ai besoin. Mon argent, Dieu merci, c'est que pour moi, j'en prends pas un seul gramme pour acheter quoi que ce soit.

⁵⁸³ Interviewée au Suriname en 2012 ; elle était dans le pays en tant que touriste.

⁵⁸⁴ Au Suriname, quand la police interpelle un Brésilien sans papiers, il est emprisonné en vue de son expulsion, ce qui peut durer des mois : le gouvernement du Suriname ne disposant pas de moyens de transport pour l'expulsion, le détenu doit lui-même payer son billet d'avion pour le Brésil. Certaines personnes sont restées emprisonnées pendant neuf mois car elles n'avaient pas l'argent pour payer le billet en question. Selon les personnes interviewées, il arrive aussi que ceux qui sont arrêtés donnent un peu d'argent et soient libérés avant d'être enregistrés pour l'expulsion — ce qui serait plus fréquent en fin d'année, lorsque les Brésiliens ont plus d'argent ou d'or en vue des achats de Noël et du Nouvel An.

⁵⁸⁵ Dont elle a perdu la garde après son voyage au Suriname : son ex-mari devait les garder un mois, mais, comme elle a prolongé son voyage, il a décidé d'en demander la garde officielle, ce qu'il a obtenu.

[...] Dès que j'ai une opportunité pour rentrer à la maison [au Brésil], grâce à Dieu, j'y vais.

Dans les relations dans lesquelles l'homme est « fixe », la perspective du couple n'est pas forcément de faire des projets à long terme (sauf lorsque la femme tombe enceinte), ce qui n'empêche pas pour autant les partenaires d'établir une relation affective, tout en étant conscients que, à n'importe quel moment, chacun d'eux peut choisir d'aller vers une autre direction. Certains hommes disent même qu'il ne vaut pas la peine de s'investir dans ces relations car chacun a pour objectif de retourner au Brésil, mais les deux ne sont généralement pas du même endroit, ce qui, dans le cas d'achat d'une maison propre, empêche au couple d'acheter des biens dans la même ville⁵⁸⁶. En général, chacun a des intérêts différents, mais les femmes expliquent que, lorsque l'homme travaille bien et ne gaspille pas tout son argent dans les femmes et l'alcool, il peut arriver que le couple ait des projets pour revenir ensemble au Brésil. Autrement dit si l'homme montre — dans ses paroles et dans ses actes — qu'il souhaite une vie conjugale sur le long terme, la femme va alors s'investir dans la relation, dans quel cas le « *fixe* » peut devenir « mari » (voir plus loin). Dans la relation avec le « fixe », l'incertitude qui caractérise l'avenir du couple ouvre un espace pour l'échange occasionnel de sexe contre de l'argent, comme un extra grâce au *ploc* sporadique, mais sans que le partenaire soit au courant :

- T'as déjà fait *ploc* ?
- Quand je suis arrivée ici oui.
- Mais tous les jours, comme les filles ou quand l'occasion se présentait ?

⁵⁸⁶ Pour certaines femmes, la perspective du retour est liée à l'acquisition d'une maison, comme pour Gina, 32 ans, cuisinière dans un *garimpo*, quatre enfants, classe de Seconde, interviewée au Guyana en 2012, qui est originaire de Rio Branco (État de Rondônia). En 2011, elle travaillait au Brésil dans une crèche où elle recevait le salaire minimum. Elle a ensuite décidé d'accompagner l'un de ses frères et un neveu qui étaient tous deux *garimpeiros* au Guyana. Séparée de son mari, elle a laissé ses enfants chez leurs grands-parents maternels, a pris une camionnette à Boa Vista et a traversé la frontière. Elle est entrée au Guyana comme touriste (son neveu lui ayant payé le voyage) pour travailler comme cuisinière dans *draga de balsa* où elle gagnait 4 000 *reais* (soit un peu plus de 1 000 euros) par mois. Au moment de l'entretien, elle explique que, tous les trois mois, soit elle allait voir ses enfants, soit elle leur envoyait de l'argent. Par ailleurs, trois mois plus tôt, elle avait fait une demande d'autorisation de travail, mais ne l'avait pas encore obtenue, car la police avait paralysé l'extraction d'or dans la *draga* où elle cuisinait et dans laquelle un seul des travailleurs avait un permis de travail. Pour régulariser sa situation au Guyana, lorsqu'elle n'allait pas au Brésil, elle avait pour stratégie de traverser la frontière avec le Suriname pour faire tamponner son passeport, retournant au Guyana le jour suivant. Mais elle a ensuite commencé à faire appel aux services des chauffeurs de taxis guyanais qui amènent les passeports jusqu'à la frontière avec la Suriname pour les faire tamponner : « À la frontière, les chauffeurs de taxi font tamponner que leur passeport. Quand on peut pas y aller, il y a des personnes [qui y vont et qui font passer le passeport d'autres personnes]. Ça coûte 40 000-30 000 [dollars guyanais], ça dépend à qui on demande ». Avec l'argent qu'elle gagnait au *garimpo*, elle s'est achetée un terrain à Rio Branco où elle était en train de faire construire une maison. Comme elle l'expliquait, si l'argent qu'elle allait gagner dans les mois suivants était suffisant pour terminer la maison, elle retournerait au Brésil, car le principal objectif de sa migration était d'avoir une maison au Brésil.

– Non, juste quand ça se présentait, parce que j’avais déjà mon travail, je m’occupais de la cuisine, je m’occupais de la cuisine et du salon, donc j’avais pas beaucoup de temps. Quand ça se présentait, de temps en temps, le week-end, je le faisais. [...] Je le faisais si elle était bonne, là oui, ça dépendait de l’offre et là je le faisais.

– Donc il y avait une négociation, c’était pas du genre « trois grammes » ?

– NON ! [...] Je suis au travail, je suis pas là pour ça. Ça dépendait de la somme. Aujourd’hui encore, dans ma position — que j’ai les moyens, tu vois ? —, il y a toujours quelqu’un qui veut m’offrir quelque chose, tu vois ? Donc, si c’est une bonne offre, j’y vais, mais pour y vivre, ça je veux pas, tu vois ? J’ai un compagnon qui est là-bas, dans ce filon, tu vois ? [...], il m’aide financièrement. [...] Mais, si ça se présente, si c’est une bonne offre, alors ok mec [rires]. Moi, ce que je veux c’est *varar*, je veux pas rester ici, non, je veux pas vivre ici, je veux partir. Mon idée c’est de partir. Et, si on parle de sentiments, si on commence à penser à l’amour, on part plus d’ici. Parce que les hommes ils ont de l’or ici ; ils restent ici tranquilles avec toi ; ils t’aiment, mais s’ils ont beaucoup d’or, s’ils voient une fille plus jolie par là, c’est à elle qu’ils vont donner l’or. [...] Ben, les femmes doivent se mettre quelque chose sur la tête pour se faire des sous et y aller, tu vois ? Et, si ça marche, ça marche, si ça marche pas, elle doit faire sa vie au Brésil, tu vois ? (Cleonice, 40 ans, propriétaire d’un *cabaré*, trois enfants, interviewée au Suriname en 2012)

Si beaucoup de femmes sont avec un « fixe » parce qu’elles préfèrent ; il y en a qui préfèrent le sexe contre de l’argent, le *ploc*, sans aucun engagement, car elles savent que le « fixe » demande l’exclusivité, ce qui ne les intéresse pas. Luísa (52 ans, travailleuse du sexe, six enfants, interviewée au Suriname en 2011) craignait qu’en contrepartie il ne veuille plus utiliser de préservatif, considéré comme « non nécessaire » dans une relation exclusive :

– Depuis que t’es ici, t’es célibataire ?

– C’est pas les occasions qui manquent, mais moi j’ai pas envie. [...] Juste mon travail et c’est bon, je suis partie. Cette histoire d’avoir un compagnon ça sert juste à avoir plus de problèmes. Le compagnon, un mois passe, deux mois passent, et il commence à vouloir avoir des relations sans préservatif et ça c’est pas mon style.

Pour certains hommes, l’engagement implique d’accumuler des biens pour le couple, et, lorsqu’ils ne sont pas du même endroit que la femme, les hommes peuvent perdre leur investissement au moment de la séparation,, c’est pourquoi, pour Vinícius (45 ans, *garimpeiro*, sans enfants, interviewé au Suriname en 2011), les hommes ne peuvent pas fonder une famille dans les *garimpos* :

Ici, j’ai déjà essayé de fonder une famille, [mais] dans ce coin c’est pas possible, dans les *garimpos*, parce que, dans les *garimpos*, tu fondes une famille, la femme vit d’un côté et toi de l’autre ; on va investir... on va faire une maison disons au Pará, et moi je vis dans le Maranhão. Quand le couple

marche plus, l'investissement que j'ai fait là-bas il reste là-bas, avec elle, et moi je reste sans rien. C'est arrivé deux fois et j'ai vu que ça marchait pas. Au final, j'en suis sorti perdant.

Le mode de relation avec un « fixe » est fluide et rentre difficilement dans les paramètres conventionnels : si, d'un côté, il se différencie du modèle de la prostitution (du sexe contre de l'argent), puisqu'il implique une relation avec une charge émotive ainsi que de la camaraderie, de l'autre, les faveurs financières sont la condition même de la stabilité et de la continuité de cette relation amoureuse (et sexuelle), se rapprochant, dans certains cas, de l'échange conscient de sexe contre de l'argent ou des biens matériels⁵⁸⁷.

10.2 « Mari » : « Je suis mariée, je ne fais pas *ploc* »

L'échange lié aux faveurs sexuelles présent dans la réalité des Brésiliennes vivant dans les Guyanes est aussi influencé par les lieux où elles vivent, de même que par le contexte dans lequel elles vivent. Si la relation avec un « fixe » évolue jusqu'au vivre ensemble, une autre catégorie est alors activée, celle de « mari »⁵⁸⁸ : il s'agit d'une relation amoureuse qui, si elle n'a pas été officialisée, est vécue comme un mariage dès lors que les deux assument une vie conjugale. Les femmes ont l'habitude de dire qu'elles sont « mariées » ou de parler de leur compagnon en disant « mon mari » : « je suis mariée », « j'ai un mari ». C'est alors une relation plus sérieuse, exigeant l'exclusivité (de la même manière qu'avec le « fixe », du moins verbalement), des responsabilités et un comportement d'engagement face à la famille et la société. De manière générale, les femmes, lorsqu'elles sont « mariées », restent éloignées de la prostitution — mais les femmes et les hommes qui sont dans cette situation disent aussi être

⁵⁸⁷ Les relations qui impliquent la prestation de services sexuels non déclarés comme tels, de manière explicite, ne fonctionnent pas seulement comme un échange symbolique, c'est pourquoi cette forme ne rentre pas à strictement parler dans la discussion sur le don tel qu'il est abordé par Marcel Mauss, soit concernant les échanges qui sortent des relations explicitement commerciales. Ver MAUSS, Marcel. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : PUF, 2007 ; CAILLÉ, Alain. *L'idée même de richesse*. Paris : La Découverte, 2012.

⁵⁸⁸ Dans certains cas, les clients des *clubs* ou des *cabarés*, qui « aident » une femme d'une manière ou d'une autre, peuvent rentrer directement dans la catégorie de « mari ».

« vigilants »⁵⁸⁹. Au-delà de ces situations, il y a également des cas de mariages rentrant dans les moules conventionnels, avec des nationaux ou des Brésiliens, et, dans ce dernier cas, certains ont été embauchés au Brésil, avant le déplacement de la femme dans le cadre du regroupement familial.

Il existe aussi des Brésiliennes mariées avec des Surinamiens — bien que cela soit rare — et qui, à un moment donné, travaillent comme travailleuses du sexe avec l'accord de leur mari. Certaines des interviewées racontent, sur le ton de commérages, qu'elles connaissent un voisin surinamien qui sait que son épouse brésilienne continue à travailler sur le marché du sexe, que des clients viennent la chercher sur le pas de sa porte, etc. Yasmim (34 ans, cuisinière dans un restaurant, deux filles, interviewée au Suriname en 2011), après quatre ans de mariage avec un Surinamien et loin de la prostitution, y est revenue car elle était sans emploi et que son mari ne gagnait pas suffisamment pour couvrir toutes les dépenses de la maison. Dans la mesure où, au Suriname, pour être chauffeur de taxi, il suffit, le plus souvent, d'avoir une voiture et de transporter des passagers, lorsque Yasmim s'est retrouvée sans emploi, elle a souhaité que son mari commence à faire ce travail, puisqu'il sortait de son emploi à 17h et avait une voiture. Mais il ne voulait pas, disant qu'il y avait déjà beaucoup de taxis aux alentours de leur résidence et, pour résoudre les problèmes d'argent, il a préféré que Yasmim retourne se prostituer. Mais, après qu'elle soit retournée dans ce milieu, le couple n'a pas duré bien longtemps :

Notre relation allait mal parce que j'ai perdu mon emploi. Et on s'est mis d'accord... Il gagnait mal sa vie, alors je lui ai dit « Bon, donc on va faire comme ça »... À ce moment-là, à Porto Alegre [station balnéaire], je gagnais 300 dollars par mois [comme cuisinière] et lui il gagnait plus ou moins 700 SRD, 600 SRD, en fonction du travail qu'il avait. Alors je lui ai dit « Moi je paye le loyer de la maison et toi tu couvres les autres dépenses ». Alors, quand j'ai perdu mon emploi, il m'a dit — la fin du mois approchait — « Et maintenant Yasmim, comment on fait pour le loyer ? ». Je lui ai dit « Mec, moi je peux rien faire, parce que le seul homme que j'ai c'est toi et, si tu peux pas payer le loyer, comment je peux faire ? ». Alors il me dit « J'en sais rien, parce qu'on avait convenu que tu payes le loyer et moi les autres dépenses ».

⁵⁸⁹ En 2011, au cours d'une conversation avec Gilmara, une Brésilienne arrivée deux mois plus tôt au Suriname avec son mari, Cícero — les deux âgés de 23 ans et ayant trois enfants —, celle-ci raconte que c'est sa mère qui les a conduits ici, qu'elle est arrivée en 1990 et s'est mariée avec un *garimpeiro* brésilien. Au Brésil, Gilmara et Cícero étaient sans emploi et vivaient des aides qu'ils recevaient du Programa Bolsa família du gouvernement brésilien (l'objectif du programme en question étant d'allouer des loyers aux familles dans le besoin, en situation de pauvreté) et, au Suriname, elle a commencé à travailler dans un restaurant, où elle était constamment harcelée par les clients. Cícero a essayé de travailler comme *garimpeiro*, mais il ne s'est pas adapté, c'est pourquoi ils prévoyaient de rentrer au Brésil. Elle raconte comment son beau-père a attiré l'attention de Cícero : il lui avait vivement recommandé d'apprendre le travail de *garimpeiro* pour gagner de l'argent, pour que sa femme puisse aller au salon de beauté, pour qu'elle puisse se faire belle, sans quoi elle en trouverait un autre qui lui offre tout ça, car « les hommes doivent subvenir aux besoins de leur femme et leur offrir les conditions pour qu'elles puissent être toujours belles et bien apprêtées, pour ne pas prendre le risque qu'un autre la fasse belle pour lui ». Dans ce monde des *garimpeiros*, être avec une femme jolie et bien apprêtée est aussi synonyme de prospérité personnelle.

Je lui dis : « Sauf que j'ai pas d'argent. À moins que j'aille voler pour payer le loyer ». Ah, ce jour-là, je suis allée dans ma chambre et lui il est resté dans le salon à regarder la télé. Puis j'ai eu une idée qui m'est passée par la tête, je l'ai appelé : « Paulo, viens ». Il s'est assis au bord du lit et il m'a dit « Qu'est-ce qu'il y a ? ». Je lui ai dit « Tu veux que je paye le loyer, c'est bien ça ? ». Il me dit « Oui », « Alors aujourd'hui je vais au *club* », « C'est toi qui vois », « Je vais au *club* et c'est toi qui va m'y amener » et lui « Ok, aucun souci ». Quand il m'a dit ça, j'étais tellement énervée ! Je suis sortie, j'ai pris une douche, je me suis préparée, mais en pensant qu'il allait me dire « Non, n'y vas pas, laisse-tomber, je vais trouver un moyen ». J'ai fini de me préparer, je lui dis « Je suis prête », il a pris les clés de voiture et il m'a déposée devant le *club*, le Manilla, le *club* où il m'a connue parce que c'était le seul *club* où j'étais, j'étais jamais allée dans les autres *clubs*. Donc il m'a laissée là devant, je suis rentrée, j'ai commencé à boire tellement j'étais énervée. Tout le monde savait que j'étais mariée avec lui, qu'on était mariés, et ils m'ont demandé ce que je faisais là. Je leur ai dit « Je viens chercher de l'argent parce que mon mari préfère rester dormir à la maison ». La première fois que j'y suis allée, j'ai réussi, la deuxième, j'ai réussi, la troisième, j'ai pas réussi. Du coup, les deux premières fois, où j'ai réussi à me faire de l'argent, il avait le sourire jusqu'aux oreilles ; la troisième fois, où j'ai pas réussi, il faisait une autre tête, avec les traits fermés. Je suis allée au Transamérica, il y a une de mes collègues là-bas et elle m'a dit « Yasmim, tu veux pas venir au *garimpo* ? », je lui dis « Oui puisque je fais déjà ça ici à la « rue » (*na rua*), où tout le monde sait que je suis mariée, donc ok je vais au *garimpo*, au moins là-bas personne me connaît ». Et, à ce moment-là, j'étais jamais allée dans un *garimpo*, j'y allais pour la première fois, dans un *garimpo* près d'ici, le Piti Saramacá. J'ai dit « J'y vais. Occupe-toi de ça, parle à la femme et dis-lui que je viens ». Elle s'est chargée de tout et je suis partie [au *cabaré*]. Je lui [son mari] ai dit « Paulo, je vais au *garimpo*, mais t'inquiète pas, je t'envoierai l'argent du loyer », « Ok ». Et, quand je suis arrivée au *garimpo*, j'ai commencé à me dire que j'étais mariée, que je couchais avec d'autres hommes pour gagner de l'argent alors que lui il restait à la maison à dormir.

Yasmim est retournée vers le travail du sexe en étant fort mécontente de voir que son mari accepte cela, elle a alors commencé à penser à sa place et au rôle qu'elle occupait dans sa vie : « Quand j'étais au *garimpo*, je réfléchissais, je me suis dit "Pourquoi j'aime un homme comme ça ? Juste pour dire que j'ai un mari ?" ». Au *cabaré*, elle a commencé à l'éviter : elle envoyait l'argent du loyer mais ne lui parlait pas. Elle est restée un mois au *cabaré* et l'un des clients lui a demandé de l'accompagner un week-end à Paramaribo. Dans la ville, une cousine à son mari l'a vue et a prévenu ce dernier qui a compris qu'elle n'était pas passée à la maison parce qu'elle ne voulait pas le voir, alors il est parti de la maison :

Il est parti de la maison et le lendemain j'y suis retournée. Après quinze jours à la maison, j'ai reçu les papiers du divorce. On est allés à la première audition ; à la deuxième j'y suis pas allée — j'ai reçu d'autres papiers disant qu'on était divorcés. Depuis, on s'est jamais revus et, depuis, je reste tranquille au *garimpo*.

Pour beaucoup de Brésiliennes vivant dans les Guyanes, il est très important de pouvoir dire qu'on est « mariée », notamment pour la famille, car les femmes acquièrent ainsi la condition que les femmes et les hommes interviewés désignent communément comme « femme droite », soit qui n'est pas dans la prostitution et qui est conforme aux normes sociales établies. Avoir un mari et des enfants avec celui-ci revient à sacraliser la relation avec la maternité⁵⁹⁰ — même si elles étaient déjà mères⁵⁹¹ avant de migrer et que les enfants sont avec le couple⁵⁹² — et vient montrer à la société d'origine le succès familial atteint dans un autre pays au travers du mariage procréatif. Les paroles de Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automobiles, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011) illustre parfaitement ce que signifie, pour elles, le fait d'être « mariées » et d'avoir une famille :

⁵⁹⁰ En évoquant l'arrivée des enfants, Catarina (34 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011) explique que celle-ci a positivement affectée sa relation avec son mari surinamien et avec la famille de celui-ci : « Notre relation est devenue plus intense, avec plus de respect... ».

⁵⁹¹ Les femmes interviewées qui sont venues au Suriname et ont ensuite fait venir leurs enfants encore petits sont celles qui se sont mariées avec des Surinamiens. Avec leur nouvel état civil et voyant que leur relation fonctionnait bien, elles se sont alors organisées pour aller les chercher. Au-delà du fait d'être convaincus que les enfants seraient mieux avec leur mère, la majorité des hommes et femmes interviewés expliquent que, en vivant au Suriname, les enfants auront aussi plus de possibilités dans le futur, car l'école est presque la journée entière, ils apprennent une autre langue, leur circulation dans des espaces non appropriés est plus contrôlée (même par les voisins) et la violence urbaine est moins importante qu'au Brésil. Fernanda (32 ans, femme au foyer, deux enfants, classe de 3^{ème} (8^a série), originaire de Belém, interviewée au Suriname en 2012) est allée au Suriname avec sa mère en 1986, quand elle n'avait encore que 7 ans. Sa mère avait migré quelques années plus tôt pour travailler dans un *club* de prostitution dont elle est partie pour se marier avec un Surinamien, suite à quoi elle est allée la chercher (Fernanda est allée à l'école surinamienne, mais a été élevée en hollandais). En 1994, à l'âge de 15 ans, elle est revenue au Brésil et est allée vivre chez sa grand-mère paternelle. Encore adolescente, elle est tombée enceinte et est allée vivre avec le père de l'enfant avec lequel elle a eu un second enfant. En 1999, quand ils se sont séparés, elle a laissé ses enfants avec leur grand-mère paternelle et est retournée chez sa mère, à Paramaribo. C'est là qu'elle a rencontré son nouveau mari, un Surinamien d'origine javanaise, avec lequel elle était encore mariée au moment de l'entretien. Par la suite, elle a fait venir son plus jeune fils pour qu'il vive avec eux. Du fait d'être mariée avec un Surinamien, Fernanda vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent et n'était pas retournée au Brésil depuis vingt ans.

⁵⁹² Certaines femmes, qui ont une situation stable au Suriname, sont allées chercher leurs enfants au Brésil quand ils étaient adolescents, généralement parce que la personne qui les gardait venait de décéder ou parce qu'ils avaient un problème soit avec la justice soit avec l'école qu'ils avaient laissé tomber. Dans la plupart des cas, les enfants ne reprennent pas les études là où ils les ont laissées, en raison de la langue qui n'est pas la même. Ils doivent alors recommencer du début, ce qui participe largement à l'abandon scolaire. Certains ne parviennent pas à s'inscrire à l'école, à l'instar de Benício (24 ans, *garimpeiro* et chauffeur de taxi, une fille, interviewé au Suriname en 2012) qui a été à l'école jusqu'au CM2. Originaire de Castanhal (Pará), en 2011, sa mère l'a emmené au Suriname (il avait 13 ans) où elle vivait depuis 14 ans (ils lui ont payé le billet d'avion). En venant, il a laissé tomber sa scolarité au Brésil et n'a jamais fréquenté l'école surinamienne (il a appris à parler *taki-taki* dans la rue et comprenait un peu le hollandais). À ses 18 ans, il a commencé à travailler dans un *garimpo* et, au moment de l'entretien, il était chauffeur de taxi à Paramaribo (ses clients étant principalement des Brésiliens), car, comme il le dit, le *garimpo* n'était pas tellement rentable à ce moment-là : il ne gagnait que 15 grammes d'or par mois, ce qui lui semblait peu, dans la mesure où les *garimpeiros* travaillent beaucoup ; gagner entre 35 et 45 grammes pour ce travail ne l'intéressait donc pas. Au Suriname, il a épousé une Brésilienne avec laquelle il a eu une fille, mais ils se sont séparés, et son ex-femme est retournée au Brésil avec leur fille. Quand il le peut, Benício envoie de l'argent pour sa fille, mais n'a pas l'intention de retourner au Brésil, à part pour rendre visite à sa famille. Il vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

- Les gens du quartier où tu vis ils savent pas que t'es au Suriname ?
- Non, ils le savent pas, ils pensent que je suis allée ailleurs. Ma mère a toujours eu honte de dire que j'étais au Suriname. [...] Mais, maintenant que j'ai un mari, quand j'y vais, je leur dis tout le temps « J'ai un mari, j'ai une famille ».
- Ta mère, elle disait que t'étais où ?
- Elle disait que j'étais à Rio, à São Paulo, mais jamais à l'extérieur [du Brésil]. Parce qu'il y a beaucoup de filles qui viennent ici et le cachent à leur famille. Moi non, j'ai toujours joué cartes sur table avec ma mère.

Son récit s'inscrit dans ce qu'Erving Goffman désigne comme de la « manipulation d'information » responsable du stigmat. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une « manipulation de la tension » qui est générée dans les interactions sociales, mais d'une manipulation de l'information⁵⁹³. Le contrôle de l'information par la famille et par l'interlocutrice elle-même met en lumière les effets du stigmat dont souffrent les femmes qui sont au Suriname — mais aussi au Guyana et en Guyane Française —, se traduisant par un isolement social car elles ne peuvent dire qu'elles sont dans ce pays et encore moins qu'elles se prostituent. Le stigmat qui pèse sur les personnes qui se prostituent a pour effets : « isolement social, agressions et violences diverses —, [c']est aussi un signe et un marqueur social »⁵⁹⁴. Dans cette perspective, cacher à la famille et à la société qu'on pratique ou qu'on a pratiqué la prostitution relève d'une tentative de sortir du stigmat qui accompagne cette activité.

En assumant la condition de « femme mariée », les femmes cherchent une protection contre le stigmat que représente, dans la société, le fait d'être prostituée — et, en ce qui concerne les Brésiliennes des Guyanes, la nationalité et le genre constituent aussi des marqueurs sociaux, leur attribuant une triple stigmatisation. Pouvoir dire qu'on est une « femme mariée » relève d'une tentative de se distancier des prostituées et de se rapprocher de la « femme honorable », « droite » ; cela revient à chercher indirectement à « corriger »⁵⁹⁵ la condition de stigmatisée. En se présentant comme « femme mariée » ou comme « ayant un mari », même lorsque la relation n'est pas officialisée, elles se placent dans une catégorie différenciée : celle de « femme mariée », autrement dit « pas une prostituée ».

⁵⁹³ GOFFMAN, Erving. *Estigma: notas sobre a manipulação da identidade deteriorada*. 4.ed. Rio de Janeiro: LTC, 1988, p.51.

⁵⁹⁴ WELZER-LANG, Daniel; ALBERTINA. *La putain et le sociologue : une prostituée libre et heureuse prend la parole*. Paris: Éditions La Musardine, 2014, p.178.

⁵⁹⁵ GOFFMAN, op. cit.

La condition de « femme mariée » commence, bien souvent, avec un client du *club*⁵⁹⁶ ou du *cabaré*⁵⁹⁷, et, comme nous l'avons déjà vu, elles parlent toujours du retour au Brésil, avant d'assumer la relation, comme s'il s'agissait d'un rite de passage, d'un nouveau commencement annoncé par le voyage :

Je l'ai connu [son mari], quand je suis arrivée ici [au Suriname]. Ça faisait six mois que j'étais au *club* et il voulait que j'aille vivre avec lui. J'ai résisté,

⁵⁹⁶ Ana (37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011) explique, durant l'entretien, qu'à l'époque où elle a migré vers le Suriname, il était normal d'y aller par le biais d'un *club*. « Et c'est à partir du *club* qu'on se marie avec un Surinamien, alors on y allait et on fondait une famille, comme ça se fait encore aujourd'hui. Il y en a qui... Regarde Matilde, elle est encore avec Beto aujourd'hui. Il y en a beaucoup qui sont restées et qui sont encore mariées avec le même homme [...]. Elles ont eu des enfants, ont fondé une famille, elles ont une bonne vie ici ». C'est ce qui est arrivé à trois sœurs de Vanessa, l'une des interlocutrices de cette recherche : les trois sont venues au Suriname au travers des *clubs* de prostitution. L'une d'elles est allée au Manilla. Au moment de l'entretien, elle était dans le pays depuis plus de dix ans, et toutes avaient arrêté de travailler sur le marché du sexe et étaient mariées avec des Hollandais anciens clients des *clubs* où elles étaient auparavant. L'une vivait à Paramaribo et les deux autres en Hollande. Vanessa, 29 ans, vendeuse ambulante et propriétaire d'une cafétéria, quatre enfants, classe de 4ème, interviewée au Suriname en 2011, est née à Belém. En 2004, elle s'est séparée de son mari et, comme elle était sans emploi, elle a laissé ses deux enfants à sa mère et est allée au Suriname — sa sœur vivant à Paramaribo lui a payé le billet d'avion. Après vingt jours dans cette ville à la recherche d'un emploi de cuisinière, elle a connu un *garimpeiro* brésilien avec lequel elle était encore au moment de l'entretien. Ils ont eu deux enfants : l'un vivait à Belém chez l'une de ses sœurs et l'autre chez la sœur qui était à Paramaribo. Elle a travaillé comme cuisinière *em baixão* (au même endroit que son compagnon) et a été propriétaire d'un *cabaré* en Guyane Française pendant six mois, mais elle a laissé le *garimpo* car il y avait beaucoup de femmes mortes (y compris un homme décédé au bar de son *cabaré*). À son retour au Suriname, elle a à nouveau travaillé comme cuisinière. Au moment de l'entretien, elle était propriétaire d'une cafétéria dans une *corrutela* et était aussi vendeuse ambulante (elle vendait des vêtements, des parfums, des bibles, des chaussures, des accessoires et de la lingerie). Elle vivait dans le pays avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

⁵⁹⁷ C'est le cas d'Ivana, 32 ans, propriétaire d'un *cabaré*, deux filles, classe de 4ème (elle a commencé classe de 3ème, mais ne l'a pas terminée) et interviewée au Guyana en 2012. Ivana est née dans le Maranhão et a grandi à Itaituba (Pará) où elle a ensuite travaillé comme cuisinière dans un *garimpo* avant de décider d'aller au Guyana car le salaire y était de 60 grammes d'or contre 15 à 20 grammes qu'elle gagnait alors. À l'époque, elle était séparée et l'une de ses amies, qui vivait à Georgetown, l'a invitée à la rejoindre pour travailler dans son restaurant. Qui plus est, une de ses belles-sœurs, qui vivait aussi dans ce pays, insistait pour qu'elle vienne. Ivana a pensé y aller dans le but de trouver un poste de cuisinière dans un *garimpo*. Elle a alors vendu une télévision pour avoir l'argent du voyage, mais, alors qu'elle était sur le point de partir, son ex-mari a voulu reprendre leur relation, ce qu'elle a accepté. Ça n'a cependant pas duré longtemps : ils se sont disputés puis séparés. En 2010, elle a vendu tous les meubles de chez elle et, avec cet argent, elle a pris une camionnette à Boa Vista et est partie vers le Guyana (où elle est entrée comme touriste), pour travailler comme prostituée dans un *shopping (cabaré)* sur invitation de la propriétaire. Elle avait alors 30 ans et a laissé ses filles (de 10 et 11 ans) avec leur père. Après un mois à cet endroit, elle a fait la connaissance d'un Guyanais, propriétaire d'une machine d'extraction d'or, et ils sont tombés amoureux ; elle a abandonné la prostitution et est devenue cuisinière de l'équipe de son mari. Cet homme lui a offert un *cabaré*, qui n'a fonctionné que quatre mois. Elle devait retourner au Brésil pour avoir le tampon de sortie sur son passeport et s'arranger pour laisser ses filles à quelqu'un, car leur père l'appelait pour lui dire de revenir et de prendre les enfants avec elle au Guyana, les laissant avec sa sœur. Six mois plus tard, elle est retournée au Brésil pour les voir et faire tamponner son passeport, et elle est finalement restée là-bas un an et un mois. Jusqu'au mois de décembre 2011, son compagnon guyanais lui envoyait de l'argent et l'appelait, ce qu'il a finalement arrêté de faire. En février 2012, Ivana s'est servi de l'argent qu'une de ses amies lui avait prêté, a laissé ses filles à une autre amie et est retournée au Guyana pour travailler comme cuisinière dans un *garimpo*, sur la machine d'une amie jusqu'à ce qu'elle puisse rembourser l'argent emprunté. Elle a aussi revu son ex-compagnon guyanais avec lequel elle a repris la relation. Au moment de l'entretien, il devait changer de *garimpo*, en raison des nouvelles règles du gouvernement guyanais sur l'extraction de minerais, et elle pensait partir avec lui pour ouvrir un *shopping (cabaré)*. Quand elle était « fauchée », elle faisait *ploc* (ce qu'elle désignait par le terme « escapade ») — sans que son compagnon le sache —, car elle devait envoyer de l'argent à ses filles. Elle préférerait travailler au Guyana plutôt qu'au Brésil car elle gagnait davantage. Elle vivait dans le pays en tant que touriste.

résisté pendant deux mois, mais, au bout de neuf mois dans le *club*, j'ai dit « Non non, je veux plus rester ici. Je vais aller au Brésil et, quand je reviens, on va vivre ensemble » [...] et aujourd'hui je suis encore avec lui. [...] Ça fait six ans que je suis au Suriname et on vit ensemble depuis cinq ans et quelques. (Catarina, 34 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

C'est quand je suis allée là-bas, au Tabiqui [un *garimpo* du Suriname], j'y suis allée et je l'ai connu, c'est son père [de leur fille]. [...] J'y suis allée en moto et je me suis brûlé la jambe... J'étais dans un *cabaré* brésilien, c'est là que je l'ai connu et il a commencé à m'aider, à m'acheter les médicaments, à m'aider, il faisait tout pour que j'aie à Maripasoula [une ville de la Guyane Française] pour me faire faire les pansements et tout. Il a commencé à m'aider et j'ai craqué pour lui. Du coup, j'ai laissé le Javanais [un « fixe »] pour aller vivre avec lui. Il m'a clairement dit qu'il voulait vivre avec moi, qu'il voulait plus que j'aie au *cabaré*. Je lui ai dit « Ok, alors je vais au Brésil, tu m'envoies l'argent du billet et je viens chez toi. Avec l'argent que tu m'envoies, je viens en me considérant comme ta copine ». Il a dit « D'accord ». Du coup, je suis allée au Brésil pour Noël et Premier de l'An. [...] J'y suis restée que quinze jours : il m'a envoyé l'argent pour le billet et je suis venue en étant sa copine. En étant sa copine, j'ai arrêté le *ploc*. Du coup, en étant sa copine, je suis tombée enceinte de lui. Après, j'ai vécu trois ans avec lui, puis on s'est séparés, je suis restée un an sans lui. Au bout d'un an, on s'est remis ensemble. (Marta, 33 ans, vendeuse ambulante, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

En ce qui concerne les mariages avec des Surinamiens, les interlocutrices expliquent que la famille de ces derniers joue généralement un rôle dans la décision de commencer une vie conjugale, notamment parce que, dans la majorité des cas, le futur couple va vivre avec les parents du compagnon :

On a fait une réunion pour qu'ils me connaissent, pour savoir d'où je venais et tout. Et lui il a jamais caché à sa famille que je travaillais dans un *club*, que je vivais dans un *club*, que je me prostituais et tout, [pourquoi] je suis venue ici. Sa famille m'a jamais parlé de ça, ils m'ont toujours respectée, ils m'ont jamais parlé mal, ils m'envoyaient jamais à la figure des trucs comme « Ah, parce qu'elle est d'un *club* », ni à lui. Dieu merci, sa famille est ouverte pour ce genre de choses, sa famille m'a acceptée. (Catarina, 34 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)⁵⁹⁸

⁵⁹⁸ Catarina raconte le moment où elle a connu la famille de son mari : ils ont fait le déjeuner et ont embauché un interprète. « Son père, sa mère, ses sœurs et les époux de ses sœurs, deux sœurs, se sont assis. Ils ont préparé le déjeuner et ils m'ont fait passer un entretien. [...] Ils avaient pris un traducteur pour traduire ce que je disais. Son père me posait des questions, sa mère aussi. Ses sœurs m'ont rien demandé, ni leurs maris, juste son père et sa mère : d'où je vais, sur ma famille, si j'avais un père, une mère, comment je vivais, ce que mon père faisait, ce que ma mère faisait, si mes frères et sœurs travaillaient, si j'avais une maison au Brésil, ce genre de choses, si j'avais des enfants et tout ça, ce que j'espérais en me mettant avec lui, parce que je savais qu'il avait rien, ce que je cherchais. C'est ce que me disait le traducteur, mais je sais pas si en vérité c'était vraiment ce qu'ils disaient. Il [son mari] travaillait avec une de ses tantes qui avait une entreprise de désinfection contre les insectes, mais il gagnait vraiment pas grand-chose, il touchait un tout petit salaire. À l'époque où je me suis mise avec lui, il avait 22 ans et moi 28. Sa mère avait plus de problèmes avec l'âge : "Non, elle a 28 ans, lui il en a 22. Elle a presque 30 ans" — c'est ce que pensait sa mère, mais lui il s'en moquait, c'était pas important pour lui. [...] Je l'aimais.

Avant que j'aille au Brésil, il m'a présenté sa famille, mais ils m'ont pas acceptée. Ils voulaient pas d'une Brésilienne qui se prostituait, [...]. Sauf que, quand je suis allée au Brésil pour trois mois, avant que je revienne ici, il est venu me chercher au Brésil, tu vois ? Alors sa famille était un peu... « Non, il est au Brésil avec elle ». Ils acceptaient pas vraiment, mais, mais ils ont pas non plus dit « non ». Quand je suis revenue, il m'a faite venir chez lui [dans sa famille]. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automobiles, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Les maris surinamiens ont peu de difficultés à communiquer avec leur épouse brésilienne, car ceux qui sont attirés par les Brésiliennes connaissent généralement un peu de portugais et, avec le temps, le couple commence à communiquer en *sranantongo*⁵⁹⁹. Comme, au quotidien, les épouses passent la majorité de leur temps avec leur belle-mère, elles apprennent à communiquer par gestes et regards, jusqu'à ce que la belle-fille commence à comprendre un peu le *sranantongo* — parfois, cette dernière apprend aussi un peu de hollandais, mais celles qui ont vraiment appris cette langue, ont suivi des cours.

10.3 Les conflits dans les mariages mixtes

Éric Macé a étudié la manière dont chaque société articule culturellement les différences de sexe, ce qui l'a conduit à affirmer que les « arrangements de genre »⁶⁰⁰ contemporains sont instables et présents dans des contextes historiques et sociaux spécifiques, et que le patriarcat traditionnel n'a pas été abandonné par les sociétés contemporaines, mais a connu des reconfigurations. Au travers d'une analyse historique des relations de sexe en Europe et hors de l'Europe, l'auteur compare différents modes de production du genre au fil du temps afin

[...] Je suis allée vivre avec lui tout en sachant qu'il avait rien à m'offrir. Je suis allée vivre avec lui parce que je voulais plus rester au *club*, ce que je voulais vraiment c'était fonder une famille. Je l'ai aimé dès la première minute. Je me suis dit "C'est ça que je veux pour moi" et il m'a dit, il m'a pas menti, "Regarde, je gagne tant et ça ça et ça, je gagne à peu près... ce que tu gagnes en une nuit au *club* c'est ce que moi je gagne dans le mois" ».

⁵⁹⁹ Par exemple, Yeda (29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automobiles, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011) raconte que son mari parle portugais mais, au quotidien, ils communiquent entre eux en *sranantongo*, et, lorsqu'ils se disputent, elle parle en portugais, car elle ne parvient pas à exprimer ce qu'elle voudrait dire dans la langue de son mari.

⁶⁰⁰ Éric Macé utilise l'expression « arrangements de genre » à partir de l'expression « arrangements entre les sexes » d'Erving Goffman, qui suggère l'idée d'accords négociés des différences, liés aux contradictions internes et conflictuelle propre à la société.

d'expliquer les inégalités et les discriminations de genre qui persistent à l'heure actuelle, soit ce qu'il appelle l' « égalitarisme inégalitaire ». Autrement dit, les arrangements contemporains produisent aussi des inégalités en raison de contradictions entre le principe d'égalité et la persistance de stéréotypes de genre. Selon cette perspective, les arrangements de genre dans les sociétés contemporaines viennent du patriarcat traditionnel et, même si ces sociétés ne sont plus alignées sur le patriarcat, celui-ci se maintient dans toutes les formes d'organisation de relations sociales, ainsi que dans les imaginaires en relation aux identités et aux attentes quant aux rôles du masculin et du féminin. En comparant les deux types d'arrangements de genre qu'il distingue dans le patriarcat – les traditionnels et les modernes (ou modernisés) – aux deux types qu'il considère comme modernes – le post-patriarcat et les composés –, qui succèdent les premiers, l'auteur montre que les post-patriarcaux sont caractéristiques des pays européens. Éric Macé signale qu'il y a une hybridation des identités qui donne lieu à des arrangements de genre composés, lesquels sont des réminiscences du patriarcat moderne. Toujours selon cet auteur, les pays non occidentaux sont passés par des transformations des arrangements de genre et par la modernité sociale. Le patriarcat traditionnel n'y est plus en vigueur, mais les arrangements de genre ne sont pas devenus modernes pour autant, car ils ont souffert de l'influence colonialiste et sont passés par la résistance au colonialisme, tout en présentant des transformations postcoloniales⁶⁰¹.

Macé souligne que chaque société articule différemment les questions liées au sexe/genre/sexualité, que les arrangements de genre sont collectifs et subjectifs et, s'agissant de différences, il existe des conflits qui s'expriment en termes de droits, d'organisation du travail, de définition de la famille, de religions, de politique, etc. Ces questions soulignées par l'auteur nous aident à penser les couples mixtes formés par un homme surinamien et une femme brésilienne sortant d'un *club* ou d'un *cabaré*. Dans ces relations, les tensions et les conflits sont latents, et de nouvelles configurations familiales apparaissent à partir de conflits au sujet de l'organisation familiale, de la division des tâches domestiques, etc., ancrées dans des arrangements de genre associés à des inégalités de genre caractéristiques des sociétés traditionnelles.

Au Suriname, s'il est commun que le couple vive avec la famille de l'époux, il est aussi fréquent que, lorsque l'épouse est brésilienne, cette norme de l'unité familiale soit mise à mal :

Quand elles se mettent avec un Surinamien, la majorité des Brésiliennes demandent ensuite de vivre seules parce que, quand elles vivent avec la belle-mère, il y a souvent des problèmes. [...]. Elles préfèrent louer. Sinon, il y en a

⁶⁰¹ MACÉ, Éric. *L'après-patriarcat*. Paris : Seuil, 2015.

qui construisent une maison, ceux qui veulent vraiment vivre avec une Brésilienne, tu vois ? [...] Ici, pour eux, c'est normal de vivre avec la famille, de se marier et de vivre avec la belle-mère. Les Surinamiens sont comme ça, ils restent chez eux. [...] Moi je me suis presque séparée du mien [son mari] parce que je lui ai dit que je voulais pas vivre chez lui. (Yeda, 29 ans, vendeuse dans un magasin de machines et d'automobiles, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

En général, les relations sociales des femmes qui vont vivre chez leurs beaux-parents se limitent à l'espace privé de la maison, c'est-à-dire leur compagnon et la famille de celui-ci, notamment la belle-mère, ce qui réduit la communication⁶⁰² à la sphère des tâches domestiques — qui, très souvent, incombent à la nouvelle arrivée, ce qui est un motif de conflits. Yasmim (34 ans, cuisinière dans un restaurant, deux filles, interviewée au Suriname en 2011) raconte que la mère de son mari — avec laquelle la communication était minimale puisqu'aucune ne parlait la langue de l'autre — la réveillait très tôt (à 6h30 du matin) pour qu'elle se douche et aille s'occuper de la maison. Elle dit alors qu'elle se sentait comme la « domestique de la famille » et que, parfois, sa belle-mère lui trouvait des emplois temporaires, comme cuisinière ou comme femme de ménage, auxquels elle l'amenait sans même lui dire où elles allaient :

Des fois, je sortais et je savais même pas où elle m'amenait, mais j'y allais. [...] Une fois... sa nièce travaillait dans un restaurant — c'était la gérante —, elle a parlé avec elle, dans leur langue et je savais pas de quoi elles parlaient. Là, elle m'a dit de rester pour travailler l'après-midi, et le soir mon mari devait venir me chercher. Je suis restée comme ça, tu vois ? Et j'ai travaillé là.

Comme la majorité des Brésiliennes mariées avec des Surinamiens, Yasmim, après les premiers mois passés avec la famille de son mari, voulait une maison pour eux deux, mais, même quand elles y parviennent, cela ne suffit pas toujours à se défaire de l'intervention de leur belle-mère dans les décisions du couple :

⁶⁰² Que ce soit au Guyana, au Suriname ou en Guyane Française, la question de la langue ne pose pas uniquement problème dans les relations de couple avec quelqu'un du pays d'accueil, elle vient également compliquer, de manière plus générale, l'intégration des Brésiliens avec les personnes du pays d'accueil, mais aussi leur recherche d'emploi. Arminda (26 ans, femme de ménage, une fille, ayant terminé le lycée, interviewée au Guyana en 2012) est née à Belém et, avant de partir pour le Guyana, elle vivait avec son mari à l'intérieur des terres du Pará. Le couple a migré en 2011 (elle avait 25 ans), pour faire des travaux pour l'église qu'ils fréquentaient et qui leur a payé le billet d'avion depuis Belém. Au-delà de ses activités au sein de cette église, Arminda travaillaient dans l'équipe d'entretien d'un hôtel dont la propriétaire lui confiait la responsabilité lorsqu'elle devait s'absenter. Elle raconte que, même si elle parvient à présent à sortir seule, l'une des plus grandes difficultés qu'elle a rencontrées au Guyana a été la langue, c'est pourquoi elle sortait toujours accompagnée d'une Brésilienne qui parlait un peu anglais, en particulier quand elle devait amener sa fille au médecin (mais elle a finalement trouvé un pédiatre qui parlait un peu portugais car il avait étudié au Brésil). En 2012, ça faisait neuf mois qu'elle et son mari avait fait une demande de permis de travail et, comme ils ne l'avaient pas encore, ils devaient traverser, tous les trois mois, la frontière entre le Brésil et le Suriname, afin de régulariser leur situation dans le pays en tant que touristes.

Je lui ai dit [à son mari] que, s'il voulait continuer..., moi je pouvais plus continuer comme ça, à vivre avec elle [sa belle-mère]. [...] Du coup, il y est allé et a trouvé une maison pour nous deux. Sauf que, on parlait beaucoup, on faisait des projets, mais, par exemple, on discutait maintenant et, le lendemain matin, il allait au travail et, quand il sortait du travail, il allait chez elle et il lui racontait tout ce qu'on s'était dit. En arrivant à la maison, il disait « Non, Yasmim, c'est pas possible. Ma mère a dit que c'était pas une bonne idée ». Du coup, il disait tout le contraire de ce qu'on s'était dit. Et c'est pour ça que ça marchait plus entre nous.

Le récit de Catarina (34 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011) vient souligner le fait que les tensions avec la famille du mari — d'origine hindustani — autour des questions domestiques, généralement justifiées par les différences « culturelles », sont bien plus complexes qu'un simple problème relationnel entre belle-fille et belle-mère. Catarina raconte que la famille de son mari l'a toujours respectée, même en sachant que c'était une ancienne travailleuse du sexe, mais il y avait des conflits car elle n'acceptait pas les « devoirs » qu'on lui confiait à la maison :

Je devais faire des choses que les belles-filles font pour leur belle-mère : ranger, nettoyer, ce genre de choses. Ça ça m'allait pas. Le seul problème c'était ça, le fait que je devais faire les choses pour elle [sa belle-mère], comme une sorte d'employée, sans doute parce qu'elle elle faisait ça pour sa belle-mère dans le passé. Et, dans la religion des Hindustanis, dans leur culture, la belle-fille doit faire les trucs pour sa belle-mère. Alors, quand je suis allée vivre là-bas, je devais faire les choses à sa place, faire son lit le matin, nettoyer sa chambre, tout le week-end je faisais la poussière. Eux ils mangeaient et moi je faisais leur vaisselle. Elle cuisinait. [...] Même les affaires de ma belle-sœur c'est moi qui les lavais et les repassais. Elle avait un bébé à l'époque, une fille forte [...]. Quand je suis allée vivre là-bas, elle était enceinte de deux mois [...], je me chargeais du bébé, elle elle allait travailler, elle me la laissait et je restais avec elle. Je me suis occupée de sa fille pendant un bon moment. Elle me le demandait et moi je lui disais « C'est bon, je reste là ». Je travaillais pas [à l'extérieur], donc je restais là [avec l'enfant].

Catarina explique que, au départ, ça ne lui posait pas de problèmes de faire toutes les tâches domestiques, elle acceptait les conditions qui lui étaient imposées pour préserver l'harmonie à la maison. Elle trouvait que sa vie était meilleure à la maison, en vivant avec son partenaire et la famille de celui-ci, qu'en travaillant et en vivant dans un *club*. Mais il n'a pas fallu longtemps pour qu'elle commence à se demander si elle avait bien raison de se soumettre à ces « nouvelles coutumes » qu'ils lui imposaient et qui faisaient d'elle la « domestique » de la famille :

Au début, j'étais enthousiaste, parce que je vivais là-bas et tout, mais, après, j'ai compris l'histoire, je pouvais pas sortir le dimanche avant que la maison soit complètement propre. Je commençais une partie de la maison le samedi et, après, le dimanche, je finissais l'autre partie. Quand j'ai compris, j'ai dit « non ». Quand elle sortait pour aller au travail, elle me laissait une liste : tu dois faire ça, tu dois le faire comme ça, comme ça et comme ça, tu dois

nettoyer l'extérieur. C'était devenu une liste, donc c'était programmé. Quand elle est venue me donner la liste, là c'est moi qui lui ai dit « Non mais c'est pas possible ». Du style : si j'avais un rendez-vous avec une amie à 10h du matin pour aller me promener dans le centre, je pouvais pas y aller parce que je devais faire ça, ça et ça. Ça s'est compliqué le jour où je suis sortie avec une de mes amies sans balayer la maison avant. Elle s'est plainte : « Pourquoi Catarina est sortie sans passer le balai ? Elle devait faire ça, ça et ça, laver les vitres ». C'est là que j'ai dit « Non, moi je vous demande pas de faire ça pour moi », « C'est pour nous », « Mais c'est vraiment difficile de tout faire ». Je me sentais comme si j'étais sa domestique. Elle disait que c'était dans leur culture et elle voyait rien de mal à ça. Elle disait « Non, c'est notre culture, les belles-filles font les choses pour leur belle-mère. Moi je le faisais pour ma belle-mère ». Elle disait qu'elle avait fait la même chose pour sa belle-mère. [...] Et, quand elle regardait la télé, si elle voulait un verre d'eau, c'était « Catarina, apporte-moi un verre d'eau » et je devais lui amener le verre d'eau. Elle mangeait, elle laissait son assiette sur la table et moi je devais débarrasser et faire la vaisselle.

Si Catarina s'interrogeait sur les obligations qui lui étaient imposées, sur le fait de faire toutes les tâches domestiques, on lui rappelait constamment que cela faisait partie de la culture des Surinamiens : la belle-fille doit faire ces tâches car, après le mariage, c'était là son rôle, celui qui, jusqu'ici, incombait à la mère de son mari. Dans ce contexte, on entrevoit que ces situations se caractérisent par des relations inégales de pouvoir. Catarina a dû accepter un modèle traditionnel de la famille hindoustani, un modèle qui, à l'heure actuelle, demeure comme un idéal imaginé qui, en général, ne fait plus partie de la réalité des familles du Suriname, les femmes mariées travaillant à présent à l'extérieur — ce qui ne veut pas dire que les tâches domestiques soient divisées au sein de couple. Mais sa façon de voir son rôle dans la maison a changé quand elle a commencé à apprendre le hollandais et à être en contact avec d'autres femmes surinamiennes, qui l'ont prévenue que cette « coutume » n'était plus respectée :

Sauf que, quand je suis allée prendre des cours de hollandais, j'ai connu une Créole, ma professeure. Et on a justement parlé de la culture, de choses comme ça, et elle m'a dit « Aujourd'hui, ça existe plus ça, les belles-filles qui font tout. C'était il y a longtemps en arrière. Aujourd'hui c'est très rare de voir une belle-fille... Ça a tellement changé au Suriname, plus personne suit ça à la lettre [cette coutume] ». Elle m'a dit « Aujourd'hui, on a dû mal à imaginer une Hindoustani qui fasse tout pour sa belle-mère, comme ça se faisait souvent avant ». Alors j'ai parlé avec elle, je lui ai dit « Mais je pense ce c'est ce qui est en train de m'arriver, parce que moi je fais ça, ça et ça » — je me suis confiée à elle. Elle m'a dit « Non, tu dois pas te laisser faire, parce que t'es brésilienne, c'est pas ta culture, c'est pas ta race. Moi je crois qu'elle profite de la situation. Tu parles pas sa langue, tu sais pas te défendre ». Et c'est vrai qu'à ce moment-là je parlais pas un mot, et elle [sa belle-mère], elle disait un truc, elle l'écrivait, elle le montrait à son mari et elle me disait « Non, ça c'est pour que tu le laves les vitres », « Ça c'est pour que tu passes le balai ». Je connaissais déjà par cœur ce qu'elle écrivait. Alors, comme je savais pas me

défendre, m'expliquer, parler, exprimer ce que je ressentais, ça a commencé à m'angoisser et, un jour, je suis partie en disant que je voulais plus de tout ça, que je voulais qu'on se sépare, que j'en pouvais plus, que j'avais l'impression d'être la domestique de sa mère. Il m'a dit « Non, mais ma mère te voit pas... » — il a toujours défendu sa mère — « Non, elle te voit pas comme ça ma mère. C'est notre culture qui est comme ça, chez nous, chez les Hindustanis, la belle-fille fait ça pour sa belle-mère ». Je lui ai dit « Non mais moi je me sens pas à l'aise avec cette situation, j'ai pas envie de ça. J'ai plus une minute à moi, pour sortir le samedi. Je dois nettoyer ça, je dois faire ça, c'est tout le temps pareil ». C'est là que je suis partie pour retourner au Brésil. Je lui ai dit que je partais, je suis restée un mois là-bas. C'est quand il m'a dit de revenir, qu'on allait vivre là-haut, qu'on allait les laisser [sortir de la maison de sa famille]. C'est là que je suis revenue. [...] Le seul problème que j'ai eu avec sa famille ça a été par rapport à ça. Aujourd'hui encore je me sens angoissée parce qu'elle m'a fait travailler pour elle, je devais l'aider pour tellement de choses. Mais, aujourd'hui, c'est elle qui le fait, normal, mon beau-père aussi. Ça a été difficile. Le seul truc c'est ça, que je devais faire tout ça, qu'elle voulait me faire croire que les belles-filles faisaient tout ça pour leur belle-mère.

Catarina a dû convaincre son mari que la situation était insoutenable. En l'abandonnant et en retournant au Brésil, la famille de son mari a dû réajuster son point de vue pour qu'elle revienne et, bien qu'elle ait expliqué qu'elle se sentait comme une « domestique », sa belle-mère restait convaincue qu'il s'agissait d'un choc des cultures :

Quand je suis revenue, elle m'a parlé, en traduisant — il lui parlait, elle lui parlait et lui il me traduisait —, elle me disait qu'elle savait pas que je me sentais mal, qu'elle savait pas, qu'elle trouvait ça normal, parce que, pour elle, c'était normal que la belle-fille fasse ce type de choses pour sa belle-mère. Et moi je savais pas comment me défendre, je parlais pas la langue, ni rien. Je lui disais : « Non, je peux vous aider à laver la vaisselle, ce genre de choses, mais je veux pas que ce soit une obligation »⁶⁰³.

Le couple a alors choisi comme solution de vivre seul, Catarina ayant désormais la seule charge des tâches domestiques de chez elle, un espace se situant à l'étage au-dessus de la maison de ses beaux-parents — mais elle n'a pas parlé d'une éventuelle participation de son mari à l'entretien de leur appartement, ce qui montre que, pour elle, le problème n'était pas tant une division inégalitaire des tâches, mais plutôt le fait de devoir faire toutes les tâches domestiques pour tous les membres de la famille :

Il a déménagé. C'est [le déménagement] quand je suis partie au Brésil. Après, il m'a dit : « Non, si tu veux revenir, j'ai parlé avec ma mère et on va vivre au-dessus, et ma mère vivra en-dessous ». C'est là qu'on a tout monté là-haut, les chambres et tout, pour faire comme un appartement en haut. C'est petit, mais ça nous suffit. À partir de là, on a déménagé. [...] Aujourd'hui, non, on vit séparés [des beaux-parents], elle vit en bas et s'occupe de ses choses à elle.

⁶⁰³ Ces propos de Catarina présentent la langue comme une barrière à la communication et à l'interaction dans l'espace domestique. Bien qu'elle ait vécu avec la famille de son mari depuis leur mariage, son mari devait traduire ce qu'elle disait pour qu'elle puisse communiquer son ressenti.

Elle dit que, si un jour, je veux bien aller balayer chez elle... La seule chose que je fais encore aujourd'hui, pour laquelle je l'aide en bas, à nettoyer l'extérieur, tout ça, là où les enfants s'amuse, je donne un coup de main. Mais ce que je faisais avant, qui était une obligation, ça c'est fini aujourd'hui.

Dans leurs récits, les interlocutrices mettent en lumière les constructions culturelles de la division du travail, la femme étant associée à la reproduction, à l'éducation et à l'éducation des enfants, ainsi qu'aux tâches domestiques.

Les conditions dans lesquelles vivent les hommes et les femmes ne sont pas le fruit d'un destin biologique, mais des constructions sociales : « On ne naît pas femme, on le devient », disait Simone de Beauvoir, « Aucun destin biologique, psychique ou économique ne définit la forme selon laquelle la femelle est supposée être au sein de la société ; c'est l'ensemble de la civilisation qui élabore ce produit intermédiaire entre le mâle et le castré, qualifié de féminin »⁶⁰⁴. Ce type de relation prend différents contours en fonction de la société, mais, bien souvent, la répartition des fonctions est basée sur le genre, établissant une hiérarchie sociale. Danièle Kergoat précise, à ce titre, que les hommes et les femmes « constituent deux groupes sociaux engagés dans une relation sociale spécifique : les relations sociales de sexe. Celles-ci, comme toute relation sociale, ont une base matérielle, dans le cas du travail, et s'expriment au travers de la division sociale du travail entre les sexes, appelée, de manière concise, division sociale du travail »⁶⁰⁵.

La majorité des femmes interviewées qui, après avoir quitté le *club*, ont vécu ou se sont mariées avec un Surinamien, étaient déjà séparées. Parmi celles qui sont séparées, certaines reprennent la prostitution, d'autres vont au *garimpo* pour travailler comme vendeuses ambulantes ou comme cuisinières. Seules onze des 31 femmes interviewées au Suriname ont eu des enfants durant leur trajectoire migratoire⁶⁰⁶ dans ce pays, aucun n'ayant été planifié. La quasi-totalité de ces femmes ont eu recours à une intervention chirurgicale au Brésil pour ne plus avoir d'enfants (en principe après leur second enfant) — ce qui est commun dans la périphérie des villes brésiliennes, notamment en raison de la pression familiale, quand les

⁶⁰⁴ BEAUVOIR, Simone de. *O segundo sexo*. 2.ed. São Paulo : Difusão Européia do Livro, 1967, p.9.

⁶⁰⁵ KERGOAT, Danièle. Divisão sexual do trabalho e relações sociais de sexo. In : TEIXEIRA, Marli *et al.* (Orgs.). *Trabalho e cidadania ativa para as mulheres: desafios para as políticas públicas*. São Paulo : Coordenadoria Especial da Mulher, 2003. p.55-64 (p.55).

⁶⁰⁶ Parmi les femmes interviewées, certaines de celles qui étaient dans une relation stable et qui avaient eu des enfants durant leur parcours migratoire, méconnaissaient les démarches à faire pour que les enfants aient la nationalité du pays d'accueil et valorisait la naissance sur un sol étranger, notamment car elle permet d'accéder, dans le futur, à l'université. Celles qui ont eu des enfants en Guyane Française et qui vivaient au Suriname pensaient que leur enfant pouvait, à n'importe quel moment, retourner dans son pays de naissance en tant que citoyen français ; d'autres, qui ont eu des enfants au Suriname, pensaient que ceux-ci, du fait d'être nés dans ce pays et de parler hollandais, pouvaient étudier en Hollande au moment d'aller à l'université.

femmes tombent enceintes jeunes, sans planification familiale et qu'elles ne sont pas financièrement indépendantes.

Au Suriname, les enfants n'ont que le nom du père, tandis que celui de la mère n'apparaît que dans ses papiers. Lorsque des Surinamiens (hommes et femmes) sont mariés à des étrangers, les parents doivent choisir la nationalité de leurs enfants, la double-nationalité n'étant pas autorisée et, de manière générale, étant au Suriname, ils choisissent la nationalité surinamienne, ce qui permet que le père, en cas de divorce, ait la garde des enfants. Lorsqu'une mère brésilienne fait appel à la justice pour demander la garde des enfants, son ex-mari l'accuse souvent de mauvaise conduite et de travailler comme prostituée, autrement dit, la question morale est activée. Dans ce cas de figure, « le stigmatisme de pute est un outil de l'hétéronormativité qui renforce la division et la domination des femmes par les hommes »⁶⁰⁷.

L'une des femmes interviewées a convaincu son ex-compagnon surinamien de la laisser avoir sa fille au Brésil, de sorte qu'elle ait la nationalité brésilienne et le nom de sa mère. Elle savait qu'ainsi elle ne courrait pas le risque de « perdre » sa fille en cas de séparation, comme cela était arrivé à certaines de ses amies ; elle pouvait alors l'amener plus facilement au Brésil, avant même que la demande de séparation en justice soit faite. De même, d'autres interlocutrices racontent que, en cas de séparation, si le père peut permettre à la mère d'avoir la garde (non officielle) des enfants, il peut aussi changer d'idée et alors, dans la majorité des cas, la mère ne perd pas seulement la garde, mais elle est aussi interdite de voir ses enfants. Selon les informations de leaders brésiliens du Suriname, quand le père est surinamien, il est fréquent que, après la séparation du couple, les Brésiliennes perdent la garde des enfants, et l'accusation de l'ex-mari est toujours de dire que c'est une prostituée, même si elle ne travaille plus dans cette branche ou qu'elle n'y a jamais travaillé, déqualifiant ainsi son ex-femme au niveau moral pour pouvoir s'occuper d'enfants (et ce bien que ce soit elle qui s'en soit occupé jusqu'ici).

En Guyane Française, lorsqu'une femme brésilienne se sépare de son mari français et que ceux-ci ont des enfants, apparaissent également des conflits et des problèmes quant à la garde de ceux-ci. Même si elles préféreraient retourner au Brésil, les femmes doivent trouver des moyens économiques et légaux lui assurant un titre de séjour permanent⁶⁰⁸ dans le

⁶⁰⁷ WELZER-LANG et ALBERTINA, op. cit., p. 171.

⁶⁰⁸ Tainá, 28 ans, employée domestique, un enfant, classe de 4ème, interviewée en Guyane Française en 2011, est née à Macapá (Amapá). En 1998, quand elle avait 16 ans, elle est allée clandestinement en Guyane Française en bateau pour passer des vacances : elle a fait le voyage avec une amie adolescente et la mère de celle-ci qui, à l'époque, vivait à Cayenne depuis déjà dix ans. Tainá a fait trois fois le même trajet pour des vacances. À ses 18 ans, elle est tombée enceinte et, en 2001, à l'âge de 19 ans, elle a laissé son fils de sept mois à sa mère et sa sœur et est partie clandestinement à Cayenne pour travailler de manière informelle chez des particuliers. Durant ses trois premiers mois en ville, elle a commencé une relation avec un Français. Ils ont fini par officialiser leur union avec le Pacte civil de solidarité (PACS) et elle est allée chercher son fils qui avait alors un an et qui a été reconnu par

département français, pour ne pas prendre le risque de perdre la garde des enfants ou même le contact avec eux. Clara⁶⁰⁹ (30 ans, vendeuse dans une boutique de vêtements, ayant terminé le lycée, une fille, interviewée en Guyane Française en 2011) n'avait par exemple pas pour perspective de retourner rapidement au Brésil, car elle ne voulait pas perdre la garde de sa fille, qui était restée avec elle car, quand elle a quitté son mari (un Français), celui-ci l'avait prévenue que, si elle retournait au Brésil, la fille resterait avec lui :

Juste si un jour ma fille veut y aller... Mais je crois que j'ai plus cet espoir d'aller vivre au Brésil, parce que j'ai pas le courage. Le père de ma fille m'a déjà dit que, si je voulais aller vivre au Brésil, je devais laisser ma fille ici.

son compagnon — ce qui a donné à l'enfant la nationalité française. Après cinq ans ensemble, ils se sont séparés et ont opté pour la garde partagée, mais, quand Tainá est partie de la maison, il a annoncé à la préfecture qu'ils ne vivaient plus ensemble — raison pour laquelle ils lui ont suspendu sa carte de séjour, mais, ayant un enfant de nationalité française, elle a obtenu l'autorisation de renouveler son titre permanent. Elle avait déjà travaillé comme femme de ménage dans diverses maisons, comme serveuse dans un restaurant et comme assistante dans un magasin de matériaux de construction — ayant un contrat de travail en règle pour les deux derniers emplois. Avec l'argent qu'elle gagnait dans le département français, elle aidait sa mère à construire une maison et en a acheté une pour elle, au Brésil. Lors de l'entretien, elle expliquait que l'une de ses nièces, âgée de 16 ans, était arrivée clandestinement du Brésil quatre mois plus tôt, pour vivre avec sa mère à Rémire-Montjoly (une ville voisine de Cayenne) et que l'adolescente était déjà inscrite au collège, mais, comme elle travaillait comme femme de ménage à Cayenne, elle dormait chez elle pendant une semaine.

⁶⁰⁹ Clara est née à Santarém (Pará). Avant de migrer, elle a vécu à Brasília (chez l'un de ses frères) et à Belém (avec une amie de sa mère) pendant « quatre à cinq mois », puis elle est retournée à Santarém. Dans cette ville, elle a commencé à suivre des cours d'économie dans une université privée, mais elle a mis fin à son inscription peu après le début à cause du coût élevé des mensualités. Quand elle est allée en Guyane Française, en février 2006, à l'âge de 24 ans, elle travaillait comme caissière dans une boutique de loterie : elle est partie clandestinement, pour aider sa sœur qui était enceinte de sept mois et qui lui a payé le transport pour aller la chercher du côté guyanais de la frontière avec Oiapoque (une voiture conduite par un Brésilien et dans laquelle voyageaient aussi deux autres Brésiliennes). Après que son neveu soit né, ne s'entendant pas avec son beau-frère (un Péruvien), elle est allée vivre chez une amie (également mariée à un Péruvien), où elle est restée « six, sept mois », « sans rien payer, juste par amitié » — mais elle aidait son amie à s'occuper des enfants et à nettoyer la maison. Au cours de cette période, elle a connu un Français d'origine chinoise, avec lequel elle a commencé une relation amoureuse. Au mois de décembre, l'amie avec laquelle elle vivait a eu des problèmes avec son mari et Clara a décidé de retourner au Brésil — un mois plus tard, son compagnon est venu la chercher : il est allé l'attendre du côté guyanais de la frontière et elle a à nouveau traversé le fleuve Oyapock *de catraia* et est retournée à Cayenne, de nouveau de manière clandestine. Là-bas, son compagnon louait une chambre pour elle dans l'appartement d'un de ses amis, tandis que lui continuait à vivre chez ses parents. Clara a commencé à danser dans un groupe avec d'autres Brésiliennes, dansant dans les boîtes et les bars, « dansant sur tout dès qu'il y avait de la musique brésilienne : *carimbo*, musique country, carnaval, [...] pour montrer un peu de la culture brésilienne ». « Trois ou quatre mois » après son retour, elle est tombée enceinte et, à « trois ou quatre mois » de grossesse, elle est retournée à Belém où elle est restée un mois pour faire faire son passeport et pouvoir retourner en Guyane Française de façon régulière. Elle est à nouveau passée par Oiapoque, mais, cette fois-ci, de façon légale, avec un visa de touriste de quinze jours et, en arrivant à Cayenne, elle et son compagnon ont enregistré l'enfant, encore en gestation, et lui ont même donné un nom. Quand leur fille est née, ils sont allés vivre ensemble chez les parents de celui-ci. Elle a commencé à travailler comme caissière du petit commerce de la famille (vente de nourriture chinoise) sans recevoir de salaire, puis elle a fait la demande d'une carte de séjour — ce qui a pris « sept à huit mois » pour avoir une carte de séjour d'un an. Après deux ans passés ensemble, il a voulu se séparer (« il voulait être libre, il voulait rester célibataire, il voulait pas une vie de couple marié ») et elle est allée vivre avec sa fille dans un appartement qu'il payait, où elle n'est restée qu'un an, car elle est tombée amoureuse d'un Français chez qui elle est allée vivre. Depuis qu'elle est partie de la maison de chez ses beaux-parents, sa fille passe quelques jours avec elle et quelques jours avec eux, sa belle-mère aimant beaucoup sa petite-fille, et, pour Clara, qui a obtenu la garde de sa fille, il était important qu'elles se voient. Au moment de l'entretien, ça faisait deux ans qu'elle était avec son second compagnon et elle était en train de changer d'emploi pour un travail où elle allait être enregistrée, ce qui pouvait l'aider à obtenir une carte de séjour de deux ans (elle en était à sa quatrième carte de séjour valable un an et accordée car elle avait un enfant ayant la nationalité française).

J'aurais jamais le courage de laisser ma fille, donc je dois me résoudre à vivre ici. Peut-être que, quand elle fera 18 ans, elle ira faire ses études en France, si elle veut. Et si elle veut partir avec moi, alors on s'en ira.

Au Suriname, dans les mariages entre Brésiliennes et Surinamiens, les conflits sont latents, notamment en raison de la persistance de codes comportementaux de la société consistant à limiter les femmes au seul espace domestique, mais aussi du fait de préjugés et de machisme, tous deux souvent justifiés par des comportements inhérents aux aspects culturels propres à ce groupe ethnique⁶¹⁰. Qui plus est, ces attitudes sont renforcées par le discours selon lequel les épouses brésiliennes méconnaissent le comportement attribué au groupe ethno-culturel de leur mari ou se comportent en adéquation avec leur propre groupe — dans ce cas, les Brésiliens —, ce qui rend difficile leur adéquation aux normes. En bref, elles ne jouent pas leur rôle de genre en conséquence.

Durant la recherche de terrain, en 2011, au cours de la fête d'anniversaire du fils de deux ans de l'une des interlocutrices, qui était mariée avec un Surinamien, deux Brésiliennes et trois Surinamiens mariés à des Brésiliennes discutaient sur la ton de la plaisanterie de sujets qui provoquaient des conflits dans ces couples. L'un d'eux racontait que, pour se marier avec une Brésilienne, il fallait travailler beaucoup, car elles aiment l'argent et en réclament toujours. L'hôte explique que sa femme travaille et que le principal problème était qu'elle voulait qu'il l'aide dans les tâches domestiques ; ce qui lui semblait normal et juste quand les deux enfants étaient encore petits, « mais pas aujourd'hui » car ils sont grands à présent (le garçon avait deux ans et la fille trois) : « Quand les enfants se réveillaient la nuit, je faisais tout pendant la journée pour qu'elle puisse se lever la nuit. Je cuisinais, je faisais la lessive et tout. Mais, aujourd'hui, les enfants se réveillent plus la nuit et elle veut encore que je fasse tout à la maison ». Il était évident pour lui que les femmes devaient se charger des tâches domestiques, puisque les femmes de sa famille, des Surinamiennes d'origine hindoustani, avaient un emploi à l'extérieur et faisaient également les tâches domestiques, et non pas les hommes : « Les Surinamiennes s'occupent de la maison et, si les enfants ont besoin des parents la nuit, c'est la femme qui se lève. Les Brésiliennes elles veulent que ce soit nous qui fassions tout ça ».

Les deux autres hommes, d'origine javanaise, se plaignaient également de leur femme brésilienne qui leur demandait de l'aide, et chacun d'eux, tour à tour, expliquait que, selon eux, les Surinamiennes étaient différentes : « Quand ma fille se réveille la nuit, ma femme veut que je lui donne le biberon à trois heures du matin ! [...] Ma mère, ma grand-mère, elles avaient pas

⁶¹⁰ Les conflits les plus fréquemment rapportés pendant les entretiens sont liés aux Surinamiens d'origine javanaise ou hindoustani.

besoin de travailler, elles restaient à la maison et faisaient tout. Mon grand-père et mon père faisaient rien. L'homme doit travailler et ramener de l'argent, et la femme doit rester à la maison pour entretenir la maison ». Il se plaignait aussi parce que son épouse le sollicitait beaucoup et, comme il travaillait comme chauffeur de taxi, il devait souvent arrêter de prendre des clients pour amener sa femme chez sa mère (qui vivait aussi au Suriname), au supermarché, à la pharmacie, etc. Mais il avait trouvé une solution : il était en train d'économiser pour lui acheter une voiture afin de donner à celle-ci, selon lui, plus de liberté pour aller et venir, car ils vivaient dans un quartier assez éloigné où les transports publics passaient peu.

Cette discussion nous donne l'occasion de saisir certains des conflits qui caractérisent les relations des couples mixtes formés d'une Brésilienne et d'un Surinamien. Quand elles parlaient de leur mari, les interlocutrices insistaient sur les aspects positifs, comme le fait que leur mari n'avait pas de problème avec son passé dans la prostitution et que tous deux évitaient de parler des conflits, mais les conflits n'en étaient pas moins absents et allaient au-delà de la divergence d'intérêts de chacun des conjoints, concernant plutôt des questions plus précises, comme la barrière de la langue (même si elles parlent *sranantongo*, dans certains cas, la communication reste difficile, y compris après plusieurs années, car l'apprentissage de la langue est limité en raison du faible niveau scolaire), la perte de la garde des enfants lorsque le couple se sépare, le choc culturel, ou encore la cohabitation dans la maison de la famille de l'époux. Ce sont là des relations de pouvoir inégales, soutenues par les normes de la division sociale et hiérarchique des sexes.

Les femmes sont encore victimes du machisme et des préjugés en vigueur dans la société, ce qui renforce les relations inégalitaires dans des conditions sociales de genre. Dans le cadre de la société surinamienne, les relations inégalitaires, mentionnées par les hommes et les femmes interviewés, ne sont pas exclusivement le fait des couples mixtes, mais aussi celui des couples nationaux. Dans leur récit, les interlocutrices mettent en lumière le fait que, en s'engageant dans la relation conjugale, le mari espère que la femme prenne en charge les tâches domestiques, ce qu'elles n'acceptent pas toujours, même si la plupart — habituées aux relations de domination masculine au Brésil — ne remettent généralement pas cet aspect en question : avant, la mère du mari se chargeait de tout ça à sa place et, avec le mariage, c'est l'épouse qui reprend ces fonctions à son compte. On peut voir que certains des comportements reproduisent ce que les femmes ont déjà vécu au Brésil. Par exemple, Lara (52 ans, propriétaire d'une *cantina* et d'un *cabaré*, trois enfants, interviewée au Suriname en 2011) est partie du *club* pour aller vivre avec un ancien client et la famille de celui-ci, mais ils sont restés ensemble pendant deux ans sans officialiser leur relation, et ce n'est qu'après l'officialisation qu'elle a dû prendre le

relais de sa belle-mère pour s'occuper de son mari : « Sa mère [de son mari] se levait pour lui faire le repas pour qu'il l'amène au travail. [...] Alors, après m'être mariée avec lui, c'est moi qui me suis occupée de lui ».

Malgré la persistance de certains comportements, les récits révèlent que certaines femmes, au moment de leur passage du marché du sexe à la vie de couple, ont négocié de nouvelles configurations dans les relations de genre, revendiquant des rôles plus égalitaires et obtenant des hommes qu'ils participent davantage aux tâches domestiques — situation qui est nouvelle pour elles qui, au Brésil, n'ont jamais connu la division des tâches avec leur compagnon.

10.4 L'étiquette de *ploc* : mécanismes de pouvoir et contrôle social du comportement des femmes

Les femmes restent peu de temps dans les *cabarés*, puisque, en général, leur objectif est d'y rester quinze jours, gagner de l'argent puis s'en aller, ou bien trouver un compagnon brésilien et devenir cuisinière⁶¹¹ dans le *barraco* où celui-ci travaille — dans les *garimpos*, les cuisinières ont généralement plus de 40 ans ou bien c'est la compagne du propriétaire de la machine ou de l'un des *garimpeiros* qui a cette charge. Si les plus jeunes arrivent sans être en couple, elles trouvent rapidement un compagnon, évitant ainsi de créer des conflits entre *garimpeiros*.

⁶¹¹ Dans les *garimpos*, les cuisinières travaillent généralement pour un groupe d'hommes dans une zone d'extraction d'or ou dans un *cabaré* pour le ou la propriétaire et pour les travailleuses du sexe. Raquel, 27 ans, originaire du Maranhão, classe de Seconde, interviewée au Suriname en 2012, est tombée enceinte à l'âge de 15 ans. En 2003, alors âgée de 18 ans, elle a confié son fils à sa mère (avec laquelle son fils est resté jusqu'à ses 11 ans, quand il est allé vivre avec son père) et est allée vivre à Boa Vista, chez l'une de ses sœurs, dans la perspective d'étudier et de travailler. L'année suivante, elle est partie pour le Guyana avec deux amies travailleuses du sexe pour s'occuper de l'enfant de l'une d'elles, mais, en arrivant à Georgetown, il lui a paru plus lucratif de faire comme ses amies : aller dans un *garimpo* pour travailler dans un shopping (*cabaré*) comme prostituée. Après trois semaines dans un *garimpo*, elle a fait la connaissance d'un *garimpeiro* et ils sont allés vivre ensemble. Il a acheté une machine d'extraction d'or et Raquel s'est mise à cuisiner pour l'équipe, mais, comme ils n'ont pas eu de chance dans la recherche d'or, son compagnon est allé travailler dans la vente de diamants et elle comme cuisinière dans le cabinet du chef de ce dernier. En 2006, ils avaient réuni suffisamment d'argent pour retourner au Brésil et sont alors vivre à Boa Vista. Quand le mariage a pris fin (car il commençait à sortir avec d'autres femmes et à rentrer soul à la maison), elle est retournée chez sa mère, dans le Maranhão, dans une ville où beaucoup de gens partent pour le Suriname et, par le biais de contacts, elle a pu trouver un emploi de cuisinière dans un *garimpo*. À 22 ans, soit en 2007, elle est donc partie au Suriname où elle a travaillé près d'un an pour le propriétaire d'une machine qui ne l'a pas payée. Au *garimpo*, elle a connu un *garimpeiro* avec qui elle a vécu quatre ans. Ils ont fait construire une maison à Boa Vista et, quand ils se sont séparés, il a dû vendre la maison et lui donner la moitié de l'argent de la vente, ce qu'il n'a jamais fait. Au Suriname, Raquel a toujours travaillé comme cuisinière dans une zone d'exploration minière, mais, au moment de l'entretien, elle cuisinait dans un *cabaré* et était en couple avec un homme marié (dont l'épouse était brésilienne) qui travaillait en Hollande et l'aidait financièrement. Elle vivait dans le pays en tant que touriste.

Dans les Guyanes, les femmes qui ne sont pas travailleuses du sexe cherchent en permanence à se défaire de l'association entre Brésilienne et prostitution et, quand elles sont seules, elles sont facilement étiquetées de *ploc*, c'est pourquoi celles qui sont cuisinières dans les *garimpos* ont généralement un compagnon. Dans les entretiens, les cuisinières tenaient à préciser que leur fonction était bel et bien de cuisiner, qu'elles ne travaillaient que dans la cuisine et dans des services comme la lessive, ramasser les vêtements des *garimpeiros* quand ils en avaient besoin (ce qui s'accompagne d'un paiement extra car elles reçoivent deux ou trois grammes d'or pour ce type de services) : « Moi je travaille à la cuisine, je travaille plus qu'une femme qui fait des passes. Ça fait longtemps, de nombreuses années, Dieu merci ! » (Núbia, 38 ans, cuisinière dans un *garimpo*, deux enfants, interviewée au Suriname en 2012). Dans la cuisine, le travail — qui est lourd et fatigant — est payé avec un salaire fixe mensuel, et le propriétaire de la machine doit, qu'il trouve de l'or ou pas, lui donner les grammes d'or promis :

Ici, tout est difficile. Notre vie nous manque vraiment beaucoup et on travaille beaucoup, on travaille trop : à quatre heures du matin, on est déjà dans les cuisines, à faire le café ; à six heures, il faut retourner cuisiner à nouveau pour travailler tout la journée ; sept heures, neuf heures, un en-cas ; 12h le déjeuner — il faut tout laisser sans rien oublier ; à 15h, à nouveau un en-cas ; et le dîner à 20h30. (Estefani⁶¹², 50 ans, cuisinière, cinq enfants, interviewée au Suriname en 2012)

C'est très stressant. Il faut se lever à 4h du matin, faire le café pour les travailleurs, là tu te couches un peu, tu te relèves à 6h, tu te douches, tu vas faire quelques trucs : à 9h il faut être prête pour l'en-cas ; à midi leur déjeuner doit être prêt ; à 15 h ils goûtent à nouveau ; et à 6h le dîner doit être prêt. Donc c'est vraiment difficile, il faut avoir du courage pour faire ça, il faut affronter plein de choses, beaucoup de dangers, parce que, dans la brousse, il y a des serpents, il y a beaucoup de trucs dangereux. (Núbia, 38 ans, cuisinière, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

⁶¹² Estefani, 53 ans, cuisinière dans un *garimpo*, cinq enfants, classe de 6ème, interviewée au Suriname en 2012, est née dans le Maranhão. Quand elle s'est séparée de son ex-mari, elle avait cinq enfants et est allée à Rio de Janeiro pour travailler comme aide à domicile chez des personnes âgées — c'était la première fois qu'elle quittait sa ville natale. En rentrant de Rio, elle s'est mise en couple avec un nouveau compagnon et tous deux ont commencé à travailler comme agriculteurs sur un petit bout de terre qui se trouvait sur sa propriété à elle, mais il a finalement tenté sa chance dans un *garimpo* au Suriname. Il a alors passé cinq mois sans lui envoyer d'argent et, en 2011, quand il a arrêté d'appeler pendant un mois, elle a décidé d'aller le rejoindre : elle a pris 3 000 *reais* de son compte épargne et, sans le prévenir, elle a pris l'avion et est allée au Suriname avec l'un de ses neveux — qui travaillait dans le même *garimpo* que son mari et était de passage au Brésil pour rendre visite à sa famille —, afin de savoir si son mari l'avait abandonnée ou pas. Quand Estefani est arrivée au *garimpo*, son mari n'a guère apprécié la surprise, mais ils ont pu discuter et elle a pris la décision de rester là-bas pour travailler comme cuisinière, en espérant qu'ensemble ils gagnent de l'argent plus rapidement pour rentrer chez eux et pouvoir ouvrir un commerce. Au moment de l'entretien, elle était là-bas depuis onze mois et était déjà retournée au Brésil où elle a passé deux mois pour soigner le bras qu'elle s'était cassé. De retour au Suriname, elle a repris son emploi de cuisinière dans la même équipe que son mari. Elle était dans le pays comme touriste.

Femmes et hommes expliquent que la cuisinière peut tout à fait faire *ploc*, mais il est préférable qu'elle ne le fasse pas pour éviter les problèmes et pour ne pas déstabiliser l'équipe de travail dont elle fait partie. En théorie, si elle a une relation avec quelqu'un, elle n'aura pas de relation autre que de l'amitié ou du travail avec les autres travailleurs. Elle a son *barraco*, sa place à elle (« *fusão* »), construit par le propriétaire de la machine et elle est libre d'amener qui elle veut dans son espace privé, dans la mesure où il ne s'agit pas de prostitution : en principe, avec le « fixe » ou le « mari », avec lequel elles ont une relation publiquement affichée, il faut « copiner » ou « vivre ensemble », comme ils disent ; dans le cas contraire, « ça roule ». Il existe une sorte de code d'éthique pour éviter les problèmes entre les hommes pour la cuisinière et, quand cette dernière affiche une relation publiquement, le couple commence alors à vivre ensemble dans le « *fusão* », et les autres ne vont pas l'agresser, car ils la considèrent comme engagée ou comme « une femme mariée » :

- Les filles qui sont cuisinières vont dans les *cabarés* ?
- Elles peuvent pas !
- C'est la règle ?
- C'est la règle ! Dans le *barraco*, beaucoup de *garimpeiros* se baladent avec elle, ils peuvent être ensemble, mais juste pour de l'amitié, vivre ensemble. Il reste là, ils sont ensemble, ok. Mais si elle va avec un, puis avec un autre, là ça devient n'importe quoi, pas vrai ? Là ça va pas. Le patron va leur dire : « Putain, c'est pas un bordel ici ! ». Il la met dehors, elle doit partir, sinon ça devient n'importe quoi. Si elle se trouve vraiment un mec, elle reste avec son mec, ils se font *fusão*, elle vit là avec son mec, c'est sa copine, ils sont ensemble. [...] Là où je travaille, la cuisinière elle s'est mise avec un technicien. Elle était célibataire, elle a vu ce gars et elle est allée vivre lui, pour vivre avec. (Marcelo, 37 ans, *garimpeiro*, un enfant, interviewé au Suriname en 2012)

Que ce soit au Guyana ou au Suriname, les propos des hommes et des femmes ont été les mêmes : les cuisinières travaillent beaucoup, et beaucoup de femmes préfèrent le *cabaré*, car « elles ne veulent pas travailler », « elles ne veulent pas voir une cuisine » :

Beaucoup viennent pour travailler, mais, quand elles arrivent là-bas [au *garimpo*], pour cuisiner, pour la machine, à quelle heure tu dois te lever ? Il faut se lever à trois heures, quatre heures du matin..., et beaucoup n'ont pas de gazinière, c'est au bois. Et elles gagnent combien ? Une once [gramme] d'or. Et on fait quoi avec une once d'or ? Voyons, avec 250 [grammes], 2 500 *reais* [...] par mois, pour cuisinier pour un *baixão*, pour une machine. Alors qu'il y a la *corrutela*. Si elles font une passe, disons une nuit, elles gagnent 80 000-100 000. Pourquoi continuer à cuisiner ? Elles y vont seulement si elles ont des responsabilités, si c'est des mères de famille, sinon elles y vont pas. La majorité de celles qui viennent ici, elles ont leur vie là, dans la brousse. [...] Il y a beaucoup de pauvres filles qui viennent du Maranhão, tu vois ?, on voit qu'elles sont super fainéantes, tu sais ?, qui viennent vraiment pour travailler,

mais, quand elles arrivent, qu'elles voient la situation, qu'elles voient comment est le travail... J'en ai vu beaucoup beaucoup. Il y en a qui gagnent de l'argent et qui partent ; il y en a d'autres qui restent là. Et, quand c'est pas le cas... qu'elles tombent dans la drogue — parce qu'ici il y a de la drogue partout, c'est pratiquement libre. Ici, l'herbe n'est pas interdite, ils fument sans problème. (Ester, 48 ans, propriétaire d'un restaurant, quatre enfants, interviewée au Guyana en 2012)

Ces filles elles ont pas le courage de se mettre à la cuisine, de s'y mettre vraiment... de monter un bar ou de travailler dans un restaurant ; elle préfèrent travailler dans ce type de travail [au *cabaré*]. (Mário, 46 ans, *garimpeiro*, deux enfants, interviewé au Guyana en 2012)

Selon les *garimpeiros* interviewés, les femmes qui sont dans les *garimpos* choisissent généralement — quelle que soit leur activité — les hommes qui ont le plus d'or sur le moment⁶¹³. D'un autre côté, les hommes essaient à tous prix de sortir avec des femmes qui ne font pas *ploc*. L'une des interviewées avait entendu parler d'une histoire qui s'était passée dans le *garimpo* de Cola Kreek : un *garimpeiro* aurait offert 100 grammes d'or à une cuisinière du *cabaré*, il est arrivé avec sa balance pour lui montrer ses 100 grammes d'or, en lui disant que c'était là tout son or et qu'il était pour elle si elle acceptait de faire un *ploc* avec lui, mais elle a refusé : « Ceux qui m'ont raconté ça, ils disent que c'est la première fois qu'ils voient une femme refuser ». De la même manière que cette cuisinière, nombre de femmes qui ne sont pas travailleuses du sexe disent recevoir régulièrement ce type d'offres d'argent contre du sexe. C'est le cas dans divers espaces, y compris par exemple en travaillant dans une boutique de vêtements à Paramaribo. Certaines se disent indignées des propositions que les Brésiliens et les Surinamiens leur font, à l'instar d'Isadora⁶¹⁴ (16 ans, cuisinière dans un *garimpo*, sans enfant, interviewée au Suriname en 2012), qui explique que ce qui la dérange et l'offense le plus c'est le harcèlement de rue par les Surinamiens, même quand elle est accompagnée d'un homme. Les

⁶¹³ On observe également cela dans les *garimpos* du Brésil : Leticia Tedesco (*op. cit.*) montre que les hommes ont pour habitude d'investir dans la conquête de femmes en faisant état de leur pouvoir d'achat, et ceux qui sont sans ressources savent que, selon la femme, ils ont peu de chance et n'essaient même pas.

⁶¹⁴ Isadora, 16 ans, cuisinière dans un *garimpo*, sans enfant, classe de 3ème, interviewée au Suriname en 2012, est née à l'intérieur des terres du Pará. Avant de migrer, elle vivait chez sa grand-mère maternelle et travaillait comme assistante dans un bureau la journée et étudiait la nuit. Sa mère, qui était au Suriname depuis 2007, est venue au Brésil sans prévenir en 2011 pour amener sa fille au Suriname car celle-ci venait de redoubler sa classe de Seconde (elles sont alors parties en avion depuis Belém). À Paramaribo, elle a commencé à travailler au bureau du supermarché Transamérica et à se lier d'amitié avec des personnes de la communauté brésilienne, comme Marcos avec qui elle a lié des liens d'amitié qui ont fortement déplu à la femme de celui-ci : quand elle l'a connu, son épouse était en Guyane Française pour accoucher et, quand cette dernière est revenue à Paramaribo et qu'elle a lu les messages échangés entre son mari et Isadora, elle est allée voir le patron ce cette dernière pour lui dire que, s'il ne la renvoyait pas, elle la tuerait. Isadora a alors été renvoyée et, de peur, sa mère l'a amenée travailler au *garimpo* comme cuisinière, tandis qu'Isadora attendait impatiemment l'autorisation de sa mère pour pouvoir retourner au Brésil. Elle était au Suriname en tant que touriste.

Brésiliens, quant à eux lui offrent de l'argent pour passer du temps avec elle, l'un d'eux ayant insisté en lui disant qu'il la paierait 10 grammes d'or : « 'Tu restes avec moi ?'. Je lui ai dit : 'Non, non, je suis pas une *ploc*. Le *cabaré* c'est là-bas, tu peux aller là-bas si c'est ça que tu veux'. [...] C'est horrible, on se sent..., ils nous rabaissent quand ils font ça. On se sent rabaissées, ils nous offrent de l'or pour passer du temps avec nous. Horrible ».

Laura⁶¹⁵ (41 ans, vendeuse dans un magasin, trois enfants, interviewée au Suriname en 2011) évoque aussi le harcèlement dont souffrent les Brésiliennes de la part des Surinamiens sur la voie publique : « Ils crient ou ils murmurent "*Be you tiki-tiki ?*", "*Madame, tiki-tiki ?*". Je leur dis : "*Nem*". Ils te regardent comme ça, ils voient que t'es brésilienne et ils continuent, "Si, tu dois en être une [prostituée]" ». D'après Ana (37 ans, coiffeuse et manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011), les Brésiliennes qui sont seules au Suriname sont susceptibles de recevoir des propositions de sexe contre de l'argent, car les Surinamiens les voient « comme un symbole sexuel » (comme elle le dit, ce comportement n'est pas propre au Suriname et se retrouve dans d'autres pays) : « tu rentres [seule dans un endroit] et t'as droit à "Tu prends combien pour une passe ?" ». Dans le cadre du marché du sexe dans les Guyanes,

⁶¹⁵ Laura est née à Belém et est allée à l'école jusqu'en 4ème. Elle a migré vers le Suriname en 2007, à l'âge de 37 ans, car elle avait peur d'un de ses ex-compagnons qui était violent : quand ils étaient mariés, en plus de la menacer de mort, il la frappait constamment. Bien souvent, après l'avoir battue, il la maintenait pour avoir des relations sexuelles (viol conjugal). Le jour où elle est partie de la maison, elle est partie en cachette, sans ses papiers, seulement avec les vêtements qu'elle avait sur elle, en laissant le fils à la maison (son ex-mari avait deux autres filles d'une autre relation et qui vivaient avec leur mère). Elle est allée vivre à São Luiz (capitale du Maranhão), où elle a travaillé dans différentes maisons comme domestique, et elle a toujours été victime de harcèlement de la part de ses patrons hommes, notamment au petit matin où ils essayaient de rentrer dans sa chambre. Lorsque sa situation financière s'est stabilisée, elle a pu louer une chambre et a arrêté d'accepter des emplois où elle devait dormir sur place. Elle travaillait dans un bar quand elle a décidé d'aller au Suriname, car elle se sentait encore menacée par son ex-mari qui lui avait clairement dit que, s'il la revoyait, il la tuerait. Elle a pris contact avec sa sœur qui vivait dans ce pays (elle avait migré quelques années plus tôt pour travailler dans un *club*, à l'époque elle était mariée à un Surinamien et ne travaillait plus sur le marché du sexe), qui lui a dit qu'elle connaissait le propriétaire d'un *club* et, si Laura le voulait, elle pouvait travailler pour lui, puisqu'elle n'avait pas de quoi payer son billet. Laura n'a pas accepté cette proposition car elle ne voulait pas travailler dans la prostitution. Quelques mois plus tard, sa sœur lui a dit qu'ils cherchaient une cuisinière au *club* La Passion. Laura est alors allée immédiatement à Belém pour organiser son voyage et s'organiser pour laisser ses deux filles à quelqu'un (qui sont restées dans deux maisons séparées, chacune chez l'une des tantes de Laura). Pendant les quinze jours où elle est restée à Belém, elle est restée cachée de peur de voir son ex-compagnon. Elle est arrivée au *club* avec la dette contractée pour son voyage, et elle n'était pas seulement cuisinière, elle devait aussi laver les espaces collectifs et les vêtements de certaines professionnelles du sexe. Quand elle a quitté le *club*, elle a travaillé pour mettre les courses dans les sacs au supermarché Transamérica, comme nounou chez des Brésiliennes qui travaillaient dans des *garimpos*, comme femme de chambre dans un hôtel, dans l'équipe d'entretien d'un salon de beauté et, au moment de l'entretien (en 2011), elle était vendeuse dans une boutique de vêtements dont la propriétaire était brésilienne. Laura raconte qu'elle envisageait de se marier au Suriname, car, dans la mesure où, là-bas, les hommes se moquaient que leur femme ait été prostituée, cela lui semblait un avantage, même si elle ne comptait pas se prostituer, mais elle s'est rendu compte que ça ne se passait pas tout à fait comme ça : « Une des choses que j'ai observées ici c'est que la majorité des femmes mariées, les Brésiliennes mariées, qui sont venues au Suriname, elles ont juste..., si elles ont un mari aujourd'hui, elles l'ont connu dans un *club*, tu vois ? Elles ont rencontré leur mari dans un *club*, il l'a sorti du *club*, il l'a épousée et il est resté. Mais, si tu viens pas d'un *club*, les hommes ne s'intéressent pas à toi, non ». Laura vivait au Suriname avec un titre de séjour permanent renouvelable tous les deux ans.

les femmes — qu’elles en fassent partie ou pas — reproduisent cette valorisation des travailleuses du sexe brésiliennes, en la mobilisant et s’en servant de manière stratégique, mais il y a des Brésiliennes qui n’acceptent pas le harcèlement et, parmi celles-ci, celles qui parlent le *Sranantongo* réagissent :

– Il y a des hommes qui abusent, quand tu passes dans la rue, parce que t’es brésilienne, il y a une grande différence. Quand c’est une femme du pays qui porte des habits courts, elle est pas taxée de pute, [...] c’est comme ça. Mais, quand c’est une Brésilienne qui passe avec des habits plus indécents, c’est parce que c’est une pute, elle est taxée de pute.

– Et, en général, ils disent quelque chose ?

– Oui, ils disent quelque chose ou ils te proposent d’aller au lit, tu vois ? Sans vergogne. [...] Quand tu passes, ils disent la même chose à plein de femmes. Si tu passes dans la rue, ils viennent t’embêter dans leur langue, tu vois ? [...] Ils te demandent « *madame, tiki-tiki ?* » dans leur langue, tu vois ? [...] Si t’expliques, ils s’excusent.

– Ils t’ont déjà dit ça ?

– Oui ! Ça c’est normal ici. Celle qui te dit que, quand elle marche dans la rue, aucun de ces lourds lui parle, c’est qu’elle ment ». Ils sont comme ça, ils ont même pas honte de parler comme ça. (Luana, 31 ans, vendeuse dans un magasin, un enfant, interviewée au Suriname en 2001)

Au Guyana et au Suriname, les relations plus stables font aussi partie des objectifs de celles qui ne sont pas passées par la condition de *menina de club* ou de *ploc*, mais, si elles sont célibataires, elles sont sujettes aux propositions d’échange de sexe contre de l’argent, imposant ainsi l’isolement social non seulement aux prostituées mais aussi aux femmes qui ne sont pas sur le marché du sexe.

10.5 La mode de la « femme chrétienne » : le vêtement comme marqueur symbolique de la différence

Au Suriname, les églises évangéliques brésiliennes occupent une place importante dans la vie des Brésiliens, hommes et femmes, qui sont dans le pays, car ce sont les seules organisations d’accueil pour ces migrants, ce qui leur vaut d’avoir une influence significative dans leurs relations sociales⁶¹⁶. Certaines interlocutrices m’ont raconté que, jusqu’au milieu des

⁶¹⁶ À *Belenzinho*, tout un éventail d’églises évangéliques sont apparues, celles que les Surinamiens ont pour habitude d’appeler « les églises de Brésiliens », à l’instar des deux églises de ce courant qui se sont installées en premier au Suriname : la Dieu est Amour et l’Assemblée de Dieu, apparues respectivement en 1994 et 1996 (et dont le nombre de congrégations n’a cessé d’augmenter). D’autres églises ont ensuite été créées, souvent par un pasteur ou un « ouvrier » (comme sont désignés les membres) qui a quitté l’une des deux citées ci-dessus pour créer, par exemple, l’Église Évangélique de l’Assemblée de Dieu Ministère de Madureira. En ce qui concerne l’implantation des églises de Brésiliens au Suriname, voir ARAUJO, John da Silva. *Brasyonkerki : les églises de*

années 2000, il y avait beaucoup de réunions au Diamond pour les travailleuses du sexe qui y travaillaient — réunions organisées par l'église pentecôtiste Dieu est Amour —, puis elles ont été interdites par le propriétaire car, dans l'une de ces réunions, il avait entendu les dirigeants dire que la prostitution était un « péché », que « c'était pas bien ». Les femmes ont alors commencé à aller au temple, comme le faisaient déjà certaines, où les membres assidus les identifiaient facilement en raison de leurs tenues osées :

Au *club*, tous les mercredis, il y avait des réunions de l'église Dieu est Amour, à 4h, avec l'autorisation du *club*. Et le vendredi [les femmes] allaient à l'église. Aujourd'hui, le propriétaire les a interdites, car il croit que les sœurs bourrent le crâne des filles, parce qu'un jour il a entendu une des sœurs dire que la prostitution c'était pas bien. (Catarina, 34 ans, manucure, deux enfants, interviewée au Suriname en 2011)

Au Suriname, la présence des églises évangéliques brésiliennes est bien visible. Paramaribo compte plusieurs temples et les *corrutelas* des *garimpos* ont aussi des congrégations. Les femmes qui en sont membres s'efforcent de se différencier de celles qui ne se sont pas converties et de celles qui gagnent leur vie avec la prostitution⁶¹⁷. La manière la plus visible de se différencier est la tenue vestimentaire : à Paramaribo, on trouve des boutiques brésiliennes qui sont dans ce marché, distribuant des affiches qui font la publicité de vêtements pour les femmes évangéliques (la Figure 46 montre l'une de ces affiches, qui était affichée dans un salon de beauté)⁶¹⁸.

Brésiliens au Suriname. 420p. Thèse (Doctorat de Anthropologie sociale et historique) - Université de Toulouse II, Toulouse, 2015.

⁶¹⁷ Selon certains récits, beaucoup de travailleuses du sexe aident les églises se trouvant dans les *corrutelas*, en y travaillant de façon bénévole. Lors d'une discussion avec un pasteur, celui-ci racontait que, lorsque l'église organise une fête, les « femmes du *cabaré* » proposent leur aide pour le ménage, la cuisine, etc. — ce qui, selon lui, est un moyen d'être « près de Dieu ».

⁶¹⁸ Giovana (38 ans, quatre enfants, interviewée au Suriname en 2011), propriétaire d'une boutique de vêtements venant du Brésil, explique qu'il y a des affiches pour ces boutiques qui travaillent « plus avec des vêtements évangéliques. Ici j'ai des vêtements évangéliques aussi. Je dis toujours que j'ai des vêtements évangéliques ». De même que certaines boutiques vendent des vêtements pour les femmes évangéliques dans les villes, il existe aussi des vendeuses ambulantes dans les *garimpos*, qui vendent des modèles destinés aux travailleuses du sexe. Carolina Höfs (op. cit., p.67) explique que les *plocs* « sont des cibles non seulement pour les services [sexuels] qu'elles offrent, mais aussi parce que ce sont les fidèles clientes de nombreux commerçants qui vendent, entre autres choses, des vêtements de *ploc*, des chaussures de *ploc*, fantaisies pour les *ploc* et des produits cosmétiques pour les *ploc* ».



Figure 46 : Affiche faisant la publicité de vêtements destinés aux Brésiliennes évangéliques (2011).

Après avoir quitté le *club*, beaucoup de femmes deviennent des membres⁶¹⁹ ou, pour le moins, fréquentent assidûment une église évangélique. En tant que membres, elles sont encouragées à porter des vêtements qui les identifient comme évangéliques et qui, en même temps, les différencient des femmes non évangéliques. La tenue vestimentaire est alors devenue un marqueur important : robes et t-shirts avec des manches pour couvrir une partie des bras, ainsi que des jupes, soit des vêtements qui ne marquent pas le corps, qui le couvrent davantage (celles qui fréquentent ces églises n'ont pourtant pas l'obligation de changer leur style vestimentaire). Qui plus est, les endroits qu'elles fréquentent et leur cercle d'amis sont également observés, qu'elles aient migré par le biais de la prostitution ou pas.

Dans les Guyanes, la tenue vestimentaire des femmes brésiliennes apparaît comme un moyen symbolique de se défaire du stigmate de prostituée, du moins auprès des femmes et hommes brésiliens. Mais le type de tenues prescrites par certaines dénominations évangéliques n'a de sens que pour ceux qui connaissent ces codes. Si, pour eux, le changement leur permet de comprendre symboliquement que telle femme n'est pas, ou n'est plus, prostituée, les Surinamiens et les Guyanais ne remarquent pas la différence puisqu'ils ne connaissent pas les codes vestimentaires des Brésiliennes évangéliques. Dans ce cas, c'est alors le stigmate racial qui ressort, associant chaque communauté ethnique à un profil moral et psychologique

⁶¹⁹ Durant le culte, nombre de femmes présentent leur témoignage au sein de l'église — occasion pour elles de parler de leur passage par la prostitution, lequel elles évoquent comme un moment « obscur » de leur passé, quand elles n'étaient pas « responsables », quand elles étaient « dans le besoin ». Mais, dès lors qu'elles sont rentrées dans l'église, une « nouvelle page » de leur vie s'est ouverte, en prenant des chemins plus « corrects », construisant ainsi une explication morale de leur passage par la prostitution.

spécifique : indépendamment des vêtements, la référence est la nationalité et, pour eux, les femmes brésiliennes sont naturellement faites pour la prostitution et le sexe facile, peu importe comment elles sont habillées. Ce qui est en jeu ici n'est pas tant le fait de se comporter ou de s'habiller comme une prostituée, d'être ou de ne pas être prostituée, mais l'identité brésilienne : c'est la commercialisation de l'« être d'origine brésilienne », de sorte que les relations sont construites sur des catégories de genre, de sexualité, de région et de nationalité — et la construction de la femme brésilienne comme prostituée et « voleuse » de maris devient une menace pour l'institution de la famille. Le passage des Brésiliennes du marché du sexe à la vie conjugale renvoie au déplacement des positions sociales et des activités réalisées, ainsi qu'au déplacement en termes de sexualité.

Ainsi, les espaces transnationaux mettent en lumière la sexualisation raciale⁶²⁰ des Brésiliennes, les préjugés, la discrimination et, très souvent, la violence envers ces femmes. Paula Togni, dans son article sur l'expérience migratoire de jeunes Brésiliens au Portugal, mentionne cette même perception des femmes portugaises envers les Brésiliennes perçues comme « voleuses » de maris, ainsi que « l'importante relation, dans les imaginaires, entre “la femme brésilienne” et la prostitution », ce qui démontre, selon l'auteure, l'excessive sexualisation des Brésiliennes dans ce pays⁶²¹.

Les récits des interlocutrices montrent la contrainte par laquelle passent les Brésiliennes qui sont dans les Guyanes sans présence masculine. Dans certaines situations, la figure du « mari » peut minimiser le stigmate dans l'entourage familial et dans le réseau amical, que ce soit au Brésil ou dans les Guyanes, mais ça ne résout cependant pas le problème du harcèlement sexuel sur la terre d'accueil : dans leur grande majorité, les interlocutrices expliquent que, même accompagnées d'un homme, on leur manque de respect et elles sont harcelées en raison de leur genre, de leur région d'origine et de leur nationalité.

⁶²⁰ Une réalité qui, parfois, surgit sous forme de blagues, comme j'ai pu l'entendre — avec surprise, sachant que la majorité de ce type de blagues ont une connotation péjorative nourrie de préjugés — : dans la file d'attente de la douane de l'aéroport de Marrakech, au Maroc, un Français m'a demandé un stylo pour remplir la fiche demandée à tous les passagers étrangers et, en entendant mon accent, il m'a demandé d'où j'étais. Quand je lui ai dit que j'étais brésilienne, il a souri et m'a dit qu'il connaissait une « blague sur les Brésiliens » qu'il a commencé à me raconter : « Dans une fête, Paulo rencontre un vieil ami et, en fouillant dans ses souvenirs, il lui dit qu'au Brésil il n'y a que des putes et des joueurs de foot. La femme de son ami s'approche et il la présente en disant qu'elle est brésilienne, ce à quoi l'autre répond “Ah! Brésilienne ? Donc tu es joueuse de foot !” ». En voyant la tête que je faisais, il a coupé cours à la conversation.

⁶²¹ TOGNI, Paula Christofolletti. Que “brasileiras/os” Portugal produz? Representações sobre gênero, amor e sexo. In: PISCITELLI, Adriana; ASSIS, Gláucia de Oliveira; NIETO OLIVAR, José Miguel. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro: mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas : Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011, v.1, p.385-433 (p.388).

L'image érotisée des femmes brésiliennes, « bronzée », produite au départ au Brésil en les associant aux Métisses et aux Noires, a été assimilée à l'extérieur du pays⁶²². Dans les Guyanes, la sexualité est également marquée par la nationalité, c'est pourquoi certaines Dominicaines, et même des Guyanaïses, vont faire leurs courses dans des boutiques brésiliennes⁶²³. De même, quand les propriétaires des *clubs* cherchent à renouveler leur « stock » de femmes, l'origine fait partie des critères mobilisés pour choisir les femmes, de même que pour choisir les clients en fonction des *clubs* qu'ils fréquentent. Les signes du Brésil — comme le drapeau ou les décorations dans des tons verts et jaunes — prédominent largement les bars et les hôtels qui organisent des fêtes en vue d'attirer non seulement femmes et hommes brésiliens, mais aussi des hommes d'autres origines qui sont à la recherche de travailleuses du sexe brésiliennes. Dans ce contexte, les Brésiliennes sont affectées par des préjugés et des stéréotypes discriminatoires, qui violent leur liberté d'aller et venir et les rendent vulnérables à divers types de harcèlement et de violence.

Les préjugés et les stigmates auxquels les Brésiliennes qui sont en déplacement dans les Guyanes sont sujettes apparaissent également dans les services de l'immigration. Certains hommes et femmes racontent avoir assisté, dans ces services d'immigration de l'aéroport et dans ceux de la frontière entre le Brésil et le Guyana, à des situations discriminatoires à l'encontre de Brésiliennes qui se rendaient à Georgetown. Selon les propos recueillis, quelle que soit la raison de leur voyage, les femmes sont systématiquement perçues comme des putes et font même l'objet de blagues de la part des agents des services migratoires au moment où ils leur demandent ce qu'elles vont faire au Guyana :

Des fois, les filles, c'est les propriétaires [des *clubs*] ou les amies qui les font venir ; des fois, il y en a beaucoup qui viennent par leurs propres moyens. Sauf que eux [les fonctionnaires] ils savent, à l'immigration, ils leur font des blagues ; moi je regarde, j'écoute, c'est tout. Des fois, elles disent « Moi je vends des choses, je suis vendeuse » et eux leur disent « Vendeuse de quoi ? À l'Olimpia ? T'es d'où ? De Copacabana ? De Baroombar ? » — ils posent toutes ces questions. Des fois, elles comprennent même pas, mais moi je comprends, je baisse la tête comme ça et je me contente d'écouter. C'est ceux

⁶²² PISCITELLI, Adriana. *Trânsitos: brasileiras nos mercados transnacionais do sexo*. Rio de Janeiro: Ed. UERJ, 2013.

⁶²³ Les Surinamiennes et les Dominicaines ont commencé à adopter la mode brésilienne, un style dénudé et sensuel, et elles sont de plus en plus nombreuses à acheter des vêtements dans les boutiques connues pour vendre « des vêtements de Brésiliens ». Le succès de ces boutiques est tel que les boutiques tenues par des Chinois vendent des contrefaçons, soit des imitations des modèles que l'on trouve dans les boutiques brésiliennes. Quirina (42 ans, vendeuse dans une boutique chinoise de vêtements, deux enfants, interviewée au Suriname en 2012) explique que, dans la boutique où elle travaillait au moment de l'entretien, la propriétaire, une Chinoise, est allée dans l'une des boutiques les plus fréquentées de Paramaribo, celle d'une Brésilienne, pour acheter une pièce de chacun des modèles qui venaient d'arriver et les a amenés en Chine et, à son retour, elle a ramené plusieurs modèles similaires pour les vendre dans sa boutique.

du service de l'immigration, là-bas à Lethem. (Melissa⁶²⁴, 50 ans, infirmière, interviewée au Guyana en 2012)

Dans les Guyanes, les femmes brésiliennes sont mises en avant dans les publicités érotiques pour les fêtes, renforçant une fois de plus les stéréotypes. Lors d'une conversation avec un Surinamien d'origine hindoustani, celui-ci me racontait qu'il avait déjà été marié à une Brésilienne et qu'ils avaient prévu de vivre au Brésil, mais, quand ils ont terminé de construire la maison où ils devaient vivre, dans le Maranhão, elle a mis fin à la relation et est retournée au Brésil. Il voulait à nouveau se marier avec une Brésilienne, mais il s'organisait pour aller la chercher au Brésil, car, selon lui, on ne peut pas faire confiance à celles du Suriname. Il semblait obsédé par l'idée d'aller au Brésil pour se trouver une épouse, mais il convient de souligner que son voyage était prévu pour Belém, soit la ville à laquelle les travailleuses du sexe qui sont dans les *clubs* et les *cabarés* surinamiens sont directement associées.

Comment, durant leur mobilité dans les Guyanes, les femmes brésiliennes circulent-elles entre différents rôles, occupations, classifications et étiquettes ? Comment le rôle des femmes dans la société, la place du féminin, de même que les codes de conduite sont-ils actionnés ? Les rôles de genre et la domination masculine sont constamment renforcés, sans oublier que, dans les parcours migratoires, les femmes peuvent être confrontées à la violence psychologique et physique, aux contrôles financiers, affectifs et sexuels. Comme l'a montré Michel Foucault, la sexualité articule le corps individuel à la vie naturelle, biologique et, en même temps, à la vie sociale ; c'est là un dispositif de savoir et de pouvoir. Au sein des relations de pouvoir, la sexualité « n'est pas l'élément le plus rigide, mais fait partie de ceux dotés de la plus grande instrumentalité : utilisable dans la majorité des manœuvres, et pouvant servir de point d'appui, d'articulation avec les stratégies les plus variées »⁶²⁵. Dans les Guyanes, les trajectoires migratoires sont aussi traversées par des discours religieux, médicaux et juridiques sur les femmes, lesquels, dans la pratique, constituent des mécanismes de pouvoir et de contrôle social de la sexualité de celles-ci.

⁶²⁴ Melissa, 50 ans, infirmière, trois enfants, interviewée au Guyana en 2012, est née à Bahia et a vécu une bonne partie de sa vie dans le Pernambouco. Alors qu'elle était encore à l'université, elle a connu un Guyanais, étudiant l'odontologie au Brésil : il est resté au Brésil, ils se sont mariés et ont eu trois enfants. En 2007, après 22 ans de mariage, et alors que Melissa avait 45 ans, son mari a décidé de retourner au Guyana, et Melissa et les enfants l'ont accompagné : ils ont pris une camionnette à Boa Vista pour traverser la frontière. Elle a commencé à travailler dans un hôpital public, mais elle n'est pas restée car elle gagnait peu (60 000 dollars guyanais, l'équivalent, en 2012, d'environ 600 *reais* et de 154 euros) et les conditions de travail étaient insalubres. Au moment de l'entretien, elle était séparée de son mari (non officiellement) depuis un peu plus d'un mois et était hébergée chez un couple de Brésiliens, car elle n'avait pas encore d'endroit où vivre (ses filles, de 19 et 20 ans, étaient logées chez des amis et le garçon, de 21 ans, était au Brésil pour rentrer au lycée). Melissa survivait en vendant, de manière informelle, des médicaments qu'elle achetait au Brésil et en rendant des petits services d'infirmière (piques, pansements, etc.) à des Brésiliens. Elle était dans le pays régulièrement car elle était mariée à un Guyanais.

⁶²⁵ FOUCAULT, Michel. *História da sexualidade I: a vontade de saber*. Rio de Janeiro : Edições Graal, 1988, p.114.

CONCLUSION

Les frontières sont le théâtre de diverses interactions sociales, économiques, politiques et culturelles, des espaces de négociation, de domination et de conflits. L'intensification de la circulation de Brésilien-ne-s dans les Guyanes a favorisé une dynamique de mobilité circulatoire dans la région, participant ainsi à la reconfiguration de relations sur les territoires de multiples frontières qui la composent. Divers marchés se structurent et se restructurent en permanence dans ces territoires, ouvrant la voie à l'existence d'un « monde propre » autour des réseaux d'échange matériel, économique et symbolique de biens et d'aide, lesquels gravitent autour du déplacement de personnes pour l'extraction d'or, la prostitution et le commerce, reconfigurant ainsi les relations sociales et institutionnelles. L'État est présent dans les pratiques de la vie quotidienne – en s'appuyant sur les limites entre centre et périphérie, légal et illégal, public et privé – jouant un rôle décisif dans la configuration des marchés (y compris le marché sexuel).

Dans les Guyanes, la violence est une réalité. Durant le travail de terrain, les armes à feu sont apparues à plusieurs reprises comme partie intégrante du scénario, auxquelles les personnes se sont habituées sans questionner leur présence, leur origine, leur régularisation ou leurs propriétaires. La méfiance des personnes et l'insécurité de ces endroits suffisent à justifier la possession d'armes pour protéger la vie et le patrimoine de chacun, notamment de ceux qui travaillent dans l'achat d'or ou comme gardien dans les zones d'exploration minière. La justification avancée est qu'avoir une arme est une façon de prévenir les délits et les violences institutionnelles et interpersonnelles (qui sont parfois le résultat de la consommation abusive d'alcool par les Brésiliens et les locaux, notamment dans les zones de *garimpos*). Or, en dépit des armes à feu, des drogues illicites (qui ont aussi été évoquées dans beaucoup de récits) et de la résolution des conflits par l'usage de la violence, les personnes, lorsqu'elles évoquent le Suriname, Cayenne ou les *garimpos* du Guyana, disent se sentir davantage en sécurité qu'au Brésil. Pour autant, en ce qui concerne Georgetown, certains ont rapporté des violences liées au genre et à la sexualité des personnes (notamment la nuit) et, en ce qui concerne les zones de *garimpos* clandestins de la Guyane Française, beaucoup ont parlé d'actes de violence entraînant la mort.

Malgré le discours selon lequel il existerait, dans les Guyanes, des organisations criminelles bien structurées, qui gèreraient les trafics d'armes, de drogue et de personnes, ainsi

que la contrebande de marchandises, il est évident que, même si elles existent, se trouvent aussi et surtout des réseaux personnels, des petits agents, l'appropriation d'opportunités qu'offrent ces territoires circulatoires, de même que là l'usage de la violence, ce qui fait appel à différentes formes d'illégalité. En ce qui concerne les frontières de pays du nord de l'Amérique du Sud, il convient de préciser que la recherche réalisée par Marcos Alvarez et Fernando Salla sur la violence dans les villes se trouvant dans les zones frontalières du Brésil entre 1997 et 2009, en s'appuyant sur les taux d'homicides dans ces villes⁶²⁶, a montré que ceux-ci peuvent être « des indicateurs de l'intensité de la violence interpersonnelle, des formes de gestion des conflits et même de processus plus amples de recomposition de coutumes »⁶²⁷. Les auteurs montrent que le gouvernement brésilien s'est intéressé aux zones frontalières en mettant en place diverses actions dans une perspective de développement régional, d'intégration nationale et internationale, en renforçant les politiques publiques de contrôle des frontières et de défense nationale, ainsi que de lutte contre la menace d'actions criminelles transfrontalières, et donc en cherchant à augmenter la présence des pouvoirs publics dans la région amazonienne.

La violence est aussi une question que l'on trouve dans la trajectoire des femmes. Agressions et abus sexuels sont quelques-uns des dangers présents durant la traversée et la circulation féminine à la frontière. Par ailleurs, des cas de violence de genre dans les relations conjugales ont aussi été rapportés, que ce soit au Brésil ou dans le pays d'accueil. Pour certaines femmes, la violence domestique a d'ailleurs été l'une des raisons de leur migration, que ce soit pour aller dans un *club* de prostitution ou pour travailler dans des activités domestiques : leur perspective est à la fois de travailler et de sortir du Brésil pour être loin du mari, du compagnon ou d'un ex, car elles ont été victimes de violence de la part de ce dernier, certaines ayant même souffert de menaces de mort. Ces femmes ont cherché à reconstruire leur vie loin du Brésil et en sécurité, mais, comme le montrent les récits de certaines d'entre elles, migrer ne signifie pas être libérées de la violence de genre, ni même des vestiges du patriarcat traditionnel.

Au Brésil, les mécanismes de défense ont été renforcés, de même que la rigueur pénale face à la violence contre les femmes, par exemple avec l'adoption, en 2006, de la Loi Maria da Penha. Cela ne veut pas pour autant dire que, au quotidien, le nombre de femmes victimes de leurs maris, compagnons ou ex ait connu une forte diminution, mais le débat a été d'une grande

⁶²⁶ À l'époque, le pays comptait 5.565 villes, desquelles 588 se trouvaient dans une zone frontalière, avec une population d'environ 10 millions d'habitants (ALVAREZ, Marcos César; SALLA, Fernando. Estado-nação, fronteiras, margens: redesenhando os espaços fronteiriços no Brasil contemporâneo. *Civitas*, v.13, n.1, p.9-26, 2013 [p.17]).

⁶²⁷ *Ibid.*, p.16.

importance, en ce qu'il a favorisé et encouragé les personnes à dénoncer ces faits. Wânia Pasinato souligne que la Loi Maria da Penha a été une conquête des discours féministes de lutte pour l'égalité entre les genres, et l'une de ses plus grandes avancées a été la reconnaissance du fait que la violence contre les femmes s'appuie sur le genre et constitue une violation des droits humains. C'est pourquoi, au Brésil, après l'implémentation de cette loi, il y a eu une tentative d'exprimer juridiquement que la violence domestique, si elle est liée à des conflits familiaux, est aussi liée à la violation des droits des femmes⁶²⁸. Le Brésil a encore besoin d'avancées en termes de comportements de genre, comme les relations sociales de pouvoir et de connaissance critique de ces dernières, pour que la société brésilienne prenne de plus en plus ses distances avec la reproduction de représentations de relations stéréotypées et hiérarchisées du féminin et du masculin, qui reflètent directement la conduite des personnes au quotidien.

Tout au long de cette recherche, les récits des personnes interviewées ont mis en lumière les inégalités qui existent au Brésil en ce qui concerne les questions économiques, sociales, de classe, de « race », d'ethnie, ou encore de relations sociales de sexe. La majorité des femmes interviewées n'ont pas migré dans le cadre d'un regroupement familial : il s'agit, au contraire, d'une mobilité de femmes non accompagnées. Leur déplacement est lié à une stratégie individuelle dont la principale motivation est économique, mais relève aussi d'un désir de s'éloigner de conditions sociales plus larges, comme le machisme et des relations abusives qui, bien souvent, finissent par de la violence envers les femmes. La décision de migrer vient également du manque de perspectives, notamment chez les femmes qui ne se prostituaient pas au Brésil, soit les « novices » dans la prostitution.

Les femmes qui ne migrent pas pour exercer dans la prostitution ont, en général, un membre de leur famille ou une connaissance de leur ville d'origine qui circule déjà dans les Guyanes, et partent généralement avec un travail déjà garanti sur place. Si le regroupement familial est assez rare, quelques femmes partent pour rejoindre leur mari qui a migré plus tôt pour ouvrir un commerce sur le territoire d'accueil ou pour travailler dans un *garimpo*. Sur les 44 femmes interviewées, 24 ont migré pour travailler dans les services domestiques (l'une d'entre elles était propriétaire d'un *cabaré* en Guyane Française, bien qu'elle n'ait jamais été travailleuse du sexe avant d'aller au Suriname). Six de ces 24 femmes ont fait le voyage pour un regroupement familial et pour travailler soit à l'extérieur de la maison soit avec leur mari dans un commerce ou dans la même équipe que celui-ci dans un *garimpo*, en tant que

⁶²⁸ PASINATO, Wânia. Oito anos de Lei Maria da Penha: entre avanço, obstáculo e desafios. *Revista de Estudos Feministas*, v.23, n.2, p. 533-545, 2015.

cuisinières. 20 femmes ont migré en sachant qu'elles allaient travailler sur le marché du sexe : 15 au travers d'un *club* de prostitution (14 au Suriname et une au Guyana) et les cinq autres dans le *cabaré* d'un *garimpo* (trois comme travailleuses du sexe et deux comme gérantes). Une femme, qui a également voyagé par le biais d'un *club* et qui n'avait jamais travaillé dans le marché du sexe auparavant, ignorait la destination précise de son voyage : elle a été trompée par l'une de ses tantes et a fini par accepter la situation.

Pour ce qui est des hommes, leur mobilité est principalement liée à des questions économiques, et rares sont ceux qui migrent avec leur famille. De même que les femmes, lorsqu'ils ont des enfants au Brésil, ils les confient généralement à quelqu'un, le plus souvent à leur femme ou leur compagne, auxquelles incombe toute la responsabilité envers la famille : de fait, la majorité des hommes interviewés qui envoyaient de l'argent à leur famille le faisaient les premiers mois, puis ils suivaient la rumeur de l'or, allaient dans de nouveaux espaces, établissaient de nouvelles relations sociales et certains d'entre eux ont fini par perdre totalement le contact avec leurs enfants restés au Brésil. Les hommes interviewés qui ont eu des enfants avec une compagne pendant leur mobilité ont, au moment de la séparation, laissé la responsabilité des enfants à cette dernière.

De même, les travestis/transsexuels qui migrent au Suriname ou au Guyana, sont principalement motivés par la recherche de revenus plus importants. Elles occupent essentiellement des postes dans le domaine de l'esthétique et de la beauté, tandis que la prostitution est occasionnelle et, dans la mesure où elle ne constitue pas leur principale source de revenus, elles ne considèrent pas cette activité extra comme un travail. Les réseaux sociaux qu'elles mobilisent dans leur mobilité sont envisagés comme des réseaux d'« aide » : emprunt d'argent pour payer le billet d'avion, hébergement, informations sur le travail ou simplement des adresses et des contacts pour arriver à destination. Le plus souvent, cette « aide » vient d'une autre travesti/transsexuel ou de propriétaires de salons de beauté se trouvant, ou ayant été, dans le pays d'accueil.

En ce qui concerne les femmes qui sont parties du Brésil pour travailler dans le marché du sexe, notamment dans les *clubs*, leur entrée et/ou leur sortie de ces derniers pour aller travailler dans un *cabaré* passe par l'activation de réseaux personnels – réseaux perçus par les interlocutrices comme des pratiques d'« aide » de la part de quelqu'un qui facilite, en jouant les intermédiaires, soit le voyage soit le déplacement vers un *garimpo*. Les femmes parlent aussi d'« aide » lorsqu'elles font référence à ceux qui leur ont donné de l'argent pour payer la dette – ou une partie de celle-ci – qu'elles avaient contractée avec le *club*, ou lorsqu'elles parlent de leur relation avec un homme qui ne partage pas que du sexe avec elles, mais aussi de

l'affection, des biens et le coût de leur séjour – ou une partie de celui-ci – dans le pays d'accueil. Elles utilisent le mot « invitation » pour expliquer la façon dont le marché du sexe est apparu dans leur vie, ce qui peut être traduit comme une négation de termes comme « enrôlement », comme une forme de résistance, car elles ne se reconnaissent pas dans le discours selon lequel elles seraient victimes de traite d'êtres humains telle qu'elle est décrite, notamment dans la presse brésilienne.

Le processus d'*agency* est moralement expliqué comme une « aide » car, au moment où elles ont été abordées, les femmes étaient à la recherche d'une solution pour régler leurs problèmes personnels et financiers ou manquaient de perspectives, quand quelqu'un – presque toujours une femme – leur a apporté une solution. Par ailleurs, le fait de travailler dans le marché du sexe en raison d'une « invitation » a une importante valeur symbolique pour les femmes : elles n'ont pas postulé pour y aller, mais ont été recommandées, choisies et valorisées – ce qui raisonne comme quelque chose de positif du fait d'avoir été invitée, soit par quelqu'un qu'elles ne connaissaient pas, soit par quelqu'un qu'elle ou leur famille connaissait. Qui plus est, dans la mesure où, en général, la femme qui est intervenue pour faciliter le voyage est une amie ou quelqu'un de la famille, les femmes tiennent à honorer la dette contractée avec le *club* pour payer le billet d'avion, y compris les femmes qui savent que le prix demandé est bien plus élevé que le prix réel du billet d'avion. Le paiement du billet, la confiscation du passeport, le loyer à payer, les règles établies par le *club* et autres moyens que ce dernier utilise pour se faire du profit avec le travail des femmes font partie d'un contrat de travail invisible – car inexistant – mais imaginé par les femmes qui utilisent le terme « travail » pour désigner leur exercice de la prostitution dans un *club*. De la même manière, le terme « contrat » est employé pour parler de la durée de leur travail pour rembourser leur dette (durée qui correspond aux trois mois de séjour régulier dans le pays en tant que touristes), ainsi que celui de « patron » pour faire référence au propriétaire du *club*.

Les femmes qui se déplacent vers les Guyanes dans le cadre de la prostitution utilisent des sortes d'agents (qui les cherchent ou qu'elles cherchent) et notamment des réseaux personnels, soit des amies, des connaissances ou des membres de leur famille. Celles qui vont dans un *club* pour la première fois arrivent avec une dette, tandis que celles qui vont dans les *cabarés* n'ont généralement pas de dette. Or, à l'instar des hommes attirés par la rumeur de l'or, les « novices » sont celles qui sont le plus soumises aux règles et aux ruses des établissements de prostitution. Dans leur processus migratoire, les liens personnels qui font partie des marchés transnationaux du sexe apparaissent de manière plus significative et visible que les réseaux de groupes criminels. De plus, si les personnes qui encouragent la migration pour la prostitution

savent qu'elles peuvent avoir des problèmes avec la justice, elles ne voient leurs agissements comme un crime ou comme quelque chose d'illégal, en raison de l'« aide » qu'elles « offrent », la plupart du temps, pour justifier l'« invitation » à se prostituer dans un autre pays. Elles reconnaissent toutefois le stigmate et le jugement moral de la société vis-à-vis de ce qu'elles font, c'est pourquoi il est préférable de garder cela secret.

Par ailleurs, nombre de femmes interviewées qui ont migré vers le Suriname au travers d'un *club* de prostitution ont ensuite fait venir une autre Brésilienne au *club* et ont – ou avaient – leur propre commerce (un *club* ou un *cabaré*) en lien avec le marché du sexe, au Guyana, au Suriname ou en Guyane Française. Ainsi, si elles ont été traitées à un moment donné comme victimes de traite d'êtres humains, elles peuvent, à un autre moment de leur parcours migratoire, être impliquées criminellement. Si celles qui font venir ou participent à la venue d'une femme vers un *club* ou un *cabaré* savent qu'il peut y avoir des conséquences juridiques, elles ne se perçoivent pas comme une pièce-maîtresse de l'engrenage dans un *club* ou comme les agents de *cabarés* (même lorsqu'elles reçoivent de l'argent pour les indications qu'elles donnent ou pour leur accompagnement des travailleuses du sexe vers le *cabaré*), ni même comme quelqu'un qui aurait commis un délit. De fait, elles envisagent la migration pour se prostituer comme la réponse à un problème face auquel elles « aident » quelqu'un à sortir de conditions sociales et économiques difficiles, parfois même extrêmes, notamment parce que les femmes qu'elles « invitent » sont faibles quand on leur présente une nouvelle possibilité. Il s'agit là de pratiques et de réseaux sociaux qui traversent et font partie des économies sexuelles des Guyanes.

Pour les interviewées qui exerçaient leur activité dans un *club* de prostitution, l'idée d'exploitation semble liée à des questions économiques : dette, retenue du salaire jusqu'à ce que la dette soit remboursée, paiement du loyer et d'amendes, ou encore le paiement pour le renouvellement du visa de touriste et de la date du retour du voyage (pour celles qui restent dans le pays plus de trois mois). Pour elles, l'exploitation ne réside pas dans le fait d'avoir été convaincues de migrer pour se prostituer, mais plutôt dans le fait de ne pas avoir informées des réelles conditions de travail – comme notamment les règles de fonctionnement des *clubs* qui sont particulièrement strictes (pas de flexibilité dans les horaires ou les journées de travail, absence d'autonomie pour sortir avec un client du *club* avant la fermeture ou pour recevoir des clients en journée), et retenues sur le salaire lorsque les règles ne sont pas respectées – et du fait que leur salaire est en réalité inférieur à celui annoncé lorsqu'elles ont été contactées, car elles ont toujours quelque chose à payer au *club*. D'autre part, la catégorie « exploitation » est davantage mobilisée pour évoquer le passage par les *clubs* que pour évoquer celui par les

470

cabarés où il n'existe pas de dette, pas de pénalités et pas de règles aussi rigides. Habituees à ne pas avoir de droits du travail garantis – puisque la plupart de celles qui ont travaillé avant de migrer l'ont fait de façon non déclarée –, elles n'envisagent pas de revendiquer ce type de droits sur le marché du sexe. Dans les récits des femmes, l'exploitation sexuelle n'est apparue en filigrane que lorsqu'il y avait des catégories comme la tromperie, la violence physique ou le fait d'être mineures. À l'exception de celle qui a voyagé sans savoir qu'elle allait devoir se prostituer, toutes les femmes insistent constamment pour dire qu'elles n'avaient pas été trompées.

Au Suriname, les femmes arrivent aux *clubs* avec une dette en dollars américains et sont payées en dollars surinamiens. Au début, la conversion vers le *real* n'est pas simple, d'autant plus qu'elles ne parlent pas la langue du pays et ont besoin d'un certain temps pour apprendre à gérer cette nouvelle réalité, ce qui complique leur gestion de la dette et, par conséquent, entraîne des retards de paiement, en dépit de la logique selon laquelle il existe un engagement, un « contrat », qui doit être respecté. Selon l'Attaché de la Police Fédérale au Suriname, les dettes contractées par les Brésiliennes pour leur voyage « sont des sommes payables », c'est pourquoi les autorités surinamiennes expliquent qu'elles ne peuvent pas faire grand-chose. De fait, ce sont des sommes payables, mais beaucoup de femmes ont toutefois des difficultés à la payer rapidement et seules : tout au long de leur passage au *club*, l'endettement s'alourdit, car d'autres sommes viennent s'ajouter à la dette initiale et il est, en général, nécessaire de faire intervenir des clients pour qu'ils les payent car ce qu'elles gagnent en SRD est insignifiant en comparaison à la dette qu'elles doivent payer en USD. En ce qui concerne les clients qui les aident à payer leur dette envers le *club*, elles établissent bien souvent des relations amoureuses avec ceux-ci dès lors qu'elles quittent le *club*, et ces anciens clients deviennent dès lors leur « fixe » ou leur « mari » – des catégories dans lesquelles l'aide financière pour la femme est implicite.

Lorsque l'on s'intéresse à la trajectoire des femmes dans leur mobilité vers et dans les Guyanes, il convient de se pencher la question de l'industrie migratoire. L'analyse que David Kyle fait de la marchandisation de la migration clandestine en Équateur montre le rôle du « marchand de migration » (soit l'intermédiaire) dans ce processus, ainsi que les diverses activités économiques et politiques qui sont mobilisées durant la mobilité migratoire. L'industrie de la migration est corrélée au contrôle aux frontières et, plus les frontières sont contrôlées, plus la marchandisation du migrant est lucrative, car la migration internationale n'est pas seulement individuelle, mais est aussi liée à divers secteurs économiques qui

favorisent et participent à la traversée⁶²⁹. Qui plus est, au Guyana et au Suriname, l'État bénéficie également de la présence de Brésiliennes et de Brésiliens, dans la mesure où l'argent qu'ils gagnent, notamment dans les *garimpos*, permet d'injecter des sommes significatives dans l'économie locale.

Dans le cadre de l'analyse de la marchandisation du migrant et de l'industrie – légale ou pas – qui se structure autour de lui, on trouve la dynamique de la mobilité des femmes brésiliennes vers la prostitution – analysée dans cette thèse –, ainsi qu'un flux qui bénéficie financièrement aux *clubs*, mais aussi aux agences de voyages qui organisent le voyage, ou encore aux avocats, aux chauffeurs de taxis et aux interprètes, qui sont parfois les interlocuteurs des femmes avec le *club* (qui en est financièrement bénéficiaire en renouvelant ses employées, mais aussi avec les loyers, les amendes, le renouvellement du visa de touriste et de la date du billet de retour, la confiscation du passeport, entre autres formes d'exploitation économique visibles). Au Suriname, le cycle de la négociation autour de la mobilité des travailleuses du sexe continue avec le déplacement des femmes des *clubs* vers les *cabarés*, dans le cas où le/la propriétaire de ce dernier ne les a pas contactées directement, car les petits agents de *plocs* sont multiples – allant des chauffeurs de taxis aux propriétaires des maisons d'amies – car ils peuvent se faire de l'argent en les recommandant.

Ces dernières années, certains *cabarés* ont commencé à ne plus dépendre des travailleuses du sexe qui sortent des *clubs* : ils ne dépendent plus autant de ces femmes qu'auparavant car ils vont directement recruter au Brésil. Les propriétaires des *cabarés* interrogées, qui disaient ne recruter que des travailleuses du sexe expérimentées et étant déjà au Suriname, expliquaient cette nouvelle situation en disant que « les femmes sont très malignes », qu'elles ne veulent pas rester plus de quinze jours si elles ne gagnent pas ce qu'elles espéraient ou qu'elles cherchent à négocier d'autres bénéfices. Pourtant, dans cette nouvelle modalité, on compte aussi, chez les Brésiliennes qui voyagent pour aller exercer la prostitution dans les *cabarés*, des « novices » dans cette activité. Or, ces situations révèlent que les *cabarés* sont en train de s'aligner sur le modèle des *clubs*.

La prostitution s'adapte en fonction de la société dans laquelle elle est exercée⁶³⁰, ce qui montre la nécessité de prendre en compte le fait que chaque pays a ses propres instruments légaux qui viennent faciliter ou compliquer l'exercice de la prostitution. Il ne faut pas perdre de

⁶²⁹ KYLE, David. *Transnational peasants: migrations, networks, and ethnicity in Andean Ecuador*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2000.

⁶³⁰ WELZER-LANG, Daniel; BARBOSA, Odette; MATHIEU, Lilian. *Prostitution: les uns, les unes et les autres*. Paris: Éditions Métailié, 1994.

vue qu'il existe des conflits entre les divers acteurs impliqués dans les relations qui se créent durant la mobilité, et il est important de savoir que ces conflits surgissent aussi entre les structures de l'État et le marché du sexe. Dans les Guyanes, les Brésiliennes qui migrent pour travailler dans le marché du sexe s'adaptent à celui-ci et le recrée, en contournant les méandres légaux et symboliques qui l'entourent. Le marché du sexe, à son tour, crée et recrée des structures qui tentent d'éloigner les travailleuses du sexe des marqueurs ou des indices de la traite des êtres humains mentionnés dans le Protocole de Palerme, tels que la tromperie, la menace et la violence. De ce fait, pour contrôler les femmes qui travaillent dans les *clubs*, ces derniers mettent en place des amendes, des décomptes hebdomadaires de sommes qu'elles ont reçues des clients, la confiscation de leur passeport et une pression pour qu'elles aient plus de clients, justifiant cela par le fait que le prix du loyer va augmenter si les bénéfices du *club* venaient à diminuer.

Au Guyana et au Suriname, les *clubs* – qui sont inscrits dans les registres en tant qu'hôtels et/ou bars – changent en permanence de mode de fonctionnement pour se sortir de situations qui pourraient leur apporter des problèmes avec la justice. Nous avons pu observer que les *clubs* tentent de camoufler le type de services qu'ils vendent en manquant clairement de respect aux travailleuses du sexe qui ne connaissent ni la langue ni les aspects juridiques de la prostitution dans le pays. Qui plus est, ces derniers ont un engagement moral vis-à-vis du paiement de la dette qu'elles ont « accepté » de contracter avec la personne qui les a « aidées » ; elles pensent donc avoir un contrat qu'elles doivent respecter, ce qui ouvre la voie à de réelles et puissantes procédures criminelles à leur encontre, alors qu'elles n'ont pas à cacher aux autorités qu'elles offrent des services sexuels, même si, dans les deux pays, l'exercice de la prostitution est illégal. On se trouve donc face à des jeux de pouvoir interagissant avec des composants délictueux qui prennent appui sur des aspects économiques, légaux et politiques.

La migration des femmes brésiliennes vers les Guyanes est généralement interprétée comme une migration pour la prostitution, notamment quand les femmes partent de Belém, ce qui entraîne une vision stéréotypée de leur mobilité. Et, lorsque la destination est le Suriname ou le Guyana, il est couramment admis que la majorité des Brésiliennes qui circulent dans ces deux pays sont victimes de traite internationale d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Si ce discours était auparavant le même au sujet de la Guyane Française⁶³¹, il s'est aujourd'hui quelque peu atténué, même s'il persiste. De manière générale, les Brésiliennes qui

⁶³¹ Pour plus d'informations sur le discours de la presse sur les Guyanes, en particulier en Guyane Française, voir POLICE, Gérard. *Eudorado: le discours brésilien sur la Guyane française*. Matoury : Ibis Rouge Editions, 2010.

migrent vers le Suriname pour se prostituer ne se perçoivent pas comme des victimes, mais comme des personnes qui essaient de changer de vie pour elles et pour leur famille. D'autre part, les femmes interviewées disent le plus souvent qu'elles ne sont pas faites pour être prostituées, que cette activité demande une « aptitude », une « envie », et qu'elles ne comptent pas rester bien longtemps dans la prostitution, mais envisagent d'« essayer ensuite d'en sortir » : « ça c'est pas pour moi » a été la phrase la plus prononcée par celles qui n'étaient plus travailleuses du sexe. Ainsi, pour la majorité d'entre elles, la prostitution est avant tout un moyen d'accéder à une meilleure situation socioéconomique, nécessaire au futur de leurs enfants et au bien-être de leurs grands-parents qui, en général, se sont occupés de leurs enfants pendant qu'elles étaient hors du Brésil. Toutefois, elles n'ont pas toutes réussi dans leur mobilité : cette recherche a montré que, pour beaucoup de « novices », le succès dépend de leur sortie du marché du sexe, qui peut être obtenue grâce à des arrangements avec des clients, au paiement partiel ou total de la dette ou grâce à un mariage/amitié, ce qui les aide peu dans leur *empoderamento* (*empowerment*), puisque, même celles qui travaillent dans d'autres secteurs demeurent dépendantes du support financier d'un homme, entre autres parce que le stigmate de la femme brésilienne sans « mari » est important dans les Guyanes.

Selon la majorité des interlocutrices de cette recherche, la migration via la prostitution se fait avec une connaissance préalable, le consentement et est perçue comme provisoire, ce qui peut être lu comme une stratégie d'émancipation économique et de mobilité sociale, plutôt que comme une « aptitude » ou d'un projet de travail sur le marché du sexe. Elles n'acceptent pas la condition de victimes – que ce soit de la traite des êtres humains ou de prostitution – essentiellement parce qu'on ne leur a pas menti et qu'elles n'ont pas souffert de violences physiques. Pour les Brésilien-ne-s interrogé-e-s, « connaissance préalable » signifie qu'il n'y a pas eu de tromperie, et « consentement » signifie qu'il n'y a pas eu d'usage de la force ; autrement dit, il s'agit d'une prostitution « libre », ce qui ne veut pas dire pour autant que leurs droits ne soient pas été violés. Même si elles affirment qu'à aucun moment de leur trajectoire en tant que *menina de club* ou en tant que *plocs* elles n'ont été victimes de violence symbolique de la part des propriétaires des *clubs* ou des *cabarés*, leurs récits font toutefois état d'éléments de coercition, d'intimidation, de manipulation et d'une vigilance constante de leur part. Dans ce cadre, il est essentiel d'analyser les processus migratoires liés au marché du sexe dans les Guyanes à partir de l'expérience des personnes qui ont vécu l'univers des économies sexuelles dans cette région du monde, car elles révèlent des trajectoires et des situations fort diverses qui ne peuvent donc être abordées de manière homogène. Le terrain a montré que, lorsque l'on s'intéresse aujourd'hui à la migration pour la prostitution, il faut prendre quelques précautions,

car ce parcours ne signifie pas forcément « traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle », bien que cela existe également.

Au Suriname, au-delà des Brésiliennes, d'autres nationalités ont aussi gagné du terrain sur le marché du sexe, comme les femmes venant d'Amérique du Sud, notamment de la République Dominicaine (Amérique Centrale) – le nombre de Dominicaines en Guyane Française ne cessant d'augmenter. Les interlocuteur-rice-s de cette recherche expliquent cette situation par le fait que les Brésiliennes connaissent déjà la façon de migrer avec une dette envers un *club* et, de ce fait, elles cherchent d'autres moyens de traverser la frontière – celles qui acceptent encore de partir par le biais d'un *club* le feraient par manque de connaissances et/ou de ressources.

Quand les rapports d'organisations internationales de droits humains ou d'institutions de soutien économique accusent le Guyana et le Suriname de ne pas prendre de mesures face à la traite de personnes – ou de faire trop peu de choses pour résoudre ce problème –, les gouvernements tentent de montrer une image différente de celle présentée et, en conséquence de ces rapports, la police fait de nouveaux contrôles dans les établissements pour vérifier qu'il n'y ait pas de mineures ou de femmes sans-papiers. Au Guyana, certaines de ces actions ont déjà donné lieu à des enquêtes sur certains propriétaires de *clubs* encourageant la prostitution et la venue de femmes migrantes. Au Suriname, les contrôles faits dans le cadre de ces enquêtes donnent généralement lieu à l'expulsion des femmes en question.

Ces dernières années, au Suriname, la presse locale a publié quelques débats de représentants d'organisations publiques au sujet de l'éventualité de réglementer la prostitution dans le pays, mais il n'y a pas encore de consensus sur le sujet. Dans ces débats, l'accent est mis sur la proposition de mettre en œuvre des actions policières pour empêcher la prostitution et criminaliser les propriétaires d'établissements qui offrent ce type de services, mais, dans la plupart de ces débats, la cible sont les *cabarés*. Il est donc couramment admis que, s'il y a des victimes de trafic de personnes, elles se trouvent dans les *cabarés* et non dans les *clubs*, puisque les agents de l'État interviennent déjà régulièrement dans les *clubs*, bien qu'en réalité ils utilisent le pouvoir qui leur est attribué pour « autoriser » la prostitution illégale dans ces espaces.

Au Brésil, la presse (écrite comme télévisuelle) associe directement la prostitution pratiquée dans la région des Guyanes au la traite de personnes. À ce titre, des organisations non gouvernementales ont été créées, notamment dans la région Nord, pour se pencher sur ce crime. Les dénonciations de supposées victimes dans les Guyanes est aussi l'une des préoccupations des autorités brésiliennes dans le domaine du contrôle aux frontières, et, à ce titre, le

gouvernement a réalisé des campagnes pour conscientiser la population sur ce crime et a également cherché à adapter la législation. Pour résumer, les regards, débats et actions gouvernementales et éducatives en direction des femmes en déplacement dans les Guyanes n'ont cessé de se développer, de même que la « panique morale » s'est renforcée et réactualisée. Ces effets sont liés aux changements de comportement des lieux destinés à la prostitution mais aussi de celui des femmes en situation de mobilité vers le marché du sexe. Ces questions et d'autres ont participé à l'augmentation du nombre de femmes d'autres nationalités sur le marché du sexe des Guyanes, ce qui rend le phénomène moins visible du fait de ne plus attirer l'attention sur la présence de Brésiliennes.

Dans les récits des personnes interviewées, on peut voir une appropriation du discours – diffusé notamment dans les médias brésiliens – selon lequel la migration pour la prostitution est liée à la traite de personnes et à certaines catégories associées à ce crime. L'une des interviewées a même parlé de « traite d'esclaves blanches »; une autre a déclaré que des femmes de moins de 18 ans qui migrent au Suriname pour se prostituer sont victimes de la traite de personnes, tout en niant que sa propre migration puisse être liée à ce phénomène, bien qu'elle ait migré au travers d'un *club* à l'âge de 17 ans, avec des papiers falsifiés par la personne qui l'a recommandée.

Dans le cas précis du terrain analysé ici, la marginalisation et la stigmatisation qui pèsent sur les travailleuses du sexe sont renforcées par la situation de frontière, de « marge » par rapport à l'État, ainsi que par les conditions sociales des régions de *garimpos*, notamment parce qu'elles interagissent dans des espaces circulatoires transnationaux. De ce fait, certaines des femmes qui circulent dans le marché du sexe des Guyanes ne disent pas à leur famille qu'elles sont dans la prostitution. Quand elles ne cachent pas leur situation, c'est alors la famille qui va cacher aux autres le pays où est allée leur fille, y compris lorsque celle-ci n'est pas partie pour travailler dans le marché du sexe. Certaines des femmes interviewées ont voyagé sans dire qu'elles allaient au Suriname, car, comme nous l'avons vu, au Brésil, la migration féminine vers ce pays est systématiquement mise en relation avec la prostitution et la traite d'êtres humains, tant dans les médias que dans l'imaginaire des personnes, notamment dans la région Nord.

De manière générale, au Suriname, les Brésiliennes qui se prostituent voient le travail du sexe comme provisoire, comme un passage de trois mois dans un *club* pour gagner de l'argent rapidement avant de retourner au Brésil ; n d'autres termes, il s'agit d'une mobilité économique. Cependant, si elles touchent l'argent en espèce et rapidement, elles ne parviennent pas toutes à avoir le montant promis ou espéré ; c'est pourquoi elles cherchent alors des espaces

plus lucratifs, que ce soit dans les services sexuels ou dans d'autres types d'activités, à Paramaribo ou dans les *garimpos*. Or, lorsqu'elles partent en direction des *garimpos*, elles redessinent leur projet migratoire, puisque, en sortant des *clubs*, si elles ne sont pas mariées ou en couple avec un « fixe », elles choisissent – au lieu de rentrer au Brésil – de circuler dans les espaces sociaux d'interaction de Brésilien-ne-s, car elles quittent les *clubs* pour travailler dans des *cabarés* en espérant pouvoir gagner plus d'argent.

Dans les Guyanes, la mobilité des femmes, liée à la prostitution et aux *garimpos*, n'est pas homogène et a pour effet de les insérer dans le marché du travail informel et précaire. La majorité d'entre elles ne font pas partie du marché transnational du sexe, mais plutôt d'un contexte de réactualisation de situations qui participe au maintien des inégalités empreintes de marqueurs de genre – et bien souvent rétro-alimentées par les femmes elles-mêmes. Celles qui font partie du marché transnational du sexe se déplacent entre le Guyana, le Suriname, la Guyane Française, le Brésil, l'Amérique Centrale et l'Europe afin de trouver, par le biais de leur réseau de contacts, un marché du sexe plus lucratif, sans écarter totalement la possibilité de se marier et de mettre fin à leur carrière de travailleuse du sexe.

Dans la perspective d'un travail temporaire sur le marché du sexe, les *clubs* de prostitution du Guyana et du Suriname servent de tremplin aux femmes brésiliennes qui migrent vers ces pays, notamment à celles qui n'exerçaient pas la prostitution avant leur voyage. Qui plus est, les *garimpos* cherchent aussi à attirer une partie de ces femmes, ce qui participe à la permanence de ces dernières dans les Guyanes et leur permet d'accéder à d'autres domaines que les seuls *cabarés*, comme les emplois domestiques (principalement comme cuisinières), le commerce (dans les *cantinas* ou comme vendeuses ambulantes), l'entrepreneuriat (en devenant propriétaires d'un *cabaré* ou d'une machines d'extraction d'or dans les zones minières, ou propriétaires d'une boutique en ville) ou les emplois de service (manucure, pédicure, coiffure), suivant alors la même logique que suivent la majorité d'entre elles au Brésil, à savoir le travail dans activités informelles, provisoires, mal rémunérées et sans droits, car la circulation dans les Guyanes ne se fait pas seulement au niveau géographique, mais aussi au niveau professionnel: un jour elles sont prostituées et, d'un moment à l'autre, elles peuvent trouver un poste de cuisinière dans un *garimpo*, puis recevoir en cadeau, de la part de leur « mari » ou de leur « fixe », l'argent pour ouvrir un *cabaré*, ou encore s'acheter une machine d'extraction d'or avec leur propre argent, entrant alors dans l'espace masculin des zones minières – mais, dans ce cas, elles ont un chef d'équipe, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas présentes sur le lieu d'extraction de minerais. Pendant le travail de terrain (2011-2012), beaucoup des femmes qui ont travaillé dans des *clubs* (comme gérante ou autre), et qui ont fait venir des femmes de Belém, étaient devenues

soit propriétaires d'une machine d'extraction d'or, soit cuisinières, ou bien étaient retournées au Brésil ou s'étaient mariées. Cela montre que, dans la mobilité dans le circuit du marché du sexe, cette activité peut être temporaire, suivant ainsi la même logique que les travailleuses du sexe qui n'ont pas fait venir de femmes et qui n'ont pas été gérantes de *clubs*. Le parcours de la mobilité se dessine donc en fonction des rôles de genre, des générations et des priorités économiques.

Si l'expression « gagner de l'argent » est souvent apparue dans les entretiens avec les femmes au moment d'évoquer la prostitution, cela ne signifie pas toujours une volonté d'enrichissement, car, bien souvent, cette expression permet de justifier la stratégie adoptée (stratégie stigmatisée et moralement disqualifiée par la société, que ce soit dans les *garimpos* ou en ville) pour avoir un revenu leur permettant d'être autonomes au niveau affectif et économique. Cependant, si elles sont passées par divers circuits de mobilité professionnelle, rares sont celles pour lesquelles on peut affirmer qu'il y a eu un *empoderamento* (*empowerment*), l'« aide » fournie par un homme étant toujours nécessaire. Concrètement, elles ont la possibilité de travailler (« ça manque pas de travail ») et, si certaines ont réussi à avoir leur propre maison et à payer l'école privée ou l'université à leurs enfants, ce n'est pas la règle. Ainsi, comme beaucoup d'hommes qui, au fil du temps, ont arrêté d'envoyer de l'argent à leur famille, certaines femmes arrêtent également ou ne le font qu'occasionnellement ou quand il y a une urgence, de sorte que la personne qui gardait provisoirement les enfants devienne leur responsable pour une durée indéterminée. D'autres n'envoient pas d'argent de façon régulière, soit par manque d'organisation soit parce que leur revenu suffit à peine à couvrir leurs dépenses personnelles – mais, à l'inverse de nombreux hommes – elles restent toujours en contact avec leur famille.

La mobilité constante d'hommes et de femmes brésiliens dans les zones de *garimpos* dans les Guyanes et les diverses manières de s'adapter à ces espaces et à leurs activités professionnelles participent au « savoir circuler » – pour reprendre Alain Tarrius⁶³² – qui est imbriqué à la construction de réseaux de relations solides et adaptables aux contextes qui se présentent. Traverser la frontière et circuler dans ce territoire pluriel que sont les Guyanes ne revient pas simplement à parcourir des routes, des rivières et des chemins au milieu de la forêt ; il faut aussi s'appropriier socialement et symboliquement ce territoire, en construisant de nouveaux espaces et en contournant les dispositifs de contrôle.

632 TARRIUS, Alain. Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s. *Regards croisés sur l'économie* - Économie politique des migrations, v.2, n.8, p. 63-70, 2010.

Le déplacement entre la « brousse » et la « rue » n'est pas nécessairement un mouvement qui implique l'installation et l'insertion sociale dans le pays d'accueil, car il s'agit d'un déplacement largement flexible et connecté à d'autres circuits aux dimensions transnationales. Ce sont des personnes, des marchandises, des modes de vie, de parler, de comportement et de s'habiller qui circulent entre la « brousse » et la « rue », tous liés à différents mécanismes de gestion et à des normes formelles et informelles bien consolidées.

Avec le temps, le projet de courte durée au Suriname ou au Guyana, de même que les départs vers la Guyane Française à partir du Suriname, avec une perspective de retour définitif au Brésil, se transforme, pour certains hommes et femmes, en allers et venues entre ces territoires, tandis que le désir de retour demeure important dans le discours de ces migrants. Pour d'autres, l'ancien désir d'un séjour rapide demeure présent sans qu'ils se rendent compte que ce sentiment de provisoire est plus proche d'une installation dans le pays d'accueil que d'un retour dans le pays d'origine. Même les travestis/transsexuels qui affirment leur retour avec certitude, envisageaient d'aller dans des pays du Premier Monde, pour travailler soit comme manucures ou coiffeuses soit comme travailleuses du sexe. Le retour dans le pays d'origine se fait le plus souvent lors de situations exceptionnelles comme, par exemple, en raison de problèmes de santé.

Certaines personnes interviewées ne perçoivent pas le va-et-vient entre le Brésil et le pays d'accueil comme quelque chose de cyclique, à l'instar de celui entre la « rue » et la « brousse », qui a la même logique que le trajet de retour vers la ville natale : il s'agit d'une situation temporaire, d'une circulation qui fait partie du quotidien, d'une vie entre la ville de départ et les divers espaces d'accueil, de sorte que la circulation dans les Guyanes finit par se substituer au projet de retour définitif au Brésil. La circulation fonctionne comme l'élément principal de leur mobilité dans cette région et favorise la construction de divers trajectoires et flux, mais, en raison des relations de proximité du réseau social établi et du fait que les flux soient déterminés par « la rumeur sur l'or », il n'y a pas de destination privilégiée. Ce sont les relations en question et la rumeur de l'or qui définissent les axes circulatoires et les activités professionnelles dans lesquelles s'engagent hommes et femmes : eux dans les *garimpos* et elles des *clubs* vers les *cabarés*, des *cabarés* vers la cuisine ou le commerce, entre autres possibilités – et, dans leur mobilité, elles se repositionnent en permanence dans leurs rôles de femme, de mère, de cheffe de famille et de travailleuse.

Les hommes et les femmes interviewé-e-s font part de disparités économiques, sociales et de pouvoir vécues au quotidien dans des pays socialement inégalitaires, où les personnes n'accèdent pas pleinement aux droits de citoyens. Soulignons que les femmes, face à diverses

situations faites de violence, de difficultés, d'inégalités, de préjugés et de racisme, continuent à chercher de nouvelles solutions et opportunités. Ces femmes qui font tout leur possible pour leurs enfants et leur famille, ce qui passe généralement par le rêve d'une maison à elles et par la création de mécanismes offrant à leurs enfants une ascension sociale par le biais de l'éducation. Quand elles parlent de ce qui les a attirées dans le pays d'accueil, elles disent généralement que, dans les Guyanes, il y a des opportunités de travail, même pour ceux qui ont un faible niveau d'études (ce qui est en revanche un frein au Brésil sur le marché du travail) ; elles mentionnent aussi la sécurité publique dans les zones urbaines (et c'est là un des attraits les plus cités) ; et enfin l'accès à une éducation publique de qualité pour les enfants ; ou encore la possibilité, pour elles, d'apprendre une autre langue, ce qui leur ouvre des possibilités pour faire des études universitaires dans un autre pays.

Les politiques et actions gouvernementales en relation à la lutte contre la traite de personnes, leurs innombrables effets sur l'augmentation du contrôle et de la présence policière aux frontières et sur l'augmentation de la mobilité des travailleuses du sexe, ont déjà été analysés par divers auteurs qui soulignent la nécessité de revoir les stratégies et actions centrées sur le contrôle des projets migratoires, la victimisation, la criminalisation et le sauvetage des femmes qui exercent la prostitution à l'extérieur⁶³³ – nécessité que la recherche empirique réalisée dans le cadre de cette thèse corrobore. Les analyses doivent se tourner davantage vers l'exclusion sociale et les inégalités de genre existant au Brésil, de sorte que les stratégies d'intervention sociale soient capables d'atteindre les réels besoins des femmes, de promouvoir leur inclusion sociale et le plein exercice de leur citoyenneté, pour que la prostitution ne soit plus un chemin pour fuir la violence domestique, le chômage et le manque de perspectives – il est cependant important de ne pas perdre de vue que beaucoup de Brésiliennes qui sont au Suriname en tant que travailleuses du sexe ont déjà résolu leurs problèmes économiques et ont malgré tout choisi de continuer à exercer dans la prostitution.

Le marché du sexe que nous avons présenté ici montre la nécessité de rester attentif aux femmes dont la mobilité est définie par l'exercice de la prostitution (notamment celles qui ont une dette), car de « victimes » elles peuvent devenir « coupables » en s'engageant illégalement dans le crime de la traite d'êtres humains, car, au Guyana comme au Suriname, l'exercice de la prostitution est illégal. Selon les cas présentés par les interlocuteur-riche-s, les femmes « désignées » par les autorités du Suriname et du Guyana comme victimes de la traite ou comme exerçant illégalement la prostitution ont été expulsées en tant que clandestines, autrement dit,

⁶³³ Pour connaître les auteurs ayant travaillé sur ces questions, voir la note 112 dans le chapitre I.

elles n'ont été ni accueillies ni protégées comme supposées « victimes ». D'un autre côté, dans les réseaux d' « aide », elles deviennent des cibles faciles à criminaliser, en raison de la négligence des organes de l'État et de la mise en œuvre d'instruments légaux uniquement quand cela semble opportun à ces organes.

Milena Jakšić, à partir d'une recherche sur la traite d'êtres humains en France, réalisée auprès de magistrats, d'avocats, de policiers et d'associations travaillant pour la protection des victimes de ce crime, problématise le discours de la « victime idéale » (achetée, vendue et exploitée) et de la « victime coupable » (en raison de leur clandestinité ou du racolage) : la victime de la traite d'êtres humains – objet d'attention des droits humains – devient alors une menace pour les agents de l'État, passant de la condition de victime à celle de coupable⁶³⁴. Ce scénario se rapproche du discours en circulation dans les Guyanes chez les agents de l'État lorsqu'ils évoquent le cas des femmes ayant contracté une dette pour aller dans un *club* de prostitution, du fait qu'elles savaient qu'elles allaient se prostituer et parce qu'elles se trouvent dans le pays sans être régularisées.

Il serait réducteur d'analyser la mobilité des Brésiliennes dans les Guyanes en s'appuyant principalement sur le discours autour de la traite internationale d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. N'aborder la question que sous cet angle reviendrait à prendre le risque d'invisibiliser les importantes différences entre les parcours de chacune de ces femmes – comme c'est le cas dans le marché du sexe – et à contribuer à la stigmatisation, aux préjugés et au maintien de situations d'exploitation par le travail, d'extorsion, de chantage et de violation des droits humains dans lesquelles beaucoup de femmes se trouvent, renforçant ainsi les inégalités sociales, de classe, de « race », d'ethnie et les relations sociales de sexe. Par ailleurs, d'autres questions liées au déplacement de Brésilien-ne-s vers les Guyanes – comme le travail précaire, la violence et la vulnérabilité sociale – en situation migratoire, régularisée ou pas, ne font pas partie de l'agenda gouvernemental surinamien, ni même des actions publiques brésiliennes, laissant ainsi de côté les demandes migratoires de longue date de Brésiliens à l'extérieur du pays. Dans les récits de nombreux-ses interviewé-e-s, émerge clairement un manque de confiance et une insatisfaction quant aux services des consulats brésiliens dans les Guyanes et en Hollande, certains se sont même plaints de traitement discriminatoire en fonction de la classe sociale. Bien souvent, les églises, associations et ONG se trouvant dans ces pays et dirigées vers les citoyens brésiliens sont mobilisées pour aider les Brésilien-ne-s en situation de

⁶³⁴ Milena Jakšić. *La traite des êtres humains en France : de la victime idéale à la victime coupable*. Paris : CNRS Éditions, 2016.

vulnérabilité, bien qu'elles ne parviennent pas toujours à apporter le soutien nécessaire, en raison de la gravité ou de la complexité du problème⁶³⁵. La majorité des Brésilien-ne-s se trouvant dans les « territoires circulatoires » des Guyanes se trouvent à la marge des programmes publics de sécurité sociale – que ce soit dans ces pays ou au Brésil – ce qui a des conséquences importantes quand ils retournent au Brésil pour des problèmes de santé ou à un âge qui ne leur permet plus de s'insérer sur le marché du travail, sans compter ceux qui reviennent de manière cyclique, avec des périodes d'investissement au Brésil dans le secteur des micro et petites entreprises et dans le secteur informel précaire, soit des secteurs qui les laissent à la marge des programmes de sécurité sociale et génèrent donc des difficultés d'insertion sociale et au moment de la retraite. Le gouvernement brésilien doit donc s'intéresser plus sérieusement à ces migrants.

⁶³⁵ Par exemple, si la question carcérale des Brésiliens dans les Guyanes n'a pas été analysée dans cette thèse, elle est toutefois apparue dans la majorité des entretiens, les interviewé-e-s évoquant des personnes emprisonnées qui pourraient déjà être en liberté, soit des personnes sans aucun soutien juridique. Le niveau scolaire des migrants étant faible, ils ne parlent généralement pas la langue du pays d'accueil et tous n'ont pas de famille sur place, ce qui complique l'accès aux mécanismes légaux de défense.

BIBLIOGRAPHIE

AGUSTÍN, Laura Maria. La industria del sexo, los migrantes y la familia europea. *Cadernos Pagu*, n.25, p.107-128, 2005.

AGUSTÍN, Laura Maria. *Sex at the margins : migration, labour markets and the rescue industry*. London : Zed Books, 2007.

ALBUQUERQUE, José Lindomar Coelho. *Imigração em territórios fronteiriços*. In : CONGRESSO PORTUGUÊS DE SOCIOLOGIA, 6 : Mundos sociais : saberes e práticas. Lisbonne, 26-28 juin 2008, 13p. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/ccrh/v23n60/v23n60a09.pdf>. Accès : 12 juillet 2016.

ALGEMEEN BUREAU VOOR DE STATISTIEK IN SURINAME. *ABS Census Uitslag 2012*. 1p. Disponible sur : <http://www.statistics-suriname.org/index.php/censuskantoor/abs-census-uitslag-2012>. Accès : 8 novembre 2016.

ALVAREZ, Marcos César ; SALLA, Fernando. Estado-Nação, fronteiras, margens : redesenhando os espaços fronteiriços no Brasil contemporâneo. *Civitas*, v.13, n.1, p.9-26, 2013.

ALVAREZ, Marcos César ; SALLA, Fernando. *Violência e fronteiras no Brasil : tensões e conflitos nas margens do Estado-nação*. In : ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 34. Caxambu, 25-29 octobre 2010. 31p. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/papers-34-encontro/st-8/st37-1>. Accès : 10 janvier 2016.

ANTONIUS-SMITS, Christel et al. Gold and commercial sex : exploring the link between small-scale gold mining and commercial sex in the rainforest of Suriname. In : KEMPADOO, Kamala. (Ed.). *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*. Lanham : Rowman & Littlefield, 1999. p.237-259.

ARAGÓN, Luis E. Apresentação. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p.5-6.

ARAUJO, John da Silva. *Brasyonkerki : les églises de Brésiliens au Suriname*. 420p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale et Historique) - Université de Toulouse II, Toulouse, 2015.

ARAUJO, John da Silva. *O « Oriente » no « Ocidente » : observando o islã no Suriname*. 170p. Dissertation (Master en Sciences Sociales) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2009.

ARAUJO, Osvaldina dos Santos. *O controle da atividade policial : um olhar sobre a Ouvidoria do Sistema de Segurança Pública do Estado do Pará*. 179p. Dissertation (Master en Sociologie) - Université de São Paulo, São Paulo, 2008.

ARAUJO, Osvaldina dos Santos. *O educador e a formação do policial militar no CFAP*. 122p. Monographie (Especialização em Gestão de Sistemas Educacionais) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2002.

AROUCK, Ronaldo de Camargo. *Brasileiros na Guiana Francesa : fronteiras e construção de alteridades*. Belém : UFPA/Naea, 2002.

ARY, Thalita Carneiro. *O tráfico de pessoas em três dimensões : evolução, globalização e a rota Brasil-Europa*. 159p. Dissertation (Master en Relations Internationales) - Université de Brasília, Brasília, 2009.

ASIS, Maruja M.B. Le « marché » des migrations féminines en Asie. In : ALTERNATIVES SUD. *Genèse et enjeux des migrations internationales*. Paris : Centre Tricontinental et Éditions Syllepse, 2004. p.39-44

ASSOCIAÇÃO DE UNIVERSIDADES AMAZÔNICAS. *Dossiê trabalhadores brasileiros em Suriname : condições de trabalho e reivindicações trabalhistas*. Belém : AUA, 2013

AUSSERER, Caroline. *Controle em nome da proteção : análise crítica dos discursos sobre tráfico internacional de pessoas*. 170p. Dissertation (Master en Relations Internacionales) - Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2007.

BEAUVOIR, Simone de. *O segundo sexo*. 2.ed. São Paulo : Difusão Européia do Livro, 1967.

BERNSTEIN, Elizabeth. Militarized humanitarianism meets carceral feminism : the politics of sex, rights, and freedom in contemporary antitrafficking campaigns. *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, v.36, n.1, p.45-71, 2010.

BERTAUX, Daniel. *L'enquête et ses méthodes : le récit de vie*. 3.éd. Paris : Armand Colin, 2013.

BLANCHETTE, Thaddeus Gregory ; SILVA, Ana Paula da. As rotas da PESTRAF : empreendedorismo moral e a invenção do tráfico de pessoas no Brasil. *Ártemis*, v.18, n.1, p.12-27, 2014.

BLANCHETTE, Thaddeus ; SILVA, Ana Paula da. O mito de Maria, uma traficada exemplar : confrontando leituras mitológicas do tráfico com as experiências de migrantes brasileiros, trabalhadores do sexo. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.19, n.37, p.79-105, 2011.

BLANCHETTE, Thaddeus Gregory ; SILVA, Ana Paula da. On bullshit and the trafficking of women : moral entrepreneurs and the invention of trafficking of persons in Brazil. *Dialectical Anthropology*, v.36, p.107-125, 2012.

BORDES-BENAYOUN, Chantal. Culture et rituels en mouvement. In : BABY-COLLIN, Virginie et al. (Dirs.). *Migrants des Suds*. Montpellier : Éditions IRD et PUM, 2009. p.387-392.

BODY MODIFICATION EZINE. [sans titre]. Disponible sur : <https://www.bme.com/>. Accès : 12 octobre 2016.

BOURDIEU, Pierre. *La domination masculine*. Saint-Amand-Montrond : Éditions du Seuil, 1998.

BOURDIEU, Pierre. *O poder simbólico*. 6.ed. Rio de Janeiro : Bertrand Brasil, 2003.

BRASIL. *Lei nº 11.106*, du 28 mars 2005. Publiée en 29.3.2005. (Altère les arts. 148, 215, 216, 226, 227, 231 et ajoute l'art. 231-A au Décret-Loi nº 2.848, du 7 décembre 1940 - Code Pénal et autres sources.) Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2005/lei/111106.htm. Accès : 7 février 2017.

BRASIL. *Lei nº 12.015*, du 7 août 2009. Publiée le 10.8.2009. (Altère le Titre VI de la partie spéciale du Décret-Loi nº 2.848, de 7 décembre 1940 - Code Pénal, et l'art. 1^o de la Loi nº 8.072, du 25 juillet 1990, qui traite sur les crimes odieux, aux termes de l'alinéa XLIII de art. 5^o de la Constitution Fédérale et révoque la Loi nº 2.252, du 1^o juillet de 1954, qui traite de la corruption des mineurs.) Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2009/lei/112015.htm. Accès : 22 décembre 2010.

BRASIL. *Lei nº 8.069*, du 13 de juillet 1990. Publiée le 16.7.1990. (Traître sur l'Etude de l'Enfant et de l'Adolescent et d'autres sujets) Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/L8069.htm. Accès : 12 décembre 2016.

BRASIL. Ministério da Justiça. *Segurança pública nas fronteiras : sumário executivo : estratégia nacional de segurança pública nas fronteiras*. Brasília : Ministério da Justiça e Cidadania-Secretaria Nacional de Segurança Pública, 2016.

BRASIL. Ministério da Justiça. Secretaria Nacional de Justiça. *Pesquisa ENAFRON : diagnóstico sobre tráfico de pessoas nas áreas de fronteira*. Brasília : Ministério da Justiça. Secretaria Nacional de Justiça, 2013.

BRASIL. Secretaria Nacional de Justiça. *Indícios de tráfico de pessoas no universo de deportadas e não admitidas que regressam ao Brasil via o aeroporto de Guarulhos*. Brasília : Ministério da Justiça, 2006.

BRAZ, Camilo Albuquerque de. *Além da pele : um olhar antropológico sobre a body modification em São Paulo*. 181p. Dissertation (Master en Anthropologie) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2006.

CAILLÉ, Alain. *L'idée même de richesse*. Paris : La Découverte, 2012.

CÂMARA DOS DEPUTADOS. *Relatório da Comissão Parlamentar de Inquérito destinada a investigar o avanço e a impunidade do narcotráfico*. Brasília : Câmara dos Deputados, 2000.

CARNET, Pauline. Da ambivalência do Estado espanhol diante das condições de passagem e instalação dos migrantes africanos "clandestinos". In : PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015. p.75-95.

CASTIGLIONI, Aurélia H. Migração : abordagens teóricas. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p.39-57.

CASTILHO, Ela Wiecko V. de. A criminalização do tráfico de mulheres : proteção das mulheres ou reforço da violência de gênero?. *Cadernos Pagu - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas*, n.31, p.101-123, 2008.

CASTILHO, Ela Wiecko V. de. *A legislação penal brasileira sobre tráfico de pessoas e imigração ilegal/irregular frente aos protocolos adicionais à convenção de Palermo*. Cascais, 486

2006. (Texte présenté au I Séminaire Portugal Brésil sur la traite des êtres humains en situation d'Immigration Illégale.)

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. *Center for the Study of Intelligence. The world factbook. Country comparison to the world.* Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2156.html#ns>. Accès : 15 mars 2016.

CHAPKIS, Wendy. Soft glove, punishing fist : the trafficking victims protection act of 2000. In : BERNSTEIN, Elizabeth ; SCHAFFNER, Laurie. (Coords.). *Regulating sex : the politics of intimacy and identity*. New York : Routledge, 2005. p.51-67.

CHAPKIS, Wendy. Trafficking, migration and the law : protecting innocents, punishing immigrants. *Gender and Society*, v.16, n.6, p.923-937, 2003.

CHAUMONT, Jean Michel. *Le mythe de la traite des blanches. Enquête sur la fabrication d'un fléau*. Paris : La Découverte, 2009.

CONFERENCIA INTERNACIONAL DO TRABALHO - 93ª REUNIÃO 2005. *Uma aliança global sobre o trabalho forçado - relatório global do seguimento da declaração da OIT sobre princípios e direitos fundamentais no trabalho*. Traduction de Edilson Alkmim Cunha. Brasília : OIT, 2005, p.16.

CONFERÊNCIA SOBRE QUESTÕES DE GÊNERO NA IMIGRAÇÃO BRASILEIRA, 1. *Documentos de base*, juin 2015. 67p. Disponible sur : http://www.brasileirosnomundo.itamaraty.gov.br/noticias/i-conferencia-sobre-questoes-de-genero-na-imigracao-brasileira/Documentos_base.docx. Accès : 12 avril 2016.

CONGRESSO NACIONAL. *Relatório final da Comissão Parlamentar Mista de Inquérito - criada por meio do requerimento nº 02, de 2003-CN, « com a finalidade investigar as situações de violência e redes de exploração sexual de crianças e adolescentes no Brasil »*. Brasília, juin 2004. Disponible sur : <http://www2.senado.leg.br/bdsf/item/id/84599>. Accès : 30 mai 2016.

CORBIN, Hisakhana Pahoona. *Brazilian migration to Guyana as a livelihood strategy : a case study approach*. 177p. Dissertation (Master en Planification et Développement) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2007.

CORTES, Geneviève ; FARET, Laurent. La circulation migratoire dans « l'ordre des mobilités ». In : CORTES Geneviève ; FARET Laurent. (Dir.). *Les circulations transnationales : lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris : Armand Colin, 2009. p.7-19. (Collection U. Sciences humaines et sociales)

COSTA, Luciano Rodrigues. Os garimpos clandestinos de ouro em minas : tradição e mudança. *História & Perspectivas*, v.1, n.36-37, p.247-279, 2007.

DAS, Veena. The signature of the State. The paradox of illegibility. In : DAS, Veena; POOLE, Deborah. (Ed.). *Anthropology in the margin of the State*. Santa Fé : School of American Research, 2004. p.225-252.

DAS, Veena ; POOLE, Deborah. State and its margins : comparative ethnographies. In : DAS, Veena ; POOLE, Deborah. (Eds.). *Anthropology in the margins of the State*. Santa Fé : School of American Research Press, 2004. p.3-33.

DE VRIES, Petras. 'White slaves' in a Colonial Nation : the Dutch Campaign against the Traffic in Women in the Early Twentieth Century. *Social & Legal Studies*, v.14, n.1, p.39-60, 2005.

DEUS, Amadeu Lima de. « Na vida tenho experiência » : uma etnografia sobre narrativas e memórias de travestis/transsexuais envelhescentes em Belém do Pará. 88p. TCC (Graduação em Ciências Sociais) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2014,

DIAS, Cláudia Sérulo da Cunha. (Coord.). *Tráfico de pessoas para fins de exploração sexual*. Brasília : OIT, 2005.

DIAS, Guilherme Mansur. *Migração e crime : desconstrução das políticas de segurança e tráfico de pessoas*. 318p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2014.

DIAS, Guilherme Mansur ; SPRANDEL, Marcia Anita. Reflexões sobre políticas para migrações e tráfico de pessoas no Brasil. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.19, n.37, p.59-77, 2011.

DOEZEMA, Jo. Loose women or lost women? The re-emergence of the myth of 'white slavery' in contemporary discourses of 'trafficking in women'. *Gender Issues*, v.18, n 1, p.23-50, 2000.

DUPUY, Francis. Des esclaves marrons aux Bushinenge : le marronnage et ses suites dans la région des Guyanes. *Cahier d'histoire - revue d'histoire critique*, n.89, p.29-39, 2002.

FACEBOOK. [sans titre]. Disponible sur :
<https://www.facebook.com/perola.eventos.96?ref=ts&fref=ts>. Accès : 2 mars 2016.

FACEBOOK. [sans titre]. Disponible sur :
https://www.facebook.com/RockiesBrazilianSportsBar/?fref=ts_ Accès : 2 mars 2016.

FACEBOOK. [sans titre]. Disponible sur :
<https://www.facebook.com/pages/Bigode/156706777833762>. Accès : 2 mars 2016.

FILIPPE, Anabela Ferreira. *Tráfico de seres humanos : análise de uma escravatura contemporânea*. 240p. Dissertation (Master en Comportements Déviants et Sciences Criminelles) - Université de Lisbonne, Lisbonne, 2008.

FONDATION SCHELLES. *La prostitution adulte en Europe*. Ramonville Saint-Agne : Éditions Érès, 2002.

FONDATION SCHELLES. *Rapport mondial sur l'exploitation sexuelle : la prostitution au cœur du crime organisé*. Paris : Economica, 2012.

FOUCAULT, Michel. *História da sexualidade I : a vontade de saber*. Rio de Janeiro : Edições Graal, 1988.

FOUCAULT, Michel. *Microfísica do poder*. Organisation et traduction de Roberto Machado. Rio de Janeiro : Edições Graal, 1979.

FRANÇA, Maria Stela de Campos. *Apanjaht : a expressão da sociedade plural no Suriname*. 228p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2004.

GIL, Françoise. *Prostitution : fantasmes et réalités*. Issy-les-Moulineaux : ESF Éditeur, 2012.

GOFFMAN, Erving. *Estigma : notas sobre a manipulação da identidade deteriorada*. 4.ed. Rio de Janeiro : LTC, 1988.

GOOGLE MAPS. [sans titre]. Disponible sur :
<https://www.google.com.br/maps/@4.0030885,-60.0662641,6z?hl=fr>. Accès : 15 mai 2016.

GRUPO DAVIDA. Prostitutas, « traficadas » e pânicos morais : uma análise da produção de fatos em pesquisas sobre o « tráfico de seres humanos ». *Cadernos Pagu*, n.25, p.153-184, 2005.

GUIENNE, Véronique. La prostitution : une catégorie sociale construite. In : DANET, Jean ; GUIENNE, Véronique. (Dir.). *Action publique et prostitution*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006. p.19-33.

GUILLEMAUT, Françoise. Trafics et migrations de femmes, une hypocrisie au service des pays riches. *Hommes et migrations* - Femmes contre les violences, n.1248, p.75-87, 2004.

GUILLEMAUT, Françoise ; SAMSON, Martine Schutz. *Travail du sexe et mobilité en Guyane, des défis pour la lutte contre le VIH/sida*. Antilles-Guyane : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé/Direction Générale de la Santé - DGS/RI 2, Bureau des infections par le VIH, les IST et les hépatites, 2011.

HAZEU, Marcel Theodoor. *Migração internacional de mulheres na periferia de Belém. Identidades, famílias transnacionais e redes migratórias em uma cidade na Amazônia*. 178p. Dissertation (Master en Planification du Développement) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2011.

HIRATA, Daniel. Segurança pública e fronteiras : apontamentos a partir do “Arco Norte”. *Ciência e Cultura*, v.67, n.2, p.30-34, 2015.

HÖFS, Carolina Carret. O barco vai se levando : retrato de uma imigrante brasileira em Paramaribo, Suriname. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.15, n.29, p.47-70, 2007.

HÖFS, Carolina Carret. *Yu kan vertrouw mi : você pode confiar*. 174p. Dissertation (Master en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2006.

ILLES, Paulo ; TIMÓTEO, Gabrielle Louise Soares ; PEREIRA, Elaine da Silva. Tráfico de pessoas para fins de exploração do trabalho na cidade de São Paulo. *Cadernos Pagu* - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas, v.31, p.199-217, 2008.

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION. *Data and research on human trafficking : a global survey*. Geneva : IOM, 2002.

JAKSIC, Milena. *La traite des êtres humains en France : de la victime idéale à la victime coupable*. Paris : CNRS Éditions, 2016.

JUBITHANA-FERNAND, Andrea. International migration in Suriname. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFGA, 2009. p.185-204.

KEMPADOO, Kamala. Mudando o debate sobre o tráfico de mulheres. *Cadernos Pagu*, n.25, p.55-78, 2005.

KERGOAT, Danièle. Divisão sexual do trabalho e relações sociais de sexo. In : TEIXEIRA, Marli et al. (Orgs.). *Trabalho e cidadania ativa para as mulheres : desafios para as políticas públicas*. São Paulo : Coordenadoria Especial da Mulher, 2003. p.55-64.

KLESSE, Christian. 'Modern primitivism' : non-mainstream body modification and racialized representation. *Body & Society*, v.5, n.2-3, p.15-38, 1999.

KULICK, Don. *Travesti : sex, gender and culture among Brazilian transgendered prostitutes*. Chicago : The University of Chicago Press, 1998.

KYLE, David. *Transnational peasants : migrations, networks, and ethnicity in Andean Ecuador*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2000.

KYLE, David ; GOLDSTEIN, Rachel. Indústrias migratórias : uma comparação entre os casos Equador-Estados Unidos e Equador-Espanha. In : PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015, p.96-117.

KYLE, David ; LIANG, Zai. *Migration Merchants : Human Smuggling from Ecuador and China*. *Working Papers*, n.43, p.1-29. San Diego : The Center for Comparative Immigration Studies-University of California, 2001.

LEAL, Maria Lúcia ; LEAL, Maria de Fátima P. (Orgs.). *Pesquisa sobre tráfico de mulheres, crianças e adolescentes para fins de exploração sexual comercial - PESTRAF : relatório nacional - Brasil*. Brasília : Cecria, 2002.

LPM News Notícias. *Dois brasileiros foram assassinados no garimpo do « Alipossan » no Suriname*. 20 janvier de 2016. Disponible sur : <http://lpmnews.com/dois-brasileiros-foram-assassinados-no-garimpo-do-alipossan-no-Surinamee-veja-as-fotos/>. Accès : 13 avril 2016.

MACÉ, Éric. Ce que les normes de genre font aux corps / Ce que les corps trans font aux normes de genre. *Sociologie*, v.1, n.4, p.497-515, 2010.

MACÉ, Éric. *L'après-patriarcat*. Paris : Seuil, 2015.

MACHADO, Lia Zanotta. Famílias e individualismo : tendências contemporâneas no Brasil. *Interface - Comunicação, Saúde, Educação*, v.4, n.8, p.11-26, 2001.

MAIA, Suzana. Cosmopolitismo, desejo e afetos: sobre mulheres brasileiras e seus amigos transnacionais. In : PISCITELLI, Adriana ; ASSIS, Glaucia de Oliveira ; OLIVAR, José Miguel Nieto. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro : mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas : Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011. v.1. p.363-383.

MARCUS, George. Ethnography in/of the world system : the emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology*, v.24, p.95-117, 1995.

MARINUCCI, Roberto. *Brasileiros e brasileiras no exterior : apresentação de dados recentes do Ministério das Relações Exteriores*. 20p. Mars 2008. Disponible sur : http://www.csem.org.br/2008/roberto_marinucci_brasileiros_e_brasileiras_no_exterior_segundo_dados_do_mre_junho2008.pdf. Accès : 2 décembre 2016.

MARTINS, Carmentilla das Chagas. A migração internacional nos quadros da cooperação transfronteiriça franco-brasileira. In : ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 36. *Anais...* Águas de Lindoia, 21-25 octobre 2012. São Paulo : Association Nationale de 3ème cycle et Recherche en Sciences Sociales, 2012. p.1-30.

MATHIEU, Lilian. *La condition prostituée*. Paris : Les Éditions Textuel, 2007.

MATHIEU, Lilian. *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*. Paris : Éditions Nouvelles François Bourin, 2013.

MAUSS, Marcel. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : PUF, 2007.

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES. Departamento Consular e de Brasileiros no Exterior-DCB. Divisão das Comunidades Brasileiras no Exterior-DBR. *Consulado Itinerante em Benzdorp - Suriname*. Brasília : DCB, mars 2012.

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL. *Brasileiros no mundo : estimativas*. 24p. Brasília, juin 2008. Disponible sur : <http://www.brasileirosnomundo.itamaraty.gov.br/a-comunidade/estimativas-populacionais-das-omunidades/Brasileiros%20no%20Mundo%20-%20Estimativas.pdf/view>. Accès : 2 décembre 2016.

MOROKVASIC, Mirjana. Les oiseaux de passage sont aussi des femmes. In : PICHÉ, Victor (Org.). *Les théories de la migration*. Paris : Ined Éditions, 2013. p.249-268.

MOUJOURD, Nasima ; TEIXEIRA, Maria. Migration e trafic de femmes. In : HANDMAN, Marie Elisabeth ; MOSSUZ-LAVAU, Janine. (Dirs.). *La prostitution à Paris*. Paris : Éditions La Martinière, 2005. p.377-395.

OLIVAR, José Miguel Nieto. Performatividades governamentais de fronteira : a produção do Estado e da fronteira por meio de políticas de tráfico de pessoas na Amazônia brasileira. *Ambivalências*, v.3, n.5, p.149-182, 2015.

OLIVEIRA, Rafael da Silva. Garimpeiros no Suriname : panorama histórico e atuais implicações. *Meridiano 47*, v.12, n.125, p.53-60, 2011.

OLIVEIRA, Rafael da Silva. *Mobilidades transgressoras, geografias ignoradas : itinerários e emaranhamentos envolvendo territorialidades de garimpeiros no Suriname*. 400p. Thèse (Doctorat en Géographie Humaine) - Université de São Paulo, São Paulo, 2013.

OLIVEIRA, Rafael da Silva ; RIBEIRO, José Paulo. *Wortubuku Sranantongo para brasileiros*. Brasília : Fundação Alexandre de Gusmão, 2011.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational*. New York, 15 novembre 2000.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la fabrication illégale d'armes de feu, y compris les pièces, accessoires et munitions*. New York, 15 novembre 2000.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre le crime organisé et transnational, relatif au combat de la traite des migrants par voies terrestre, maritime et aérienne*. New York, 15 novembre 2000).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel de la convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational relatif à la prévention, répression et punition de la traite de personnes, spécialement des femmes et des enfants*. New York, 15 novembre 2000.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. *Protocole additionnel de la convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational relatif à la prévention, répression et punition de la traite de personnes, spécialement des femmes et des enfants*

OSO, Laura ; CATARINO, Christine. Femmes chefs de ménage et migration. In : BISILLIAT, Jeanne. (Dir.). *Femmes du Sud, chefs de famille*. Paris : Éditions Karthala, 1996. p.61-97.

OSO CASAS, Laura. *Estrategias migratorias de las mujeres ecuatorianas y colombianas en situación irregular : servicio doméstico y prostitución en Galicia, Madrid y Pamplona*. 2003. Disponible sur : http://www.mmo.gr/pdf/library/Spain/laura_oso_en%20espanol.pdf. Accès : 7 septembre 2016.

OSO CASAS, Laura. Prostitution et immigration des femmes latino-américaines en Espagne. *Cahiers du genre - Travail et mondialisation - Confrontations Nord / Sud*, v.1, n.40, p.91-103, 2006.

POLICE, Gérard. *Eudorado: le discours brésilien sur la Guyane française*. Matoury : Ibis Rouge Editions, 2010.

PASINATO, Wânia. Dez anos de lei maria da penha. O que queremos comemorar? *SUR - Revista Internacional de Direitos Humanos*, v.13, n.24, p.155-163, 2016.

PASINATO, Wânia. Oito anos de Lei Maria da Penha : entre avanço, obstáculo e desafios. *Estudos Feministas*, v.23, n.2, p. 533-545, 2015.

PATARRA, Neide Lopes ; BAENINGER, Rosana. Mobilidade espacial da população no Mercosul, metrópoles e fronteira. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, v.21, n.60, p.83-181, 2006.

PELLERIN, Hélène. De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada. *Revue européenne des migrations internationales*, v.27, n.2, p.57-75, 2011.

PELÚCIO, Larissa. Corpos indóceis – a gramática erótica do sexo transnacional e as travestis que desafiam fronteiras. In : SOUZA, Luiz Antônio Francisco de ; SABATINE, Thiago Teixeira ; MAGALHÃES, Boris Ribeiro de. (Orgs.). *Michel Foucault : sexualidade, corpo e direito*. Marília : Oficina Universitária, 2011. p.105-131.

PELÚCIO, Larissa. « *Eu me cuido, mona* » – saúde, gênero e corporalidade entre travestis que se prostituem. 11p. Texte présenté au Séminaire Homofobia, Identidades e Cidadania GLBTTT - mesa Tavestilidades e Transexualidades. Florianópolis, septembre 2007.

PELÚCIO, Larissa. Na noite nem todos os gatos são pardos : notas sobre a prostituição travesti. *Cadernos Pagu*, n.25, p.217-248, 2005.

PERALVA, Angelina. Questão de drogas e de mercados. *Contemporânea* - Dossiê violência, crime e teoria social, v.5, n.1, p.19-36, 2015.

PERALVA, Angelina ; SINHORETTO, Jacqueline ; GALLO, Fernanda de Almeida. *Economia da droga, instituições e política : os casos de São Paulo e Acre na CPI do Narcotráfico*. In : ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 34. Caxambu, 25-29 octobre 2010. 26p. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/papers-34-encontro/st-8/st37-1/1741-aperalva-economia/file>. Accès : 4 juin 2015.

PERALVA, Angelina ; SINHORETTO, Jacqueline ; GALLO, Fernanda de Almeida. *Economia da droga, instituições e política no Brasil : a CPI do narcotráfico*. In : AZAÏS, Christian ; KESSLER, Gabriel ; TELLES, Vera da Silva. (Orgs.). *Ilegalismos, cidade e política*. Belo Horizonte : Argumentum, 2012. p.199-228.

PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva. Apresentação. In : PERALVA, Angelina ; TELLES, Vera da Silva (Orgs.). *Ilegalismos na globalização : migrações, trabalho, mercados*. Rio de Janeiro : Ed. UFRJ, 2015. p.9-25.

PEREIRA, Mariana Cunha. *A ponte imaginária : o trânsito de etnias na fronteira Brasil-Guiana*. 181p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale) - Université de Brasília, Brasília, 2005.

PEREIRA, Mariana Cunha. Processo migratório na fronteira Brasil-Guiana. *Estudos Avançados*, v.20, n.57, p.209-219, 2006.

PICHÉ, Victor. Les fondements des théories migratoires contemporaines. In : PICHÉ, Victor (Org.). *Les théories de la migration*. Paris : Ined Éditions, 2013. p.19-60.

PINTO, Manoel de Jesus de Souza. *O fetiche do emprego : um estudo sobre relações de trabalho de brasileiros na Guiana Francesa*. 203p. Thèse (Doctorat en Développement Durable des Tropiques Humides) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2008.

PINTO, Manoel de Jesus de Souza. Por uma « sociologia da clandestinidade » no estudo da presença de brasileiros na Guiana Francesa. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFPA, 2009. p.237-253.

PIRES, Beatriz Ferreira. *Piercing / Implante / Escarificação / Tatuagem : o corpo como suporte da arte*. 233p. Dissertation (Master en Arts) - Université d'État de Campinas, Campinas, 2001.

PISCITELLI, Adriana. Amor, apego e interesse : trocas sexuais, econômicas e afetivas em cenários transnacionais. In : PISCITELLI, Adriana ; ASSIS, Glaucia de Oliveira ; OLIVAR, José Miguel Nieto. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro : mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas : Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011. v.1. p.537-582.

PISCITELLI, Adriana. Brasileiras na indústria transnacional do sexo. *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*. 12.3.2007. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/3744>. Accès : 30 octobre 2014.

PISCITELLI, Adriana. Economias sexuais, amor e tráfico de pessoas : novas questões conceituais. *Cadernos Pagu* [online], n.47, e16475, p.1-31, 2016.

PISCITELLI, Adriana. Entre as « máfias » e a « ajuda » : a construção de conhecimento sobre tráfico de pessoas. *Cadernos Pagu - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas*, n.31, p.29-63, 2008.

PISCITELLI, Adriana. Sexo tropical em um país europeu : migração de brasileiras para a Itália no marco do « turismo sexual » internacional. *Estudos Feministas*, v.15, n.3, p.717-744, 2007.

PISCITELLI, Adriana. Sujeição ou subversão : migrantes brasileiras na indústria do sexo na Espanha. *História e Perspectivas*, n.35, p.13-55, 2006.

PISCITELLI, Adriana. *Trânsitos : brasileiras nos mercados transnacionais do sexo*. Rio de Janeiro : Ed. UERJ, 2013.

PISCITELLI, Adriana ; LOWENKRON, Laura. Categorias em movimento : a gestão de vítimas do tráfico de pessoas na Espanha e no Brasil. *Ciência e Cultura*, v.67, n.2, p.35-39, 2015.

PISCITELLI, Adriana ; VASCONCELOS, Marcia. Apresentação. *Cadernos Pagu* - Dossiê Gênero no Tráfico de Pessoas, n.31, p.9-28, 2008.

POLICE, Gérard. *Éudorado : le discours brésilien sur la Guyane française*. Matoury : Ibis Rouge Editions, 2010.

PORTES, Alejandro. La mondialisation par le bas : l'émergence des communautés transnationales. *Actes de la recherche en sciences sociales - Délits d'immigration*, v.129, n.1, p.15-25, 1999.

POULIN, Richard. *La mondialisation des industries du sexe : prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*. Paris : Éditions Imago, 2011.

PRICE, Richard. *Les premiers temps : la conception de l'histoire des marrons saamaka*. La Roque d'Anthéron : Vents d'ailleurs, 2013.

PRICE, Richard. *Peuple Saramaka contre état du Suriname : combat pour la forêt et les droits de l'homme*. Paris : IRD, Karthala/Ciresc, 2012. (Coll. Esclavages)

PRICE, Richard. Quilombolas e direitos humanos no Suriname. *Horizontes Antropológicos*, v.5, n.10, p.203-241, 1999.

PRICE, Richard ; PRICE, Sally. *Les marrons*. 2.éd. La Roque d'Anthéron : Vents d'ailleurs, 2004.

PROGRAMA DE LUTA CONTRA O TRÁFICO DE PESSOAS. (Coord.). *Tráfico internacional de pessoas e tráfico de migrantes entre deportados(as) e não admitidos(as) que regressam ao Brasil via o aeroporto internacional de São Paulo*. Brasília : Ministério da Justiça/OIT, 2007.

QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. *Variações sobre a técnica de gravador no registro da informação viva*. São Paulo : Ceru/FFLCH, 1991.

RIBEIRO, Fernando Rosa. A construção da nação (pós-)colonial : África do Sul e Suriname, 1953-1948. *Estudos Afro-Asiáticos*. Rio de Janeiro, v.24, n.3, p.483-512, 2002.

RIBEIRO, Fernando Rosa. O encontro (pós-colonial) : « raça », história e território no Brasil, África do Sul e Caribe. *Universitas : Relações Internacionais*, v.2, n.2, p.83-107, 2004.

RICHARD, Jérôme. L'émergence d'une politique criminelle européenne autour de la prostitution : un outil bruyant pour la résonance d'un ordre public continental. In : DANET, Jean ; GUIENNE, Véronique. (Dir.). *Action publique et prostitution*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006. p.65-77.

RODRIGUES, Francilene dos Santos. Configuração migratória no lugar Guayana : uma análise da migração na tríplice fronteira Brasil-Venezuela-Guiana. In : ARAGÓN, Luis E. (Org.). *Migração internacional na Pan-Amazônia*. Belém : Naea/UFPA, 2009. p.223-236.

RODRIGUES, Francilene dos Santos. “Garimpando” a sociedade roraimense : uma análise da conjuntura sócio-política. 133p. Dissertation (Master en Développement Durable des Tropiques Humides) - Université Fédérale du Pará, Belém, 1996,

RODRIGUES, Francilene dos Santos. Migração transfronteiriça na Venezuela. *Estudos Avançados*, v.20, n.57, p.197-206, 2006.

RODRIGUES, Thaís de Camargo. *O tráfico internacional de pessoas para fim de exploração sexual e a questão do consentimento*. 204p. Dissertation (Master en Droit Pénal) - Université de São Paulo, São Paulo, 2012.

ROMERO, Simon. Guyana : Caught in Brazil's Net ? Small Nation, New to Free Markets, Fears Loss of Its Identity. *The New York Times*, 30 mars, 2000. Disponible sur : <http://www.nytimes.com/2000/03/30/business/guyana-caught-brazil-s-net-small-nation-new-free-markets-fears-loss-its-identity.html>. Accès : 2 décembre 2016.

SALLA, Fernando ; ALVAREZ, Marcos César ; BALLESTEROS, Paula R. Violencia y fronteras en Brasil. In : CARRIÓN, Fernando ; ESPÍN, Johanna. (Coords.). *Relaciones fronterizas : encuentros y conflictos*. Quito : Crearimagen, 2011. p.187-201.

SILVA, Ana Paula da ; BENTO, Andressa Raylane ; BLANCHETTE, Thaddeus Gregory. Sonho de Cinderela : uma análise estrutural de um mito sobre o tráfico de pessoas. In : GUERALDI, Michelle. (Org.). *Desafios para o enfrentamento ao tráfico de pessoas*. Brasília : Ministério da Justiça-Secretaria Nacional de Justiça-Coordenação de Enfrentamento ao Tráfico de Pessoas, 2014. p.138-168. (Cadernos temáticos sobre tráfico de pessoas ; v.5)

SILVA, Ana Paula da ; BLANCHETTE, Thaddeus Gregory. Mulheres vulneráveis e meninas más. In : MINISTÉRIO DA JUSTIÇA. Secretaria Nacional De Justiça. *I Prêmio Liberdade : enfrentamento ao tráfico de pessoas*. Brasília : Secretaria Nacional de Justiça-Ministério da Justiça, 2010. p.147-188. (Série pesquisas e estudos)

SILVA, Jacqueline Oliveira. (Coord.). *O tráfico de seres humanos para fins de exploração sexual no Rio Grande do Sul : informe de pesquisa*. Porto Alegre : Secretaria Nacional de Justiça-Ministério da Justiça/UNODC, 2005.

SIMONIAN, Ligia. T. Lopes ; FERREIRA, Rubens da Silva. Trabalho e vida em terra estrangeira : o caso dos imigrantes brasileiros na Guiana Francesa. *História Revista*, v.10, n.2, p.227-352, 2005.

SMITH, Andreza do Socorro Pantoja de Oliveira. *Travestis e transmulheres : rotas e conexões de protagonistas de tráfico para exploração sexual*. 209p. Thèse (Doctorat en Droit) - Université Fédérale du Pará, Belém, 2016.

SODIREITOS ; GAATW-REDLAC. *Pesquisa tri-nacional sobre tráfico de mulheres do Brasil e da República Dominicana para o Suriname : uma intervenção em rede*. Coordination de Marcel Hazeu. Belém : Sodireitos, 2008.

SPRANDEL, Marcia Anita ; DIAS, Guilherme Mansur. A temática do tráfico de pessoas no contexto brasileiro. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v.18, n.35, p.155-170, 2010.

SPRANDEL, Marcia et al. *Jornadas transatlânticas : uma pesquisa exploratória sobre tráfico de seres humanos do Brasil para Itália e Portugal*. Brasília : Ministério da Justiça, 2011.

STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION. *Indept interviews with sex workers from the Dominican Republic and Brazil in Paramaribo and Nieuw Nickerie*. Paramaribo : SMLA, 2008.

STICHTING MAXI LINDER ASSOCIATION. *Profile of clubs and informal sexual locations in Paramaribo and Nieuw Nickerie*. Paramaribo : SMLA, 2001.

TARRIUS, Alain. Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, v.17, n.2, p. 37-61, 2001.

TARRIUS, Alain. *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*. Canet : Éditions Trabucaire, 2010.

TARRIUS, Alain. Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s. *Regards croisés sur l'économie* - Économie politique des migrations, v.2, n.8, p.63-70, 2010.

TEDESCO, Letícia da Luz. *No trecho dos garimpos : mobilidade, gênero e modos de viver na garimpagem de ouro amazônica*. 420p. Thèse (Doctorat en Anthropologie Sociale et Anthropologie Sociale et Culturelle) - Université Fédérale de Rio Grande do Sul/Vrije Universiteit Amsterdam, Amsterdam, 2015.

TELLES, Vera da Silva. *A cidade nas fronteiras do legal e ilegal*. Belo Horizonte : Argvmentvm, 2010.

THEIJE, Marjo de. Insegurança próspera : as vidas dos migrantes brasileiros no Suriname. *Anthropológicas*, v.18, n.1, p.71-93, 2007.

THEIJE, Marjo de. Ouro e Deus : sobre a relação entre prosperidade, moralidade e religião nos campos de ouro do Suriname. *Religião & Sociedade*, v.28, n.1, p.69-83, 2008.

TOGNI, Paula Christofolletti. Que “brasileiras/os” Portugal produz? Representações sobre gênero, amor e sexo. In : PISCITELLI, Adriana ; ASSIS, Glaucia de Oliveira ; NIETO OLIVAR, José Miguel. (Orgs.). *Gênero, sexo, amor e dinheiro : mobilidades transnacionais envolvendo o Brasil*. Campinas : Pagu/Núcleo de Estudos de Gênero, 2011, v.1, p.385-433.

UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME. *The globalization of crime : a transnational organized crime threat assessment*. Vienna : The United Nations Office on Drugs and Crime, 2010.

VENCATO, Anna Paula. Confusões e estereótipos : o ocultamento de diferenças na ênfase de semelhanças entre transgêneros. *Cadernos AEL*, v.10, n.18/19, p.188-215, 2003.

VERSCHUUR, Christine. Entre rêves et droits, au-delà des frontières... Migrantes et nouvelle division internationale du travail et des soins. In : VERSCHUUR, Christine ; REYSOO, Fenneke. (Dir.). *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations et développement*. Paris : Éditions L'Harmattan, 2005, p.13-18 (Cahiers genre e développement, n.5)

VILAR, Julyana. « Esse corpo me pertence » : construção corporal através das técnicas da *body modification*. *Vivência : Revista de Antropologia* - Dossiê Antropologia, Justiça e Prisão : reflexões sobre o sistema penal brasileiro, n.40, p.151-167, 2012.

WASELFISZ, Julio Jacobo. *Mapa da violência 2015 : homicídio de mulheres no Brasil*. Brasília, 2015. 79p. Disponible sur : www.mapadaviolencia.org.br. Accès : 20 mars 2016.

WELZER-LANG, Daniel ; ALBERTINA. *La putain et le sociologue : une prostituée libre et heureuse prend la parole*. Paris : Éditions La Musardine, 2014.

WELZER-LANG, Daniel ; BARBOSA, Odette ; MATHIEU, Lilian. *Prostitution: les uns, les unes et les autres*. Paris: Éditions Métailié, 1994.

WENDEN, Catherine Wihtol de. *La question migratoire au XXIe siècle : migrants, réfugiés et relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010.